

Bernard Rosier

Pierre Dockès

Rythmes

économiques Crises

et changement social

une perspective

historique

Economie critique



La Découverte /

Maspero

Pierre Dockès
Professeur d'économie politique
à l'université Lyon II

Bernard Rosier
Professeur d'économie politique
à l'université Aix-Marseille II

Rythmes économiques

Crises et changement social, une perspective historique

Thomas J. Bata Library
TRENT UNIVERSITY
PETERBOROUGH, ONTARIO

Ouvrage publié avec le concours du Centre national des lettres

LA DÉCOUVERTE/MASPERO
1, place Paul-Painlevé, V^e
PARIS
1983

INTRODUCTION GÉNÉRALE	7
---------------------------------	---

Prélude : la formation du capitalisme productif en Grande-Bretagne	19
---	----

PREMIÈRE PARTIE

Une réinterprétation du rythme « classique »

Introduction : Le rythme classique : présentation	41
Chapitre 1 : Genèse d'une crise : la question de l'exploitation	48
Chapitre 2 : Genèse d'une crise : la question des débouchés	68
Chapitre 3 : De la crise à la reprise ou comment Phénix renaît de ses cen- dres	85
Note annexe : Le rythme classique : la période 1879-1888 en France : un exemple	103

DEUXIÈME PARTIE

Une réinterprétation du cycle long

Introduction : Les rythmes longs et les limites des analyses conventionnelles	113
Chapitre 4 : La « grande dépression » de la fin du XIX ^e siècle (1873-1895) ou la genèse du capitalisme « monopoliste ». Un réexamen	127
Chapitre 5 : L'entre-deux-guerres, 1914-18/1939-45 : dépression longue et « grande crise » mondiale ou le parachèvement du capitalisme monopo- liste par genèse d'un mode de régulation étatique et monopoliste	147
Note annexe : Le cycle 1920-1929 et la grande crise aux Etats-Unis	168
Chapitre 6 : Pour une théorie nouvelle des cycles longs	177

TROISIÈME PARTIE

Aujourd'hui, de nouveau la dépression longue

Chapitre 7 : Le temps de la croissance	196
Chapitre 8 : Le temps de la crise et de l'enlisement	222
Chapitre 9 : Sortie de crise et changement social : l'élaboration d'un nou- vel ordre productif	265
Bibliographie	293

DES MÊMES AUTEURS

PIERRE DOCKÈS

L'espace dans la pensée économique, Flammarion, 1969.

L'Internationale du capital, P.U.F., 1975.

La Libération médiévale, Flammarion, 1979.

Sauvages et ensauvagés, avec J.-M. Servet, Presses universitaires de Lyon, 1980.

BERNARD ROSIER

Nous allons à la famine (avec René Dumont), éd. du Seuil, 1966 et 1969.

Agriculture moderne et socialisme (en coll.), P.U.F., 1968.

Structures agricoles et développement économique, éd. Mouton, 1969.

Modèles de planification décentralisée (avec B. Boucon, J. Bourlès et J.-H. Lorenzi), Presses universitaires de Grenoble, 1973.

Croissance et crise capitalistes, P.U.F., 1975 ; nouvelle édition entièrement refondue, 1983.

Approches du développement endogène (en coll.), Presses de l'Unesco et Editions ouvrières, 1983.

Introduction générale

« Sache à quel rythme sont soumis les hommes ».

ARCHILOQUE ¹

Oublions le temps abstrait, mathématique, l'axe horizontal de nos graphiques et, en suivant Bachelard, rêvons aux « formes du temps » [1]*. La démarche pourrait commencer simplement en tentant de retrouver celles de l'Antiquité ou du Moyen Age. On a peut-être trop dit que le temps de l'hellénisme était le temps cosmique, circulaire, et que le temps historique, cette flèche, était une invention judéo-chrétienne. Même si ces affirmations résument assez bien l'essentiel [15, 69], retenons surtout que la durée était plurielle et qu'une réflexion sur « les formes du temps » n'était nullement incongrue. Elles naissaient de l'observation des mouvements des astres, de l'alternance des saisons et des jours, de méditations sur la dynamique des éléments fondamentaux, l'air, l'eau, le feu, la terre, et sur la vie des êtres. D'où le concept de cycle comme dialectique de l'éternité et du mortel : le temps des astres (il faut qu'à chaque crépuscule le soleil meure pour que l'on pense son éternel retour) ; d'où le concept d'histoire, ce « vecteur » avec son origine et sa fin, avec son sens, comme dialectique du mouvement et du repos : le temps irréversible des fleuves, de leur source à la mer (le flux de l'histoire n'était concevable qu'en référence à une origine et une fin des temps, la fin marxienne de l'histoire n'en étant que l'ultime avatar).

Il fallait un mot pour qualifier « la forme de ce qui n'a pas de forme », ce fut le mot « rythme »². D'où la relation à la musique et à la poésie.

Le rythme, ce « système d'instant » [1, IX], cette organisation des durées, sera au centre de notre analyse : au sens propre, elle se voudrait une réflexion sur certaines formes du temps. Pour cela, il nous faut oublier le temps uni-forme des horloges, ce temps externe (qui s'impose à nous de l'extérieur), étranger à notre vécu, et pénétrer ce deuxième temps, le temps structurel que Prigogine nomme interne, « marqué par l'irréversible et les fluctuations » [13]. Mieux vaudrait

* Dans tout le livre, les chiffres en italiques entre crochets renvoient aux références bibliographiques figurant en fin de volume, p. 293. Ces références sont numérotées par partie. Les chiffres en caractère romain correspondent aux numéros de pages de la référence citée.

1. Fr. 66 (Bergk), d'après P. Vidal-Naquet [15, 175].

2. Le mot « rythme » vient de *rythmos* et E. Benveniste a montré que ce mot désigne « la forme dans l'instant qu'elle est assumée par ce qui est mouvant, mobile, fluide, la forme de ce qui n'a pas de forme organique » [3].

parler de polyrythmie d'un temps pluridimensionnel et dont l'« épaisseur » est superposition de plusieurs durées en relation les unes aux autres, puisque le rythme n'est pas seulement un phénomène ondulatoire, une succession de cycles (même si leur amplitude est elle-même rythmée). Pour ce qui concerne les sociétés humaines, la conceptualisation d'une pluralité des temps est venue surtout des historiens³, l'idée d'une ondulatoire généralisée plutôt des économistes [10], encore que la physique en ait fourni le modèle ou permis le renouvellement [5, III, 56]. Si cette dernière hypothèse était retenue, la polyrythmie serait seulement composition d'ondes de fréquences et d'amplitudes diverses et phénomènes de résonance. D'où d'ailleurs la possibilité de décomposer un mouvement en ses divers cycles, depuis celui de la journée jusqu'aux mouvements séculaires.

La conception du temps comme composition de mouvements ondulatoires, comme succession périodique de conjonctures multiples est renversante en ceci qu'elle brise l'uniformité et construit la continuité sur cette « dialectique de la durée » où « ce qui dure le plus est ce qui se recommence le mieux » [1, IX]. A la base de toute théorie des fluctuations, il y aura donc une théorie de la reproduction des formes : un caractère est rythmique s'il se restitue, s'il se *reform*e. D'où toujours, implicite ou explicite, une théorie de la régulation.

Le concept de régulation renvoie à l'idée de relations d'interaction entre éléments instables. La régulation d'un processus complexe est ajustement, conformément à quelques règles ou normes, d'une pluralité de mouvements non nécessairement cohérents a priori. Un système régulé – dont le prototype est un système cybernétique – se caractérise par le fait que certaines de ses variables vont être maintenues au voisinage d'une valeur constante par le moyen de détecteurs de perturbations qui vont réagir à un signal d'écart et entraîner l'annulation de la cause perturbatrice et le maintien de la valeur fonctionnelle inscrite comme norme dans la structure même du système considéré.

Dans la mesure où le développement de la perturbation, la détection de l'information, sa prise en compte et sa correction prennent du temps, il y a développement d'un processus de régulation, d'un rythme cyclique dont le premier mouvement correspond à la montée des « périls », le second à leur correction. La durée n'est pas uniformité, mais reproduction.

La mise en lumière des phénomènes de régulation des systèmes, de cycles autour d'états d'équilibre, risquerait d'enliser cette ondulatoire généralisée dans le temps circulaire, même s'il est pluridimensionnel. Le temps n'est pas seulement restitution des formes, cette « mélodie jouant dialectiquement avec elle-même, se perdant pour se retrouver » [1, IX], il est aussi histoire et promesse d'un devenir, une transformation et pas seulement une re-formation. Il ne s'agit pas simplement de comprendre comment la reproduction fait la durée, mais aussi comment dans la durée se produit le changement, comment l'autorégulation d'un système non seulement n'interdit pas, mais d'une certaine façon permet son autodestruction et l'autogenèse de nouvelles formes du même système ou d'un système nouveau.

Deux théories de la reproduction des systèmes s'opposent. Selon la conception dominante (systémie néo-classique), le fonctionnement harmonieux d'un système ne peut être troublé que par l'intervention d'un élément externe ou par

3. F. Braudel [4] distingue une histoire quasi immobile, celle de l'homme dans ses rapports au milieu, une histoire lentement rythmée, celle des groupes et des groupements d'hommes, l'histoire événementielle enfin avec son agitation de surface. D'où « une décomposition de l'histoire en plans étagés », *les trois temps de l'histoire*.

l'affaiblissement, voire le blocage, d'une relation interne (vieillesse). Si le système, après une période d'adaptation, ne parvient pas à réduire la cause externe de trouble, à renouer ou à remplacer la liaison interne, une évolution accidentelle ou de dégénérescence intervient. L'échec du processus de reproduction tient alors à un désordre qui n'a pu être réduit ou à l'existence d'une finitude « biologique » inscrite au cœur de chaque relation. Cette conception aboutit soit à une conception « shakespearienne » de l'histoire où des bruits aléatoires produisent, de l'extérieur, rythmes et changements, soit à une conception « naturaliste » où les rythmes cycliques sont l'expression de régulations vitales et le changement n'est que sclérose ou éternel retour.

Selon la seconde conception, dialectique, les systèmes sociaux sont structurés par des relations antagoniques et leur dynamique procède de leurs contradictions internes. La régulation est recherche d'une solution à ces contradictions et, même lorsqu'elle y tend, n'aboutit jamais à une reproduction à l'identique. Le système tend à *s'élargir*, la recherche d'une solution à ses contradictions internes produisant une « fuite en avant » expansionniste au détriment d'autres systèmes, mais la logique de son développement interne est *réductrice* : la dynamique de l'antagonisme aboutissant à l'effritement des espaces médians, à l'absorption des éléments, des groupes et des relations secondaires par les pôles et les liaisons principales. D'où une autodestruction non par l'intrusion de désordres ou l'échec de la régulation, mais par son succès même, par la logique interne du développement et de la mise en ordre. La fin d'un ordre est le produit de sa nécessité expansionniste et ordonnatrice.

Bien avant le blocage et la crise du processus de reproduction, dans les béances et les inefficiences de l'ancien système, s'étaient mis en place les éléments et les liaisons d'un nouveau système. Après la « crise finale », les anciens éléments sont réinterprétés par les nouvelles relations d'un système en formation, initialement caractérisé par la présence simultanée de formes diverses et concurrentes, de relations tâtonnantes, d'expériences foisonnantes et contradictoires. L'agonie, puis la mort de l'ordre ancien ont laissé place à un nouveau désordre, créatif [9]. Dès lors peut recommencer le processus de développement et de mise en ordre – donc finalement de mise à mort – du nouveau système.

Cette seconde conception livre une théorie de l'histoire où les rythmes cycliques sont au service du changement. Mais elle n'interdit nullement l'aléa ; mieux encore, le chemin de la nécessité ne peut avoir été frayé que dans le foisonnement du hasard, étant entendu que la nécessité n'a de sens que dans une vision rétrospective et que le hasard est surtout – mais pas seulement – le produit du monde infiniment complexe des nécessités. Si, loin des situations d'équilibre, l'aléatoire pénètre aujourd'hui fortement la *Logique du vivant* (F. Jacob) et celle du social, si l'autostructuration de ces « macroscopes » se fait toujours plus probabiliste, aboutissant à des formes diverses à partir d'états originaires identiques, cela ne nous fait pas déboucher sur la folie de l'histoire, mais peut permettre d'élargir l'espace de la liberté humaine.

L'histoire, tel le sillage du navire, n'a de sens que pour les passagers qui regardent vers l'arrière. En lui-même le temps, l'irréversibilité absolue, est un mouvement sans fin aux deux sens du terme : une éternité qui ne sait où elle va. Si le temps n'a ni finitude ni finalité, comment penser le sens de l'histoire ? La flèche du temps, vecteur infini, peut-elle trouver sa signification dans la stabilité de son orientation ? Les hommes peuvent effectivement tenter de trouver leur sens dans le temps et le sens de leur temps. S'efforçant de reconstituer cette se-

conde d'éternité qu'est leur passé, une écume éphémère, comment ne feraient-ils pas converger dans leurs utopies la vertigineuse poussée de leur puissance productive, leur progrès social, culturel, en un mot leur essor, en quelque « point oméga » ? Mais le bout de ce chemin sans fin ne peut qu'être un effet de perspective, un point de fuite.

Qu'importe, s'il est visible, cela suffit pour qu'il faille s'embarquer. Visible, sans doute est-ce un bien grand mot pour cet aboutissement sans cesse reculé ! Pourtant, dans cette obscurité, la fragile clarté d'une issue est vaguement perceptible. Elle est cette utopie concrète que désignent les luttes séculaires des hommes pour leur autonomie individuelle et collective, pour briser les cercles successifs de la rareté et de l'oppression. La marche vers les lumières, cette naïve histoire de la liberté de Michelet et Marx à Sartre, si elle nous semble la seule à hauteur d'homme, n'est pas la seule possible. Reste qu'il faut choisir : le sens de l'histoire n'est pas donné, sa définition est déjà un combat et chaque classe, chaque homme, a son « point du jour ».

La puissance du matérialisme historique est d'avoir, partant des Lumières et de ses philosophes, de la synthèse hégélienne, sorti la question « où va l'histoire » du règne des rêveries utopistes, d'avoir donné *une* réponse au « pourquoi et comment » se fait le changement social, d'avoir fondé comme « utopie concrète » la société d'hommes libres et égaux que désignaient depuis des siècles les luttes des hommes. Cette théorie de l'histoire nous paraît cependant irrecevable dans la mesure où le temps des choses faites par le travail des hommes pour asseoir leur domination sur la nature y dynamise le temps des rapports sociaux et au-delà toute la société. Le matérialisme historique, trop marqué par le technocentrisme du XIX^e siècle, subordonne les hommes et leurs luttes à la matérialité que pourtant ils produisent.

Le paradoxe, et le génie, de Marx est qu'ayant, dans l'extraordinaire complexité du social, fourni ce fil conducteur, le développement des forces productives, lorsqu'il lui faut analyser la longue transition de l'époque féodale au capitalisme, il ne fait qu'à peine référence à cette théorie générale. Serait-elle devenue plus encombrante qu'efficace ? Dans les textes [11, I, VIII] [12] qui étudient cette transition, les formes *sociales* de production se renouvellent avant les formes *matérielles*, commencent par « subordonner » les anciennes, c'est-à-dire les utiliser en les réinterprétant (subordination formelle du travail au capital), puis produisent de nouvelles forces productives qui leur sont adaptées (subordination réelle). Ainsi le capitalisme s'est, selon lui, développé en trois phases successives : montée du capitalisme commercial et financier favorisant, et favorisé par, l'essor des métiers urbains et ruraux ; subordination de l'artisanat à ces formes de capital et expansion de la manufacture dispersée où la base matérielle du procès de travail n'est que réinterprétée ; enfin montée du capital opérant directement dans la production, cette mutation des rapports sociaux de production, s'appuyant sur un renouvellement des forces productives, la manufacture concentrée en premier lieu, la fabrique et son système de machines en second lieu.

On pourrait, à partir de l'histoire marxienne, multiplier les exemples de *primauté du social sur la matérialité technique*. On pourrait, de façon plus pertinente, relire l'histoire réelle – ce qu'on en sait aujourd'hui – pour conforter cette position et montrer que les luttes sociales tissent l'histoire des sociétés, y compris leur histoire technique [7, 14]. Ici, nous choisirons un champ plus restreint – les transformations du capitalisme depuis le début du XIX^e siècle – pour tenter d'y mettre en œuvre cette même problématique.

CLASSES SOCIALES, SURPLUS ÉCONOMIQUE ET ANTAGONISMES SOCIAUX

I. CLASSES SOCIALES ET RAPPORTS SOCIAUX DE PRODUCTION

Les classes sociales sont essentiellement des ensembles d'agents sociaux définis par leur position dans les rapports sociaux de production. Il y a, dans une société donnée, division en classes à partir du moment où une fraction minoritaire s'est arrogée historiquement un pouvoir de *contrôle* sur les moyens de production essentiels. Ce pouvoir peut prendre la forme d'un droit de propriété.

Dans le cas de l'esclavagisme, ce droit de propriété s'étend aux travailleurs eux-mêmes assimilés aux moyens de production matériels. Dans le cas du « féodalisme », la possession effective des terres, des outils et des travailleurs eux-mêmes est « partagée » entre les maîtres et ces travailleurs selon des formes et des modalités diverses (le serf détient des droits limités sur « sa » terre et « sa » force de travail, voire sa personne).

Dans le cas du capitalisme concurrentiel, la propriété des moyens de production matériels devient le critère décisif, mais avec sa « socialisation » liée à la nécessité de la production à grande échelle, avec les nouvelles formes juridiques prises par les entreprises (sociétés anonymes), le critère du pouvoir de contrôle redevient pertinent.

Remarquons que les classes peuvent être également déterminées par un pouvoir de contrôle des résultats de la production grâce à un pouvoir économique (domination du marché par une classe de marchands), idéologique (perception de dîmes par une cléricature) ou politique (seigneurie politique ou « banale », perception des tailles...). Ce pouvoir tend cependant à pénétrer les conditions de la production elle-même.

Les rapports sociaux de production sont cette catégorie de rapports sociaux liant des hommes entre eux dans le processus d'appropriation de la nature. L'ensemble des rapports sociaux de diverses natures définit le mode social de production.

Ces rapports sont autonomes s'ils se nouent entre de libres producteurs associés (mais la domination et l'exploitation peuvent pénétrer de l'extérieur ces modes de production).

Ils sont rapports d'exploitation lorsqu'une classe sociale utilise le pouvoir de domination qu'elle exerce sur une autre classe pour extraire du travail de cette dernière les moyens de sa propre existence, de la perpétuation et de l'élargissement de son pouvoir, et donc de la continuation et du développement de cette exploitation (reproduction sociale et élargissement de cette forme sociale de production).

II. CLASSES SOCIALES ET SURPLUS ÉCONOMIQUE

Le concept de « surplus économique » désigne cette fraction de la production qui vient au-delà de ce qui est « nécessaire » à la reproduction des capacités productives d'une société donnée (par exemple, semences, reconstitution des outils, subsistance des travailleurs productifs et de leur famille). Dans les sociétés sans classes (dites primitives), il n'y a surplus que s'il en est ainsi collectivement décidé.

Mais lorsque cette fraction de la production est appropriée sans travail par une minorité, celle-ci devient classe dominante. Le volume du surplus et par conséquent le niveau des consommations dites « nécessaires » des travailleurs productifs sont alors le résultat d'un rapport de forces entre classes.

Dès lors, la forme sociale de la production définit un mode d'extraction (ou de production) du surplus et caractérise les sociétés (esclavagisme, « féodalisme », capitalisme...).

Pour chaque mode de production, le surplus peut être appréhendé diversement (selon la façon dont la production est appréhendée).

Il est *surproduit* lorsqu'il est déterminé par les quantités des divers biens qui ne sont utilisés ni pour la production (matières premières...) ni pour la reproduction des travailleurs (biens consommés par les travailleurs dans une société donnée).

Si les biens sont vendus sur les marchés, et que ces marchandises peuvent donc être estimées à leur prix, la « valeur » du surplus est le *prix du surproduit*. Il peut prendre alors la forme argent entre les mains de ses propriétaires.

Le surplus peut être enfin saisi comme *surtravail* : une classe extrait un surtravail d'une autre classe en faisant travailler ses membres durant un temps supérieur à celui qui est nécessaire à la reproduction de ses moyens de subsistance et des moyens matériels de production.

Dans le cas de l'esclavagisme et du servage, l'exploitation prend immédiatement la forme de l'extraction d'un surtravail (le seigneur fait, par exemple, travailler ses serfs trois jours pour lui et leur abandonne quatre jours pour leur propre production).

Dans le cas du capitalisme, l'ouvrier *paraît* être payé dix heures pour dix heures de travail. Marx, définissant la valeur des marchandises comme une quantité de travail nécessaire à leur production*, peut montrer que cet ouvrier vend au capitaliste sa *force de travail* à sa valeur (définie comme une quantité de travail contenue dans les moyens de consommation du travailleur et de sa famille) et que ce dernier l'utilise pendant un temps de travail supérieur, produisant ainsi une *sur-valeur* – ou *plus-value* – expression d'un surtravail. Le surplus est alors dévoilé comme surtravail, donc comme revenu d'exploitation (et ne peut l'être *que* dans le cadre de cette théorie de la valeur*).

III. CLASSES SOCIALES ET ANTAGONISMES SOCIAUX

Dans les sociétés de classes, les rapports de production étant par leur nature antagoniques, les classes ne se posent que dans leur opposition et dans le mouvement de cet antagonisme. Autrement dit, classes sociales, luttes de classes et surplus économique sont trois éléments liés historiquement, théoriquement et opérationnellement. Et l'on voit que, si les sociétés concrètes sont plus complexes, chaque mode social de production est constitué de deux classes qui n'existent qu'en s'opposant, l'enjeu principal de cet affrontement étant la production, l'appropriation et l'usage du surplus.

Il est cependant possible de distinguer différents types de conflits de classes selon le champ où se développent ces pratiques. L'analyse « marxiste » distingue traditionnellement la lutte économique menée au niveau des conditions de travail et d'existence, la lutte idéologique ou affrontement de l'idéologie de la classe dominée et de la classe dominante, la lutte politique menée en vue de la prise du pouvoir politique et de l'éradication du mode d'exploitation lui-même.

Cependant, contrairement à une analyse simplifiante, ces types de conflits ne correspondent pas à trois niveaux successifs, les classes exploitées se hissant, par l'accession à la *conscience de classe* (c'est-à-dire par la prise de conscience de l'appartenance à une classe ayant des *intérêts stratégiques* à long terme communs), de la lutte économique à la lutte idéologique, enfin à la lutte politique. Les conflits sociaux se développent dans ces trois champs, même si c'est sous des formes variées, même si certaines pratiques n'existent longtemps qu'en germe.

Diverses déformations doivent être écartées si l'on veut éviter que le discours de la lutte des classes ne fonctionne comme mythe, souvent rédempteur, parfois aliénant ou comme simple pratique mobilisatrice.

1. Celle qui ne retient, dans une société donnée, que deux classes antagoniques, alors que la juxtaposition historique de plusieurs formations sociales dans une société produit une pluralité des classes (en particulier la tripartition propriétaires fonciers, bourgeois, prolétaires est classique dans l'économie politique).

2. Celle qui conçoit les classes comme des blocs compacts, nettement séparés, alors que chaque classe est décomposée selon la division du travail (en métiers, qualifications...), que les passages d'une classe à l'autre se font par de subtils différentiels sociaux et enfin que la classe dominante voit s'agréger aux « extracteurs de plus-value » ceux qui ne font qu'en vivre (ainsi les diverses catégories qui tirent leurs revenus de ceux du capital). D'où le rôle souvent crucial de ce complexe conglomérat intermédiaire, *les classes moyennes*.

3. Celle qui néglige les modes de fractionnement social qui ne découlent pas directement des rapports de production (culture, ethnie, religion, nation...). Notons que certains différentiels sociaux extra-économiques peuvent être utilisés pour fonder ou conforter des rapports de production (esclavage des « nègres », exploitations cléricales...).

4. Celle qui n'imagine pas d'autres luttes que celle de la classe dominée contre la classe dominante. Or cette dernière se définit elle aussi par diverses pratiques destinées à conforter, élargir ou renouveler l'exploitation.

5. Celle qui se représente les classes sociales en lutte ouverte permanente. Or non seulement les formes de luttes sont diverses (luttes sourdes plus ou moins continues), mais des pratiques de collaboration de classes sont souvent imposées par la soumission à l'idéologie de la classe dominante, par les divisions au sein des classes exploitées : la hiérarchie, en tant que telle, incite chaque échelon à se « soumettre volontairement » à l'échelon supérieur à seule fin d'en tirer pouvoir sur les catégories inférieures.

Les antagonismes sociaux se développent donc dans des systèmes complexes où la collaboration et les alliances de classes ou entre groupes sociaux se nouent et se défont au gré de conjonctures politiques, économiques et sociales ou à la suite du développement même des conflits, selon une dialectique interne continuellement bouleversée par le jeu de facteurs extérieurs. L'histoire ne donne guère d'exemples d'une opposition simple « classe contre classe ».

* Cf. Hors-texte, p. 45 et sq. : « Une économie du capitalisme ».

Il serait souhaitable de disposer d'une théorie des structures des sociétés permettant de saisir les lois de fonctionnement et de transformation de chacune d'elles. Pour cela, partons d'une interprétation (délibérément infidèle) du *Capital*. Reprenons la classique métaphore de la maison.

« Descendons à la cave, comme au bon vieux temps, le bougeoir à la main » [2, 107] : c'est dans les profondeurs obscures que nous trouvons le mode de production. Qu'est-ce à dire ? A la fois, inextricablement liés, le mode social de production et le mode de production matérielle. Par mode social de production, il faut entendre la façon dont les « maîtres » extraient (et s'approprient) un surplus du travail de la classe des exploités. L'histoire nous donne aussi des exemples de production autonome, individuelle ou collective, si bien qu'il est des modes de production où il n'y a pas exploitation entre classes. La production matérielle est création des choses et la façon de les produire met en relation des hommes et des outils : relations des hommes entre eux, des hommes à leurs outils, des outils entre eux en un système technique. Ce mode de production matérielle est donc social dans la mesure où les systèmes d'outils et de machines sont agencés sous des rapports sociaux (ces systèmes d'objets ne sont jamais socialement neutres ; organisés par des rapports sociaux, ils sont destinés aussi à les reproduire) et où les formes de coopération des hommes dans le travail ne peuvent qu'être sociales.

A l'étage règne l'échange ; le monétaire et le financier l'accompagnent dans les formations développées. Alors l'échange tend à se généraliser avec la marchandise. C'est le lieu de la circulation où entrent en relation les détenteurs des résultats de la production matérielle sous leur forme de valeur (dès que la marchandise est suffisamment développée).

Le grenier est l'espace des « formes de conscience sociale », mentalités, normes de conduites, comportements, idéologies, toutes représentations propres à chaque classe, donc antagoniques, mais aussi propres à ce mode de production, donc toujours – d'une certaine façon – partagée par les dominants et les dominés.

L'ensemble de la construction est abrité sous le toit des rapports étatiques. L'Etat, lieu du pouvoir de gouverner les hommes et d'administrer les choses lorsqu'elles en découlent, est objet des oppositions civiles, moyen d'assurer la cohésion de l'ensemble, donc la reproduction des rapports sociaux. Il est avant tout une forme de coalition de, et autour de, la classe dominante. Il se présente cependant sous des formes diverses et « nos » Etats modernes, centralisés, n'en sont qu'une parmi d'autres (féodalité, par exemple).

Un modèle si simplifié est fécond, mais insuffisant. D'une part, il est pour le moins indispensable d'ajouter que de telles solidarités verticales ne correspondent généralement qu'à une fraction des sociétés. Chaque société est constituée de l'assemblage de plusieurs constructions fragmentaires de ce type, de plusieurs formations économiques et sociales⁴. Dans une même société, contemporaine, nous trouvons la formation sociale principale, hégémonique (en Angleterre, au XIX^e siècle, la formation capitaliste), d'autres héritées du passé (paysannerie autonome ou tenancière, artisanat...) qui subsistent soumises et dégradées, d'autres encore qui peuvent se révéler porteuses d'avenir, certaines de simples essais qui resteront inaccomplis. Chacune de ces formations sociales a ses spécificités, son mode de production, son idéologie, mais les communications entre elles sont nombreuses : les modes de production s'interpénètrent, en particulier

4. Pour Marx, contrairement à de nombreux épigones, une formation économique et sociale n'est nullement un ensemble de modes de production, mais la fraction d'une société qui correspond à un mode de production particulier [8].

grâce à la communication qui s'établit, largement, à l'étage des relations marchandes ; les sphères idéologiques s'entremêlent tout en gardant une certaine autonomie. L'Etat surtout ne peut être compris que comme unique « couverture » de l'ensemble de la société civile et les rapports politiques sont faits de l'interférence des classes et fractions de classes issues des diverses formations parallèles, même si la classe dominante de la formation hégémonique tend à y jouer un rôle dominant.

D'autre part, on se condamnerait à ne pas comprendre les sociétés dans leur complexité si l'on supposait que les rapports d'exploitation ne se nouent que dans la sphère de la production. Certes, la classe exploiteuse ne peut extraire un surtravail qu'à l'occasion du travail d'une classe dépourvue de moyens de production (salarial), d'une classe n'ayant même pas la propriété de sa force de travail et de son corps (esclavage) ou contrainte par la force des armes et de l'idéologie à travailler pour ses maîtres (servage). Mais si les rapports d'exploitation sont toujours – d'une certaine façon – des rapports de production, il est des rapports de production qui ne sont pas – en tant que tels – des rapports d'exploitation : tel est le cas, par exemple, des communautés de paysans libres. L'exploitation *peut* cependant y pénétrer par l'intermédiaire des rapports marchands, idéologiques et étatiques. Nous ne voulons pas parler des situations où un surplus, extrait sous tels rapports de production, est capté par une classe *extérieure* au procès de production (marchands, soldats, prêtres...), mais de celles où l'extraction du surtravail se fait par la soumission du procès de travail à des rapports marchands, idéologiques ou étatiques d'exploitation (ou à des rapports familiaux).

Ainsi des paysanneries parcellaires, des artisans maîtres de leurs terres et de leurs outils furent – et sont – soumis et exploités économiquement, mais sous des rapports marchands (cas du système du marchand-fabricant dont la fabrique lyonnaise fut longtemps un exemple caractéristique, des paysanneries parcellaires soumises au capital agro-alimentaire aujourd'hui...) ou sous des rapports idéologiques ou étatiques (asservissement au X^e siècle des paysanneries des alleux par les sires détenteurs de démembrement du pouvoir public ou de la force qui s'y était « simplement » substituée, paysanneries d'Ancien Régime exploitées par la taille et la gabelle, paysanneries des pays « socialistes » exploitées sous des rapports étatiques de classes, extraction des « dîmes » par le clergé ici ou là...).

En d'autres termes, si la base de toute société est le mode social de production (*les modes plus précisément*), celui-ci peut être soumis à une instance externe à la production elle-même et, sans doute, seul le capital productif, avec sa grande industrie ou son agriculture salariée, fait-il de la sphère de la production l'instance dominante⁵.

5. Fernand Braudel [5] distingue trois niveaux : en bas, l'étage de l'économie matérielle marquée par l'autosuffisance ; intermédiaire, celui des échanges et de la production marchande ; couronnant le tout, celui du capital, des jeux financiers. Il nous fait comprendre que le capital, pendant de longs siècles, n'a nul besoin de pénétrer directement la production : il peut fructifier en dominant la sphère marchande et (puis) en dominant indirectement la sphère productive (*Verlagsystem*). Il n'utilise le salarial productif qu'à la marge. Braudel n'est en contradiction qu'avec un marxisme étroit qui se contenterait de définir le capital comme un rapport de production. Il l'est devenu ; mais sous sa forme commerciale et financière, il fut l'argent-capital qui, en se transformant temporairement en marchandise ou en se prêtant, réussissait à se gonfler en captant les surplus extraits sous des formes non capitalistes de production et d'exploitation. Le plus intéressant est que le capital, aujourd'hui, peut fort bien se déprendre de sa forme directement productive (le salarial productif) pour se contenter de capter des surplus extraits sous d'autres rapports. Il peut recourir à nouveau à la manufacture à façon, voire laisser des sphères de production autonome s'auto-exploiter et récupérer une fraction des surplus par les échanges marchands ou la domination financière. Abolir le capitalisme n'est pas seulement supprimer le salarial (même si c'est une première condition), c'est aussi lui interdire de « revenir par la fenêtre » des rapports monétaro-marchands (la production lainière à Prato est un bon exemple de « retour » à la manufacture à façon, l'expérience des coopératives yougoslaves d'une domination marchande et financière maintenue malgré l'autogestion).

Même lorsque la mise au travail et l'exploitation ne sont pas imposées par la violence politique, la soumission idéologique ou marchande, lorsque règne le capital productif, les subordinations « externes », devenues secondaires, n'en restent pas moins nécessaires. La violence d'Etat reste la suprême garantie de la classe dominante, l'acceptation partielle par les dominés des rapports de domination reste indispensable à la reproduction sociale. Rapports politiques, rapports idéologiques sont des rapports sociaux ; ils rendent possibles les rapports d'exploitation et, en définitive, ne peuvent en être disjoints. Quant aux rapports monétaire-marchands, leur développement est supposé pour que la production capitaliste soit possible ; et la reproduction économique qu'ils subordonnent est une condition de la reproduction sociale.

Il nous faudra, dans cet ouvrage, tenter de préciser le rôle doublement déterminant des rapports sociaux (et donc des luttes entre groupes sociaux, pas seulement entre classes) : la logique du fonctionnement d'un système social nous paraît être principalement soumise à cette « base sociale » multiforme ; les transformations de ces systèmes nous paraissent être impulsées par la dynamique qui en est issue, qui modifie chaque formation économique et sociale et leurs relations, qui impulse les transitions sociales majeures.

La complexité redouble lorsque nous cherchons à cerner les lois de l'évolution des parties et du tout. Chaque étage a son temps, plus précisément ses temps.

Il est un temps des forces productives, du progrès technique. Ce fut l'un des temps lents de l'histoire, presque immobile pendant de longs siècles ; il est aujourd'hui le temps le plus rapide, celui d'une explosion de la puissance productive de l'homme. Mais cette prodigieuse accélération de l'histoire technologique ne doit pas nous empêcher de voir que ce temps est lui-même multiple. Non seulement parce que les sphères techniques sont diverses, que certaines stagnent relativement, mais parce que le temps du progrès technique est lui-même composé : temps de la généralisation d'un même type d'outillage, d'une même génération de machines, rythmé par la conjoncture économique, les résistances sociales, les cycles d'investissement ; temps de la mise en place d'une nouvelle base technique, appuyée sur un ensemble de machines d'une nouvelle génération, sur une innovation majeure développant ses effets alentour ; temps des révolutions scientifiques et techniques. Trois temps cycliques où chaque vague vient s'engloutir sous la suivante, temps progressif puisque chacune pousse la productivité de l'homme plus haut.

Est-il *un* temps de l'histoire « sociale », de l'histoire des groupes et des groupements comme F. Braudel préférait le dire [4, préface] ? Là aussi règne la polyrythmie. Temps des conjonctures sociales courtes, celui de la montée en puissance d'une classe, appuyée sur une conjoncture économique et politique favorable, qui est aussi celui de la régulation sociale, de la remise en ordre. Temps des transformations sociales, à l'échelle d'une génération, lorsque la principale classe exploitante est obligée de mettre en place une nouvelle forme d'un même rapport de production. Temps des transitions, parfois mutations apparues brusquement à la surface, mais qui sont le fruit d'une maturation séculaire dans les profondeurs des modes de production, d'une lente désagrégation de l'ancien mode dominant accompagnant l'ascension d'un nouveau.

Temps multiples des changements de mentalités, des représentations du réel, depuis le cycle de nos modes passagères jusqu'aux changements infiniment lents des conceptions générales de l'homme dans l'univers, de l'homme dans la société. Que l'on ne s'étonne pas de trouver au « grenier » aussi bien le foin séché

des vieilles mentalités, des anciens comportements toujours actifs, toutes les représentations héritées du passé que les rêveries utopistes parfois renouvelées ou les idées neuves portées par les nouvelles formes sociales ou matérielles, porteuses de l'avenir.

Temps de la marchandise et de la monnaie des espaces médians, les mieux connus dans leur diversité. Cycles « agricoles » d'Ancien Régime à la fois soutenus par les rythmes naturels des saisons et des bonnes ou des mauvaises années et déjà marqués par ceux de la marchandise, des prix et de la spéculation ou cycles des affaires du XIX^e siècle sur lesquels nous nous attarderons ; cycles longs avec leur essor et leur dépression d'un quart de siècle, c'est-à-dire d'une « petite » génération, les profondes vagues de prix qui les accompagnent ; lentes maturations séculaires des grandes mutations commerciales et monétaires et la poussée pluriséculaire de la marchandise.

Ne nous étonnons pas de retrouver, à chaque étage, les trois temps de l'histoire braudelienne. Les « agitations de surface », les « lames de fond », la quasi-immobilité et les silencieuses maturations des profondeurs. Polyrythmie et pluridimensionnalité font « l'épaisseur du temps » irrévocable. Et ces rythmes divers, ces entrelacs temporels, se développent dans *les pluralités spatiales*. Circulations et contagions depuis des espaces centraux vers les confins, rythmes spécifiques à chaque espace, effets en retour des temps périphériques. L'eau calme du bassin n'est pas seulement ondulée par la chute d'une pierre unique, mais une pluie de gravillons entremêle les ondes, brisant toute lisibilité. Il n'est pas d'étude des formes du temps qui puisse échapper aux formes spatiales, aux disparités villes-campagnes, entre régions, pays ou nations ; des disparités qui ne sont pas seulement des retards ! Reste à repérer dans ces complexes réseaux spatialisés de rythmes, dans ces multiples « dialectiques de la durée » qui tissent la reproduction et le renouveau, les cheminements principaux, les changeants parcours de la détermination.

Dans ce livre, nous voudrions essayer de comprendre comment le capitalisme s'est transformé aux XIX^e et XX^e siècles, continue de se transformer sous nos yeux, non de façon régulière, mais par des rythmes multiples parmi lesquels certains se révèlent principalement déterminants. Notre point de vue est donc imposé : il est européen-, puis américano-centriste.

Le capitalisme tel qu'il s'affirme dans le monde occidental au XIX^e siècle, c'est-à-dire le capitalisme productif, succède à une longue période de capitalisme monétaro-marchand où les modes anciens de production étaient subordonnés au capital marchand et financier. Le système capitaliste productif se définit par ses *trois caractères fondamentaux*.

– D'abord par son mode social de production, le *salarariat productif* où la force de travail devenue marchandise est vendue par les prolétaires à des capitalistes (propriétaires des moyens de production et de l'argent-capital), ceux-ci ayant la possibilité de l'utiliser productivement pour eux, c'est-à-dire de lui faire rendre une valeur de marchandises supérieure à celle de la force de travail qu'ils ont acquise.

– Il se définit en second lieu par des rapports sociaux dans le procès et sur le lieu de travail où la *division du travail*, la hiérarchisation, le contrôle et la surveillance des travailleurs deviennent systématisés.

– Son mode matériel de production, enfin, devient celui de la grande industrie où le *système des machines* asservit l'ouvrier à ses rythmes (c'est une forme d'exploitation) et est interprété par les rapports sociaux auxquels il est soumis (les

mêmes machines sous un mode autonome de production changeraient de forme sociale sans toujours changer profondément de formes matérielles).

Trois composantes viennent compléter ces aspects fondamentaux du capitalisme productif :

- des rapports monétaro-marchands plus développés que dans aucune autre formation sociale (encore que non généralisés) parachèvent l'instance économique ;

- des systèmes idéologiques évolutionnistes, par opposition aux représentations fixistes (à tous égards) des sociétés anciennes, partiellement partagés par les dominants et les dominés (tel est l'objectif des premiers), mais fondamentalement antagoniques ;

- un Etat central développé, forme de centralisation politique (voire économique) du capital et des couches sociales qui lui sont périphériques.

Lorsque nous observons cette formation sociale « bourgeoise » au début du XIX^e siècle, sa logique devient déterminante, mais sa prépondérance est loin d'être quantitative, même dans un pays comme la France, pourtant alors le deuxième pays capitaliste du monde, derrière la seule Grande-Bretagne. Le capitalisme est immergé dans une société encore majoritairement rurale, agraire et précapitaliste. Nous n'avons pas l'intention d'étudier en tant que tels les changements intervenus dans ces sociétés, mais seulement les rythmes principaux de leurs économies et leurs transformations. Comprendre les conjonctures et les cycles économiques, les périodes de longue croissance et les dépressions profondes... ne nous paraît pourtant pas une question exclusivement économique. Toutes les dimensions des formations sociales interviennent et interfèrent : leurs rythmes se répondent, entrent en résonance, se croisent ; et les crises, au sens précis de moments paroxystiques⁶, sont des nœuds temporels, des ruptures et des départs pluri-dimensionnels. Songeons seulement à la dépression des années trente, aux ruptures politiques, aux profonds changements sociaux – du fascisme et du nazisme jusqu'au New Deal et au Front populaire – qui s'y développent, à la guerre qui suit. Plus près de nous, 1968 développe ses « cents fleurs » dans toutes les directions. Sa position charnière, après de longues années de croissance exceptionnellement rapide, avant la rapide dépression des années soixante-dix, n'est-elle pas l'indice des interférences entre l'économique, le social, l'idéologique et le politique dans la formation des rythmes de notre société contemporaine ?

Pourtant, il ne nous paraît pas suffisant d'insister sur la multiplicité des rythmes qui interfèrent avec ceux « de l'économiste ». Dans le maquis des interrelations, nous voulons tenter de tracer une direction principale. Pour ce faire, il nous a fallu revenir sur l'interprétation de ces cycles économiques décennaux que nous nommons « classiques » (notre première partie) comme sur celle du rythme long (notre deuxième partie). Mais notre but est essentiellement *de comprendre ce phénomène qu'est la « crise »*⁷ contemporaine de la fin du XX^e siècle (notre troisième partie).

Une telle entreprise nous paraît devoir s'appuyer sur *un recours à l'histoire*, seule méthode qui permette de repérer les permanences (ce qui se reproduit) et les changements (ce qui se transforme au cours du processus de reproduction) qui caractérisent la « crise » contemporaine comme celles du passé. Cette méthode

6. Crise (du grec *krisis*, décision) est emprunté au vocabulaire de la médecine (latin médical : *crisis*) et signifie un *moment* paroxystique, un *changement* dans le cours d'une maladie, marqué par quelques phénomènes caractéristiques.

7. L'emploi du mot crise pour désigner une longue période dépressive est courant depuis la grande crise des années 1930. Il reste impropre, désignant précisément le moment du retournement.

débouche, du point de vue de l'analyse économique, *sur l'utilisation du concept de surplus capitaliste*. En effet, il fournit un instrument de lecture des rapports et des conflits sociaux qui nous permet de dépasser une approche purement technique du rapport profit-salaire. La dynamique des conditions sociales de production du surplus économique – ici capitaliste – de leur reproduction et de leur renouvellement, nous permettra de déboucher sur une nouvelle approche théorique des rythmes économiques. Enfin, notre approche se caractérise par la volonté de restituer chacun des faits habituellement analysés par l'économiste, le sociologue, dans *le cadre d'une perspective globale et de longue période* afin de tenter de faire apparaître une logique d'ensemble qui échappe à l'analyse de phénomènes artificiellement isolés et un processus social qui donne sens à ceux-ci.

Il faudrait écrire un « manifeste » pour une histoire de l'économie qui ne soit pas une « histoire économique », pour une histoire du changement social qui ne soit pas une « histoire sociale », pour une analyse de la société contemporaine et de ses évolutions potentielles qui ne fasse pas l'économie de l'histoire, mais qui suppose une « économie » de l'histoire, c'est-à-dire une recherche des lois de composition et d'évolution des structures sociales, en particulier des relations entre changement social et développement de la puissance productive des hommes en société. Nous souhaitons que ce livre soit un pas dans cette direction. Mais sans doute sommes-nous encore trop marqués par cet économisme que nous dénonçons, et cela par défaut de « professionnels ». Pourtant nous voudrions faire partager notre conviction que c'est dans la profondeur des mouvements sociaux, dans les luttes des groupes sociaux et des classes sociales ou dans les conflits entre fractions de la classe dominante que se trouve le ressort essentiel de la transformation du capitalisme. Il ne faut pas croire qu'une « révolution scientifique et technique », aujourd'hui et demain celle de l'automatisation, produite sous des rapports sociaux donnés, puisse bouleverser ces rapports sociaux, même si, évidemment, elle en changera certaines formes. Elle les reproduira et risque même de les renforcer. Seule une transformation sociale radicale pourrait changer la signification sociale de nos systèmes de machines, produire de nouveaux moyens de production dont les formes lui seraient adaptées, et qui, dès lors, pourraient rétroagir sur les rythmes et les formes du changement social*.

* Nous remercions de l'aide qu'ils nous ont apportée par leurs remarques et leurs suggestions nos amis et collègues, Michèle Daclin, Bernard Guilhon, Yves Lequin, Jean-Michel Servet, André Vianes.

Prélude : la formation du capitalisme productif en Grande-Bretagne

« Jusqu'ici je prenais pour une simple plaisanterie
le proverbe
Qui dit qu'un mouton noir est une bête féroce. »

BASTARD, *Chrestoleros*¹.

Les rythmes capitalistes que nous allons étudier sont propres à une forme particulière de capitalisme, le capitalisme productif. Pour les comprendre, il nous a semblé nécessaire de revenir sur la formation de ce système qui se développe en Grande-Bretagne dès les années 1770-1780. Entre ces années et le tournant du siècle, l'historien constate un ensemble de phénomènes qu'il regroupe sous le vocable de « révolution industrielle ». Il note un rapide essor de la production industrielle, une multiplication de fabriques rassemblant sous leur toit un grand nombre de travailleurs, un flamboiement des innovations techniques, une mutation sociale, et particulièrement la formation de la classe prolétarienne. Il observe aussi que, près d'un demi-siècle plus tôt, l'agriculture britannique avait profondément changé et il parle de « révolution agricole ». Tout le paysage économique et social se transforme donc en quelques décennies. Pourquoi là, pourquoi alors ? Depuis Marx, le débat est intense – il est loin d'être clos² – et nous ne pouvons le résumer. Nous voudrions montrer que ces « révolutions » économiques dans l'Angleterre du XVIII^e siècle ont été préparées par une longue histoire sociale.

Nous verrons d'abord le caractère nécessaire, mais *non suffisant*, des explications traditionnelles, économiques et technicistes, de la révolution industrielle, qu'elles soient fournies « du côté de la demande » ou « du côté de l'offre ». Ensuite, nous tenterons de saisir les évolutions du substrat social, les glissements lents, perceptibles dans la longue durée, plutôt que les explosions soudaines que les maturations des profondeurs produisent.

1. Bastard, *Chrestoleros*, 1598, l. IV, épig. 20.

2. [11, I, VIII][22][26][21][17][27][16][24].

MICROSYSTÈMES PRODUCTIFS

1. *La manufacture dispersée, à façon ou système du marchand-fabricant* (*putting out system* en Grande-Bretagne, *Verlagsystem* en Allemagne). Un marchand-fabricant (« donneur d'ordres ») fait effectuer par des artisans (façonniers à domicile ou dans de petits ateliers), dispersés, spécialisés par métier, les opérations successives de la production. Il leur confie la matière première (et les produits en voie d'élaboration), récupère le produit élaboré, paye un prix de façon. Il est parfois propriétaire des métiers. La surveillance se fait par des « commis » qui visitent les ateliers, mais surtout *ex post* par le refus éventuel du produit. Un façonnier peut travailler pour plusieurs marchands-fabricants. Lorsque sa subordination à un marchand-fabricant devient très forte, l'artisan est devenu un ouvrier à domicile salarié « aux pièces ». Ce système reste dominant, même en Grande-Bretagne, jusqu'au début du XIX^e siècle.

2. *Système de la manufacture (rassemblée)*. Les travailleurs sont concentrés dans un même établissement, soumis à un contrôle continu. Toutefois, les diversités et la qualification des métiers sont maintenues et la production s'effectue sur la même base technique que dans le *putting out system*. Ce système se développe dans certaines activités (draps en particulier) dès le XVI^e siècle en Flandre, en France du Nord, en Italie du Nord. En France, Colbert s'efforce de le promouvoir avec des succès inégaux. Contrairement à ce que pensait Marx, il est loin d'être hégémonique dans la Grande-Bretagne des XVII^e-XVIII^e siècles et ne deviendra dominant qu'en se transformant en système de la fabrique.

3. *Système de la fabrique*. La fabrique se distingue de la manufacture (rassemblée) dans la mesure où elle est mécanisée, tend à intégrer les travailleurs dans un système de machines et finit de faire disparaître les qualifications héritées des métiers. A l'origine, les fabriques caractéristiques du XIX^e siècle (en particulier les fabriques de cotonnades de Manchester) ne sont pas si différentes des manufactures du XVIII^e siècle qui leur servent de matrice. La révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle effectue le passage de la domination du système de la « manufacture dispersée » à la suprématie de la fabrique et les grandes manufactures (rassemblées) des XVI^e-XVIII^e siècles, véritables « machines sociales », sont des formes transitoires sur lesquelles les « systèmes de machines » viendront se greffer.

4. *L'usine* n'est que la forme supérieure du système de la fabrique. Elle finit d'intégrer les travailleurs dans le système des machines.

I. La révolution industrielle, une révolution économique et technique ?

Economiquement, la révolution industrielle peut s'analyser comme le passage à une première production massive à la fois permise par, et permettant, l'approfondissement de la division technique du travail, les économies d'« échelle », la mise au point et l'usage d'inventions qui réduisent les coûts de production, en particulier de machines mues à la vapeur, la concentration des travailleurs et des machines dans des fabriques. Quelles en étaient les conditions économiques *immédiates* dans les branches où la transformation s'accomplit³ ? L'existence de débouchés massifs, stables et rapidement croissants, la capacité de réponse de l'offre, donc de la main-d'œuvre, des matières premières, des capitaux, une « révolution » de la technique.

LES DÉBOUCHÉS INDUSTRIELS

Précisément, l'Angleterre put trouver à l'intérieur de ses frontières des débouchés massifs et stables, à l'extérieur les perspectives de leur multiplication⁴. L'articulation d'un marché intérieur considérable (pour l'époque) et d'une domination coloniale et commerciale à l'échelle mondiale différencie le cas de l'Angleterre du XVIII^e siècle de celui des puissances marchandes antérieures. Parce qu'elle était, aussi, une économie nationale, elle put transformer sa supériorité marchande en supériorité industrielle.

Des villes avaient jadis⁵ été de grandes économies marchandes. De petits Etats avaient également connu une extraordinaire prospérité commerciale. Le Portugal au XV^e siècle, avant qu'Anvers lui ravisse le rôle central, avait été « le détonateur de cette explosion », l'expansion géographique de l'Europe [37 bis]. Les Provinces-Unies surtout qui, autour d'Amsterdam, deviennent l'économie-monde du XVII^e siècle [5, III, 145].

Attardons-nous un instant sur les Provinces-Unies, elles sont une transition entre le temps des « villes-monde » et celui des « nations-monde » et préfigurent d'une certaine façon ce que sera l'Angleterre du XVIII^e siècle. Leur richesse naquit de la mer, de la pêche à l'origine, d'où découlent la flotte⁶ et le grand commerce, puis ce fut l'énorme puissance de la Compagnie des Indes Orientales, l'Asie prise en main avec tout son commerce « d'Inde en Inde ». On le sait : « Amsterdam s'est construite sur des caques de harengs », et, comme le disait William Temple, « la République des Provinces-Unies étant sortie de la mer, en a aussi tiré sa force » [5, III, 157]. Au XVII^e siècle, Amsterdam est le cœur du

3. La révolution industrielle fut surtout celle du coton, son espace privilégié, Manchester et le Lancashire (entre 1760 et 1830, Manchester passe de 17 000 à 180 000 habitants : alors on y voit des centaines d'usines, de cinq ou six étages). Cette industrie fut le symbole, l'avant-garde, le moteur d'une révolution industrielle générale, même si elle ne représentait que 7 à 8 % du produit national britannique vers 1815.

4. Surtout dans l'industrie motrice, celle du textile et plus précisément des cotonnades, mais le marché intérieur crût notablement dans la sidérurgie, le bâtiment, les charbonnages, les constructions navales en particulier.

5. Bruges dès le XIII^e siècle, appuyée au nord sur la Hanse, au sud sur les villes italiennes ; Venise, « économie-monde » aux XIV^e et XV^e siècles ; dès le XVI^e siècle s'affirme l'extraordinaire prospérité d'Anvers, puis ce fut le temps de Gênes dans la seconde partie de ce même siècle et les vingt premières années du XVII^e siècle [5, III].

6. Sa flotte équivalait à elle seule aux autres flottes européennes en 1669.

commerce mondial, l'entrepôt de l'Asie et de l'Europe et devient la banque de l'univers.

Cette énorme construction marchande et financière a pu aussi s'appuyer, au départ, sur l'extraordinaire productivité de l'agriculture et de l'élevage, la densité des métiers ruraux et urbains [5, III, 157] et l'importance d'une économie urbaine exceptionnelle (la moitié de la population y vit en ville). Les économistes des XVII^e et XVIII^e siècles européens se demandent si la Hollande a une riche agriculture parce qu'elle domine le commerce du monde – elle « s'offre » un beau jardin, comme pourrait le faire un riche négociant (la position des mercantilistes) – ou si sa richesse agricole est la base de sa richesse marchande (les physiocrates). Retenons que la campagne et la ville, l'agriculture, le négoce et la manufacture se sont confortés mutuellement, multipliant les échanges marchands et monétaires (ils sont très tôt généralisés), développant la division sociale et spatiale du travail. « Commercialisation rurale poussée, autant dire richesse rurale » et richesse urbaine [5, III, 149].

Venons-en à l'Angleterre : une économie nationale et une ville démesurée, l'une appuyant l'autre [5, III, 313], la domination commerciale du monde peu à peu ravie à la Hollande par tous les moyens (des actes de navigation au protectionnisme et à la guerre), appuyée sur la flotte, attention constante des efforts de l'Etat (surtout depuis Cromwell), sur la colonisation des Indes occidentales et de l'Amérique du Nord, dégagée des dangers que faisait peser le rival français grâce à son effondrement militaire et économique après la fin du Grand Siècle. Lorsque la Hollande sera terrassée (en 1782-83), l'Angleterre occupera solidement le centre de l'économie mondiale. Les énormes profits commerciaux accumulés à Londres seront prêts à s'investir... dans le négoce ou la finance : l'histoire hollandaise se répétera-t-elle ?

Non. L'Angleterre est un marché, une économie *nationale*, ce que la petite Hollande ne pouvait qu'ébaucher. On retrouve, mais sur une échelle très élargie, le développement des rapports marchands appuyé sur la diversité, l'importance et la spécialisation des métiers, sur une agriculture qui ne connaît plus guère l'autoconsommation paysanne, qui vend non seulement d'éventuels surplus, mais « toute » sa production et qui achète « tout ». L'intense circulation des produits et de la monnaie dans les campagnes, les marchés florissants des bourgades, tout un tissu de villes modestes, l'énorme Londres : voilà le marché national.

Si la Hollande était essentiellement riche de l'entrepôt, du commerce de transit, de la banque, l'Angleterre du XVIII^e siècle est devenue intensément manufacturière : de relativement petites manufactures rassemblées, mais surtout, florissant, le *putting out system* en particulier dans le textile, l'activité dominante. A la fin du XVII^e siècle encore, c'était surtout la laine, les draps. Les calicots indiens faisant cependant une dure concurrence aux drapiers, ceux-ci réussirent en 1700 à en faire interdire l'importation. Ils ne pouvaient faire interdire aussi la production anglaise de cotonnades ! A l'abri de cette barrière, grâce à un empire colonial lui assurant son approvisionnement en fibres et ses débouchés, l'Angleterre va se doter au cours du XVIII^e siècle de l'industrie cotonnière de beaucoup la plus importante d'Europe.

Le cas des cotonnades permet de résumer la formation des débouchés pour l'industrie anglaise : au départ, le marché intérieur protégé puis les colonies (jusqu'en 1770, 90 % des exportations de cotonnades britanniques sont destinées aux colonies et leur grande expansion après 1750 fut cause du décuple-

ment des débouchés), enfin l'ensemble de l'Asie et les marchés européens, plus instables, qui furent loin d'être négligeables au XIX^e siècle. Mais jusqu'aux années 1780, le marché intérieur reste aussi important que l'exportation. Il assure une base à la demande, atténuant les fluctuations, donc les risques, du marché extérieur. Celui-ci fournit la multiplication : entre 1750 et 1770, dans les vingt ans qui précèdent la révolution industrielle proprement dite, le débouché intérieur s'accroît de 7 %, le commerce d'exportation de 80 %. En 1805, l'industrie cotonnière exporte déjà les deux tiers de sa production [24, 44].

Par ses marchands et sa flotte commerciale, par sa puissance militaire et sa flotte de guerre, par ses conquêtes coloniales et les monopoles commerciaux qui en dépendaient, la Grande-Bretagne s'assurait, au-delà de son vaste et solide marché intérieur, les débouchés pour ses industries, remplissant une condition nécessaire de la révolution industrielle. Mais il fallait que l'offre suive ou précède ces débouchés et que le système productif soit adapté à une production massive.

LE DYNAMISME DE LA PRODUCTION

Il fallait des matières premières et des hommes disponibles pour l'industrie, des capitaux accumulés et prêts à s'y investir, des techniques de production massive. Il fallait que ces facteurs de production soient disponibles *pour les nouvelles fabriques*. Mais le traditionnel *putting out system* était-il *techniquement* dépassé, le système de la fabrique était-il une nécessité *technique* ?

Les questions de la disponibilité des matières premières et de la main-d'œuvre pour le capital industriel paraissent aisées à résoudre. Grâce au colonialisme, les fibres textiles abondent et le charbon sera massivement trouvé sur place. Quant aux hommes, *a priori*, il y a pléthore ! En effet, depuis le début du XVI^e siècle, la société essentiellement rurale était confrontée au problème de l'entretien et de l'emploi des « pauvres » : vagabonds, marginaux qui végétaient sur place, quantités de familles n'ayant qu'une parcelle exiguë, ou sans terre, et qui survivaient grâce à des emplois salariés temporaires, à un artisanat domestique d'appoint et à ce qu'ils pouvaient tirer des communaux. D'où ces coutumes et ces « lois sur les pauvres » imposant leur entretien à leur paroisse, particulièrement depuis les temps élisabéthains. Dès cette époque, les pauvres commencent à poser des problèmes aux villes vers lesquelles ils affluent, d'où des pratiques de plus en plus systématiques d'enfermement, de mise au travail forcé, d'expédition tout aussi « volontaire » vers les colonies. En France, avec Bodin et Montchrétien, en Angleterre, de Mun, jusqu'à Petty, l'emploi, si possible productif, des « pauvres » est un problème pour la société.

L'économiste qui observe l'Angleterre du XVII^e siècle ne constate donc pas le moindre goulet d'étranglement au niveau de la main-d'œuvre, bien au contraire ! Mais alors, cette masse d'hommes, d'enfants, de femmes n'est pas nécessairement disponible pour de nouvelles formes d'exploitation, celles que la révolution industrielle mettra en œuvre. L'artisanat et les traditionnelles manufactures rurales en retiennent une fraction et elle est fréquemment plus sous-employée qu'en chômage total ; certains trouvent les moyens de survivre dans les communautés rurales et même au centre des grandes villes, souvent par ce que nous appelons des expédients et qui, alors, forment un mode de « vie ». Il faut que l'Etat fasse la chasse aux vagabonds pour les enfermer, les expédier en Amérique, les faire travailler de force.

Une première explication de cette disponibilité de la main-d'œuvre pour les fabriques de la fin du XVIII^e siècle est fournie – dans le cadre de l'économisme – par la croissance de la productivité agricole au cours de ce siècle. La « révolution agricole » est souvent interprétée comme un phénomène essentiellement *technique* : amélioration de certains outils (emploi plus fréquent du fer, progrès de la charrue), nouvelles cultures plus rentables (moins de travailleurs y sont nécessaires pour une même valeur produite), usage des rotations culturales plus intensives (particulièrement le célèbre système de Norfolk qui supprime la jachère grâce à la culture de plantes fourragères), développement de l'élevage avec de nouvelles méthodes plus efficaces. De nombreux historiens analysent d'un point de vue étroitement technico-économique l'accélération du processus (très ancien) de clôture des terres de *l'open field*, de « partage » des communaux, de « remembrement » des terres qu'ils présentent comme une nécessité technique pour mettre les nouvelles pratiques culturales à l'abri des droits coutumiers (vaine-pâture, assolement collectif...). L'ensemble de ces « innovations » aurait produit un doublement de la productivité du travail agricole au cours du siècle [35] [17, 283], mais *essentiellement sur les grandes fermes encloses* qui sont la continuation élargie des traditionnels grands domaines anglais.

La « révolution agricole » « libéra » un nombre croissant de travailleurs agricoles et de tenanciers de diverses catégories. Les communautés rurales ainsi déstabilisées ne purent continuer à entretenir ces masses de sans terre et sans travail, d'où l'accentuation de l'exode rural, la formation d'une première « armée industrielle de réserve » faite de paysans déracinés, *de leurs femmes et de leurs enfants*, bientôt rejoints par *les familles* des artisans littéralement affamés par la concurrence des nouvelles fabriques, enfin par les artisans eux-mêmes.

Pour « boucler » ce raisonnement économique, ne suffit-il pas d'ajouter que le facteur décisif de cette transformation de l'agriculture traditionnelle est le développement de la commercialisation des produits de l'agriculture, d'où le nécessaire abandon des « contraintes féodales », de ces multiples archaïsmes, au profit de ce qu'en France on nommera l'« agriculture nouvelle ». L'analyse prend donc la forme de la séquence « orthodoxe » : montée naturelle des échanges, adaptation de l'agriculture par adoption de « techniques » nouvelles, croissance de la productivité du travail et libération de travailleurs disponibles pour l'industrie. Ce raisonnement n'est point faux, il cache l'essentiel. En effet, ce que l'on appelle révolution agricole est l'aboutissement d'un processus pluriséculaire de transformations des structures sociales [14]. Mais avant de pénétrer dans le « laboratoire social » où s'est opérée la maturation des « révolutions économiques », il nous faut, continuant à explorer l'« étage » de l'économie, voir si nous y trouvons une réponse à une seconde question : *la formation de l'offre de capitaux pour l'industrie*.

A priori, les capitaux disponibles pour l'investissement industriel existent en quantités elles aussi largement suffisantes. Depuis longtemps, notablement en Hollande et en Angleterre, des capitaux considérables ont été accumulés grâce aux profits commerciaux, coloniaux, financiers, voire aux profits des gros fermiers ou de manufacturiers et à la rente des propriétaires fonciers. L'exploitation des paysans, des travailleurs agricoles, des artisans d'une large fraction du monde et de l'Angleterre elle-même, se transmutait entre les mains des négociants, des marchands-fabricants ou des banquiers : de la forme originelle de surplus féodal, esclavagiste (aux Antilles, en Amérique), manufacturier, naissait un profit commercial, financier.

Ces profits ne restaient pas stériles en Grande-Bretagne (à la différence de la France où ils se plaçaient souvent de façon improductive, en particulier en achats d'offices). Ils s'investissaient dans la terre, le négoce ou la finance qui bénéficiaient ainsi d'une accumulation fortement élargie, mais peu dans les manufactures. Le dynamisme de la première industrialisation tint en grande partie à ce qu'elle n'eût besoin que de « petits capitaux » : des hangars ou des granges, quelques machines peu coûteuses, des salariés sous-payés suffiront. Les taux de profit très élevés dans les industries textiles permettront une vive auto-accumulation. Il y a là indiscutablement une facilité dont les pays qui s'industrialiseront par la suite (et jusqu'à nos jours) ne bénéficieront plus et qui avantage la Grande-Bretagne des débuts de l'industrialisation. Mais si le « droit d'entrée » dans l'industrie est faible, il doit cependant être acquitté, et si le taux de profit y est élevé, il faut qu'il le soit *davantage que dans d'autres emplois du capital, en particulier dans les modes traditionnels de production*. Or jusqu'ici (les années 1770), il restait plus profitable de laisser la production entre les mains des artisans-façonniers contrôlés par les marchands-manufacturiers, que de produire dans des manufactures rassemblées (sauf lorsque le type de travail, ou le secret, l'impose). Les marchands-manufacturiers réalisent leurs profits dans la sphère des échanges, n'ont guère d'investissements en capital technique à faire, ils se contentent de dominer et de « tondre » les « petits maîtres » et leurs ouvriers. Pour que le système de la fabrique s'impose, il faut que la rentabilité du capital y soit plus élevée qu'avec le *putting out system*, à moins que celui-ci ne soit incompatible, ou moins compatible, avec les nouvelles conditions techniques de la production.

UNE RÉVOLUTION TECHNIQUE

Pour la plupart des économistes et des historiens, la rapide croissance de la production industrielle anglaise (surtout dans l'industrie cotonnière) a été rendue possible grâce à une exceptionnelle série d'innovations techniques qui imposèrent le rassemblement des travailleurs sous un même toit et *le système de la fabrique* [27] [29]. La révolution industrielle, dans cette optique, est d'abord une révolution technique où les innovations « tombées du ciel » produisent les débouchés en permettant une énorme réduction des coûts et détruisent l'« archaïque » *putting out system* incompatible avec le machinisme. L'évidente part de vérité contenue dans cette théorie (le progrès technique va effectivement induire une vive croissance des débouchés de l'industrie anglaise ; certaines machines favorisent le regroupement des travailleurs) est plus aveuglante qu'éclairante.

On connaît [27] [29] la série exceptionnelle des innovations techniques dans l'industrie britannique de la seconde partie du XVIII^e siècle, en particulier dans l'industrie porteuse des cotonnades. La navette volante révolutionne le métier à tisser dès 1730 (elle se généralise dans les années 1760). Elle imposerait à la filature un rattrapage (les tisseurs doivent être approvisionnés en fils suffisamment rapidement). Ce furent les trois inventions classiques de la « Jenny » en 1760 (elle permet au travailleur à domicile de filer plusieurs brins à la fois), surtout du *water frame* (qui combine rouleaux et fuseaux) en 1768 et de cet hybride qu'est la « mule » *Jenny*. La machine à vapeur (la machine de Watt date de 1769) va permettre d'actionner le *water frame* et la *mule*. Ces dernières innova-

tions favorisant le travail concentré, nombreux sont les analystes qui en font la cause de l'usine, d'autant que le métier à tisser mécanique fut bientôt actionné également par la vapeur. D'autres industries bénéficièrent d'importants progrès techniques, mais les usines cotonnières de Manchester symbolisent et jouent le rôle décisif dans cette première révolution industrielle.

Peut-on expliquer le nouveau « système de la fabrique » à partir des seuls facteurs techniques ? On remarquera d'abord que les inventions ne tombèrent pas alors du ciel sous une forme donnée, immuable. Si elles bénéficièrent de l'impulsion des besoins de la production industrielle, elles prirent une forme compatible avec les besoins des fabricants, les principaux acheteurs potentiels de machines relativement coûteuses : au cours de cet ouvrage, nous verrons à l'œuvre la double souveraineté du capitaliste industriel, non seulement vers l'aval – cette classique souveraineté de l'offre sur les besoins des consommateurs –, mais *vers l'amont* par la maîtrise des formes prises par l'innovation. Il n'y eut guère de recherches entreprises vers l'adaptation de la technique aux besoins d'artisans impécunieux. Alors – comme aujourd'hui – les productions techniques ne représentent pas LE « progrès technique », mais une des formes *contingentes* que celui-ci peut prendre pour un ensemble donné de connaissances : l'innovation est une production sociale [36]. Il faut expliquer pourquoi et comment les innovations furent généralisées rapidement en Angleterre essentiellement, alors que les inventions étaient théoriquement à la disposition d'autres pays. Sans doute, nous l'avons vu, la pression de la demande fut vive en Grande-Bretagne. Mais d'autres nations tenaient également de vastes et dynamiques marchés.

Peut-on penser que l'« archaïque » *putting out system* fut incapable de répondre aux nouveaux besoins de la production, que la croissance massive des débouchés (en particulier pour les cotonnades) fut telle qu'il ne fut plus possible de les satisfaire sur la base des petits ateliers artisanaux travaillant à façon ? Si cette analyse recèle une part de vérité, isolée de son contexte social, elle est insuffisante, voire falsificatrice. Aujourd'hui, en 1982, à Prato, l'industrie lainière ne s'est-elle pas reconstruite sur cette base et ne produit-elle pas massivement, éliminant sur de nombreux marchés le mode de production usinier (faut-il le dire archaïque !) ?

L'analyse « techniciste », largement dominante, affirmera que les nouvelles machines imposèrent la fabrique à vapeur, concentrant les prolétaires. Qu'elles y aidèrent, qui en douterait ! Mais il y eut tant de simples manufactures rassemblées en cette fin du XVIII^e siècle, et plus tard, regroupant des métiers à bras ou des *Jenny*, des machines à coudre à pédale... que l'on est conduit à se demander si ce n'est pas d'abord le regroupement des travailleurs qui rendit possible l'emploi de ces machines nouvelles, si cette forme de procès de travail n'a pas induit la mise au point de machines qui y étaient adaptées, au détriment de formes alternatives de progrès techniques. Réciproquement, il y eut des systèmes artisanaux utilisant des machines à vapeur (qui peuvent être de petite dimension⁸), des pompes à feu dans les arrière-cours des maisons de tisseurs, alimentant chaque étage ou sur une place de village à la disposition des divers habitants qui en louaient les services. Ainsi, à Paris par exemple, dans le dernier quart du XIX^e siècle, existaient des milliers d'ateliers en chambre disposant de machines individuelles actionnées grâce à l'énergie (souvent l'air raréfié) diffu-

8. Que l'on pense aux batteuses à vapeur dès 1825, ou à ces camions à vapeur qui circulaient à Londres encore dans les années 1920, que l'on pense aux jouets à vapeur !

sée à partir d'une centrale à vapeur située dans le quartier ou dans les caves d'une « maison artisanale »⁹. Et quand, un siècle et demi plus tard, vint le temps de l'électricité, les petits ateliers ne semblent pas avoir bénéficié d'une très vive renaissance, malgré la possibilité de la dispersion retrouvée ! Selon nous, pour comprendre l'usine qui rassemble sous un même toit des masses prolétaires gérées de façon centralisée, toujours sous l'œil de petits chefs, *il ne suffit pas* de se « donner » la croissance des débouchés, la recherche d'une productivité accrue et la machine à vapeur, même s'il s'agit de conditions nécessaires. Il a fallu que le capital, initialement commercial et financier, finisse par se doter d'une forme spécifique d'exploitation, le salariat, de « ses » machines, de « ses » usines, et plus généralement produise une *méga-machine sociale* [33] pour accroître, au détriment des travailleurs, sa propre part, le surplus capitaliste. La révolution industrielle est mise en place d'un nouveau *système*, sous une forme encore rudimentaire, et non de tel ou tel élément isolé ; elle pose donc d'abord la question de sa possibilité ou de sa nécessité *sociale*.

II. Un nouveau mode social de production [14] [28]

Pour tenter de comprendre les « révolutions » économiques du XVII^e siècle anglais, il faut montrer comment les « maîtres » imposèrent une très longue transformation de la base sociale du système productif dans le but de modifier à leur avantage le « partage du gâteau », donc étudier d'abord la formation d'une agriculture capitaliste sur les ruines de la société rurale féodale, ensuite la mise en place des conditions sociales du capitalisme industriel.

LES BASES SOCIALES DE LA « RÉVOLUTION AGRICOLE » [14] [20]

Les campagnes anglaises vers 1760 sont originales par rapport aux campagnes continentales (la France par exemple). Il n'y a plus de paysannerie au sens où on l'entend généralement, mais « quelques milliers de propriétaires louant leurs terres à quelques dizaines de milliers de fermiers qui les exploitaient grâce à des centaines de milliers de travailleurs agricoles, de domestiques ou de paysans n'ayant qu'un pauvre lopin » [24, 27]. On comprend que de tels rapports sociaux capitalistes dans l'agriculture n'ont pu se développer que sur la base d'un intense développement des échanges et de la circulation monétaire. Mais ceci ne fut pas la cause de cela : la grande ferme capitaliste du XVIII^e siècle suppose une pénétration préalable des échanges qui n'a pu se produire que *sur la base* d'une longue transition, d'une série de révolutions sociales aboutissant à la mort de la féodalité et des communautés paysannes sans formation d'une paysannerie de petits producteurs libres, propriétaires et fermiers, donc au détriment de l'immense majorité des manants. Ce qui ne manque

9. Cf. la gravure qui illustre cette distribution de l'énergie aux ateliers en chambre, in *Documentation photographique*, n° 6058, avril 1982, « L'Explosion de l'industrie en Europe », p. 33. Identiquement, en 1870-1875, des immeubles industriels furent mis en vente faubourg Saint-Antoine à Paris ; ils étaient conçus comme une série d'appartements artisanaux utilisant toute l'énergie de machines à vapeur installées en sous-sol. Une magnifique affiche nous permet de voir aujourd'hui cette réalisation (cf. *L'Affiche, miroir de l'histoire*, Max Gallo, R. Laffont, 1973, p. 42).

pas d'être surprenant vu de France où la victoire (temporaire) fut, le plus souvent, celle de la fraction aisée de la paysannerie, devenue propriétaire.

La question est décisive puisque la formation de cette société rurale anglaise par le premier mouvement massif des *enclosures* au XVI^e siècle, puis par sa reprise, sous des formes nouvelles au XIX^e siècle, explique le développement d'un considérable débouché pour les produits manufacturés (ruraux et urbains), la formation d'un surplus agricole massif, qu'il soit entre les mains des fermiers capitalistes, des propriétaires fonciers ou des marchands (qui réussissent à en capter une fraction importante) et qui sera disponible pour s'investir dans l'industrie, enfin l'énorme gonflement de l'« armée de réserve » pour l'industrie, des hommes non seulement « libérés » de leur tenure, de leur terre, de leur cabane sur le communal, mais déracinés, parias ne trouvant plus à végéter dans les petits emplois partiels des communautés villageoises et chassés vers les bourgs et les villes industrielles naissantes¹⁰.

Comment, dans la très longue durée, se développèrent « main dans la main » les rapports monétaire-marchands et les rapports sociaux caractéristiques du capitalisme rural ?

On sait que, grâce à la conquête normande, l'Angleterre connut un système féodal d'un type « tracé au cordeau ». Ses deux piliers sont l'économie manoriale et la communauté villageoise. Toutes les terres appartiennent à la couronne qui en fait dévolution à des vassaux directs (tenure en chef) qui eux-mêmes les mettent entre les mains de leurs vassaux (arrière-fiefs). La division de base, le manoir, connaît classiquement une réserve domaniale en faire-valoir direct par des serfs domestiques ou des corvées de tenanciers et les tenures de vilains. Chaque manoir a (idéalement) son village, c'est-à-dire une collectivité qui a ses organisations officielles (ou non) et ses assemblées. Elles règlent, sur cette base collective, le système agricole des champs ouverts, assurent les défrichements en commun, tiennent des pouvoirs de répartition des impôts, disposent de leur justice et de leur police, assurent la protection des communaux... Ces communautés sont formées surtout de tenanciers demi-libres, avec un certain pourcentage d'hommes libres sans que la situation économique recouvre simplement la condition juridique.

Le système manorial et la communauté paysanne vont s'avérer longtemps solides (jusqu'au milieu du XIII^e siècle) même s'ils se modifient par une montée des tenures au détriment des réserves et par les premières commutations des corvées en rentes en argent. A cette date, on observe cependant de fortes distorsions sociales puisque, au-dessous d'une paysannerie moyenne (30 % peut-être de l'ensemble), on trouve une masse de villageois sans terres ou n'ayant qu'une tenure trop exigüe qui leur impose de louer leurs bras : ce sont les *cottiers*, souvent ils n'ont qu'une cabane sur le communal. Au-dessus de la classe médiane, on trouve déjà quelques grosses exploitations où sont, comme dans les manoirs, employés les plus petits *cottiers* ou *free-holders*.

Les évolutions ultérieures vont accentuer la césure au sein de cette classe rurale et briser la communauté villageoise. Les plus riches exploitants se hisseront jusqu'à la *gentry*, une fraction de la couche moyenne formera les fermiers des grands propriétaires et la masse des autres finira par se prolétarianiser. Ce

10. Leur masse était telle, et les emplois industriels urbains si limités relativement, qu'il fallut réagir à la fin du XVIII^e siècle par une adaptation de la *loi sur les pauvres* assurant un minimum aux pauvres, le plus souvent aux familles, restant au village ; ce qui maintenait une pression à la baisse des salaires agricoles. Ce fut l'une des dernières manifestations, d'ailleurs catastrophique, de la communauté rurale.

mouvement sera accompli par une double violence : celle du marché et de l'argent, celle du pouvoir qu'il soit celui des armes ou de l'autorité politique locale.

Mais l'histoire ne procède pas linéairement et l'on connaît ses ruses. En l'espèce, elles furent particulièrement effroyables. Car l'évolution semblait devoir se faire, d'abord, dans le sens progressiste de la « libération médiévale ». Aux XII^e et XIII^e siècles, la paysannerie paraît améliorer sa position, même s'il s'agit surtout des couches les plus riches. Les commutations et les affranchissements repoussent l'espace du servage. La crise du XIV^e siècle, l'effroyable peste noire (qui tue en 1348 près de 30 % de la population) puis la grande révolte des paysans en 1381 imposent la fin de la servitude, la chute des redevances, la hausse des salaires. Le XV^e siècle pourrait apparaître comme le véritable temps des *yeomen*, c'est-à-dire de ces *freeholders*, propriétaires de fait, si l'on oubliait qu'alors l'immense majorité de la paysannerie est formée de tenanciers, libres de statut certes, mais ayant troqué cette liberté contre la perte des anciennes stabilités serviles. Ils payent des loyers en argent, mais lorsque le bail est terminé, ils doivent décamper et il en va de même si le loyer devient trop onéreux ; or qui le fixe ? Souvent, ils n'ont d'autres droits qu'un accord oral ou la copie d'un acte officiel (*copyholders*). Sans parler de tous ceux qui n'ont rien qu'un *cottage*, une cabane sur le communal où ils puisent le combustible et de quoi nourrir leurs rares animaux domestiques. Tout est en place pour le drame : les causes de l'enrichissement de certains paysans seront celles de la catastrophe sociale.

En effet, l'explosion des échanges dès le début du XVI^e siècle, la hausse des prix particulièrement rapide des denrées agricoles, le surplus infiniment plus élevé que permet l'élevage en grand des moutons avec très peu de travailleurs viennent ajouter leurs effets à la « liberté » des hommes, à la liberté des contrats, c'est-à-dire à la liberté de clôturer pour les uns et de déguerpir pour les autres. Le début du XVI^e siècle voit se développer une des plus profondes transformations sociales de l'histoire de la Grande-Bretagne, la première vague d'*enclosures* des Temps Modernes, c'est-à-dire la formation de grands domaines voués à l'élevage ovin extensif. Toute la société, le mode rural de production, les paysages britanniques seront bouleversés *par ce qui ne fut pas une simple transformation technique, mais une guerre sociale*, menée manoir par manoir pendant plus d'un siècle (et qui recommencera dès 1660) par les grands propriétaires contre « leurs » paysans [14].

C'est le temps où Thomas More note que « les moutons sont devenus si voraces et si féroces qu'ils dévorent même les hommes et qu'ils dévastent et dépeuplent les champs, les maisons et les bourgs » [32, 39]. L'exploitation d'une fraction croissante des terres commence à se faire pour le profit des maîtres et tous les moyens sont bons, de la loi à l'intimidation, de l'achat à la violence pour concentrer les terres, accaparer les communaux, chasser les tenanciers, clôturer *l'open field* d'abord pour y pratiquer l'élevage des moutons, puis même pour y cultiver du blé lorsque à la fin du siècle les prix des céréales flambent avec la croissance de la consommation urbaine. Il faut ajouter que la Réforme jette sur le marché les immenses propriétés des monastères et ainsi contribue à faire de la terre une marchandise et à arrondir les domaines des plus riches.

Cette « première vague » d'*enclosures*, c'est-à-dire les remembrements, les clôtures de grands espaces, les parcs à gibiers et les interdictions de chasser, les « partages » des communaux arrachés aux « pauvres » sont autant de coups portés à la communauté paysanne. Celle-ci commence à agoniser au XVI^e siècle sous les coups du marché et par la violence des grands propriétaires, asphyxiée de l'exté-

rieur par les anciens ou les nouveaux riches qui deviennent membres de la *gentry*, condamnée de l'intérieur par la poussée (vivement encouragée par les grands) de l'individualisme agraire. Il n'est en effet de salut que dans le recours, à nouveau, aux essartages, mais cette fois individuellement, en accord avec le seigneur ou le monastère qui octroient des friches qui étaient devenues leurs. Dans les zones forestières et les landes défrichées récemment, les fermes encloses se développent entre les mains « de gens sans lois, qui ne vivent sous la coupe de personne... » (John Aubrey [34, 280]), c'est-à-dire des hommes hors communautés et qui sont encore perçus comme dangereux.

Pourtant tout n'est pas encore joué. Déjà les communautés paysannes s'étaient battues en 1450. Elles provoquent une agitation endémique sous le règne des Tudors, se soulèvent massivement en 1596. Au *xvi^e* siècle, les temps ne sont pas encore mûrs pour la généralisation du capitalisme agraire. Si les moralistes refusent les *enclosures*, si le Parlement et le Gouvernement les freinent, c'est qu'elles font affluer sur les routes et dans les villes des bandes de vagabonds, créant ainsi une insécurité d'autant plus dangereuse qu'elle s'ajoute au désespoir des paysans. Les *lois sur les pauvres* d'Elisabeth montrent qu'il faut fixer les hommes, éviter les débordements des masses rurales déracinées. Surtout les communautés rurales, affaiblies, ne sont pas mortes, leur importance numérique reste grande, et finalement, entre 1596 et 1640, la montée du capitalisme dans les campagnes fut bloquée par la menace d'un soulèvement paysan massif.

Mais l'acte décisif n'est pas encore joué ! Le temps de la Révolution (entre 1640 et 1660) va mettre en place toutes les conditions de la transition au capitalisme. Nous ne pouvons revenir sur les causes complexes et ambiguës de cette Révolution anglaise. Elle fut précédée d'une intense agitation rurale, elle s'accomplit dans la montée des sectes égalitaristes, les revendications des *levellers* (niveleurs) et, plus radicaux encore, des *diggers*, elle rendit temporairement leur force aux communautés paysannes et aux couches paysannes défavorisées. Les hommes sans terre, la « canaille » qui vit de rien sur les communaux, les petits *freeholders* ou les *cottiers* égalitaristes, les tenanciers-artisans, les salariés des grandes fermes combattent avec de gros négociants, de grands financiers, de riches fermiers antimonarchistes et anticatholiques. Mais, la Révolution victorieuse, les bourgeoisies urbaines et rurales qui soutiennent le nouvel ordre politique se retourneront contre leurs « alliés », ces *levellers*, ces hommes qui brisent les clôtures et qui demandent la sécurité des tenures ; ils auront recours (si classiquement) au sabre des généraux. Alors en 1646 et 1647, les restes du système féodal sont abolis, les seigneurs voient leurs terres émancipées de l'autorité de la couronne et un droit de propriété absolu leur être reconnu. Cependant si la propriété règne désormais « au sommet », à la base elle n'est pas reconnue aux *copyholders* sans titres, aux *freeholders* sans écrits. Le mouvement des *enclosures* peut reprendre sans entraves puisque le droit ne repose plus que sur la *Common Law* qui affaiblit la position des tenanciers vis-à-vis de leurs maîtres, puisque les « radicaux » sont physiquement éliminés (dès 1649), que la propriété des grands est consolidée et celle des pauvres ébranlée.

A partir de la Restauration (1660) les grands seigneurs reprennent le pouvoir national et la *gentry* le pouvoir local et (re)commence le temps de la tyrannie du *squire* et du recteur, l'appropriation des droits de chasse par les gros propriétaires, l'attaque contre les communaux et la montée des *enclosures*. La République de Cromwell avait permis un extraordinaire développement économique ; une accumulation capitaliste énorme entre les mains des gros négociants et fi-

nanciers caractérise cette période et celles qui suivront. Le pouvoir politique et la puissance britannique vont reposer sur l'alliance instable des maîtres de la terre et des maîtres des affaires. Partout le profit règne sans frein et les communautés paysannes sont détruites.

La « révolution agricole » du XVIII^e siècle peut commencer : cette novation est d'abord un aboutissement. A la différence de ce qui s'était passé au XVI^e siècle, la deuxième vague *d'enclosures*, c'est-à-dire de formation de la grande ferme enclose par « partage » des communaux, achats libres ou forcés, clôture de l'*open field*, évacuation des tenanciers, sera systématiquement encouragée par l'Etat, et les intellectuels suivront avec leur argumentation technique. La faiblesse des communautés paysannes permettra cet accomplissement. Une violence faite aux campagnards qui ne sera dépassée que lors de la « mise en valeur » des colonies ou de la collectivisation forcée en Russie sous Staline ! Sur cette base sociale capitaliste peuvent être mises en œuvre des méthodes de culture nouvelles et des techniques adaptées à ces rapports sociaux et à la conjoncture économique de cette fin du XVIII^e siècle.

Dans les années 1825-1830, l'introduction des premières machines agricoles (les batteuses à vapeur) va marquer à la fois une fin et un début. Elle va jeter sur les routes de nouvelles vagues de ruraux. Fin novembre 1830, quatorze comtés agricoles se soulevèrent et les travailleurs prirent pour cible, en particulier, les batteuses. Une sévère répression¹¹ vint à bout du mouvement. Dès lors, ce sont les machines qui dévorent les hommes ! Nous verrons jouer les mêmes phénomènes dans l'industrie.

LES BASES SOCIALES DE LA « RÉVOLUTION INDUSTRIELLE »

Des années 1770 au milieu du XIX^e siècle, l'Angleterre met en place le *système de la fabrique*. Cette nouvelle forme du mode de production capitaliste va lui permettre de renforcer sa domination sur l'économie mondiale, de l'établir sur de nouvelles bases.

A la fin de la période, le nouveau système productif aura fait disparaître le *putting out system*. Une production industrielle relativement massive est mise en œuvre dans un grand nombre de fabriques de dimensions encore modestes (souvent urbaines) où sont concentrés des salariés souvent peu qualifiés (beaucoup de femmes, d'enfants, de vagabonds, de pauvres d'origine paysanne) travaillant sur des métiers ou des machines actionnés par la vapeur, soumis à un contrôle rigoureux, à un véritable despotisme d'atelier au cours de journées extrêmement longues et pour des salaires inférieurs au minimum vital. Il faut saisir ce système comme totalité, il va permettre d'accroître le surplus capitaliste grâce à une croissance considérable de la productivité du travail à un coût non moins élevé pour les travailleurs qui, dans l'Angleterre de 1830, seront dans une situation de misère effroyable, l'une des pires de l'histoire. Sur cette base, l'industrie anglaise multiplie ses débouchés (par la baisse systématique des coûts et la guerre des prix). Même si l'aristocratie foncière continue longtemps d'avoir un rôle politique important, la nouvelle société est dès lors dominée par l'antagonisme de deux classes, le prolétariat et la bourgeoisie.

Le *système de la fabrique* s'appuyait sur le premier machinisme comme ins-

11. Il y eut 2 000 arrestations, 250 condamnations à mort (dont 17 exécutions), 506 condamnations à la déportation et 644 à des peines de prison. [29] [30, 330].

trument additionnel d'exploitation des hommes et de croissance de la productivité et *il le rendait possible*. Identiquement il permettait de multiplier les débouchés anglais et supposait une domination marchande préexistante. Sa mise en place en Angleterre dès les années 1770-1815 supposait qu'une très longue transition sociale y ait été déjà opérée, en avance sur tout autre pays. Appuyée sur les transformations économiques (montée des échanges), et les appuyant, la formation du nouveau mode social de production industrielle fut imposée par des luttes sociales où tous les moyens furent bons, du recours à l'arme de la liberté marchande (des riches) à l'emploi de la violence, légale ou non. Le recours au machinisme ne fut qu'un des derniers instruments entre les mains de la classe bourgeoise pour transformer et renforcer l'exploitation.

Pour comprendre cette transition pluriséculaire, il nous faut suivre les phases les plus notables de cette longue lutte entre des adversaires à la fois changeants et immuables, où l'initiative est presque toujours entre les mains des plus forts ou des riches.

Dès le XI^e siècle, avec la renaissance commerciale et urbaine, commence à se développer un système de corps de métiers : des communautés d'artisans fortement structurées, dotées d'une large autonomie, se contrôlant (et contrôlant ses modes de fabrication, la qualité de ses produits...) et tendant à se reproduire à l'identique. A l'origine, au sein d'une hiérarchie linéaire allant du maître aux compagnons et aux apprentis, chacun participe à l'acte de production, la promotion se fait par le savoir technique et l'âge, le producteur direct est en contact avec le marché sur lequel il vend toujours une marchandise (même si c'est un service) et non son travail.

Mais sous l'effet du développement des villes et des échanges, le système corporatif évolue. Les maîtres tendent à scléroser le système à leur profit, limitant rigoureusement leur nombre et finissant par bloquer toute promotion interne pour tous ceux qui ne sont pas leurs fils ou leurs gendres. Des classes se forment dans chaque métier.

La reprise de la croissance économique au XV^e siècle, puis l'extraordinaire poussée monétaire et marchande du XVI^e siècle tendent à séparer de plus en plus profondément les producteurs du marché. Des corporations de marchands, puis des marchands isolés, s'enrichissent rapidement et tendent à devenir des intermédiaires obligés, puis à dominer les producteurs. Le *capital commercial* commence à régenter, de l'extérieur, la production et, peu à peu, la plupart des « petits maîtres » se paupérisent. Il reste aux marchands à employer à façon des travailleurs des campagnes ou des bourgs sans corporation pour concurrencer les producteurs des vieilles cités avec corporation et donc avec des réglementations strictes des prix de façon et une non-concurrence entre leurs membres.

Les maîtres-ouvriers durent s'incliner devant la domination des hommes qui tenaient les débouchés. Le marché fut le levier entre les mains de ces derniers pour étendre leur emprise et ils agirent pour décomposer les tâches autant que possible, faisant passer les producteurs d'une division du travail entre professions à une « division technique du travail » ne leur laissant entre les mains que des produits non finis, non vendables [28]. Le *putting out system* commence lorsque les « petits maîtres » et leurs compagnons, les ouvriers indépendants à domicile des bourgs et surtout des campagnes, n'acquièrent plus la matière première, mais se la voient confier (avec différentes modalités), vendent de plus en plus clairement leur travail à des prix de façon qui tendent vers un salaire à la pièce à des marchands-fabricants. L'importance des activités « industrielles »

organisées sur cette base artisanale dans de nombreuses régions rurales d'Europe occidentale permet d'y voir « les germes de la future révolution industrielle » et donc de parler de « proto-industrialisation » [31]. Le *putting out system* atteint sa maturité lorsque le producteur est contrôlé non plus seulement *post factum*, lors de la remise de son produit, mais même au cours du travail par des visites de commis du marchand-manufacturier et lorsque ce dernier assure sa domination en louant, voire en confiant, ses propres métiers au producteur, en lui prêtant des sommes qu'il ne pourra jamais rembourser, ou en le payant en bons qu'il pourra transformer en nourriture dans les magasins du marchand.

Ce système de la « manufacture dispersée » peut être l'un des plus efficaces dans l'extraction d'un surplus économique (que l'on pense à sa renaissance en cette fin du XX^e siècle). Il l'est lorsque le marchand « donneur d'ordres » peut mettre en concurrence les producteurs avec eux-mêmes, avec des ruraux qui bénéficient en outre de jardinets, avec des travailleurs de pays pauvres ou des salariés en fabrique mieux dotés de machines performantes : l'artisan tend à réagir aux baisses du tarif en travaillant jour et nuit entouré de toute sa famille, « librement » !

Au milieu du XVIII^e siècle, cependant, on n'en est pas là et le *putting out system* ne fonctionne pas tout à fait ainsi. La communauté des artisans continue à détenir un indispensable savoir technique, à limiter la concurrence, à pouvoir bénéficier des avantages de l'autonomie résiduelle pour travailler quand il l'entend, comme il l'entend, en ajoutant quelques petites fraudes à son revenu, en contrôlant (ou en laissant contrôler par les autorités locales, le *squire*) le tarif, à l'abri de la concurrence sauvage, en détenant un pouvoir politique et social (grâce à des alliances), limité mais non négligeable. Il faut que le capital abatte ces obstacles.

Or, au cours du XVIII^e siècle, se développent les conceptions de l'*homme-machine*¹² à la fois sur le registre de l'analyse anatomo-métaphysique et sur celui, technico-politique, du dressage des corps. Et les automates tant prisés par Frédéric II, « roi minutieux des petites machines, des régiments bien dressés et des longs exercices », sont à la fois représentation de l'organisme et « modèles réduits de pouvoir » [23, 138]. L'investissement de l'homme par le pouvoir n'est certes pas un problème nouveau, mais alors, comme l'explique Michel Foucault dans *Surveiller et punir*, cette emprise se fait à une échelle et selon des modalités nouvelles supposant un travail continu de dressage, pénétrant le moindre détail dans le but de façonner l'économie des corps. Commence le temps des « disciplines », des corps manipulés, casés dans un quadrillage des espaces et du temps, désarticulés-réarticulés, sérialisés et spécialisés par le codage des activités, enfin combinés pour être rationnellement utilisés comme élément d'une force collective. Ce mouvement, issu sans doute de cette matrice, les microcosmes monastiques, se produit simultanément dans les casernes, les prisons, les hôpitaux et les asiles, les manufactures rassemblées et bientôt les premières fabriques. Le système sera magnifié dès la fin du siècle, avec le *Panoptique* de Jeremy Bentham [18], cette machine à surveiller les prisonniers, les malades, les fous et les travailleurs à partir d'un centre où le pouvoir peut tout voir sans être vu.

Parallèlement, les activités productives vont commencer à se mouler dans le

12. M. Foucault [23, 138] reprend le titre de l'ouvrage de La Mettrie [25 *ter*]. La Mettrie développait pour l'homme la théorie cartésienne de l'animal-automate et y greffait une théorie du dressage « au centre desquelles règne la notion de docilité qui joint au corps analysable le corps manipulable ».

système général de la soumission-utilisation coordonnée des corps, et la discipline industrielle n'étant qu'un cas particulier *des* disciplines. Il devient possible (et nécessaire pour répondre à l'expansion du marché) *de produire un travailleur salarié libre* (de venir chaque matin subir l'oppression de la fabrique), *discipliné*, sérialisé, parcellisé (par la division « technique » du travail) comme élément de l'*ouvrier collectif*. On a peine à imaginer aujourd'hui l'énorme effort de dressage, l'importance des coercitions qu'il fallut imposer à ces hommes, ces femmes, ces enfants pour en faire des ouvriers salariés ayant *intérieurisé* les règles disciplinaires, acceptant comme naturelle la forme actuelle d'exploitation salariale.

Certes, dès les *xv^e-xvi^e* siècle, des manufactures rassemblaient sous un même toit de nombreux travailleurs sous le contrôle de contremaîtres ; elles restaient une réunion, non une fusion. Encore au *xvii^e* siècle, les indigents, les délinquants, les « filles » enfermés dans les *workhouses* britanniques ou les manufactures de Colbert sont soumis à un travail forcé ou, du moins, durement disciplinés, mais ces espaces de concentration et de surveillance ne forment pas encore un véritable « corps productif ». Au *xviii^e* siècle, l'expansion des marchés mondiaux cumule ses effets avec la tendance générale à la mise en œuvre d'« automates » pour faire de certaines manufactures des « machines sociales » et souvent *avant l'introduction du machinisme*. Nous sommes en présence d'un phénomène de « *préadaptation sociale* ».

L'opposition traditionnelle entre manufacture (réunissant des corps de métier et non mécanisée) et fabrique (fusionnant les travailleurs en les soumettant au système des machines) tend à ne retenir que le processus de mécanisation dans la formation du nouveau système productif. Or les machines à vapeur vinrent se couler dans le « moule social » des nouvelles manufactures du *xviii^e* siècle : ce n'est pas la mécanisation qui – alors – réduit le travailleur à n'être qu'un rouage, c'est parce qu'il commence à n'être qu'un rouage que la machine pénétrera, et bouleversera, le système productif. Le machinisme n'intervient comme « moyen d'exploitation raffinée » (Marx) qu'une fois la mutation du mode social de production accomplie. En intégrant le travailleur collectif dans ses mécanismes, le machinisme multipliera l'efficacité du système, il ne l'a nullement imposé. Alors, et seulement alors, le *putting out system* sera, à long terme, et après une longue résistance, condamné.

Pour comprendre la mutation productive de la fin du *xviii^e* et du début du *xix^e* siècle, il est nécessaire de replacer ces manufactures et ces fabriques dans le fonctionnement d'une économie marchande globale. Le libre jeu du marché est utilisé par la classe exploitante pour faire baisser les salaires et écraser les tarifs des artisans façonniers, faisant disparaître les anciennes formes de production, et par une nation – l'Angleterre – qui emploie la croissance de la productivité du travail (grâce à l'accroissement de la division et de l'intensité du travail, grâce au machinisme) dans une guerre économique contre les activités encore artisanales des autres nations.

La nouvelle forme prise par le mode de production capitaliste a pu alors se développer seulement parce que le *putting out system* avait déjà largement entamé le processus de prolétarianisation des producteurs, la grande ferme enclose déraciné les paysans, la généralisation des rapports monétaro-marchands déstabilisé l'ancienne société communautaire. Il a fallu également que, par une longue histoire où se combinent luttes et collaboration avec des fractions de l'aristocratie, se forme et se développe une véritable classe bourgeoise (comprenant d'ail-

leurs une importante fraction de l'aristocratie) avec son savoir-faire particulier, son esprit d'entreprise. Et le nouveau mode d'exploitation a pu tenir contre la nouvelle classe ouvrière, les anciennes classes artisanales et paysannes décimées et paupérisées, les masses de vagabonds et de chômeurs affamés, d'abord parce que, dans le péril, les classes dominantes, bourgeois et aristocrates, surent se souder contre la « canaille », s'appuyer sur l'Etat, sur leur Etat.

Car les travailleurs résistèrent, et d'abord les artisans façonniers [37, 547]. Les nouvelles fabriques étaient perçues comme un regroupement de serviteurs, un emploi indigne d'un homme libre et, longtemps, les artisans à façon refusèrent de s'y faire embaucher, de laisser y aller leurs femmes et leurs enfants (jusque dans les années 1820-1830). Ils perdaient toute autonomie dans le procès du travail, la possibilité d'arbitrer, au cours de la semaine, entre travail et loisir et auraient dû accepter des salaires de misère. Mais les lois de la concurrence firent baisser les tarifs. Ils furent contraints à la guerre sociale, la bourgeoisie leur répondit sur ce terrain en envoyant ses milices, son armée, et en pratiquant la guerre sur les tarifs des façons : elle les brisa.

At this crisis, certain inventions in machinery were introduced into the staple manufactures of the north, which, greatly reducing the number of hands necessary to be employed, threw thousands out of work, and left them without legitimate means of sustaining life...

Misery generates hate : these sufferers hated the machines which they believed took their bread from them ; they hated the buildings which contained those machines ; they hated the manufacturers who owned those buildings [19].

La guerre livrée par les producteurs fut faite aux machines. Une bévue, dira Marx ; pour lui, elles étaient innocentes, à la différence des bourgeois qui les mettaient en œuvre comme arme contre les travailleurs. En fait leur guerre ne fut pas si naïvement faite à toutes les machines. Ils attaquèrent celles qui faisaient baisser les tarifs jugés normaux, statutaires, celles qui « cassaient » l'emploi.

Dès la fin du XVII^e siècle, les tisserands de Londres avaient détruit, lors d'émeutes, les métiers à ruban hollandais introduits par les Français (en 1727, détruire des métiers à bas devint un crime capital) ; en 1753, John Kay (l'inventeur de la navette volante) eut sa maison saccagée ; en 1768, les fileurs de Blackburn détruisirent les *Jennys* de Hargreaves et, dix ans plus tard, les producteurs détruisaient systématiquement les machines d'Arkwright (ce qui ne l'empêcha pas de persévérer). Mais les producteurs n'attaquaient pas seulement les machines. Ce fut le temps de la « négociation par l'émeute » en matière de tarif : dans la seule année 1766, ces prix furent ainsi révisés à vingt-quatre reprises [34, 474].

Avec la guerre contre la République et l'Empire français, la dureté des conséquences économiques du Blocus continental, la montée du jacobinisme anglais, le mouvement révolutionnaire prit de l'ampleur malgré une intense répression confortée par le prétexte de l'union nationale. En 1811 et 1812 surtout (mais le mouvement continue jusqu'en 1816-17), il y eut une véritable guerre menée par

ceux qui s'appelaient les *luddistes* (du nom de Nel Lud qui avait brisé des métiers, semble-t-il, en 1779) contre les machines responsables des baisses des prix de façon. Il s'agissait de groupes bien organisés menant de véritables combats de guérilla, soutenus par une fraction considérable des travailleurs et, au-delà, dans les couches sociales paupérisées. Ils luttèrent aussi bien contre les formes exacerbées du *putting out system* que les machines permettaient (ils détruisaient systématiquement les machines dispersées dans les campagnes lorsque, propriété d'un marchand-manufacturier, elles étaient responsables d'une réduction des prix du travail), que contre les grandes fabriques (encore que leurs attaques y étaient difficilement couronnées de succès puisqu'ils étaient sûrs de s'y trouver en présence d'une résistance organisée, souvent de l'armée). Ils combattaient le système du « laisser-faire » sur le marché du travail et ils réussirent effectivement à bloquer quelque temps le processus de baisse du prix des façons.

Il faudrait pouvoir décrire ce combat [37] pendant les deux ans de l'insurrection. Nous n'en avons pas la place. Disons seulement qu'il culmina avec l'attaque menée par plus de 150 luddistes armés de fusils, de haches, de pics contre l'usine de Cartwright à Rawfolds. Elle est devenue légendaire [19]. Sous le feu des défenseurs de l'usine, les luddistes durent abandonner sur le terrain des blessés et deux morts. Il y eut bientôt 12 000 hommes de troupe dans les régions révoltées, plus que n'en avait Wellington sous son commandement, et malgré cela, le luddisme continua ses assauts dans le Yorkshire, les Midlands, puis le Lancashire. Si la répression finit par en venir à bout (en 1817 encore six luddistes sont exécutés à Leicester), les tendances insurrectionnelles restaient fortes en Angleterre. L'armée réagit avec une terrible violence. On sait comment les troupes de Wellington chargèrent une manifestation à Manchester (à St Peter's Field, d'où le nom de massacre de Peterloo, allusion à Waterloo). Pendant les années qui entourent 1830, l'Angleterre paraît au bord de la révolution sociale. Alors, à la classe des artisans (encore très nombreux : les artisans-tisserands atteignent leur nombre maximal de 250 000 en 1820), le prolétariat des usines vient ajouter sa force concentrée, le prolétariat des champs sa masse et sa dispersion. Comment le régime social de l'Angleterre réussit-il à se maintenir ? Grâce à l'alliance des classes dominantes, soudées sans doute par la guerre contre la France et les idées françaises, par la guerre contre les luddistes et le meurtre légal des leaders, grâce à la soupape que le parlementarisme, même très imparfait, offrait à la contestation (le mouvement ouvrier chartiste choisit ainsi la voie de la réforme démocratique du parlementarisme et, finalement, il s'y englua).

Mais l'une des armes les plus efficaces employée contre les artisans fut la guerre menée sur le marché des prix de façon. Après 1815, la tendance des prix à long terme se retourne et commence une longue dépression, une phase de baisse agressive des prix est imposée au monde par la concurrence des capitalistes anglais, du nouveau système social de production. Sur place, en Grande-Bretagne, les producteurs « autonomes » vont tenter de survivre. Ils doivent, après la stabilisation arrachée en 1812-15, accepter les conditions des maîtres : leur salaire hebdomadaire passe de 23 shillings en 1805 à 6 shillings 3 pence en 1833. Entre cette date et 1850, ils meurent littéralement de faim (ils ne sont plus que 50 000 à la fin de cette période). Le nouveau mode social de production a gagné grâce à la faiblesse d'une classe ouvrière divisée, minée par le chômage, la sous-alimentation, et à la puissance de classes dominantes soudées dans le péril social, adroites dans la gestion de l'Etat comme dans celle des entreprises, et impitoyables dans la répression.

Le XIX^e siècle voit tour à tour la France et les Etats-Unis, la Belgique, le nord de l'Italie et l'Allemagne s'industrialiser, adopter ces nouveaux rapports sociaux et ce mode matériel de production. En France, le processus ne fut que partiel, peut-être surtout parce que la bourgeoisie dut s'appuyer sur la paysannerie (en fait, sur une fraction de celle-ci). En définitive, les paysans aisés, mais au détriment des paysans pauvres, des « brassiers », sortirent vainqueurs de leur séculaire lutte contre les aristocrates et réussirent à freiner la pénétration du capitalisme dans les campagnes, un processus qui doit être mis en relation avec cet autre facteur de « retard » : une bourgeoisie marchande faible, mal insérée dans l'économie nationale du fait des limites à la pénétration des relations monétaire-marchandes, mal placée dans le commerce mondial. La greffe industrielle eut du mal à y prendre, ne provoquant la mutation que de quelques « branches ».

Partout cependant dans ces économies européennes et à l'échelle du monde, le capitalisme productif devint dominant. Imposant sa logique, il imposa son rythme, un rythme nouveau. Tandis que les sociétés rurales connaissaient des fluctuations fortement dépendantes de l'alternance des bonnes et des mauvaises récoltes (cf. page suivante), renvoyant donc aussi à des conditions naturelles, le capitalisme imposera un rythme à caractère encore plus éminemment *social*.

LA CRISE AGRICOLE DITE « D'ANCIEN REGIME »

Les cycles économiques des cinquante premières années du XIX^e siècle, surtout en France, sont « mixtes », déjà caractéristiques du capitalisme industriel mais encore fortement marqués par les contraintes naturelles qui pèsent sur l'agriculture.

Les historiens contemporains (Ernest Labrousse [25 bis] en particulier) ont décrit un cycle dit « d'Ancien Régime » (donc d'abord français et plus généralement continental) soumis au rythme des bonnes et des mauvaises récoltes (on connaît l'alternance des sept années de vaches maigres et des sept années de vaches grasses). Selon eux, la « crise » se définit comme une *crise de pénurie* liée à une mauvaise récolte, d'où les hausses vertigineuses des cours des blés en ville réduisant les travailleurs citadins à la misère, à la famine, et pouvant provoquer directement et indirectement (séquelles de la sous-nutrition) la mort d'une fraction de cette population. Il y aurait de ce fait une réduction générale des activités, la hausse des prix alimentaires absorbant la quasi-totalité du revenu – baisse du revenu réel disponible après achat du « pain » – et effondrant les autres dépenses. Le capitalisme industriel marquerait le début des crises de surproduction.

Cependant, comme les économistes du XVIII^e siècle – les physiocrates et Condillac en particulier – l'avaient compris, le cycle agricole n'est pas simplement déterminé par des phénomènes naturels et ne se résume pas à une « crise » de sous-production. Au contraire de ce que jugera Labrousse, ces crises de surproduction apparaissent comme étant des moments cruciaux du cycle « d'Ancien Régime ».

Une surabondance de denrées, liée à des phénomènes naturels, mais aussi institutionnels (interdiction d'exporter les grains), économiques (elle s'explique par la période de pénurie – donc de hauts prix – qui précède) et sociaux (extrême pauvreté des travailleurs de la ville et des ouvriers agricoles alors très nombreux), produisait une vive baisse des prix, d'où la misère dans les campagnes. Les exploitants réduisaient alors les surfaces cultivées, les prix n'étant plus rémunérateurs et les moyens matériels de la mise en culture manquant. D'où la période suivante de pénurie de blé et de pain cher (qui réduisait certes le pouvoir d'achat des travailleurs urbains et des salariés agricoles payés en argent, mais augmentait souvent ceux des fermiers, des propriétaires fonciers, des paysans indépendants).

Le XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle voient s'opposer durement les partisans du pain bon marché (mercantilistes puis, en Angleterre, les « manchesteriens » partisans de la libre importation des grains) et du « bon prix » du pain (du pain cher) : les physiocrates, leurs alliés, puis les défenseurs des « landlords » en Angleterre. On comprend que derrière cette lutte économique se cachait le combat de deux classes exploiteuses : l'ancienne classe « féodale », la nouvelle classe bourgeoise. Les physiocrates avaient compris que l'excessive cherté et la disette étaient la conséquence de périodes de surabondance et de trop bas prix. Le mot « crise » employé pour désigner le plus visible (par des observateurs urbains), la famine, masque encore aujourd'hui la réalité des crises de surproduction. Une nouvelle fois, la nature « a bon dos » : son rythme masque celui qu'imposaient les pratiques marchandes et spéculatives sur les marchés des grains qui amplifiaient les mouvements « naturels » (ce que les révoltés des villes comprenaient fort bien !)

*Une réinterprétation du
rythme « classique »*

« Si nous voulons que tout continue,
il faut d'abord que tout change. »

G.T. di LAMPEDUSA, *Le Guépard*.

Introduction

Le rythme classique : présentation

« Notre temps qui bat, le temps ancien qui
s'achève,
La machine qui est au-dessous de la maison,
et il ne reste que peu de minutes, le temps
même
Qui s'en va faire explosion, dispersant cet
habitable de chair. »

Paul CLAUDEL, *Le Partage de midi*.

Partons de quelques « vérités scolaires ». Dès le début du XIX^e siècle, le capitalisme dès lors industriel subit un rythme caractéristique alternant en un cycle d'une durée totale d'environ huit ans des phases d'essor et de dépression. Au cours de l'essor, on observe, à partir du développement de certaines industries jouant un rôle moteur, une hausse conjuguée de la production industrielle, de l'investissement, de l'emploi, des prix et des salaires nominaux. Les profits sont élevés, les anticipations des entrepreneurs sont favorables et la Bourse monte. La fin de cette période, cependant, est marquée par l'intensification de l'inflation et de la spéculation qui gonflent artificiellement les profits en faisant naître des espoirs illimités de gain, alors que l'économie réelle s'essouffle.

Une difficulté locale, une étincelle suffit à déclencher une crise boursière dans cette situation survoltée. Le brusque retournement de conjoncture (lequel définit la crise au sens strict) va rapidement se diffuser par le jeu inversé des effets d'entraînement. La dépression se généralise en un processus d'effondrement en « château de cartes » avec une contraction assez brutale de la production liée à une chute des prix, à la croissance parfois spectaculaire des faillites, du chômage, à la baisse des salaires nominaux, d'où un énorme coût social sous forme de misère ouvrière (sur cet aspect, la lecture d'un roman de Zola est plus révélatrice que celle de nombreux traités de l'époque).

L'essor comme la dépression prennent habituellement naissance au centre de l'économie capitaliste : l'Angleterre jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les Etats-Unis

surtout par la suite. De là, ils se propagent rapidement par le jeu des échanges financiers et commerciaux. A mesure que le libre échange se développe – il reprend sa marche en avant interrompue par la crise politique de 1789-1815 –, l'intégration tend à mettre en phase les économies capitalistes : la rapidité du processus de contagion ne laisse subsister que de légers décalages. N'existe-t-il pas, *de fait*, une seule monnaie mondiale centrée sur l'or et le sterling, une seule Bourse comme un seul marché monétaire ou de chaque matière première ? Mais la mondialisation n'est réalisée, au début du XIX^e siècle, que dans les couches supérieures de l'économie, le capitalisme « vrai » au sens de F. Braudel, c'est-à-dire le capitalisme financier, commercial et industriel qui commence à s'imposer au « temps du monde » dès le XVI^e siècle. Une fraction considérable des échanges et de la production lui échappe encore tout en étant de plus en plus dominée par cette « superstructure », au XIX^e siècle encore. Mais ce capital mondial détermine le rythme d'économies et de sociétés essentiellement nationales (le rôle du local, du régional se réduit, au cours du siècle, en restant longtemps considérable).

Nous verrons comment, à cette époque, la dépression produit spontanément les conditions de la reprise et comment, de ce fait, la crise et le marché jouent un rôle de régulateur de l'activité économique. D'où cette alternance régulière de phases contrastées qui s'engendrent l'une l'autre, *le cycle « classique »*¹.

Dès que la réalité des crises périodiques s'imposa à tous les esprits, la nécessité d'une explication s'imposa. Nous ne voulons pas faire ici une histoire de ces théories. Disons seulement qu'après les intuitions majeures de Malthus [83] et Sismondi [102], Marx nous livra une analyse dispersée et une structure explicative. Bénéficiant en outre des nombreux travaux de la fin du XIX^e et du XX^e siècles, mais à partir des observations nouvelles tirées de la crise de 1929, Keynes [71] fournit *les bases théoriques sur lesquelles l'analyse des crises et des cycles classiques* put se développer après la Seconde Guerre mondiale².

Il est nécessaire de reprendre aujourd'hui l'analyse du cycle « classique ». D'abord, parce que le temps de la « crise » revient dans la mesure où ses causes essentielles, masquées entre 1945 et 1970 dans le cadre d'une forme particulière du capitalisme, réapparaissent, transformées, dans le capitalisme contemporain. Ensuite, parce qu'il nous semble possible de revenir, librement par rapport à chaque école, sur l'interprétation d'un rythme dont la forme ancienne s'est, certes, évanouie, mais dont le fond réapparaît aujourd'hui transfiguré. Enfin, parce que nous voulons poser, sur ce rythme classique, une question somme toute nouvelle : quel lien entretient-il avec les multiples facteurs du changement social ?

A la recherche d'une structure explicative cohérente avec ce déplacement de problématique, nous distinguerons les phénomènes qui se déroulent dans la sphère de la production, aboutissant à la formation du surplus capitaliste et à son accumulation (chapitre 1), et ceux qui se développent sur les marchés où se vendent les marchandises aux détenteurs de revenus ou aux propriétaires de capital-argent (chapitre 2). Comme il s'agit là d'une distinction artificielle (au sens strict), il nous faudra insister sur l'intime connexion entre ces deux sphères. Il nous restera à expliquer (chapitre 3) comment Phénix renaît de ses cendres au cours de la dépression.

1. On parle souvent de cycle Juglar [69], du nom de l'économiste qui mit ces cycles en évidence (on parle aussi de cycles « majeurs » pour les distinguer des cycles « mineurs » de quarante mois ou cycle Kitchin [72]).

2. Marx n'ayant pas terminé *Le Capital*, sa théorie des crises nous manque. Sur les théories du cycle [96] [68] [10] [38] [64] [48] [70] [71] [47].

Dans cette analyse, le taux de profit joue le rôle principal. Le profit est non seulement l'expression du surplus économique, donc le résultat transfiguré de l'exploitation capitaliste, la source du revenu du capitaliste et de la formation du capital, mais le taux de profit est aussi le régulateur de ce système économique. Ses différences sectorielles et spatiales déterminent les déplacements des capitaux, orientant ainsi toute l'activité économique ; ses variations temporelles sont au cœur même du cycle auquel il impose son rythme autant qu'il le subit. Ainsi, chercher à comprendre le cycle « classique » revient à s'interroger sur le « pourquoi » et le « comment » de la reproduction des conditions d'exploitation à partir de ce qui tendait à les désintégrer, donc que l'on puisse, d'une certaine façon, dévoiler comment le capital tente de mettre en œuvre le non-changement social. En d'autres termes, avec le cycle « classique », le changement est au service de la continuité capitaliste, même si (comme nous le verrons dans la seconde partie) les profondes transformations du mode de production qui se développent au rythme des cycles longs se nourrissent des impulsions régulières de ces cycles « classiques ».

Crises	Reprises
1816	1822
1825	1832
1836-39	1844
1847-48	1850
1857	1861
1866	1869-70
1873	1878-79
1882-84 « crise de mutation »	1886
1890-93	1895
1900-03	1905
1907	1910-11
1913	1914-15

<p>Crise de « reconversion » à l'issue des guerres et après une phase de spéculation, en Grande-Bretagne surtout et en France : faillites, chômage, effondrement des prix et plus encore des salaires ; les ouvriers s'attaquent aux machines.</p> <p>Crise boursière et monétaire en Angleterre (et par contrecoup en Nouvelle-Angleterre) : banqueroutes, faillites, chômage venant après une période de spéculation intense sur les investissements latino-américains ; les tisserands brisent les machines. Nov. 1831, révolte des canuts lyonnais.</p> <p>A partir de 1832, le boom anglais sur les chemins de fer, qui entraîne la sidérurgie et le charbon, est finalement enravé par une crise financière aux États-Unis et en Angleterre (spéculation financière suivie de nombreuses faillites bancaires aux États-Unis) : chute des cours du coton et crise boursière ; longue dépression, chômage, grèves, émeutes.</p> <p>Investissements massifs dans les chemins de fer à partir de 1842 et spéculation intense sur les actions suivie de crise bancaire et boursière ; crise des subsistances en France, chômage et faillites (56 % de chômeurs à Paris au printemps 1848) ; luttes sociales et crise politique en France.</p> <p>Essor remarquable de 1852 à 1857 (construction ferroviaire et navale, télégraphe, travaux d'urbanisme) puis crise boursière à la suite de spéculation sur les chemins de fer aux États-Unis, et d'un fléchissement de la demande et des profits ; faillites bancaires et industrielles ; propagation internationale rapide de la crise en Angleterre, en France, en Allemagne (violente crise en Angleterre avec entente anti-ouvrière des producteurs de charbon suivie d'une grève générale).</p> <p>Longue crise économique en Angleterre, conséquence de la guerre de Sécession (« famine de coton »), chômage et chute des salaires (de 10 à 20 %), spéculation ferroviaire suivie de crise bancaire (« vendredi noir ») en Angleterre et en France et de faillites ; période de crise aux États-Unis à la fin des hostilités.</p> <p>Essor rapide de l'industrie lourde allemande accompagné de spéculations ferroviaires débouchant sur un krach boursier à Vienne et Berlin et une longue dépression, avec faillites et chômage ; grave crise bancaire liée aux spéculations ferroviaires et longue dépression aux États-Unis puis en Angleterre.</p> <p>Essor rapide (après 1878) de l'industrie française lié à la construction ferroviaire suivi d'une crise boursière : <i>longue réduction d'activité</i>, chômage en France et en Angleterre ; aux États-Unis, « panique des chemins de fer » (1884), faillites bancaires ; chômage, baisse des salaires, rachat des compagnies en faillite par des groupes puissants.</p> <p>Expansion (1886-90) marquée par concentration des entreprises, investissement extérieur ; krach bancaire en Angleterre suivi d'une <i>longue dépression</i>, <i>chômage</i>, <i>réduction des salaires et grèves</i> ; <i>crise ferroviaire</i>, nombreuses faillites bancaires, chômage et troubles sociaux aux États-Unis ; extension de la crise à la France.</p> <p>La crise naît en Russie avec l'achèvement des grandes voies ferrées, se propage en Allemagne où une phase d'essor lié à <i>l'industrie électrique</i> et de « surinvestissement » débouche sur une crise boursière et une profonde dépression ; ententes et fusions d'entreprises ; crises plus légères en Angleterre et en France.</p> <p>La spéculation sur le cuivre indispensable au développement de l'industrie électrique conduit à la crise : faillites bancaires, crise boursière et industrielle, chômage, importantes réductions de salaires ; crise répercutée fortement en Allemagne, Angleterre.</p> <p>A une expansion accélérée de l'industrie (<i>automobile</i>, sidérurgie, armements...) et des exportations en Allemagne, en Angleterre et en France (forte concurrence internationale soutenue par les États, politique de « paix armée ») succède une forte chute de l'activité peu avant la « grande » guerre qui va relancer l'activité économique (au plus grand bénéfice des États-Unis qui deviennent créancier du monde).</p>	<p>Depression longue</p> <p>Premier cycle long</p> <p>Expansion longue</p> <p>Deuxième cycle long</p> <p>Depression longue</p> <p>Troisième cycle long</p>
--	--

UNE ÉCONOMIE DU CAPITALISME : VALEUR ET PRIX, SALAIRE ET PROFIT

Lorsque commence le XIX^e siècle, en Angleterre particulièrement, le capitalisme est dominant sous sa forme développée : le capital acquiert la puissance de travail d'hommes qu'il utilise pour produire des marchandises, et c'est ce pouvoir qui le définit dès lors et fonde un rapport social nouveau par son caractère hégémonique, le *salariat productif* : des salariés gagés par le capital pour produire des marchandises, plus profondément pour produire un *surplus économique* qui sera approprié par les capitalistes et source de l'accumulation du capital.

Le *capital*, d'abord entre les mains des capitalistes sous forme d'argent, se transforme dans l'achat de la force de travail des salariés (le capitaliste fait l'*avance des salaires* grâce à cette partie de son capital que les classiques nomment le *fonds des salaires*). En outre, puisque les travailleurs vendent leur force de travail parce qu'ils sont eux-mêmes dépourvus des moyens de production et des matières premières indispensables, il faut qu'une partie du capital soit employée à des acquisitions de ce type (achat de capital technique et de la matière plus ou moins élaborée sur laquelle doit s'exercer le travail).

Le capitaliste n'agit pas ainsi pour produire des biens qu'il consommerait lui-même (pour la *valeur d'usage* que ces biens auraient pour lui), mais pour la vente (pour la *valeur d'échange*) et, au-delà, pour le profit. D'un point de vue général, ce qui reste entre les mains du capitaliste après qu'il a récupéré ses avances aux salariés et aux fournisseurs, le surplus économique, forme son profit. De manière plus précise, il faut définir le *profit capitaliste* par ce qui reste du surplus une fois que sont aussi payées les *rentes* que le capital doit rétrocéder aux propriétaires fonciers et plus généralement aux *détenteurs de moyens de production rares et non reproductibles*. Pour définir le *profit de l'entreprise* ; il faut encore déduire les intérêts versés à des capitalistes-prêteurs extérieurs.

Le *taux de profit* est la valeur de ce profit ramenée à celle du capital employé. Dans une économie capitaliste suffisamment concurrentielle, il tend à être unique dans la mesure où les capitaux peuvent se déplacer d'une activité à l'autre (ce qui ne veut pas dire qu'il est unique puisque des facteurs de distorsion jouent en permanence). Ce taux est le pivot du système ; tenter de comprendre le fonctionnement du capitalisme, c'est placer au centre de ses réflexions la double séquence : *capital-profit-capital*. Quels sont les facteurs qui font varier l'efficacité du capital dans sa véritable tâche, produire des profits ? Comment varie la part des profits qui est accumulée ?

Insistons sur le caractère nodal du profit dans l'étude *des rythmes du capitalisme*. La production se développe dans un tel système qu'à partir du profit, lorsque le capital acquiert des machines additionnelles, embauche de nouveaux salariés, distribue les revenus qui doivent permettre de racheter cette production. Si ce rythme s'accélère, une phase d'expansion se développe, si cette accumulation se heurte à des obstacles, c'est la crise, le début d'une phase de dépression. *Il faut donc que le circuit qui va du capital au capital en passant par le profit puisse se faire sans entraves, s'élargir avec l'accumulation*. Ce circuit est d'une grande complexité ; il nous faut ici décomposer ce qui est uni dans la réalité, simplifier, voire caricaturer.

• *La question de la demande effective* : considérons le système productif dans son ensemble (et supposons-le un instant *isolé*, c'est-à-dire sans environnement non capitaliste). Il s'achète à lui-même ses matières premières, ses moyens de production et il paye ses salariés. Il accroît ce coût de production (représentant les avances nécessaires à la production) par application d'un *taux de profit* qu'il escompte *réalisable* : nous parlerons de profit *potentiel* (sa réalisation suppose – comme nous allons le voir – que la réponse du marché soit équivalente à l'offre du système productif). Il propose dès lors la production obtenue aux acheteurs éventuels à ce prix de vente que nous nommons un *prix d'offre*. Comme les acheteurs sont ses propres salariés ou lui-même ou encore ses actionnaires, on peut penser que les revenus distribués permettront d'acquiescer toute cette production au prix proposé. Mais ce n'est nullement nécessaire. Les actionnaires, par exemple, peuvent ne pas vouloir acheter la fraction du produit correspondant à leurs profits, les salariés peuvent « préférer » épargner – s'ils le peuvent –, pour se prémunir contre un avenir incertain. Le débouché faisant défaut, le prix d'offre ne se réalise pas et l'entreprise devra consentir des rabais ou stocker une fraction du produit. Dans les deux cas le *prix effectif* obtenu pour l'ensemble de la production, après confrontation de la demande *effective* (demande solvable que les détenteurs de revenus font varier selon leurs choix entre consommation et épargne) à l'offre, sera inférieur au prix d'offre proposé. Dès lors les profits *réalisés* effectivement par le secteur productif seront inférieurs à ceux qui apparaissaient *réalisables*. Le secteur productif sera contraint de s'adapter en baisse à la période suivante (réduire sa production, licencier...). Un étranglement dans le circuit qui va de la production à la production en passant par la distribution et la dépense des revenus aura occasionné une « crise ». Nous étudierons ce cas dans le chapitre 2.

• *Une question « ricardienne », prix du produit et répartition du produit* : nous supposerons (dans le chapitre 1) que la valeur de la production peut se réaliser (être vendue) sur le marché et que le profit potentiel se concrétisera. Quels sont les facteurs qui vont agir sur la dimension de ce taux de profit ? Plaçons-nous donc en amont du circuit qui va de l'obtention du revenu à son utilisation, au niveau de la production.

Le taux de profit potentiel étant le rapport de la valeur du surplus économique extrait sur la valeur du capital total (prix du capital technique et des salaires avancés), sa mesure *paraît* supposer que

l'on puisse déterminer les prix des marchandises produites et le niveau du taux de salaire non seulement avant confrontation à la demande effective, mais avant que soit calculé le taux de profit. Or ne faut-il pas connaître préalablement le taux de profit pour connaître les prix et les prix pour connaître les taux de profit ? Pourtant, le raisonnement n'est pas circulaire. Il est en effet possible – nous le verrons – de déterminer *simultanément* le taux de salaire, le taux de profit et tous les prix des marchandises produites (par la résolution des systèmes d'équations simultanées, méthode qui a pénétré – depuis Walras [106] – l'économie politique).

Reste à construire une théorie du taux de profit permettant de le *mesurer*, de repérer les conséquences sur son niveau des variations du taux de salaire et, au-delà, de l'*expliquer*. Si l'obstacle de la circularité dans la détermination des prix et du taux de profit paraît pouvoir être levé, il faut encore pouvoir « briser » les liens existants *entre la détermination des prix et la répartition de la valeur du produit en salaire et profit*. En effet, un accroissement du taux de salaire produit à la fois une baisse du taux de profit et une variation de tous les prix³ ; or cette variation rétroagit sur le taux de profit et le taux de salaire. En d'autres termes, la valeur de la production qui doit être partagée entre salariés et capitalistes varie avec la modification de la répartition. Il faudrait pouvoir séparer rigoureusement la sphère de formation des prix de la répartition du revenu [93].

• *Le paradis des grandeurs physiques* [92]. Comme tout serait simple si l'on pouvait raisonner sans prix, en grandeurs physiques ! Que l'on imagine une économie réduite à une ferme qui produirait du blé avec seulement du blé pour les semences, les animaux de trait et la nourriture des ouvriers agricoles, toutes quantités que le fermier doit avancer, donc soustraire de son produit, pour préparer la saison nouvelle. La différence, *un surproduit*, rapportée au blé utilisé comme capital, nous donnerait un taux de surplus physique à la disposition du fermier pour sa consommation propre ou l'accroissement de l'échelle de sa production. Il serait clair que la dimension de ce surplus, et le taux de « profit », diminuerait avec l'augmentation de la difficulté de produire le blé, en particulier avec l'importance du salaire versé aux ouvriers. Si l'accumulation de ce surplus (accroissement des quantités de semences, du nombre des ouvriers ou des animaux de trait) n'entraînait que des accroissements de plus en plus réduits de la production de blé du fait de la nécessité de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles (rendements décroissants dans l'agriculture à technique constante), le taux de « profit » baisserait avec cette augmentation de la difficulté de produire des quantités additionnelles de blé, puisque le salaire en blé restant constant la rente des propriétaires fonciers augmenterait. Par conséquent, l'accumulation du capital, donc l'expansion économique, s'auto-amortirait. David Ricardo [93] analyse ce processus, dans le très long terme, mais des causes de même nature peuvent jouer dans l'horizon temporel du cycle « classique ».

Malheureusement nous n'avons là qu'un « pays des merveilles » et, dès que la production est diverse, emploie des marchandises différentes, il faut des prix pour calculer des taux de rentabilité ! Tout l'effort de l'économie politique sera de tenter de retrouver les facilités qu'offre la sphère des quantités physiques et les théorèmes qu'elle paraît démontrer si aisément.

• *Marx et l'explication du profit* : Pour obtenir des valeurs de marchandises qui ne dépendent que de la plus ou moins grande difficulté de la production (et ne varient pas avec le taux de salaire et le taux de profit), donc soient déterminées dans la sphère de la production, nous avons la solution radicale de Marx (déjà « défrichée » par Ricardo). Pour Marx, « il ne s'agit pas d'abord d'expliquer comment se détermine la valeur d'échange des marchandises (à la différence de Ricardo), mais comment il se fait que les produits du travail ne soient socialement validés qu'en tant que marchandises » [96, 115]. Il pose que les *valeurs* des marchandises – y compris la valeur de cette marchandise particulière qu'est *la force de travail* – sont égales aux *quantités de travail abstrait*⁴ nécessaires, dans une société donnée, à leur production. La valeur n'est donc pas un prix, un rapport d'échange. Elle est déterminée antérieurement comme quantité de travail. *La plus-value*, différence entre la valeur (travail) des marchandises produites (nette de la valeur des fractions usées des moyens matériels de production) et la valeur (travail) de la force de travail acquise (la valeur des biens-

3. Le problème n'est pas celui de l'effet d'une hausse du taux de salaire sur le niveau général des prix (ou prix absolus), mais sur les *prix relatifs* (les rapports d'échange). *A priori*, tous les biens produits avec relativement beaucoup de travail et peu de capital technique paraissent devoir augmenter de prix relativement aux biens « capitalistiques » (peu de travail, beaucoup de capital technique). Mais si un bien « travaillistique » est produit à l'aide de biens « capitalistiques » – qui baissent relativement de prix – on ne pourra savoir, *a priori*, dans quel sens évoluera son prix.

4. Du « travail humain général », dépouillé de ses caractéristiques concrètes (travail du menuisier, travail du forgeron) par sa confrontation au marché.

salaires nécessaires à la reproduction de cette force de travail dans une société donnée correspond au fonds des salaires des classiques), n'est extraite que par l'utilisation des travailleurs pendant une durée de temps supérieure à celle qui est nécessaire pour produire les biens-salaires qui leur ont été avancés. *Il y a exploitation au sens strict* (comme on parle d'exploitation d'un gisement) puisque *le capitaliste extrait de la force de travail une valeur additionnelle* (le fonds des salaires est donc un capital *variable*).

Le *taux d'exploitation* est la plus-value rapportée au seul capital variable et le *taux de profit* la plus-value rapportée à la totalité du capital, donc y compris la fraction qui correspond à la valeur des moyens de production et des matières premières et qui ne rend pas directement de plus-value (il s'agit d'un capital *constant* : il est cependant indispensable pour que l'extraction de la plus-value soit possible). Le taux de profit varie donc avec le taux d'exploitation et dépend de la composition du capital puisque seul le capital variable produit de la plus-value, source unique du profit⁵. L'analyse des évolutions de la productivité du travail, du taux d'exploitation et de la composition du capital permet par conséquent de mettre en lumière celle du taux de profit, offrant une base à une théorie du cycle « classique » se développant dans la sphère de la production. Mais, naturellement, la « sphère de la circulation » (c'est-à-dire de la répartition du revenu, de sa dépense et de l'achat des valeurs produites) réagissant sur les évolutions précédentes, la séparation qui intervient entre elles n'est que momentanée.

Cependant, dès que le raisonnement se déroule dans une économie avec plusieurs branches d'activités disposant de capital à *composition différente*, il n'est plus possible d'avoir à la fois un taux de profit identique dans toutes les branches – une *tendance* inhérente au capitalisme – et des prix égaux aux valeurs (travail). Marx doit donc tenter de retrouver le monde des classiques (Smith et Ricardo), c'est-à-dire admettre que, dans une économie concurrentielle, les marchandises tendent à s'échanger à des « prix de production » (coût de production accru par application du taux de profit moyen). Dans ce cas, chaque branche reçoit une fraction de la plus-value totale, répartie au prorata de l'importance de son capital total, non de son seul capital variable, mais la somme des profits reste identique à la plus-value totale et la somme des prix de production à la somme des valeurs (le taux de profit unique de l'économie reste le rapport de la plus-value totale qui y est extraite à la valeur totale du capital qu'elle emploie).

• *Un retour contemporain aux classiques* : Marx donne une *explication* du profit par la théorie de l'exploitation dans une méta-économie où les valeurs absolues définies comme quantités de travail abstrait précèdent la détermination des rapports d'échange. S'il n'est besoin que d'une *mesure* du taux de profit et de ses variations à la suite d'une modification en un point quelconque du système productif, il est possible de raisonner immédiatement en prix de production (une démarche qui fut celle d'Adam Smith et de David Ricardo et qui aboutit grâce à Piero Sraffa [103]).

Soit une économie formée de plusieurs branches viables où l'une d'entre elles, au moins, laisse un *surproduit* physique⁶, où les moyens de production de chaque branche sont produits par les autres branches, où les salariés reçoivent l'avance d'un salaire déterminé comme prix d'un « panier » de biens-salaires (dont la dimension varie selon les sociétés considérées), où la distribution du *prix du surproduit* (le surplus capitaliste) entre les branches se fait au *prorata* de la dimension de leur capital (identité du taux de profit entre branches). Dans un tel système (ricardien), il n'y a aucune circularité et, pour peu que l'on se donne une marchandise-étalon (son prix est posé unitaire), il est possible d'obtenir tous les prix de production, le taux de profit et le taux de salaire à partir de la connaissance du système technique (les quantités des diverses marchandises nécessaires pour produire une unité de chacune d'elles) et des quantités de biens-salaires qui forment le « panier » du ménage ouvrier.

Mais cela ne nous fournit pas une explication du profit. En effet, dans une telle « économie », « tout paraît être dans tout » [43, 103], car la seule chose que l'on puisse affirmer lorsque le taux de profit a changé est que quelque chose s'est modifié quelque part dans le système. Pourtant, en partant d'un tel système, Sraffa peut démontrer ces théorèmes « ricardiens » fondamentaux [103] [52] [44] [43] :

– tout accroissement du taux de salaire réduit le taux de profit (redisons que cela n'est démontré que dans le cadre de cette détermination des « prix de production » et du taux de profit *potentiel* ; nous verrons, dans le chapitre suivant, que la hausse de la demande effective, liée à celle des salaires, peut entraîner celle des profits en dynamique) ;

– si le salaire réel (au sens des quantités des divers biens contenus dans le « panier » salarial) est constant, tout accroissement de la difficulté de produire les biens-salaires et les biens qui servent à la production des biens-salaires (exclusion par conséquent des seuls biens de luxe) réduit le taux de profit ;

– tout accroissement de la dimension du salaire réel réduit le taux de profit à productivité du travail inchangée.

5. Soit C le capital constant, V le capital variable, M la plus-value. Le taux d'exploitation (α) est M/V , le taux de profit (r) est $M/(C + V)$. La composition du capital ($C/V = q$) et le taux d'exploitation agissent sur le taux de profit : $r = \frac{\alpha}{1 + q}$

6. Telle branche produit du fer, il y a un surproduit *en fer* si une partie du fer n'est pas utilisée productivement par elle-même ou par une autre branche.

Genèse d'une crise : la question de l'exploitation

« Et j'ai vu en effet de grands bâtiments trapus et vitrés, des sortes de cages à mouches sans fin, dans lesquelles on discernait des hommes à remuer, mais remuer à peine, comme s'ils ne se débattaient plus que faiblement contre je ne sais quoi d'impossible. »

L.-F. CÉLINE, *Voyage au bout de la nuit*.

Le capitalisme étant un mode de production de capital à l'aide de capital, les séquences profit-capital et capital-profit sont fondamentales pour comprendre le rythme de l'activité économique et en particulier comment une phase d'expansion s'épuise en sapant elle-même sa base : un taux de profit élevé.

Si tout le profit est fait capital ou si une fraction constante du profit est accumulée, le taux d'accumulation, donc le rythme d'expansion (développement de l'emploi, investissement en moyens de production, progrès technique, accroissement de la production et des revenus) sera déterminé par le niveau du taux de profit ¹. Certes les choses ne sont pas aussi simples et, entre le taux de profit et le taux d'accumulation, viennent se glisser les choix des entrepreneurs-capitalistes en matière d'affectation de leur surplus. Loin d'en accumuler un pourcentage constant, ils choisissent d'investir en regardant devant eux, non dans le rétroviseur. En d'autres termes, *le rythme de l'« investissement » ne dépend pas directement de sa source de financement*, mais des anticipations sur les profits futurs des entreprises donc de la demande finale anticipée. Cependant, ces prévisions concernant les taux de profit dépendent de l'évolution des taux de profit passés et, dans la mesure où la baisse des taux de profit a pour cause la détérioration des conditions d'exploitation, elle est le signe d'une évolution pernicieuse à laquelle les capitalistes devront s'adapter et adapter les travailleurs !

Donc, même si le taux d'accumulation n'est pas simplement déductible du taux de profit, si l'on peut mettre en lumière des facteurs de réduction du taux de profit au cours du processus d'accumulation à moyen terme, nous disposons d'une

1. M étant la masse du surplus capitaliste, K le capital total, ΔK son accroissement, on aura $M = \Delta K$, d'où le taux de profit = $r = M/K = \Delta K/K = a$, le taux d'accumulation du capital.

explication de l'auto-amortissement de la phase d'expansion du cycle « classique ». Puisque, dans ce chapitre, nous resterons cantonnés dans la sphère de la production (donc des échanges productifs) et de l'exploitation (donc des rapports de répartition du produit entre les classes sociales), nous chercherons à préciser les relations entre l'accumulation du capital *total* et le taux de profit réalisable (section I) et nous réfléchirons sur les conséquences des changements de la *composition* du capital (section II).

Il nous faudra, pour cela, garder en mémoire les schémas théoriques qui nous ont permis d'analyser les relations entre salaire, productivité du travail et taux de profit. Mais, d'une part, leur abstraction est telle qu'ils ne peuvent qu'être des références parfois lointaines pour l'étude d'un cycle *concret* : la réalité, en effet, ne nous donne à voir que des prix de marché, des salaires courants, des taux de profit réalisés différents selon les entreprises et les secteurs, et ces différences ont une importance décisive dans le déroulement de la crise, dans ses fonctions. C'est pourquoi ces schémas indispensables risquent d'être stérilisants.

D'autre part, et surtout, ces schémas ne doivent pas être sortis de leur contexte : le fonctionnement d'un système *social*. Séparés en tant qu'« économiques », ils sont morts, alors que la dynamique des rapports sociaux peut les animer (ce qui fait la puissance explicative de Marx, loin de tout schématisme et de tout économisme marxiste). Car la question se pose : d'où viennent ces évolutions des productivités, des compositions du capital, des salaires réels, ce procès d'accumulation du capital lui-même, si ce n'est de la matrice des tensions concurrentielles et des antagonismes de classes ? C'est pourquoi, fidèle à notre problématique, nous tenterons d'esquisser une théorie des difficultés croissantes d'extraction du surplus économique au cours de la phase d'expansion du cycle « classique » en partant d'une analyse de l'évolution des rapports entre classes sociales, d'une part, entre segments ou éléments du capital, d'autre part (section III).

I. Les rythmes de l'accumulation du capital et la tendance à la suraccumulation

On connaît la célèbre injonction marxienne : « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes. » La plus-value extraite par les capitalistes n'a pas, en effet, comme finalité principale sa consommation, mais son accumulation sous forme d'accroissement du fonds des salaires (embauche de nouveaux salariés), du capital technique et des autres moyens de production. Réfléchissons, dans cette section, au processus d'accumulation du capital dans son ensemble, non sur les changements de sa composition, même si, rigoureusement, ces phénomènes ne peuvent être séparés, chacun déterminant l'autre. La loi d'accumulation joue-t-elle régulièrement, ou connaît-elle des phases ardentes, d'autres plus ternes ? Le rythme de l'accumulation n'est-il pas inhérent à l'accumulation elle-même ?

Deux questions se posent ici : quelles sont les raisons de cette poussée extraordinaire du capital, telles ces plantes de dessins animés qui, à partir d'une graine magique, grandissent démesurément et envahissent la planète ? Pourquoi cette accumulation est-elle rythmée comme si, après chaque effort, chaque expansion rapide, il lui fallait reprendre son souffle ?

QUELS SONT DONC LES RESSORTS DE CETTE ACCUMULATION DU CAPITAL ?

Dans les modes de production précédents, le surproduit que s'approprièrent les classes dominantes et exploiteuses était d'abord le moyen d'une dépense plus ou moins ostentatoire : elle signifiait la puissance, les rendait plus fortes par l'abondance des dépendants (encore au XIX^e siècle, les propriétaires fonciers sont vus comme la classe dépensière par excellence). La logique du capital est, au contraire, celle de la recherche du profit pour son accumulation sous forme de capital. D'où un processus cumulatif à l'œuvre depuis qu'au sein des rapports féodaux se développèrent les premières relations capitalistes. Longtemps l'accumulation du capital commercial et financier se fit par élargissement des cercles contrôlés, pénétrés par ce capital (mise en circulation et en valeur des surplus extraits sous les « vieux » rapports de production). Avec le capitalisme productif, le développement du rapport salarial devient le moyen essentiel de la production de profit, mais pas le seul tant que le capital productif n'a pas encore conquis toutes les sociétés, tous les espaces ou toutes les activités. On assiste à un processus de gonflement de la sphère du capital à la fois horizontalement, par absorption d'« espaces » nouveaux (processus qui n'est pas terminé, et qui est même souvent à reprendre lorsque le capital a dû – ou voulu – abandonner certains de ces « espaces »), et verticalement, par croissance sur place.

Mais quelle force interne au capital le pousse à occuper tous les secteurs, toutes les régions, à faire que les rapports marchands et monétaires se généralisent et que toute marchandise soit produite sous les rapports salariaux ?

Les déterminations ultimes de cette accumulation du capital total sont situées à la fois au sein des relations entre segments du capital et dans celles qui lient le capital à ses salariés, des relations conflictuelles de type fort différent. Ces deux ensembles de relations forment la « matrice » du système productif, ce sont elles qui imposent également le changement de la composition du capital.

La concurrence qui caractérise le rapport entre capitalistes, sous les formes diverses qu'elle a prises historiquement, toutes plus ou moins imparfaites, impulse ce formidable processus en un « combat douteux » de chacun contre tous pour la domination *inter pares*. Comme Marx l'exprime clairement : « La concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme *lois coercitives externes* à chaque capitaliste individuel. *Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître* et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive. » [93, 125] En effet, ce comportement accumulationniste ne serait qu'une « manie individuelle » s'il n'était imposé à chaque capitaliste comme effet du mécanisme social dont il n'est qu'un rouage : *le capitaliste apparaît comme élément d'une structure qui lui impose une loi de comportement*. La concurrence contraint le capitaliste qui veut conserver sa position à tenter de comprimer ses coûts en augmentant la productivité du travail, donc en particulier à investir en moyens de production, mais elle le pousse aussi à élargir l'échelle de production, ce qui implique également le développement du rapport salarial. Tous sont condamnés à croître ou à disparaître. Le comportement de *chaque* capitaliste est ainsi déterminé par la nature des rapports existant *entre* capitalistes et les formes de concurrence sont ainsi une dimension importante de ce que nous nommerons *le mode d'accumulation*.

Le combat pour la conquête ou la conservation d'une position dominante au sein du capital suppose des victoires sur un autre front, celui des *rapports du capital avec ses salariés*. L'accumulation du capital est nécessaire non seulement

pour l'élargissement du rapport salarial (accroissement du fonds des salaires) et parce que la concurrence entre capitalistes impose la course à l'augmentation et à la modernisation du capital technique, *mais pour l'existence même du capital* : un rapport social qui ne se reproduit qu'en se développant ; et l'état stationnaire où le profit serait juste suffisant pour une reproduction simple est un contresens des économistes classiques. L'accumulation du capital est le moyen et la finalité de la lutte de classes que mène le capital comme de la compétition entre capitalistes.

MAIS CETTE ACCUMULATION NE PARAÎT PAS POUVOIR SE FAIRE DE FAÇON RÉGULIÈRE

Porte-t-elle, en elle-même, sa périodisation, son rythme ?

L'accumulation du capital ayant – a priori – comme résultat l'accroissement de la production de marchandises, une première cause de son essoufflement serait l'apparition d'une divergence entre cette production (rapidement) croissante et une demande effective (ou solvable) qui suivrait avec retard. Pour le moment, notre problème n'est pas là (nous y viendrons avec le chapitre 2), il est « en amont » et il peut être résumé ainsi : à la suite d'un accroissement du capital *total* (dans ses deux parties parallèlement), la « valeur ajoutée » (à prix constant, on parle de volume ajouté) *sera-t-elle accrue proportionnellement* ? Ou y aura-t-il baisse de la productivité du travail et de l'efficacité du capital technique, donc diminution du taux de profit ?

En d'autres termes, si la fin de l'accumulation est le profit *pour* l'accumulation, l'accumulation du capital ne tend-elle pas à réduire le taux de profit ? Le capital accru peut-il produire un profit accru en proportion ? Deux limites apparaissent, l'une est technique et « ricardienne » (cf. hors-texte : « Une économie du capitalisme »), l'autre sociale.

Voyons la première de ces limites. Considérons une entreprise qui, par exemple, double les « quantités » de machines, de matières premières *et* de forces de travail employées, comment évolueront les quantités produites ? Si le volume ajouté croît moins vite que le capital, il y aurait là une base matérielle à la réduction du taux de profit réalisable avec la baisse de l'efficacité du capital *total* dans la production de marchandises, donc une cause endogène de ralentissement de l'accumulation (puisque les profits d'aujourd'hui *peuvent* faire le capital de demain). Cependant l'industrie peut connaître, inversement, des *rendements d'échelle* (ou globaux) croissants ; il reste à supposer qu'au cours de l'expansion elle passerait de cette situation favorable à une situation de rendements *globaux* décroissants en se heurtant à des contraintes croissantes d'ordres divers, à l'impossibilité d'accroître durablement en proportion l'un des nombreux facteurs de production (parfois difficile à cerner : « savoir-faire » particulier du capitaliste). L'exemple classique est celui de l'entreprise agricole qui pourrait multiplier dans la même proportion salariés et « machines », mais non ses terres ; son expansion finit par rencontrer des rendements décroissants. La croissance de tout système complexe ne peut se faire longtemps homothétiquement dans toutes ses dimensions, d'où des seuils, des infléchissements. Ils pourraient être la base du passage de l'expansion à la dépression. Avouons notre scepticisme dès lors que l'on voudrait chercher là une cause à des fluctuations *généralisées*.

Mais il est aussi – voire surtout – des limites sociales : il ne suffit pas de pro-

duire de la valeur ajoutée (nette des consommations intermédiaires), il faut produire un surplus (net des coûts salariaux). Nous analyserons ces limites dans notre section III puisqu'elles sont au centre de notre démarche. Nous verrons qu'il y a là une cause majeure de l'inefficacité croissante du capital à faire des profits. Auparavant, nous devons nous demander si la modification de la composition du capital en faveur du capital technique (élévation de sa composition) ne produit pas une tendance à la chute du taux de profit.

II. Changement de la composition du capital, taux de profit et rythme d'accumulation

Existe-t-il une tendance à ce qu'augmente plus vite le capital technique que le fonds des salaires et, si oui, y a-t-il là une cause de baisse tendancielle du taux de profit ? Donc, au-delà, une cause de la survenance d'une crise ?

EXPANSION ÉCONOMIQUE ET ÉLÉVATION DE LA COMPOSITION DU CAPITAL

L'accroissement de la composition du capital (rapport du capital technique au fonds des salaires) peut être saisi en prix ou en valeur, mais sa base matérielle *pourrait* être une *variation quantitative* (composition technique).

- Un accroissement de cette composition *technique* du capital est-il dans la nature du mode de production capitaliste, peut-on vérifier dans l'histoire (du XIX^e siècle en particulier) un progrès technique économisant davantage le travail que le « capital » ? Et, surtout, comment mesurer physiquement le capital technique ?

Marx a mis l'accent sur les phénomènes concurrentiels qui imposent à chaque capitaliste individuel de réduire ses coûts de production par des investissements en « machines » pour surclasser ses concurrents ou pour éviter de disparaître. Même si l'on remarque que les entrepreneurs peuvent également chercher à économiser les autres moyens de production, il reste que cette théorie n'est guère mise en cause.

La force qui fait pencher la balance en faveur des économies de travail est plus sociale que technique. Il faut la dénicher dans les relations entre patrons et travailleurs salariés, dans l'articulation de ce rapport de production sur les relations concurrentielles entre capitalistes. En effet, la croissance des salaires réels est une cause majeure de substitution des machines aux hommes. Les pressions vers les hausses salariales produisent ainsi une « tension créatrice », certes particulièrement active avec la seconde partie du XX^e siècle, mais qui était à l'œuvre dès les commencements du capitalisme productif. Les plus grands mercantilistes anglais [57] n'avaient-ils pas déjà compris que l'Angleterre était « riche » parce qu'elle offrait de forts salaires, et non l'inverse ?

S'ajoutant à cet aspect encore « économique », il y a les inconvénients de la contestation ouvrière. Platon ne remarquait-il pas déjà que la possession d'un troupeau d'esclaves crée plus d'embarras que celle d'animaux domestiques, ce que sont en définitive nos machines ? La substitution des machines à l'homme

aide à soumettre les travailleurs à la discipline d'atelier, à briser les contre-pouvoirs ouvriers appuyés sur les savoir-faire, sur les qualifications anciennes, permet d'embaucher une nouvelle main-d'œuvre composée de femmes, d'enfants, de campagnards, d'étrangers, c'est-à-dire de recruter hors du monde du métier, des « nouveaux » moins coûteux et plus dociles, auxquels il est aisé d'imposer la subdivision du travail. La mécanisation est même souvent un moyen de chantage contre des ouvriers en grève. N'est-elle pas dès lors « un moyen raffiné d'exploitation » ?

Si l'on interroge l'histoire du XIX^e siècle, est-il possible de mesurer l'éventuelle élévation de la composition technique ? *Le plus probant est de comparer l'évolution de la force productive des stocks de travailleurs et de machines.*

La puissance productive tirée de la force de travail s'est massivement accrue avec l'intensité du travail, son organisation (avant même l'organisation scientifique du travail), l'accroissement du nombre de travailleurs productifs² et – sans doute jusqu'en 1860 pour l'Angleterre et l'Allemagne, jusqu'en 1875 en France – la montée de la durée du travail [67, IV, 471]. Mais la puissance productive des machines s'accroît beaucoup plus rapidement avec la diffusion massive des grappes d'innovations successives autour de la machine à vapeur, des nouvelles machines textiles, de la nouvelle sidérurgie dès la première moitié du siècle, puis avec la « seconde révolution industrielle » qui se met au point au cours du dernier quart de siècle, son électro-métallurgie, son électro-chimie, bientôt le moteur électrique et, pour terminer, le moteur à explosion. L'Europe occidentale et les Etats-Unis connaissent, tout au long du XIX^e siècle, une accumulation relativement intensive, c'est-à-dire orientée vers l'accroissement et le renouvellement des biens d'équipements qui incorporent de plus en plus de « progrès technique », permettant de ce fait un accroissement soutenu de la productivité du travail.

• Mais, s'il y a croissance de la composition technique du capital au cours du XIX^e siècle, y a-t-il un mouvement aussi net *en valeur* ? Le machinisme permet une réduction du coût des moyens de production, qu'on l'estime en quantité de travail ou au prix du marché³. Inversement, le coût de reproduction de la force de travail peut s'élever si l'accroissement de la dimension du « panier de biens-salaires » du ménage ouvrier surcompense la baisse du coût de production des biens de consommation (alors surtout agricoles). *Il n'est donc pas de loi imposant l'accroissement de la composition en valeur du capital.*

Cependant, si l'on observe l'histoire du XIX^e siècle, il apparaît que, l'augmentation de la composition technique du capital étant admise, ni les variations relatives des productivités dans les secteurs produisant des biens de consommation d'une part ou des biens d'équipements d'autre part, ni l'accroissement des salaires réels n'ont pu stabiliser la composition-valeur du capital. En effet, de l'observation des variations relatives de la productivité dans ces deux grandes sections de l'économie on ne peut tirer nulle tendance claire et l'accroissement du salaire réel est faible au cours du siècle⁴. En revanche, la valeur globale du capital

2. En 1866, il y a 2 775 milliers d'ouvriers d'industrie en France ; en 1906, 3 383. Une progression modérée par rapport à l'Allemagne par exemple.

3. Entre 1820 et 1838, par exemple, la valeur d'un cheval-vapeur passe de 2 500 francs à seulement 1 000 francs.

4. Sur l'évolution des productivités dans les secteurs cf. tableau hors texte : *une accumulation intensive* [67, III, 288]. Quant au salaire réel, entre 1810 et 1872, il reste approximativement constant : forte baisse entre 1810 et 1847, hausse jusqu'en 1872. Les variations de l'emploi compensent celles des taux de salaire, l'augmentation de la population ouvrière active accompagne la baisse du taux de salaire réel dans la première partie du siècle ; le chômage total et partiel compense la hausse du taux de salaire réel dans les années 1875-1890 ou 1895 [80] et Annexe sur la crise de 1882.

UNE ACCUMULATION RELATIVEMENT INTENSIVE AU XIX^e SIÈCLE

1. *Transformation du mode d'organisation de la production.* Le passage du système du travail en petits ateliers ou du travail domestique à la fabrique se développe au cours du siècle, l'Angleterre précédant la France de près d'un demi-siècle (en Angleterre le sommet, en effectif et en production, du système artisanal est en 1820, en France, en 1865-70). Le cycle joue un rôle décisif dans cette transformation : en période d'expansion, les deux systèmes se développent conjointement, en période de dépression, l'artisanat et le travail en chambre régressent beaucoup plus fortement [50, 118] [39, I, 233].

2. *Révolution énergétique, machines à vapeur.*
Capacité totale en chevaux-vapeur (en milliers) [26].

	1850	1860	1870	1880	1888	1890
Grande-Bretagne	1 290	2 450	4 040	7 600	9 200	13 700
Allemagne	260	850	2 480	5 120	6 200	8 080
France	270	1 120	1 850	3 070	4 520	5 920
Etats-Unis	1 680	3 470	5 590	9 110	14 400	18 060

La France, très en retard sur l'Angleterre, ne compte que 150 à 200 machines à vapeur en 1816, mais près de 6 000 fonctionnent dans l'industrie en 1850. Sur l'ensemble des établissements industriels recensés (hors Paris et Lyon) en 1861-1865, 31 % des chevaux-vapeur utilisés proviennent de machines à vapeur [67, IV, 471] [50, 121].

3. *Productivité d'un travailleur. Dans une filature de coton* [26] [67, III 496] [67, IV, 122, 288].

	1810-1815	1835	1845-50	1865	1895
Nombre de broches par ouvrier	de 20 à 40	100	130	250	330
Produit d'une broche par an (en tonnes)	4,5	10,6	15	18	20
Produit d'un ouvrier (en tonnes)	de 80 à 180	1.060	1.950	4.500	6.600

Dans la production de la fonte en Allemagne (base 100 en 1900)

1835-50	1868-79	1879-87	1894-1902
10	35	60	100

Et dans la production de fer dans les mines françaises (tonnes par an et par ouvrier) [39, I, 216].

1856	1862	1874	1881	1891	1901	1908
139	184	251	352	517	521	620

4. Il est plus difficile de déterminer la productivité du travail *dans un secteur tout entier*. Il faut utiliser des productivités en valeur (puisque existent différents produits) et les variations des rapports de prix sont délicats à éliminer. Pour l'ensemble de l'industrie textile en France, de 1803-1813 à 1855-1864, l'accroissement global est de 205 %. Quant à l'ensemble du secteur minier américain, la productivité y est multipliée par plus de six entre 1825 et 1900. L'industrie française (sauf charbon, bois, caoutchouc) voit le taux de croissance de la productivité varier de 1,2 % à 2,9 % selon les secteurs entre 1800 et 1870 [67, III, 497] [67, IV, 288].

5. Les chiffres globaux *pour toute une économie* sont très délicats à construire et à interpréter. En France, le taux de croissance annuel de la productivité serait très élevé entre 1856-1870 (2,4 %). Il tomberait à 0,8 % entre 1870-1895, et même 0,5 % entre 1895-1913, pour ne remonter à 1,8 % qu'entre 1913 et 1920^s [42, 81]. Ces chiffres reflètent non seulement l'existence de cycles longs, mais s'expliquent particulièrement par la très forte crise agricole avec effondrement des cours dans la période 1880-1914.

6. Investissement industriel et production : périodisation de l'intensification en France

– Jusqu'en 1820, les transformations du système productif se font à peu de frais (comme en Angleterre dès le dernier quart du XVIII^e siècle) : on installe dans des couvents désaffectés, des hangars, ces mêmes métiers qu'utilisent les artisans et la production augmente vivement, l'intensification est modérée.

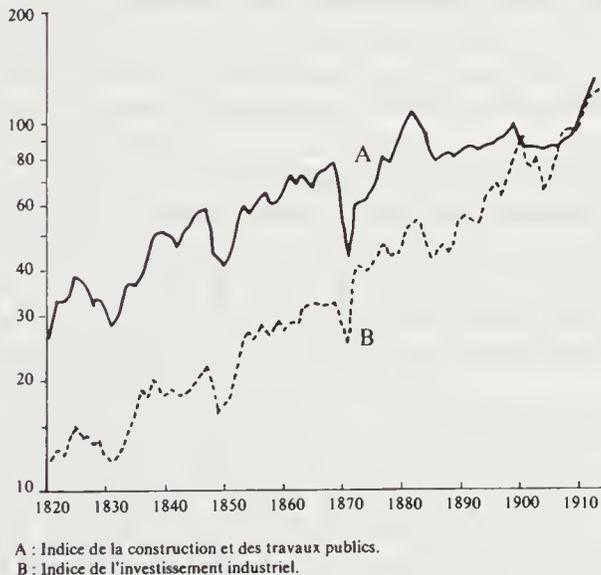
– Au cours des années 1820 et 1830, l'investissement industriel croît très rapidement dans certains secteurs (mine, métallurgie, textile, mécanique), la production progressant relativement peu : accumulation intensive sectoriellement.

– Dès le milieu des années 1840, puis au cours des années 1850 et 1860, les surcapacités mises en place à la période précédente sont employées à plein rendement. Si la production industrielle s'accroît très fortement, l'investissement industriel reste en retrait.

– Après la double médiocrité de l'investissement industriel et de la production des années 1870 et 1880, l'investissement redémarre vivement après 1890 [50, 120].

Nous analyserons ce rythme long dans la seconde partie de cet ouvrage.

INDICES DE L'INVESTISSEMENT 1820-1913 EN FRANCE (BASE 100 : 1908-1912) [50, 62]



5. Les premiers calculs modernes sont ceux de Colin CLARK [55]. Ils sont contradictoires avec ceux cités ici : 1820-1850, 0,78 par an ; 1850-1870, 0,15 ; 1870-1900, 2,05. Notons également, pour les années 1890, le chiffre de 1,7 % d'accroissement annuel par personne active [51]. Cf. également [85].

technique s'élève considérablement : en France l'investissement global, et particulièrement l'autofinancement, a au moins doublé, sinon triplé, entre 1850 et 1880 et, après un certain ralentissement, il repart dès la fin des années 1880 au rythme de 3,3 % par an [67, III, 123, 265] [46, 99] : la capitalisation boursière des grandes entreprises industrielles fait un véritable bond en avant au cours de la seconde moitié du siècle [46].

Un indice de l'augmentation de la composition en valeur du capital au cours du XIX^e siècle est la part des salaires dans le prix de revient. Elle semble avoir généralement diminué, assez lentement dans le cas des charbonnages et de la sidérurgie, plus nettement dans le textile [46, 316] [67, III, 539].

Mais pour une analyse de cycle « classique », l'intéressant n'est pas la tendance de long terme de la composition du capital, mais le fait que son élévation n'est nullement continue. *Il y a des vagues d'investissement* aussi bien dans les constructions et les travaux publics que dans l'industrie. Le rythme de l'investissement industriel est impulsé successivement par différents secteurs. Ainsi, on peut observer en France une vague entre 1820 et 1825 dans le textile et la métallurgie surtout, une vive poussée entre 1830 et 1836, en particulier dans les charbonnages, une nouvelle vague d'investissements dans la plupart des secteurs industriels entre 1840 et 1847, en particulier autour des chemins de fer, des mines et de la métallurgie. La reprise des investissements en biens d'équipements est particulièrement vive entre 1850 et 1853 (chemins de fer, moyens de production), 1860-64, 1871-1873, puis on note une nouvelle hausse en 1878-1882, puis après 1890, etc. [67, III, 532] [67, IV, 123] [75].

Certes, ces vagues sont un *résultat* de la conjoncture générale, mais elles ont *également un effet moteur*, non seulement parce que la demande de biens d'équipement est une fraction particulièrement sensible de la demande effective, non seulement parce qu'en accroissant la composition du capital elles peuvent agir sur le taux de profit (ce que nous allons voir), mais il est possible d'admettre qu'elles peuvent s'engendrer l'une l'autre avec une périodicité liée à la durée de vie des matériels et impulser un rythme cyclique à toute l'économie. Ainsi une génération de machines s'implantant à partir d'une industrie motrice devra être remplacée plus ou moins globalement au bout d'une période approximativement constante (par exemple tous les huit ou dix ans), d'où une nouvelle vague... Sans négliger cette « base matérielle » du cycle [11, L.I, 171] [68], il est clair qu'une telle mécanique se heurte à de nombreuses difficultés (durée de vie variable des machines, durée arbitraire de la périodicité...) et que les poussées d'investissement sont surtout dues à « l'usure morale », au « démodage » des machines (ce que Marx souligne), plus qu'à la durée de leur vie physique.

Le rythme *endogène* des investissements ne peut donc engendrer seul le cycle, mais il peut entrer en résonance avec les autres éléments de la conjoncture. Il est capable, pour le moins, d'amplifier ce rythme dans la mesure où la vague d'investissement tend à être en phase avec les autres facteurs d'expansion. Si nous ajoutons que la valeur des éléments du capital technique s'accroît particulièrement vite dans cette période, poussée par la hausse du taux de profit effectif en début de période (cours en bourse, valeur des établissements industriels ou des entreprises, valeur de remplacement des machines...), que la valeur du fonds des salaires, en revanche, n'est guère tirée vers le haut au commencement de la période (les patrons commençant par accroître leur production avec un effectif constant et freinant tout accroissement de salaire), il est clair que la phase d'expansion du cycle classique connaîtra un accroissement de la composition en va-

leur du capital plus fort que le trend de longue période. Nous verrons qu'inversement, si la composition technique du capital se réduit peu en dépression, la crise « classique » est caractérisée par un « effondrement » de sa composition en valeur. *Mais, pour que le rythme « classique » soit dominé par cette évolution, il faudrait que le taux de profit – le cœur du système – en subisse directement l'effet.*

ÉLÉVATION DE LA COMPOSITION DU CAPITAL ET BAISSÉ DU TAUX DE PROFIT

Pourquoi l'élévation de la composition du capital devrait-elle réduire le taux de profit ? Pourquoi chaque vague d'investissement en capital fixe produirait-elle à terme une vague de réduction de l'efficacité physique et économique du capital ?

On imagine immédiatement une objection puisque chaque entrepreneur n'acquerra une nouvelle machine que pour réduire ses coûts de production dans le but d'accroître ses profits. Si le résultat devait être une baisse de ses profits, il n'investirait pas [90, 98] [94, 403] [105] ! Observons cependant un entrepreneur en situation de concurrence et en opposition à ses salariés.

D'abord, en hypothèse concurrentielle, un entrepreneur peut investir en un matériel nouveau, même si cela doit faire baisser son profit unitaire, lorsqu'il espère accroître la masse de ses profits en élevant son chiffre d'affaires au détriment de ses concurrents. Surtout, c'est seulement lorsque l'innovation sera généralisée que le profit global de la branche pourra se trouver réduit (et le taux de profit encore davantage). Et le processus peut être cumulatif si, chaque entrepreneur constatant qu'en investissant il a pu temporairement relever ses profits, il réagit à la baisse de rentabilité en surinvestissant, précipitant une baisse encore plus profonde. Enfin, un entrepreneur peut accepter une baisse de taux de profit à court terme impliquée par une nouvelle machine si cela lui permet de réduire un personnel turbulent, de le mieux contrôler et discipliner, de le soumettre à la pression d'un chantage.

Le taux de profit *peut* donc baisser à la suite d'un accroissement de la composition du capital. *Doit-il* baisser ?

Deux types d'explications peuvent être données, appartenant à deux univers théoriques antagoniques (la première est néo-classique, la seconde marxiste), inconciliables (puisque la première se développe dans la sphère des valeurs d'usage, la seconde dans l'univers des valeurs au sens de Marx) en un quelconque éclectisme, et cependant réconciliables dans un marxisme ouvert (Marx ne néglige nullement l'univers des valeurs d'usage, des quantités physiques, mais en fait la base matérielle de la sphère des valeurs).

Une première explication peut appuyer sur la théorie néo-classique. Elle revient à souligner que – pour une génération donnée de machines – l'accroissement de leur nombre avec un effectif constant de travailleurs augmente la production de façon décroissante : on parle de productivité marginale décroissante du capital technique. Si, au cours de la phase d'expansion, les types de machines ne se renouvellent pas (ou peu) et si l'économie se rapproche du plein-emploi (il devient de plus en plus difficile d'embaucher de nouveaux travailleurs), la tendance à la réduction de la productivité physique du capital technique finira par se traduire par une baisse de la rentabilité économique, donc du taux de profit réalisable, et deviendra une cause du blocage de l'expansion, de

crise économique. La phase dépressive du cycle « classique » aura comme fonction de rétablir l'efficacité du capital technique à la fois grâce au chômage retrouvé des travailleurs et souvent par la mise en place d'une nouvelle génération de machines, plus performantes.

L'argument présenté n'est guère satisfaisant. Le cycle y repose sur une théorie très *mécaniste* de la réduction de la productivité marginale du capital (technique) avec l'élévation du degré « capitalistique » de la technique de production (or, même au sein d'une génération de machines, des améliorations marginales sont fréquentes). Il oublie que les machines, en permettant de débaucher les hommes (lorsqu'elles sont *labor saving*), peuvent aussi repousser le seuil de plein-emploi. Surtout, l'argument suppose une théorie étrange du profit conçu comme revenu d'un facteur de production particulier, le « capital » (au sens de capital technique), ce revenu devant baisser avec la réduction de l'efficacité marginale de ce facteur.

Cependant, il peut être justifié de relier la fin de l'expansion du cycle « classique » à la *pénurie temporaire* des travailleurs par rapport aux machines : à la fin de l'expansion, le chômage est réduit et ne fournit plus ses réserves ; identiquement, il est alors plus difficile d'attirer des ruraux (il resterait à produire des hommes, mais si ce n'est pas plus difficile que de produire des machines, le procès de production des premiers prend plus de temps). L'accroissement conséquent de la composition technique du capital pourrait offrir une base matérielle à la baisse du taux de profit dans une optique marxienne. Cependant, nous verrons (section III) que la pénurie de travailleurs n'est pas seulement physique, mais *sociale*, moins un manque d'hommes qu'un manque de travailleurs salariés dociles et à bon marché.

La seconde explication de la tendance de la baisse du taux de profit avec la composition du capital est celle, radicale, de Marx.

Le capital variable (fonds des salaires) engendrant *seul* une plus-value et le taux de profit étant le rapport de cette plus-value à *l'ensemble du capital*, y compris le capital constant (capital technique, matières premières) non directement productif de plus-value, tout accroissement de la part relative de ce dernier au détriment du capital variable réduit le taux de profit (toutes choses égales par ailleurs).

Dans la mesure où l'accumulation se fait de telle manière que la composition en valeur du capital s'accroisse, il y a mise en lumière d'une loi, d'une loi seulement tendancielle puisqu'elle ne vaut que dans l'hypothèse d'école d'un taux d'exploitation constant et qu'il existe des contre-tendances que le capital met en œuvre et que Marx analyse longuement [II, III, x].

Dans la mesure où la concrétisation de la tendance et des contre-tendances se développe dans le temps, *il devient possible de rendre compte du cycle* : au cours de la période d'expansion, l'accroissement de la composition du capital fera baisser le taux de profit, le capital mettra en œuvre des contre-tendances dès la fin de cette phase et durant la dépression. Nous avons vu que l'accumulation du capital se développait en ondes successives, que la composition en volume du capital s'élevait à chacune et que, en valeur, le XIX^e siècle avait connu de telles vagues accompagnant une augmentation séculaire. Il reste à préciser les contre-tendances que le capital devra mettre en œuvre à la fin des périodes d'expansion pour contrer les conséquences sur le taux de profit de cette modification de la composition du capital.

Le capital tentera de rejeter sur l'Etat une fraction de la masse de capital à

valoriser lorsque sa composition est trop élevée (routes, canaux puis, même, chemins de fer, etc.) et de réduire la valeur du capital constant qu'il conserve dans sa sphère : une politique contradictoire lorsqu'elle conduit à renforcer le recours aux machines pour abaisser le coût de production des machines et qui favorise l'impérialisme pour la conquête de sources de matières premières à bas prix.

Surtout le capital s'efforcera *d'élever le taux d'exploitation*. Pour cela, il lui faudra tenter d'accroître la durée de la journée de travail ou (et) son intensité (obtenir du même ouvrier « double » journée dans le temps d'une) et de réduire la valeur de la force de travail. Pour obtenir ce dernier résultat, le capital devra : 1) chercher à diminuer quantitativement le « panier » de la famille ouvrière par l'austérité et 2) tendre à diminuer cette valeur soit en recourant à la méthode classique d'importation de biens-salaires bon marché (d'où encore le recours à l'impérialisme), soit en encourageant les progrès de la productivité dans les activités qui produisent ces biens (d'où encore un phénomène contradictoire si cela implique le recours à davantage de machinisme).

Il faut souligner que *la mise en œuvre de ces contre-tendances se heurte à des limites plus relatives qu'absolues, à des seuils d'inefficience*. D'où, à la fois, la base d'un cycle conjoncturel et l'explication de la tendance à la stabilité du taux de profit dans la très longue période. Certes l'allongement de la durée du travail, l'intensification du travail, la diminution du salaire réel se heurtent à des limites physiques (non absolues dans la réalité : jusqu'où peut-on prolonger la durée journalière, pousser l'intensification, abaisser le salaire réel au-dessous du minimum vital ?). Elles jouent leur rôle dans les pays sous-développés, là où le terrorisme des maîtres agit (presque) sans frein. Mais partout, même là, elles sont plus sociales que naturelles, liées à la capacité d'offensive et de résistance des classes antagonistes. Nous verrons comment ce jeu de forces contraires peut engendrer le cycle « classique ».

Identiquement, le recours aux biens-salaires et matières premières bon marché des régions « périphériques » peut trouver ses limites conjoncturelles lorsque la rapidité de l'accumulation et la concurrence internationale provoquent des tensions sur ces marchés et donc des hausses de prix. Il peut aussi rencontrer des seuils d'inefficience structurels, que le colonialisme se heurte aux résistances locales ou qu'il bute sur l'existence d'un monde fini déjà partagé !

La seule cause potentiellement illimitée de maintien, ou de hausse, du taux de profit est *l'accroissement de la productivité* : il fait baisser la valeur du capital constant et permet d'accroître le taux d'exploitation (grâce à la diminution de la valeur du capital variable par unité produite). Nous avons dit que cette poussée productiviste trouvait ses sources dans la logique conflictuelle du mode de production capitaliste : aussi bien dans la concurrence que se livrent les capitalistes individuels et collectifs (y compris les guerres économiques et politiques entre nations) que dans la lutte des classes, l'arme bourgeoise est, par excellence, la puissance productive, véritable nerf de ces guerres.

Mais alors, si la logique même du capital produit cette poussée productiviste, il n'y a pas plus de raison de parler d'une loi de baisse tendancielle du taux de profit que... d'une loi de hausse tendancielle contre-balançée par l'accroissement de la composition du capital et la lutte des exploités pour réduire le taux d'exploitation ! Une telle conception n'est d'ailleurs guère éloignée de ce qu'écrivait Marx lui-même [96, ch. 4]. Ajoutons qu'il faudrait préciser les déterminations économiques et sociales du rythme des variations de productivité, comme de tous les éléments qui interfèrent dans la formation du taux de profit.

L'enseignement à retirer de Marx serait donc moins cette « grande » loi tendancielle que la mise en lumière de forces contraires, *essentiellement sociales*, dont le développement contradictoire est à la base du cycle conjoncturel et de l'aggravation des crises capitalistes.

III. Surplus économique, luttes sociales et concurrence

Tentons maintenant de préciser la spécificité de notre approche sociale du cycle « classique » en esquissant une théorie du passage de la phase d'expansion à la crise qui mette en lumière le rôle des comportements antagoniques entre classes sociales, et des comportements concurrentiels entre « segments » du capital ou entreprises.

Il est possible en effet d'étudier l'évolution de la dimension du surplus capitaliste au cours de la période d'accumulation rapide du capital à partir de la stratégie (consciente ou non) des groupes d'acteurs (ou des groupes en tant qu'acteurs). Nous nous placerons d'abord au niveau global : là, pour une société dans son ensemble, nous analyserons les rapports entre classes sociales, l'évolution du rapport de force qu'elles entretiennent et les conséquences sur les possibilités de maintenir une croissance du surplus extrait (dans toute l'économie) aussi rapide que celle du capital. Nous nous placerons ensuite au niveau moins général des relations entre les grands secteurs de cette économie et entre les firmes ou les groupes capitalistes : là nous verrons à quel point les relations concurrentielles de diverses natures entre ces fractions du capital différencient les taux de profit potentiel, phénomène des plus importants (et des moins remarquables) pour comprendre la fonction de la crise. Ces deux niveaux ne sont pas séparables dans la réalité puisque la lutte sociale est enracinée « localement »

ÉVOLUTION DU TAUX DE PROFIT GÉNÉRAL ET LUTTES SOCIALES

Le taux de profit réalisable (potentiel) dégagé par l'exploitation des forces de travail d'une économie dans son ensemble résulte du jeu d'une multiplicité de facteurs (à la limite il n'est pas d'évolution neutre à cet égard dans la société). Ils sont mis en œuvre par un nombre considérable d'acteurs plus ou moins intégrés dans des groupes sociaux aux limites floues, se recoupant les uns les autres, entrant en conflit les uns avec les autres, nouant entre eux des alliances complexes, ambiguës, réversibles. Cependant, dès le début du XIX^e siècle, les relations entre capitalistes et travailleurs salariés jouent le rôle crucial. Mais la lutte autour du taux de profit affecte divers terrains et ses résultats sont souvent contradictoires.

Les capitalistes s'efforcent d'élever la productivité et l'intensité du travail, d'accroître sa durée à salaire réel égal, d'augmenter, dans la mesure du possible, la population exploitée et de réduire la rémunération du travailleur. Ils se heurtent à la force des choses et à celle des salariés. Ainsi, ils utilisent la mécanisation aussi bien comme arme raffinée d'exploitation que comme un moyen de compétition face à leurs concurrents. Pour ce faire, ils investissent massivement les profits réalisés en capital technique tendant à réduire le *taux* de profit réali-

sable. Identiquement, en « investissant » ces profits dans l'embauche de nouveaux travailleurs, ils réduisent le chômage et renforcent les travailleurs qui prennent conscience de leur rareté relative. Nous verrons que la recherche d'un surplus croissant et les « bons » taux de profit réalisés pendant la période de prospérité sont partiellement responsables de la baisse ultérieure du taux de profit réalisable.

De leur côté, *les travailleurs* résistent à l'augmentation du taux d'exploitation et profitent de la période de prospérité pour passer à l'offensive sur les salaires, l'intensité et les conditions du travail, s'efforcent de réduire sa durée sans baisse de salaire réel. Nous verrons que la crise, intervenant comme régulateur social, aura aussi comme fonction de les « remettre à leur place ».

Essayons, au sein de cette multiplicité de phénomènes qui fait la complexité sociale, de dégager une ligne relativement simple d'évolution du taux de profit potentiel au cours de la période de prospérité.

Pour cela, nous tenterons de repérer l'évolution du surplus « en volume ». Il serait possible de mesurer les *quantités* produites des différents biens, les consommations productives intermédiaires, celles des salariés et d'obtenir le surproduit (la série des quantités résiduelles des divers biens) ; mais pour déterminer l'évolution du surplus économique global, il faut nécessairement un *système de prix*. Pour que l'évolution de ce surplus (le prix du surproduit) ne dépende que de la production et de la répartition du produit, on raisonne « en volume », en supposant *la constance des prix relatifs* (les rapports de prix d'une période de référence étant connus, supposés stables, les variations de nos agrégats en valeur se résolvent en celles des quantités).

Raisonnant ainsi « en volume », nous déterminerons l'évolution du produit d'un travailleur actif moyen pendant une période donnée et nous en soustrairons les consommations intermédiaires matérielles (matières premières, usure des moyens de production) faites pendant cette période. Nous obtiendrons par conséquent le *produit ajouté*. Il contient ce type particulier de consommation productive qu'est le coût des salaires. L'évolution de ce produit ajouté dépend de la productivité, de l'intensité et de la durée du travail (nous supposons que les consommations intermédiaires matérielles varient comme celles du produit, ce qui n'est pas trop irréaliste dans le cadre du cycle « classique »).

Il nous faudra ensuite repérer l'évolution du coût salarial. Il correspond au « volume » des biens-salaires, c'est-à-dire des biens de consommation que ce salarié moyen peut acquérir. Si nous déduisons du produit ajouté ce « volume » salarial, nous obtenons *le « volume » du surplus extrait par travailleur actif* (surplus unitaire).

Pour la présentation des phénomènes, le choix de la période est important. Nous prendrons la semaine. Elle permet de mieux cerner l'évolution des payes effectivement perçues, compte tenu d'un éventuel chômage partiel non payé (le nombre d'heures travaillées par semaine est une variable importante du cycle). Cette paye hebdomadaire tend à devenir l'enjeu des luttes sociales au cours du XIX^e siècle, même si le capital réussit à cantonner les conflits sur le prix du travail au taux de salaire horaire, sur le temps de travail à la durée journalière. Nous pourrions formellement mener notre raisonnement à partir du taux de salaire et de la productivité horaire, mais nous manquerions un aspect essentiel du rythme économique et social dans le cadre de notre problématique.

Pour obtenir le taux de rentabilité en volume ou taux de « profit » brut, il faut multiplier ce surplus unitaire par le nombre de travailleurs-semaine et rapporter

le résultat au volume du capital total. Le taux d'exploitation étant défini comme le rapport du « volume » du surplus unitaire sur le « volume » des salaires, on obtient⁶ :

$$r_v = \frac{\text{taux d'exploitation en volume}}{1 + \text{composition en volume du capital}}$$

Voyons d'abord l'évolution du « volume ajouté » par unité de travail.

L'accumulation du capital technique, impulsée par propriétaires et ses gérants, commence par élever vivement la productivité du travail au début de la période de prospérité ; mais ce progrès tend à devenir plus difficile à mesure que se poursuit l'accumulation : pour une génération donnée de machines, à mesure que s'opère sa diffusion, les gains de productivité s'amenuisent ; en d'autres termes, chaque « cru » de machines subit la loi des rendements décroissants. Réciproquement une innovation ou une amélioration substantielle des moyens de production pourra être une cause de redémarrage de la productivité lors de la phase d'expansion du cycle suivant. Ainsi, la succession et la diffusion des « crus » de machines participent à la formation du rythme d'évolution des taux de profit.

D'autre part, la période de prospérité – avec ses taux de profit élevés – permet le développement de secteurs et d'entreprises relativement peu efficaces. L'essor permet, certes, l'envol d'entreprises nouvelles dynamiques, mais aussi la survie et la croissance de secteurs archaïques, de firmes marginales dont la faible productivité abaisse la moyenne nationale.

Identiquement, et ceci pour la grande majorité des entreprises, la poursuite de l'essor encourage l'embauche de travailleurs moins productifs ou improductifs et, sur ce plan aussi, les rendements décroissants vont donc jouer.

Par ailleurs, la tendance à la rationalisation de la production, à l'organisation du travail, moins indispensable apparemment à des entreprises « riches », est durement contrecarrée par les travailleurs qui, dans les périodes de prospérité, passent à l'offensive [91, 285] sur les conditions de travail, réussissant à réduire effectivement l'intensité du travail. Il ne s'agit pas seulement du succès des luttes ouvertes, grèves par exemple, mais des « petits » combats au jour le jour contre cette forme particulière d'exploitation qu'est l'intensification du travail : le travailleur y est plus à l'aise dans les périodes où le plein emploi tend à prévaloir, il y risque moins.

Une des causes majeures de l'accroissement du « produit ajouté » par travailleur au début de la période d'expansion est l'augmentation du nombre d'heures de travail dans la semaine (cf. annexe ci-dessous : la crise de 1882). La réduction du chômage partiel joue d'abord massivement à la satisfaction des deux classes sociales. Puis arrive le moment où l'accroissement de la durée du travail n'augmente le produit que très faiblement et vient buter sur les limites sociales (80 heures approximativement au milieu du XIX^e siècle) et naturelles (épuisement physique du travailleur, difficulté de l'éclairage et de certains travaux de

6. Le taux de rendement en « volume » du capital, soit r_v , est égal à :

$$r_v = \frac{m_v \cdot L}{C_v + v \cdot L} \quad m_v = \text{surplus en volume extrait par travailleur-semaine ;}$$

C_v = capital technique en « volume » ; v = « volume » des salaires perçus par un travailleur-semaine et L = nombre de travailleurs-semaine. D'où :

$$r_v = \frac{m_v/v}{1 + q} \quad (\text{avec } q = \text{composition organique}).$$

nuit). Dans la seconde partie de la période de prospérité interviennent enfin les revendications offensives des travailleurs essayant d'obtenir une réduction de cette durée à salaire hebdomadaire égal, obtenant certains succès au cours du XIX^e siècle et surtout dans sa seconde moitié ⁷.

En définitive, au cours de cette période d'essor, *le « produit ajouté » en moyenne par un travailleur-semaine commence par s'élever fortement, puis se stabilise et commence à diminuer* ⁸. Au moment où cette période se termine, il reste cependant supérieur à ce qu'il était en début de période (grâce à l'absence de chômage partiel).

Qu'en est-il de *la rémunération réelle du travailleur salarié* ? Dans le moyen terme (qui nous intéresse ici), elle n'est pas déterminée *avant* le salaire nominal, mais au contraire celui-ci, objet des conflits et des négociations, est déterminant du salaire réel. Il faut donc construire ce pouvoir d'achat.

La question est difficile car il ne suffit pas de calculer un taux de salaire réel en partant d'un taux de salaire nominal (un salaire horaire aux prix courants) et en le « déflatant » par un indice des prix. Il faut pouvoir apprécier l'évolution du pouvoir d'achat d'une paye hebdomadaire effective. Il faut donc repérer, outre le taux de salaire horaire (ou aux pièces), les quantités de travail effectivement fournies et payées dans la semaine (et le nombre de pièces ouvrées) et l'évolution du prix des biens-salaires.

D'un point de vue global, il apparaît que l'essor est à la fois favorable à la hausse des salaires nominaux avec le renforcement de la capacité de résistance et d'offensive du prolétariat [91, 120], mais que les prix y montent vivement.

L'observation statistique courante [101] [80] [77] [91, I, 63], *en ne tenant pas compte de l'évolution du chômage partiel*, obtient pour le XIX^e siècle, en France, les résultats suivants, différents *selon les phases des cycles longs* : au cours de leurs périodes de dépression longue, le pouvoir d'achat d'une heure de travail tend à s'élever au cours de l'essor du cycle « classique » (par exemple entre 1830-1835), malgré une réduction en début et en fin de période de prospérité. Dans les périodes d'expansion longue, en revanche, les prix augmenteraient plus vite que le taux de salaire nominal (essor de 1850-1856, 1869-1872, ce n'est pas le cas pour l'essor 1861-1865) et la baisse du taux de salaire réel permettrait de reculer l'échéance de la baisse du taux de profit jusqu'au moment où le plein emploi fait une trop vive pression à la hausse du taux de salaire nominal (années 1856, 1872).

Mais il faut tenir compte de *l'accroissement de la quantité de travail fournie et payée dans la semaine* (ou de la quantité de pièces ouvrées dans le cas du salaire aux pièces, si important au XIX^e siècle), phénomène massif surtout au cours de la première partie de l'essor ⁹. Dès lors les *résultats précédents doivent être corrigés* : la réduction du chômage partiel permet pratiquement toujours d'ac-

7. La revendication de réduction de la durée de travail (comme celle sur les conditions de travail) est typique des grèves offensives de haute conjoncture (90 % des cas) : « Leurs hautes eaux se situent en 1864-65, 1869-72, 1880-1882, 1889-90, leurs étiages dans les intervalles » [91, 287].

8. *La productivité physique journalière* de travailleur baisse en période d'expansion (par exemple, la quantité de charbon extrait par mineur et par jour diminue pendant la période d'essor de 52 kg en moyenne sur le XIX^e siècle) et s'élève en période de baisse cyclique (augmentation de 69 kg pendant les phases de dépression en moyenne sur le XIX^e siècle) [39, I, 138] [10, 94].

9. Les salaires nominaux donnés par Singer-Kerel [101], par exemple, *apparaissent* comme des salaires journaliers. Ce n'est déjà pas satisfaisant pour connaître l'évolution du revenu salarial hebdomadaire au cours du cycle « classique » puisque le nombre de jours de travail payés varie fortement avec le cycle. D'ailleurs, les chiffres de Singer-Kerel sont, pour la période qui nous intéresse, ceux

croître, au cours de l'essor, le volume de biens perçus par les salariés, assez fortement lorsque l'inflation est faible, sans doute plus modestement dans le cas inverse.

Le volume du surplus extrait par travailleur-semaine s'accroît par conséquent d'abord vivement, passe par un maximum, et commence à se réduire.

Connaissant l'évolution du « volume » du salaire au cours de l'expansion, nous pouvons déduire l'évolution du *taux d'exploitation* en « volume ». Il s'élève d'abord vivement, mais il tend rapidement à se stabiliser, et *il s'abaisse ensuite fortement. Nous avons là, semble-t-il, une des causes profondes de la crise dont la fonction principale sera, d'ailleurs, de redresser ce taux d'exploitation.*

Pour connaître le *taux de « profit » potentiel*, il reste à tenir compte de l'évolution de la composition en « volume » du capital puisque tout accroissement de celle-ci tend à le réduire. Nous avons vu qu'il fallait considérer la hausse de la composition technique (quantité de capital technique/quantité de force de travail) comme effective au cours du XIX^e siècle, malgré la difficulté de sa mesure. Il en va de même de la composition en « volume » (volume du capital technique/volume des salaires), étant donné que le volume des salaires par travailleur – la semaine – varie alors relativement peu. Elle subit (ou impulse), cependant, non seulement le rythme du cycle long, mais le rythme « classique ». Ce dernier rythme paraît même être la « respiration » de la croissance de la composition du capital qui semblerait *se faire essentiellement dans la période d'essor* et particulièrement *dans la seconde partie de la phase d'expansion*, lorsque l'emploi commence à se tendre, qu'il devient économiquement et socialement efficace pour le capitaliste d'accroître sa dotation en moyens d'équipement. Il faut cependant rappeler que c'est aussi au cours de cette phase que s'accroît le volume des salaires par unité de travail ! Ce phénomène venant s'ajouter aux difficultés de mesure du volume du capital technique *nous paraît faire d'une vive élévation de la composition du capital plus une hypothèse qu'une constatation.*

Cependant, de toute manière, l'accroissement de la composition en « volume » ne vient que tempérer *le mouvement de hausse du taux de profit de la première phase de l'expansion* (hausse induite par l'accroissement du taux d'exploitation) *et que rapprocher et renforcer son mouvement de baisse dans la seconde phase.* Un résultat semblable peut être obtenu en raisonnant en *valeur (travail)* ou – étant donné les difficultés posées par la détermination de la valeur marxienne – *en temps de travail* *.

de F. Simiand [99] qui insiste sur les conséquences de telles statistiques. En outre, il s'agit de *pseudo-salaires journaliers*, construits à partir du taux de salaire horaire multiplié par un nombre d'heures de travail « normal », coutumier dans la profession, une moyenne. Or, avec la crise, le nombre d'heures effectivement payées dans la journée diminue massivement. Simiand [99, I, 475, 547] remarquait qu'il serait nécessaire d'avoir des salaires journaliers ou hebdomadaires, et, comme ce n'est pas le cas, ses chiffres ou ceux construits à partir des siens ou sur des bases voisines sont inutilisables pour une analyse du rythme « classique ». Il faudrait, pour le moins, corriger ces longues séries : les salaires nominaux hebdomadaires baissent beaucoup plus fortement dans les périodes de dépression et montent nettement plus durant l'essor, surtout à son début.

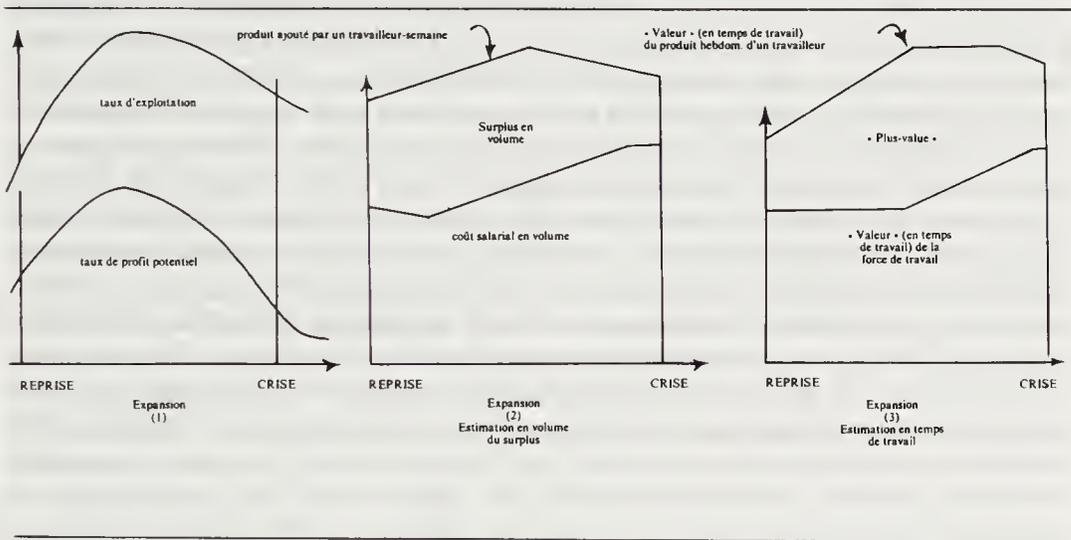
* Une estimation en temps de travail : on déterminera l'évolution de la quantité de surtravail extrait de l'exploitation d'un travailleur actif pendant une semaine. Pour obtenir le taux de rentabilité du capital (r), il faut multiplier cette « plus-value » unitaire par le nombre de travailleurs actifs et rapporter le résultat à la « valeur-travail » du capital total. On en déduit la forme :

$$r_t = \frac{\text{taux d'exploitation en « valeur »}}{1 + \text{composition - « valeur » du capital}}$$

1^{er} temps : la reprise permet une réduction du chômage partiel et donc la croissance des « valeurs » - travail produites. En revanche, la « valeur » de la force de travail n'augmente que peu ou stagne dans la mesure où l'accroissement du « panier » de biens-salaires est compensé par une réduction de la « valeur » - travail unitaire des biens (car l'accroissement de la productivité est alors rapide). Il y a une notable augmentation de la « plus-value » extraite par tête.

La baisse du taux général du profit réalisable ne peut que réagir sur le taux d'accumulation du capital. Mais cette rétroaction ne se fait pas de façon continue, par une réduction progressive de ce dernier taux ; au contraire, la première réaction à la baisse du taux de profit ne peut qu'être une « fuite en avant » vers la surproduction et le surinvestissement. La réduction du taux d'accumulation se fera brutalement dans et par la crise qui doit donc être comprise comme *un processus de régulation inintentionnelle* de l'accumulation globale et du taux général d'exploitation (une régulation sociale).

Cependant la baisse du taux de profit et sa rétroaction, par la crise, sur l'accumulation du capital ne peut être saisie seulement globalement. Il est nécessaire d'étudier comment, au cours de l'essor, les secteurs et les entreprises entrent en compétition et comment évoluent les parts de profit qu'ils parviennent à extraire. Le cycle a aussi une fonction de déstructuration-restructuration du tissu productif.



FORMES DE CONCURRENCE ET TAUX DE PROFIT DIFFÉRENCIÉS

Abandonner l'hypothèse d'un taux de profit unique pour toute une économie ne revient nullement à contester sa fécondité dans un raisonnement « à l'équilibre » ou à oublier qu'une des lois essentielles du capitalisme – même imparfaitement concurrentiel – est l'existence de *tendances* vers une telle égalisation. Mais c'est reconnaître que lorsque l'on analyse le cycle économique, et donc des si-

2^e temps : alors que les valeurs produites se stabilisent et finissent par se réduire (les travailleurs pouvant réussir à réduire la durée hebdomadaire du travail à salaire égal), la « valeur » des salaires s'accroît vivement dans la mesure où se cumulent les effets de l'accroissement des quantités de biens-salaires et l'augmentation de leur « valeur » unitaire (la productivité commence par stagner et ensuite baisse).

Ainsi, à une période de croissance de la « plus-value » extraite par travailleur/semaine, succède une période de réduction de ce surplus. Pour déterminer l'évolution du taux d'exploitation, il faut mettre en rapport la « plus-value » unitaire extraite et la « valeur » unitaire de la force de travail. Nous connaissons leur évolution et voyons que *ce taux augmente dans les premiers temps de l'essor, puis diminue vivement ensuite*. Quant au taux de « profit », il varie avec ce taux d'exploitation et inversement à la composition en valeur du capital. La période d'expansion semble caractérisée par la croissance de celle-ci, surtout dans la seconde partie de cet essor. La variation de la composition du capital a donc comme résultat d'amortir quelque peu la hausse du taux de « profit » dans la première phase de l'essor, d'amplifier fortement sa baisse dans la seconde.

tuations dynamiques de déséquilibre, il faut accepter la multiplicité des taux de profit et comprendre que le taux de profit global n'est alors qu'une moyenne inadéquate même pour étudier l'évolution de l'économie dans son ensemble. Il faut revenir à Sismondi [102] qui, contestant « les bases du raisonnement de M. Ricardo », n'admet pas « l'équilibre constant des profits dans toutes les industries », les propriétaires des capitaux fixes continuant « à les faire travailler fort longtemps après que ces capitaux ne rendent plus qu'un revenu très inférieur à tous les autres ».

Pour étudier les différences intersectorielles et inter-entreprises des taux de profit, il faut se placer au niveau concret des prix d'offre, ces prix proposés par les firmes à leurs clients et qui peuvent être, ou non, sanctionnés par le marché (lorsque la demande est trop faible, soit les prix courants baissent par rapport aux prix d'offre, soit les entreprises conservent des stocks invendus, ce qui revient approximativement au même quant à la valeur de l'ensemble de la production écoulée).

Plaçons-nous d'abord au niveau des relations qu'entretiennent les entreprises d'un même secteur. Marx avait été amené à exposer que certaines firmes, bénéficiant d'un avantage technologique d'origine quelconque, pouvaient vendre leurs marchandises à leur valeur (travail) et, les produisant avec un plus faible coût (en travail), encaisser ce qu'il nommait une *plus-value extra*. En nous plaçant au niveau des prix d'offre (mieux adapté pour l'analyse d'une situation de déséquilibre), nous dirons simplement qu'une entreprise peut dégager (potentiellement) un *surprofit* (conséquence d'une « plus-value » extra) soit en proposant ses marchandises au prix d'offre normal pour le secteur (elle suit par exemple une firme-leader) et en réussissant à réduire ses coûts de production grâce à une technologie plus efficiente, soit en proposant ses marchandises à un prix d'offre plus élevé (en jouant sur des différences marginales du produit, sur l'« emballage »). Il est patent que, dans chaque secteur, coexistent des entreprises mieux équipées, plus *novatrices* surtout, organisant mieux leur force de travail, de plus grandes dimensions (d'où des économies d'échelle) ou appartenant à un groupe qui leur assure des avantages en terme de coût ou de diffusion, et des firmes archaïques, marginales. Les premières sont mieux placées pour extraire une « plus-value extra » au détriment de leurs concurrents.

Des formes de concurrence indirecte jouent également entre les secteurs. Il serait nécessaire de construire une théorie de la formation des prix d'offre mettant l'accent sur les raisons socio-économiques complexes qui assurent à telle profession, ou à tel secteur, des avantages en matière de formation des prix. Notons simplement ceux retirés d'un taux particulièrement rapide de progrès technique, de la nouveauté du produit, ou de son caractère plus ou moins indispensable (prise de conscience de la faible élasticité-prix de la demande qui s'adresse au secteur, comme c'est le cas aujourd'hui pour les producteurs de pétrole), ceux liés à une concentration relativement importante (en particulier, citons les situations monopolistiques) du secteur et à son aspect moteur, sans parler du rôle de l'Etat et des privilèges institutionnels qu'il a toujours conférés (discrètement ou officiellement) à certains groupes ou secteurs.

On comprend dès lors que le plus important n'est peut-être pas tant l'évolution du taux de profit potentiel extrait pour toute l'économie que l'évolution divergente des taux et des masses de profits selon le secteur ou l'entreprise. On peut à cet égard donner le schéma suivant pour la période de prospérité : la période d'euphorie des affaires permet à de nombreuses entreprises d'éclorre (certaines se

révéleront efficaces, d'autres non), à des secteurs ou des firmes en difficulté de survivre, voire de se développer, aux firmes et secteurs « forts » et dynamiques d'engranger d'importants surprofits. Ces temps printaniers sont bénéfiques aux cigales fragiles et gaspilleuses comme aux fourmis qui augmentent leurs réserves financières. Lorsque, au moment où les bases de l'essor faiblissent et que le taux général des profits potentiels tentent déjà à diminuer, les firmes les moins bien placées subissent leurs premières difficultés, elles passent parfois déjà – dès la fin du XIX^e siècle – sous la coupe d'un groupe puissant, mais généralement elles sont encore sauvées par l'inflation (cf. ci-dessous). Lorsque l'hiver viendra, ces profondes différences dans la situation réelle des secteurs et des entreprises permettront une modification du paysage productif.

De même que, *au sein du rapport salarial*, l'évolution au cours de l'essor du rapport de force entre classes en faveur des travailleurs tendait à réduire le taux d'exploitation et le taux de profit général, *au sein du rapport intra-capital*, la montée de la concurrence en fin de période d'essor produit un effet de même direction. Au début de l'essor et dans sa majeure partie, la concurrence n'est guère sévère dans la majorité des secteurs : la dépression précédente a « dégraissé » le système productif, le taux d'exploitation élevé permet à chacun de faire des profits élevés et d'autant plus que, comme nous le verrons, la demande effective est porteuse. Mais l'essor lui-même, en multipliant les entreprises, donc les concurrents, finit par rendre plus âpre la compétition surtout lorsque les difficultés du taux d'exploitation s'accroissent. Certains secteurs, certaines entreprises, commencent par réduire *relativement* leurs prix d'offre (mais dans une ambiance globalement inflationniste où les hausses des salaires et des prix sont cumulatives même à l'époque du cycle « classique »). Localement donc, le surplus capitaliste tend à se réduire au-delà de ce qui est imposé par l'évolution des rapports entre classes. Et comme le profit global et le taux de profit général sont des résultantes, une nouvelle cause de leur baisse en fin d'essor est mise en lumière.

Genèse d'une crise : la question des débouchés

« Les opérations dans le brouillard et la fumée présentent des caractères analogues à ceux des opérations de nuit. Toutefois, l'obscurité n'étant pas complète, elles conservent pour l'infanterie certaines des facilités que donne le jour. »

Manuel du gradé d'infanterie (mis à jour à la date du 1^{er} février 1940).

Jusqu'ici la théorie se développait dans la seule sphère de la production où le capital extrait un surplus potentiel, elle nous parlait d'un profit *réalisable* et, toutes choses égales par ailleurs, l'accroissement du taux de salaire réduisait le taux de profit. Mais encore faut-il que les marchandises soient vendues pour que le marché permette de *réaliser* leur valeur et en particulier cette fraction que nous nommons le surplus capitaliste ou la plus-value.

Mais vendues à qui ? Le débouché doit-il s'étendre – et peut-il s'étendre – avec l'expansion de la production ? N'y aura-t-il pas plutôt tendance à l'« engorgement des marchés » ?

Nous voudrions montrer que le jeu de la concurrence intercapitaliste sur fond d'antagonisme de classes interdit cette marche « main dans la main » de l'accumulation du capital, de la production et des débouchés. Tout au moins l'interdit-il à un système capitaliste livré à lui-même, c'est-à-dire privé des « béquilles » de l'impérialisme ou de celles – mais cela est une autre histoire – des régulations monopolistes ou étatiques.

Dès lors nous pourrions commencer à comprendre « comment le profit des capitaux et le taux des salaires baissent souvent en même temps que la fabrication augmente », selon l'excellente formule de Sismondi [102]. Parmi les capitalistes, c'est la course à qui réussira le mieux à réduire les coûts salariaux. Qu'ils y parviennent et ils réussissent à ... baisser le taux de leurs profits ! Marx était fondé de dire que la crise se chargerait d'enfoncer la dialectique même dans la tête des « tripoteurs » !

I. Le devoir de vendre !

D'où vient la demande qui permettra d'absorber la production sociale ? Cette question posée par Rosa Luxemburg [81] est aussi ancienne que l'économie politique. La réponse dépend naturellement des structures sociales et de la façon dont se répartit le produit global de la société. A cet égard, il nous faut noter deux cas de figure :

– le premier cas est celui où le capitalisme trouve des marchés en dehors de lui-même, dans des « espaces » où dominent des rapports de production plus ou moins « archaïques ». Les campagnes de pays capitalistes, les pays économiquement et socialement « retardés » servirent massivement de déversoir ;

– le second est celui où le capital doit trouver dans son propre « espace » ses débouchés à travers les consommations de ses salariés, des classes prépondérantes et par l'investissement ¹.

Il n'y eut jamais séparation absolue entre ces deux systèmes ; pourtant jusqu'aux années 1870-1880, le premier mode de réalisation joue un rôle essentiel. La grande dépression des années 1880 nous montre déjà les limites de la réalisation par la demande paysanne, d'où l'intensification des luttes impérialistes pour trouver à tout prix des acheteurs extérieurs. La grande crise des années 1930, comme nous le verrons, est, de façon caractéristique, une crise de réalisation interne.

Dès le début du XIX^e siècle, les économistes s'étaient posé la question fondamentale : l'accumulation du capital accroît le produit social prodigieusement, la demande endogène peut-elle suivre ? En d'autres termes, le capitalisme est-il condamné aux crises de surproduction par rapport à la demande effective ? Est-il condamné dans la mesure même où il réussit, c'est-à-dire où il s'élargit ?

Pour certains économistes, J.B. Say [97] avant tous, il ne saurait y avoir de crises générales par manque de débouchés (internes) puisque la valeur produite correspond à la valeur des revenus distribués, donc à celle des emplois de ces revenus, en d'autres termes à la demande solvable.

Pourtant, immédiatement, des détracteurs s'élevèrent et mirent l'accent sur les difficultés d'une telle adéquation durable. *Sismondi* [102] remarquait que la valeur ajoutée par l'acte de production se compose d'un coût salarial et d'une « mieux-value » appropriée par les possédants. Face à cette offre, la demande serait fatalement insuffisante car, si les salariés n'épargnent pas (ou guère) et donc consomment tout ce qu'ils gagnent, la « mieux-value » sera épargnée, non consommée par conséquent ! L'investissement jouerait même un rôle négatif puisqu'il permet de substituer des machines aux hommes et que les chômeurs ne consomment pas (ou peu).

Malthus [83], lui, décrit le rôle des trois classes de demandeurs : les salariés qui dépensent l'équivalent du coût salarial, les « landlords » qui vivent somptueusement, dépensant toute la rente foncière, et au-delà, et les bourgeois qui tendent à épargner le plus possible leurs profits. Certes, ces derniers investissent, donc dépensent en machines, en matières premières, mais ces hommes d'argent tendent à épargner au-delà des possibilités d'investir. La demande tend donc à être structurellement insuffisante, et de plus en plus puisque les occasions d'investir

1. Selon R. Luxemburg [81], le second mode de réalisation est de plus en plus difficile, d'où les crises, le nécessaire recours à l'impérialisme pour les débouchés, ce qui caractérise effectivement la période à l'articulation XIX^e-XX^e siècle.

se raréfient avec l'accumulation du capital et que la « caste » dépensière, la noblesse terrienne, connaît son crépuscule.

Grâce à *Marx* et à *Rosa Luxemburg*, grâce à *Keynes* [71], le problème est mieux posé. D'abord, il est plus clair que face à l'épargne émanant surtout du surplus capitaliste, il y a la demande de biens d'équipement que « les capitalistes se font à eux-mêmes » et celle que l'investissement du surplus non consommé en fonds des salaires suscite indirectement par les dépenses des salariés embauchés. *Marx* [11, II, 3^e s.] a montré comment, *théoriquement*, l'accumulation pourrait se faire en équilibre dans la mesure où elle peut susciter une demande suffisante pour absorber la production. En effet, la production (estimée en valeur-travail) des biens d'équipement (ce qu'il nomme la section I) et des biens de consommation (la section II) s'accroît avec l'investissement de la plus-value en capital technique (capital constant) et en fonds des salaires (capital variable). L'accroissement du produit de la section I est acheté par les capitalistes des sections I et II (les achats de machines) et l'augmentation du produit de la section II essentiellement par les salariés (plus nombreux) des sections I et II. « Sur le papier », l'accumulation équilibrée est donc possible *si* une certaine proportion entre les deux sections est maintenue.

Dans une hypothèse d'équilibre dynamique, l'accumulation se nourrit, en effet, d'elle-même : elle produit la demande effective lui permettant de se poursuivre. Ainsi un investissement autonome (par exemple, la décision de l'Etat de financer l'extension du réseau ferré) produit des effets entraînants sur les activités industrielles d'amont (sidérurgie, charbonnage, etc.), les amenant à investir (nouvelles machines, fours...) (cf. ci-dessous *l'annexe sur la crise de 1882*). Pour peu que le secteur « d'attaque » soit bien choisi, la masse des achats de biens d'équipement sera beaucoup plus grande que l'investissement initial. Ce développement de l'activité productrice devra aussi engendrer un accroissement de la distribution de revenus, ne serait-ce que par les salaires des travailleurs embauchés, les bénéfiques des entrepreneurs de toute nature intéressés aux diverses activités ainsi encouragées. Ces revenus seront en partie épargnés, en partie dépensés et cette dépense développera d'autres activités, en particulier celles des biens de consommation, d'où de nouveaux investissements, de nouvelles distributions de revenus : *une spirale de croissance* (on sait que *Keynes* a mis en lumière ce processus de multiplication des revenus et ses limites, faisant comprendre que plus est large la fraction non dépensée des revenus distribués, plus est faible le processus multiplicateur).

Pour résumer, nous dirons que l'accroissement des investissements en biens d'équipement tend à se propager *directement* vers les secteurs d'amont, *indirectement* par l'augmentation des revenus, et donc des dépenses en biens de consommation, qui rétroagit sur la demande d'investissement ; de la sorte, l'accumulation s'auto-entretiendrait en produisant « sa » demande.

Toutefois, deux erreurs antithétiques sont à éviter ici. On pourrait croire, en premier lieu, que cette *cool accumulation* peut quitter impunément le cerveau des théoriciens pour régner sur la réalité. Nous verrons pourquoi il n'en est pas ainsi. Inversement, on pourrait juger que l'on n'observe aucun processus de ce type dans l'économie concrète. Or, dans le long terme, le capital a effectivement suscité une demande effective suffisante pour nourrir son accumulation élargie, mais cela s'est fait de façon heurtée, dans des crises au coût social parfois considérable.

Remarquons tout d'abord qu'il n'y a pas de raison pour que s'établisse, *a priori*,

la proportion entre les secteurs qui permet l'accumulation équilibrée. En effet, dans la mesure où n'existe pas de procédure de coordination préalable, les producteurs de machines (de la section I) peuvent produire plus que ce qui correspond aux demandes de ces biens d'équipement par les capitalistes, et inversement pour les biens de consommation. Il y aura alors une crise sectorielle de surproduction de machines (et de sous-production de biens de consommation).

Mais dans des économies à multiples secteurs, il suffit qu'un secteur important par son poids relatif (par exemple les textiles tout au long du XIX^e siècle) ou jouant un rôle moteur (les chemins de fer) soit en crise sectorielle de débouchés pour que *la crise se propage à l'ensemble de l'économie par les mêmes canaux qu'empruntait l'expansion*.

Atteignant les secteurs d'amont, la dépression y produit des faillites, des mises au chômage massives ; les travailleurs licenciés n'étant pas rapidement réembauchés par les secteurs qui, théoriquement, pourraient être en expansion, il y a réduction générale des débouchés. La crise sectorielle de surproduction se résout alors dans une dépression générale, un secteur chutant plus que d'autres, et non par un simple rééquilibrage où la baisse d'activité ici serait compensée par une hausse là.

Notons que le rapport d'équilibre entre les deux grandes sections de l'économie ne reste pas le même d'une période à l'autre. Il y aura au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle (jusqu'au moment où se développera la « consommation de masse ») une tendance à l'accroissement plus rapide des secteurs produisant des biens d'équipement par rapport à ceux produisant des biens de consommation. La raison en est simple. Ce sont les capitalistes qui « font » ces deux types de demande par leurs décisions d'investir soit en capital technique, soit en fonds des salaires. Nous avons vu que, poussés par la concurrence et les relations antagoniques de classes, les capitalistes achètent des machines pour accroître leur production, réduire leurs coûts, en particulier salariaux. Ils doivent s'efforcer de maintenir le taux de profit potentiel, malgré l'augmentation de la composition du capital, par la croissance de la productivité et de l'intensité du travail, la réduction de l'embauche et l'accentuation de l'exploitation des salariés. En particulier, jusqu'aux années 1885-1890 (sauf sans doute en Angleterre), le pouvoir d'achat des travailleurs n'augmente guère que conjoncturellement [101] [77]. Alors la demande croissante est surtout celle de biens d'équipement ; d'où un profond allongement de la durée du processus de productions². De plus en plus, l'accumulation du capital tend à façonner une économie où, sur la base d'une puissance de consommation des salariés réduite au minimum par les capitalistes (c'est la logique de la maximisation du surplus potentiel), s'édifie une pyramide de biens d'équipement.

Une telle accumulation orientée vers les biens d'équipement et construite sur la base d'une puissance consommatrice trop étroite n'est guère possible *sans violents à-coups*. Karl Marx et Rosa Luxemburg ont mis l'accent sur cette fatalité de crises de plus en plus profondes puisque le capitalisme concurrentiel peut s'affranchir de ses rapports antagoniques de répartition et élargir la base de la demande effective, la consommation salariale. En effet, l'accroissement de la demande d'investissement des capitalistes ne peut venir compenser *régulière-*

2. L'investissement industriel et de base subit une poussée brutale dans les années 1878-1882, d'où une surcapacité qui produit une dépression jusqu'à la fin des années 1880. A partir de cette date, l'investissement reprend vivement. Notons ses caractéristiques : il tend à substituer du capital fixe aux travailleurs, il se fait sous la pression de la concurrence sévère et de la lutte « économique » des classes, il produit un allongement spectaculaire de la longueur du procès de production [67, IV, 265].

ment une stagnation de la demande de consommation des travailleurs, les entrepreneurs n'envisageant d'investir que dans la mesure où ils en escomptent un accroissement de leurs profits et donc généralement une expansion des marchés, en particulier de biens de consommation. Si ceux-ci s'avèrent, en définitive, bloqués par la faiblesse de la demande finale, les perspectives des investisseurs finissent toujours par s'en ressentir et le ciel s'assombrit ainsi de proche en proche. Dans les premiers temps de l'essor, la croissance de la demande finale encourage vivement celle des biens d'investissement, le développement des secteurs d'amont accroît encore l'emploi, encourage les hausses salariales et rétroagit par conséquent sur la demande de biens de consommation. Mais cette « spirale de hausse » trouve ses limites lorsque, à la base du processus, la consommation salariale se ralentit alors même que les « étages » successifs des demandes d'investissement continuent leur croissance. Plus précisément, la spirale se bloque, et s'inverse, lorsque la réalité d'un tel déséquilibre pénètre la conscience des investisseurs.

On remarquera cependant qu'au cours de la période d'expansion du cycle classique le partage de la valeur ajoutée entre surplus capitaliste et salaire finit par se détériorer au détriment du surplus. Mais si cela est suffisant pour faire baisser le taux de profit potentiel, cela ne permet que de soutenir légèrement la demande d'origine salariale, nullement de l'accroître massivement et cela ne permet pas de résoudre le problème de « qu'est-ce qui va demander la fraction de la valeur des marchandises correspondant à ce surplus capitaliste ? ». Or, même si la demande de biens de consommation continue de s'accroître, cela ne suffit pas pour qu'elle induise une augmentation de la demande de biens d'équipement. Il faut encore que la hausse de la demande finale ne se *ralentisse* pas ! On peut en effet montrer que la demande d'investissement varie avec une beaucoup plus grande amplitude que la demande finale et qu'un simple *ralentissement* de celle-ci suffit à effondrer celle-là (on parle de principe d'accélération [10] [39]). Il y a là un élément important d'explication ou d'amplification des cycles.

Si la croissance de la demande de biens d'équipement peut se trouver freinée, ou même bloquée, par le simple ralentissement de la croissance de la demande finale, *réciroquement*, un développement des investissements finit par ne plus induire de croissance de la demande de consommation.

Tout d'abord, à mesure qu'au cours de l'expansion, l'économie se rapproche d'une situation de plein emploi relatif (il n'y aura pas, au XIX^e siècle, un blocage effectif de l'emploi, puisqu'il est toujours possible de faire venir des travailleurs des campagnes ou des zones périphériques), l'investissement tend à devenir de plus en plus *labor saving* (machines économisant de la main-d'œuvre), moins d'ailleurs parce qu'il y a un manque de travailleurs, que parce que manquent les travailleurs dociles à bon marché. Le phénomène de multiplication des revenus par l'investissement est alors des plus réduit.

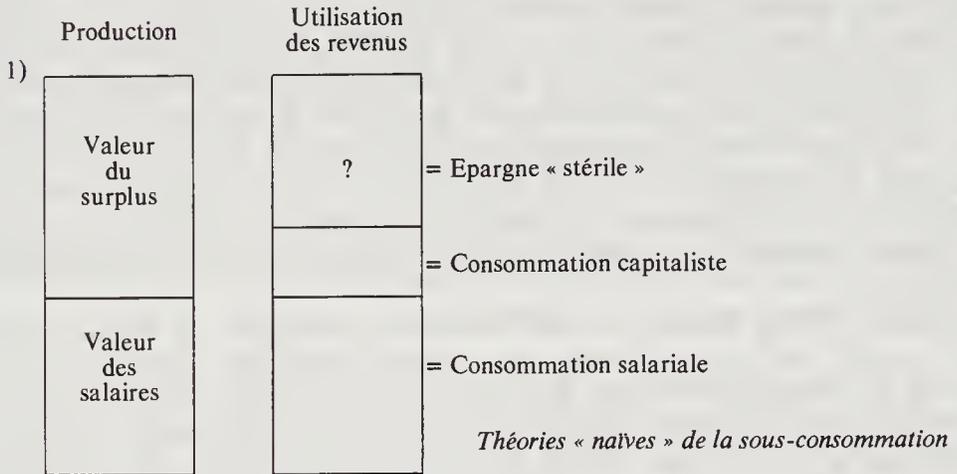
Et même s'il y a accroissement des revenus, encore faut-il qu'ils ne soient pas massivement épargnés. On dira qu'au cours du XIX^e siècle, l'étroitesse des revenus salariaux ne permettait guère l'épargne ouvrière [91, 208]. Mais l'investissement donne aussi naissance à des bénéfiques commerciaux ou industriels, et à des rentes. Si ceux-ci ne sont ni consommés ni investis (faiblesse de l'incitation à investir), alors l'investissement additionnel ne produira qu'une expansion passagère, un léger processus de multiplication des revenus, et le relais par la croissance de la demande finale ne se fera pas ou mal.

Pendant la majeure partie du XIX^e siècle, le capital peut être aisément fidèle à

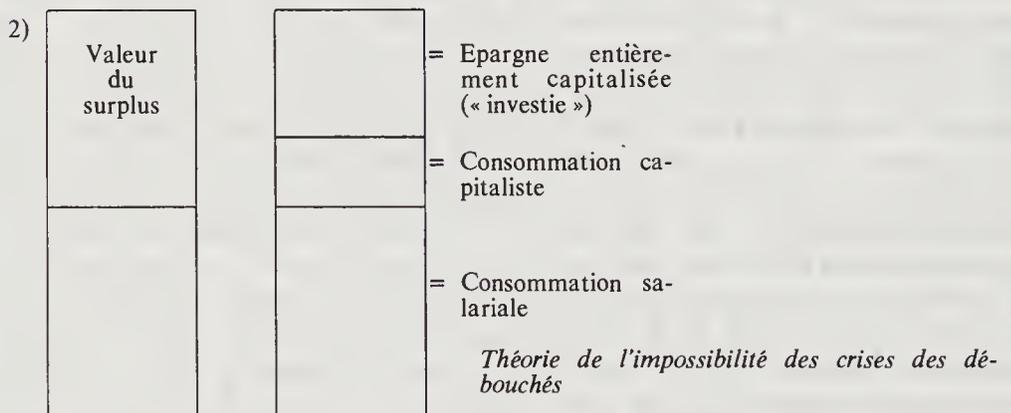
sa logique d'extraction du surplus et comprimer au maximum le revenu salarial. Même s'il doit jeter un peu de lest en période d'expansion, il y arrive fort bien étant donné la faiblesse des syndicats ouvriers. La sphère d'expansion du capital, aussi bien économiquement que géographiquement, étant relativement étroite, il peut produire surtout pour la consommation de luxe, pour les secteurs précapitalistes, pour son « extérieur », aussi bien la paysannerie même des pays déjà « développés » que pour le reste du monde, il peut enfin produire pour lui-même, c'est-à-dire pour satisfaire sa propre demande d'investissement poussée en avant par toutes ces demandes finales *externes*. Mais, à mesure de sa réussite même, donc de l'élargissement de sa sphère, à mesure de l'accroissement de sa production et de la salarisation de masses croissantes, le capital tend à rencontrer ce qui va devenir une difficulté majeure : la question de la sous-consommation salariale.

Le capital, dit-on souvent, n'avait pas encore « entrevu » la solution « fordiste », n'avait pas « compris » que pour *réaliser* les profits « promis » dans la sphère de la production, il fallait payer les ouvriers, acheteurs de ces marchandises. Naïveté ! Le *capitaliste individuel*, pris dans le jeu concurrentiel et l'anarchie du marché, ne peut pas augmenter les salaires, ce qui serait une « solution » pour le capital comme « être collectif ». Dans la lutte des classes, il est bloqué dans une guerre de tranchées ne pouvant que rogner sur les salaires. Heureusement il existe alors d'autres sources de demande de produits finis. Les débouchés doivent et peuvent encore être largement trouvés *hors du salariat* qui en toute hypothèse ne représente qu'une fraction réduite de la population (et encore plus réduite du revenu national et mondial). Le capital trouve à vendre ses marchandises à l'extérieur de sa propre sphère. Il produit pour les paysans lorsque la montée du capitalisme agraire ne les a pas pratiquement remplacés par des salariés agricoles, comme en Angleterre, il produit pour les fermiers, pour les propriétaires fonciers, pour les autres rentiers, pour les « classes moyennes » commerçantes et artisanales. D'où les difficultés nées des tendances à la thésaurisation des « petits-bourgeois » et du « crépuscule » de l'aristocratie dépendante, ce que voit Malthus. Lorsque le salariat se développe – seulement dans les années 1850-1860 en France, mais beaucoup plus tôt en Grande-Bretagne – sans qu'augmente suffisamment sa puissance consommatrice, lorsque la paysannerie se prolétarise et que l'importance de l'agriculture décline relativement (le cas de la Grande-Bretagne), avec ses revenus et ses rentes foncières, une « solution » provisoire devra être et sera trouvée dans l'impérialisme et le colonialisme. Il y a là une explication possible de la précocité colonialiste britannique, mais à la fin du siècle, tous les pays capitalistes se conduiront de même. Rosa Luxemburg, comme d'ailleurs les capitalistes et les hommes politiques de ce temps (de Disraeli à Jules Ferry), comprend qu'il faut chercher là des débouchés pour les produits finis, ouvrir du même coup des perspectives de profit et donc développer sur cette base une demande interne de biens d'équipement.

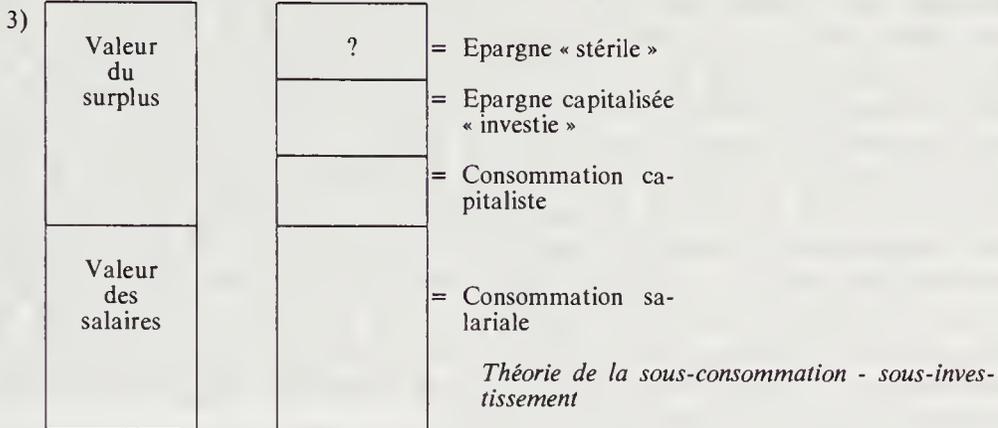
Il faut insister sur le fait que, parmi tous les modes d'exploitation, l'un des plus sévères peut être le salariat lorsqu'il est accompagné d'une vente des marchandises produites *en dehors* de ce salariat. Car la logique de l'extraction du surplus est déconnectée de celle de la réalisation. Le salaire n'est qu'un coût pour le capital, il doit être réduit par tous les moyens : voilà toute la politique sociale ! Cette situation est celle de l'Europe occidentale dans les cinquante premières années du XIX^e siècle, et les cinquante, voire les cent années qui suivent, sont une longue transition vers un capitalisme assez largement « généralisé » où les salariés ont



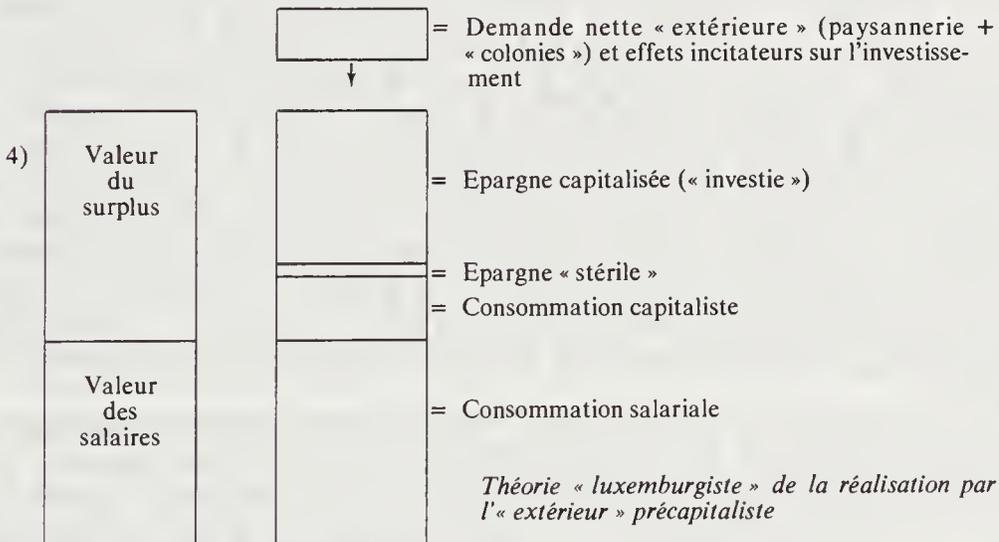
- Avec les théories « naïves » de la sous-consommation, le surplus capitaliste n'a d'autre emploi que la consommation de biens de luxe par les capitalistes (l'investissement est « oublié ») et la faiblesse structurelle de la demande effective en découle.



- Avec les théories de l'impossibilité des crises générales de débouché – « à la J.B. Say » –, tout le surplus non consommé en biens de luxe est épargné et toute l'épargne est « investie » (en acquisition de capital technique et/ou en accroissement du fonds des salaires) et donc dépensé. L'équilibre s'en déduit.



• Avec les théories de la « sous-consommation - sous-investissement », une fraction de surplus n'est ni consommée, ni investie par suite des anticipations « pessimistes » des entrepreneurs sur la demande des consommateurs (salariés en particulier). Or celle-ci est « bloquée » par des rapports de répartition, donc de consommation, antagonistes et radicalement inégalitaires.



• Avec les théories luxemburgistes, qui sont un aspect des précédentes, seule la demande « extérieure » peut venir gonfler les perspectives de débouchés des entrepreneurs et les inciter à « investir » leur surplus dans le but de produire pour cet « extérieur » demandeur.

réussi, par une longue lutte, à être les consommateurs principaux des marchandises qu'ils produisent et où, si le salaire est toujours un coût pour le capital, il est aussi une demande potentielle. La situation actuelle des travailleurs des pays « sous-développés » est comparable à celle des travailleurs de l'Europe du XIX^e siècle. Le capital vendant ses marchandises essentiellement à l'extérieur, le travailleur peut y être traité de façon parfois aussi effroyable qu'un esclave, voire pire (l'esclave doit souvent être entretenu !) puisqu'il n'est que matière à exploiter, que ses maîtres n'ont pas à entretenir et à reproduire complètement sa force de travail (dans la mesure où cette charge peut être en partie rejetée sur l'économie traditionnelle et que les travailleurs-salariés épuisés à vingt ans peuvent être remplacés par de nouvelles forces de travail fraîches issues des campagnes, ce qui doit être mis en relation réciproque avec l'absence d'organisation ouvrière, ou leur faiblesse). Ajoutons que lorsqu'il s'agit d'une économie colonisée ou dominée, les maîtres locaux doivent encore rétrocéder une fraction du surplus extrait à leurs « patrons » impérialistes.

Pour concrétiser la contradiction entre la logique de l'extraction maximale du surplus et celle de la réalisation des valeurs produites, il serait intéressant de pouvoir suivre, pour l'Europe occidentale au temps du cycle « classique », les évolutions des salaires, de la productivité, des prix, et par conséquent du profit réalisé dans diverses activités. Nous pouvons prendre l'exemple des études faites par F. Simiand [98] pour la seconde moitié du XIX^e siècle dans les charbonnages français. Elles paraissent dégager un rythme type.

La phase ascendante des cycles « classiques » marquée par une reprise de la demande effective est bientôt caractérisée par une vive hausse des prix des marchandises vendues puis par une hausse des salaires journaliers versés. Après une hausse de la productivité, celle-ci plafonne bientôt, puis se réduit (voir le chapitre 1 ci-dessus). Le rapport du coût salarial total au prix de la production extraite évolue sous le double effet de la variation du rapport du salaire journalier rapporté au prix de la tonne de charbon et de celles des quantités de travail rapportées aux quantités extraites. Or, le premier rapport avait commencé à baisser avec la hausse du prix du charbon (dès le début de la phase d'expansion), il se stabilise ensuite puis tend à revenir vers son niveau ancien. Quant au coût unitaire en travail, l'inverse de la productivité physique, il accompagne par conséquent le rapport des prix. Si l'évolution des consommations intermédiaires (en prix et quantités) est parallèle à celle de la production, la valeur du surplus réalisé par unité produite commencera par s'élever vivement, se ralentira puis commencera à diminuer avant que les prix du charbon n'aient commencé à baisser.

Le profit total peut rester croissant plus longtemps puisque la production continue d'augmenter. Mais le taux de profit étant calculé par rapport à une masse de capital accrue des investissements massifs de la période ascendante tendra à diminuer pratiquement en même temps que le profit unitaire (si la croissance de la valeur de la production se fait approximativement au même taux que celle du capital). Un tel enchaînement serait assez régulier dans la période de 1850-1913 où se succèdent sept cycles principaux³.

Il n'y a là, évidemment, qu'un schéma. Tous les cycles trouvent des formes différentes, les secteurs évoluent très diversement. Nous tenterons de vérifier les phénomènes décrits ici à partir d'un cycle « classique », celui de 1879-1888 en France (cf. ci-dessous, Note annexe). La longue période 1848-1896 (phase

3. Pour une analyse plus nuancée [46].

longue ascendante : 1848-1873 ; phase longue descendante : 1873-1896) correspond en effet à la forme classique d'un capitalisme encore suffisamment concurrentiel. La période antérieure est encore trop marquée (en France particulièrement) par la prédominance des structures archaïques. Dans la période suivante – après la Première Guerre mondiale et surtout après la crise de 1930 – la transformation du capitalisme produira des formes différentes du rythme capitaliste. L'accumulation du capital pourra se faire alors, et ne pourra se faire que, sur la base de l'augmentation de la puissance consommatrice des salariés (consommation de masse). Et l'organisation du capital (cartel, ententes) *commencera* à rendre possible la hausse des salaires réels ; ce qui sera devenu nécessaire puisque, alors, le salariat représentera une fraction trop importante de la population pour qu'une solution exogène puisse être aisément trouvée. Nous verrons que la crise de 1929 naîtra du blocage relatif de la demande de biens de consommation des salariés, et que sa profondeur, sa durée s'expliquent par l'impossibilité de trouver hors du rapport de production capitaliste, c'est-à-dire hors du salariat, une base suffisante de reprise de la demande finale alors même que les salariés seront réduits au chômage et à la misère par la dépression elle-même.

Nous pouvons, pour la seconde moitié du XIX^e siècle, essayer de schématiser l'évolution des relations entre l'accumulation, la production et la demande effective au cours de l'essor du cycle « classique ». S'appuyant sur une augmentation de la demande issue soit de l'agriculture, soit de la conquête d'un nouveau marché, en particulier colonial, soit d'une dépense de l'Etat imposée par un besoin nouveau (chemin de fer), la remontée du taux de profit potentiel permet une rapide expansion de la demande de biens d'équipement dans certains secteurs. Elle tend à se généraliser vers les secteurs fournisseurs, relance l'embauche salariale, réduit le chômage partiel, permet une certaine hausse des salaires nominaux (et réels), nourrit en retour l'accroissement de la demande d'investissement, mais tend à faire monter les prix.

L'accroissement de la production suit nécessairement cette accumulation du capital en biens d'équipement et en augmentation du fonds des salaires. Si les demandes exogènes ne sont pas dynamiques, il faudrait, pour que la demande effective suive, que la consommation salariale puisse prendre le relais. Or la concurrence, les antagonismes sociaux imposent le recours aux « machines mangeuses d'hommes » pour limiter la hausse du coût salarial. Si le plein emploi rend difficile la réduction du salaire nominal, l'inflation vient réduire la croissance du salaire réel (et peut même commencer à le faire diminuer) et des ressources des titulaires de revenus fixes. D'où le ralentissement de la hausse de la demande finale à laquelle s'ajoutent les effets de la réduction du profit potentiel sur la demande de biens d'équipement, alors que la production est emballée.

L'inflation joue donc, dans le rythme « classique », un rôle non négligeable. Tentons de l'analyser, d'autant que les enseignements que nous retirerons de l'analyse ne seront pas sans importance pour comprendre l'inflation de la seconde partie du XX^e siècle.

II. Hausse des prix et expansion : causes et fonctions de l'inflation « classique »

L'inflation de l'époque « classique », comme celle d'aujourd'hui, n'a pas une cause unique. La plupart des facteurs que nous avons étudiés convergent au cours de la période d'expansion conjoncturelle (surtout dans les phases ascendantes des

cycles longs). Si elle n'est pas assimilable aux inflations postérieures à la Seconde Guerre mondiale – elle est en effet *réversible* puisque la période déprimée est déflationniste avec une amplitude aussi forte –, elle atteint cependant les taux non négligeables de 4 % pour une année expansionniste moyenne [10, 94]. Notre intérêt pour ce mouvement des prix du XIX^e siècle redouble dans la mesure où il recèle, en germe, des aspects de notre inflation contemporaine.

Pour tenter de comprendre la hausse des prix en période d'expansion à l'ère « classique », nous distinguerons *sa condition générale permissive, le processus inflationniste* lui-même comme compétition économique et sociale et sa *sanction monétaire*.

LA CONDITION GÉNÉRALE

Au stade du capitalisme (relativement) concurrentiel du XIX^e siècle, l'inflation des prix n'est pas d'abord le fait du jeu d'entreprises dominant leurs marchés et « leurs prix », comme ce sera le cas dans la seconde moitié du XX^e siècle. En d'autres termes, les prix d'offre ne font pas la loi et, pour qu'il y ait hausse des prix, il faut que la demande effective (issue de l'utilisation des revenus, hors thésaurisation) excède l'offre globale (alors grossièrement égale à la valeur produite).

Pourtant des facteurs inflationnistes sont à l'œuvre au niveau de la production puisque son accroissement finit par réduire la productivité du travail et que parallèlement l'amélioration de la position des salariés dans leurs rapports avec le patronat permet une élévation des salaires nominaux. Les entrepreneurs doivent donc tenter de retrouver un surplus suffisant en élevant leurs prix d'offre. Mais, dans la mesure où offre et demande globale s'équilibreraient, les hausses des prix d'offre des secteurs les plus concentrés, les plus dynamisés par la demande (et les firmes les mieux placées ou les plus importantes) seraient « payées » par des baisses dans les secteurs archaïques ou plus concurrentiels (et dans les firmes marginales ou dominées). Une demande globale en excès est donc la condition nécessaire pour que le niveau général des prix courants s'élève.

Alors presque toutes les entreprises peuvent concrétiser sur le marché leurs prix d'offre et même les réajuster rapidement en hausse, faire des surprofits de conjoncture. Le temps de l'essor du cycle « classique » est d'abord celui de la hausse rapide de la demande salariale, de la demande de biens d'équipement qu'impulsent les anticipations favorables sur l'évolution de la demande de biens de consommation et des demandes « externes », rurale, coloniale ou étatique.

PROCESSUS INFLATIONNISTE ET COMPÉTITION

Une demande en excès (ou en avance) sur l'offre réduit la sévérité des effets de la concurrence entre entreprises et de la compétition entre les groupes et classes sociales en leur offrant une porte de sortie aisée à ouvrir.

Au sein du capital, d'abord, la concurrence se fait « sans pleurs » puisque chacun, alors, peut développer ses affaires sans (paraître) mordre sur celles d'autrui, augmenter les prix d'offre sans prendre le risque de faire s'effondrer les ventes, sans la crainte d'une guerre des prix toujours catastrophique pour le secteur tout entier.

Pourtant la concurrence continue d'opérer, se servant de cette inflation et la provoquant. Rien ne serait plus erroné que d'imaginer une hausse générale des prix – celle-ci n'est qu'une moyenne d'ailleurs difficile à cerner – et des effets généraux de la hausse sur les entreprises ! Tandis que les secteurs et les firmes les plus concentrés, les plus dynamiques, les plus efficaces dans la vente et l'extraction du surplus, consolident et gonflent leurs profits, les plus inefficients, les plus exposés à la concurrence nationale et internationale, les plus archaïques ne peuvent que masquer temporairement leurs difficultés par la hausse des prix. Cela permet aux entreprises anciennes et marginales de survivre, à de nouvelles entreprises inefficientes de proliférer. D'où une nouvelle cause de diminution de l'efficacité du système par la survie de ces firmes inadaptées aux réalités concurrentielles.

Parallèlement, l'excès de la demande effective permet *une issue plus aisée à la compétition entre groupes sociaux* et un déplacement de l'antagonisme entre les classes du terrain de la lutte sociale et politique vers celui des avantages économiques, matériels (d'ailleurs largement nominaux). L'essor réduisant les formes de chômage, accroissant les salaires et le pouvoir d'achat salarial, élevant les profits réalisés, tout semble aller vers le mieux dans une croissance apparemment harmonieuse (notre XX^e siècle connaîtra ce phénomène durablement, et non seulement conjoncturellement, entre 1950 et 1970). Le mouvement ouvrier se fait offensif, plus massif. Il obtient d'autant plus facilement des victoires que le capital espère récupérer d'une main (par l'inflation) ce qu'il perd de l'autre et que le plein emploi (temporairement) retrouvé renforce les prolétaires. Dans une situation caractérisée par des oppositions de classes, l'inflation est aussi la « sécurité sociale » du capital !

Il faut ajouter que, concurremment aux salariés, toutes les catégories sociales entament une course à la hausse de leurs rémunérations et des prix qui les déterminent. Le commerce, l'artisanat, la paysannerie tentent de protéger leurs revenus réels de la hausse des prix et s'efforcent d'en profiter pour les accroître.

Par cette *compétition sociale* qui paraît tous azimuts – et ce n'est pas le plus mince avantage de ce phénomène que de mettre en scène la lutte apparente de tous contre tous –, les hausses se généralisent. Mais *les distorsions* au sein de ce mouvement d'ensemble jouent un rôle peut-être plus important que le mouvement lui-même qui n'est que la résultante de ces effets inflationnistes diversifiés selon les professions, les secteurs, les firmes, les régions. L'essentiel est la capacité de chaque individualité, groupe ou ensemble à tirer profit de cette pression à la hausse des prix, capacité qui dépend de facteurs très divers, mais qui, en définitive, peuvent se résumer dans la faculté d'être indispensable, non aisément substituable ou reproductible. D'où le lien entre poussée inflationniste et *rente de situation* (au sens large du mot).

Pourquoi l'inflation ne dure-t-elle pas à l'époque « classique » ? La hausse des prix porte-t-elle en elle-même sa propre fin dans la mesure où elle déprime (toutes choses égales par ailleurs) la demande effective ? C'est plus que douteux. D'abord, parce que l'inflation encourage les achats de toutes natures en laissant escompter des hausses futures, ensuite parce que la dépression de la demande n'est effective que pour les détenteurs de revenus fixes ou les plus mal placés dans la course à la hausse et qu'elle se fait au profit des individus, groupes ou entreprises les mieux placés. Nous sommes loin de ce mécanisme simple d'autorégulation et les inflations cumulatives du XX^e siècle paraissent en apporter la preuve. En revanche, dans la sphère monétaire (interne et internationale)

des phénomènes régulateurs jouèrent effectivement durant toute la période du cycle classique.

LA SANCTION MONÉTAIRE

La hausse des prix n'est possible que si elle est sanctionnée (et encouragée) par une croissance excessive de *la masse monétaire* par rapport à l'accroissement des transactions monétaires et ce sont les rigidités du système monétaire interne et international qui marquent les limites de l'amplitude et de la durée de cette inflation « classique ».

Ne faisons pas pour cela du facteur monétaire une cause première des crises (ses rigidités bloquant le développement de l'essor inflationniste).

Au contraire, ces rigidités monétaires furent institutionnalisées comme unique moyen de rééquilibrage des balances des paiements, en définitive parce que la crise est le moyen de régulation du capital à l'ère « classique » (l'étalon-or disparaît dans la trappe lorsqu'il n'est plus économiquement ni socialement nécessaire comme élément de la régulation du système capitaliste par la crise ou lorsque ce type de régulation est devenu socialement et économiquement impossible).

Pour connaître les relations entre la monnaie, les prix et le cycle économique « classique », il peut être utile de se replacer par l'esprit dans le cas le plus simple, celui de l'étalon-or avec circulation effective des métaux précieux (pièces) dans chaque économie nationale (ce n'est pas le cas du XIX^e siècle bimétalliste avec circulation de monnaie fiduciaire, de papier commercial, mais cette schématisation nous aide à comprendre). On peut admettre que tout accroissement de la masse monétaire tend à augmenter plus ou moins proportionnellement tous les prix (on parle de hausse des prix absolus ou du niveau général des prix) – et inversement à la baisse. Dans la mesure où l'or est à la fois la monnaie interne et la monnaie internationale, tout déficit de la balance commerciale sera financé par une sortie d'or du pays déficitaire, d'où, selon un mécanisme bien connu, baisse des prix, donc tendance à l'augmentation des exportations et à la diminution des importations, donc au rétablissement, puis à l'excédent de la balance commerciale qui produit une entrée d'or et la hausse des prix. Nous avons alternance de périodes déflationnistes et inflationnistes. Si on admet que ces variations des prix absolus ne sont pas neutres par rapport à l'activité économique, que la hausse des prix favorise une expansion « en avance » de la demande, et donc une croissance poussée par la demande spéculative du produit national, qu'inversement la baisse favorise l'épargne, tend à provoquer des pertes pour les entreprises (elles ont supporté des coûts de production élevés et ne peuvent vendre qu'à un prix courant trop faible), donc entraîne une dépression économique, il y a mise en évidence d'un rythme économique.

Pourtant ce cycle n'est pas mondial : telle nation serait en « haute » phase tandis que telle autre serait simultanément en « basse » phase. Pour comprendre la *mondialisation* d'un tel phénomène, il faut quitter ce monde trop simple et se placer dans une situation plus « réaliste » par rapport au XIX^e siècle.

La Grande-Bretagne est alors la nation monétairement et financièrement dominante. Elle connaît une circulation de monnaie de la banque centrale (billets de banque) et des banques commerciales (chèques), transformable à taux fixe en lingots d'or (à la banque centrale). Supposons que, dans ce pays, l'expansion s'accompagne d'une hausse des prix plus forte que dans le reste du monde, la

balance commerciale y devienne déficitaire. Sur le marché des changes, la valeur de la monnaie anglaise se déprécie par rapport aux monnaies étrangères puisqu'il y a plus de demande des négociants anglais en monnaie étrangère (pour payer leurs dettes) qu'il n'y a de demande des négociants étrangers de livres sterling. Jusqu'où peut aller cette baisse du sterling ? Pas très loin puisqu'il arrive rapidement un moment où le négociant anglais a intérêt à transformer ses livres en lingot (à la Banque d'Angleterre) pour les expédier dans les pays créditeurs. Précisément, lorsque la valeur de la livre tombe suffisamment pour que les commerçants anglais choisissent de transformer leurs livres en lingots, payer les frais de transport et d'assurance de l'or en France (par exemple), puis transformer ces lingots en francs et payer avec ces francs leurs dettes, l'or commence à sortir de Grande-Bretagne et les prix vont avoir tendance à baisser.

Mais les banques centrales veulent protéger leur encaisse-or. Avant que ce bas niveau de la livre soit atteint, les autorités monétaires anglaises élèvent le taux d'intérêt pour attirer les capitaux étrangers (et donc compenser par ces flux de capitaux le déficit de la balance commerciale). Cette hausse du taux d'intérêt décourage les investissements, réduit le taux de profit d'entreprise (c'est-à-dire déduction faite des frais financiers en particulier) et surtout est le signal que ces phénomènes risquent de se produire. Il est généralement compris par la Bourse qui anticipe par une baisse du cours des titres (voire par un krach) la période de dépression et la fait effectivement commencer. La hausse du taux d'intérêt est donc un facteur décisif de déclenchement anticipé de la crise.

Les autres nations sont obligées de répondre à cette hausse du taux d'intérêt par une hausse analogue pour protéger leur propre encaisse, surtout si le pays initiateur de la hausse est le pays monétairement dominant, l'Angleterre alors. D'où un facteur de généralisation de la crise.

Il est intéressant de noter que, dès le XIX^e siècle, nous ne sommes plus en présence de la mécanique aveugle de l'étalon-or. Les autorités monétaires appliquent déjà *une politique de régulation monétaire* aux conséquences économiques. Le cycle n'est pas seulement lié à une mécanique « monétaro-internationale », mais les autorités monétaires produisent (pour certains auteurs) ou anticipent la crise (pour d'autres) par une stratégie de défense de la monnaie. Certes, la crise n'est pas recherchée par les autorités monétaires, mais elles la déclenchent ou la précipitent par les effets d'une stratégie de régulation monétaire et internationale qui, elle, est intentionnelle.

III. Rentes, intérêt, profit d'entreprise : la conjoncture de crise

Le profit qui résulte de la réalisation du surplus capitaliste ne va pas tout entier à l'entrepreneur capitaliste. Une fraction va au financier qui a prêté les fonds, c'est *l'intérêt*, et une autre fraction va au propriétaire foncier et à d'autres propriétaires de facteurs « rares » et non reproductibles ou difficilement reproductibles, ce sont *les rentes*. Le profit de l'entrepreneur *stricto sensu* est alors résiduel ; or, c'est de lui seulement que dépendent l'investissement en machines et l'embauche de nouveaux travailleurs.

Les facteurs qui agissent sur la dimension de l'intérêt et des rentes ne sauraient être négligés dans une analyse des causes de la crise. Il est regrettable que

tant d'analyses « marxistes » s'arrêtent en chemin, alors que Marx lui-même avait fait plus que montrer la route en ce domaine. Il avait expliqué que la cause de la crise était un blocage du processus de reproduction, le lieu de « l'étranglement » n'étant pas toujours le même et pouvant être localisé aussi bien au niveau de la production ou de la réalisation qu'à celui de la redistribution du surplus global.

Le modèle de l'*analyse des rentes* est donné par la théorie classique (ricar-dienne [93, ch. II]) de la rente foncière. Dans une économie où les terres sont appropriées, l'accumulation du capital et l'accroissement de la population qui en découle rendent nécessaire la mise en culture de terres moins fertiles et moins bien situées. Les meilleures terres produiront donc les mêmes denrées à moindre frais. La différence croissante sera accaparée par les propriétaires de ces terres sous forme de rente foncière. Ils font ainsi payer aux entrepreneurs le droit – de plus en plus élevé – d'utiliser les qualités supérieures et non reproductibles de leur sol (du moins à technique donnée). Une telle analyse est essentiellement applicable dans le long (ou le très long) terme. Il est possible, cependant, de mettre en lumière des phénomènes de même nature dans des périodes plus courtes correspondant au rythme du cycle « classique ». En outre, cette analyse est plus ou moins aisément généralisable à d'autres phénomènes de rareté, qu'il s'agisse d'une non-reproductibilité absolue (cas peu fréquent), temporaire ou locale (plus souvent), que la rareté soit naturelle ou artificielle (rente liée à la propriété d'un brevet ou à une autre position de monopole).

Tel est le cas évidemment des mines et gisements. Si nous prenons l'ensemble des produits énergétiques, ce que l'on peut nommer la marchandise-énergie, le propriétaire d'une source à faible coût de production, disons d'une mine de charbon, vend son produit au prix de l'énergie la plus coûteuse employée, par exemple produite par les forêts, et bénéficie d'une rente. Elle sera croissante si le processus d'accumulation du capital induit une consommation accrue d'énergie, et donc la mise en service de sources plus coûteuses. Une telle rareté est « artificielle » si les pays producteurs de charbon raréfient leur offre à faible coût de production. L'intéressant, ici, est qu'au cours d'une phase de croissance rapide, la rente « énergétique » tendant à s'élever, et parfois considérablement, réduit d'autant le taux résiduel de profit d'entreprise.

Identiquement la firme qui bénéficie d'une technique de production moins coûteuse et qui peut l'interdire aux autres entreprises (brevet, secret ou simple avantage temporaire de l'innovateur) sera « rentière ».

L'étude des relations entre le cycle et la rente doit faire intervenir les prix. Il doit être clair que *ce sont les prix élevés qui font la rente forte, et non l'inverse*. La hausse du prix du blé fait celle de la rente foncière comme la hausse du charbon fait celle de la rente énergétique. Le titulaire d'un monopole, qu'il soit propriétaire de la seule chute d'eau ou de la seule mine d'un canton, d'un site agréable, d'une terre relativement mieux située ou plus fertile, d'un brevet, d'un secret ou d'une qualification difficile à reproduire ou protégée par la loi peut imposer ou bénéficier de prix de vente de ses produits ou de ses services relativement élevés par rapport à ses coûts de production. Dans la période d'expansion, les prix montent et les rentes prolifèrent.

Quant au *taux d'intérêt*, il joue un rôle stratégique dans la mesure où il reçoit des impulsions émanant de tous les autres facteurs et les répercute. D'où d'ailleurs le fait que son évolution soit perçue comme *un signe* par les capitalistes, et qu'elle soit utilisée aussi à cette fin par les autorités monétaires : une forte hausse du taux d'intérêt signifie que le temps des délices expansionnistes pourrait finir.

Lors des phases d'accumulation et de croissance forte, le taux d'intérêt va avoir tendance à s'élever. Il faut cependant distinguer deux périodes. Au cours de la première, cette hausse est le reflet d'une rareté des fonds prêtables absorbés par la forte demande des entrepreneurs désireux d'investir. Au cours de la seconde, la hausse se fait vive du fait de l'inflation, de la spéculation et enfin de la prise en compte par les autorités monétaires de la contrainte extérieure. Cette dernière période voit s'élever le taux d'intérêt loin de ses bases réelles, elle porte en elle la forte baisse qui suivra la crise. Voyons cela d'un peu plus près.

L'accumulation rapide du capital, l'expansion de la production raréfient l'argent disponible : les entrepreneurs embauchent plus ou moins massivement (bientôt à salaire croissant), acquièrent de nouvelles machines, accroissent leurs achats de matières premières. Le taux d'intérêt s'élève, d'où une première réduction du profit d'entreprise, loin d'être grave encore car les perspectives de profits élevés sont fortes et le taux d'intérêt *réel* (déduction faite de la hausse des prix) reste modéré. Lorsque se précise la suraccumulation du capital, que les difficultés montent sur le front de la réalisation, sans qu'elles se concrétisent encore, ne devrait-il pas y avoir un retour à l'abondance de fonds prêtables et un début de baisse du taux d'intérêt ? Nullement.

Les premiers signes de la suraccumulation du capital apparaissent sur le marché des actions. A la Bourse, les cours de ces valeurs (poussés par la spéculation) tendent à monter plus vite que les dividendes (lesquels correspondent à la part du profit qui revient aux actionnaires, propriétaires du capital) et le rendement des actions baisse. Si la base d'une future baisse des cours est en train de se former, on est loin de cette baisse. Les masses de plus-value réalisée éprouvant plus de mal à s'investir en capital productif se tournent vers des emplois spéculatifs et, dans un premier temps, cet « argent en friche » ne fait pas baisser le taux d'intérêt : en Bourse, on dit que la hausse nourrit la hausse, les acheteurs ne sont plus attirés par les dividendes et se désintéressent (temporairement) du rendement des titres, ils escomptent un gain spéculatif en capital et – pendant une période plus ou moins longue – ils l'obtiennent. Cette spéculation gagne d'ailleurs d'autres domaines, les terrains, l'immobilier en général, les matières premières, les métaux précieux, etc. Tant qu'elle est soutenue, le taux d'intérêt ne peut subir de pression à la baisse.

Tant que la demande de crédit est forte, qu'elle soit spéculative ou non, qu'elle émane d'entreprises ou de particuliers, les banques et les autres institutions financières ayant tendance à la satisfaire, la masse des liquidités s'accroît. L'augmentation de la quantité de monnaie en circulation relance l'inflation – d'où d'ailleurs une nouvelle hausse du taux d'intérêt – et la spéculation. A l'époque de la crise « classique » (à la différence d'aujourd'hui) un tel mouvement « en spirale » n'est encore qu'*en germe* car la masse monétaire est assez strictement contrôlée par la banque centrale. C'est le temps de l'étalon-or où les billets de banque sont gagés sur le stock de métal précieux (et le recours à la monnaie scripturale est peu répandu), où les variations de la masse monétaire sont fonction de la balance des paiements. Si elle devient déficitaire, si l'or sort, l'inflation sera brisée et la baisse des prix tendra à s'imposer avec la diminution de la masse monétaire. Pourtant, même alors, cette mécanique ne joue pas si simplement : elle est anticipée par les autorités monétaires.

Dès que celles-ci jugent nécessaire de lutter contre l'inflation et le déséquilibre de la balance des paiements, elles bloquent les crédits et *précipitent une ultime hausse de l'intérêt* nettement au-delà du taux d'inflation anticipé (elles

agissent d'ailleurs sur le crédit en élevant les taux d'escompte et les taux qu'elles maîtrisent indirectement).

Les phénomènes monétaires et internationaux jouent un rôle final décisif. Traditionnellement, dès le début du XIX^e siècle, les autorités monétaires d'une nation où la croissance est forte (et donc où celle des importations l'est aussi), où l'inflation détériore la compétitivité et provoque des fuites de capitaux à court terme, réagissent par une politique déflationniste de hausse du taux d'intérêt pour tenter de rétablir la balance des paiements en évitant d'abord les fuites de capitaux (le XIX^e siècle connaît bien ces politiques que l'on imagine parfois « inventées » par le XX^e siècle). Cette hausse généralement accomplie à partir des hauts niveaux que le taux d'intérêt avait d'ores et déjà atteint est alors la goutte d'eau qui fait déborder le vase (mais elle n'est que cela !).

En effet, la hausse du taux d'intérêt réel finit par faire apparaître le décalage entre la réalité de profits d'entreprise encore réduits et les cours « soufflés » des actions, d'où la crise boursière. Elle bloque les ultimes investissements des entreprises et étrangle celles qui se trouvaient en difficultés, elle peut même freiner indirectement la consommation à crédit des particuliers. Cette hausse « finale » ne reste pas nationale. Souvent prise à l'initiative des nations financièrement dominantes (Angleterre hier, Etats-Unis aujourd'hui), elle ne peut qu'être répercutée dans le monde entier, chaque nation se protégeant des sorties de capitaux provoquées par la hausse du taux de la nation dominante qui, de ce fait, attire à elle les placements et les capitaux flottants. En étudiant plus précisément la crise de 1882, nous verrons le rôle des hausses du taux d'intérêt et les phénomènes de contagion.

De la crise à la reprise ou comment Phénix renaît de ses cendres

« Un bref frémissement se remit à courir d'abord tout au long de la paroi ; puis une longue protubérance apparut ; puis les pierres se disjoignirent, découvrant leurs assises pourries, et une crevasse ténébreuse s'ouvrit, béante, sous les éboulements poussiéreux. »

D. BUZZATI, *L'Écroulement de la Baliverna*.

Pour l'observateur superficiel, la crise semble n'avoir pour cause que des phénomènes monétaires et financiers alors qu'elle révèle la surproduction de marchandises par rapport à la demande solvable et la suraccumulation du capital par rapport à la plus-value extraite.

En effet, la crise éclate généralement après une ultime hausse du taux d'intérêt. Malgré l'inflation, les crédits deviennent trop coûteux pour une fraction des spéculateurs et certaines entreprises marginales. Surtout, cette hausse est perçue comme un signal d'alarme. Au point de tension atteint par les marchés financiers, il suffit souvent qu'un premier contingent de ventes se produise localement, sur telle valeur motrice, pour que les baisses deviennent cumulatives : chaque vague de baisse impose de nouvelles ventes à des spéculateurs généralement engagés à crédit. Ils doivent d'ailleurs vendre aussi d'autres titres et d'autres actifs, si bien que la baisse se communique à tous les marchés (cf. ci-dessous, Annexe).

Identiquement les entreprises qui ne peuvent trouver de crédit ou doivent les payer très cher se trouvent en difficultés, liquident une fraction de leur portefeuille et précipitent la crise boursière. Certaines tentent alors de vendre à tout prix leur production, jugeant que mieux vaut vendre à perte que financer des stocks invendus. La baisse des prix, dans des situations concurrentielles, multiplie les difficultés de toutes les entreprises et accule à la faillite celles qui sont fortement endettées et peu rentables.

La crise boursière et celle subie par les entreprises se renforcent l'une l'autre puisque les liquidations et les faillites précipitent les baisses et les effondrements des cours et que ces baisses dévalorisent massivement les actifs des firmes, incitant les banques à réclamer d'autant plus strictement les remboursements que les entreprises sont plus fragiles.

Les difficultés et les liquidations des entreprises sont presque fatalement cumulatives : celle qui est ruinée déséquilibre ses débiteurs. La contagion atteint en particulier un secteur bancaire que, déjà, la crise boursière n'avait pas épargné. Les années de l'accumulation spéculative qui précèdent la crise avaient construit un château de cartes sur une base de plus en plus fragile. Qu'un pan s'effondre et, de proche en proche, tout l'édifice est à bas !

Dans les derniers moments de la prospérité, la faiblesse du taux de profit réalisable avait commencé à décourager les investissements productifs. La crise les arrête net, précipitant l'effondrement de cette fraction de la demande globale. Il y a même réduction du capital technique employé par fermeture d'usines entières et mise au rancart d'une masse de moyens de production. L'autre fraction du capital, le fonds des salaires, est réduite massivement. On en connaît les tragiques effets sociaux : licenciements massifs, chômage partiel, baisse du taux de salaire nominal. Ils sont cause du plus sévère des chocs en retour puisqu'ils effondrent la demande de biens de consommation (ce qui rétroagit encore sur une demande de biens d'équipement déjà plus que déprimée).

Le taux de profit potentiel était déjà réduit ; maintenant la réalisation de ce profit devient impossible avec la disparition des débouchés. Dans les crises classiques, la baisse des prix révèle (et aggrave) cette crise des débouchés. Evidemment, la production chute brutalement, mais il est vain d'espérer retrouver l'équilibre par l'adaptation à la baisse de l'offre : la réduction des revenus distribués par l'entreprise accompagne, et même anticipe, la baisse de la production et la demande solvable s'évanouit plus vite que ne se rétrécit l'offre globale !

La crise, comme naguère la prospérité, paraît se nourrir d'elle-même. Où mène-t-elle la société ? A une très longue stagnation ? A l'effondrement du capitalisme ? Non, dans la mesure où la dépression prépare les conditions de la reprise, produit la restructuration du capital et permet la reprise en main des travailleurs. *La crise est régulatrice*, économiquement et socialement. Elle est aussi facteur de « dynamisation », à ces deux niveaux : la nouvelle structure du capital sera plus performante, mais le prolétariat aura dû trouver en lui-même la force des résistances, « dos au mur », faisant mesurer au capital le risque des contestations radicales.

Pour conserver notre démarche, nous verrons comment, dans la dépression, le développement des relations antagoniques entre les classes sociales permet une reprise du taux de profit potentiel (première section). Ensuite, nous plaçant au niveau des relations entre segments du capital, nous verrons comment la crise lui permet de se centraliser, de se concentrer et de se régénérer (deuxième section). Enfin nous montrerons comment se retrouvent les débouchés perdus et s'opère la reprise (troisième section).

I. L'émergence de nouvelles bases d'exploitation : dynamique globale du taux de profit

Le capital avait lui-même préparé son bûcher. Voyons comment il va renaître de ses cendres, animé d'une jeunesse nouvelle. Pour cela, nous devons comprendre comment la fin de la dépression voit s'élever le taux de profit réalisable. Nous devons, par conséquent, étudier l'évolution du surplus extrait par rapport au capital employé. Nous ferons d'abord une estimation en volume, ensuite en « valeur ». Nous verrons alors que la détermination principale de l'évo-

lution du taux de profit général est localisée au sein des relations entre capitalistes et travailleurs salariés.

La stratégie des premiers est bien différente de celle qui était possible aux temps de la prospérité. Il leur faut en effet, à la fois, chercher à accroître le surplus extrait, ou du moins éviter sa baisse, et limiter la production à ce qu'une demande rétrécie leur permet d'espérer vendre. Au centre de leur dispositif stratégique, nous trouvons les variables d'emploi : durée du travail, chômage. Elles rendent possibles ou plus efficaces les actions sur la productivité du travail et sa rémunération en affaiblissant les travailleurs.

Ceux-ci avaient bénéficié de la prospérité matériellement (salaire hebdomadaire effectif), qualitativement (conditions de travail, durée) et dans leur rapport de force face au patronat (rareté relative de la force de travail). Dans le premier temps de la crise, ils ne peuvent souvent qu'assister à ce qui paraît être une fatalité. Le chômage, partiel et total, les brise, les sérialise. Stupéfaits, ils prennent physiquement conscience de ce que leur exploitation est un « vert paradis » à côté du refus du capital de les exploiter ! A la fin de la dépression se forment des seuils de résistance ouvrière : ils marquent les limites de l'offensive du capital, voire peuvent tendre à remettre en cause les rapports de production eux-mêmes (ainsi les grèves insurrectionnelles de 1877 et 1886 aux Etats-Unis).

1. *Tentons tout d'abord de repérer l'évolution du taux de rendement en volume du capital*, ce taux de « profit » réalisable. Nous savons qu'il s'élève avec le taux d'exploitation, repéré par le volume du surplus capitaliste extrait par travailleur-semaine rapporté au volume de son salaire, et se réduit avec l'augmentation de la composition du capital.

Pour produire une marchandise, il faut des moyens de production durables, des matières premières et des « salaires », c'est-à-dire des biens-salaires qu'il faut avancer aux salariés au cours de la production. Si pour déterminer le surplus qui reste entre les mains du capitaliste, il faut avoir un système de prix, nous admettrons la stabilité des prix relatifs des marchandises : le surplus extrait par le capitaliste est égal à la différence entre le produit net hebdomadaire d'un travailleur et son salaire réel (nous supposons que l'évolution du volume des consommations intermédiaires est parallèle à celle du produit pour mettre en lumière le rôle du coût salarial).

La crise commence par réduire massivement la durée du travail payé dans la journée et la semaine : dès les premiers moments, il y a rapide croissance du chômage *partiel* (naturellement, elle réduit aussi le chômage *total*, ce dont nous tiendrons compte en faisant varier le nombre de travailleurs actifs). Cependant, après une période plus ou moins longue, on note une stabilisation de la durée du travail, voire même, à la fin de la dépression, une certaine tendance à son augmentation. En effet, au début de la dépression, les capitalistes, tendant à la considérer comme peu durable, réagissent en s'efforçant de conserver potentiellement intacts leurs *effectifs* quitte à réduire *la durée du travail payé*. Lorsque les stocks invendus deviennent pléthoriques, que la prise de conscience de la réalité de la dépression s'étend, les capitalistes licencient plus ou moins massivement. La logique de l'exploitation finit par imposer en effet la préférence pour la réduction du personnel plutôt que la réduction de la journée et de la semaine de travail. Pourquoi croit-on qu'aujourd'hui, alors que le chômage est important, le patronat résiste à toute réduction de la durée hebdomadaire du travail ? C'est

que l'emploi a ses frais fixes et que dix salariés embauchés chacun pour cinquante heures hebdomadaires sont moins coûteux que vingt salariés travaillant seulement vingt-cinq heures (pour un même salaire horaire évidemment). Ajoutons que lorsqu'il est nécessaire de réduire fortement les quantités de travail employées, il est techniquement, mais aussi socialement, plus efficace de licencier (on conserve un personnel plus qualifié, plus productif, plus docile qui ne peut que se considérer comme privilégié).

D'ailleurs, en période de dépression, *les luttes sociales sont surtout défensives* : luttes contre les baisses de salaire et les licenciements ; et les objectifs de réduction de la journée de travail ou d'amélioration des conditions de travail sont nécessairement mis de côté [91, I, 89]. Lorsqu'en 1848 le Gouvernement provisoire tente d'imposer (à Paris du moins) la journée de dix heures, lorsqu'en 1936 la semaine de quarante heures est arrachée, c'est après une victoire politique et pour des raisons qui sont aussi de politique économique.

Les licenciements massifs (plus que la réduction de la durée du travail payé) permettent généralement d'élever la productivité des travailleurs maintenus en activité. D'autres facteurs jouent dans le même sens. La réorganisation du procès de travail, la chasse systématique à ce qui, pour les capitalistes, est gaspillage, les licenciements affectant les travailleurs qui n'ont pas une activité principalement productive forment une première série. Il faut ajouter l'accroissement de l'intensité du travail. La dépression permet la reprise en main du personnel, en développant la crainte du licenciement ; la « flânerie » ouvrière, les temps de repos (ces « temps morts » pour le capital) sont sévèrement combattus, partiellement éliminés. D'autre part, la mise en sommeil du matériel le moins performant et l'orientation exclusive du mince filet d'investissements qui subsiste vers les économies de capital fixe et de travail jouent un rôle souvent considérable dans cet accroissement de la productivité horaire du travail ¹.

Parallèlement, non seulement les ateliers, mais les entreprises les moins efficaces doivent fermer, élevant la productivité moyenne du travail. Lorsque ces firmes sont rachetées, la nouvelle direction impose diverses mesures avec une détermination rendue plus efficace par la crainte (justifiée) que de tels changements suscitent.

Résumons-nous : *durant la dépression, le volume produit par un travailleur-semaine actif commence par diminuer* (effet de la réduction de la durée du travail), *puis se stabilise et bientôt s'élève* (surtout par l'effet de l'augmentation de la productivité horaire des équipes de travailleurs maintenus en activité).

Observons maintenant l'évolution *du coût salarial réel* de cette semaine de travail. Nous ne le connaissons que dans la mesure où il est possible de repérer le salaire horaire nominal, le coût de la vie d'une famille de travailleurs salariés, la durée du travail hebdomadaire. Les séries statistiques dont nous disposons [101] [99] sont peut-être adaptées à l'analyse du revenu réel des travailleurs dans le long terme, certainement pas au temps de la crise et de la dépression conjoncturelle. Nous avons tenté une observation de la crise de 1882 (cf. Annexe ci-dessous) qui infirme largement les données « optimistes » des longues séries statistiques.

Résumons les conclusions de ces séries statistiques sur l'évolution dans la longue période du salaire réel : elles notent une tendance à la réduction plus rapide des prix des biens-salaires – du coût de la vie pour une famille ouvrière – que

1. Au cours du XIX^e siècle, en moyenne, la quantité de charbon extrait par un mineur en un jour augmente de 69 kg durant la dépression (et diminue de 52 kg dans la reprise). [10, 94] [39].

des salaires nominaux. A les suivre, il y aurait donc souvent une amélioration du niveau de vie des travailleurs salariés *employés* au cours des dépressions. Il est clair que le chômage total réduit cette appréciation si l'on s'intéresse à la rémunération globale de l'ensemble des salariés, voire à celle d'une famille dont l'un des membres peut être au chômage. Mais là n'est pas le problème pour notre estimation du salaire réel d'un travailleur actif. Le plus décisif est ailleurs.

Il semble *d'abord* que les baisses du taux de salaire horaire aient été notablement plus profondes que celles indiquées le plus souvent à *partir des estimations du patronat ou d'estimations officielles* construites à partir des données de ce même patronat. En effet les observations plus fines prouvent que les divergences d'appréciation à cet égard entre le patron et ses salariés sont considérables (cf. Annexe).

En outre, les statistiques de longue durée minorent considérablement l'effet du chômage partiel sur les feuilles de paye. Souvent, en effet, il apparaît que les salaires journaliers ou hebdomadaires sont des abstractions construites à partir de taux de salaire horaire multiplié pour un nombre d'heures « normal » (ou de taux de salaire journalier multiplié par un nombre de jours de travail par semaine constant). En outre, le XIX^e siècle connaît surtout le *salaire aux pièces*, et le calcul d'un taux (horaire ou journalier) de salaire suppose une hypothèse sur les quantités produites. L'effondrement en début de dépression de la durée du travail réduit donc (au moins) proportionnellement les salaires effectivement versés (cf. Annexe).

Enfin, pour la période des années 1880, nous avons observé que les baisses du coût de la vie pour une famille de travailleurs urbains n'étaient pas aussi importantes que ce qui est généralement admis et repris dans les séries statistiques (cf. Annexe).

Nous pouvons prendre également l'exemple de la période 1810-1815 à 1832, avec sa crise de reconversion (1816-1822) et sa « grande » crise (1825-1832), à peine séparée par un modeste essor (nous sommes dans la phase descendante du « premier » cycle long qui va de 1815 à 1848). Les statistiques longues [80, 142] montrent que, entre 1815 et 1832, le salaire nominal passe de l'indice 52 à l'indice 48, le coût de la vie de 77 à 82, le salaire réel tombant de l'indice 67 à l'indice 59 : une forte chute. *La réalité est encore pire !* A Lyon, par exemple, en 1830, un ouvrier ne gagne pas le tiers de ce qu'il gagnait en 1810, ni la moitié de ce qu'il gagnait en 1824 (salaire nominal). Or, durant ces années, le coût de la vie n'a guère baissé. On voit que l'ampleur du phénomène de réduction du pouvoir d'achat ouvrier est beaucoup plus forte que ce que les séries statistiques longues laissent entrevoir², et on comprend l'insurrection lyonnaise des 21-23 novembre 1831.

2. M. MOISSONNIER [88, 76] nous donne le tableau suivant :

Nature de l'étoffe	Prix payé à l'aune tissée	
	1812	1832
Gros de Naples	90 cts à 1,20 F	45 cts à 60 cts
Levantine	1,30 F	60 cts à 70 cts
Satins	90 cts à 1,10 F	40 cts à 50 cts
Reps	2,50 F	80 cts à 1 F
Etoffes façonnées	1,75 F	60 cts à 75 cts

Ces tarifs de façon ne nous donnent pas le salaire du compagnon puisque le chef d'atelier doit payer l'amortissement de ses machines, lui-même, le loyer... Ils ont pour nous l'avantage de permettre d'incorporer l'effet de la durée du travail : si le canut travaille moins, il gagne moins dans sa semaine.

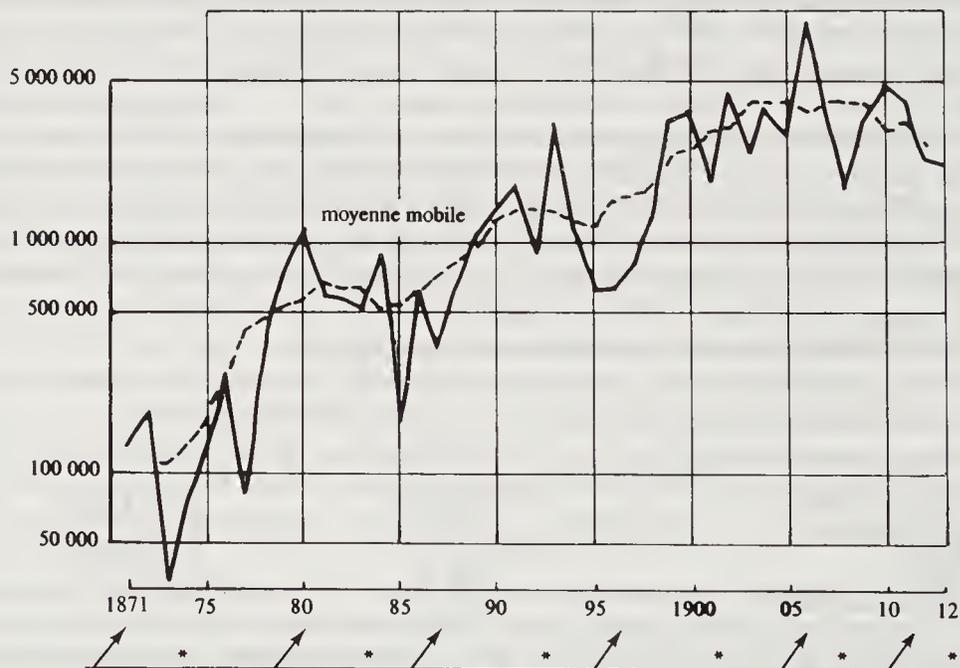
FOND DE LA CRISE	* RUPTURES * SOCIALES, MOUVEMENTS SOCIAUX ET INSURRECTIONS	ORGANISATIONS OUVRIÈRES
1816	1817-21 : luddisme en Grande-Bretagne, en France	
1830	1819 : massacre d'ouvriers à Peterloo : situation prérévolutionnaire en Angleterre nov. 1831 : insurrection des canuts lyonnais	1832-33 : organisation oweniste des trade unions (le « Grand National »)
1839	1838-39 : mouvement chartiste en Angleterre	1840 : Flora Tristan tente une Union ouvrière
1847	1840 : fort mouvement de grèves à Paris 1848 : révolution de février : le Gouvernement provisoire ; mars : grandes manifestations ouvrières. juin : insurrection ouvrière écrasée à Paris ; violents mouvements politiques et sociaux en Europe.	1848 Ligue des communistes (Marx-Engels et <i>Manifeste</i>)
1866-68	1869-70 : montée de grèves « dures »	1864 : fondation de l'Internationale des travailleurs 1868-71 : forte période d'activité de l'A.I.T.
1883	1871 : La Commune de Paris (février-mars) La « semaine sanglante » (21-28 mai) 1877 : Insurrections ouvrières aux Etats-Unis 1884-85 : grèves de la misère : montée de l'anarchisme 1886 : Soulèvement ouvrier aux Etats-Unis Martyrs de Chicago. 1887 : Effondrement des Chevaliers du travail	1875 : Fondation de l'Ordre des Chevaliers du travail aux Etats-Unis Formation et développement des partis socialistes 1889 : II ^e Internationale.
1902-1903	1902-1906 : croissance des mouvements de grèves « dures » 1905 : Révolution en Russie : mutineries, révoltes paysannes, grèves insurrectionnelles, les soviets.	1887 : Fondation de l'American Federation of Labor

LE MOUVEMENT DES GRÈVES EN FRANCE

Jours de grève de 1871 à 1913 [91, I, 50]

*Crise

↗ Reprise



Si, revenant aux statistiques de longue période, nous les corrigeons pour tenir compte des critiques précédentes et particulièrement de la durée du travail payé dans la semaine, nous concluons, pour le cycle « classique » type, à *une baisse de la rémunération hebdomadaire effective nettement plus importante que celle du coût de la vie*, donc à une réduction du salaire réel hebdomadaire, durant la majeure partie de la dépression. Nous ajouterons que la stabilisation de la durée du travail (voire son augmentation) à la fin de la période et l'intensification des luttes sociales défensives (luttes de la misère) pouvant se transformer en remises en cause plus radicales des rapports sociaux (en France, 1848, 1936) finissent par produire une hausse du salaire hebdomadaire réel *en fin de dépression*. A cet égard, notons tout d'abord qu'aux années paroxystiques des licenciements massifs et des baisses plus ou moins sévères des taux de salaires nominaux (pendant la première partie du XIX^e siècle) et des revenus salariaux (seconde partie du siècle) subies par les travailleurs (en France 1816-17, 1830, 1840, 1847, 1866, 1883, 1902-1903, 1934-35), succèdent des moments où « les luttes de la misère » se radicalisent (1817-21, 1831-32, 1848, 1870-71, 1884-85, 1904-1905, 1936) : elles marquent les seuils dépressifs que le capital ne peut aborder sans risque pour sa survie, sans faire couler le sang ³. Remarquons ensuite que la montée du syndicalisme à la fin du XIX^e siècle limitera les baisses des taux de salaire nominal au cours des dépressions, donc le pouvoir d'achat des payés hebdomadaires baissera moins fortement.

Le surplus capitaliste extrait par travailleur-semaine commence donc par se réduire dans la dépression « classique » (forte baisse du produit ajouté l'emportant sur celle des coûts salariaux réels). Le fond de la crise est alors atteint. La continuation de la baisse du salaire réel hebdomadaire, alors que le produit ajouté s'élève, tend cependant ensuite à élever ce surplus capitaliste. Cependant, dans le dernier quart du siècle, la faible diminution du salaire hebdomadaire réel tend à reporter dans le temps la hausse du surplus, voire la rend problématique.

Quelle est, dès lors, *l'évolution du taux d'exploitation* (volume du surplus extrait par travailleur-semaine rapporté au volume de son salaire réel) dans la dépression ? Nous voyons qu'il commence par diminuer, puis que, le cœur de la dépression passé, il s'accroît. Selon nous, il s'agit d'un phénomène décisif, *d'une fonction majeure de la crise*. Pour appréhender l'évolution du *taux de rendement en volume du capital* (taux de profit potentiel), il suffit de connaître celle de l'évolution de la composition (en volume) du capital (le volume du capital technique, les « machines », par travailleur employé).

Il est clair que la crise provoque une réduction massive du capital technique employé. Des usines entières, des ateliers ferment ; dans les unités de produc-

3. Il n'est pas aisé de savoir si les victoires temporaires des travailleurs (1848, 1936 en France), les réformes obtenues (en 1848, le Gouvernement provisoire impose la journée de travail de dix heures à Paris, supprime le marchandage – système où un « marchandeur » fournit la main-d'œuvre demandée pour une tâche –, crée les ateliers nationaux pour chômeurs, encourage les coopératives de production, « impose » le droit au travail, garantit la liberté d'association ; on connaît les grandes réformes de 1936), les hausses des rémunérations... relancent l'économie ou si, au contraire, c'est leur écrasement qui permet le nouvel essor ! Les mouvements sociaux radicaux, même vaincus, montrent au capital les limites à ne pas franchir, mais les échecs des grèves défensives (1884-1885) peuvent expliquer les baisses de salaires nominaux (en 1886-1887). En fait, il y a, là aussi, effet de la contradiction fondamentale : s'ils arrachent des augmentations de salaires, ils aident à la relance de la consommation, donc de la demande effective, mais ils réduisent le taux d'exploitation. Leur échec, ou leur écrasement après un succès, rassure le capital. Il semble que le plus grand effet de relance économique soit obtenu lorsque après certaines victoires des travailleurs, et la relance de la consommation, il y a « reprise en main », et un nouveau départ de l'exploitation, comme après en 1848, 1871, après la montée des fascismes, 1948-50, 1968-69 ! Le Front populaire permet la relance de la consommation, mais au lieu d'être écrasé, il s'amortit, se dissout et le rétablissement de la confiance du capital supposera la guerre.

tion qui subsistent, des masses de capital fixe sont inemployées ou mises partiellement en sommeil, les machines tournant à la moitié ou au tiers de leur capacité. Généralement le capital fixe le plus ancien est rejeté le premier du procès de production (encore que parfois les machines des derniers « crus » le soient également : elles n'étaient rentables que pour une production massive ; parfois des unités de production entières sont abandonnées alors qu'elles sont loin d'être amorties).

Cependant, comme la dépression provoque un débauchage a priori comparable des travailleurs salariés et que le volume des salaires unitaires se réduit, il faut admettre que l'évolution de cette composition en volume du capital varie selon les secteurs et les firmes *sans qu'il soit possible de repérer un mouvement général*, sans qu'aucune théorie puisse nous permettre de le déduire en l'absence de données statistiques.

Concluons donc que, dans la mesure où l'on suppose que la composition en « volume » du capital reste approximativement constante, le *taux réel de « profit »* évolue comme le taux d'exploitation : *après un temps de baisse, il développe un mouvement ascendant* tout au long d'une seconde phase de la période dépressive (et le poursuit durant la première partie de la période de reprise).

2. *Qu'en est-il si nous tentons une analyse en « valeur » ?*

L'intérêt d'une telle estimation est surtout qu'elle est plus éclairante sur le comportement de la composition du capital. La « valeur » du produit hebdomadaire estimé comme temps de travail incorporé varie comme ces quantités de travail (forte baisse, puis stabilisation, enfin une certaine remontée en fin de période). La « valeur » hebdomadaire de la force de travail, c'est-à-dire le temps de travail incorporé dans le « panier » de biens-salaires que reçoit le travailleur chaque semaine, tend à se réduire avec la quantité de biens-salaires que retire le travailleur salarié et avec la baisse de la « valeur » unitaire de ces biens (induite par la croissance de la productivité). Après une diminution relativement légère (la productivité du travail ne s'accroît pas encore suffisamment), elle va baisser fortement sous le double effet de la baisse du salaire réel et de la hausse de la productivité, ne finissant par se stabiliser qu'en fin de période (dans les meilleurs des cas où la réduction du salaire réel fait place à une certaine augmentation).

Par conséquent, la « plus-value » extraite par travailleur-semaine commence par se réduire, atteint un minimum (c'est le fond de la crise avec ses difficultés majeures, ses licenciements massifs...), s'accroît ensuite plus ou moins fortement. Le taux d'exploitation (« plus-value » unitaire/« valeur » unitaire de la force de travail) varie de façon voisine. Il commence par diminuer faiblement puis augmente vivement par le double effet de la hausse de la « plus-value » unitaire et de la baisse de la « valeur » de la force de travail, il tend à se stabiliser.

Qu'en est-il du taux de « profit » ? Il faut tenir compte de l'évolution de la composition-« valeur » du capital. Nous avons vu que l'on ne pouvait rien dire de l'évolution en « volume ». En revanche, *la « dévalorisation » du capital technique est beaucoup plus importante que celle de la force de travail.*

Pour comprendre *l'effondrement de la « valeur » du capital technique* avec la crise, il ne suffit pas de poser le problème de l'évolution de la quantité de travail incorporée dans les équipements *neufs* (il y aura une légère réduction de cette « valeur » avec la hausse de la productivité), ni d'observer la diminution des prix de marché des éléments du capital fixe (ils baissent comme les autres marchan-

dises), il faut surtout percevoir l'importance de la brutale « dévalorisation » du stock de capital technique de l'entreprise [11, L. III], de l'entreprise elle-même, avec l'écroulement du taux de profit réalisé.

Quelle peut bien être la « valeur » d'un stock de machines lorsque l'entreprise qui la possède ne peut réaliser de profits ? Elle est nulle lorsque le moyen de production est mis au rancart c'est-à-dire n'est plus du capital, elle est très affaiblie lorsqu'il ne tourne qu'au ralenti [86, II, 591]. Les valeurs cotées en Bourse reflètent cet écroulement. Lorsque les acheteurs d'entreprises en difficultés se manifesteront, ils obtiendront des *prix* très bas (correspondant à des quantités de travail considérablement plus faibles que celles initialement incorporées dans le capital technique), ce qui leur permettra d'ailleurs d'obtenir ultérieurement des taux de profit très élevés [86, III, 591].

Pour repérer l'évolution de la composition en « valeur » du capital, il faut tenir compte de la baisse de la « valeur » de la force de travail. S'il est certain que la « valeur » du « capital variable » nécessaire pour employer un travailleur durant une semaine se réduit, ce mouvement est nécessairement plus limité que la baisse de la valeur du « capital constant ». Pourquoi ?

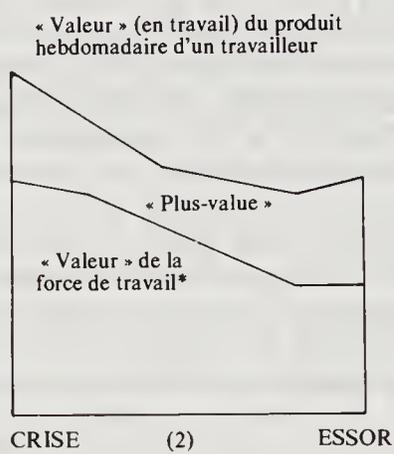
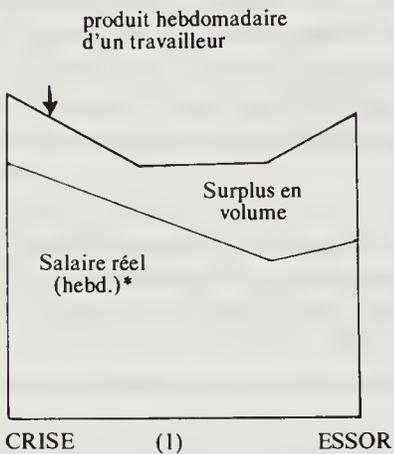
Pour des raisons plus sociales que techniques. Notons les deux principales.

D'abord, alors que les machines sont acquises (non louées) et forment un *stock* de capital qui peut être dévalorisé *ad infinitum*, et en tout cas bien au-delà de leur coût de production (une machine sans utilité actuelle ni dans un futur proche ne vaut *rien*), la valeur de la force des travailleurs doit être payée chaque jour ou chaque semaine par le capitaliste et être partiellement reproduite. Il n'est guère possible de faire tomber cette valeur de la force de travail *très* au-dessous du minimum (socialement) nécessaire. Le patron peut certes licencier (ce qui modifie la composition en volume du capital), mais la valeur unitaire de la force de travail *qu'il continue d'acheter*, même si elle baisse fortement, ne peut s'effondrer.

Ensuite, autre aspect de la même question, parce que les travailleurs ne sont pas passifs et ne peuvent accepter que leurs salaires tombent trop au-dessous de la valeur des marchandises qu'ils consomment habituellement. Si une machine acquise un million peut ne rien valoir un an après, un travailleur se battra pour maintenir son salaire à un certain niveau, très variable certes, mais pas quelconque ! En d'autres termes, on peut vendre (acheter) une machine à une valeur cent fois inférieure à celle du travail cristallisé en elle (ce prix ne dépend que des possibilités de l'utiliser pour « faire » du profit). On peut ne plus acheter de force de travail, mais si elle est achetée et vendue, ce ne peut être notablement plus bas que son coût de reproduction socialement déterminé.

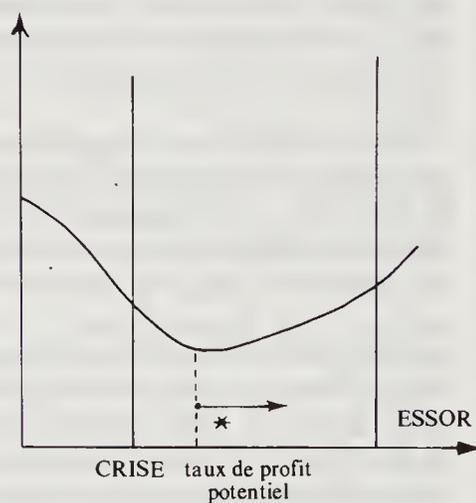
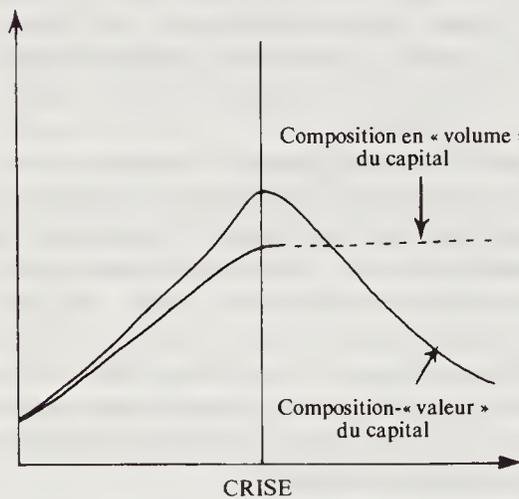
On voit donc que, sous le double effet de la hausse du taux d'exploitation et de la baisse de la composition-« valeur » du capital engendré finalement par la dépression, le phénix du capital – le taux de profit – renaît des restes calcinés que la crise paraissait avoir abandonnés sur le bûcher. La dépression est donc bien, à cet égard, salutaire pour le capital.

Elle est salutaire aussi en ce qu'elle permet une restructuration du capital grâce au jeu des concurrences, et ce phénomène ne peut être séparé de l'évolution du taux de profit général.



Estimation du surplus extrait sur un travailleur/semaine (en volume)

id. (en temps de travail)



(3)

(4)

* Remarque : sous l'effet de l'évolution du rapport de force entre les salariés et le capital, la pente de ces courbes varie, pouvant déplacer la reprise du profit potentiel. Dans le dernier quart du XIX^e siècle avec la montée du syndicalisme ouvrier, le fond de la dépression du taux de profit potentiel s'éternise.

II. La restructuration du capital et la concurrence

Il est clair que l'identité du taux de profit dans toutes les branches et dans toutes les firmes est une abstraction permettant de conceptualiser une situation d'équilibre et les divers mécanismes qui font tendre l'économie vers celle-ci. De même, les valeurs en temps de travail et les prix de production sont des concepts abstraits qui sont utiles dans les situations d'équilibre, mais ne permettent pas de pénétrer la diversité du concret. La réalité, pour les firmes, ce sont les prix d'offre qu'elles proposent à leurs clients et les prix de marché qu'elles réalisent.

Rappelons-nous qu'au cours de l'essor, de nombreuses entreprises nouvelles s'étaient développées, qu'elles avaient survécu ou prospéré. Identiquement, les entreprises anciennes avaient pu consolider d'énormes bénéfices ou seulement se maintenir la tête hors de l'eau. Mais rares étaient les cas de disparition.

Dans un secteur donné, la crise conduit, au contraire, à la faillite les entreprises qui, auparavant marginales, n'avaient pu se constituer de réserves et continuent de travailler avec de trop faibles marges bénéficiaires. Echappent aux difficultés les entreprises qui peuvent continuer à jouer de la « plus-value extra » : qu'elles vendent au prix d'offre « normal » dans la profession et produisent à des coûts inférieurs grâce à tel procédé technique non encore diffusé ou à telle organisation du travail, ou encore qu'elles vendent au-dessus du prix « normal » grâce à une diversification de leur production ou à une bonne emprise sur une fraction d'un marché « réservé ».

Les entreprises qui se trouvent au bord de la cessation de paiement doivent donc être vendues, lorsqu'elles trouvent un acquéreur ! Et le contrat sera conclu à des prix « ridicules ». Marx constate judicieusement que les « parvenus » qui rachètent ces affaires tombées pour une bouchée de pain s'en tirent généralement avantageusement : le taux de profit qu'ils réalisent est immédiatement élevé puisque la valeur du capital qu'ils ont engagé est très faible. D'autant plus que l'acquéreur est généralement plus entreprenant et qu'il va réorganiser, le plus souvent durement, l'entreprise acquise, ne s'embarrassant guère des « viscosités sociales », profitant du changement de direction pour licencier massivement, réduire les salaires... D'où cette constatation de Marx : les « grands » innovateurs se ruinent souvent, les acquéreurs de leurs entreprises font fortune [86, II, 592].

Généralement ce ne sont pas des parvenus qui rachètent, mais d'autres entreprises du même secteur ou d'un secteur voisin « verticalement ». On assiste donc à un important processus de *centralisation du capital* et de concentration des unités de production par rachat ou simplement par occupation par une « grande » firme de la place laissée vide. La concentration industrielle permet souvent des économies d'échelle dans la production et la vente, accroît une efficace puissance financière, permet de retirer des avantages de la complémentarité des entreprises intégrées, d'éliminer un concurrent qui pesait sur les prix d'offre (la fin d'une guerre de prix par la mort d'un « joueur » permet une hausse des prix d'offre). Mais la centralisation du capital n'est pas seulement cela ! Nous y reviendrons.

Résumons-nous : des entreprises à faible rendement économique disparaissent, celles qui les remplacent, plus centralisées ou concentrées, « construites » sur un capital dévalorisé sont clairement plus rentables : la *restructuration* du secteur agit sur le taux de profit général.

Nous retrouvons, au niveau des relations intersectorielles, les mêmes consé-

quences de la crise. Les secteurs archaïques qui peinent pour rester en équilibre lors de l'expansion s'effondrent maintenant par pans entiers, surtout lorsqu'ils sont « au vent » de la concurrence internationale. Inversement, les secteurs dynamiques ou ceux qui bénéficient d'une forte concentration, ceux qui sont relativement bien abrités de la compétition mondiale résistent mieux. Par conséquent, *la crise frappe très inégalement*, elle joue comme un processus de *sélection* : fatale à nombre d'entreprises, elle fait la puissance du nombre d'autres qui vont constituer *le noyau actif de la future reprise*. La fin de la dépression commence en outre à voir apparaître des entrepreneurs nouveaux dans des secteurs neufs, à partir d'innovations de diverses natures. D'où cette seconde fonction de la crise : elle « balaye » les fractions « pourries » du vieux capital, elle commence à planter les germes du nouveau. Il faut ajouter que, contradictoirement, la crise facilite le processus de concentration des entreprises, permet aussi aux entreprises « bébés requins » de se frayer une place. *Elle concentre et dynamise*.

III. Débouchés nouveaux et reprise

Dès lors tous les facteurs convergent pour élever le taux de profit *potentiel* au cours de la dépression puisque non seulement le phénomène de suraccumulation du capital technique est résorbé, mais que le taux d'exploitation est aggravé. Ce profit cependant doit être *réalisé* : *en d'autres termes, il faut que soient trouvés des débouchés*.

La période finale de l'expansion avait vu se fragiliser les possibilités de vendre une production croissante : la demande s'écarte toujours plus de sa base, la consommation des masses ; elle devient plus dépendante des investissements des entreprises ou des débouchés « externes », plus « soufflée » par le recours au crédit et l'anticipation des hausses futures. La crise casse les débouchés, révèle ce qui était caché par l'expansion spéculative antérieure. D'où pourra alors venir la reprise de la demande solvable, lorsque des masses de travailleurs sont au chômage, que les salaires réels ont diminué et qu'il n'est plus un entrepreneur pour investir ? Certes, nous l'avons vu, le taux de profit potentiel recommence à s'accroître, certes les moyens de production en attente d'emploi, les hommes comme les machines, abondent et peuvent être mis en œuvre à bon marché ⁴, mais si le combustible est prêt, d'où viendra la petite flamme qui permettra un nouvel embrasement ?

On pourrait penser que la chute des quantités produites rendra d'autant plus facile leur vente, et donc la réalisation des valeurs offertes, qu'il y a *baisse des prix*. En effet, une des caractéristiques les plus importantes de la dépression classique est la déflation des prix. Au cours du XIX^e siècle en général, et plus franchement dans les périodes de dépression longue, les baisses tendent même à être plus fortes et plus durables que ne l'avaient été les hausses dans la période d'expansion classique. D'où la baisse séculaire des prix. La déflation nous fait retrouver les trois « moments » que nous avons distingués dans l'analyse de l'inflation, mais « retournés » et transformés.

4. Même si le taux de salaire nominal des travailleurs employés ne baisse que faiblement, les chômeurs sont prêts, le plus souvent, à accepter des diminutions importantes pour être réembauchés.

La condition générale permissive est l'excès de l'offre globale sur la demande effective. La valeur globale de la production s'adapte à la baisse à la fois par la diminution des quantités offertes (réduction du capital productif employé dans chaque entreprise et disparition des entreprises marginales) et par les reculs successifs des prix d'offre. Le système productif réagit à la dépression des affaires en tentant d'élargir la marge de survie que la baisse des prix rétrécit sans cesse, donc en accroissant la productivité, en s'amputant de ses fractions les moins productives et en faisant pression sur les salaires. Les travailleurs en paient le prix sous forme de chômage, partiel et total, et de diminution du taux de salaire.

Pour comprendre son développement cumulatif, *le processus déflationniste* doit être analysé aux deux niveaux des relations concurrentielles entre segments du capital, conflictuelles entre classes. L'inflation modèrerait la sévérité de la concurrence et offrirait une issue aux oppositions sociales. A ces deux niveaux, et d'ailleurs plus généralement pour la plupart des relations sociales compétitives, la déflation, c'est la guerre. Un rétrécissement des marchés en avance sur celui de la production impose à chaque entreprise de vendre « à tout prix », de liquider ses stocks, d'où la guerre des prix, la destruction des ententes tacites ou non. La concurrence perd son charme discret de compétition entre *gentlemen* et dévoile ce qu'elle n'avait cessé d'être, une lutte au couteau pour l'existence sociale. Mais, dira-t-on, la dépression, en faisant disparaître des entreprises, en centralisant le capital, ne réduit-elle pas la concurrence ? Elle aboutira à cela, après le retournement conjoncturel et à la suite d'un processus qui suppose le renforcement de la concurrence. L'affrontement ne se développe pas seulement entre entreprises, mais entre secteurs et entre nations, d'où le risque de guerre « tout court » à la longue.

Parallèlement, entre le capital et le travail, l'échappée des hausses salariales est bloquée. La déflation est, en elle-même, une guerre sociale. Chaque capitaliste doit se battre pour imposer à ses salariés des baisses de salaire plus fortes que celles obtenues par ses concurrents. Et le chômage le met en position de force. Tant que la syndicalisation reste faible – c'est-à-dire jusqu'aux années 1880 en France, plus tôt en Angleterre et en Allemagne –, la résistance salariale n'est guère possible et la spirale déflationniste se développe de baisse de prix en baisse de salaire et de baisse des revenus en baisse des prix. Mais la déflation provoque aussi des conflits entre classes, aiguise les haines entre travailleurs (contre les étrangers, les « jaunes », envers les employés, la maîtrise...) et individualise les pratiques. Toutes ces oppositions sont systématiquement encouragées par le capital qui joue là, en le transformant, son thème habituel : le « diviser pour régner ». Au cours de l'expansion, il « élisait » les meilleurs pour les payer davantage, au cours de la dépression, il choisit ceux à qui il réserve du travail, donc du pain.

La déflation ne porte donc pas sa propre fin dans son développement même : la baisse des prix d'offre court derrière la réduction des marchés qu'elle-même précipite dans la mesure où les baisses des salaires nominaux et surtout le chômage réduisent toujours plus la demande finale. Lorsque, dans le dernier quart du siècle, les syndicats réussiront à freiner la baisse des taux de salaire nominaux, le chômage n'en continuera pas moins à réduire la demande d'origine salariale et, comme nous l'avons vu, le taux de profit potentiel en sera réduit. Il faut encore ajouter, pour comprendre le développement de cette spirale, les phénomènes d'attente d'achat que les baisses de prix provoquent et qui rétrécissent

encore les marchés des biens durables de cette époque (en particulier les vêtements) et des biens de luxe.

Il faut enfin noter que la déflation impose *sa sanction monétaire*. La masse monétaire se réduit dans la mesure où le crédit disparaît. Quel que soit le taux d'intérêt, les perspectives qu'offrent les marchés sont si sombres que nul ne cherche à investir et que les seuls qui désirent emprunter sont ceux qui se trouvent au bord de la faillite, ceux-là mêmes à qui, évidemment, nul ne prête ! La monnaie prend de la valeur avec la baisse des prix et ses possesseurs la thésaurisent, sa vitesse de circulation se réduit considérablement. Nous avons dit que le blocage monétaire avait déclenché la crise, sans que ce soit sa cause première. Le rétrécissement de la masse monétaire apparaît également comme un facteur de développement cumulatif de la déflation.

Dès lors, pourquoi la dépression prendrait-elle fin ? Sur quoi viendrait buter cette spirale de crise où le chômage et les baisses de prix cumulatifs sont les propres causes de leur accroissement ? D'ailleurs, les périodes de dépression, comme celles de prospérité, paraissent aux contemporains devoir durer tant, il est vrai que l'on ne voit pas, *a priori*, pourquoi elles ne se prolongeraient pas !

Peut-on compter sur *une reprise de la consommation des travailleurs* ? Non, tout au plus sur un seuil d'amortissement de la réduction de l'emploi et de résistance sociale des taux de salaire. La spirale dépression-chômage *accru*-dépression n'est pas bloquée ; elle s'amortit seulement à mesure que les entreprises les moins efficaces ferment ou sont rachetées et que les licenciements successifs nous rapprochent du « noyau dur » des équipes minimales, c'est-à-dire que l'on ne peut encore réduire sans toucher à la productivité des travailleurs maintenus.

Surtout, nous l'avons vu, les taux de salaires *réels* tendent à se stabiliser, puis à s'élever. Dans la dépression classique, la hausse du taux de salaire réel est le résultat d'une baisse des prix plus rapide que celle des salaires monétaires (surtout à la fin du XIX^e siècle). Aujourd'hui, l'inflation perdure et rend ce phénomène plus difficile : lorsque les salaires monétaires croissent moins vite que les prix, le pouvoir d'achat des travailleurs se réduit. Mais dans les deux cas, en dernière analyse, *la force relative des classes en présence dans cette lutte est déterminante*. Ainsi, au cours de la dépression classique, se succèdent *deux phases*, celle de la crise proprement dite, de la dépression cumulative et celle où se mettent en place les facteurs de reprise. Le passage d'une phase à l'autre coïncide avec le changement des rapports entre classes : dans la première, la croissance cumulative du chômage affaiblit les travailleurs, les mettant à la merci des patrons ; la seconde commence lorsque, parmi les masses, se forme et se développe le « vivre en travaillant, mourir en combattant » et que les révoltés estimant n'avoir rien à perdre voient leur nombre s'accroître.

Sur la base de la hausse du taux de salaire réel, dans la mesure où le sous-emploi partiel et le chômage total tendent à se stabiliser, une légère tendance à la hausse du *revenu salarial* peut parfois se dessiner au fond de la phase dépressive. Mais cela ne signifie même pas nécessairement que la demande salariale qui s'adresse au capital s'accroisse. En effet, en France ou en Allemagne, à l'époque de la crise « classique », une fraction essentielle du revenu des salariés ne retourne pas directement au capital dans la mesure où les dépenses d'alimentation (relativement considérables au XIX^e siècle) servent de revenu à une paysannerie encore très largement précapitaliste (à la différence de la Grande-Bretagne à agriculture très précocement capitaliste). Ce sont surtout des vêtements qui sont alors acquis par les prolétaires auprès des entreprises capita-

listes. Lorsque le revenu diminue, les dépenses vitales sont plus stables que les autres. Et lorsque la crise a réduit même celles-là – souvent fortement – un accroissement léger du revenu va d'abord se traduire par leur hausse, sans augmentation directe de la demande qui s'adresse au capital.

En définitive, nous admettrons donc seulement une certaine rigidité de la demande salariale qui s'adresse au capital au fond de la dépression. Peut-elle éventuellement inciter des entrepreneurs à certains investissements, à des embauches timides dans des secteurs comme les textiles ? Cela ne saurait expliquer une reprise de la demande de moyens de production.

Cependant *la demande de biens d'équipement des entrepreneurs* n'est pas seulement dérivée de la demande finale de biens de consommation, donc fonction de la rigidité du revenu salarial. Elle est aussi « autonome », fortement déterminée par l'effort des capitalistes pour abaisser les coûts, effort qui finit par imposer des dépenses d'équipement : la concurrence devenue encore plus violente avec la baisse de la demande, des prix *et la nécessité d'élever le taux d'exploitation* des travailleurs, de faire céder leur résistance, finit par imposer certains achats de biens d'équipements nouveaux, plus perfectionnés, par les entrepreneurs dans le but d'épargner du travail (et même du capital technique). Economiser ne consiste plus seulement à licencier et à réduire les dépenses en capital fixe, cela devient *aussi dépenser* en des machines « labor saving » ou permettant plus généralement de réduire les coûts. Dans ces conditions, on comprend que la reprise débute souvent dans les industries de biens d'équipement (cf. Annexe) qui jouent alors le rôle d'industries motrices ; et cette reprise de l'accumulation du capital peut tendre à se propager par les secteurs d'amont à toute l'économie relativement rapidement. Pourtant, il ne faudrait pas exagérer l'importance d'un tel processus de renaissance « autonome » de la demande de biens d'équipement.

En effet, dans *l'hypothèse* d'un système capitaliste *isolé* où l'essentiel de la demande repose sur la base salariale, *il est clair que les deux logiques essentielles du fonctionnement de l'économie restent en contradiction* : pour élever le surplus potentiel, il faut réduire le coût salarial, pour vendre les marchandises produites – donc réaliser ce surplus – il faut des achats des salariés, ne serait-ce que pour inciter les entrepreneurs à une demande d'investissement ! Et quand le taux de salaire réel tendra à s'élever avec le développement de la résistance syndicale, la baisse de la demande sera peut-être moins forte (encore que le chômage puisse s'accroître plus vite), *mais* le taux de profit potentiel tardera à se relever. Cette contradiction est si profonde que dans la mesure où la consommation de masse commencera à se développer, où le marché sera de plus en plus constitué de ces travailleurs exploités, les dépressions se prolongeront jusqu'à ce qu'une solution « *externe* » apparaisse. En d'autres termes, *ce sont des rapports entre modes de production différents, capitalistes et non capitalistes, que vient le salut*, ou bien de l'intervention *d'une demande de l'Etat* au fonctionnement largement autonome par rapport au marché. Ainsi, en France en particulier, lorsque après 1882 la grande crise agricole liée aux productions céréalières américaines interdit de repartir grâce à l'habituelle *demande paysanne* – l'ancienne demande « *externe* » durablement déprimée – la dépression s'éternise et la solution est finalement trouvée surtout par *l'impérialisme*, comme Rosa Luxemburg le voit clairement ; l'Angleterre, quant à elle, recourut à cette solution bien avant et de façon plus développée que toute autre nation. Dans les années 1930, la dépression sera finalement stoppée grâce, en particulier, à *la demande publique* imposée par la préparation à la guerre, puis par la guerre elle-même. *Il faut donc au*

capital une demande « externe », qu'elle vienne de son agriculture longtemps pré-capitaliste, de l'impérialisme ou de l'Etat pour que la pompe soit réamorcée.

Pourtant, il n'est pas nécessairement besoin d'une demande « externe » massive puisque la situation « interne » du capital est *assainie* par la reconstitution du taux de profit potentiel, la résistance ultime des revenus salariaux réels et de la demande « autonome » de nouveaux équipements, la faiblesse des stocks d'*inputs*. Il peut suffire d'une soupape s'ouvrant « ailleurs », d'un investissement public ou d'une ouverture d'un nouveau marché colonial pour faire partir le feu, qui couve, pour que dans telle industrie motrice la reprise, même légère, de la demande qui s'adresse à ses productions l'incite à demander des biens d'équipement, à réembaucher, à acquérir des matières premières ou des produits intermédiaires, en d'autres termes à capitaliser le surplus qu'elle laissait en grande partie en friche au cours de la dépression, recréant ainsi directement une nouvelle demande de biens d'équipement et indirectement une nouvelle demande salariale.

Le « coup de pouce » extérieur est d'ailleurs d'autant plus efficace que les revenus « parasitaires » qui réduisent le taux de profit *de l'entrepreneur* se sont réduits avec la crise et la dépression. Nous avons vu qu'un des phénomènes les plus visibles des débuts de la crise est *l'effondrement du taux* d'intérêt ; le crédit devient surabondant, et cela aussi bas que soit le taux d'intérêt. Identiquement *les rentes* tendent à se réduire. Que l'on pense à la rente foncière, la plus « classique » : la crise fait abandonner la mise en culture des terres les moins bonnes et réduit par conséquent la rente des terres qui continuent d'être mises en culture, plus généralement lorsque les prix agricoles baissent, la rente se réduit. Il en va exactement de même des rentes minières. La baisse des prix, la mise en sommeil des moyens de production, les faillites, etc., réduisent en outre certaines rentes « parasitaires » qui étaient venues diminuer le profit d'entreprise au cours de la période d'expansion.

Conclusion : causes et fonctions des crises

Etudiant le rythme « classique », la crise nous est apparue comme inhérente au système capitaliste. Vieille leçon et qui fut cependant trop longtemps oubliée. Cela ne signifie nullement que le cycle conjoncturel et la crise doivent toujours accompagner la croissance capitaliste, rythmer son accumulation. Nous verrons, au contraire, que la transformation que connut le capitalisme après la crise des années 1930 permit, entre 1950 et 1970, d'aplatir le cycle en « gommant » les phases dépressives, et donc d'accélérer le mouvement de croissance, de relever le « trend ». Un mode de régulation spécifique eut ce double effet de masquer le cycle, d'assurer une croissance rapide. Nous verrons aussi pourquoi et comment, depuis 1970, la crise de ce mode de régulation eut pour effet un retour de la crise « classique », sous une nouvelle forme certes, mais imposée par les anciennes contradictions qui n'avaient pas pour autant disparu.

En effet, *le cycle « classique » se trouve, en définitive, imposé par le jeu des deux rapports majeurs qui structurent le mode de production capitaliste :*

– *le rapport social d'exploitation (ou rapport salarial productif) qui lie l'ensemble des travailleurs salariés à la bourgeoisie, une relation essentiellement antagonique où les luttes des deux classes, l'évolution des rapports de force entre elles, rythment l'économie comme ils sont rythmés par elles ;*

– *le rapport intra-capital ou rapport de concurrence entre segments du capital qui impulse une accumulation non coordonnée, laquelle demeurera véritablement anarchique tant qu'une organisation monopoliste et étatique n'y mettra pas un certain ordre (ce qui ne signifie nullement que la fin du capitalisme « concurrentiel » soit la fin des conflits entre segments du capital : ceux-ci resurgiront bientôt à un autre niveau, celui des relations internationales, entre firmes géantes).*

Les formes concrètes, relativement stables, prises par ces deux rapports et leur articulation définissent *un mode d'accumulation, matrice de ce que nous nommons un ordre productif*, définissant à la fois une forme/étape du capitalisme et un mode de croissance. Il est remarquable que cette « matrice » produit aussi les causes majeures du développement des forces productives, si bien que *les mêmes causes essentielles expliquent la poussée productiviste et le rythme que celle-ci tend à prendre*. Tant que le capital n'a pas trouvé des modes de régulation intentionnelle efficaces, le rythme cyclique et, particulièrement, ce moment paroxystique qu'est la crise proprement dite restent les indispensables régulateurs qui rendent possible la continuation de l'accumulation capitaliste.

La crise, à l'ère « classique », a une double fonction de régulation et de dynamisation, et dans les deux cas, à la fois dans l'ordre économique et dans le domaine social.

La régulation économique est d'abord élimination de la suraccumulation du capital et de la surproduction qu'elle induit. Mais cette régulation macro-économique est efficace parce qu'elle se double d'une remise en ordre du système productif par réadaptation des firmes et des secteurs.

Surtout, en régulant l'expansion autour de sa tendance longue, la crise est un élément essentiel de la *reproduction sociale*, donc de la pérennisation du rapport social structurant, le rapport salarial. On peut d'autant moins séparer régulation économique et régulation sociale [95] que la crise, en régulant l'économie, a un coût salarial élevé, lequel n'est supporté par les classes salariées que parce que la crise affaiblit leur puissance revendicatrice.

Cependant la crise tend à devenir inefficace comme mode de régulation non intentionnelle dès la fin du XIX^e siècle, économiquement, du fait de la réussite du capitalisme qui, en restreignant la dimension des « espaces » précapitalistes, finit par faire des revenus salariaux la base effective de la demande globale, socialement, parce que la croissance du prolétariat et sa montée en puissance font qu'il pourra dès lors ne plus accepter la réduction du salaire réel. Le mode « classique » de régulation entrant lui-même en crise, il faudra mettre en place, au plus fort de la crise de 1929, d'autres modes de régulation économique et sociale, intentionnels maintenant.

En régulant, la crise dynamise le système productif. Elle remet en ordre, mais en un ordre nouveau. Dynamisation économique, en premier lieu, en concentrant, en centralisant le capital, en l'élaguant de ses secteurs et de ses firmes inadaptés. Dynamisation sociale puisque les travailleurs qui subissent la crise s'efforcent de s'y organiser, prennent davantage conscience de leur unité dans la montée des difficultés, voire passent des luttes défensives à la confrontation politique. Si la crise permet, dans un premier temps, de remettre à leur place les prolétaires « aux dents longues », le prolongement de la dépression, dans un second temps, risquerait de faire basculer l'ordre social. Le capital doit s'adapter, changer d'habits !

Réguler ne peut être maintenir conforme, c'est aussi transformer. Comme les organismes vivants, le capital, pour se perpétuer, doit se modifier. Mais ces changements ne peuvent se développer dans le temps court du rythme conjoncturel. Les crises « classiques » n'en sont que les moments, les poussées successives. Les profondes transformations sociales et économiques se font au rythme plus lent des générations humaines, dans le cadre, par conséquent, de cycles longs. Le cycle « classique » en sera profondément modifié. Nous avons déjà dit combien il avait changé au cours du XIX^e siècle. Grâce au réexamen du cycle long, nous pourrions comprendre ces transformations et celles qu'il subira dans les années 1930, puis pendant la phase d'expansion longue qui suit la Seconde Guerre mondiale, enfin, actuellement, au cours de la nouvelle dépression longue. Des changements qui ne l'empêchent pas de rester fidèle à sa nature profonde de rythme capitaliste.

Note annexe

LE RYTHME CLASSIQUE

La période 1879-1888 en France : un exemple

Environnement économique : la crise de 1882 et le cycle 1878-1888 s'inscrivent dans une profonde vague de dépression de l'économie (1873-1896). Elle succède à la longue période ascendante couvrant le Second Empire (1851-1873).

L'essor (1879-1881)

– Un essor de courte durée, particulièrement vif en France (et aux Etats-Unis).

– La nouvelle base technique de l'expansion a été construite pendant la dépression 1873-1878 : renouvellement du matériel textile, « révolution » de l'acier, implantation de la chimie en particulier [26, 343] [67, III, 479]. L'ancienne base technique (machine à vapeur, en particulier avec son articulation à la voie ferrée) est encore essentielle : le chemin de fer reste une activité « motrice ».

– « Fureur d'investissements » et vive substitution du capital fixe au travail, souvent à la suite de grèves¹. Rapide expansion du réseau ferroviaire français, d'intérêt général et surtout local [75, 99]. Véritable lutte entre groupes financiers pour la construction des réseaux ferrés balkaniques [45, 70]. A partir de cette industrie motrice, le « boom » d'investissement gagne l'industrie lourde, les mines et les activités productrices de moyens de production qui, à leur tour, « ti-

1. L'aspect *labor saving* des investissements fait que, après la poussée du chômage en 1876-1879, malgré la vive croissance de l'emploi en 1879-1881, la masse des salariés reste en 1881 de 3 032 milliers, alors qu'elle était de 3 151 milliers en 1876. Cf. également le lien entre grèves et introduction des machines. L'indice (100 en 1908-1912) des investissements du bâtiment et des travaux publics passe de 70,4 (1874-78) à 96,8 (1879-83), avec un maximum de 106 en 1882 [67, IV, 136, 265-269, 474, 457].

rent » l'industrie des biens de consommation, en particulier le textile et le bâtiment. Accroissement du nombre et de la dimension des unités de production² [85] [56] [107].

– La croissance est en particulier impulsée par un budget fortement dépensier (pour le rail et l'infrastructure) : plan Freycinet. Il y a sans doute là un élément primordial du dynamisme de la demande effective [67, IV, 252].

– La faiblesse du taux d'escompte – il oscille entre 2,5 et 3 % – soutient la demande d'investissement.

– Hausse des profits réalisés et des dividendes distribués, en particulier par les banques [75, 99, 467] [67, IV, 267] [46, 206, 74].

– Accumulation massive de capital : autofinancement [67, III, 270, 526], émissions d'actions pour les augmentations de capital et les créations d'entreprises, orientées surtout vers la croissance du capital fixe³. Développement des structures financières et drainage de l'épargne⁴. Vive hausse des cours en Bourse [59].

– Hausse des prix de gros industriels et agricoles dans de nombreux secteurs, accroissement du coût de la vie en 1880 et au début de 1881 [80, 148] [67, III, 1002] [104, 254].

– Violente crise sociale, avec passage des grèves défensives (1878 et 1879) à une grande vague de grèves offensives (1879-1881), solidement encadrées par des syndicats renaissants [91, 89] et fréquemment victorieuses : hausse massive des salaires en 1880, et encore en 1881 [80, 148] [101].

Environnement politique : « coup d'Etat » du 16 mai 1877 de Mac-Mahon et victoire des Républicains (janvier 1879). Ministère Freycinet (1879), ministère J. Ferry (1880) : une politique républicaine ambitieuse (dépensière) et décidément réformiste.

Les premiers craquements : 1881

Environnement politique : le « grand ministère » Gambetta (1881) paraît devoir accélérer les réformes de la « gauche opportuniste » et l'interventionnisme de l'Etat (« un socialisme d'Etat » (!) selon le centre libéral).

2. Fondation des aciéries de France (1881), des aciéries du Nord et de l'Est (1882), renforcement de Denain-Anzin et Maubeuge pour le Nord. Percée lorraine (en 1878, amorce de Micheville par la Société Ferry ; 1880, création des aciéries de Longwy ; 1881, création des Hauts Fourneaux de la Chiers, usine de Villerupt, 1882). Pour le textile, notons qu'en 1876 il y a seulement 50 000 métiers en mouvement et 72 000 en 1882. On sait que les « grandes usines » du recensement de 1906 sont construites à la fin des années 1870 [67, IV, 270].

3. Les émissions industrielles du 1^{er} semestre 1879 sont de 350 millions de francs ; celles du 1^{er} semestre 1880 de 1 748 millions de francs. Pour 1880, on atteint 4 milliards [75, 99] [45, 130].

4. En ce qui concerne la sphère lyonnaise, notons outre la fondation de l'Union Générale (banque parisienne à assise fortement lyonnaise) en 1878 et du Crédit Provincial (mai 1880, également parisienne, mais entre les mains d'actionnaires lyonnais), la création de la Banque Générale de Lyon (mars 1881), de l'Association Financière lyonnaise (août 1881), du Consortium Lyonnais (novembre 1881), du Consortium Industriel et Financier de Lyon (décembre 1881) et surtout de la Banque de Lyon et de la Loire (avril 1881). Ces institutions financières viennent se greffer sur une structure bancaire déjà renouvelée depuis la fondation du Crédit Lyonnais en particulier.

– « *Vertige de hausse* » à la bourse [45, 136]. Victoires (temporaires) des « haussiers » sur les « baissiers » dans la guerre financière autour du titre-vedette de l'Union Générale (la nouvelle banque « catholique et monarchiste », très ambitieuse, de Bontoux). Folies spéculatives à Lyon où le centre-ville est transformé en « une vaste rue Quincampoix » [45, 111]. Les taux des crédits aux spéculateurs à la hausse s'élèvent vivement, voire deviennent « fous » lors des alertes de baisse (octobre et décembre 1881). La surémission et la survalorisation des titres deviennent criantes : la rapide baisse du taux de rendement financier des actions en hausse (baisse du taux de profit financier) contraint le marché à la fuite en avant ou à l'effondrement. Les banquiers « prudents » se retirent du marché : « grève » des capitaux de prêt effrayés [45, 130-150].

– *La crise monétaire*. La tension est vive sur le marché monétaire du fait de l'emballement de la demande de monnaie et du déficit croissant des paiements externes. La Banque de France doit élever son taux d'escompte de 3,5 % à 4 % puis 5 % (en août et octobre) pour freiner la demande spéculative de crédit, pour éviter les paniques monétaires (« run » aux guichets des banques) et protéger son encaisse métallique.

– *Premières difficultés industrielles* : Les profits sont pris en tenaille entre la hausse des coûts salariaux, l'affaiblissement de la productivité et les premières baisses de prix. La vague de difficultés semble partir des biens de consommation (textile), gagner la chimie et les industries métallurgiques de transformation. La prospérité se maintient dans l'industrie lourde⁵. Baisse du *taux* moyen de profit⁶.

– *Début de la grande crise agricole*⁷ : après la mauvaise récolte de 1879 et la hausse des prix du blé (et du pain) en 1880, la baisse intervient en 1881 et atteint sévèrement les revenus des paysans.

– *Première augmentation des faillites* [45], surtout dans le petit commerce (alimentation). Il y a – semble-t-il – une première contraction de la demande finale malgré la hausse des taux des salaires réels. En effet, le chômage conjoncturel se développe dès cette date [74, I, 291], en particulier dans le textile.

Le « krach » de janvier 1882

Environnement politique : concordance de la crise boursière et de la chute du ministère Gambetta. Peut-on parler d'une victoire des « financiers du Centre »,

5. Fin 1881, l'activité diminue dans l'ensemble de la fabrique lyonnaise. Les produits de l'industrie textile diminuent de prix dès cette année [78, 110]. Les industries métallurgiques subissent un premier choc au troisième et quatrième trimestre 1881 (baisse « sensible » sur les rails d'acier, puis sur le matériel ferroviaire). A la même époque, la chimie, encore en pleine activité, voit cependant ses prix baisser [45, 249]. L'industrie lourde reste florissante jusqu'en 1884 [45, 249] [67, IV, 136]. On voit que la vague part des biens de consommation et paraît remonter vers l'amont, les biens d'équipement, l'industrie lourde et les charbonnages. Sur la crise, à Lyon, de la fabrique, de la chimie, de la sidérurgie [54, 722].

6. Dès 1881, les profits baisseraient [75, 467] et le taux de profit plus vite encore dans la mesure où les années 1878-81 ont vu les entreprises accroître massivement leurs capitaux. La baisse du profit « financier » suit-elle ou anticipe-t-elle celle du profit « réel » [46] ? Entre 1873 et 1896, nous avons une période de longue baisse du taux de profit financier [67, IV, 406].

7. La grande dépression agricole qui marque les vingt dernières années du XIX^e paraît débuter en 1880. En 1879, la récolte de céréales est mauvaise, les prix montent au printemps 1880, avant la soudure : les revenus des petits paysans n'augmentent pas car ils ont trop peu (ou rien) à vendre. La baisse des prix des céréales intervient dès 1881 : les revenus des producteurs diminuent avec la baisse des cours lorsque les quantités vendues ne « rattrapent » pas les prix bas [66, III, 395] [67, IV, 134] !

de la « féodalité des chemins de fer », sur l'interventionnisme économique et les risques de rachat des lignes par l'Etat⁸ ?

– La baisse de la Bourse, amorcée en décembre 1881, s'amplifie dès le début de janvier après l'effondrement à Lyon des cours de la Banque de Lyon et de la Loire. A Paris, vive chute du Suez. Le 19 janvier, l'Union Générale s'effondre, entraînant une partie de la cote. Cessation des paiements des agents de change lyonnais et organisation par les banques du sauvetage de leurs collègues parisiens [45, 141] [89].

« Alors, pendant la dernière demi-heure, ce fut la débâcle, la déroute s'aggravant et emportant la foule en un galop désordonné. Après l'extrême confiance, l'engouement aveugle, arrivait la réaction de la peur, tous se ruant pour vendre, s'il en était temps encore. Une grêle d'ordres de vente s'abattit sur la corbeille... un véritable effondrement. Les cours, de chute en chute, tombèrent de 1 500 à 1 200, à 900. Il n'y avait plus d'acheteurs, la plaine restait rase, jonchée de cadavres. » (E. ZOLA, *l'Argent*).

– Le « run » : les déposants se précipitent dans les banques pour retirer leurs fonds, c'est la crise bancaire. Faillites et blocages des crédits des banques aux entreprises. La crise financière fait « choc en retour » sur l'économie.

Aspects politiques de la crise : la montée du boulangisme (1886-1889), du militarisme, du colonialisme et de la xénophobie.

La dépression (1882-1888)

– La dépression sera particulièrement longue et profonde. En France, il y aura une timide reprise en 1886, puis seulement en 1888-1889 [89, 2].

– La demande de crédit, maintenue en 1882 (elle émane de spéculateurs et d'entreprises en difficulté), subit ensuite une chute spectaculaire (1883-1885) avec la dépression des affaires. Une psychologie dépressionniste se développe [45, 231] [89].

8. A partir de 1877, les gouvernements républicains eurent une politique de dépense publique active orientée vers le développement ferroviaire. L'arrivée de Gambetta au pouvoir effraie la haute banque ralliée à la République et les « féodalités ferroviaires » par des projets de rachat des compagnies de chemins de fer. Paul Leroy-Beaulieu parle de « socialisme d'Etat » [45, 157]. Ces milieux financiers craignent également que Gambetta ne fasse la conversion de la rente à 5 % en rente à 4,5 %. Ils souhaitent l'arrivée de Léon Say aux Finances (celui-ci renonce dès son entrée en fonction à tout projet de rachat des chemins de fer). Par la crise boursière, l'effondrement de l'Union Générale, la banque des milieux cléricaux et réactionnaires, les milieux de la haute finance (Rothschild, en particulier) éliminent une dangereuse concurrence (à droite) et font tomber un gouvernement « interventionniste » (de gauche).

– La grande crise agricole se développe, accentuée par la concurrence des céréales américaines. Forte baisse des cours, chute des revenus des exploitations et des « rentiers du sol ». Misère et déstabilisation croissante des ouvriers agricoles. L'exode rural se renforce⁹.

– Vive crise industrielle « remontant » des industries de consommation vers les moyens d'équipement et l'industrie lourde (la sidérurgie et les charbonnages touchent le fond en 1884 seulement). Baisse générale des prix et multiplication des faillites [54, 722] [74, 169] [45, 235] [46] [67, IV, 267].

– Surabondance du capital fixe, tout particulièrement dans les chemins de fer où l'équipement paraît relativement pléthorique. « Mise au rencart » de machines et usines tournant au ralenti, lorsqu'elles ne doivent pas fermer. Dévalorisation du capital¹⁰.

– Misère ouvrière : baisse des salaires nominaux et des salaires réels¹¹ (malgré la baisse des prix des biens-salaires). Augmentation spectaculaire du chômage (le chômage *total* atteint entre 15 % et 20 % des salariés urbains)¹².

9. Entre 1881 et 1885, le prix du pain tombe de 18,5 % [67, IV, 494]. Le prix du quintal de froment qui était d'au moins 30 francs en 1875 tombe à moins de 20 francs en 1890 (baisse de 34 %) – il y a même effondrement en 1885. Il en va approximativement de même pour les autres céréales. Le cours de la soie s'effondre et la crise de la vigne est sévère. La viande et le lait « tiennent » mieux (-7 %). Les revenus des exploitants suivent et ceux des salariés agricoles paraissent avoir baissé de 8 % entre 1882 et 1892. Les revenus locatifs des terres passeraient de 2 600 millions en 1879 à 2 000 millions en 1894 et la valeur des terres chute en proportion. L'exode rural, commencé dès le milieu du siècle, s'accroît [67, IV, 364] [66, III, 388].

10. Après l'expansion rapide des investissements d'infrastructure et du bâtiment dans les années 1879-1881, la France se trouve en situation de suréquipement. L'investissement de base (base 100 : 1908-1912) est de 106,6 en 1882 et tombe à 78 entre 1882 et 1886 [67, IV, 136].

11. Il est très difficile de se faire une idée sur l'évolution des salaires nominaux et réels. Si nous prenons l'indice Singer-Kerel [101] construit à partir des données de F. Simiand (pour cette période) et portant sur des taux de salaire *journalier*, et généralement pour une journée de travail *normale* (on est loin d'un salaire effectivement versé), il y aurait régression en 1883, 1886, 1888 et la relative stagnation de l'indice entre 1884 et 1888 cache une forte diminution du salaire *hebdomadaire* effectif : n'oublions pas qu'à Saint-Etienne par exemple, moins de 10 % des effectifs travaillent à plein temps ! D'ailleurs, il doit être clair que même le *taux* de salaire diminue sans doute beaucoup plus fortement que les statistiques officielles, *souvent patronales*, ne le laissent penser. Voici quelques exemples de divergences d'appréciation entre ouvriers et patrons [89, 9] en 1884, aux usines Ohl à Reims, réduction de 10 % du salaire selon le patron, de 20 % selon les ouvriers ; en 1889, pour les 190 chaisiers de Somedieu (dans la Meuse), baisse de salaire de 10 % selon le patron, de 30 % selon les ouvriers ; en 1883, dans la Seine, les ouvriers tourneurs en chaises, baisse de 8,5 % ou de 30 % selon les uns ou les autres ; de même les cordonniers de Tours en 1884, baisse de 15 à 20 % pour le patron, de 30 % pour les ouvriers ; à Pavot en 1884, les tisseurs auraient bénéficié d'une augmentation de 10 % selon le patron, mais seulement fictive pour les ouvriers car portant sur des articles qui ne sont plus fabriqués !

Dans la fabrique de drap d'Elbeuf par exemple, les salaires journaliers « normaux » varient peu, le nombre d'heures de travail par jour diminue légèrement, d'où une première baisse du salaire quotidien effectif et surtout le nombre de jours de travail par semaine tombe à trois jours ! La paye effective est divisée par deux ! On est loin des estimations de Singer-Kerel ! [89, 158].

Le coût de la vie pour une famille ouvrière baisse-t-il beaucoup au cours de la dépression ? Les dépenses ménagères (sans le loyer, vêtements...) d'une famille d'un charpentier parisien (4 enfants) diminueraient de 13 % entre 1883 (le point le plus élevé) et 1887 (le plus bas), et remonteraient de 5 % entre 1887 et 1889 [89, 243]. Le prix du pain baisse entre 1881 et 1884 (importations de farines américaines), mais avec la réaction protectionniste, il remonte fortement entre 1886-1888 où il retrouve le niveau de 1881. Idem, le prix des pommes de terre baisse entre 1883-1888, mais monte de 1888 à 1889. Si la viande est devenue meilleur marché, qui en mange alors ? Et c'est pour cela que son prix tombe en 1885-1888. Il faut ajouter que les loyers augmentent fortement entre 1882 et 1885. L'indice de Singer-Kerel pour le salaire réel baisse fortement en 1883, mais remonte ensuite pour 1884-1888. Il ne nous paraît nullement significatif : la baisse du niveau de vie est beaucoup plus profonde (sur les ouvriers de la région lyonnaise [74, I, 170, 271, 289] [104, 254] [89, 249, 259]).

12. La période 1882-1886 est l'une des pires pour le prolétariat en particulier urbain (on sait mal ce qui se passe pour les ouvriers agricoles). Le chômage est massif. Dans le bâtiment parisien, nous avons l'évaluation des effectifs normaux des corporations en 1888 et celle du nombre de chômeurs en 1884 par les servives de la préfecture de police :

– La lutte des classes change de forme : diminution du nombre de grèves et surtout du nombre de grévistes (1884-1885), ces grèves devenant défensives (lutte contre les baisses de salaires et le renforcement de la discipline d'atelier) ; même si elles se durcissent parfois en une « révolte du désespoir » (Anzin), elles échouent de plus en plus souvent. Affaiblissement du mouvement syndical et émiettement des conflits, mais aussi montée de la violence : émeutes, mouvements de sans-travail, poussée des mouvements xénophobes et de la criminalité. Renforcement de l'anarchisme [91, I, 92] [74] [104, 622].

L'échec – provisoire – d'une grève :

« *Aujourd'hui, le travail de brute, mortel, mal payé, recommençait. Sous la terre, là-bas, il lui semblait entendre des coups sourds, réguliers, continus : c'étaient les camarades qu'il venait de voir descendre, les camarades noirs qui tapaient dans leur rage silencieuse. Sans doute ils étaient vaincus, ils y avaient laissé de l'argent et des morts ; mais Paris n'oublierait pas les coups de feu du Voreux et, si la crise industrielle tirait à sa fin, si les usines rouvraient une à une, l'état de guerre n'en restait pas moins déclaré, sans que la paix fût désormais possible. Les charbonniers s'étaient comptés... Aussi la défaite ne rassurait-elle personne. Les bourgeois comprenaient que la révolution renaîtrait sans cesse, demain peut-être, avec la grève générale, l'entente de tous les travailleurs ayant des caisses de secours, pouvant tenir pendant des mois, en mangeant du pain.* » (E. ZOLA, *Germinal*.)

Les bases de la reprise

– *Les bases techniques* de l'expansion à venir se construisent dans la dépression : « grappe d'innovations » électriques, automobile, entrée massive des machines-outils [54, 815] [76, 162] [67, IV, 303] [62, I] [82].

– Dans l'entreprise se développent *les bases sociales* de la croissance du pro-

	<i>Effectif normal</i>	<i>Chômeurs</i>	<i>%</i>
Terrassiers	10 000	2 500	25
Maçons	40 000	12 000	30
Menuisiers	25 000	10 000	40
Serruriers	5 000	1 500	30
<i>Total</i>	<i>80 000</i>	<i>26 000</i>	<i>32</i>

(Les maçons, souvent limousins, sont rentrés au pays, d'où le petit nombre de chômeurs à Paris ; en revanche, les menuisiers sont presque tous parisiens et le chiffre de 40 % est sans doute le plus représentatif de l'ensemble). Le nombre des chômeurs dans cette activité s'accroît encore entre 1885 et 1888 pour atteindre les effectifs de 30 000 ou 40 000 chômeurs du bâtiment à Paris [89, 17]. Il y aurait, pour l'ensemble du pays, 100 000 chômeurs sur 800 000 (seulement 12,5 %), mais plus de 20 % dans la métallurgie (20 000). Les études locales, ponctuelles, font cependant apparaître des taux bien plus élevés : souvent plus de 50 % [89, 24] [74, II, 272] !

A Paris, il y aurait 200 000 chômeurs en 1883 ; à Saint-Etienne, sur 66 000 ouvriers, 10 000 sont en chômage total, et seulement 6 000 sont employés à plein temps [74, III, 273]. Sur une population salariale (familles dont le chef de famille est salarié) de 10 millions en 1881 (approximativement) le chômage atteignant plus de 15 %, peut-être 20 % des salariés actifs, cela fait entre 1,5 et 2 millions de personnes privées de revenus, sans compter le chômage partiel. Des chômeurs pratiquement pas assistés, et très fortement concentrés dans les grandes villes.

fit : organisation disciplinaire du travail, accroissement de sa division technique et de son intensité, assujettissement à la machine, déqualification, « dégraisage » des équipes et lutte contre ce que les patrons nomment « gaspillage » [74] [61] [87].

– Au niveau des relations intra-capital, il y a redistribution des actifs, centralisation du capital et développement des premières ententes de fractions de secteurs, peu rentables, « redéploiement des autres » [74] [54].

– S'il y a accroissement de la productivité du travail [75, 107], en partie grâce à la restructuration industrielle, la baisse du coût salarial reste trop faible du fait de la résistance des travailleurs à la diminution de leurs salaires nominaux, la tendance à l'augmentation du taux de profit réel tarde à se développer. Cependant, le taux de rentabilité financière du capital augmente, après la dévalorisation du capital boursier, dès que les premiers dividendes réapparaissent. La faiblesse des taux d'intérêt et des rentes renforce le mouvement [67, IV, 177] [66, III, 402] en combinaison avec l'exportation des capitaux (surtout des placements, peu d'investissements directs) qui éponge l'épargne en excès¹³.

– *La question de la demande effective.* La reprise de la demande interne de biens de consommation se fait attendre du fait de la *profondeur* et de la *durée de la crise agricole* (jusqu'au-delà de 1890) – concurrence étrangère très sévère – qui n'assure pas de débouchés à l'industrie et de la profondeur du chômage ouvrier qui laisse stagner au plus bas la demande de biens-salaires. Les dépenses publiques se réduisent, malgré la montée du militarisme, mais augmentent relativement au produit physique en forte baisse¹⁴. D'où le recours aux demandes « externes ». Commerce extérieur : il y a amélioration de la balance commerciale¹⁵ et surtout montée du protectionnisme agricole – il faut tenter de sauver la « demande paysanne » et l'alliance politique bourgeoisie-paysannerie – et développement de l'impérialisme et du colonialisme¹⁶.

13. En 1887-1888, l'épargne française recherche des placements rémunérateurs en Russie en particulier. Les revenus retirés de ces capitaux placés à l'extérieur semblent considérables [67, IV, 225] [79]. C'est la période classique d'un capitalisme français « tondeur de coupons » qui commence (placements de portefeuille, fonds d'Etat en particulier, faiblesse de l'investissement direct).

14. Après la forte croissance des dépenses publiques dès 1878, la fin du plan Freycinet marque leur baisse dès 1884. Il faudra attendre 1906 pour que le niveau de 1883 (3 714 milliards) soit dépassé. L'Etat n'intervient donc pas comme régulateur par ce biais, malgré la remontée du militarisme, des dépenses de réarmement et de conquêtes coloniales. Peut-on penser que cette politique d'austérité relative a été choisie pour faire apparaître un surplus exportable ? Notons cependant que la forte chute du produit national, en valeur et en volume, fait que la proportion des dépenses publiques par rapport au produit « physique » s'élève en 1885-1889 [69] [40] [41].

15. La balance commerciale de la France s'améliore grâce à une forte montée des exportations après 1885 alors que les importations stagnent plus longtemps (jusqu'en 1887) du fait de la profondeur de la crise française.

16. Le système protectionniste se met en place à partir de 1882, et surtout 1884 et 1885 pour l'agriculture (un droit sur le quintal de froment de 3 francs en mars 1885 par exemple). Quant au système colonial, on sait que la France s'implante en Tunisie (1881-1883), occupe une fraction de l'Afrique (congrès du partage de l'Afrique à Berlin en 1885), débarque à Madagascar (en 1885), « protège » l'Annam (1883), occupe après une dure guerre (défaite française de Langson et chute de J. Ferry) le Tonkin en 1885. Il est alors clair pour chacun qu'il s'agit de trouver des approvisionnements bon marché en matières premières et des débouchés pour les produits de l'industrie. La simple lecture des interventions des députés et ministres à la Chambre prouve que Rosa Luxemburg ne fit que théoriser une pratique clairement explicitée par les tenants de l'expansion impérialiste de ces années de dépression des débouchés [57].

La demande privée de biens d'équipement (elle s'élève dès 1885) paraît être un autre élément de la croissance de la demande effective : la violence de la concurrence, les tendances lourdes à la baisse des prix, la résistance ouvrière imposent un effort d'équipement pour abaisser les coûts, substituer du capital fixe au travail, tenter d'occuper les nouveaux secteurs productifs ou de survivre dans les anciens¹⁷.

17. A partir de 1885, la croissance française se fait plus capitaliste, les investissements industriels (en forte reprise dès lors) semblent *labor saving* : la population active dans l'industrie stagne jusqu'en 1890 et la production augmente dès 1888. La difficulté vient des chemins de fer : la reprise des investissements (1886) n'est plus motrice et ne sera pas durable. L'expansion doit créer de nouvelles bases techniques.

II

Une réinterprétation du cycle long

« La reproduction des êtres devient l'opération principale du monde vivant, source à la fois de la permanence (par sa régularité) et de la variation (par ses fluctuations) [...]. Elle est le lieu de rencontre entre le déterminisme qui régit la formation du semblable et la contingence qui préside à l'apparition du nouveau. »

François JACOB, *La Logique du vivant*¹.

1. Paris, Gallimard, 1970, p. 194.

Introduction

Les rythmes longs et les limites des analyses conventionnelles

« Le présent n'est-il pas plus qu'à moitié la proie d'un passé obstiné à survivre et le passé, par ses règles, ses différences et ses ressemblances, la clé indispensable pour toute compréhension sérieuse du temps présent ? »

Fernand BRAUDEL, *Le Temps du monde* 2.

Dès lors que l'on situe l'analyse non plus *ponctuellement* – au niveau d'une crise particulière –, mais au niveau du capitalisme saisi dans son développement historique, on constate que croissance et crise apparaissent comme phénomènes intimement liés, constituant la forme même du développement des forces productives dans le mode de production capitaliste. Expansion, crise, dépression se succèdent, en effet, depuis l'aube du capitalisme, selon un rythme plus ou moins régulier qui a permis de parler de cycles.

Le premier *type de cycle* – mis en lumière en 1857 – a été le cycle Juglar ou *cycle classique* dont l'étude vient d'être conduite. De minutieuses études statistiques de l'évolution économique sur la très longue période des grands pays capitalistes développés ont permis plus tard de mettre en évidence des fluctuations d'une tout autre ampleur (mais liées aux précédentes), puisqu'il s'agit de cycles d'un demi-siècle environ : les *cycles longs*. Ceux-ci voient succéder à des phases d'expansion d'environ un quart de siècle de longues dépressions de même durée, jalonnées bien entendu les unes et les autres de crises Juglar. Ces fluctuations longues s'inscriraient elles-mêmes dans le cadre de tendances ou *trends séculaires* à la hausse (1743-1815 et depuis 1895) ou au contraire à la baisse (1815-1895) des prix [20] [10]. Tandis que le cycle Juglar de huit à dix ans (correspondant à la crise de régulation typique du XIX^e siècle) est classiquement admis, le cycle long ou onde longue mérite un réexamen approfondi dans la conjoncture contemporaine. Et cela parce que nous estimons pouvoir avancer un *schéma ex-*

2. Dans [6], p. 10.

plicatif des phases d'expansion et des phases de dépression de ce type de mouvement, lequel jette un éclairage entièrement nouveau sur la « crise » contemporaine, son déroulement et sa fonction, crise dont l'ouverture correspond à *un double retournement de conjoncture* : celui d'un cycle classique, celui d'un cycle long.

I. Les cycles longs : une présentation rapide des faits, des premiers travaux et de la grande controverse

La mise en évidence de rythmes de grande amplitude dans l'évolution économique des pays capitalistes est généralement attribuée à l'économiste russe *N.-D. Kondratieff* dans sa thèse de doctorat soutenue à Moscou en 1922. Il est vrai que c'est un article de lui publié en 1926 en langue allemande [19] qui a véritablement lancé les travaux au niveau international sur les cycles longs. L'importance des travaux de Kondratieff conduisit d'ailleurs l'économiste américain *J.-A. Schumpeter* à baptiser ces fluctuations du nom de l'économiste russe (« cycles Kondratieff ») et fit d'un nom propre un véritable nom commun pour les désigner (les « kondratieff ») [26].

Et pourtant, outre *Hyde Clarke* [27, 743] qui, dès 1874, avait eu l'intuition des fluctuations longues qu'il attribue à des phénomènes météorologiques³, *Kondratieff* avait eu d'importants précurseurs. Et d'abord l'économiste russe *Parvus*, disciple de Marx, qui, dans un article daté de 1896 [22, 238], s'appuie sur l'étude de la « grande dépression » de la fin du XIX^e siècle pour établir, sans cependant s'appuyer sur un support statistique, la succession d'« ondes longues à tendance expansive » et d'« ondes longues de dépression économique ». Ce mouvement, il l'attribue à l'élargissement du marché mondial qui, sur la base de transformations profondes, replace pratiquement la production mondiale sur une base nouvelle beaucoup plus vaste.

Tandis que les économistes français *A. Aftalion* [1] et *J. Lescure* [21] constatent eux aussi les mouvements longs, mais sur la base exclusive de l'évolution des prix, ces premiers travaux furent repris et prolongés par un économiste néerlandais *J. Van Gelderen*. Celui-ci publie, en 1913, une série d'articles [22, 239] qui établissent l'existence des cycles longs (avec temps de « flux » et temps de « reflux »), sur la base d'études statistiques approfondies de la production du capital accumulé, des prix et du commerce extérieur pour de nombreuses branches d'activité. Pour lui, la phase d'expansion longue du cycle provient d'un élargissement puissant de la production venant soit d'une extension du marché mondial, soit du développement de nouvelles branches de production.

C'est alors, à partir de 1919, que *N.-D. Kondratieff*, ignorant d'ailleurs les importants travaux de *Gelderen*, commença ses propres recherches sur les rythmes longs, fondant en 1920 à Moscou un Institut d'étude de la conjoncture. Analysant la croissance industrielle de plusieurs pays capitalistes sur la base d'importants matériaux statistiques et documentaires, il mit en évidence des mouvements longs et concordants de la production et des prix.

Les quelques auteurs qui s'étaient intéressés au mouvement long avant *Kon-*

3. Ne peut-on par ailleurs voir dans *Ricardo* (1817) prévoyant la venue d'un « état stationnaire » un véritable précurseur ? Il est vrai cependant qu'il ne parvient pas à penser la reprise au-delà de la dépression longue. De même, d'une certaine façon, que *Marx* qui ne verra, dans la grande crise qu'il annonce, que la possibilité d'effondrement du système.

dratieff faisaient appel pour en rendre compte à diverses causes considérées par eux comme *extérieures* au système productif telles que le changement des techniques (Lescure), l'élargissement du marché mondial (Van Gelderen), les variations dans la production d'or, les guerres et révolutions...

Au contraire, s'inspirant des travaux de Marx sur les cycles classiques, *Kondratieff recherche la cause des ondes longues d'abord dans l'essence même du système capitaliste*, considérant, dans une analyse très subtile [19], les facteurs précédemment indiqués comme très largement déterminés par les conditions économiques elles-mêmes (ainsi, pour lui, l'expansion avive la concurrence, la recherche de débouchés extérieurs nouveaux, donc les conflits, etc.). Nous verrons plus loin, en reprenant ces points, que ces éléments demeurent effectivement beaucoup plus à expliquer qu'ils ne peuvent être explicatifs par eux-mêmes. Récusant ce type d'explication, Kondratieff fait appel à de grands cycles d'investissement : « Les causes des cycles longs, écrit-il, sont l'usure, le remplacement et l'augmentation du fonds des biens de capitaux de base (c'est-à-dire des grandes infrastructures : chemins de fer, canaux, grands aménagements fonciers...) dont la production demande des investissements exceptionnels et un long processus » [15, 319]. En fin de période d'expansion, l'épargne créatrice deviendrait insuffisante et trop chère pour le renouvellement de ces capitaux de base jusqu'à provoquer un retournement de la conjoncture longue commençant par la chute des prix et du taux d'intérêt ; l'épargne recommencerait à s'accumuler dans la dépression permettant la reprise. Kondratieff retrouve en quelque sorte l'explication de Tugan-Baranovsky pour le cycle classique. Mais sa pertinence pour le cycle long est loin d'être évidente et a été très critiquée. Il faudrait en effet démontrer comment une masse d'épargne pourrait demeurer longtemps inemployée et comment il pourrait y avoir concomitance des besoins d'investissement en « capitaux de base ».

Les travaux de Kondratieff sont en définitive beaucoup plus importants et intéressants par leurs analyses statistiques et leur point de vue critique sur les explications faisant appel à des causes considérées par leurs auteurs comme non économiques que par l'interprétation que lui-même avance.

Peu après Kondratieff, *Léon Trotski* s'intéressa lui-même beaucoup à ces ondes longues dont l'établissement et la compréhension devenaient bien entendu essentiels pour les nouveaux responsables de la Russie d'après Octobre, afin de leur permettre de mieux analyser et prévoir la conjoncture internationale longue. Trotski, qui fut l'ami de Parvus, corrobora, dans ses travaux de 1921 [30], l'existence de ces « ondes » auxquelles il dénie le statut de « cycles » afin d'éviter toute interprétation mécaniste. Il avance une datation et établit – comme le fera également Schumpeter – une relation entre cycles classiques et ondes longues : « Dans les périodes de développement capitaliste, les crises ont un caractère bref et superficiel alors que les booms ont une durée et une portée plus longues. Dans les périodes de déclin capitalistes, les crises ont un caractère prolongé alors que les booms sont brefs, superficiels et incertains » [22, 244]. Toujours en 1921, il prévoit de façon très clairvoyante qu'en cas d'échec de la révolution en Europe, une nouvelle phase d'expansion longue serait possible « dans deux ou trois décennies »..

Mais Trotski se distingue de Kondratieff et le critique vivement sur deux points, ce qui ouvre *une grande controverse* sur les mouvements longs. D'abord, il refuse l'analogie trop stricte cycles classiques/cycles longs et le transfert de

l'explication des cycles classiques de Marx⁴, les seconds n'ayant pas pour lui la même « nécessité naturelle » (d'où son refus de les baptiser « cycles »). Surtout, il estime que, tandis que le cycle classique s'explique par la dynamique interne du mode de production capitaliste, le caractère et la durée des ondes longues seraient « déterminés non pas par le résultat des forces internes du capitalisme mais par l'environnement extérieur dans lequel se propage le développement capitaliste » [22, 248], (conquêtes coloniales, découvertes de nouvelles ressources, guerres, révolution). Sur ce plan, que nous discuterons longuement plus loin en même temps que les travaux de Mandel, Trotski sera rejoint beaucoup plus tard par les historicistes américains. Surtout, à son époque même, sa thèse deviendra la théorie officielle reprise par les économistes soviétiques qui s'attacheront à démanteler les analyses de Kondratieff qui sera finalement condamné comme « hétérodoxe »⁵. On lui reprochait, semble-t-il, de voir dans le capitalisme un phénix constamment capable de renaître de ses cendres alors même que la doctrine officielle prévoyait – avec quelle clairvoyance ! – la « décomposition naturelle » du capitalisme dans la grande crise, ce qui était loin pourtant, comme on l'a vu, d'être l'analyse de Trotski. Il serait d'ailleurs plaisant de constater – si les conséquences n'en avaient pas été si dramatiques pour Kondratieff – que l'un de ces principaux détracteurs « marxistes », Oparin, qui le condamnait au nom de l'orthodoxie propose, quant à lui, une « théorie » monétaire du cycle long allant jusqu'à renvoyer à la théorie de Cassel (examinée plus loin)...

Alors même qu'elle apportait une preuve nouvelle de leur existence, la forte reprise de l'expansion dans l'après-guerre de 1939-1945 suscita peu de travaux sur les cycles longs. D'une part, le mythe de la décomposition « naturelle » du capitalisme s'effondrait, de l'autre, toute l'attention était tournée vers un nouveau type d'analyse : celle de la croissance, devenue enfin moins heurtée et considérée comme devant perdurer.

C'est alors pourtant qu'en 1956 l'important travail d'un économiste français, Gaston *Imbert* [15], venait, à l'issue d'une longue controverse, confirmer définitivement, sur la base d'une analyse statistique approfondie, non seulement l'existence des trois premiers cycles longs, mais encore la concordance entre mouvement des prix, les plus étudiés jusqu'alors [13] [32], et rythme long de la production (voir tableaux). Etablis sur la base d'une analyse de la production industrielle, ses résultats semblent pouvoir s'étendre à l'activité agricole. La production agricole des principaux pays capitalistes développés a connu en effet des phases longues de dépression relative : après les guerres napoléoniennes, au cours du dernier quart du XIX^e siècle (en particulier en France, où l'on parla alors de « crise agricole »), puis de nouveau entre les deux guerres mondiales.

Ces résultats ont été encore corroborés par les travaux plus récents de P. Hannepe [14] et d'Ernest Mandel [23] qui s'est attaché à mettre en évidence un troisième élément, donc un troisième critère, celui du volume du commerce international. A côté de la tendance à long terme de la *production capitaliste*, ce dernier critère exprime en effet le rythme de l'expansion du *marché mondial*.

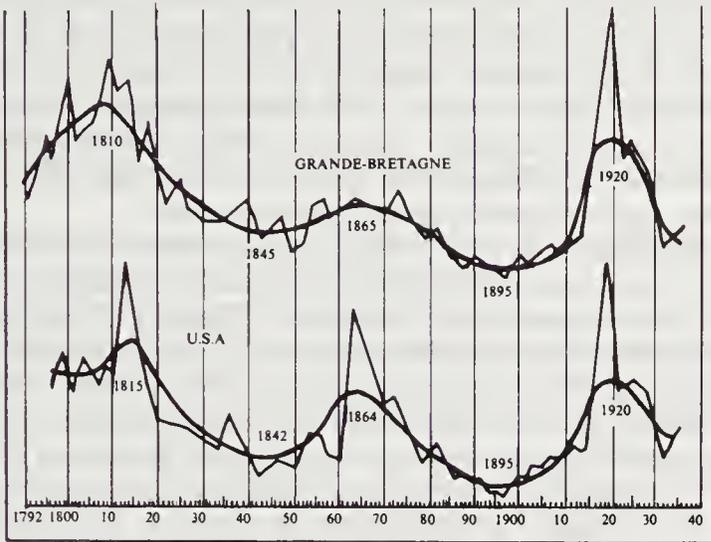
Nous retiendrons ces trois critères et daterons les ondes en utilisant les dates des crises classiques correspondant au retournement de conjoncture dans *le pays dominant* (le début de l'expansion longue étant l'année de reprise d'un cycle

4. Transfert que feront quelque soixante ans plus tard les économistes de l'école du « C.M.E. », cf. *infra*.

5. Il fut destitué, arrêté et déporté par Staline en 1930. Donc, condamné à mort pour délit d'opinion dans un pays « socialiste ».

TRAITS MAJEURS DES CYCLES LONGS : LE CAS DES ÉCONOMIES DOMINANTES

1. Le mouvement long des prix [13] [32]



2. Le mouvement long de la production et du commerce mondial [23] [76]

		Taux de croissance moyen annuel de la production industrielle		Taux de croissance moyen annuel du commerce mondial (à prix coûtant)
2 ^e cycle long	Expansion	4,6		5,5
	Dépression	1,2		2,2
3 ^e cycle long	Expansion	2,2	5,9	3,7
	Dépression	1,2	1,2	0,4
4 ^e cycle long	Expansion		5,2	4,8
	Dépression		1,9	

3. Temps d'expansion et temps de dépression au cours du cycle long : rapport du nombre de mois d'expansion au nombre de mois de dépression [12]

		Angleterre	Etats-Unis
2 ^e cycle long	Expansion	2,71	1,80
	Dépression	0,76	0,86
3 ^e cycle long	Expansion	1,62	1,14
	Dépression	1,36	0,67

classique et celui de la dépression longue, celle de l'ouverture d'une crise). D'où les séquences suivantes :

– *premier cycle long* : 1789-1793 – 1849-1850 avec sa phase d'expansion de 1789-1793 à 1816

– *deuxième cycle long* : 1850-1895 avec sa phase d'expansion de 1850 à 1873

– *troisième cycle long* : 1895-1939 avec sa phase d'expansion de 1895 à 1919.

Sur la base de ce qui précède et des faits survenus depuis 1940-1945 : longue phase de croissance accélérée suivie d'une longue période de « crise », on peut considérer – et ce sera notre thèse – qu'un *quatrième cycle long* a démarré dans l'immédiat après-guerre en Europe, dès 1940 aux Etats-Unis, cycle dont la phase d'expansion s'est achevée avec la fin des années soixante.

Quant à la désignation du rythme long, *reconnaître son caractère cyclique ne nous paraît pas synonyme d'en proposer une analyse mécaniste*. On verra au contraire que le retournement de conjoncture longue est toujours problématique. Nous retiendrons donc l'appellation plus claire de *cycles longs*.

On peut s'étonner qu'un économiste comme Robert Boyer (et d'autres auteurs qui ont produit au cours des années récentes d'importants travaux sur la « crise » contemporaine) puisse exécuter en quelques lignes dans un volumineux article de 1979 précisément consacré à une « mise en perspective historique de la crise actuelle » [5] l'ensemble considérable des travaux consacrés aux cycles longs, travaux qui ne se limitent pas à ceux de Kondratieff ni à ceux d'Ernest Mandel, curieusement taxés d'« interprétations mécaniques »...

Si l'analyse systématique conduite par Imbert met en évidence une assez forte concomitance entre le mouvement long des prix clairement établi depuis longtemps et les mouvements de la production industrielle tant du point de vue global que pays par pays ou branche par branche, un décalage en avance apparaît pour l'Angleterre qui semble marquer ainsi sa position d'économie dominante au XIX^e siècle : elle anticipe à chaque fois le réveil industriel des autres pays [15, 152].

On observe d'ailleurs la même chose pour les Etats-Unis à la fin du XIX^e siècle et surtout lors de la plus récente période d'essor long qui, en ce pays, démarre dès 1940 autour des industries d'armement.

Si la datation du retournement de la conjoncture longue ne pose pas de difficultés pour les deux premiers ni pour l'actuel cycle long, par contre, elle semble soulever un problème pour le troisième. En effet, si l'on s'en tenait à l'examen de l'évolution économique aux Etats-Unis – ce que l'on fera au chapitre 5 – on pourrait imaginer de dater le retournement à 1929 étant donné la vigueur et la durée de la phase d'expansion 1921-1929 en ce pays (« *the roaring twenties* »). Mais, si l'on observe ce qui se passait simultanément en Grande-Bretagne, économie dominante depuis les débuts du capitalisme industriel, on constate, au contraire, une stagnation profonde de 1919-1929 (production industrielle 1928-29 = 100 contre 1919-20 = 110), ponctuée de deux fortes crises classiques en 1921 et en 1926.

On assiste ainsi, au cours de cette période, à *la lente agonie de l'Angleterre en tant qu'économie dominante* qui, dans un ultime sursaut, sacrifie son expansion à la sauvegarde du sterling comme monnaie internationale ; et ce n'est pas avant 1931 qu'il devient clair qu'elle ne peut plus assumer son *leadership*. Au contraire, la même période voit *la montée en puissance des Etats-Unis*. Mais ceux-ci n'assumeront pleinement leur rôle nouveau d'économie dominante qu'à partir de la sortie de la crise de 1929, c'est-à-dire de la guerre. La thèse de l'économiste

américain Kindleberger [18] est intéressante à considérer ici. Pour lui, en effet, la longueur de la dépression des années trente serait précisément le résultat d'une forte instabilité du système mondial due à cette impuissance des Etats-Unis d'assumer leur nouveau rôle alors même que la Grande-Bretagne avait dû l'abandonner.

La période 1919-1929 est ainsi tout à fait particulière dans l'histoire du capitalisme puisqu'elle voit le premier (et seul jusqu'ici) passage d'une économie dominante à une autre (ce qui, contrairement à ce que certains pensent, ne semble pas se produire aujourd'hui).

Du point de vue de leur *forme*, on doit relever plusieurs caractères des cycles longs :

– les fluctuations longues sont beaucoup plus nettement accusées pour le mouvement des prix que pour celui de la production ;

– la durée des phases des cycles varie quelque peu ; joue en particulier le sens du *trend séculaire* : les phases d'expansion longue survenant au cours d'un trend séculaire à la hausse (1793-1815 et depuis 1896) ont une durée supérieure aux dépressions longues correspondantes tandis que les phases de dépression longue sont plus durables en période de trend descendant (1815-1896) ;

– le cycle actuel est particulier puisqu'il tranche nettement sur les trois précédents par le rythme exceptionnellement élevé de l'expansion et par la persistance de l'inflation dans la dépression longue. Ces caractéristiques particulières sont longuement analysées plus loin (III^e partie).

II. Les interprétations traditionnelles et monistes des cycles longs

Les interprétations classiquement avancées pour rendre compte des cycles longs sont pour l'essentiel de simples corrélations entre le mouvement long et la tendance évolutive de telle ou telle variable que les auteurs ont un penchant fâcheux à ériger en théorie. Il est difficile en effet d'admettre un facteur explicatif unique pour rendre compte d'un mouvement d'une telle ampleur. Ces interprétations traditionnelles peuvent être classées en trois grands groupes selon que leur variable explicative appartient au processus productif, à la sphère de la demande ou au domaine monétaire.

a) De l'explication classique par les vagues d'innovation à l'analyse en termes de suraccumulation du capital

Kondratieff lui-même, puis Schumpeter ont clairement établi la concomitance existant entre les différentes phases d'expansion longue de la production (phase A) et la mise en œuvre de vagues massives d'innovations liées centrées autour d'une majeure qui ont ponctué l'histoire économique (IA : machine à vapeur ; IIA : chemin de fer ; IIIA : moteur à explosion, électricité ; IVA : automobile, électronique). Les phases de longue dépression sont, quant à elles, marquées par de nombreuses découvertes et expérimentations dont il sort de nouveaux modèles techniques mis en place massivement lors de la reprise de l'expansion. Cela, sur quoi nous reviendrons longuement à propos de l'étude des différents cycles, est tellement avéré aujourd'hui que l'on ne pourrait plus avancer un système explicatif qui n'intégrerait pas ce facteur.

Pour Schumpeter [26], les innovations (dans l'ordre technique ou organisationnel) étant groupées dans le temps, dans la mesure où la réussite d'une entreprise suscite l'imitation et provoque des nouvelles innovations, c'est la diversité de leur portée et de leur ampleur qui détermine les différents types de cycles économiques. C'est ainsi que, pour lui, les cycles longs sont provoqués par des vagues de grandes innovations dont les effets se font sentir dans la très longue période et qui, au moment de leur mise en œuvre, provoquent l'expansion longue de la demande et d'abord celle des industries innovatrices dans le domaine des matières premières et des biens de production. Rappelons que Kondratieff déjà, après avoir procédé à une investigation large et nuancée des causes du cycle long⁶, en voyait la principale cause dans « l'usure, le remplacement et l'augmentation de fonds des biens capitaux de base (liés aux grandes vagues d'innovation, B.R.) dont la production demande des investissements exceptionnels et un long processus » [15, 319].

Mais ce type d'analyses qui repose sur des faits historiques indubitables qui se traduisent dans l'existence d'une succession de *branches dominantes* [14] de longue période, pour nécessaire qu'il soit, peut-il être considéré comme suffisant ? Nous ne le croyons pas car il se trouve davantage au niveau de la constatation que de l'explication, dans la mesure où ces grandes poussées technologiques demeurent encore très largement à expliquer elles-mêmes. Des questions se posent, en effet : *qui produit le « progrès technique », au bénéfice de qui ?* et celui-ci n'est-il pas davantage *conséquence* que cause de la dynamique du cycle long (la vague est d'ailleurs engendrée *dans la dépression longue*, se développant d'abord avec elle) ? Se limiter à l'« explication » par les vagues d'innovations reviendrait à reconnaître le rôle moteur des innovations (donc du changement technique) *en soi* isolées de leur contexte, alors même que ces innovations sont produites comme telles dans des conjonctures spécifiques pour servir des intérêts particuliers par le biais de l'accumulation du capital ainsi que nous l'avons montré par ailleurs⁷.

Se situant toujours au niveau de la sphère de la production, l'explication par la « *suraccumulation* » du capital élaborée par les théoriciens du « capitalisme monopoliste d'Etat » (C.M.E.)⁸ correspond à une *simple transposition* au cycle long de l'analyse élaborée par Marx pour rendre compte des cycles classiques.

C'est L. Fontvieille qui, récemment [11], a transposé cette théorie de la « *suraccumulation-dévalorisation* » du capital de P. Boccara [4] aux cycles longs. Pendant la période d'expansion longue, le développement rapide des forces productives, fortement stimulé par le niveau élevé des profits, s'inscrirait dans un type d'accumulation du capital qui, tendant à substituer le capital au travail, produirait à terme un excès de capital technique par rapport à la plus-value produite (surplus capitaliste), c'est-à-dire une « *suraccumulation* » de capital⁹. De ce fait, le système économique serait bloqué et nécessiterait des « transformations structurelles ». Concrètement, il s'agirait, pour l'auteur, de la mise au point de nouvelles techniques permettant de réduire la dépense de capital (fixe et circu-

6. Contrairement à ses détracteurs « orthodoxes » comme Trotski qui ne retient, pour le mouvement long (pour rendre compte du retournement de conjoncture), aucune cause interne au système économique capitaliste...

7. Voir *supra*, « Introduction générale » et « Prélude » ainsi que nos travaux déjà cités.

8. Il s'agit d'un groupe d'économistes se réclamant du marxisme qui constituent les théoriciens officiels du parti communiste français et publient leurs travaux dans les revues *Economie et politique* et *Issues*. Les plus connus d'entre eux sont M. Boccara et Ph. Herzog.

9. Il y aurait « *surdéveloppement du travail passé* » (*i.e.* du capital) et « *sous-développement du travail vivant* » (*i.e.* de la force de travail), expressions pour le moins obscures.

lant) par unité produite et de « revaloriser » la force de travail, ce qui entraînerait une relance de la demande de biens de consommation et une baisse de la composition organique du capital permettant de réaliser à la fois une réduction du taux de plus-value et une élévation du taux de profit. Ce type de transformation, réservé aux seuls capitalistes qui en ont la capacité, entraînerait par conséquent la « dévalorisation » d'une large fraction du capital.

Si la production d'innovations techniques majeures, caractéristique des périodes de dépression longue, vise – notamment – à améliorer le rendement du capital investi (ou à réduire son inverse, la « dépense de capital par unité produite »), ceci n'est pas pour autant synonyme d'une baisse de la composition organique du capital¹⁰, dont Marx avançait que sa tendance longue était au contraire à la hausse. On sait d'ailleurs que l'intensité capitaliste des processus productifs (qui en est une expression approchée) tend à s'élever continuellement avec le « progrès » technique. Ce à quoi on assiste lors des grandes mutations techniques (nous y reviendrons, en particulier à propos du « fordisme » aux chapitres 5 et 7), c'est à une élévation massive de la productivité *du travail* (en partie due à son intensification) qui permet une relance du taux de profit sur la base d'une élévation du taux de plus-value (qui en est l'objet) et non de sa réduction... Du fait de cet accroissement de la productivité du travail, il peut donc y avoir *à la fois* élévation du taux de plus-value *et* du taux de salaire réel, donc « revalorisation de la force de travail » en même temps que restauration du taux de profit¹¹.

Deux autres ordres de critiques ne permettent pas, à notre sens, de retenir ce type d'analyse.

– Tout d'abord, l'analyse des théoriciens du C.M.E. se contente de *transposer* à l'étude des cycles longs l'analyse que faisait Marx (et même un seul des facteurs avancé par lui) des cycles classiques (ce qu'avait fait Schumpeter vis-à-vis de sa propre théorie du *business cycle*). Elle n'explique en rien comment pourraient apparaître de si longues périodes (un quart de siècle) de suraccumulation dans un contexte où alternent régulièrement les phases d'expansion et de récession des cycles classiques. Sans doute, la suraccumulation pourrait-elle effectivement aider à saisir le déroulement des cycles longs (en particulier les points de retournement de la conjoncture) puisque ceux-ci demeurent étroitement liés au rythme classique (la longue dépression s'ouvre par une crise classique). Elle ne peut en rien pourtant permettre de saisir l'enjeu et les causes fondamentales des cycles longs. Les théoriciens du « C.M.E. » ne semblent pas réellement percevoir *la spécificité* d'un type de cycle tout à fait particulier.

– Surtout l'analyse ainsi présentée est purement économiste, moniste et mécaniste, les cycles longs étant entièrement soumis à un *déterminisme technologique*, comme l'est d'ailleurs l'histoire entière pour ce courant ; l'action collective des hommes, les luttes sociales sont sinon complètement ignorées (« marxisme »

10. Le rendement du capital, c'est le rapport $\frac{Y}{K}$ (en prix) de la valeur ajoutée Y au capital investi K tandis que la composition organique du capital est le rapport (en valeur) du capital constant au capital variable $\frac{C}{V}$. Il est vrai que dans *L'Économie capitaliste*, Paris, Ed. Sociales, 1979, pp. 123-124, B. Marx, rédacteur en chef adjoint de la revue *Économie et politique*, donne de la composition organique du capital une définition (ce serait $\frac{K}{Y}$ en valeur...) qui explique cette erreur (si $\frac{K}{Y}$ augmente K/Y diminue bien évidemment). H. Jacot montre bien [16, 381] que le rapport K/Y ne peut « refléter » le coefficient de capital que sous hypothèse de constance de la répartition (rapport profit/salaire ou part des salaires dans le revenu national). Or, Fontvielle suppose précisément l'inverse.

11. Marx avait très bien vu que la fameuse baisse tendancielle du taux de profit était constamment contre-battue par une autre tendance avec laquelle elle « va de pair » : *la hausse tendancielle* du taux de plus-value [24, II, 1023].

oblige...), du moins réduites à un rôle de pure figuration. Alors qu'une des questions essentielles – à laquelle nous sommes attachés à répondre et sur laquelle nous revenons de nouveau dans ce qui suit – est précisément de savoir *d'où* vient donc l'innovation.

b) *Les explications par les mouvements de la demande : colonialisme et guerre*

D'autres éléments explicatifs ont été mis en liaison avec les phases des cycles longs par Kondratieff lui-même puis par d'autres auteurs, en particulier *l'élargissement du marché mondial* par l'entrée de pays nouveaux dans l'orbite du système capitaliste. Cela s'est réalisé tout au long du XIX^e siècle, soit par l'entrée de vastes pays comme les Etats-Unis ou le Canada dans l'ère du grand capitalisme longtemps après leur décolonisation ou comme l'Allemagne après qu'elle eut fait son unité, soit plus systématiquement par les *conquêtes coloniales* motivées par la recherche de matières premières pour l'industrie des métropoles ou par la nécessité où se trouva celle-ci de trouver sans cesse de nouveaux débouchés. Ce comportement *impérialiste* (qui n'a rien de spécifique au stade monopoliste du capitalisme) s'est découvert particulièrement actif dans les périodes de dépression longue : les grandes étapes de la colonisation suivent approximativement le rythme des cycles longs, les principales expéditions coloniales se situant à la fin de la période de dépression et au début de la phase d'essor long. Mais la liaison n'est pas stricte...

L'influence des guerres sur les économies en conflit et plus généralement sur l'évolution économique est considérable et multiforme. Fantastique ponction sur les forces de travail et sur les richesses des nations, la guerre est le temps d'un gaspillage sans frein et, de ce fait, la préparation de la guerre ou la reconstruction d'après-guerre représentent de puissants facteurs d'expansion de la production et d'innovation technique – un vaste laboratoire... – notamment par le biais de la demande publique, prodigieuse source d'absorption et de gaspillage du surplus économique [3, ch. 7]. Il n'est donc pas étonnant que nombre d'auteurs aient tenté de lier guerres et mouvements longs. Certains, comme Kondratieff ou Simiand – voyant dans les guerres un prolongement armé des conflits économiques [15, 362] – associent celles-ci aux « périodes de forte tension dans l'expansion des forces économiques » [19] que constituent les phases d'essor long. Et, effectivement, historiquement, ces dernières périodes ont vu se multiplier les conflits tandis que les longues dépressions ont été des périodes de paix *relative*. C'est ainsi que la phase de haute conjoncture du premier cycle long est marquée par la Révolution française et les guerres de la Révolution et de l'Empire ; celle du deuxième par la guerre de Crimée, la guerre de Sécession américaine, la guerre du Mexique, les guerres européennes liées à la formation des unités nationales (Italie, Allemagne), la guerre de 1870 ; celle du troisième voit de nouvelles guerres nationales : hispano-américaine, russo-japonaise, balkanique, jusqu'à la Première Guerre mondiale et la Révolution soviétique. Mais, tandis que la guerre de 1914-1918 est suivie par une dépression longue, comme les guerres napoléoniennes et la guerre de 1870, la Seconde Guerre mondiale, fruit de la dépression, est suivie au contraire de la plus forte période d'expansion longue connue...

Souligner les causes économiques des affrontements militaires n'autorise pas pour autant à bâtir, comme l'ont fait certains auteurs, une théorie du cycle long fondée sur les effets psychologiques collectifs des guerres (Von Ciriacy-Van-

trup : la guerre cause de la guerre) ou sur des effets psycho-démographiques (Bouthoul) jouant selon des phases alternées de la durée d'une génération [15, 365]...

c) L'explication par les facteurs monétaires

Enfin, un autre facteur explicatif a été recherché par Cassel [8] puis par nombre d'auteurs à sa suite [10] du côté des phénomènes monétaires en prenant appui sur des versions plus ou moins raffinées de la « théorie quantitative » de la monnaie qui veut que, si la masse monétaire augmente plus vite que la production, les prix tendent à monter ce qui stimule la production. Or, il a été effectivement mis en évidence, pour le XIX^e siècle et le début du XX^e, un certain synchronisme (peu strict) entre les cycles longs et les variations du stock d'or (au montant duquel est alors assez strictement liée la masse monétaire) rapportées au mouvement de la production¹².

Mais il est bien évident que la production d'or ne peut pas être considérée comme un facteur indépendant dans la mesure où, comme le soulignait déjà Kondratieff lui-même, la recherche de l'or est assez largement induite par le rythme de l'activité économique et des prix (encore qu'au XIX^e siècle l'autonomie de la production métallique était relativement importante). Hier comme aujourd'hui, c'est davantage l'expansion économique qui appelle la création monétaire, que l'inverse).

Un certain décalage observé entre évolution de la production d'or et mouvement des prix le montre : la production d'or augmente vers le milieu de la dépression longue, son rythme tend à croître jusqu'au début de la phase d'essor long puis à se ralentir. Cela tendrait en effet à prouver que la production d'or serait bien plus une conséquence du mouvement des prix que l'inverse (la baisse des prix diminuant le coût de production de l'or et accroissant son pouvoir d'achat augmente le profit des producteurs d'or et réciproquement). Comme par ailleurs G. Imbert a montré que la production industrielle commençait à s'élever (annonçant une nouvelle phase d'essor long) *avant* les prix, on voit que « l'action de la production d'or ne peut être considérée comme cause première mais comme cause adjuvante de l'impulsion des phases de hausse » [15, 312] par l'accroissement du pouvoir d'achat que provoque un afflux d'or, tandis que « le crédit et les moyens monétaires autres que l'or ont eu un rôle essentiellement vassal du système de production et n'ont d'autre but que d'en satisfaire les besoins » [15, 313].

Depuis 1914, l'or ne joue plus de rôle sur le mouvement long. Quant à la monnaie non métallique, elle fait l'objet de politiques monétaires qui, depuis la crise de 1929, jouent un rôle important de régulation conjoncturelle. Ces politiques ont certainement constitué un des facteurs facilitant la période d'expansion longue 1945-1970, sans que l'on puisse pour autant considérer qu'elles aient

12. C'est ainsi que Cassel étudie l'évolution du rapport entre la masse d'or existant à un moment donné et la « quantité normale d'or », c'est-à-dire celle qui serait exigée par les seuls besoins de l'expansion économique pour maintenir les prix stables (quantité donnée par un taux de croissance évalué à 3 % par an pour la seconde moitié du XIX^e siècle). Et la courbe de l'offre relative d'or qu'il en déduit est en étroite corrélation avec celle du niveau général des prix en Angleterre entre 1850 et 1910. Il en déduit que, dans la période, « la cause essentielle des variations séculaires du niveau général des prix est dans les modifications de la quantité relative d'or » [15, II, 265]. Mais cette conclusion repose sur une base méthodologique fragile, en particulier le mode de détermination de la « quantité normale d'or » et l'impasse faite sur les autres formes de la monnaie, et reflète le simplisme d'une pensée purement quantitative qui ne précise pas les mécanismes économiques par lesquels l'accroissement de la monnaie métallique entraînerait les variations de prix (cela a, par contre, été très étudié par Marjolin).

pu jouer un rôle décisif dans les retournements de la conjoncture longue qui l'encadre. Pour ce qui concerne la « crise » contemporaine, c'est bien davantage leur mise en état d'obsolescence qui a joué un rôle important.

On doit finalement constater que l'explication des cycles longs est loin encore d'être satisfaisante. Mais ce qui est sûr, c'est que, dans la mesure où il s'agit d'un mouvement historique complexe, il convient d'*éliminer les explications monistes* utilisant un seul facteur explicatif : l'innovation, la conquête coloniale, la production monétaire ou la suraccumulation de capital. Il devient au contraire nécessaire de rechercher un schéma explicatif plus large qui puisse intégrer les différents facteurs précités dans un cadre plus global et qui sorte l'analyse de l'économisme.

De ce point de vue, les travaux d'Ernest Mandel représentent une tentative particulièrement intéressante.

III. L'interprétation d'Ernest Mandel

Pour Ernest Mandel [23], qui désigne le cycle long sous le terme d'« ondes longues » (*long waves*), le facteur essentiel est représenté par le mouvement de long terme du taux moyen de profit. Mais comment ce mouvement lui-même s'explique-t-il¹³ ?

Mandel distingue facteurs endogènes au système économique et facteurs exogènes. Tandis que le retournement de la conjoncture longue intervenant à l'issue d'une phase d'essor prolongé (1873, 1914-18, 1968-73) serait le résultat d'un processus endogène, le point de retournement correspondant à la sortie de la dépression longue serait dû, quant à lui, à l'effet d'un facteur principal de déclenchement (*triggering factor*), un facteur *exogène*, donc à caractère *extra-économique*. C'est ce facteur – variable selon les cas – qui provoquerait un retournement à la hausse de la tendance du taux moyen de profit, entraînant, de ce fait, la mise en œuvre d'une *révolution technologique* qui couvait sous la cendre : le capital trouvant alors « une réserve d'inventions inappliquées » ou appliquées marginalement (parce que non rentables dans la dépression) qu'il devient alors rentable de réaliser à grande échelle. Se trouve ainsi enclenché un processus dynamique qui peut alors être expliqué par la logique interne et les lois économiques du capitalisme (de l'accumulation du capital).

Mais *comment un facteur exogène extra-économique peut-il entraîner un retournement de la tendance longue du taux de profit ?* Et quel facteur ? Pour Mandel, ce fut en 1848 à la fois la révolution sociale et la découverte de l'or en Californie, lesquels entraînent un brusque élargissement du marché mondial qui, à son tour, va fortement stimuler une nouvelle révolution technologique, celle des chemins de fer. Pour 1895, Mandel fait intervenir l'effet de l'impérialisme (la forte expansion des conquêtes coloniales) et de ses nouveaux traits (croissance du capital exporté vers les colonies, baisse des prix relatifs des matières premières) qui va entraîner la hausse du taux de profit moyen et permettre la mise en œuvre de la révolution technologique de la fin du XIX^e siècle, celle de l'électricité, laquelle, à son tour, permet l'accroissement du taux de plus-value. Enfin, en 1940,

13. Présentant son analyse comme « l'interprétation marxiste », il s'oppose néanmoins à la version des « théoriciens du C.M.E. », qui se prétend telle et se distingue d'autres travaux contemporains auxquels rien ne permet pourtant de refuser le « label ». Nous pensons en particulier aux travaux de David Gordon cités plus loin.

pour Mandel, le « facteur de déclenchement » serait « la défaite historique subie par la classe ouvrière internationale dans les années 1930 et 1940 » (le fascisme, la guerre, la guerre froide et le « maccarthysme » en Amérique du Nord) qui permit à la classe capitaliste d'imposer un important accroissement du taux de plus-value.

Ce type d'analyse permet à Mandel de renouer avec les analyses de Trotski – qui s'était violemment opposé à Kondratieff – pour qui les mouvements longs ne peuvent être considérés comme des cycles car – contrairement aux cycles classiques – d'une part, ils ne peuvent s'expliquer exclusivement ni d'abord par des causes économiques, d'autre part, ils revêtent un caractère beaucoup moins systématique dans leur rythme.

C'est ainsi qu'il s'oppose à l'économiste radical américain *David M. Gordon* [12] à qui il reproche – du fait du caractère endogène de son explication – de considérer les points de retournement du cycle long comme prédéterminés¹⁴.

Pour intéressante et stimulante qu'elle soit, l'analyse de Mandel nous paraît insuffisante tant en ce qui concerne l'explication du retournement de conjoncture et le statut des facteurs « extra-économiques » que la genèse des « révolutions technologiques ». Et si l'auteur a le grand mérite de lier ces phases de mutations techniques à la mise en œuvre de différents types d'organisation du travail et d'introduire les luttes de classes comme « facteur exogène »¹⁵ (?) dans son analyse, il ne donne à ces phénomènes ni la place ni la portée que nous devons leur reconnaître. En particulier, la fonction de l'organisation du travail comme facteur d'accroissement du taux de plus-value [23, 44] et la nécessité pour le capital de la modifier périodiquement ne sont ni véritablement expliquées ni, de ce fait, réellement intégrées à l'analyse d'ensemble. Quant au fait que, pour Mandel, rechercher les causes des retournements de conjoncture longue d'abord dans les contradictions du mode de production lui-même serait, par le fait même, admettre une prédétermination de ceux-ci [23, 52], il n'est pas acceptable. Nous y reviendrons.

Demeure la nécessité de rechercher un schéma explicatif plus large.

Deux périodes longues de dépression particulièrement grave et prolongée de l'activité économique ont profondément marqué leur époque¹⁶ : la « grande dépression » du dernier quart du XIX^e siècle et celle qui encadre la « grande crise »

14. Dans un article de 1978 [12], l'économiste radical américain David M. Gordon a apporté une intéressante contribution au renouvellement de la théorie des cycles longs en liant comme nous le faisons nous-mêmes [9] ceux-ci à l'existence d'étapes dans l'accumulation capitaliste, étapes caractérisées par ce qu'il appelle « structures sociales » ou « bases institutionnelles » de l'accumulation. Celles-ci stimulent, pour un temps, l'expansion, avant que la conjoncture ne se retourne du fait de l'éclatement de certaines contradictions en ce qu'il nomme une « crise universelle », laquelle impose l'élaboration de nouvelles bases institutionnelles. Les retournements de la conjoncture longue font explicitement intervenir, pour Gordon, les luttes de classes, mais sans que le rôle de celles-ci soit véritablement précisé. D'ailleurs, l'auteur renvoie, pour expliquer la durée du cycle long, à la théorie de Kondratieff et de Schumpeter concernant les vagues de grands investissements d'infrastructure. Mais, surtout, la notion de « base institutionnelle » n'est pas clairement définie sur le plan théorique. Elle est seulement décrite sur le dernier cycle en faisant intervenir une série de onze éléments.

15. Alors même qu'il est considéré comme déterminé – dans le cadre de la longue période – par les facteurs socio-économiques [23, 51]...

16. C'est, d'une part, parce que le premier cycle long n'est pas encore véritablement typique du capitalisme industriel constitué, d'autre part, parce que nous ne disposons pas actuellement, sur sa période de dépression longue (1815-1847), de données suffisamment solides que nous ne nous appuyons pas sur l'analyse de ce temps.

de 1929. Chacune de ces deux périodes a été – on le verra – un moment décisif dans l'histoire du capitalisme, un *temps de mutation*. Et c'est pourquoi c'est seulement à partir d'une analyse renouvelée – un *réexamen* – de ces deux temps que l'on peut, à notre sens, accéder à une compréhension du mouvement long et, par là, saisir la signification et les enjeux des événements contemporains qui s'inscrivent dans le cadre général d'une nouvelle « dépression longue » qui débute alors que s'achève la décennie des années soixante. On y retrouvera en effet – au-delà de différences conjoncturelles importantes – *une même trame fondamentale, un même rôle historique* au niveau du nécessaire renouvellement périodique des *formes* du capitalisme.

Ce renouvellement a pour effet de reconstituer, sur des bases techniques, économiques, sociales et politiques entièrement ou assez largement nouvelles, *les conditions de production du surplus économique* dans la longue période. Ce type d'analyse nous permettra de déboucher sur une interprétation *et* du cycle long *et*, par conséquent, de la « crise » contemporaine – en réalité phase de « dépression longue » au sens précis que nous donnons ici à ce vocable.

La « grande dépression » de la fin du XIX^e siècle (1873-1895) ou la genèse du « capitalisme monopoliste ». Un réexamen

« *La Peste* : L'idéal, c'est d'obtenir une majorité d'esclaves à l'aide d'une minorité de morts bien choisis. »

Albert CAMUS, *L'Etat de siège*.

« Ce que nous connaissons sous le nom de *grande dépression*, qui a débuté en 1873, s'est manifesté brutalement en 1880 et 1889 et s'est poursuivi jusqu'en 1895, doit être considéré comme la ligne de partage entre deux stades historiques distincts du capitalisme. » Ainsi s'exprime le grand historien anglais Maurice Dobb [44, 317].

C'est qu'effectivement, une étape s'achève : celle du « *capitalisme concurrentiel* » où dominent les petites et les moyennes entreprises¹. Et la grande dépression – et ce sera le premier aspect de notre thèse (section II) – sera le début de la genèse d'une forme entièrement nouvelle du capitalisme : le « *capitalisme monopoliste* », c'est-à-dire dominé par les grandes et les très grandes entreprises¹.

Ce type nouveau de structure industrielle va se forger dans le désordre apparent de la dépression et nous voudrions montrer que, lié à un nouveau type d'usage de la force de travail, il constituera le « *mode d'accumulation* » (concept affiné au chapitre 6) qui – sous son double aspect de forme donnée à l'accumulation et au rapport salarial – va prévaloir au XX^e siècle. Un mode d'accumulation qui mettra en œuvre *la nouvelle révolution industrielle* (électricité, moteur à explosion, aluminium) – elle-même forgée dans la dépression par les grandes

1. Une firme peut être considérée comme petite ou moyenne lorsque son influence sur le marché, en particulier quant à la fixation des prix, est nulle ou négligeable. Une firme peut être considérée comme *grande* ou très grande (géante) lorsque son influence sur les marchés qui la concernent (approvisionnements, financement, débouchés) est forte ou dominante (« pouvoir de marché »).

firmes qui se mettent en place – et s'appuiera sur l'exploitation des nouveaux empires coloniaux activement conquis à la fin du XIX^e siècle. Mais, de l'apparition de ce mode d'accumulation nouveau sous son double aspect précité, nous proposerons une explication nouvelle. Et ce sera le deuxième aspect de notre thèse (section III). Préalablement, nous présenterons une brève description du deuxième cycle long.

I. De l'essor prolongé (1850-1873) à la « grande dépression » (1873-1895) : une brève description du deuxième cycle long

Le retournement de conjoncture qui ouvre la « grande dépression » de 1873 survient à l'issue *d'une longue phase d'expansion*, démarrée en 1850, qui a constitué une étape décisive dans l'industrialisation et l'équipement des grands pays capitalistes.

Du point de vue des forces productives, c'est en effet l'essor du *chemin de fer*. Mise au point au cours de la phase dépressive du précédent cycle long², cette prodigieuse invention combine trois techniques existantes : la machine à vapeur que l'on va mettre sur roues pour tracter (moteur à vapeur), les trains de wagonnets utilisés alors sur des rails de bois dans les mines de charbon, la fabrication industrielle du fer qui va permettre de produire des rails résistants. Sur la base d'une technique complètement élaborée dans les années quarante, de *grandes compagnies* ferroviaires vont alors se constituer pour transformer, avec l'appui des Etats, l'invention en innovation économique majeure, innovation devenue « socialement nécessaire » comme base industrielle de sortie de la dépression longue, dans la conjoncture de la fin des années 1840. Elles accompliront, au cours du troisième quart du XIX^e siècle, une fantastique expansion des chemins de fer. C'est ainsi qu'en France le réseau ferré passe de quelques centaines de kilomètres en 1848 à plus de 20 000 en 1873. Cette expansion va profondément marquer la croissance industrielle et la conjoncture économique.

L'industrie métallurgique et surtout la construction mécanique vont connaître – en liaison avec l'extension ferroviaire – un essor considérable. Ces deux activités vont jouer un rôle d'*industries motrices* exerçant de puissants effets d'entraînement par la demande qu'elles présentent à l'ensemble de l'industrie (c'est ainsi que la production de fer double en France entre 1860 et 1880, celle d'acier est décuplée). Par ailleurs, en décloisonnant l'ancienne économie, soumettant chaque région à la concurrence interrégionale et internationale, le chemin de fer va porter un nouveau coup aux activités artisanales et agricoles locales, ouvrant ainsi de vastes débouchés nouveaux à la grande industrie.

On va alors jusqu'à parler de *conjoncture ferroviaire* : les valeurs des compagnies qui édifient et exploitent les voies ferrées font l'objet de vives spéculations qui marquent de leur sceau les cycles et les crises classiques – on l'a vu – de toute la seconde moitié du XIX^e siècle. Ces crises constituent (avec le jeu du taux de profit) le seul « régulateur » – inintentionnel bien entendu – de l'accumulation du capital.

2. Si l'une des toutes premières locomotives est construite par un lieutenant de Watt en 1784, c'est seulement en 1827 qu'est construite la première voie ferrée du monde, en France, entre Saint-Etienne et la Loire pour relier le bassin houiller à la voie d'eau.

C'est qu'en effet, au niveau des structures industrielles et financières, domine encore largement la *forme concurrentielle* du capitalisme. Cependant, se met en place alors une entité juridique nouvelle propre à drainer des capitaux importants : la *société anonyme* (lois de 1856 en Angleterre, de 1867 en France), forme qui correspond notamment aux besoins considérables de l'accumulation du capital dans l'activité ferroviaire. Toutefois, le développement de cette dernière activité n'aurait généralement pas été possible sans le rôle décisif joué alors par les Etats qui vont transférer aux budgets publics une fraction plus ou moins importante des coûts énormes des investissements nécessaires.

C'est ainsi qu'en France – alors même que l'innovation est au point sur le plan technique – la loi Guizot de 1842 va précisément établir les conditions économiques de son développement en instaurant la prise en charge par l'Etat et les collectivités locales du coût des infrastructures : expropriation, terrassements, ouvrages d'art et bâtiments [47, 173].. Une partie importante des coûts se trouve ainsi « socialisée », tandis que les bénéfiques restent *privés*. Cela permet aux compagnies privées (et vraisemblablement sous leur pression) – auxquelles l'exploitation du chemin de fer est concédée à bail – de réaliser de substantiels profits. Naît de la sorte l'une des fonctions majeures des Etats dans les nations relevant du mode capitaliste de production : la *fonction de « support logistique »* de l'expansion économique [66, 194].

Cette expansion industrielle de longue durée se réalise dans le cadre d'une véritable division internationale du travail qui se met en place – à partir de 1846, avec l'abolition en Angleterre des « lois sur le blé » (qui en limitaient l'importation pour protéger les prix intérieurs, donc les ventes) – sur le « modèle ricardien » de l'échange préconisé par le grand économiste anglais dès 1817 [64]. L'Angleterre d'abord, dans le cadre du Commonwealth, puis d'autres pays « développés » d'alors, vont délibérément s'ouvrir au commerce extérieur, espérant gagner en échangeant leurs produits manufacturés contre des produits agricoles et des matières premières.

Mais, dans le même temps où se développe l'accumulation du capital s'opère l'expansion du modèle capitaliste de la production. Pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, l'usine, basée sur « un modèle de surveillance directement coercitive » [48], concurrence la « manufacture à façon », ce qui devait donner lieu à plusieurs soulèvements ouvriers (celui des canuts de Lyon en 1831 est le plus notable). A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, le caractère antagoniste du rapport capital-travail, l'accentuation du taux d'exploitation [47] vont entraîner des grèves d'une ampleur inconnue jusqu'alors. C'est à travers ces luttes que se constitue – tout au long du troisième quart du XIX^e siècle – le *mouvement ouvrier* qui va réussir à imposer la reconnaissance de droits considérés aujourd'hui comme fondamentaux : droit de grève (France, 1864), et droits de constituer des syndicats (France, 1884)³.

Le *retournement de la conjoncture longue* du deuxième cycle long s'opère avec la crise classique de 1873. D'une particulière intensité en Allemagne et aux Etats-Unis, celle-ci succède à une phase de forte expansion centrée sur les industries gravitant autour du chemin de fer (sidérurgie, construction mécanique). C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, le réseau ferré avait plus que doublé entre 1860 et 1878. La dépression qui suit sera exceptionnellement longue dans tous les pays, la reprise ne s'amorçant pas avant 1878-79 [44, 317].

3. Si le droit d'association fut plus tôt obtenu par les travailleurs anglais (1825), dans un cadre assez restrictif, ce n'est que dans les années cinquante que s'organise vraiment le mouvement syndical des *trade-unions* [62, 58].

En 1882, ce fut au tour de la France d'être la première frappée par la crise suivante (voir Annexe, chap. 3) qui survient après une période courte (1879-1882) mais intense d'expansion des chemins de fer et des industries liées et plus généralement des grands équipements publics : voies navigables, ports (plan Freycinet). Le ralentissement des travaux publics conduisit à la crise marquée par de retentissantes faillites et suivie d'une dépression sévère qui dure jusqu'en 1886-87. La crise française entraîna dans la dépression l'économie anglaise qui commençait à subir la concurrence étrangère tant sur le plan industriel que sur le plan agricole. Décalée aux Etats-Unis, elle n'y survint qu'en 1884 après une nouvelle phase d'expansion ferroviaire (18 600 km construits en 1882). Mais la concurrence acharnée entre compagnies entraîna la crise.

La troisième crise classique de la grande dépression (« crise Baring ») éclata à Londres en 1890 après une courte phase d'expansion au cours de laquelle la construction navale avait pris le relais du chemin de fer dont le réseau est quasi achevé. Elle débute par la faillite de la banque Baring qui avait fortement financé de grands investissements en Argentine, nouveau débouché de l'industrie anglaise, secouée par une révolution en 1890. La dépression dure jusqu'en 1895 en Angleterre tandis que la crise se propage aux Etats-Unis en 1892, où elle touche d'abord les chemins de fer et laisse l'économie américaine déprimée jusqu'en 1895, puis en France en 1893.

La période 1873-1895 – qui voit l'apothéose puis l'achèvement de la « conjoncture ferroviaire » – est ainsi marquée par de très nombreuses années de dépression : deux années sur trois (près de 15 sur 22). Mais l'industrie ne fut pas la seule à être touchée. L'agriculture européenne l'est fortement également qui se voit, à partir du dernier quart du XIX^e siècle, soumise à la concurrence du « Nouveau Monde ». Le développement agricole rapide des Etats-Unis, du Canada, de l'Argentine, joint aux possibilités entièrement nouvelles de transport intra et intercontinentaux par le chemin de fer et la navigation à vapeur, met en effet à disposition des consommateurs européens les céréales produites à bon compte dans ces pays lointains, mettant en crise les agricultures du « vieux monde ». On parle de « *crise agricole* ».

II. Dans la dépression longue, la naissance du « monopolisme » : une première explication

Mais le dernier quart du XIX^e siècle n'est pas seulement une période de dépression prolongée de l'activité économique. C'est aussi et à travers cette dépression même un véritable creuset au sein duquel se prépare une fantastique *mutation du capitalisme*. D'abord parce que s'élaborent les éléments de ce que l'on appelle parfois la *deuxième révolution industrielle*, celle de l'électricité, du moteur à explosion et de l'aluminium, forces productives nouvelles. Mais également parce que, s'appuyant sur une pratique élargie de l'*impérialisme*⁴, marquée par une extension considérable tout au long de la période des empires coloniaux des grands pays capitalistes (en Afrique et en Asie) à la recherche

4. Il ne nous paraît pas correct, du point de vue historique, de limiter – comme le fait Lénine – l'usage de la notion d'*impérialisme* à un certain *stade* d'évolution du capitalisme (le capitalisme monopoliste du XX^e siècle) lequel l'a toujours pratiqué. L'*impérialisme* désigne en réalité une propriété de la structure du marché mondial tel qu'il est produit par la genèse et le développement du capitalisme (cf. *infra*, chap. 6).

d'approvisionnements et de débouchés nouveaux (comme le proclamait ouvertement Jules Ferry), vont se mettre en place les éléments qui vont conduire à un *nouveau mode d'accumulation* du capital et donner ainsi au capitalisme un nouveau visage.

Celui-ci se situe d'abord au niveau des structures industrielles et financières. C'est, en effet, dans la grande dépression qu'en Angleterre, en Allemagne (*Kartell*) et aux Etats-Unis (*trusts*) surtout, va naître *le mouvement de la concentration industrielle*⁵, par lequel le capital se concentre et surtout se « centralise » très fortement⁶. Et ce mouvement va ouvrir la voie à ce qui deviendra au XX^e siècle le « capitalisme monopoliste » dont la constitution s'approfondira dans la grande crise de 1929.

Les traités d'économie politique expliquent habituellement le phénomène de la concentration industrielle (notion utilisée ici pour recouvrir le double phénomène de concentration et de centralisation du capital) en se plaçant d'un point de vue logique *a posteriori* et non d'un point de vue *historique*. Dès lors, ils mettent en avant les avantages de la grande dimension liés à différentes formes d'« économie d'échelle » (réduction du coût unitaire de production dû à un effet de dimension)⁷. Ce type d'analyse n'est ni inexact ni dépourvu d'intérêt. Il est seulement partiel, statique et placé dans le seul champ de l'efficacité économique *stricto sensu* [65]. Il passe entièrement sous silence le fait que le mouvement de la concentration s'est amorcé dans une conjoncture historique particulière pour des motifs qui ne sont pas seulement « économiques », ou dont l'origine ne l'est pas.

Le capital financier, le livre d'Hilferding de 1910 [52] qui constitue le premier grand travail sur la concentration industrielle tout en apportant des éléments nouveaux de première importance, n'échappe pas pour autant lui non plus à ce type de critique. Pas plus que l'ouvrage bien connu de Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, qui s'inspire largement du précédent.

Rechercher une explication plus large qui – conformément à notre problématique d'ensemble et en réponse à un questionnement particulier – inscrive le mouvement de concentration dans l'histoire sociale – ce qui constitue notre projet ici – ne signifie pas bien entendu que les facteurs économiques classiquement étudiés n'ont pas joué, mais qu'ils l'ont fait à une place qui n'est pas nécessairement la première – au double sens de ce qualificatif –, même si *ex post*, ils apparaissent comme tels et jouent un rôle important et parfois décisif.

A l'origine de ce mouvement, on rencontre d'abord – sur le plan strictement économique – une sévère entrave au fonctionnement classique du capitalisme concurrentiel et de *son mode de régulation*, régulation marchande (que certains appellent « régulation concurrentielle » [36]). Celui-ci – on l'a vu – faisait intervenir constamment le jeu du taux de profit et périodiquement la « saignée » des crises classiques, crises de régulation.

Mais, pour que ces facteurs puissent exercer leur fonction régulatrice dans une conjoncture dépressive d'effondrement des prix et avec eux des taux de profit, une forte *réduction du taux de salaire* réel effectivement payé devait pouvoir se faire

5. « Le grand revirement commence avec le *Krach* de 1873 ou plus exactement avec la dépression qui lui succéda et qui remplit vingt-deux années de l'histoire économique de l'Europe », écrit en 1909 l'économiste Levy (*Monopole, Kartels and trusts*) [55, 18].

6. Au sens de Marx, il y a *concentration du capital* lorsqu'une firme se développe par *croissance interne* (par ses propres moyens) et *centralisation* lorsque, au contraire, elle s'étend par différents moyens de *croissance externe* (fusion, absorption, prise de participation...).

7. « Ce sont ces économies d'échelle qui expliquent la concentration », *Dictionnaire de sciences économiques*, dir. A. Cotta, Paris, Mame, 1968.

pour permettre le rétablissement du taux d'exploitation amputé par la chute des prix. Cela – qui correspond à la réalité historique des crises classiques du XIX^e siècle – on ne peut le comprendre que si l'on prend conscience du fait que l'effet dépressif bien connu aujourd'hui d'une telle réduction sur la demande effective joue alors relativement peu, et que l'emporte au contraire l'effet de stimulation à l'investissement. En effet, la demande ouvrière à la sphère de production capitaliste était alors faible parce que les moyens de subsistance du prolétariat étaient encore assez largement assurés – comme de nos jours dans les pays « sous-développés » – par le secteur domestique « précapitaliste » de l'économie.

Mais la possibilité d'une réduction du taux de salaire dans la crise suppose l'existence d'un marché du travail de type concurrentiel, sans coalitions ouvrières. Autrement dit, le capitalisme concurrentiel ne pouvait fonctionner et perdurer – à travers des crises régulatrices – que dans la mesure où le marché du travail demeurait lui-même concurrentiel. Dans la mesure donc où subsistait la *cohérence structurale* de ses origines entre la nature du rapport intra-capital (capitalisme de petites unités) et celle du rapport capital-travail (travailleurs vendant *isolément* leur force de travail).

Or la montée du *mouvement ouvrier* tout au long du troisième quart du XIX^e siècle vient briser cette cohérence structurale prévalente et ne permet plus au patronat anglais de jouer aussi aisément que naguère sur le montant des salaires lorsque s'amorce, en 1873, le retournement de la conjoncture longue. De ce fait, *le capital ne peut que se présenter divisé, atomisé, face au travail coalisé*.

Conséquence de la concurrence, la baisse des prix qui s'amorce, *en Angleterre*, dans une conjoncture sociale nouvelle fut précisément, pour M. Dobb, un des facteurs de l'entrée dans la dépression et, par conséquent, du mouvement de concentration. Du fait de l'organisation du mouvement ouvrier, le taux de salaire était, en effet, devenu très peu flexible à la baisse, ne permettant plus la régulation du taux de profit par le taux de salaire [44, 322]. C'est ce qui se passa à partir de 1873 : alors que les prix ont amorcé un spectaculaire mouvement de baisse, les salaires monétaires n'ont que peu diminué ce qui entraîna l'élévation du taux de salaire réel et le recul du taux de profit. Là réside, pour M. Dobb, en complète cohérence avec notre propre analyse des crises classiques⁸, l'une des causes essentielles d'abord du démarrage de la grande dépression⁹, puis du mouvement visant à restreindre la concurrence par l'obtention de règles permettant d'établir des protections et des privilèges par des accords entre capitalistes sur les prix ou sur les volumes de production et, bien entendu, par la concentration industrielle au sens strict.

L'amputation des salaires pour restaurer le taux d'exploitation et, à travers celui-ci, le taux de profit, *le patronat américain* va encore tenter de la pratiquer dans la crise de 1873. Dès l'entrée en crise, il opère une réduction de 10 % des salaires des cheminots. Mais lorsqu'en 1877, au creux d'une dépression qui n'en finit pas, les compagnies de chemin de fer réitèrent l'opération, les cheminots se soulèvent dans tous les grands centres urbains, ouvrant une longue période de *grèves insurrectionnelles* qui enfoncent plus encore le pays dans la crise – crise

8. En effet, si l'on reprend le graphique 1 de la page 94, cette interprétation revient à dire que – pour l'Angleterre – la pente de la droite exprimant le recul du salaire réel devient moins forte sous l'effet de la syndicalisation et que, par conséquent, sur le graphique 4, la reprise du taux de profit est repoussée dans le temps voire même devient problématique. En France, la situation est sensiblement différente (cf. *supra*, annexe, p. 103 sq.).

9. L'effet positif sur la demande effective de l'élévation du taux de salaire réel étant insuffisamment compensateur de son effet négatif sur le taux de profit compte tenu du fort taux de chômage et de la part encore réduite alors des ouvriers dans la demande effective.

économique et crise sociale (analysées plus loin, en III) ; grèves de la misère d'un prolétariat en défensive ayant subi une baisse de ses salaires effectifs réels (payés hebdomadaires).

Ce sont par conséquent très largement les effets des *lutttes de classes* elles-mêmes – dans la mesure où celles-ci sont conduites victorieusement (et où, de toute façon, elles marquent des limites) par un prolétariat industriel qui a réussi à s'organiser face à un patronat encore largement dispersé – et pas seulement les « économies d'échelle » traditionnellement avancées par les économistes comme facteur explicatif de la concentration industrielle, qui sont venus *sonner le glas du capitalisme concurrentiel*.

Quasi inexistante aux Etats-Unis en 1860 où prévalait une économie de petites entreprises, la concentration industrielle et bancaire sera quasi achevée en 1929, époque à laquelle la *firme géante* (the *huge corporation*) est devenue la forme la plus caractéristique de l'économie américaine. Mais le premier grand mouvement de concentration se réalise entre la fin de la guerre de Sécession et la fin du XIX^e siècle (avec une forte pointe entre 1898 et 1902) si bien que, dès l'aube du XX^e siècle, près des deux tiers de la production industrielle sont le fait des grandes « corporations » [45, 146]. Le deuxième grand mouvement opérera entre la fin de la guerre de 1914 et 1929. Et tandis que celui-ci sera principalement orienté vers la « concentration verticale », c'est-à-dire vers la réunion de firmes concernées par des productions complémentaires, le mouvement qui nous occupe actuellement est essentiellement un processus de *concentration horizontale*, c'est-à-dire qu'il vise à réunir les petites firmes centrées sur la même activité en de vastes et puissantes entreprises capables d'exercer un véritable *pouvoir de marché*. Du point de vue de la forme, il y a soit fusion pure et simple, soit constitution d'un *trust*, combinaison d'entreprises réunies sous une direction unique.

Aux Etats-Unis, qui constituent alors le véritable *creuset de la forme future du capitalisme*, le mouvement de concentration industrielle est spectaculaire dans *trois domaines essentiels* :

- Un domaine de base de l'expansion industrielle qui avait fourni les industries motrices de la précédente phase d'essor long, mais demeurera essentiel pour l'avenir : *celui du charbon, de l'acier et des chemins de fer*, qui sera centralisé par Andrew Carnegie et sa *Carnegie Steel Company* (fondée en 1883) avec l'appui de la Banque Morgan et donnera finalement naissance, en 1901, au géant américain de l'acier, la United States Steel Corporation (*United Steel*).

- Deux domaines de base de la « nouvelle révolution technologique » :
 - *le pétrole*, branche d'activité totalement neuve (son exploitation a commencé en 1859 dans l'Ohio en vue de son utilisation pour l'éclairage et le graissage) que John D. Rockefeller parviendra à unifier en un véritable empire pétrolier sous la forme d'un gigantesque *trust* (le premier) dès 1882 : la *Standard Oil Trust*¹⁰. C'est notamment sous son impulsion que sera mis au point puis développé, aux alentours de 1880, le *moteur à explosion* utilisant l'essence de pétrole ;

- *l'électricité* : branche entièrement nouvelle également qui va se trouver concentrée sous l'impulsion de deux hommes : Thomas Edison (associé au banquier J.-P. Morgan) parvient à constituer en 1892, par absorptions successives,

10. Les « procédés idylliques » (allant de l'intimidation à la corruption et aux voies de fait) utilisés par John D. Rockefeller pour édifier son empire sont admirablement décrits dans [53]. La *Standard Oil Trust* regroupait 39 sociétés pétrolières dont les actions furent ensuite remises à neuf « fondateurs de pouvoir » (les *trustees*, d'où le nom de *trust* donné au conglomérat) agissant par délégation totale au nom des actionnaires qui ne conservent que le droit aux dividendes.

L'ELECTRICITE

Innovation et concentration industrielles

Utilisant un ensemble de recherches individuelles (Volta, Faraday, Ampère) conduites depuis plus de cinquante ans, le processus de développement rapide des utilisations de l'électricité industrielle au cours du dernier quart du XIX^e siècle « a été une innovation rapidement accomplie du fait que le pouvoir de création a été presque continuellement sollicité par les besoins d'utilisation », lesquels étaient produits par l'industrie.

Si l'on considère la question de *l'éclairage électrique*, on sait que la première expérience d'éclairage public réalisé sur la place de la Concorde en 1844 par Deleuil utilisait une lampe à arc munie d'un réflecteur et que, pendant plus de trente ans, la recherche resta sur un plan artisanal. La percée véritable fut réalisée par Edison en 1880 au moyen de la lampe à incandescence mise au point et diffusée par lui. C'est que ses travaux furent rendus possibles et systématiquement conduits par un grand laboratoire parce qu'« il disposait de capitaux ; [qu'il] avait la confiance de banquiers comme Morgan qui réunirent les fonds nécessaires pour créer les sociétés industrielles chargées d'exploiter ses réalisations et pouvant offrir de confortables salaires ». Grâce aux moyens considérables mis à sa disposition, la période de gestation du système complet de l'éclairage électrique industriellement exploitable ne dura que quatre ans, de 1878 à 1882.

Dès octobre 1878 et « à l'instigation de la Western Union qui venait d'acquérir les brevets de Bell pour le téléphone et qui redoutait de laisser en d'autres mains l'exploitation des futurs procédés d'Edison, un groupe des principaux capitalistes de New York fonda une société : *Edison Electric Light Company*, au capital de 300 000 dollars » (3000 actions dont 2500 étaient données à Edison). Et dès 1881, cette société partait à la conquête de l'Europe en y créant des filiales.

Pour éviter la concurrence de la compagnie de son rival Swan, Edison négocie une fusion qui donna naissance à la *Edison and Swan United Electric Company Ltd* en 1888. Après la mise au point des tramways et l'absorption de la Spragne C^o, cette dernière devait fusionner avec Thomson-Houston pour fonder en 1892 la *General Electric Company* qui se trouve détentrice de la moitié des brevets déposés depuis 1877 pour l'exploitation de l'électricité. « Ainsi, avant même que l'ère de l'électricité industrielle soit véritablement ouverte, *les sociétés capitalistes américaines tenaient en main l'avenir de cette industrie*, non seulement dans leur propre pays mais par le truchement de leurs filiales européennes, dans tout l'ancien continent. »

(D'après [42], spécialement p. 395, 405, 409, 423 pour les citations.)

une firme géante, *The General Electric Company*, rivale de la *Westinghouse Electric Company* fondée en 1886 sous la houlette d'un autre grand de l'électricité, George Westinghouse, les deux hommes réussissant d'ailleurs parfaitement à s'entendre pour se partager le marché...

Ce sont ces hommes et ces géants industriels qui vont alors être en mesure de transformer les récentes découvertes en ces innovations rentables massivement exploitables qui vont faire la nouvelle révolution industrielle (cf. hors-texte ci-contre). Systématiquement recherchées et mises au point par les plus grandes firmes, les applications se multiplient très vite, ce qui va donner naissance à l'industrie du matériel électrique, aux industries chimiques par l'utilisation industrielle de l'électrolyse (aluminium) et à l'industrie automobile, qui deviendront les activités motrices de la phase d'expansion longue à venir.

L'assemblage en un ensemble géant, au sein duquel le pouvoir est détenu par quelques hommes (les *corporate richs*), de multiples petites entreprises selon des procédés souvent illégaux (d'où le nom de *barons voleurs* donné aux grands capitalistes américains d'alors) [53] [43] n'est pas sans rappeler l'*accumulation primitive* du capital telle que Marx la décrit dans *Le Capital* (livre I), en particulier « l'expropriation de la population campagnarde ». Cette fois-ci, et en même temps que l'impérialisme est réactivé et va être modifié dans sa forme, ce sont les petits de l'industrie qui se trouvent – et souvent avec les mêmes procédés – véritablement *expropriés* en une phase de l'histoire du capitalisme qui constitue en quelque sorte *une nouvelle étape de l'accumulation primitive*. Le même processus s'observe alors dans l'agriculture californienne, qui demeure la première au monde du point de vue des structures capitalistes [35].

On peut considérer la tendance à la « concentration du capital », c'est-à-dire à la *croissance interne* par investissements propres, comme une conséquence logique de l'accumulation du capital qui s'intensifie sous la double pression de la concurrence et des luttes sociales. Son objectif et son effet premier sont une réduction des coûts par une production à plus grande échelle (« les gros capitaux battent les petits » écrivait déjà Marx ¹¹). Mais elle permet également d'acquiescer une position plus favorable sur les marchés et en particulier sur le marché du travail. C'est ce dernier objectif que vise systématiquement la « centralisation du capital », ou *croissance externe* par réunions de firmes déjà constituées selon diverses modalités juridiques, voire de façon informelle. Cette forme de croissance des firmes qui s'engage à partir du dernier quart du XIX^e siècle vise, par là même, à dépasser la contradiction que porte en elle la concurrence. Puissant stimulant de l'accumulation du capital, la concurrence contient, en effet, nous l'avons vu, une tendance à la suraccumulation et à la dépression et n'arrive pas (ou plus) alors à réconcilier par le marché la libre initiative individuelle ni avec les forces organisées du travail, ni avec le caractère collectif de la production. Le caractère durable de la dépression, et donc de cette incapacité, conduit à la mise en question du modèle concurrentiel.

En conséquence, le capital va chercher à élargir à un espace croissant l'univers planifié de la firme privée, donc à réduire, dans le même mouvement, le rôle du marché concurrentiel (et, par conséquent, du marché tout court) qui constitue pour lui un facteur d'incertitude, donc de risque devenu intolérable. Cela signifie concrètement que la demande à la firme devra être de moins en moins autonome, de plus en plus conditionnée dans son niveau et dans son prix.

11. Et par là même, bien entendu, accroissement ou maintien du taux de plus-value, donc du taux de profit qui tend à baisser sous l'influence de l'augmentation de la valeur du capital technique par rapport au coût de la force de travail.

La concentration industrielle se trouve facilitée dans son mouvement par la *concentration bancaire* : les grandes banques d'affaires jouent souvent un rôle décisif dans les opérations de centralisation du capital industriel et demeurent parfois associées aux entreprises qu'elles ont réunies. Ainsi de la banque Morgan et de United Steel. Ce sont précisément ces formes d'alliances qui ont donné naissance à ce que Hilferding désigna « *capital financier* ».

Le processus de concentration industrielle est un phénomène de *destruction créatrice* dans la mesure où il produit de nouvelles structures sur la base de la destruction d'un ancien système industriel et de la destruction pure et simple de nombre d'unités industrielles « démodées » [27, 759].

Et c'est en cela que, dans le même mouvement, il produit la « *dépression longue* », condition nécessaire à la nécessaire transformation de la structure économique : faillites en chaîne, chômage massif et misère ouvrière (si fortement décrite par Zola) – qui caractérisent la « grande dépression » – sont le prix à payer, le coût social de l'émergence du nouveau capitalisme. Et dépression longue ne veut pas dire stagnation généralisée, mais recul d'activité ici, *nouvelles formes d'expansion là, autour du noyau qui fait la nouvelle révolution industrielle...*

Ce mouvement débouche lui-même – comme le note M. Dobb – sur « l'extension des champs d'investissement, la recherche des effets stimulants des marchés à l'étranger pour maintenir les capacités productives pleinement employées, le désir de réaliser un partage des régions les moins développées du monde en territoires exclusifs et en marchés privilégiés [44, 330]. Le développement de l'*impérialisme* apparaît ainsi comme une des *issues* à la dépression longue, comme il l'était des dépressions « classiques ».

III. Le rôle des luttes sociales dans l'avènement du monopolisme, ou la naissance d'une « mégamachine sociale » nouvelle

Période historique de constitution du *mouvement ouvrier* – laquelle aboutit notamment à la fondation à Londres en 1864 de la première *Association Internationale des Travailleurs* –, marquée par d'intenses luttes sociales, le troisième quart du XIX^e siècle s'achève en France par la première grande tentative de révolution socialiste : la *Commune de Paris* de 1871 (laquelle n'est pas faite seulement d'ouvriers d'*usine*). La puissance de ce mouvement, qui non seulement parvient à modifier le prix de la force de travail mais encore *met en cause la discipline industrielle* (sur ce concept [48]) elle-même, le capital devait la briser pour assurer sa propre survie. C'est l'hypothèse sur laquelle nous allons travailler ici et dont la vérification fera surgir un nouveau facteur *directement* explicatif du processus de concentration industrielle (directement, car les luttes sociales interviennent déjà par leur effet sur le taux de salaire). Pour ce faire, nous nous appuyerons essentiellement sur *le cas des Etats-Unis*, lieu où se forge le nouveau visage du capitalisme.

A l'époque qui nous intéresse existait – jusqu'au sein du système hiérarchique coercitif de l'*usine* (laquelle cohabitait encore largement avec les formes plus anciennes de l'organisation capitaliste : manufactures, fabriques et même travail à façon) – un véritable *pouvoir ouvrier*, conséquence du rôle essentiel encore exercé dans la production par cette fraction du prolétariat que constituaient

les ouvriers de métier, véritable « aristocratie ouvrière »¹². Ils détenaient un savoir-faire et des connaissances pratiques irremplaçables qui les plaçaient, au sein de l'usine, au sommet d'une hiérarchie inverse de la hiérarchie sociale : patron, chef d'atelier, ingénieur dépendaient de la compétence de l'ouvrier de métier, complémentaire et souvent supérieure à la leur. Ils avaient besoin de sa coopération, de ses conseils, de son estime personnelle, de sa fidélité, tandis que l'ouvrier de métier n'avait besoin ni du patron, ni des « officiers de la production » pour assurer celle-ci¹³ [49, 59]. Il animait *des équipes de travail relativement autonomes* dans la production.

De ce fait, existait dans la fabrique, reconnu par Taylor lui-même, « un pouvoir ouvrier d'ordre technique, parallèle au pouvoir social et économique du capital, capable de s'opposer à celui-ci et d'en envisager la suppression » [49, 59]¹⁴. Et cette possibilité tendait à s'actualiser fortement avec *la montée du mouvement ouvrier* – dont l'axe est précisément constitué, surtout aux Etats-Unis, par les ouvriers de métier – qui vient renforcer considérablement ce pouvoir ouvrier, en même temps qu'il va le doter d'une stratégie d'ensemble. Ainsi, « l'idée d'une classe-sujet de producteurs associés, d'une prise de pouvoir révolutionnaire surgissait-elle, pour A. Gorz, dans le prolongement direct de l'expérience de ces ouvriers-là » [49, 59].

La *convergence de trois phénomènes* : la persistance du pouvoir ouvrier dans la production, la puissance grandissante du mouvement ouvrier, l'intense misère ouvrière au moment des crises économiques, tend à produire, en certains pays, *une situation à caractère révolutionnaire*, comme ce fut le cas en France lors de la Commune de Paris et comme nous le verrons aux Etats-Unis en 1877 et 1886. Cette puissance ouvrière montante, le capital se devait de la briser.

Aux Etats-Unis, berceau du monopolisme, c'est au sortir de la guerre de Sécession et jusqu'en 1886 que va s'organiser le mouvement ouvrier. En 1865, pratiquement chaque grande cité industrielle américaine dispose d'une série d'unions locales de métiers (*Local Craft Unions*) ainsi que d'une assemblée syndicale de ville (*City Trades Assembly*) représentant les métiers. Toutefois, si plusieurs fédérations de métiers (*National Craft Unions*) sont déjà constituées, aucune organisation confédérale n'existe encore. La première tentative en ce sens

12. Comme le montre bien A. Gorz dans [49], M. Perrot, dans [63] en particulier p. 487 ou encore D. Montgomery [58, ch. I]. Soulignons bien ici que « ce pouvoir n'était pas celui de tous les ouvriers regroupés, ni celui du « travailleur collectif » : c'était celui des professionnels qui, aidés et assistés par des manœuvres et des O.S., occupaient *au sein* de la classe ouvrière le sommet d'une hiérarchie spécifiquement ouvrière, indépendante et concurrente de la hiérarchie sociale englobante », A. Gorz [49, 59]. Sur cette *hétérogénéité* de la classe ouvrière, cf. également [62]. « Le monde ouvrier se trouve divisé en deux catégories : d'un côté les professionnels *responsables de la fabrication* ; de l'autre, les manœuvres, chargés des travaux auxiliaires : transports, manutention et nettoyage » [62, 327] (souligné par nous).

Il convient également de noter ici qu'il existe encore beaucoup, aussi bien en Angleterre [44, 282] qu'aux Etats-Unis une forme d'emploi indirect de la force de travail par la médiation de sous-traitants intermédiaires, à la fois employés et employeurs. C'est le *tâcheronat* (ou « marchandage ») ou « sous-entrepreneur », forme interdite en France depuis 1848. Cf. également [41, 39].

13. Ils avaient aussi une idéologie ouvrière, une *fierté de milieu* : on faisait la « pièce » en dix minutes ; *pas plus* (on n'était pas un paresseux), *pas moins* (on ne devait pas jouer le jeu du « boss »). *Finalement, une conscience de classe* et de métier.

14. Ce pouvoir technique de la classe ouvrière est effectivement reconnu par Taylor lui-même, lorsqu'il commence son travail de « rationalisation ». « Comme il est encore d'usage dans la plupart des ateliers de ce pays (les Etats-Unis), écrit-il, *l'atelier était en pratique conduit par les ouvriers et non par les contremaîtres*. Les ouvriers avaient soigneusement fixé combien de travail on devait faire. » Il dénonce « l'ignorance où se trouvait la direction de ce qui constitue une juste journée de travail pour un ouvrier. Il se rendait compte que, alors qu'il était chef d'atelier, la somme des connaissances et de l'expérience des ouvriers qu'il commandait était exactement dix fois plus étendue que la sienne » [37, 90].

va se réaliser, à partir de 1864, sous l'impulsion d'un vétéran du mouvement ouvrier, W.-H. Sylvis, qui parvint en 1866 à constituer la *National Labor Union*, « fondée principalement sur la représentation des syndicats locaux et des assemblées syndicales de ville, non directement sur les fédérations de métiers » [34, 295]. Elle vécut cinq ans, combattant pour la reconnaissance des syndicats, pour la hausse des salaires et la réduction du temps de travail, mais aussi pour la création de coopératives ouvrières. Elle représente ce qui deviendra le courant majeur du syndicalisme américain tout entier orienté jusqu'à la crise de 1929 vers la défense des seuls ouvriers de métier.

Une exception brève (1875-1887) mais remarquable et considérable surgit toutefois dans la période qui nous intéresse : la création beaucoup plus ambitieuse du *Noble Order of the Knights of Labor* : les « Chevaliers du Travail ». Issu de Philadelphie en 1869, ce mouvement nouveau et beaucoup plus radical, devint en 1875 (après plusieurs années d'un travail secret imposé par la répression patronale) « une grande organisation nationale qui exerça pendant plus de dix ans une puissante influence dans le monde industriel ainsi que dans les débats sur le travail et dans l'opinion » [34, 296]. Il ne s'agissait plus seulement pour les Chevaliers d'unir les ouvriers de métier à travers leurs syndicats locaux, mais de réunir l'ensemble des travailleurs dans une solidarité active (« Un préjudice causé à un seul fait du tort à tous », telle était leur devise) – qu'ils soient qualifiés ou non qualifiés, hommes ou femmes, blancs ou de couleur – en une seule grande organisation. De plus, non seulement le mouvement suscitait la création de coopératives ouvrières, mais encore, visant l'abolition du salariat [50, 31], « il caressait un rêve : celui de transformer le système capitaliste en une communauté socialiste » [34, 296] et, à cet effet, réclamait notamment l'appropriation publique des chemins de fer et des équipements hydrauliques.

Grâce aux résultats qu'il obtint sur le plan du salaire et de certaines réformes sociales, l'Ordre des Chevaliers du Travail attira dans ses rangs des centaines de milliers de travailleurs de l'industrie et des classes moyennes. Il atteint sa puissance maximale entre 1880 et 1886 (700 000 membres en 1886)¹⁵ sous la présidence de Terence V. Powderly. Leurs chefs jouèrent un rôle important mais encore caché dans les grandes *grèves insurrectionnelles de 1877* qui intervinrent au cours de la grave dépression qui suivit la crise classique de 1873. Ces grèves virent l'avènement fugace de plusieurs communes ouvrières et connurent une répression sanglante, mais développèrent la solidarité ouvrière et suscitèrent précisément le développement de syndicats unifiés.

Tandis que, conscients des risques encourus (la Commune de Paris est toute proche), « les employeurs se trouvèrent alors en présence d'un inquiétant défi au capitalisme » [34, 296], un événement important se produisit en 1877. Il doit être souligné car il marque une étape dans l'histoire de l'*Etat* américain. Pour la première fois en effet dans l'histoire, le président des Etats-Unis, le républicain Hayes, fait intervenir l'*armée fédérale* dans un conflit du travail, pour briser une grève par la violence et restaurer l'« ordre » du capital. En même temps que s'exprime la puissance ouvrière, l'Etat devient directement *répressif*.

La question se pose donc : pourquoi, dans une conjoncture aussi favorable aux Chevaliers qui remportent de grands succès en 1884 et 1885, le déclin de l'Ordre survint-il alors en quelques années à partir de 1887 ? Suffit-il pour l'expliquer d'invoquer – comme le font Ch. et Mary Beard, l'échec de certaines grèves de

15. Cela est sans doute en partie lié au développement du travail non qualifié, lui-même relié à l'immigration massive entre 1880 et 1915 (15 millions de personnes).

ETATS-UNIS 1873-1895

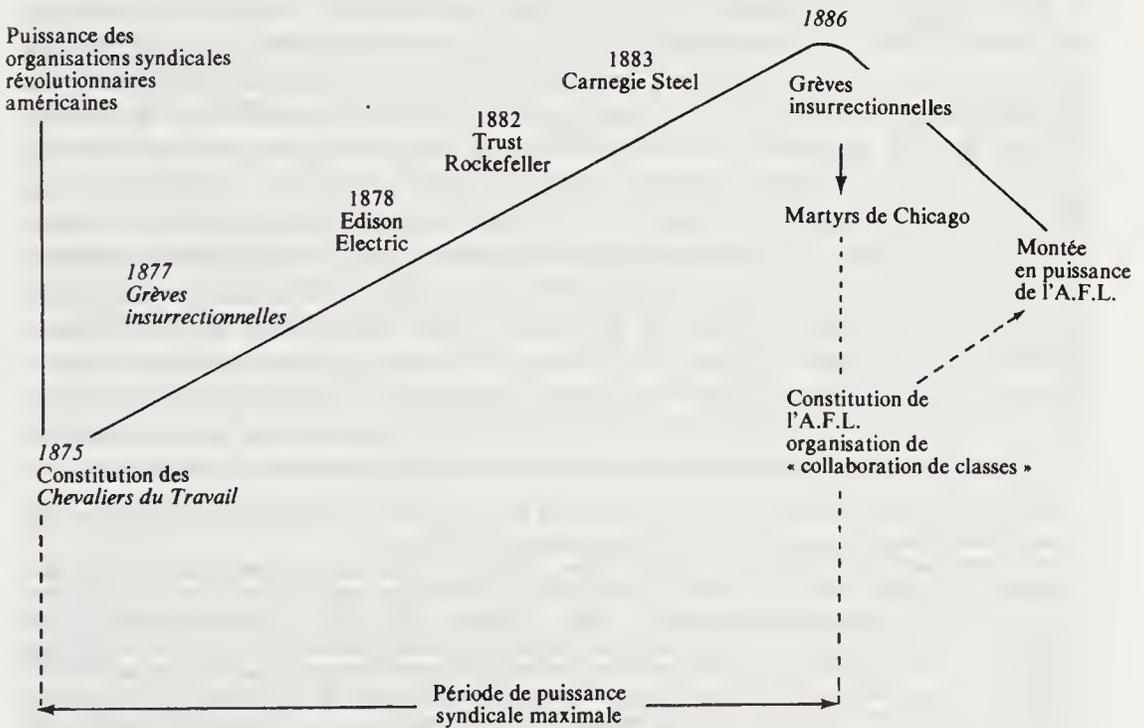
LES FAITS « ECONOMIQUES »

- Grave crise économique 1873-1878
- hécatombe des sociétés de chemins de fer
 - chute de la production (fer, rail, textile, bâtiment)
 - chute des prix (25 % entre 73 et 79)
 - réduction de l'immigration
- Genèse du monopolisme, dans l'acier :
- Carnegie Steel C°, 1883
 - le pétrole :
 - Standard Oil Trust, 1882
- Grave crise économique 1884-1886
- « panique des chemins de fer »
 - nombreuses faillites bancaires
- Genèse du monopolisme dans l'électricité :
- Edison Electric, 1878
 - Westinghouse Electric C°, 1886
 - General Electric C°, 1892
- Grave crise économique, 1893-1897
- Genèse du taylorisme

LES FAITS « SOCIAUX »

- 1875 : naissance des *Chevaliers du Travail*
- 1877 : grèves insurrectionnelles
- 1875-1886 : existence d'un pouvoir syndical révolutionnaire (les *Chevaliers*)
- 1886 : grèves insurrectionnelles, répression sanglante (les *Martyrs de Chicago*)
- 1886 : Création de l'*American Federation of Labor* (A.F.L.), pouvoir syndical professionnel
- 1887 : fin des *Chevaliers du Travail*
- Persistance du pouvoir technique ouvrier
- Immigration massive

ETATS-UNIS 1875-1886 : UNE PÉRIODE CRUCIALE



masse (lesquelles ?), le besoin exprimé par les travailleurs d'avantages immédiats de salaire et de temps de travail (mais l'Ordre ne se battait-il pas précisément pour cela ?) ou encore le mépris des syndicats de métiers (que l'Ordre ne réussit pas à submerger) pour les méthodes et les idéaux des Chevaliers ? Les syndicats de métiers poursuivaient en effet leur propre mouvement d'organisation en fédérations de métiers et parvinrent à se confédérer en décembre 1886, créant alors l'*American Federation of Labor* (A.F.L.), organisation purement revendicative qui – acceptant le système capitaliste – pratique la « collaboration de classes » et se limite à vouloir instaurer un rapport de force donc un *bargaining power* satisfaisant face au patronat.

Nous ne pensons pas que les arguments avancés par les Beard soient suffisants. Les Chevaliers du Travail, organisation de lutte de classes, dès lors qu'elle atteignait une puissance suffisante pour menacer le système, devait être brisée. Pour ce faire, deux instruments (au moins) furent utilisés :

– *la répression* la plus brutale contre les grèves de masse organisées par les Chevaliers conduite par les troupes fédérales et les milices patronales armées ou par les tribunaux dont certains vont déclarer illégales les actions ouvrières et enjoindre aux grévistes l'ordre de reprendre le travail sous peine de sanctions judiciaires (*injunction*) ;

– *une pression constante* exercée sur les travailleurs, notamment par l'usage de polices internes aux entreprises pour repérer les militants et tenter de briser les grèves, et par la pratique des *yellow dog contracts*, contrats de travail interdisant l'activité syndicale.

Il est par ailleurs permis de se demander si la création de l'organisation « jaune » rivale, l'A.F.L., ne fut pas soutenue par le patronat qui y voyait un cheval de Troie dans la forteresse syndicale.

Le chômage et la misère ouvrière qu'avait entraînés la nouvelle crise économique de 1884 et la dépression forte et prolongée qui la suivit provoquèrent un véritable *soulèvement ouvrier* [51] qui, comme en 1877, partit des cheminots. « Le grand soulèvement atteignit son point culminant dans la bataille pour la journée de huit heures, déclenchée le 1^{er} mai 1886 et qui fut la première tentative de grève générale à l'échelle nationale aux Etats-Unis » [51, 28]³. La grève prit une ampleur considérable à Chicago, ville qui était alors à l'avant-garde du mouvement ouvrier américain, 80 000 ouvriers en grève y firent d'imposantes démonstrations de masse. Effrayée, la bourgeoisie prit prétexte de ce qui fut une grave provocation (une bombe jetée sur des policiers par un individu manipulé par la police¹⁶) pour frapper un grand coup : elle fit arrêter puis condamner à mort et exécuter les chefs syndicaux¹⁷. *Le crime de Chicago sonnera le glas des Chevaliers du Travail*. Leurs responsables sont partout persécutés et privés d'emploi. Trop jeune encore, insuffisamment structurée, l'organisation n'y résista pas ¹⁸.

16. Le juge Gary, président du tribunal, reconnut le fait sept ans plus tard, mais il ajouta que cela n'avait aucune importance. Là n'était pas la question... [46, 111].

17. « Les martyrs de Chicago : Parsons, Fischer, Engel, Spies et Lingg, appartiennent, depuis lors, au prolétariat international et la célébration universelle du 1^{er} Mai commémore le crime atroce perpétré aux Etats-Unis par les paladins de la « libre entreprise » [51, 29]. L'historien américain Foner rapporte le mot terrible d'un patron américain de Chicago lors du procès : « Non, je ne considère pas ces gens comme coupables, mais ils doivent être pendus [...]. Je considère que le mouvement ouvrier doit être détruit ! Les Chevaliers du Travail n'oseront jamais plus nous créer de désagrément si ces hommes sont pendus » [46, 111]. On ne saurait être plus clair. Et Foner d'ajouter : « Les patrons avaient dit : "ils doivent être pendus" ». La justice s'empressa de les satisfaire. »

18. Pour Ph. S. Foner, la cause principale du déclin rapide des Chevaliers du Travail après 1886 serait à rechercher dans un conflit entre une base ouvrière dure et une direction de collaboration de classe qui aurait volontairement laissé adhérer un grand nombre de non-travailleurs pour s'appuyer

Elle y résista d'autant moins qu'elle dut subir l'opposition de plusieurs fédérations de métiers, lesquelles finirent – ainsi que nous l'avons vu – par se confédérer pour fonder l'*American Federation of Labor*, déclarant véritablement la guerre aux Chevaliers [50, 31].

Résultat d'un conflit sans merci entre deux idéologies et deux stratégies ouvrières radicalement différentes [50], « cette scission devait couper pour plusieurs générations les ouvriers qualifiés des non-qualifiés. Dans la lutte entre le principe de la solidarité ouvrière et celui de l'égoïsme corporatif, ce dernier l'emporta » [51, 31] alors. Dernier sursaut, dernière défaite ouvrière de la grande dépression : la création, la croissance et la chute de l'*American Railway Union* créée par Debs dans la dépression (1892-1895) qui suit la crise classique de 1892, combattue à la fois par le patronat et par l'A.F.L...

Ainsi, dans le même temps où il doit admettre les organisations ouvrières, le patronat doit-il s'attacher à en limiter la puissance, notamment en s'appuyant sur *le pouvoir d'Etat*, son influence de ce point de vue croissant avec la concentration industrielle. En effet, comme l'écrivait Hilferding en 1910, « la cartellisation unifie le pouvoir économique et accroît par là directement son efficacité politique [...], elle unifie en même temps les intérêts politiques du capital et permet au pouvoir économique d'exercer toute son action sur le pouvoir d'Etat » [52, 456]¹⁹. Il s'agit d'un élément essentiel dans sa lutte contre le pouvoir ouvrier.

Pour assurer une issue *capitaliste* à la dépression, le capital devait – on l'a vu – briser la puissance ouvrière. D'abord et avant tout les forces révolutionnaires qui – réunies autour des Chevaliers du Travail – mettaient le système social en question ; d'où la violente répression anti-ouvrière qui aboutit en 1886. Cela fait, il lui restait, pour reprendre totalement le contrôle de la classe ouvrière, à trouver un moyen de *saper le pouvoir technique* qui donnait un poids considérable aux syndicats de métier (qu'il avait dû soutenir dans un premier temps contre les Chevaliers) en même temps que d'utiliser les masses de travailleurs migrants non qualifiés qui affluent notamment d'Europe de l'Est [41, 51].

La centralisation du capital donc de l'organisation du travail²⁰ par *concentration* de la force de travail – que le capital devait réaliser aussi pour des raisons « économiques » (réduire la concurrence) ainsi que nous l'avons vu – va y contribuer de deux manières : d'abord dans la mesure où la centralisation permet un contrôle « politique » plus strictement organisé des travailleurs par les polices patronales et facilite le front commun antisyndical. Ensuite, dans la mesure où elle va permettre d'imposer une *modification* radicale du procès de travail, laquelle va constituer une forme nouvelle de *contrôle* de la force de travail et ouvrir une large possibilité d'usage d'une main-d'œuvre non qualifiée. Ainsi sera progressivement trouvée une solution au double problème qui se posait.

La montée du monopolisme dans la dépression (sur le modèle du chemin de fer têt concentré) serait ainsi l'issue « choisie » par le capital pour *dépasser les* sur eux [46, 57]. Mais ce renversement de position de la direction n'intervient-il pas précisément *après* les dramatiques événements de 1886 alors que quelques mois à peine avant ceux-ci (en septembre 1885), les Chevaliers avaient remporté leur plus grande victoire contre le plus haï des « barons voleurs », le magnat des chemins de fer, Jay Gould, après une lutte exemplaire [46, 50-53] ? Et n'est-il pas, par conséquent, lui-même, un effet de la répression ?

19. Aux Etats-Unis, les affaires politiques devinrent la politique des affaires : le pouvoir fédéral était entièrement tenu par le *big business* au service de ses intérêts [43, ch. 6].

20. La constitution de manufactures au XVI^e siècle en lieu et place d'un système décentralisé est, on l'a vu, le premier moment du processus de centralisation de l'organisation productive par *concentration* en un même lieu des producteurs autrefois dispersés en de multiples ateliers artisanaux pour les placer dans l'étroit *contrôle* d'une direction unique [57].

contradictions qui se sont développées au cours de la longue période d'accumulation du capital et d'expansion économique du troisième quart du XIX^e siècle et qui sont venues entraver son expansion :

- contradiction « économique » due aux risques d'une concurrence sans frein dans un environnement social nouveau ;
- contradiction « sociale » due aux dangers que fait peser le contre-pouvoir croissant du mouvement ouvrier dans un nouveau contexte économique.

La concentration et la centralisation du capital, très généralement exclusivement interprétée comme réponse à la seule contradiction économique, aboutit en fait – dans son mouvement même – à concentrer la force de travail qu'il est devenu nécessaire et qu'il devient ainsi possible de mieux *contrôler*. Mais cela suppose une condition nécessaire : la mise en place dans l'usine d'un *ordre disciplinaire nouveau, base sociale* d'une future expansion dont la « deuxième révolution industrielle » fournira la *base technique*. C'est ce à quoi s'attachera le capital.

Cet ordre nouveau va – sur le plan du rapport capital-travail – comporter trois dimensions principales : reconnaissance du mouvement ouvrier, amélioration des conditions de travail, transformation du procès de travail.

La *reconnaissance* dans la plupart des grands pays capitalistes des organisations ouvrières, de fait (Etats-Unis, après la mise à mort des Chevaliers du Travail) ou de droit (France 1884), venant après celle du droit de grève déjà conquis (France 1864), traduit l'existence du nouveau rapport de forces que la classe ouvrière a su imposer par ses luttes. La bourgeoisie doit l'admettre²¹ et, ce qu'elle n'a pu détruire frontalement, elle va tenter à la fois de le domestiquer et de le saper plus subtilement.

La résolution (provisoire) du conflit capital/travail passe également par *une certaine amélioration des conditions générales de travail*, laquelle va donner une ampleur nouvelle au *droit du travail* : limitation de la durée du travail (lois de 1874, 1892, 1900 en France), nouvelle réglementation du travail des femmes et des enfants, fixation de conditions minimales d'hygiène et de sécurité dans les ateliers (première loi en ce domaine en France en 1893).

L'ordre productif nouveau, du point de vue du travail, ce sera enfin et surtout la mise au point du *taylorisme* à partir de 1880 aux Etats-Unis, lesquels s'érigent alors définitivement en matrice du nouveau capitalisme. Aboutissement des efforts patiemment poursuivis par le grand patronat américain dans la période²², il est établi par et dans les grandes firmes, puis connaîtra une diffusion rapide avec la reprise de l'expansion longue à la fin du siècle²³.

S'inscrivant dans une longue tradition qui remonte au début du siècle²⁴, généralement présentée par toutes les orthodoxies comme « organisation scientifique

21. « Il faut désormais reconnaître aux « barbares » leur rôle social, les accepter comme interlocuteurs possibles, ne plus croire qu'il suffit de les dresser. La bourgeoisie n'a plus le choix et la crise des années 1880 presse les échéances : il faut éduquer la classe ouvrière et reconnaître ses organisations » [48, 239].

22. Dans [40] B. Coriat montre qu'effectivement la question que le patronat américain se pose et qui est alors débattue dans des cercles spécialisés (en particulier au sein de l'*American Society of Mechanical Engineer* fondée en 1870, société devant laquelle Taylor fera trois communications importantes) est celle de savoir « comment contourner ou mieux briser ce qu'on désigne par la « flânerie » et que nous nommerons par son concept : *la résistance ouvrière au travail salarié* » (p. 111, souligné par nous).

23. L'une des premières mises en application concrète de ses principes est celle que Taylor réalisa lui-même à la Bethlehem Steel Company en 1899.

24. Avec notamment les travaux de Babbage (1832) et Ure en Angleterre, Christian (1819), Dupin et Bergery en France.

du travail », élaborée pour de simples raisons d'« efficacité économique », comme conséquence « techniquement » nécessaire du machinisme triomphant, le taylorisme correspond à de *tout autres enjeux*. Et les travailleurs ne s'y étaient pas trompés qui conduisirent des luttes importantes contre des procédés qui tenaient (notamment) à les priver de toute initiative [56]. Mais il fallut près d'un siècle pour que des économistes et des sociologues reconnaissent le phénomène pour ce qu'il était (alors que Taylor lui-même s'en cachait à peine)... Cette reconnaissance revint d'abord à des économistes radicaux américains, témoins des formes nouvelles de lutte contre le travail industriel. H. Braverman résume bien d'une phrase leur approche : « *En détruisant le métier en tant que processus contrôlé par l'ouvrier, le capitaliste le reconstitue comme processus placé sous son propre contrôle* » [37, 71]²⁵. Et par là même, en détruisant le métier, il abolit « ces ouvriers de métier qui avaient, avec la fierté du travail bien fait, la conscience de leur souveraineté pratique » [49, 56]. *Il détruit leur pouvoir technique* en permettant au patronat de se passer des ouvriers qualifiés et il sape le pouvoir syndical. Le savoir ouvrier se trouve en effet – c'est l'objectif même de Taylor – « *exproprié* » [41] par observation systématique, suivie d'analyse et de « normalisation » puis de transformation en tâches élémentaires standardisées et codifiées, que n'importe qui peut effectuer après une brève initiation en actionnant des outillages eux-mêmes standardisés. C'est une nouvelle étape dans la dégradation du travail et dans *l'aliénation* du travailleur. Cela permettra aux grandes firmes l'emploi direct (sans apprentissage) des masses de migrants dépourvus d'expérience industrielle qui affluent alors aux Etats-Unis (environ 15 millions entre 1880 et 1915...) et qui – comme les Noirs du Sud récemment libérés de l'esclavage... – présentent l'immense avantage d'être *inorganisés*²⁶ (ce qui renforce l'effet de destruction du pouvoir ouvrier) donc plus dociles et moins exigeants.

Certes, le résultat, en même temps que l'un des effets recherchés (mais les deux sont étroitement liés), va être un *accroissement de la « productivité du travail »*. Celui-ci vient d'abord de l'intensification du travail par l'imposition de normes et donc de rythmes accélérés pour la réalisation des tâches élémentaires. L'un des buts essentiels de Taylor est précisément d'éliminer ce qu'il nomme *la « flânerie systématique »* et qui n'est en réalité que l'une des formes de la *résistance ouvrière au travail industriel*²⁷. Mais le taylorisme introduit deux autres formes de réduction du coût en travail payé incorporé dans les marchandises dans la mesure où il autorise l'emploi d'une main-d'œuvre déqualifiée peu coûteuse pour opérer les tâches répétitives, et où il conduit à une application approfondie du *principe de Babbage* (1832). Selon celui-ci, l'éclatement des tâches permet d'appliquer à chacune un certain type spécialisé de travail et donc de pouvoir la réaliser au moindre coût puisque l'employeur peut n'acheter que la quantité précise de chaque qualité nécessaire de travail [37, 72]. *Condition « sociale » de la poursuite de l'exploitation de la force de travail, les nouvelles formes de contrôle de celle-ci sont en même temps – dans un certain contexte social – la condition « économique » d'élévation de la plus-value produite.*

25. En dépit de son titre, l'ouvrage de Braverman [37] n'établit pas de lien de *causalité* entre la concentration monopoliste et le taylorisme.

26. La seule organisation qui s'intéresse à eux, les Chevaliers du Travail, et tend à défendre leurs intérêts sera brisée, comme on l'a vu, en 1886.

27. « La paresse naturelle de l'homme est un problème sérieux, mais, de loin, le plus grand mal dont souffrent à la fois les ouvriers et les patrons, écrit Taylor, est cette *flânerie systématique* qui est presque universelle dans les systèmes courants de direction des entreprises. Cette flânerie découle de l'examen approfondi que les ouvriers ont fait sur la façon dont ils doivent défendre leurs intérêts les plus légitimes » [37, 86].

Le résultat du taylorisme est ainsi mesurable en termes d'« efficacité économique », mais ce qu'« oublie » de dire la thèse officielle, c'est que si ce mode a été choisi alors que d'autres eussent été « théoriquement » possibles (puisqu'on *re- vient* curieusement aujourd'hui en de nombreuses fabriques aux « équipes autonomes de production »...), c'est parce que – dans le contexte *social* de l'époque (et non dans le contexte technique) – il était le seul à pouvoir obtenir ce résultat *parce qu'il brisait le pouvoir ouvrier* sur la technique²⁸ et, de ce fait (par l'intensification du travail qu'il recherche et réalise), ouvrait des perspectives importantes en matière de *productivité*.

C'est précisément pour cela que cette forme nouvelle d'organisation du travail dont l'apogée sera – dans les industries à procédés mécaniques – la « ligne de montage » est à la fois *réponse du capital à la lutte de classes*²⁹ et *nécessité liée au monopolisme moins pour des impératifs techniques, selon la thèse orthodoxe, que pour des raisons de contrôle*. C'est pour cela que le monopolisme n'est pas seulement la *réponse économique (l'anticoncurrence, l'antimarché) à la dépression* comme le voudrait la thèse conventionnelle d'Hilferding (1910) reprise par Lénine (1916), mais qu'*il est aussi un élément essentiel dans la lutte des classes* (élément curieusement « oublié » par les analyses « marxistes »...). Plus exactement, c'est pour cela que le monopolisme, *assorti d'un ordre productif nouveau* dans l'usine dont le « taylorisme » constitue la pièce maîtresse dans la mesure où il en assure la fonction disciplinaire, est produit comme facteur premier de la nécessaire « reprise » de *contrôle de la force de travail* dans une conjoncture nouvelle. « Comme un cavalier qui utilise des rênes, une bride, des éperons, la carotte et le fouet, dresse et entraîne sa monture dès sa naissance pour lui imposer sa volonté, le capitaliste, écrit Braverman, lutte, par l'organisation et la direction du travail pour *contrôler*. Et le contrôle est bien le concept central de tous les systèmes d'organisation du travail » [37, 63].

Au sein de ce puissant *processus social*, la dépression longue joue son rôle, remplit sa fonction : en même temps qu'elle vient briser l'élan du petit capital, elle fait pression sur les potentialités revendicatives du prolétariat, tend, de ce fait, à modifier le rapport de force entre les classes au profit du capital, à rendre possible l'instauration d'une série de contrôles sur la classe ouvrière qui étaient devenus nécessaires – comme on l'a vu – pour la survie du système.

Ces différentes formes de *contrôle* de la force de travail viennent, en définitive, assurer *les bases sociales* indispensables de la future période d'expansion longue, de la même façon et corrélativement aux grandes innovations qui en assurent *les bases techniques*. Ces deux bases sont intimement liées l'une à l'autre puisque la nouvelle organisation du travail représente la forme concrète de mise en œuvre des innovations dans un type entièrement nouveau de procès de travail.

L'un des tout premiers théoriciens de l'organisation du travail, l'entrepreneur anglais Ure, voyait très bien l'enjeu du contrôle social. Il l'écrivait clairement : « Elucider et mettre en vigueur un code efficace de *discipline industrielle* approprié aux nécessités de la grande production, telle fut l'entreprise herculéenne, l'œuvre grandiose (du capital) »³⁰.

28. Le pouvoir ouvrier, la bourgeoisie industrielle a toujours cherché à le briser, mais – tel phénix – il renaîtra, après chaque défaite, de ses propres cendres, *sous une forme nouvelle*.

29. C'est tout le sens aujourd'hui enfin reconnu du *taylorisme* dans la ligne nouvelle inaugurée par St. Marglin dès 1970 [57].

30. C'est ce qu'écrivait en 1832, l'entrepreneur et théoricien du capital Ure à propos d'un de ses illustres précurseurs : Arkwright, cité par M. Perrot [63, 485].

Il s'élabore ainsi, pour reprendre la féconde analyse de Lewis Mumford, une nouvelle forme de *mégamachine sociale* adaptée à la nouvelle conjoncture économique et sociale. Pour Mumford, l'archétype en est l'organisation pharaonique, « première machine motrice à grande échelle » [60, 261] : « l'acte unique de la royauté fut d'assembler de la main-d'œuvre et de discipliner l'organisation qui permit la réalisation de travaux à une échelle jamais tentée auparavant » [60, 251]. De ce fait, se trouva créé « le plus ancien modèle en état de fonctionnement de toutes les machines complexes qui vinrent ensuite, bien que l'accent passât lentement des ouvriers humains aux parties mécaniques » [*ibid.*]. Comme la pharaonique, la mégamachine sociale monopoliste manipule d'énormes réunions d'hommes *asservis*, réduits à l'état de rouages anonymes du système industriel³¹, dans le cadre d'un schéma disciplinaire strictement finalisé, pour exécuter à l'aide d'outils et d'appareils, de gigantesques travaux dont le bénéfice leur échappe...

L'organisation machinale du travail – c'est-à-dire à la fois soumise à la machine et, de ce fait, inflexiblement réglée et uniformisée – dans le même temps qu'elle produit une « hiérarchie pyramidale d'asservissement » (selon l'expression d'Edgar Morin [59, 240]) fournit les bases d'une idéologie nouvelle visant à faire intérioriser par l'ouvrier et reconnaître par lui comme nécessaire le rapport social qui l'asservit. Par un véritable coup de force scientifique et alors même que le taylorisme est né dans des activités non mécanisées (le célèbre cas du chargement de gueuses en fonte), la forme nouvelle de la discipline industrielle va être en effet présentée par ceux-là mêmes qui l'ont produite comme nécessité technique, objective, conséquence inéluctable du machinisme... La technologie et la compétence technique (fraîchement monopolisée) pourront dès lors être utilisées comme « modes de légitimation sociale du patronat et de la hiérarchie, en introduisant progressivement, au nom des progrès de la productivité et du progrès social, une normalisation optimale du procès de travail, en un mot, en persuadant l'ouvrier qu'il obéit désormais à la science et à la technique conséquente dont son chef n'est que le porteur » [48, 239].

En définitive, la « grande dépression » accouche d'un « *ordre productif nouveau*³² tant du point de vue du mode d'accumulation du capital (monopolisme, « taylorisation » du travail) que des forces productives matérielles à mettre en œuvre (révolution technologique) et de la division internationale du travail (impérialisme systématiquement conduit). Mais on devra constater en étudiant la première dépression longue du XX^e siècle, celle de l'« entre-deux-guerres », que cet ordre productif nouveau peut être considéré comme *inachevé* dans la mesure où le capital n'a pas encore su ou pu se doter d'un mode de régulation qui soit cohérent avec les effets du nouveau mode d'accumulation du capital.

31. Un auteur américain, cité par Braverman [37, 117], analysant en 1918 le système Taylor, conclut : « Quand cela est fait, l'ouvrier n'est plus en aucune manière un artisan, il est devenu un *outil animé aux mains de la direction* » (souligné par nous). Taylor rejoint ainsi l'analyse cynique d'Aristote pour qui, « il existe deux types d'instruments : l'outil et l'esclave. Ce qui distingue le second du premier, c'est qu'il parle ».

32. Ce concept sera précisé au chapitre 6. Il a été établi et utilisé par J.-P. de Gaudemar pour désigner l'ensemble des règles qui codifient l'organisation du travail industriel dans l'*usine* [48]. Pour nous, on le verra, il représente l'ensemble des formes prises par le système économique au cours d'une phase d'expansion longue, et qui précisément permettent cette expansion.

L'« entre-deux-guerres » (1914-18/1939-45) : dépression longue et « grande crise » mondiale, ou le parachèvement du capitalisme monopoliste par genèse d'un mode de régulation étatique et monopoliste

« Tu me crois la marée
Et je suis le déluge »

Victor HUGO, « Le vieux monde »,
L'Année terrible.

La première « dépression longue » du XX^e siècle, période particulièrement marquante de l'histoire économique, sociale et politique, s'inscrit dans le troisième cycle long dont la phase d'essor, aussi bien que la phase de dépression s'achève dans une guerre meurtrière. L'enjeu de ce temps est considérable pour l'avenir du capitalisme dont certains redoutaient ou au contraire espéraient l'effondrement dans la crise la plus forte qu'il ait jamais connue : la « *grande crise* » de 1929. Après avoir brièvement rappelé les traits saillants de ce troisième cycle long, il importe donc d'analyser avec soin ce qui – au-delà des phénomènes les plus directement apparents – s'est joué dans la dépression au niveau des structures mêmes du mode de production.

I. De la phase d'essor (1896-1914) à la « Grande Guerre » (1914-18) et de l'entrée en longue dépression à la crise de 1929 : une brève description du troisième cycle long

Avec le troisième cycle long, se trouve mise en œuvre ce que les historiens ont appelé la *nouvelle révolution industrielle*¹, préparée – ainsi qu'on l'a vu – au cours

de la dépression longue du précédent cycle long [117]. Cette révolution est centrée sur l'apparition de deux sources nouvelles d'énergie : l'électricité et le moteur électrique, le pétrole et le moteur à explosion, ainsi que sur de nouvelles matières premières, en particulier l'aluminium produit par électrolyse. D'où la naissance de trois grandes branches industrielles qui vont marquer la période : l'industrie du matériel électrique (éclairage, télégraphe, téléphone, radio, cinéma, application à la métallurgie...), l'industrie chimique (aluminium et ses alliages) et l'industrie automobile qui connaît un démarrage fulgurant (deux millions de véhicules automobiles utilisant l'essence de pétrole roulent en 1911 alors que ce moyen de transport mis au point en 1886 par Benz était quasi inexistant encore en 1895¹. Née avec le XX^e siècle, cette dernière industrie va en marquer profondément la vie économique et sociale.

La « nouvelle révolution industrielle » ou deuxième « révolution technologique » dont il vient d'être question est très généralement présentée d'un point de vue strictement *technique* et descriptif comme découlant d'une évolution technologique qui trouverait en elle-même sa propre logique, sa propre dynamique. Cette vue n'est pas inexacte ; elle est seulement trop partielle, pour être recevable. Le développement technologique ou développement des forces productives matérielles ne saurait trouver en lui-même sa dynamique². D'une part, nous savons qu'il y a un fossé parfois immense entre « découverte » et « innovation », et que les recherches technologiques sont orientées, d'autre part, que différentes solutions sont le plus souvent possibles quant au choix des techniques et surtout quant aux formes concrètes de mise en œuvre du « progrès technique » et quant au mode d'usage de la force de travail pour accomplir l'acte productif (voir par exemple notre analyse du taylorisme au chapitre 4).

Faut-il rappeler ce qui devrait être une évidence : dans le mode capitaliste de production, c'est le capital qui contrôle et par conséquent façonne le développement des forces productives ? Ainsi, la nouvelle révolution industrielle a-t-elle été mise au point – on l'a vu – au cours de la dépression longue et dans le cadre *d'une conjoncture sociale* particulière par les seuls agents économiques capables de transformer telle ou telle découverte en innovation (et même d'orienter les inventions) au premier rang desquels figurent déjà les firmes géantes et qu'ainsi *la révolution technologique est intimement liée au processus de concentration industriel* contrôlé par le grand capital en cours de formation, avec l'appui des Etats. Les nouvelles forces productives matérielles alors développées par les industries motrices de la période : industries chimiques, industries de constructions électriques, industrie automobile le sont dans le cadre *du mode d'accumulation* du capital, qui a été décrit au précédent chapitre, mode principalement marqué par la concentration industrielle et par la « taylorisation » progressive du travail. Par le concept de *taylorisation* du travail, nous entendons le *processus* par lequel le patronat procède à l'appropriation du savoir ouvrier, à l'éclatement et à la standardisation des tâches en vue et d'accroître son contrôle sur la force de travail et de mettre en œuvre un certain mode d'accroissement de la productivité du travail (processus associé à l'origine aux industries à procédés mécaniques dont le prototype est l'industrie automobile).

Le fait, pour les forces productives, d'être ainsi développées dans ce cadre leur donne *une forme et parfois un contenu spécifiques* tant en ce qui concerne le mode

1. Aux seules usines Ford, la production passe de 1 708 véhicules en 1903 à 18 664 en 1909, 34 528 en 1910, 168 220 en 1912, 308 213 en 1914 et 730 000 en 1917... [105].

2. Nous avons amplement démontré cela par ailleurs. Voir *supra* « Introduction générale » et « Prélude » et nos travaux antérieurs, par exemple [73] [97] [98].

d'aménagement de l'espace que le type de besoins au bénéfice desquels elles sont déployées, que le mode d'usage de la force de travail. Il s'agit par conséquent non pas *du* développement des forces productives comme processus qui serait universel, mais d'*un certain type de développement*³ particulier.

L'espace va être, en effet, organisé en « pôles de développement »⁴ géants qui vont transformer la cité en lieu privilégié de l'accumulation du capital sur la base des seuls critères de la rentabilité privée (effets dits « externes », économies d'échelle), drainant les ressources humaines de régions entières. Il deviendra de plus en plus exclusivement le lieu des stratégies du capital auxquelles se trouvera totalement *subordonné* son mode d'aménagement. Celui-ci ne sera plus que la résultante d'enjeux économiques.

Quant aux capacités productives rapidement croissantes qui se mettent en place en ces lieux, sur la base des nouvelles industries motrices, elles vont se trouver orientées, dans leur développement, finalisées, par un *type de besoins* à satisfaire implicitement déterminé par la hiérarchie sociale et les nécessités de sa reproduction. C'est ainsi au service d'une minorité qu'est consacrée la fantastique source nouvelle d'énergie que constitue le moteur à explosion. L'automobile, conçue dès l'abord comme moyen de locomotion sera privé, par conséquent réservée pendant plus d'un demi-siècle à la fraction la plus aisée de la population (en 1910, une voiture automobile Ford coûte l'équivalent de quinze mois de salaires d'un ouvrier manœuvre).

Les innovations ne sont pas sélectionnées, mises au point et diffusées pour répondre aux besoins fondamentaux du plus grand nombre. Au contraire, et alors même que ceux-ci ne sont pas encore couverts, les produits nouveaux sont créés – à partir du *travail social* – pour devenir d'abord des biens de luxe qui viendront satisfaire les « besoins » de démonstration d'une petite minorité. Et ce fait *social* non innocent – qui exprime un choix cohérent avec la logique du système économique – se trouve en fait *naturalisé* par l'idéologie dominante.

Enfin, l'organisation du travail mise en place, en transformant profondément la condition ouvrière, va à la fois renforcer le processus de *dégradation du travail* [37] amorcé dès l'ère de la fabrique (dégradation qui marque *un type* de développement des forces productives du sceau d'un rapport de classe) et engager un processus de standardisation des outils et de conception de *machines finalisées par la taylorisation*. Toutefois, le développement de cette dernière (dans la métallurgie et la construction mécanique essentiellement) est relativement lent au cours de la période d'essor dans la mesure où, notamment, il se heurte à une assez vive *résistance ouvrière* [56] [58]. La classe ouvrière se révèle en effet très consciente de l'objectif et des effets de ce qu'elle sait reconnaître comme une nouvelle *technologie de contrôle social* (donc de lutte de la classe dirigeante). « L'intelligence est chassée des ateliers et des usines. Il ne doit y rester que des *bras sans cerveaux*, des *automates de chair et d'os adaptés à des automates de fer et d'acier* », peut-on lire en 1913, dans *La Vie ouvrière*, l'organe de la Confédération générale du travail [63, 498]. Dans le même temps, les syndicats de métier dénoncent la chute de qualité des objets fabriqués en série par les « ouvriers spécialisés » (O.S.) dans des tâches répétitives. Et cette résistance ne sera véritablement brisée que dans la guerre (ne pourrait-on écrire *par* la guerre ?) qui, vidant l'usine de ses forces vives envoyées au front, doit les remplir dans un gi-

3. Au sens théorique défini dans [96] [97].

4. Pôles dont la théorie a été faite par F. Perroux mais sans que leur systématisation soit perçue comme le reflet d'une certaine rationalité économique.

gantesque effort de « mobilisation industrielle » autour des industries d'armement, appelant à « *l'autre front* » [83] femmes et enfants, mutilés et prisonniers de guerre, main-d'œuvre docile.

La résistance sera tellement bien brisée que les grandes confédérations ouvrières finiront par se rallier à l'« organisation scientifique du travail » en n'en contestant plus que les rythmes excessifs ou certains aspects de la mise en œuvre ; acceptant la suppression de la « flânerie » contre une réduction de la journée de travail, « transaction typiquement taylorienne » [63, 503]. De la même façon que s'était opéré le ralliement du mouvement ouvrier au « progrès technique » dont le caractère « objectivement » libérateur ne sera plus guère contesté avant les grands mouvements ouvriers et étudiants de 1966-1968.

Et cette *victoire historique de la bourgeoisie qui arrive à faire intérioriser comme siennes ses propres valeurs et sa propre rationalité économique au prolétariat* est lourde de conséquences dans la mesure où elle entrave la prise de conscience par les travailleurs du caractère radical de leur aliénation (et précisément parce que celle-ci est radicale). « La bourgeoisie a réussi à détruire à la racine la conscience que le prolétariat devait prendre de sa souveraineté créatrice (conscience qu'avait auparavant assez clairement l'ouvrier de métier détenteur du pouvoir technique). Il a suffi pour cela d'éliminer du processus de travail la possibilité pour le travailleur de vivre le travail comme une activité au moins virtuellement créatrice, (d'abolir) avec les métiers, ces ouvriers de métier qui avaient, avec la « fierté du travail bien fait », la conscience de leur souveraineté pratique » [49, 58]. Lent processus, amorcé depuis de longues décennies.

Mais la lenteur à s'étendre du taylorisme joint à la persistance de l'ancien mode de régulation économique (la régulation marchande) fait que l'ordre productif *peut être considéré comme doublement inachevé*. En effet, il n'a pu encore se doter d'un mode de régulation efficace correspondant aux nouvelles structures industrielles et financières dont la constitution venait (en partie) de la nécessité d'endiguer les effets désastreux de la régulation concurrentielle dans un espace social nouveau. Comme Hilferding le notait dès 1910 [52, xx], les structures nouvelles ne parviennent pas encore à enrayer *les crises* classiques qui vont – comme nous l'avons vu – scander de leur rythme le déroulement de cette période en 1900, 1907 et 1913, même si la capacité de résistance des grandes firmes est supérieure à celle des petites.

Un dernier caractère – mais non le moindre – de l'accumulation du capital dans la période d'expansion longue du troisième cycle long est le fait que celle-ci se déroule dans le contexte d'une compétition très vive des grandes puissances capitalistes : Angleterre, France, Allemagne, pour *l'achèvement du partage économique et politique du monde* non encore « civilisé » par elles. C'est l'apogée du *colonialisme*, cette forme particulière de *l'impérialisme* [55, iv], qui constitue un des supports essentiels d'une expansion marquée par une exportation croissante de marchandises et de capitaux vers les pays dominés. Les nations « développées » imposent aux pays conquis une division du travail qui les cantonne dans la fourniture à vil prix des produits de base nécessaires à l'industrie européenne, laquelle trouve chez eux un débouché pour leurs produits manufacturés. Pour Rosa Luxemburg qui produit alors son œuvre scientifique, il y aurait, dans ce dernier trait, une nécessité inéluctable [88].

Mais, tandis que, dans le même temps, s'affirmait la puissance économique des

Etats-Unis⁵, et que commençait à se déplacer ainsi le centre de l'« économie-monde » capitaliste, la compétition entre grandes puissances européennes pour le contrôle des marchés extérieurs donna finalement lieu – en dépit de la résistance ouvrière personnalisée, en France, par Jaurès – à un affrontement armé d'une ampleur inégalée jusqu'alors : la *Grande Guerre* de 1914-18. Celle-ci aboutit à une profonde modification de l'échiquier économique et politique mondial. Tout entiers occupés à s'entre-détruire, les Etats européens en guerre s'appauvrissent considérablement au cours du conflit et – pour faire face à l'effort de guerre – s'endettent fortement vis-à-vis des Etats-Unis qui deviennent, de ce fait, les banquiers du monde. Supplantant l'Angleterre qui, jusqu'alors, dominait l'économie internationale, les Etats-Unis se préparent à devenir la nouvelle économie dominante. En même temps que la première puissance industrielle du monde, ils sont, au sortir de la guerre, le premier pays exportateur de marchandises et le premier offreur de capitaux, alors même que les pays européens ont à faire face au problème de la reconstruction.

Conséquence économique de la paix, une crise profonde mais brève que certains qualifient de *crise de reconversion* d'une économie de guerre en économie de paix [70] va secouer les principaux pays capitalistes en 1920. S'amorce alors un cycle classique d'une amplitude d'environ huit années, de 1921 à 1929.

A part l'Angleterre⁶, *une longue phase d'expansion* relativement régulière, liée en Europe à la reconstruction, va – de 1922 à 1929 – marquer ce cycle dans les principaux pays capitalistes. Mais, tandis que celle-ci s'accompagne de dérèglements monétaires dans les pays fortement touchés par la guerre, en particulier de l'hyperinflation allemande, les Etats-Unis, bénéficiant de leur nouvelle position, connaissent un assez vif essor industriel stimulé par une demande intense en provenance des pays dévastés par la guerre et stimulant l'expansion dans ces pays tandis que le dollar accède au rang de monnaie internationale. Il s'y développa un véritable *boom* de la construction aussi bien d'usines que de logements, l'expansion industrielle étant fortement impulsée par les deux industries nouvelles motrices du cycle long en cours : *l'automobile et les constructions électriques*. En six ans, de 1924 à 1929, la production industrielle augmente d'environ 26 %.

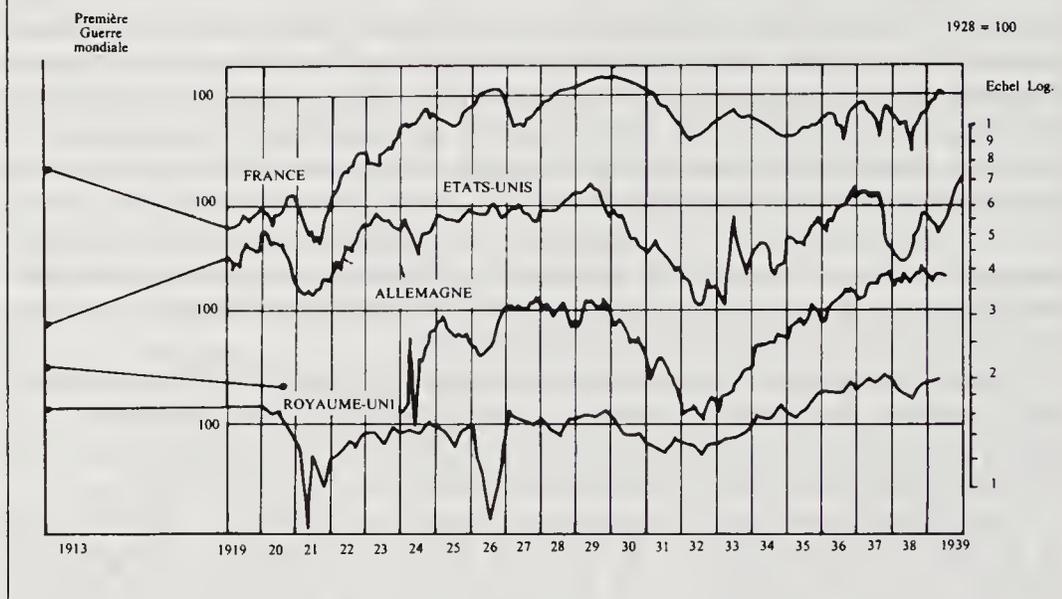
Comme dans toute phase d'expansion du cycle classique, l'essor appelle la *spéculation* boursière, laquelle anticipe des profits importants. Mais celle qui se développe alors aux Etats-Unis – accélérée sous la pression d'intermédiaires spécialisés (les sociétés de placement) – va prendre à partir de 1928 une ampleur démesurée par rapport à l'expansion et à l'augmentation des profits.

La valeur des actions double entre 1927 et 1929 alors même que la *surproduction* menace pour deux raisons qui se conjuguent : la contraction de la demande intérieure sous l'effet de la diminution de la part des salaires dans le revenu national en raison de la position de force du capital de 1920 à 1929 et de la crise agricole larvée et la réduction de la demande extérieure par suite de l'achèvement de la reconstruction des économies européennes. On a, par conséquent, essentiellement affaire à *une crise de réalisation*. Dès le mois de juin, l'indice de la production industrielle commence à fléchir sans qu'alors cela conduise à réviser les prévisions qui demeurent optimistes [81] (sur la crise de 1929 et la dépression des années trente, voir la note annexe du présent chapitre).

5. C'est ainsi qu'entre 1870 et 1913, la production anglaise régresse de 31,8 à 14,1 % de la production industrielle mondiale, la production des Etats-Unis s'élève au contraire de 23,3 à 35,8 %.

6. Empêtrée dans des difficultés très particulières dues à sa volonté de restaurer le rôle du *sterling* comme devise-clé alors même que sa base en est sapée et qu'elle est soumise à la vive concurrence du dollar.

LA DÉPRESSION LONGUE DE L'« ENTRE-DEUX GUERRES »
 FLUCTUATIONS ET CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
 DE QUELQUES PAYS (1913-1939)
 (d'après [76, 56, 70])



La crise va s'ouvrir par une débâcle sans précédent de la Bourse de New York : le *jeudi noir* 24 octobre est une journée de panique boursière. Les cours s'effondrent (voir note annexe). Mais la crise financière qui éclate ainsi à Wall Street n'est que le reflet décalé d'une chute des bénéfices industriels et, par conséquent, des taux de profit consécutive à une mévente des marchandises que certains gros porteurs avaient su anticiper dès le début d'octobre.

Conséquence d'un début de récession économique, qui lui-même reflète des causes plus fondamentales, le *krach* boursier de New York va précipiter et considérablement amplifier la crise économique qui intervient brutalement et ce d'autant plus que le gros de la gigantesque spéculation antérieure s'étant fait à *crédit*, les mécanismes du crédit et des paiements vont se trouver bouleversés [93, ch. IV]. La chute des prix s'amorce et sera profonde. En effet, le processus de l'inflation classique d'expansion se retourne : l'offre globale excédant la demande effective, les entreprises ne peuvent espérer se maintenir sur le marché que dans la mesure où elles effondrent leurs prix. La sanction monétaire apparaît : la masse monétaire recule.

L'économie américaine, puis, à sa suite, celle de tous les grands pays capitalistes, va se trouver entraînée dans une « grande dépression » [95] de plusieurs années que la politique non interventionniste de l'administration conservatrice du président républicain Hoover ne fera qu'amplifier⁷. Cette dépression va donner son caractère spécifique à la phase de basse conjoncture de ce cycle long.

Il est *relativement* aisé de saisir comment la crise financière vient précipiter la crise économique, et comment *la crise américaine va rapidement s'étendre à d'autres nations*, compte tenu du poids atteint alors par l'économie des Etats-Unis

7. Voir J.-K. Galbraith [81, 202-213] qui fait de la politique économique d'alors, fondée sur le respect du sacro-saint équilibre budgétaire, l'une des cinq faiblesses de l'économie américaine, avec la « mauvaise répartition des revenus », la structure déficiente des sociétés (spécialement des *holdings*), un mauvais système bancaire et l'état incertain de la balance commerciale.

(rétraction du commerce extérieure et en particulier des exportations de capitaux) puisqu'il s'agit de processus classiques⁸. Par contre, il est indispensable de s'interroger sur la durée et l'ampleur – inégalées jusqu'alors – de cette phase dépressive du cycle classique laquelle s'enfle avec la dépression longue et représente le trait typique de cette période du troisième cycle long. Entre 1929 et 1932, la production industrielle mondiale diminue de plus de moitié tandis que les faillites spectaculaires se multiplient ainsi que les destructions de marchandises. Le nombre de chômeurs dépassera 30 millions en 1933 (dont le quart de la population active américaine) : les travailleurs et leurs familles payent ainsi le prix des incohérences du système qui les exploite.

Le système économique mondial semble incapable de retrouver l'équilibre et d'amorcer une reprise. Tandis que certains auteurs « marxistes » parlent de plus en plus de « crise du capitalisme », les économistes libéraux de la plus stricte orthodoxie – comme Jacques Rueff en France ou Lionel Robbins en Angleterre – ne veulent retenir comme facteur explicatif que les interventions jugées inadéquates et inacceptables des Etats pour tenter de relancer l'activité économique, bien qu'elles aient été fort limitées au tout début de la dépression.

« Plutôt que d'analyser l'évolution du système en profondeur afin d'en mieux comprendre les mécanismes, la solution de facilité consiste (pour eux) à dire qu'il doit marcher à *condition que rien ne change* et à condition de « laisser faire ». Faute de pensée scientifique – ou de pensée tout court –, on se réfugie derrière des pensées dogmatiques... » [94, 232], ou irréelles. La crise – désignée comme conjoncturelle *et comme principalement liée à l'effondrement du système monétaire international* (comme aujourd'hui...) – doit se résorber d'elle-même selon les mécanismes bien connus des marchés concurrentiels. Mais, précisément, ceux-ci – s'ils l'ont jamais été – ne le sont plus et le capitalisme n'est plus ce qu'il était...

Et c'est précisément là qu'il faut chercher, en procédant à une analyse qui fasse apparaître les *changements profonds* qui constituent la trame même de toute la période et qui – notamment – se traduisent par un phénomène plus apparent que les autres qui sont pourtant plus significatifs : la « grande crise ».

II. Dans la dépression longue, la naissance du « fordisme » : une première explication de la « grande crise »

Dans le cours de la « grande dépression » de la fin du XIX^e siècle, avaient été mises en place les bases du « monopolisme » et de la « taylorisation ». En dépit d'une forte résistance ouvrière [56] [58], l'organisation dite scientifique du travail a progressé tout au long de la phase d'expansion du cycle long. Sa pénétration s'est accélérée – on l'a vu – pendant la guerre qui, au nom de l'« Union nationale », a permis de briser la *résistance ouvrière* européenne⁹ en même temps qu'elle fournissait à l'industrie des marchés constamment renouvelés pour des équipements militaires fabriqués en grande série. N'appelait-on pas alors à la

8. Voir *supra*, première partie. Le commerce extérieur des Etats-Unis est réduit en 1932 à moins du tiers de ce qu'il était en 1929 [93, 99].

9. Y compris, comme on l'a dit, la résistance ouvrière à la guerre – animée en France par Jean Jaurès qui fut la première victime du gigantesque massacre – résistance qui se poursuivit pourtant dans la guerre. Rappelons ici les événements de 1917 : certaines unités insurgées contre la poursuite de la guerre furent systématiquement « décimées ».

« mobilisation industrielle » ? Le terrain est dès lors préparé pour une nouvelle étape dans le processus de « rationalisation » du procès de travail au profit du capital puis, sur cette base, pour l'approfondissement de la concentration industrielle et pour l'élaboration d'un mode de régulation nouveau.

Cette nouvelle étape dans l'organisation du travail, qui va se forger dans la dépression longue, c'est un véritable *achèvement de la taylorisation* poussée jusqu'à l'extrême qui – dans les industries à processus mécaniques – donne la *ligne de montage*, le travail à la chaîne, œuvre de Henry Ford. Introduite pour la première fois en 1913 dans l'industrie automobile¹⁰, elle sera surtout diffusée à partir de 1920 et deviendra le symbole à la fois de l'industrie « moderne » et de la dégradation totale du travail.

Du point de vue de la production, le « fordisme » s'appuie sur un développement considérable des machines (ce qui n'était pas nécessairement le cas du taylorisme, mais ce qui est conforme au mouvement de ce que nous avons appelé la *taylorisation*) et sur une parcellisation approfondie du travail. De véritables *systèmes de machines*, reliées entre elles par l'élément fondamental du système qu'est le *convoyeur*, font que ce n'est plus l'ouvrier qui se déplace (« la marche à pied n'est pas une activité rémunératrice », disait Ford...), mais l'objet en cours de fabrication qui circule devant une série d'ouvriers attachés à leur *poste* de travail (« travail posté »). Ceux-ci sont, de ce fait, rendus totalement solidaires entre eux et totalement *asservis* au rythme de travail que leur impose la machine, laquelle peut être utilisée à plein temps (travail par équipes en 3 x 8 h).

La chaîne, c'est donc le travail totalement déqualifié et aliéné, réduit à un seul geste perpétuellement répété. C'est « le despotisme absolu des temps et des mouvements » [41, 74], sous le contrôle constant des « chefs de ligne » choisis non pour leur compétence technique mais pour leur docilité. La chaîne constitue à la fois un *remarquable instrument de surveillance* de type « panoptique », puisque le travail se fait en ligne, à poste fixe, selon un rythme imposé, et un puissant moyen de *contrôle* de la force de travail puisqu'elle achève l'éclatement du métier alors même que la discipline implacable qu'elle impose est présentée comme conséquence nécessaire du machinisme. Elle aboutit à un *fort accroissement de l'intensité du travail* puisqu'elle vise à évacuer toute « porosité » de la journée de travail en éliminant les « temps morts ». De ce fait, elle réalise un *allongement camouflé de la journée de travail*, accroît la « productivité » apparente de celui-ci, donc le surtravail et le taux d'exploitation des travailleurs. Enfin, elle permet l'emploi massif d'ouvriers dépourvus de toute qualification. Ainsi, dès 1926, aux usines Ford, 43 % de la main-d'œuvre nécessitaient moins d'une journée de formation [41, 77].

Dans un contexte international marqué par la forte poussée révolutionnaire qui suit la Révolution d'Octobre, la chaîne représente ainsi un instrument particulièrement efficace et nécessaire dans la *lutte de classes*. Elle est aussi, par son effet de productivité, un puissant moyen de la concurrence intercapitaliste. Mais

10. Sur le modèle des abattoirs de Chicago où le schéma de la chaîne fut mis au point entre 1880 et 1890 [53, 285]. « En 1913, la première chaîne à convoyeur fut mise en service pour l'assemblage des magnétos, servie par 29 ouvriers qui exécutaient chacun une seule opération. Le temps d'assemblage fut abaissé de 18 à 13 mn ; en moins d'un an une chaîne d'assemblage de 80 m environ de la voiture entière sur son châssis permit d'abaisser la durée de toutes les opérations de 12 h 30 à 1 h 30. Ainsi était créé pour la première fois un *système complet de production de masse* qui devait montrer immédiatement ses effets : de 170 000 voitures en 1912, la production de la « Ford T » passa à 500 000 en 1914. Au moment des meilleures années en 1923 et 1924, elle atteignait deux millions par an. La moitié des automobiles qui roulaient dans le monde était alors des Ford T » [42, 536].

la chaîne – orientée qu'elle est vers la production de série au sein des firmes géantes – débouche sur *la production de masse*. Sa mise en place progressive à partir de 1920 se fera *en liaison avec le fort mouvement de concentration industrielle* qui caractérise la période. Elle s'implantera de façon très inégale suivant les branches et les firmes dans la mesure où elle exige un développement important d'un machinisme adapté et par conséquent des investissements considérables. L'automobile en sera le fer de lance d'abord aux Etats-Unis et marquera fortement l'expansion longue d'après 1945.

Certes, alors, la chaîne au sens strict ne s'applique qu'aux industries qui fonctionnent sur la base du principe de production mécanique, c'est-à-dire qui procède à des modifications de *forme* de la matière pour fabriquer des objets, outils et machines (industries mécaniques, constructions électriques, etc.) et qui opère sur elle de façon *discontinue* (*de moins en moins* « grâce » à la chaîne) par actes successifs de l'homme. Au contraire, les industries fondées sur le principe de production chimique transmutent les matières en présence en utilisant des réactions chimiques qui peuvent se dérouler selon un processus *continu* et qui n'ont nul besoin de la main de l'homme pour opérer [104]. Mais, bien entendu, l'homme conçoit, met en œuvre, c'est-à-dire approvisionne et contrôle le processus et met en forme les produits. Et, de ce fait, les principes fondamentaux de ce que nous avons appelé la « *taylorisation* » n'en sont pas moins présents : séparation radicale du travail de conception et du travail d'exécution, hiérarchisation, faible qualification et parcellisation du travail de surveillance. La ligne de montage devient en quelque sorte « ligne de surveillance » au long du circuit industriel. (Aujourd'hui, la robotisation des industries à principe de production mécanique tend à réduire considérablement la différence entre les deux types d'industries).

Si, du fait notamment de la guerre, la résistance ouvrière n'a pu s'opposer à l'achèvement de la déqualification du travail par la chaîne, elle a réussi par contre à imposer durablement un nouveau mode de fonctionnement du marché du travail. Celui-ci rend nécessaire l'élévation du salaire réel et en fait un élément à peu près rigide à la baisse.

Cela tend à enrayer l'un des mécanismes essentiels de la reprise puisque le taux de profit potentiel ne s'élève pas ; mais cette stabilité ou cette augmentation du taux de salaire réel n'accroît pas pour autant la demande effective d'origine salariale (permettant une issue à la crise par les débouchés) puisque le chômage partiel et total réduit les paies individuelles et la masse salariale.

Par ailleurs, il est clair que la production de masse naissante dans l'ensemble des activités qui gravitent autour de l'automobile et des constructions électriques ne peut se poursuivre sans un renouvellement total des modes de consommation : *à une production de masse standardisée doit correspondre une consommation de masse standardisée, laquelle à son tour nécessite l'accroissement du pouvoir d'achat des salariés*. C'est ainsi qu'à la fin des années 1920 – à l'issue d'une phase d'expansion relativement rapide (qui s'inscrit dans un cycle classique) – va éclater avec une force inégalée la contradiction *permanente* du capitalisme entre la pression qu'exerce la classe dirigeante sur les salaires pour accroître la plus-value donc les profits d'un côté et la nécessité de trouver de l'autre une demande effective suffisante pour réaliser la production. En effet, « le pouvoir de consommer ne s'accroît pas nécessairement avec le pouvoir de produire », ainsi que le notait Sismonde de Sismondi, dès 1819 [100, 341] (voir la première partie).

Réaliser une production de masse suppose en effet alors des achats « massifs » de la part des salariés dans la mesure où le salariat s'est largement répandu et tend à se généraliser¹¹. Le système productif ne peut plus compter sur des tiers (paysans, artisans, commerçants, membres des professions libérales, etc.) pour relancer ses débouchés... Tandis que jusqu'alors toute hausse du taux de salaire tendait à entraîner une réduction du taux de profit (l'effet de demande effective par les salariés étant relativement mineur), la situation nouvelle fait que le maintien, voire la hausse de celui-ci dans le moyen et le long terme passe par l'élévation du taux de salaire et la limitation du chômage. L'effet de demande effective par les salariés (donc de stimulation de la croissance) sur le taux de profit *réalisé* a pris en effet une importance croissante ; il l'emporte désormais sur son effet dépressif de court terme sur le taux de profit *potentiel* et pousse à la mise en œuvre de procédés propres à élever régulièrement la productivité du travail dans le cadre d'un « régime d'accumulation » intensif [82].

D'où la *surproduction* ou « sous-consommation » qui touche d'abord les industries motrices nouvelles et amorce la crise (comme les précédentes), une surproduction liée non à une difficulté d'extraction du surplus (la part salariale diminue) mais à une crise d'absorption de celui-ci. Et, tandis qu'au cours de la dépression qui suit la crise, le salaire réel ne baisse pas (et même s'élève à mesure que les prix s'affaissent), ce qui entrave la reprise du taux de profit *potentiel*, le chômage massif et la réduction du nombre d'heures travaillées vont aggraver la question de la réalisation de la masse des marchandises et donc interdire la reprise du taux de profit *réalisé*.

Ainsi, contrairement à ce qui se produit dans la crise classique type, le déroulement de la dépression ne produit pas les conditions de la reprise comme dans la forme antérieure de la crise classique (où la reprise peut venir de l'extérieur de la sphère capitaliste). Ce qui se joue, au niveau des structures mêmes du mode de production – dans la dépression longue du troisième cycle long – a ainsi profondément modifié la physionomie de cette crise qui revêt une exceptionnelle ampleur. Compte tenu de celle-ci et de ses incidences sociales graves, *l'issue à la crise devait être trouvée dans une voie entièrement nouvelle : le fordisme et l'intervention active des Etats, prolégomène à l'instauration d'un nouveau mode d'accumulation.*

Dans la conjoncture *sociale* du moment, la taylorisation poussée à l'extrême dans la chaîne de montage (ou son homologue des industries de *process*) liée à une élévation du salaire constitue *la réponse du patronat* à la double contradiction dans laquelle il se trouve pris, dans la mesure où elle permet à la fois un contrôle plus efficace de la force de travail et une élévation de la productivité donc des taux de salaire et, par conséquent, une relance de la demande effective. Les travailleurs vont ainsi *payer* la hausse de leur pouvoir d'achat d'un fort accroissement de l'intensité de leur travail, donc d'une ultime dégradation de celui-ci, rançon imaginée alors par le capital, *et* d'un nouveau statut complémentaire de consommateurs aliénés. C'est le coût social – considérable – de ce qui sera appelé le *fordisme*¹², véritable articulation – qui naîtra dans la grande crise et sera massivement mis en œuvre dans l'expansion longue de l'après-guerre – entre la production de masse et de nouveaux modes de consommation, donc également entre les deux grandes sections productives des moyens de produc-

11. Le pourcentage de salariés non agricoles dans la population active des Etats-Unis serait passé de 14% en 1870 à 28% en 1920 [77, 95].

12. En particulier M. Aglietta [68] reprenant une analyse de Gramsci et une appellation qui remonte au début des années vingt.

tion (section I) et des moyens de consommation (section II). Cette dernière relation a été mise en évidence statistiquement pour la France [72] [91] en même temps que la tendance au contraire à l'« autodéveloppement » de la section des « biens d'équipement » de 1900 à 1930 [91, 12], porteur de déséquilibre à terme.

Le caractère nécessaire de cette articulation fut très tôt aperçu et mis en œuvre par H. Ford à son échelle sous la pression de la nécessité. Il voit très bien que le *five dollars day* ne répond pas seulement à un besoin immédiat mais correspond à une nécessité structurale, celle d'une complémentarité production de masse – consommation de masse qui s'opérera progressivement sur une large échelle dans la grave dépression qui suit la crise de 1929, une fois balayés les mythes de la « théorie » libérale orthodoxe. Entre la production et la consommation, il y a en effet la répartition et l'on s'apercevra alors que, *dans un univers « salarialisé »*, une hausse des salaires, accompagnant et même précédant la hausse de la productivité, laisse le taux de profit inchangé.

C'est par conséquent le *décalage entre les progrès de la production de masse entre 1921 et 1929 et le retard à s'établir d'un nouveau mode nécessaire de répartition et de consommation qui va jouer un rôle essentiel dans le déclenchement de la crise et surtout dans l'ampleur de la dépression*¹³.

Parallèlement au rôle régulateur du fordisme dont le *New Deal* américain permettra la mise en œuvre (voir note annexe et chapitre 7), l'intervention active des Etats, selon de nouvelles modalités, dont le *New Deal* de F.D. Roosevelt est précisément alors le premier et le plus marquant exemple, va constituer un *processus de régulation étatique* qui révélera sa pleine efficacité dans l'après-guerre (on en analysera les caractéristiques, le mode opératoire et les effets dans la dernière partie de ce livre, consacrée à la période récente). On assiste de la sorte à l'édification du mode de régulation qui manquait encore à l'ordre productif élaboré au cœur de la grande dépression de la fin du XIX^e siècle et qui était demeurée comme inachevée...

Par conséquent, celle qui fut appelée la « grande crise » se présente comme un *temps de mutation* intense. Une fois encore, une « dépression longue » constitue le creuset de changements profonds dans la structure du mode de production capitaliste. *L'achèvement de l'élaboration du capitalisme monopoliste* (dont la période décrite par Lénine était loin de constituer le « stade ultime »...) se réalise essentiellement sur trois plans : ceux du mode d'accumulation du capital et de son mode de régulation et celui des forces productives mises en œuvre.

Du point de vue du *mode d'accumulation*, plusieurs éléments essentiels vont se mettre systématiquement en œuvre dans la dépression interminable qui suit l'effondrement de 1929, à travers d'intenses *luttés sociales et politiques* (*infra*, III) et un puissant mouvement de *concentration industrielle* (s'appuyant sur un nombre considérable de faillites). Il s'agit d'abord du nouveau mode « fordiste » d'organisation de la force de travail (condition sociale du retour à l'expansion) dans le cadre de firmes et groupes industriels géants qui vont désormais dominer les économies occidentales (condition économique).

Cela débouchera nécessairement, comme nous l'avons vu, sur de nouveaux modes de répartition et de consommation liés à un processus d'accumulation intensive et, combiné habilement aux nouveaux types d'intervention des Etats, va constituer le *mode de régulation* entièrement nouveau dont le capital éprouvait un besoin vital.

13. Ainsi, en France, tandis qu'entre 1920 et 1930, la productivité du travail dans l'industrie s'élève à un rythme élevé d'environ 5 % par an, le taux de salaire réel stagne [91, 25]. Un phénomène du même genre a été observé pour les Etats-Unis [68].

Enfin, ces firmes géantes, ayant édifié les *bases sociales* (nouvelle forme du rapport capital/travail) et les *bases économiques* (production de masse-consommation de masse) de leur expansion, vont mettre au point, dans la dépression, puis surtout dans le cadre de l'économie de guerre (laquelle permettra, dès 1940, la relance de l'économie américaine), les *forces productives* matérielles nouvelles qui constitueront les bases industrielles de la croissance longue d'après guerre. Ce ne sont pas ces technologies qui suscitent cette nouvelle poussée en avant du grand capital, c'est le grand capital qui – sur les bases susdites – les mettra en place comme innovations majeures et selon un processus et une forme spécifiques, ainsi que nous le verrons (chapitre 7).

Il est particulièrement intéressant de noter ici que ce qui se passe alors dans le secteur industriel se produit également, pour la première fois, aux Etats-Unis, dans le domaine agricole. C'est alors, en effet, au cœur d'une grave *crise agricole*, que se constitue une nouvelle branche d'activité : *l'agro-industrie* qui va véritablement produire [71] le nouveau modèle de production agricole et de consommation alimentaire, pièce indispensable du fordisme en gestation (lequel exige et permet la mise en œuvre de ce nouveau modèle de consommation alimentaire). Ce modèle va prévaloir dans l'après-guerre, relancer l'expansion de l'agriculture américaine et être propagé à l'échelle de la terre entière sous l'égide de l'« agro-business »¹⁴.

L'ensemble des phénomènes que nous venons d'évoquer ont leur centre de gravité aux Etats-Unis. Ceux-ci, de nouveau, et plus encore sans doute qu'à la fin du XIX^e siècle, constituent le véritable creuset du « capitalisme moderne ». Les phénomènes évoqués concourent à la *genèse d'une économie mondiale dominée par l'économie américaine* – c'est-à-dire par les plus puissants de ses groupes industriels et financiers –, ce que sera l'économie d'après-guerre.

III. Le rôle des luttes sociales et politiques dans l'émergence du nouvel ordre productif : de la « Grande Crise » à la Seconde Guerre mondiale

A s'en tenir à l'analyse précédente, essentiellement conduite sur le plan « économique » *stricto sensu*, l'émergence du nouveau mode d'accumulation et de régulation pourrait apparaître comme simple nécessité économique. Nous voudrions montrer ici qu'il n'en est rien en explorant davantage le rôle d'un acteur « oublié » des grandes mutations de l'entre-deux-guerres, « oublié » non seulement bien entendu par les économistes libéraux, mais par la plupart des économistes « marxistes » – nous voulons parler des luttes sociales (y compris, bien entendu, des luttes et des conflits politiques). Ce qui exprime bien une fois encore *l'inacceptable séparation* entre les faits considérés comme « économiques » : expansion et récession, division internationale du travail, concentra-

14. Modèle de production intensive, il est basé sur le couple maïs-soja et la production de masse de produits animaux (dont le « poulet de batterie » sélectionné sur sa vitesse de croissance et son taux d'assimilation est le prototype : il est nourri de grains de maïs et de tourteaux de soja) et repose sur un usage massif de produits énergétiques et chimiques (engrais, produits phytosanitaires). Il est lié à un modèle de consommation à base de protéines et de graisses animales. Non indispensables du point de vue nutritionnel, pouvant même être pernicieux pour la santé, ces éléments gaspillent massivement les calories végétales originelles (celles des céréales vivrières essentiellement). Transféré dans les pays du tiers monde à partir des couches aisées des populations urbaines locales, ce modèle produit la dépendance alimentaire [97].

tion industrielle, etc. et les faits considérés comme « sociaux » : mouvements ouvriers, conflits du travail, politique sociale, etc. La production et la distribution des marchandises par et pour des hommes ne seraient-elles pas fondamentalement *des faits sociaux*, donc également des enjeux des affrontements sociaux ? C'est, pour notre part, le fil directeur qui nous guide tout au long de ce livre.

Et précisément, l'étude globale de la période, l'analyse des faits « économiques » comme des faits « sociaux » nous permettent de conclure au rôle décisif des luttes sociales et politiques et plus généralement des *conjonctures sociales*, dans ce que nous avons appelé l'achèvement de l'élaboration du nouveau mode d'accumulation et de régulation dont les deux piliers sont le fordisme et les nouvelles politiques économiques, et à la jonction des deux une nouvelle politique salariale.

Deux dates, deux événements sociaux apparaissent, de ce point de vue, comme essentiels. La première consiste en la plus forte hausse de salaire jamais enregistrée vraisemblablement aux Etats-Unis (un doublement) avec l'instauration du *five dollars day* (alors que le taux de salaire courant était de deux à trois dollars), le 1^{er} janvier 1914 aux Entreprises Ford. Une certaine légende – amplement développée par l'intéressé lui-même – en fait une géniale invention de Ford qui aurait ainsi prévu la nécessité, du point de vue de la demande effective, d'une politique de hauts salaires. En réalité, cette décision lui fut imposée par *une conjoncture sociale* particulière. Deux faits sociaux ont joué ici un rôle décisif.

Tout d'abord, le *turn-over* (instabilité de la main-d'œuvre) déjà élevé dans les usines taylorisées où régnait une discipline draconienne, s'amplifia considérablement avec l'introduction du travail à la chaîne en 1913. En effet, « avec l'achèvement de la chaîne de montage, les rangs des ouvriers se vidèrent littéralement... La Ford Motor Company était arrivée à cette situation où, tout en possédant une grosse usine, elle n'avait pas assez d'ouvriers pour la faire marcher, écrit Sward. Le taux d'abandon des salariés avait atteint 38 % pour la seule année 1913. Le dégoût du travail était tel, vers la fin de 1913, que, pour ajouter 100 travailleurs au personnel de l'usine, la compagnie dut en embaucher 963 » [87, 113]. C'est donc face à une dramatique *crise de l'emploi*, due à une forme particulière de la *lutte des classes*¹⁵, que Ford dut se résoudre à une hausse massive des salaires.

Et cela d'autant plus que les *wobbies* – les travailleurs syndiqués à The Industrial Workers of the World (créé en 1905 pour lutter contre l'A.F.L. et organiser les travailleurs non qualifiés) – préparaient, semble-t-il, une grève chez Ford pour l'été 1914. « C'est alors que Ford, se sentant menacé, inaugura sa fameuse politique des hauts salaires » [51, 57].

L'objectif immédiat de Ford est largement atteint : le *turn-over* descend rapidement à moins de 0,5 %. « L'approvisionnement en une main-d'œuvre sélectionnée et *rendue docile*¹⁶ étant assuré, l'expansion de la Ford Motor Company se poursuit à des taux records : 200 000 voitures fabriquées en 1913, 500 000 en 1915, un million en 1919, deux millions en 1923. La production de masse dans l'automobile est née » [41, 99]. De plus, « l'intensification du travail ayant crû dans des proportions considérables et malgré les hausses de salaire et la réduc-

15. Une forme larvée par *refus du travail* déqualifié et dégradant qui n'est pas sans rappeler les *esclaves « fugitifs »* à Rome.

16. Le bénéfice du *five dollars day* était en effet réservé aux ouvriers mâles, majeurs de 21 ans, ayant plus de six mois d'ancienneté et de « bonne moralité » vérifiée par un corps spécial d'inspecteurs [41, 96-97].

tion de la journée de travail de neuf à huit heures, le coût de production par voiture baisse d'environ 17 % ». De ce fait, Ford pourra proclamer : « La fixation du salaire de la journée de huit heures à cinq dollars fut une des plus belles économies que j'ai jamais faites » [78, 168].

Mais ce n'est qu'*a posteriori* et dix ans plus tard (1924) que Ford esquissera très lucidement, sur cette base, la nouvelle théorie pré-keynésienne de la demande effective. « Notre propre réussite, écrira-t-il, dépend en partie de ce que nous payons. Si nous répandons beaucoup d'argent, cet argent est dépensé. Il enrichit les négociants, les détaillants, les fabricants et les travailleurs de tous ordres, et cette prospérité se traduit par un accroissement de la demande pour nos automobiles » [78]. D'ailleurs, dès 1929, à la veille de la crise, sur cent familles ouvrières de Detroit, 47 possédaient déjà une automobile [87, 115].

Une seconde date importante du point de vue de l'élaboration de la nouvelle politique salariale considérée comme élément nodal du fordisme est le *National Industrial Recovery Act* (N.I.R.A.) de 1933 (voir note annexe). Celui-ci, qui pose les bases institutionnelles du *New Deal* du président Franklin Roosevelt, contient une célèbre section 7a qui concerne le travail et prévoit en particulier la réduction de la durée du travail pour réduire le chômage, la fixation d'un salaire minimal et surtout la reconnaissance *légitime* du « droit de s'organiser et de conclure des contrats collectifs par l'intermédiaire de représentants de leur choix ». Or cette section fut imposée en dépit d'une forte opposition patronale – en contrepartie du soutien du mouvement ouvrier au *New Deal* – par la puissante *United Mine Workers*¹⁷, la fédération des ouvriers mineurs de l'A.F.L., la seule à être organisée sur une base industrielle (qualifiés et non-qualifiés réunis), et dont les leaders devaient réussir en 1935 à fonder le *Committee for Industrial Organization*, C.I.O., qui devint la première grande organisation américaine du XX^e siècle (après les *Knights of Labor* de la fin du XIX^e) à réunir les travailleurs sur la seule base de leur appartenance à une industrie (Industrial Unions).

Par conséquent, cette deuxième étape, décisive celle-là puisque étendue à l'ensemble de l'industrie, dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique des salaires est en réalité (comme la première) le produit des *rapports de force* qui se sont établis *dans la crise* entre le capital et le travail, et non, comme là encore le voudrait la légende, le fruit d'une géniale et généreuse intuition du président Roosevelt. Devant la résistance patronale à l'application des dispositions de la section 7a du N.I.R.A., résistance qui suscita de violentes grèves dès 1933 et surtout en 1934, puis devant la déclaration d'inconstitutionnalité du N.I.R.A. le 27 mai 1935 par la Cour Suprême qui remettait en question les acquis du monde du travail, la poussée du mouvement ouvrier, renforcé par ses premières conquêtes sociales (spécialement les syndicats d'industrie) et appuyé par le bloc réformiste au pouvoir, va réussir, en 1935, à *imposer un nouveau droit social* et la reconnaissance officielle des organisations syndicales (*National Labor Relations Act*, dit *Wagner Act* du 5 juillet 1935), parvenant ainsi à renforcer considérablement le *bargaining power* du travail face au capital [58].

Les deux événements que nous venons de commenter sont significatifs de l'incidence décisive du « social » sur l'économique, ici du mouvement ouvrier s'ap-

17. « En tant que représentant du travail, John L. Lewis (président de l'*United Mine Workers*) plaida pour que les contrôles sur la production, les prix et les salaires qu'il demandait pour les charbonnages soient étendus à l'industrie dans son ensemble [...]. Le plan finalement adopté et incorporé dans le N.I.R.A. fut d'autoriser à l'industrie d'écrire ses propres codes de compétition loyale, mais d'accorder au travail *en compensation* d'une telle liberté accordée à l'industrie des mesures spéciales de sauvegarde de ses propres intérêts » [74, 266].

puyant en 1933 et en 1935 sur la poussée démocrate. Ils ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration des nouvelles pratiques de production et de répartition, aux Etats-Unis, puis en Europe.

Mais eux-mêmes sont à inscrire dans *une conjoncture sociale plus vaste*, celle qui s'ouvre avec la Première Guerre mondiale et s'achève avec la Seconde et qui spécifie et date la première dépression longue du *xx^e* siècle. La « Grande Guerre » de 1914-1918 joua – on l'a dit – un rôle très important, surtout dans les grands pays capitalistes d'Europe pour permettre au patronat de conduire une puissante offensive anti-ouvrière en brisant la résistance ouvrière à la « rationalisation du travail » (par le taylorisme d'abord puis par la ligne de montage) [58] [79] lui permettant de la réaliser de façon accélérée.

« Le départ pour le front et les nécessités de l'« Union sacrée » ont vidé l'usine de sa force et de son âme, rendant possibles des rationalisations qui [en France] en 1912-1913 avaient mobilisé dans une lutte exemplaire le ban et l'arrière-ban des compagnons mécaniciens » [41, 68], qui avaient parfaitement bien saisi l'enjeu des transformations en cours. La guerre et ses suites permirent, d'autre part, en même temps que de donner un brutal coup d'arrêt à la montée, qui paraissait irrésistible, du mouvement socialiste sur le plan international (mouvement dont la Révolution de 1917 suivie de près de la Révolution brisée en Allemagne¹⁸ marqua, pour un temps, le paroxysme).

Mais la « *fonction sociale* » de la guerre est encore inexplorée. On n'y voit encore – du moins pour celle-là – que le fruit des rivalités économiques des grandes puissances, le passage de la « guerre économique » à l'affrontement militaire. N'est-elle pas aussi – de fait sinon dans l'intention – passage de luttes sociales de type classique (impliquant diverses formes de contrôle de la force de travail) à une véritable « décimation » des classes populaires qu'on leur fait accepter au nom d'une « union sacrée », suprême et radicale forme d'aliénation, qui conduit ses membres à servir jusqu'au sacrifice de leur propre vie d'autres intérêts que les leurs ? Cela, les plus lucides des socialistes l'avaient parfaitement compris (« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage », écrivait Jean Jaurès).

Quant à la « *grande peur* » de la bourgeoisie dans tous les pays « développés » à la suite de l'instauration, en dépit de l'appui apporté par elle à la contre-révolution, du premier Etat « socialiste » de l'histoire, elle exerça, dans toute la période, une influence importante sur le comportement du capital et des Etats. Elle rendit plus nécessaire encore de « domestiquer les barbares » [48], définitivement si possible, en utilisant subtilement et conjointement « la carotte et le bâton » : la hausse du salaire et de nouveaux droits sociaux comme contrepartie d'une ultime (?) dégradation du travail dans le cadre d'une organisation qui permette à la fois un contrôle plus efficace de la force de travail et une forte hausse de sa productivité apparente au prix principalement de l'intensification du travail.

Mais c'est au cœur de la « grande crise » que la grande peur de la bourgeoisie fut à son comble. La crise révélait clairement en effet les incohérences d'un système économique qui fait durement payer à ceux-là mêmes qu'il exploite le coût de ses contradictions. La montée en puissance du mouvement ouvrier sur le plan syndical (Etats-Unis) et/ou sur le plan politique (Grande-Bretagne, France...)

18. Tandis qu'à la fin de 1918 les révolutionnaires semblaient prêts de l'emporter, les dirigeants de la nouvelle république font appel à l'armée que les vainqueurs avaient « omis » de démanteler. Tout comme l'avait fait l'Allemagne en 1871 vis-à-vis de la France pour permettre l'écrasement de la Commune...

fut un des facteurs essentiels de la constitution des *Etats keynésiens*, d'abord aux Etats-Unis avec le *New Deal* de Franklin Roosevelt. Elle le fut d'autant plus dans les grandes démocraties occidentales qu'en Italie d'abord, puis en Allemagne, la crise faisait le lit du *fascisme*.

C'est ainsi qu'une fois encore – avivant les tensions sociales –, la crise, fruit des rapports d'exploitation et de concurrence (de plus en plus monopolistique), apparaît comme le *creuset du changement social* et que se manifeste fortement le jeu subtil des rapports sociaux et des rythmes économiques. Suivant la nature des conjonctures historiques, sociales et politiques des différents pays concernés, *trois issues* se distinguent dans le cadre d'une conjoncture longue fortement dominée par les problèmes sociaux et politiques, trois types de changement ou d'adaptation économique et social :

- une forme nouvelle de l'absolutisme, moderniste sur le plan économique, mais fondamentalement anti-démocratique et totalitaire : le *fascisme* en Italie dès 1922-1924, puis, sous une forme particulièrement effroyable, le nazisme en Allemagne en 1934, enfin en Espagne en 1938 après l'écrasement des forces républicaines ;

- la forme type du capitalisme moderne avec la naissance de l'« Etat keynésien » aux Etats-Unis et en Angleterre ;

- enfin, une tentative d'échappée progressiste avec la victoire du *Front populaire* en Espagne d'abord, puis en France en 1936.

L'échec (un échec qui prit des formes bien différentes) de ces deux dernières tentatives éphémères ramènera rapidement les issues concrètes aux deux solutions qu'en fonction des contextes choisit le grand capital, jusqu'à l'effondrement des « puissances de l'Axe » (le bloc fasciste de l'Allemagne nazie, de l'Italie mussolinienne et du Japon impérial) en 1945.

La guerre de 1914-18 avait laissé l'*Italie* (dès 1919) dans une intense situation de crise économique (faillites nombreuses et chômage massif, lourd endettement, crise monétaire) qui entraîna une grave *crise sociale* marquée par de puissantes grèves et de véritables émeutes ouvrières (en Italie du Nord) et paysannes (dans tout le pays) avec occupations d'usines et de terres incultes soutenues par les socialistes. A cette crise, le pouvoir politique faible et instable, reflétant l'absence d'emprise réelle des instances étatiques sur la société civile en crise, était incapable de faire face ; la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour, comme elle l'avait été plus tôt en Russie et en Allemagne.

Mais l'extrême droite, soutenue financièrement par les grands propriétaires fonciers du Sud et par le grand capital du Nord, réussit à tirer parti de la situation dans un pays jeune, dépourvu de toute tradition démocratique, pas encore véritablement unifié. Se présentant comme défenseur de l'*ordre* (établi), contre la révolution menaçante, dénonçant l'impuissance du régime parlementaire, elle réussit à attirer à elle non seulement une grande partie des chômeurs et des nationalistes déçus du traité de Versailles mais également des « classes moyennes ». Elle s'organise, dès 1919, sur une base militaire stricte dans le cadre du parti fasciste¹⁹ pour s'imposer par l'intimidation, la violence et l'assassinat politique (les « chemises noires » attaquent en particulier les syndicats et saccagent les coopératives socialistes). Elle réussit à gagner la confiance de la grande bourgeoisie, des milieux d'affaires et de l'armée par la violence même avec laquelle

19. Les *Fasci italiani di combattimento* (« Faisceaux italiens de combat ») dont l'emblème était l'antique faisceau des licteurs (*fasci*) considéré par eux comme symbole de l'unité, de la force et de la justice, sont fondés par Mussolini à Milan le 23 mai 1919.

ses troupes matèrent les révoltes ouvrières et à constituer une large alliance de classes anti-ouvrières autour du grand capital. Dès lors, elle parvint en trois années à renverser le rapport des forces en présence, à s'emparer dès 1922 du pouvoir d'Etat (Marche sur Rome), après avoir déchaîné la violence dans tout le pays, et à établir deux ans plus tard toutes les bases de la dictature de Mussolini [89].

Dix ans plus tard, *en Allemagne*, en venant remettre totalement en cause le redressement économique des années 1924-29, la « grande crise » déstabilisa fortement, par son ampleur, une société déjà violemment traumatisée par la défaite. Celle-ci avait, en effet, rappelons-le, entraîné, sous l'impulsion de Rosa Luxemburg, une puissance vague révolutionnaire, conduite par les socialistes du groupe *Spartakus*²⁰ qui réussirent à s'emparer à Berlin de plusieurs bâtiments publics en janvier 1919. Dès lors, le mouvement fut écrasé dans le sang, ses chefs assassinés (« semaine sanglante ») par l'armée allemande sous les ordres d'un gouvernement provisoire à direction social-démocrate²¹. De là naît la division irréductible de la gauche allemande. Suivirent plusieurs années (1919-1924) d'agitation politique et de graves désordres économiques marqués par l'effondrement total de la monnaie.

A partir de 1924, les gouvernements conservateurs à participation social-démocrate assurent la stabilisation monétaire, économique et sociale et une forte expansion fondée sur une sorte de *New Deal* avant la lettre²². Mais celle-ci ne fut qu'un court répit avant que ne survienne la « grande crise » qui touche durement l'économie allemande qui compte quatre millions de chômeurs à la fin de 1930 (contre 0,5 en 1927), cinq en 1931, six en 1932. Frappant là encore un pays sans véritable tradition démocratique où les forces progressistes sont profondément divisées et inconscientes du danger, elle favorise – l'exemple italien aidant – la montée du fascisme. Tandis que, s'attaquant prioritairement à une social-démocratie qui tend à « oublier » ses objectifs révolutionnaires, le parti communiste pratique la politique du pire – allant en 1925 jusqu'à faire élire à la présidence de la République le vieux maréchal réactionnaire Hindenburg, candidat du bloc des droites minoritaires (48,5 % des voix), en maintenant son propre candidat contre celui de la gauche social-démocrate, l'extrême droite nazie s'organise pour tirer profit de la situation.

Bénéficiant, à partir de 1932, d'un appui financier considérable de la plupart des grandes firmes capitalistes – et en premier lieu de Krupp²³ qui, là encore,

20. Fondé en août 1914, notamment par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, *la Ligue Spartakus* s'était séparée alors de la social-démocratie, car elle combattait la participation ouvrière à la guerre considérée comme impérialiste et refusait le ralliement de son parti à des positions nationalistes (d'où l'internement de ses chefs). Elle devint, le 1^{er} janvier 1919, le parti communiste allemand (K.P.D.) et s'affilia à la III^e Internationale.

21. Pour tenter de comprendre ce fait injustifiable, il faut le situer dans son contexte : d'une part, la toute récente *révolution républicaine* allemande de novembre 1918 qui n'était pas encore stabilisée et dont la stabilisation était considérée comme prioritaire par les sociaux-démocrates, d'autre part la non moins récente élimination, hors du pouvoir soviétique, des familles socialistes (« mencheviks », socialistes-révolutionnaires) autres que les « bolcheviks ».

22. En effet, la République de Weimar avait reconnu les syndicats, leur droit de traiter avec le patronat, institué des conseils ouvriers et une politique salariale et sociale « avancée » (assurance chômage). Dans le même temps, progresse la concentration industrielle (fondation de l'I.G. Farben en 1925) et le travail à la chaîne.

23. Les « patrons » de ces firmes appartiennent, pour beaucoup, à des familles de la noblesse féodale ou de l'aristocratie d'Empire. Gustav Krupp von Bohlen von Halbach en est le cas type. Il se rallie aux nazis dès la fin de 1932, leur apportant un appui décisif et deviendra un des grands dignitaires du régime. Ayant déjà tiré profit de la Première Guerre mondiale, il engrangera des bénéfices considérables de la préparation de la Seconde... Son fils Alfred, S.S. dès 1931, condamné pour crimes de guerre en 1945, reprendra la tête de la firme dès 1953...

choisirent *l'ordre* (le leur) alors même que le gouvernement se révélait incapable de redresser la situation économique, sachant rallier à sa cause par un programme démagogique une grande partie des victimes de la crise et de la politique de déflation entreprise en décembre 1931, maniant habilement la peur du « bolchevisme » et le nationalisme nourri par l'amertume de la défaite, pour s'attirer les « classes moyennes », utilisant un parti de type fasciste, Adolf Hitler parvint à imposer sa dictature totalitaire sans coup férir. Sur la base du même type ambigu d'alliance de classes anti-ouvrières²⁴ que celle qui porta le fascisme italien au pouvoir : c'est Hindenburg lui-même qui lui met le pied à l'étrier en l'appelant à la chancellerie le 30 janvier 1933 et en « couvrant » de sa caution militaro-bourgeoise ses premiers coups de force (interdiction des partis politiques et des syndicats non nazis, « nuits des longs couteaux », premier camp de concentration) jusqu'à sa mort en 1934.

La crise économique avait ainsi fait le lit du *nazisme*²⁵ sous l'œil indifférent ou inconscient des pays démocratiques, ses futures victimes. Le nazisme fera celui de la guerre pour la préparation de laquelle il oriente toute l'économie allemande dont il planifie la croissance. Etroitement lié au grand capital industriel et financier, il va en favoriser l'expansion rapide en achevant systématiquement d'organiser la concentration industrielle sur la base de puissants *Kartelle* dont les premiers remontent à la fin du XIX^e siècle (qui, rapidement reconstitués après la défaite de 1945, expliqueront largement le fameux « miracle allemand »). Dès 1939, l'Allemagne a repris la deuxième place économique dans le monde, dépassant d'un tiers sa production de 1929.

La très longue tradition républicaine, démocratique et syndicale des grandes démocraties occidentales – liée à la longue histoire des bourgeoisies anglaise et française, à leur lutte pour la démocratie, au compromis qu'elles finirent par passer avec leurs classes ouvrières – les mirent à l'abri de la « peste brune ». C'est aux *Etats-Unis* devenus économie dominante que va s'élaborer – on l'a vu – le nouvel ordre productif. Et si la crise économique qui s'ouvre en 1929, la plus violente qui ait jamais secoué le pays, n'a pas ici les effets politiques catastrophiques qu'elle eut en Allemagne, c'est que non seulement les institutions résistent bien dans un pays où l'esprit démocratique a largement pénétré toutes les couches sociales, mais encore qu'elles surent s'adapter – sous la pression des luttes sociales et politiques, et devant la crainte d'une radicalisation de celles-ci sous l'impulsion du C.I.O. (qui notamment organise de puissantes grèves en 1935 et 1936) suffisamment rapidement pour faire face à des temps nouveaux²⁶. L'administration républicaine du président ultra-libéral Hoover, élu en 1928 sur la promesse de la prospérité, fut balayée au cœur même de la crise. Alors même que près du quart de la population américaine était réduit au chômage, une puissante poussée démocrate, appuyée par l'A.F.L., porta au pouvoir en 1933, autour de Franklin Roosevelt, un *bloc réformiste* fervent partisan d'une nouvelle

24. Même si une fraction de la classe ouvrière, la plus atteinte par la crise (« Lumpen-proletariat », chômeurs), se rallie par désespoir. On constate là encore que la *lutte des classes* n'est pas à sens unique : travail contre capital, mais est constamment conduite sous diverses formes par le capital contre la classe ouvrière et qu'elle n'est pas simplement « bloc » contre « bloc ».

25. Rappelons que le terme « nazi » vient d'une abréviation de l'intitulé du « Parti national "socialiste ouvrier" allemand »..., le parti de Hitler et que ce parti est fondé sur une idéologie *raciste* prétendant à la supériorité absolue de la race aryenne germanique et à son droit à asservir ou à exterminer d'autres « races ». L'Etat nazi allemand pratiquera, dans les camps de concentration et d'extermination, une forme extrême d'*esclavagisme*.

26. On peut cependant ajouter que l'absence de forts partis de gauche et, en particulier, d'un parti communiste puissant rend un « risque » révolutionnaire peu actuel aux Etats-Unis et « permet » en quelque sorte au grand capital de choisir la voie démocratique.

donne – le *New Deal* – et d'une intervention systématisée de l'Etat pour relancer l'activité économique et codifier le rapport salarial.

La nouvelle forme de l'Etat, l'*Etat keynésien*, se constitue ainsi aux Etats-Unis sous la triple pression des luttes démocratiques, des luttes ouvrières et des grands intérêts capitalistes modernistes auxquels s'ajoutent les intérêts des « classes moyennes » agricoles qui subissent une forte crise. Le résultat en sera la mise en œuvre, complètement opérationnel cette fois, du *nouvel ordre productif* dont le fordisme constitue une pièce maîtresse puisque le *New Deal* favorise à la fois les firmes géantes et l'élévation des salaires, réalisant, de ce fait, une sorte de compromis, résultant d'une convergence d'intérêt entre la fraction moderniste du grand capital et la fraction avancée du syndicalisme ouvrier. La classe ouvrière accepte l'hypermonopolisation de l'économie et l'ultime dégradation du travail contre une forme entièrement nouvelle de gestion globale de la force de travail. Mais c'est finalement dans la guerre mondiale contre le bloc des pays fascistes, guerre dont les Etats-Unis de Roosevelt prendront le *leadership*, que sera mis en place ce nouveau schéma d'accumulation, en même temps que se retourne, dès 1940 aux Etats-Unis, la conjoncture longue. (De 1939 à 1944, le P.N.B. américain augmente de 154 %, les bénéfices des sociétés de 290 % [47, 361]).

Le nouveau mode d'accumulation du capital ainsi produit ne peut décidément plus apparaître comme une création du marché. Il ne peut être compris que comme la *résolution (provisoire) de contradictions économiques et sociales devenues intenable, résolution dont le contenu dépend de la configuration concrète des intérêts dans le cadre d'une conjoncture sociale spécifique*.

En cette période, la France occupe une place à part. L'économie française est relativement moins touchée par la grande crise venue des Etats-Unis que l'Allemagne ou l'Angleterre car son industrialisation est en retard, moins « moderne » (la taylorisation y est encore peu répandue) et le monde rural y tient encore une place prépondérante. Elle le sera davantage sans doute par la politique de déflation et de fidélité à l'étalon-or que le gouvernement conservateur de Laval crut devoir prendre après la dévaluation de la livre du 20 septembre 1931 et son décrochement par rapport à l'or. Le chômage se développe alors en même temps que baissent les prix et les taux de profit. L'échec de cette politique, joint à la « valse des ministères », entraînera une vague d'antiparlementarisme que l'extrême droite put – là encore – exploiter. Des « ligues » (dont les « Croix de Feu ») organisées à la manière fasciste se constituèrent, créèrent une agitation politique qui déboucha sur les émeutes du 6 février 1934. Les gouvernements « modérés » (alliance conservateurs-« radicaux-socialistes ») d'alors, fidèles à une ligne de conduite dont l'inefficacité était pourtant avérée, et alors même que la stratégie nouvelle entreprise aux Etats-Unis commençait à porter ses fruits, s'enfermèrent dans une politique déflationniste sans issue.

Mais, dans le même temps, et à la différence de l'Allemagne, la montée et le comportement de l'extrême droite et donc le danger de fascisation, provoquèrent au sein des forces populaires divisées depuis le congrès de Tours de 1920 et des deux formations politiques qui les représentaient : le parti communiste et le parti socialiste S.F.I.O., une réaction de défense républicaine à la suite des émeutes de 1934²⁷. Plus fortement enracinée dans un tissu social démocratique de vieille souche, encore peu marqué par l'empreinte et la puissance du grand

27. Du côté du parti communiste, ce comportement est, sans doute, aidé par le changement d'attitude du P.C. soviétique, qui, lui aussi, a tiré les leçons de son erreur historique de 1925 en Allemagne qui a permis la victoire du nazisme. L'U.R.S.S. signe d'ailleurs en 1935 un pacte avec le gouvernement Laval.

capital, et tirant les leçons du comportement suicidaire de la gauche allemande, la gauche française – y compris les « radicaux » – réussit à s'unir dans un *Front populaire* qui l'emporta aux élections de 1936. Une série de mesures sociales particulièrement avancées pour l'époque (contrats collectifs, revalorisation des salaires, reconnaissance de la liberté syndicale, semaine de quarante heures, droit aux congés payés pour tous les salariés), furent promulguées, dans le cadre des « accords Matignon », sous la pression d'une puissante vague de grèves qui appuyait la victoire politique du mouvement ouvrier. Ces mesures fournirent l'une des bases essentielles d'une relance économique par la consommation populaire²⁸. Mais, victime de ses propres contradictions (les communistes restent en dehors du gouvernement) et des attermolements des « radicaux », la coalition au pouvoir ne réussit pas à s'imposer ni à durer (elle se disloqua en avril 1937, les « radicaux » reprenant leur alliance avec la droite). Elle ne put, par conséquent, conduire une grande politique d'alliance avec les démocraties pour barrer la route au nazisme qui alors montait impunément, en particulier en soutenant, plus vigoureusement qu'elle ne le fit, le gouvernement républicain espagnol submergé par la subversion fasciste.

Les gouvernements « modérés » (les « radicaux » ayant changé de camp) qui suivirent (traduisant un type particulier d'alliance de classes de la bourgeoisie capitaliste) non seulement capitulèrent devant la montée des fascismes en Europe (Munich en 1938 venait deux ans après l'acceptation de la réoccupation de la Rhénanie démilitarisée depuis 1918 et avant la chute du régime républicain espagnol en 1939), mais encore furent incapables à la fois de restaurer la situation économique – le « retard » économique de la France d'après 1945 vient, en partie, de l'incurie du capital et des gouvernants de l'entre-deux-guerres – et de préparer efficacement une guerre que leur comportement inconscient rendait de plus en plus inévitable.

L'attitude de l'Union soviétique qui, le 23 août 1939, signe un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie permit à Hitler de déclencher les hostilités en envahissant la Pologne, dès le 1^{er} septembre, pour ensuite, celle-ci écrasée en trois semaines, pouvoir se retourner sans risque à l'ouest contre la France et les démocraties occidentales... On pourrait d'ailleurs utilement s'interroger sur le rôle joué par le contexte général de la « grande crise » comme facteur externe dans la montée du *stalinisme* (par nécessité d'un contrôle social encore plus efficace ?), ce glissement du régime soviétique de plus en plus accentué vers une forme spécifique de totalitarisme dont le rapport avec le projet socialiste initial deviendra de plus en plus formel (voir *infra*, chap. 9). En tout cas, on a pu constater le rôle de repoussoir joué par le « bolchevisme » non seulement vis-à-vis de la classe dirigeante et d'une partie des « classes moyennes », mais également, ce qui est plus grave (et théoriquement plus inattendu...), vis-à-vis d'une large partie des forces progressistes que rebute radicalement le modèle lénino-stalinien. Et ce dernier phénomène, né avec l'élimination du pouvoir et l'interdiction en Russie des formations de la gauche non bolchevique et, pour la France, la rupture de Tours en 1920, s'amplifia avec la montée de la dictature stalinienne. La division de la gauche allemande – qui a très largement facilité l'avènement du nazisme – en fut une des conséquences les plus funestes.

La *Seconde Guerre mondiale*, qui fut sans doute le plus gigantesque massacre organisé que notre monde ait connu (plus de cinquante millions de morts civils et

28. Relance rapidement compromise cependant par une forte poussée inflationniste qui vint limiter la hausse du pouvoir d'achat populaire.

militaires), venait ainsi comme la *conséquence directe la plus dramatique de la « dépression longue »* et plus particulièrement de la grande crise. Si les hostilités déclenchées par l'Allemagne hitlérienne en Europe centrale venaient de l'expansionnisme économique d'un Etat qui, ne disposant pas en propre de toutes les bases économiques de ses ambitions, en vint à piller la quasi-totalité de l'Europe, si la riposte alliée, initiée par la France et l'Angleterre, avait certainement pour cause économique la nécessité de briser l'impérialisme allemand, l'enjeu de l'affrontement qui embrasa l'Europe entière dépassait largement ces considérations. Opposant, comme naguère en Espagne, fascistes et antifascistes, il représentait une *lutte sociale* d'une ampleur inégalée entre « formations sociales » dont la « superstructure » repose sur le droit et la démocratie politique, et formations où le « droit » n'est plus que l'expression de la volonté d'un seul, où toute vie démocratique a été éliminée ou écrasée²⁹. Dans la plus sanguinaire de ces formations, l'Allemagne nazie, en même temps que le capitalisme industriel et financier, se trouve activement développée sur une base nationale, l'économie de rapine et surtout des rapports *esclavagistes* d'Etat furent instaurés³⁰. Des millions d'hommes et de femmes ont été déportés par la force pour « délit » d'opinions ou de race, réunis en de monstrueux camps d'extermination au sein desquels leur force de travail était extraite par la violence jusqu'à l'épuisement et la mort. L'holocauste de six millions de juifs – dont la seule « faute » était leur appartenance à une religion différente – en est le plus odieux crime (génocide que les groupuscules néo-nazis cherchent aujourd'hui à nier en s'appuyant sur des travaux pseudo-scientifiques de circonstance). Il s'est agi en définitive, et pour reprendre une expression de Fourier, de la plus fantastique *lutte de civilisation* que l'histoire ait connue, à la fois lutte de classes, conflit économique destiné à briser un gigantesque empire et lutte politique.

Dans la préparation au conflit, et dans sa conduite va se trouver parachevé aux Etats-Unis *le nouvel ordre productif* autour d'un Etat qui planifie méthodiquement l'effort de guerre, d'une guerre devenue alors conséquence inévitable de la dépression longue et de la « grande crise ».

29. Que l'Union soviétique se soit finalement retrouvée dans le camp des Alliés ne change rien à l'affaire.

30. Ce retour de rapports esclavagistes au sein même d'un pays hautement industrialisé est une nouvelle preuve du caractère inacceptable de la lecture « économiste » du matérialisme historique pour laquelle existe une « correspondance » stricte entre les rapports de production et le niveau du développement technologique *qui les détermine* univoquement.

Note annexe

DANS LA DÉPRESSION LONGUE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES : LE CYCLE CLASSIQUE 1920-1929 ET LA « GRANDE CRISE » DES ANNÉES TRENTE AUX ETATS-UNIS

Environnement économique : le cycle 1920-1929 qui s'achève dans « la grande crise » démarre dans une conjoncture fortement marquée par les problèmes de reconstruction de l'après-guerre qui se traduisent notamment par une « crise de reconversion » qui frappe l'économie américaine du printemps de 1920 à l'automne de 1921.

L'essor 1921-1929

– La crise de 1920-1921 est suivie d'une reprise assez vive en 1922 puis – contrairement à ce qui se passe en Angleterre – d'une période *d'expansion industrielle* relativement longue (huit années), mais se déroulant selon un rythme élevé mais irrégulier (taux de croissance moyen de la production industrielle 1924-1929 : 4 % par an, accroissement de la productivité du travail : 43 % entre 1919 et 1929 [81]), qui ne parvient pas toutefois à assurer le plein emploi, ce qui crée une certaine insécurité chez les ouvriers de l'industrie [74, 244]. Les capacités d'investissement interne se trouvaient quelque peu limitées par l'importance des prêts accordés par les Etats-Unis, à l'Europe et à l'Amérique latine essentiellement (1 250 millions de \$ en 1927-1928) [26, 203].

– Il n'en sera toutefois pas de même pour la *production agricole* qui, après une forte expansion durant la Grande Guerre, pour satisfaire les besoins des pays alliés, resta *déprimée* au cours de la décennie des années vingt en liaison avec une chute des cours mondiaux des produits agricoles à partir de 1925 essentiellement et une hausse liée des stocks (sur base 1923-25 = 100, l'indice des cours mondiaux tombe à 70 au milieu de 1929, tandis que celui des stocks est monté de 75 % [86, 60], sur fond de surproduction).

– L'essor industriel s'appuie sur la même *base technique* qui avait permis l'expansion longue d'avant la Grande Guerre : la construction automobile (3 millions de véhicules produits en 1927, 5,6 en 1929) et les constructions électriques qui poursuivent leur rôle d'industries motrices. Le rôle de l'industrie automobile fut essentiel [86, 86] dans la mesure où elle exerce de puissants effets d'entraînement sur de nombreuses activités : pneumatiques et autres composants, raffineries et distribution de carburants, équipements routiers, etc., et où l'époque fut marquée par un développement de l'usage des camions et des tracteurs agricoles dotés de moteurs à explosion [86] [71]. Quant à l'industrie électrique, elle produit et commence à vulgariser au cours de la décennie des années vingt de nouvelles applications telles que les appareils radiophoniques et les réfrigérateurs, dont la diffusion est accélérée par l'introduction, durant cette même période, de la vente à crédit.

– L'expansion s'appuie, d'une part, sur une *demande externe* résultant des besoins nés de la reconstruction européenne, d'autre part, sur une *demande effective interne* liée davantage à l'extension du salariat et de l'urbanisation qu'à la hausse des salaires et à la demande d'investissement et de biens de luxe émanant de la fraction la plus aisée de la population dont la part dans le revenu national s'accroît fortement, ce qui fait qu'en 1929 les 5 % de la population titulaires des plus hauts revenus perçoivent un tiers des revenus individuels [81, 20, 203].

Ce dernier phénomène – qui accroît très sensiblement l'inégalité sociale et la vulnérabilité de l'économie – résulte d'une forte tendance à la hausse des profits réalisés [81, 20, 203] [74, 244, 258]. Cela vient d'un contexte social favorable au capital avec un recul sensible de la puissance syndicale [74, XIV] alors même que les années 1916-1920 avaient été marquées par un fort mouvement en faveur du contrôle ouvrier (*workers' control*) [58]. Ce recul est dû à l'effet conjugué du sous-emploi, de l'absence d'une organisation de masse des travailleurs non qualifiés (que refuse l'A.F.L.) et surtout d'une vive *campagne antisyndicale* conduite par le patronat américain après 1919³¹.

– Dans la mesure où il reste modéré, l'essor n'est pas inflationniste et s'accompagne même d'un léger *recul des prix* des produits industriels tandis que la masse monétaire demeure à peu près constante [86, 61].

– Toutefois, un domaine particulier connut un *boom* spectaculaire à partir de 1924 : la *spéculation boursière*. Pour Milton Friedman, « la politique du Federal Reserve System (le *Fed*, équivalent américain de la Banque Centrale), bien que trop restrictive pour stimuler une vigoureuse expansion des affaires, ne le fut pas assez pour stopper le marché boursier [80, 298].

31. Voir sur ce point, F.-R. Dulles, *op. cit.*, p. 245-250 : cette campagne vise la *closed shop* prônant l'*open-shop*, c'est-à-dire l'obligation devenue coutumière pour les employeurs de ne recruter que des travailleurs affiliés au syndicat reconnu, ce qui revenait à refuser de reconnaître les syndicats même majoritaires et à exercer une discrimination contre les syndiqués. Elle utilise différents moyens : campagne nationale, diffamation des responsables syndicaux, création de « syndicats maison », police privée dans l'usine, intimidation, coercition, etc., mais également distribution d'actions et « politique sociale » de firme (*welfare capitalism*), créant une véritable dépendance des travailleurs à l'égard de leurs employeurs (pour susciter l'allégeance) au lieu de la reconnaissance de leurs droits d'association et de négociation collective. Le succès d'une telle stratégie tient en partie au conservatisme et au caractère timoré de la seule grande organisation syndicale, l'A.F.L., présidée par Gompers depuis sa création et à l'extension du taylorisme. Dans cette conjoncture défavorable sur le plan syndical, une tentative de contre-attaque fut réalisée sur le plan politique avec l'esquisse d'un parti travailliste : *The Progressive Political Action* qui, lors de l'élection présidentielle de 1924, présenta un candidat progressiste contre les candidats conservateurs des deux grands partis : le sénateur La Follette, du Wisconsin, qui obtint le soutien de l'A.F.L. et réunit 5 millions de suffrages, soit environ 15 % des voix.

– *Environnement politique* : à l'issue du deuxième mandat inachevé du président démocrate Wilson, et de l'intermède W.-G. Harding (1921-1923), la période d'expansion 1924-1929 voit se succéder deux présidents républicains très conservateurs : Calvin Coolidge (1923-1928) et Herbert Hoover (1929-1932) qui conduisent une politique économique de simple accompagnement de l'expansion sans tenter pour autant de freiner la spéculation boursière [81].

Les premiers craquements

– Deux récessions d'amplitude limitée précèdent la crise de 1929 en 1924 et en 1927 (d'octobre 1925 à décembre 1927). 1925 marque la transition entre la période de reconstruction et le boom qui précède la dépression.

– *La question des réparations, des dettes de guerre et du déséquilibre des échanges extérieurs* : les réparations en nature et en devises dues par l'Allemagne à la France en vertu du traité de Versailles, de même que les dettes accumulées par les pays belligérants directement ou indirectement vis-à-vis des Etats-Unis créèrent de profonds déséquilibres au niveau des échanges extérieurs (en même temps que sur le plan politique³²). Et cela d'autant plus que les Etats-Unis prêtaient à l'Allemagne pour l'aider à payer son dû, mais pratiquaient une politique protectionniste qui rendait difficile à ses alliés de s'acquitter de leurs dettes [99].

Dans son célèbre essai, *The Economic Consequences of the Peace*, J.M. Keynes préconisait, d'ailleurs, dès 1919, l'annulation des dettes de guerres et la limitation des réparations (les Etats-Unis refusèrent de recevoir des réparations de la part de l'Allemagne, mais voulaient être remboursés de leurs prêts par leurs alliés...).

– *La spéculation boursière*, enhardie par la rapidité de résolution des « mini-crisis » de 1924 et 1927, fut encouragée par le boom des années 1924-1928, ainsi que par l'évolution de la répartition du revenu national favorable aux profits (cf. *supra*). Elle fut d'autre part accélérée par des intermédiaires spécialisés – les *Investment Trusts* – qui firent accéder à la Bourse une masse de petits épargnants dont ils drainaient les disponibilités en même temps qu'ils leur permettaient d'acheter en grande partie à crédit..., s'assurant ainsi de substantiels profits.

Le nombre des titres échangés à Wall Street doubla entre le début de 1925 et octobre 1929. Un véritable « vertige de hausse » (tel celui que nous avons décrit pour les mois qui précédèrent la crise de 1882 en France) s'empara de la Bourse à partir surtout du printemps de 1928. L'indice des valeurs boursières passa de 58 en 1921 à 153 en 1928 et 328 en 1929 [69, 19]...

La baisse du taux d'escompte du *Fed* à 3,5 % décidée à la fin de l'été 1927 pour relancer la production et protéger la livre sterling ouvrit une période de crédit plus facile qui ne fut pas sans exercer une certaine influence (à ne pas exagérer) sur l'accélération de la spéculation boursière à crédit³³. Toutefois, un

32. Les réticences de l'Allemagne conduisirent la France et la Belgique à occuper la Ruhr en janvier 1923, occupation dont les conséquences politiques sont considérées comme graves par certains auteurs. (L'hyperinflation allemande des années 1922-1923 lui est certainement liée.)

33. Dans [80], Friedman et Schwartz pensent que cet effet fut important. Surtout, ils estiment que le *Fed* aurait dû, entre 1927 et 1929, choisir clairement entre deux objectifs concurrents : soutenir l'activité économique et ralentir la spéculation, qu'ils ne pouvaient atteindre avec un seul instrument : le taux d'escompte.

certain retournement de la politique monétaire (taux d'escompte porté à nouveau à 4 % en février 1928) se révéla sans effet sur un processus déjà engagé et devenu assez largement incontrôlable par les moyens habituels. De plus, le mouvement spéculatif, dans la mesure où il absorbe des fonds internes et externes « normalement » consacrés aux transactions, tend, par ailleurs, à exercer une pression à la baisse sur le montant des affaires (et cette pression contrarie l'effet expansionniste des anticipations dues au crédit facile)³⁴.

– *Les premières difficultés industrielles* apparaissent en juin 1929 qui voit le retournement de l'indice de la production qui se met à décliner (indice 117 en octobre contre 126 en juin 26) notamment dans la sidérurgie. Et l'écroulement du marché financier en sera, d'une certaine façon, le reflet, mais un reflet considérablement amplifié.

– L'agriculture demeure en crise depuis 1921, comme il a été dit, avec une tendance continue à la surproduction et à la chute des prix. Les agriculteurs ne parviennent pas à retrouver leur niveau de vie de 1913 [69, 18], ce qui pèse lourdement sur la conjoncture économique étant donné que les actifs agricoles représentent en 1929 un quart environ de la population active [86, 85].

Le grand « krach » boursier d'octobre 1929

« La situation industrielle des Etats-Unis est absolument saine ».
Ch. E. Mitchell, directeur de la Banque fédérale de New York,
début octobre 1929...

Si « le marché haussier (dès 1928-29) fut un phénomène remarquable, l'âpreté de sa liquidation fut, à sa façon, également remarquable » [81, 133].

La baisse des cours s'amorce à *Wall Street* à partir du 19 octobre : l'indice des actions industrielles du *Times* perd 7 points ; il en perdra 12 le lendemain où près de 3,5 millions d'actions allaient changer de main. Mais, au lieu de ne représenter qu'un phénomène limité, elle s'amplifiera rapidement. Le jeudi 24 octobre – le *jeudi noir* –, c'est près de 13 millions d'actions qui sont vendues, le 29 octobre, 33 millions... ; « le marché avait dégénéré en une mêlée folle et effrénée pour vendre » [81, 123].

« *Le trait singulier de la grande catastrophe de 1929, c'est que le pire continua sans cesse de s'aggraver. Ce qui paraissait un jour être la fin se révélait le lendemain n'avoir été que le commencement* » [81, 132].

« *Durant la première semaine, le massacre avait été celui des innocents. Durant la seconde, il semble que ce furent les gens aisés et les riches qui furent soumis à un processus de nivellement comparable en grandeur et en soudaineté à celui auquel Lénine avait présidé, une décennie auparavant. La taille des paquets d'actions qui étaient offerts indiquait que les gros spéculateurs vendaient ou étaient liquidés. Une autre indication vint des salles des tableaux ; la semaine d'avant, elles étaient bondées ; maintenant, elles étaient presque vides. Ceux qui se trouvaient en difficulté avaient aujourd'hui la possibilité de souffrir dans l'intimité...* » [81, 137].

34. Cette question complexe a fait l'objet, depuis la crise de 1929, de nombreux débats, qui se trouvent bien résumés par Kindleberger [86, 70] qui, à notre sens, leur donne une conclusion correcte.

Aspects politiques de la crise : L'ampleur de la crise et plus encore de la dépression qui suit va démontrer non seulement l'incapacité des Républicains à la prévoir, l'inconscience des présidents Coolidge (quelques jours avant de quitter ses fonctions en février 1929, il estimait que l'économie était « absolument saine ») et Hoover (ses partisans prétendent lors de la campagne de 1928 que l'élection d'un démocrate provoquerait une crise en 1929...), mais leur incapacité à enrayer par une politique efficace. L'enfoncement de l'économie américaine dans la dépression modifia la conjoncture politique et provoqua en 1932 une vague populaire irrésistible en faveur des démocrates : l'élection de Franklin D. Roosevelt contre le président sortant fut triomphale (plus de 57 % des suffrages).

Dix années de dépression : 1929-1939

« Les plus graves conséquences de la catastrophe en matière de chômage seront effacées dans les soixante jours. »

Président Hoover, mars 1930...

– La dépression dans laquelle s'enfonça alors l'économie américaine fut la plus profonde et la plus longue qu'elle ait connue : la crise financière amplifia considérablement la réduction (amorcée en juin) de l'*activité* économique qui ne cessa de reculer jusqu'en 1933 (le revenu réel par habitant avait alors rétrogradé au niveau de 1908). On assiste alors à un véritable écroulement en château de cartes de l'économie bancaire et industrielle par les processus habituels des crises classiques amplifiées par l'importance de l'endettement des entreprises et des particuliers. Le nombre de faillites augmenta rapidement en même temps que reculaient fortement les ventes à crédit qui avaient été un facteur important de la prospérité. Cela toucha au premier chef l'activité motrice : l'industrie automobile.

– Le niveau des *prix* baissa fortement à la suite de l'effondrement de la demande effective (recul de 30 % des prix de gros entre 1929 et 1932) tandis que la production industrielle s'effondra (l'indice passe de 105 en février 1929 à 54 en août 1932) et que la masse monétaire recule fortement. Les salaires eux-mêmes furent atteints, reculant de près de 25 % entre 1929 et 1933 ; le pouvoir d'achat des salariés baissant plus encore du fait de la réduction du temps de travail et du chômage (la masse salariale s'effondre plus rapidement que l'emploi passant de 100 en 1929 à 44 en 1939 [75, 645]).

– Le *chômage* atteint en effet en 1933 le chiffre de 14 millions de personnes soit plus du quart de la population active et, à l'exception de 1937, il dépassa constamment le chiffre de 8 millions jusqu'en 1939. En l'absence de toute assurance-chômage (à laquelle même l'A.F.L. était opposée...), l'absence d'emploi signifie *misère*. Des milliers de chômeurs, incapables de payer un loyer, avaient émigré vers de véritables « bidonvilles », baptisés ironiquement « *Hooverville* » [77, 199].

– Durement combattu par le capital durant l'expansion, le *mouvement ou-*

vrier va se trouver encore affaibli par la crise [74, 261] la subissant avec une sorte de passivité, du moins dans un premier temps. Mais, en l'absence d'organisation de masse des travailleurs non qualifiés que l'A.F.L. avait toujours refusés et combattus, c'est par leur bulletin de vote, en 1932, que les travailleurs américains s'exprimeront, ouvrant, de ce fait, la voie à une nouvelle ère pour le mouvement ouvrier américain :

– La crise va frapper durement *les campagnes* déjà en difficulté chronique par suite de la contraction du pouvoir d'achat des citadins et de la chute des exportations américaines (elle-même liée au recul des importations). Les prix agricoles reculent de 50 % en moyenne, ce qui aura un effet considérable d'amplification de la crise compte tenu du poids économique des agriculteurs. Les petits fermiers vont se trouver ruinés par milliers.

Dans certaines régions centrales, en particulier dans l'Oklahoma, une terrible sécheresse accompagnée de vents violents transforma la crise en catastrophe jetant les petits paysans chassés par leurs propriétaires (toujours l'accumulation primitive...) sur les routes de l'Ouest, ce qu'a admirablement décrit John Steinbeck dans *Les raisins de la colère* :

« – Nous, on est nés ici [disent les paysans]. Là, sur la porte... Nos enfants aussi sont nés ici. Et mon père a été forcé d'emprunter de l'argent. Alors la banque est devenue propriétaire ; mais on nous y laissait et on gagnait un peu avec ce qu'on cultivait.

– Nous savons ça... [rétorquent les représentants de la banque] – tout ça. Ce n'est pas nous, c'est la banque. Une banque n'est pas comme un homme. Ou un propriétaire de cinquante mille acres (20 000 ha), il n'est pas comme un homme non plus. C'est le monstre.

– D'accord, s'écriaient les paysans, mais c'est notre terre. C'est nous qui l'avons mesurée et défrichée. Nous y sommes nés et nous nous y sommes fait tuer, nous y sommes morts (...). C'est ça qui fait qu'elle est à nous – d'y être nés, de l'avoir travaillée, d'y être enterrés. C'est ça qui fait la propriété, pas un papier avec des chiffres dessus.

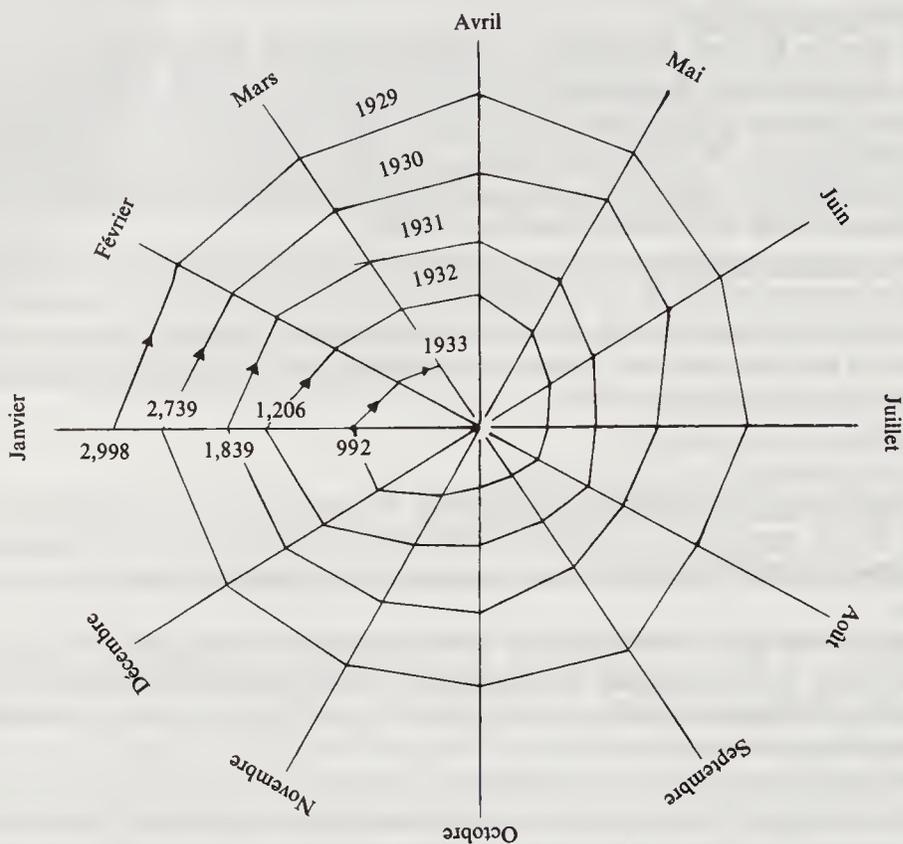
– Nous sommes désolés. Ce n'est pas nous. C'est le monstre. La banque n'est pas comme un homme (...) Il faudra que vous partiez.

– Mais c'est à nous, criaient les paysans. A nous...

– Non. C'est la banque, le monstre, qui est le propriétaire. Il faut partir. » [101, 52].

– Partie de *Wall Street*, la crise va diffuser sur le monde entier en raison du poids économique dominant des Etats-Unis, ce qui en retour ne fera qu'amplifier la crise américaine... L'extension et l'approfondissement de la crise seront renforcés par les *mesures protectionnistes* que prendront les différents Etats, tentant chacun de réduire leurs importations et d'accroître leurs exportations (politique dite de *beggar my neighbour* – « passe à ton voisin » – par Joan Robinson), ce qui aboutit à paralyser le commerce mondial, et par l'effondrement du système monétaire international marqué par l'abandon de l'étalon-or. Rappelons que Kindleberger explique précisément l'ampleur de la dépression par l'absence de *leadership* d'une économie dominante, ce qui rendait le système instable dans son ensemble [86].

LA SPIRALE DÉFLATIONNISTE 1929-1933



L'évolution du commerce mondial de janvier 1929 à mars 1933 : la somme des importations de 75 pays (valeurs mensuelles exprimées en millions de dollars-or 1929) [86, 172].

Les bases de la reprise

« *This Nation asks for action and action now.* »

Président Roosevelt, discours d'inauguration, le 4 mars 1933.

– L'expansion des années vingt reposait sur des bases trop fragiles, inadaptées – puisque, compte tenu de l'extension de la production de masse, le pouvoir de produire croissait plus vite que le pouvoir de consommer – pour que la crise de 1929 soit capable de produire, par son déroulement même, les ajustements suffisants. Et ce, d'autant moins que « la politique économique (conduite par les Républicains) alla presque toujours dans une direction qui ne faisait qu'aggraver les choses » [81, 206], suivant aveuglément le dogme de l'équilibre budgétaire.

– Et on ne pouvait guère compter sur les « béquilles » de l'extérieur puisque la paysannerie connaissait une crise très sévère, et que le monde était déjà partagé

en empires coloniaux (d'où d'ailleurs l'impérialisme allemand et japonais après 1933, leur volonté de refaire un partage du monde).

– Il fallut, cette fois-ci, jeter les bases économiques et sociales d'un nouvel ordre productif, et cela nécessitera l'impulsion active et décisive de l'Etat américain. C'est en effet la tâche qu'accomplira de plus en plus consciemment le *New Deal* du président Roosevelt (alors que le contenu du *New Deal* annoncé par le candidat Roosevelt demeurait assez flou), à partir de 1933, après plus de trois ans d'une dépression qui s'aggravait d'année en année, favorisant la *montée d'un bloc politique réformiste* autour du parti démocrate qui assura la défaite de Hoover.

– Passant à l'action, dès son entrée en fonction (après les quatre ans d'attentisme de son prédécesseur), Roosevelt fit voter par le Congrès, dans les *cent premiers jours* de son mandat, *quinze textes de lois économiques* importants dont l'ensemble va constituer concrètement, par des mesures planificatrices, la « nouvelle donne » annoncée. Celle-ci représente un véritable *compromis historique* entre la fraction « moderniste » du capital et le mouvement syndical américain, qui constitue la *base politique de la reprise*.

Trois textes ou ensembles de textes sont essentiels :

- *L'Agricultural Adjustment Act* (A.A.A.) du 12 mai 1933 qui organise un contrôle sur la production agricole pour en assurer la régulation et la révalorisation, notamment en attribuant des subsides (payés par des taxes sur la transformation des produits) aux agriculteurs pour réduire leur production ; très largement accepté par les organisations agricoles, il sera repris après la Seconde Guerre mondiale en dépit de son invalidation par la Cour Suprême en 1936.

- *Le National Industrial Recovery Act* (N.I.R.A.) du 16 juin 1933 qui met en place un système de « codes » par branche d'industrie fixant d'un côté des prix minimaux à la production (revenant ainsi sur les mesures antitrust) pour relever le taux de profit, assurant de l'autre une protection aux travailleurs, d'une part, par la détermination d'un salaire minimal et la réduction du temps de travail à 36 heures, d'autre part, par l'établissement légal du droit d'association (la déclaration d'inconstitutionnalité de mai 1936 ne parviendra pas, comme on l'a vu, à remettre en question l'essentiel de ce programme).

- Un ensemble de mesures visant directement (outre l'effet des deux précédentes) à faire reculer le chômage par le lancement de grands travaux publics pris en charge par la *Federal Emergency Relief Administration*, F.E.R.A. (subvention aux Etats et à l'administration locale), la *Public Work Administration* (lancement de projets fédéraux), la *Civil Work Administration* (emploi direct de chômeurs pour réaliser des chantiers, qui concerna plus de 4 millions de personnes), la *Tennessee Valley Authority* (vaste projet d'aménagement et d'équipement concernant un bassin de 100 000 km²).

A mesure qu'elles vont être mises en œuvre et commencer à faire sentir leurs effets, ces lois nouvelles, jointes à la *dévaluation massive du dollar* de janvier 1934, vont permettre à l'économie américaine de se reprendre progressivement sur une base nouvelle. A partir de 1935, de nouvelles mesures de relance (dites parfois *Second New Deal*) seront mises en œuvre : elles viseront à injecter du pouvoir d'achat dans l'économie par une politique délibérée de déficit budgétaire assurant le financement de grands travaux.

– Effectivement, 1933 marque le début du *retournement de conjoncture* : la lente reprise se met en place – en même temps que commence à refluer le nombre des chômeurs – mais lentement puisque ce n'est qu'en 1937 que l'industrie américaine retrouvera son niveau de production de 1929 (avec encore près de 8 mil-

lions de chômeurs). Mais bien fugacement car 1938 marque un profond recul – une crise brutale mais brève (cycle 1933-1938) – et ce n'est qu'à partir de 1940 que le long trend de croissance au-delà du niveau de 1929 va démarrer, marquant le retournement du cycle long. C'est par conséquent la guerre qui assure la véritable *reprise* ...

Pour une théorie nouvelle des cycles longs

« Plus nous approfondirons la nature du temps, plus nous comprendrons que durée signifie invention, création de formes, élaboration continue de l'absolument nouveau. »

BERGSON, *L'Evolution créatrice*.

Les analyses conduites au cours des deux chapitres précédents invitent à un travail de reconstruction et de synthèse. Nous voudrions – tout au long du présent chapitre – montrer comment seule une histoire globale des rythmes longs – celle que nous avons tenté d'élaborer à partir de l'étude de deux cas historiques – peut permettre de proposer un schéma explicatif qui tienne compte de la complexité des faits. Ce faisant, nous en arriverons à conclure que *fluctuations* économiques, *morphogenèse* du capitalisme et *périodisation* de son histoire sont trois processus fondamentalement interreliés qui se génèrent mutuellement.

I. Pour une histoire globale des rythmes longs de l'économie

Nos analyses ont, croyons-nous, suffisamment montré la complexité des processus en cause dans les mouvements longs de l'économie et par conséquent l'insuffisance des analyses monistes et des approches mécanistes.

Mais, surtout, elles ont mis en évidence l'insuffisance radicale des analyses strictement « économiques » (donc économistes) des phénomènes en cause pour parvenir à une saisie d'ensemble du mouvement économique. Parce que *le fait économique est un fait social* (ce qu'oublie la plupart des économistes), parce que les rythmes qui scandent l'activité économique sont fondamentalement liés au processus même du changement technique et du changement social. Parce

que le changement technique est un enjeu essentiel, à la fois source de productivité donc de plus-value (ou surplus capitaliste) et instrument du contrôle social.

Elles nous invitent, par conséquent, à *saisir le phénomène dans toutes ses dimensions* en dépassant le cadre étriqué de la « théorie économique » en même temps que les approches partielles, aussi bien historiques qu'économiques et sociales. On peut, en effet, constater qu'il existe de remarquables études sur la « révolution industrielle » [114] du XVIII^e siècle aussi bien que sur les « nouvelles » révolutions industrielles ou technologiques [117] [125], sur le mouvement de concentration industriel et financier [52] [53], sur l'histoire « sociale » et sur celle du mouvement ouvrier et du travail [46] [62] sur la colonisation et la décolonisation, sur les guerres, etc.

Mais, pour fondamentales qu'elles soient, ces études demeurent cloisonnées, et les différents aspects de la réalité sociale qu'elles décrivent ne sont que partiellement mis en relations. En particulier, aucune recherche d'aucun économiste n'a – à notre connaissance – établi à ce jour un quelconque rapport entre le puissant mouvement de concentration industrielle de la « grande dépression » et les non moins puissantes luttes sociales que connurent les Etats-Unis à la même époque¹, Etats-Unis qui constituèrent alors le véritable creuset du capitalisme moderne. Le plus généralement, le fait technique y conserve un statut privilégié comme s'il était par nature hors du champ du social. Et *le déterminisme technologique domine encore largement aujourd'hui l'histoire et l'analyse économiques*.

Les travaux des économistes radicaux américains et d'un faisceau de courants « néo-marxiens » sont fort heureusement venus ouvrir une brèche dans le carcan de ce qui fut pendant près d'un siècle un véritable dogme tant pour les libéraux que pour les « marxistes ». C'est cette brèche – à l'ouverture de laquelle nous avons apporté notre contribution² – qu'il faut aujourd'hui élargir si l'on veut réellement tenter de comprendre, autrement que par l'application de schémas simplistes, la genèse, la fonction et la portée des cycles longs dont la base de pulsation est fondamentalement sociale. Ce qui nécessite, pour nous, l'étude approfondie de *conjonctures sociales* longues.

L'approche que nous avançons renvoie, sur le plan théorique, à un « retournement » du matérialisme historique. Pour nous³, en effet, le facteur déterminant de l'évolution sociale ne saurait être le « développement des forces productives »⁴ – lequel est, ainsi que nous l'avons démontré par ailleurs² dans toute société de classe⁵, dirigé et façonné dans son contenu même par la classe dirigeante conformément à ses intérêts – mais les *luttes sociales* et plus généralement l'état des

1. C'est ainsi également que nous avons pu, dans une précédente étude [73], mettre en cause le traitement des révoltes paysannes par l'un de nos plus grands médiévistes, Georges Duby : dans un chapitre séparé, à part d'un grand livre consacré à l'histoire des sociétés rurales, comme une sorte d'épiphénomène sans lien avec les grands changements admirablement reconstitués par ailleurs.

2. Dans plusieurs articles ou ouvrages déjà cités, notamment [73]. Voir également *supra*, « Introduction générale » et « Prélude ».

3. Comme pour Ch. Bettelheim dans [107] ou N. Poulantzas dans [120].

4. La thèse du primat accordé au développement des forces productives – qui fait de celle-ci le moteur de l'histoire en lieu et place des luttes de classes et ne met pas en cause le contenu donné à leur développement (en particulier au « progrès technique ») correspond à une lecture économiste de Marx baptisée « matérialisme historique ». Ce type d'interprétation a été développé jusqu'à la caricature dans le « marxisme » officiel des pays de l'Est devenu idéologie dominante. Elle se trouve assez largement sous-jacente aux travaux des théoriciens du « C.M.E. », comme l'a très bien montré B. Coriat dans [40], tant dans leur analyse du capitalisme que dans leurs interprétations de la nature des pays « socialistes » [124].

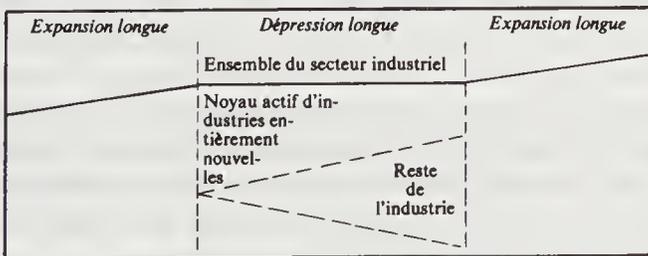
5. Une nuance importante doit être ici apportée, qui concerne une société de classes très particulière : la société féodale, dans laquelle la classe dominée est constituée de producteurs indépendants dont on sait maintenant que, dans certaines conjonctures sociales, l'une des formes de réponse pour eux à l'oppression de classe qu'ils subissaient fut l'innovation ; cf. [73].

rapports sociaux. Dans cette perspective, le changement des techniques et donc de la base industrielle ne répond à aucune exigence intrinsèque, ni à la seule efficacité économique : il dépend assez largement d'une *efficacité sociale* entendue comme correspondant aux exigences de la reproduction des rapports sociaux. D'où en particulier le rôle que jouent, dans notre analyse, comme réponse du capital aux luttes ouvrières, les techniques de *contrôle social* s'exprimant notamment dans la division du travail et nécessaires à une régulation économique efficace.

Crises et dépressions classiques, longues dépressions des cycles longs exercent, nous y reviendrons, une double fonction quelque peu semblable de *remise en ordre* du système productif et de reprise en main du prolétariat, double fonction qui correspond aux deux rapports qui structurent le mode de production (rapports de classes et rapports de concurrence). Pour les premières, les dépressions du cycle classique, il s'agit de *réorganisation* de sa structure autour et au bénéfice des firmes leaders des industries motrices en centralisant le capital, en l'élaguant de ses éléments devenus inadaptés. Pour les secondes, les dépressions longues, il est question de modification de sa structure autour et au bénéfice des firmes et groupes leaders des industries motrices *nouvelles* dont les crises classiques facilitent l'accouchement.

C'est pourquoi raisonner exclusivement en termes de taux de croissance global de la production industrielle et de taux de profit *moyen*, comme le font les travaux sur les fluctuations économiques, constitue une analyse insuffisante. Les dépressions sont, en effet, des moments d'intense *différenciation*, des temps d'expansion et de taux de profit élevé pour les firmes et groupes *leaders*. Là est précisément la condition pour que les longues dépressions puissent opérer comme *temps de mutation*, pour que le système économique puisse poursuivre sa marche et son évolution. Et cela peut parfaitement s'accompagner et s'accompagne effectivement d'une baisse du taux moyen de profit et d'un recul du taux moyen de croissance de la production industrielle mesurée en tant qu'agrégat national, processus à travers lesquels s'opère une redistribution nécessaire (par rapport à la logique du système) de la richesse et des revenus. Ces éléments d'analyse, qui sont en effet des indicateurs utiles, sont dépourvus de tout sens pour les firmes qui font la dynamique économique. Ils ne peuvent constituer des critères pertinents de la dynamique concrète du système économique.

Ainsi, comme nous l'avons vu précédemment, alors même que se déroule une longue dépression, dans le cadre apparent désigné par les indicateurs macro-économiques habituels, se crée et se développe rapidement *un noyau actif* d'entreprises et d'activités qui produit le changement et sera appelé à devenir le cœur industriel (sur lequel se concentre l'investissement) du nouvel ordre productif en gestation, comme le figure le schéma ci-dessous. *La dépression longue contient donc son contraire : l'expansion.* Et cela est fondamental.



II. Un schéma explicatif pour interpréter les cycles longs

L'ensemble des analyses qui viennent d'être conduites nous permettent tout d'abord de proposer *une interprétation des temps d'expansion longue* par rapport aux grandes étapes de développement du capitalisme. Il nous paraît en effet possible, en ce stade de nos analyses, de *typer* ces périodes au moyen de ce que nos analyses concrètes ont fait surgir comme leurs caractéristiques les plus essentielles. Nous désignerons celles-ci comme des *caractères majeurs* spécifiant les conditions complexes, à la fois « économiques » et « sociales », de l'accumulation du capital dans ses grandes fluctuations historiques. Dotés par définition d'une grande *stabilité* dans le cadre de la période, ils constituent par conséquent des repères ou « paramètres » à évolution lente du système décrit⁶. De ce fait, ils ne peuvent que se trouver en étroite relation avec les grands facteurs explicatifs de la structure et de la dynamique du système économique : le rapport de classes et le rapport de concurrence, le mouvement des forces productives. Et c'est effectivement ce que nous avons constaté – dans le cours de notre recherche – après les avoir sélectionnés et définis sur la base de nos analyses concrètes. Réunis et interreliés, ces quatre caractères constituent ce que nous appelons un *ordre productif*⁷.

LES QUATRE « CARACTÈRES MAJEURS » D'UN ORDRE PRODUCTIF

1. L'étude précédemment conduite des deuxième et troisième cycles longs montre que le premier caractère à prendre en compte est ce que nous avons appelé le *mode d'accumulation du capital*, concept qui nous est apparu immédiatement nécessaire pour saisir l'évolution dans le temps des conditions sous lesquelles s'opère l'accumulation. Nous voudrions revenir ici sur le contenu précis à donner à ce concept que nous avons été conduits à utiliser au cours des deux « études de cas » menées dans les chapitres précédents. Il est bien évident, pour nous, que ce caractère se réfère aux *formes* économiques stables (qui permettent au cours d'une période l'accumulation du capital), c'est-à-dire aux types de *structures industrielles et financières* et donc aux modalités de la concurrence. Cet aspect des choses représente le critère (quasi exclusif) le plus classique de périodisation du capitalisme utilisé par les économistes, en particulier, depuis Lénine, par les économistes « marxistes » qui distinguent le capitalisme concurrentiel du capitalisme monopoliste, ce dernier étant parfois confondu avec l'impérialisme considéré lui-même comme le « stade suprême » du capitalisme [55] qui, cependant, pour certains, connaît une « phase » nouvelle, celle du « capitalisme monopoliste d'Etat » [128]. Parmi les économistes libéraux, les tenants de l'école néo-classique travaillent toujours, malgré les efforts méritoires de quelques-uns, dans le cadre idéal et par conséquent purement formel d'une

6. Par opposition à d'autres types de paramètres à évolution plus rapide et par rapport auxquels on peut par exemple définir des conjonctures courtes ou moyennes.

7. Cf. *supra* p. 145, note 32.

concurrence posée comme parfaite, un véritable « paradis perdu », situé par définition hors de l'histoire, ce qui leur interdit par conséquent tout travail de périodisation. Par contre, les économistes de l'école de Cambridge ont joué un rôle de pionnier pour l'étude de la *concurrence imparfaite* [109] [122] tandis que les spécialistes de l'économie industrielle ont apporté des éléments décisifs pour la connaissance précise des structures industrielles et financières spécialement l'école critique française [110] [111] [116].

Mais, pour nous, le mode d'accumulation du capital ne saurait se réduire à cet aspect des choses qui renvoie au seul rapport intra-capital. L'accumulation se réalise par et pour le *surplus économique* (ou la plus-value). Son mode d'extraction⁸, c'est-à-dire la forme concrète prise par le *rapport capital-travail*, c'est-à-dire par le *rapport salarial*, en est une composante essentielle dont nous avons vu précisément qu'elle ne pouvait pas être séparée de la première. Il s'agit concrètement des conditions d'emploi ou mode d'usage (donc d'exploitation) de la force de travail dans le cadre du procès de production, donc du mode d'organisation du procès de travail et de la division dite « technique » du travail. Sur ce dernier point, on verra que notre recherche rejoint celle de J.-P. de Gaudemar déjà citée, laquelle introduit la notion de cycle et de « crise disciplinaire » [48]⁹ comme moment où ce qu'il faut bien appeler *les techniques de discipline* dans l'usine ne parviennent plus à assumer au sein de celle-ci l'ordre productif optimal.

Dans le cadre structuré par la forme prise par les deux rapports précédents, l'accumulation du capital se déroule selon certaines *modalités* concrètes qui, pour extraire la plus-value, s'appuient sur un ensemble de techniques plus ou moins intensives en capital et sur un certain type de consommation ouvrière.

En ce qui concerne le premier point, certains auteurs, parlant de « régime d'accumulation » [82] [36] opposent périodes d'accumulation *extensive*, centrées sur la diffusion des techniques existantes et sur la recherche d'un allongement de la durée du travail (donc de « plus-value absolue ») et périodes d'accumulation *intensive* centrées sur la mise en œuvre de nouvelles techniques pour accroître la productivité du travail (donc la « plus-value relative »). Un tel critère est effectivement important, dans la mesure où l'on ne parle que de *dominante* d'une tendance sur l'autre, les deux étant constamment mêlées, y compris dans la période moderne d'accumulation intensive au cours de laquelle l'accroissement de productivité du travail est dû autant à l'intensification de celui-ci (plus-value absolue) qu'au « progrès technique » (plus-value relative).

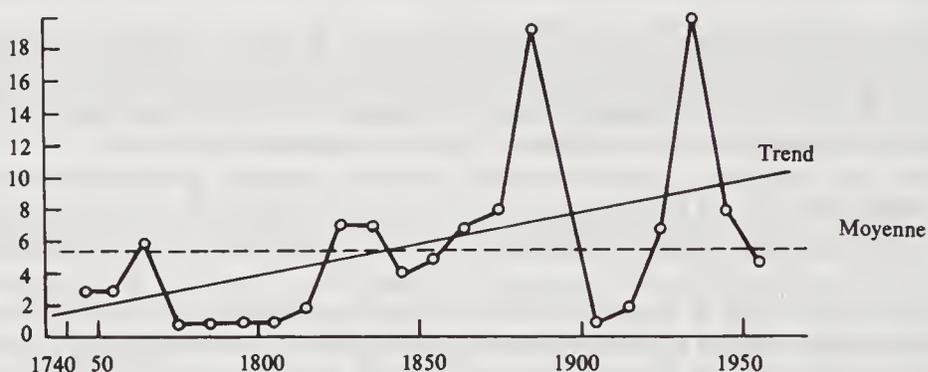
En ce qui concerne le second point, *le type de consommation ouvrière*, sa composition a effectivement considérablement évolué et, avec elle, le type de besoins satisfaits, les objets et services la constituant passant graduellement de la sphère précapitaliste (agricole et artisanale) à la sphère de la production capitaliste jusqu'à la période moderne de la consommation de masse.

8. Notre repérage des *caractères majeurs* propres à chacune des grandes étapes du développement du capitalisme rejoint partiellement celui de Ch. Palloix [118, 215] dans la mesure où, comme lui, nous considérons comme fondamental pour ce faire, de « se référer aux *modes d'accumulation* (et donc d'extraction) de la plus-value (absolue et relative) dont les conditions de transition d'un mode d'accumulation à l'autre [...] exigent une certaine modulation de la division internationale du travail ». Mais, pour essentiel qu'il soit, ce caractère ne nous paraît pas suffisant et nous estimons indispensable : 1) de ne pas écarter – comme il le fait [118, 216] – l'analyse de la *base industrielle* propre à chaque grande phase d'expansion ; 2) d'attacher une grande importance aux *processus de régulation* économique et sociale, donc de contrôle social, d'autant que *l'Etat* lui-même est en cause.

9. [235]. La crise disciplinaire (ou crise des technologies disciplinaires) ne coïncide pas nécessairement avec la crise « économique » *sensu stricto* : elle peut la précéder et alors la précipiter (cas de la crise des années 1880 et de la crise actuelle) ou lui succéder (1820-30) ou encore l'accompagner (1848, 1968) en liaison avec des événements politiques marquants.

2. *Le type de forces productives matérielles* mises en œuvre et les éléments dominant de leur dynamique propre : matériaux et sources d'énergie, techniques et rapports écologiques, industries principales et activités motrices, constituent un second caractère majeur. On a, en effet, pu constater la concordance existant entre, d'une part, phases d'expansion longue et grandes vagues d'innovation ou phase de *révolution technologique*, correspondant à de grandes *séquences d'industrialisation*, d'autre part, phases de dépression longue et mise au point et premières mises en place de ces innovations. Ce que les premiers théoriciens du cycle long avaient mis en lumière, au point que Schumpeter a cru pouvoir faire de ce simple constat une théorie, a été démontré récemment par le chercheur allemand Gerhard Mensch [23, 40]. Mais il reste à *expliquer* ces grandes étapes dans les bases mêmes du développement des forces productives. E. Mandel souligne, à ce sujet, que chaque révolution technologique est centrée – ainsi que nous l'avons précédemment montré – *sur un type spécifique de système de machines*, lequel présuppose une forme propre d'organisation du procès de travail [23, 40].

FRÉQUENCE DES GRANDES INNOVATIONS
ET DÉPRESSIONS LONGUES
[23, 41]



Ainsi, à chacune des phases d'expansion des cycles longs, donc des étapes de la révolution industrielle correspondent de tels systèmes. D'abord, ce furent des machines dont le prototype est le métier à tisser, produites et conduites artisanalement et mues par des machines à vapeur ; puis des machines dont le prototype est la locomotive, produites industriellement, conduites par des spécialistes et mues par des moteurs à vapeur ; ensuite des systèmes de machines conduites par des opérateurs semi-qualifiés et mues par des moteurs électriques, dont le cas type se rencontre dans l'industrie automobile ; enfin des machines conçues pour la production en flux continu intégrées dans des systèmes semi-automatiques rendus possibles par l'électronique. Cette dernière définition s'applique aussi bien aux industries chimiques et pétrochimiques à processus continu qu'à l'industrie automobile à processus mécanique rendu quasi continu par la chaîne de montage.

Quant aux différents types d'organisation du travail *présupposés* par ces systèmes de machines et dont la succession implique une déqualification croissante du travailleur de base (avec, pour corollaire, une qualification croissante des cadres et techniciens), Mandel reconnaît que le passage de l'un à l'autre a toujours rencontré une forte résistance de la part de la classe ouvrière. Il en voit

l'origine dans « les tentatives du capital pour briser les obstacles croissants qui, dans la période précédente d'expansion, étaient venus entraver l'élévation du taux de plus-value » [23, 74] et que les capacités de lutte de la classe ouvrière en fin de période d'expansion longue (par suite du quasi plein emploi et d'une syndicalisation croissante) rendaient impossibles, alors même que l'efficacité du type d'organisation de travail se dégradait par suite de l'opposition ouvrière. Il rejoint ici – comme nous l'avons fait nous-mêmes – les analyses radicales de l'organisation du travail, en particulier celle de Braverman et de Coriat, pour voir, dans ces mutations du procès de travail (mises au point, comme nous l'avons montré, dans les dépressions longues), un accroissement des moyens de contrôle sur le procès de travail. Allant plus loin, nous dirions *sur la classe ouvrière elle-même*.

Ainsi, Ernest Mandel a-t-il été l'un des tout premiers auteurs se réclamant de Marx à introduire explicitement la lutte des classes dans son explication des cycles longs. Mais il en fait curieusement un « élément exogène », au point qu'il parle d'« un cycle long de la lutte des classes » [23, 47, 49] qu'il croit pouvoir mettre en évidence. Mais, d'une part, ce « facteur subjectif » (la lutte des classes !) serait pour lui déterminé (certes de façon non mécanique) par les facteurs socio-économiques (comment ?) ; d'autre part, il estime fort justement qu'il n'existe pas de prédétermination directe et inévitable du mouvement social, ni par les tendances de l'accumulation du capital ni par les tendances du changement technologique. On est par conséquent conduit à déceler une contradiction interne dans son analyse car, si chaque système de machines nouveau *présuppose* un certain type d'organisation du travail qui, lui-même, serait justifié par la lutte des classes, comment pouvoir poser l'exogénéité des luttes sociales par rapport au changement technologique ? C'est ce que précisément nous nions et ce qui distingue notre analyse de celle de Mandel. Ou bien l'on doit admettre que la remise en cause du déterminisme technologique qu'annonce clairement ce type d'analyse n'est pas encore achevé par son auteur.

Enfin, cette même critique conduit à considérer comme sans objet la distinction, fondamentale pour Mandel (comme pour Trotski), entre détermination *endogène* du retournement de la conjoncture longue dépressive (thèse attribuée notamment à Kondratieff et à Gordon) et détermination *exogène*. En effet, cette détermination n'est « exogène », pour Mandel, que dans la mesure où il pose comme telle la lutte des classes... : « Ce ne sont pas, écrit-il, les lois du mouvement du capitalisme, mais les résultats de la lutte des classes d'une période historique totale qui décident du point de retournement » [23, 49]. Pour ce qui nous concerne, refusant la dichotomie entre « l'économique » et « le social », nous nous situons dans le cadre de *conjonctures sociales* longues marquées par une interaction dialectique puissante entre faits « techniques », « économiques » et « sociaux » dont le facteur moteur dominant est constitué par les *luttes sociales*. Par conséquent, nous considérons celles-ci comme « *endogènes* » *au mode de production capitaliste dont la base est le rapport salarial* et dont les « lois du mouvement » ne peuvent être saisies en dehors de la compréhension de ce rapport et de sa conséquence immédiate : la lutte des classes¹⁰, pas plus que ne peut l'être le contenu concret donné aux forces productives [97].

Ainsi, vis-à-vis du « progrès technique », les *luttes sociales* développent-elles

10. Considérer les lois de fonctionnement et de la dynamique du capitalisme comme *séparées* des luttes de classes revient, selon nous, à tomber dans une forme subtile d'économisme.

des effets contradictoires puisqu'un rapport de force favorable aux salariés peut, d'un côté, inciter, comme nous l'avons maintes fois souligné, les capitalistes à leur substituer des machines pour éviter des charges croissantes et l'inconvénient de « troupes prolétaires » indociles et exigeantes, de l'autre, permettre aux travailleurs – comme nous l'avons observé – de s'opposer à la mise en place d'innovations majeures estimées productrices de chômage et de déqualification. D'où le fait que, dans les *expansions longues*, qui tendent à renforcer le mouvement ouvrier, domine la *diffusion* de technologies éprouvées tandis que les *dépansions longues*, qui tendanciellement affaiblissent les travailleurs, constituent un temps plus favorable à la mise au point et/ou aux premières mises en place des *innovations* majeures qui seront rapidement diffusées avec la reprise. Et si, au cœur des dépressions longues, la misère ouvrière peut pousser les travailleurs à des révoltes massives (1877 et 1886 aux Etats-Unis), et/ou à des prises de conscience politiques (Etats-Unis, France,... dans la « grande crise »), celles-ci réussissent parfois à imposer au capital des reculs majeurs sur le plan du droit du travail non sur celui des systèmes techniques.

Le processus *social* qui vient d'être esquissé se trouve renforcé par le jeu du rapport intra-capital. Le durcissement de la concurrence dans la dépression longue pousse en effet à la recherche et à la mise en place de grandes innovations comme moyen de régénérer les conditions d'obtention du profit réalisable tandis que le caractère moins âpre de la concurrence dans l'expansion longue rend cette recherche moins indispensable, la diffusion de techniques éprouvées suffisant généralement.

Pour nous, un lien puissant réunit, en définitive, les deux premiers « caractères majeurs », celui que tissent entre eux forces productives et rapports de production : les techniques, les formes de division du travail, l'orientation de la production donc *le type de « croissance »*, étant largement déterminées – dans leur contenu même – par la nature des rapports sociaux dominants et les exigences de leur reproduction¹¹. Ainsi, on peut dépasser la description et avancer une interprétation des grandes vagues d'innovations, facteur *expliqué* et non explicatif du cycle, en concordance avec les rythmes longs de l'économie. Mises en forme dans la dépression pour les raisons dites, elles s'étendent avec l'expansion.

Remarques

• Si les *lutttes de classes* doivent être reconnues comme le moteur essentiel de l'histoire économique, sociale et politique, rappelons qu'une série de remarques s'imposent pour ne pas en caricaturer l'intervention (*supra*, p. 11).

D'autre part, dire que la lutte des classes joue un rôle essentiel, ce n'est pas dire que ce rôle serait exclusif de tout autre ni que les formes données au « progrès technique » compte tenu de ces luttes ne viennent pas, à leur tour, façonner, en les renforçant, les rapports sociaux. Il ne s'agit pas de remplacer un « monisme » par un autre, l'économisme par une sorte de « sociologisme »...

3. *Le type de division du travail à l'échelle mondiale* constitue un troisième « caractère majeur » sans lequel on ne peut comprendre ni la transmission internationale des crises ni le rôle du marché mondial dans la diffusion tant des modes

11. Nous avons montré ailleurs l'impact des rapports sociaux, sur le changement technique spécialement dans [73] [96] [97] [98] et dans *La Libération médiévale*, Paris, Flammarion, 1979 (P. Dockès).

d'accumulation que des types de croissance et des transferts de technologies, ni bien entendu la nature de plus en plus dense et inégale à mesure qu'avance le capitalisme des relations entre espaces nationaux, ni par conséquent l'impérialisme. Or, de tous ces phénomènes, nous avons montré l'importance tant pour ce qui concerne la compréhension des rythmes économiques que pour ce qui est de l'analyse des modes d'accumulation et des types de croissance.

L'étude de ce caractère dans son histoire met en lumière le fait que *l'espace économique capitaliste* a toujours été – à l'échelon mondial – muni d'une structure certes évolutive dans ses modalités concrètes, mais toujours organisée en « *économie-monde* » [127] autour d'une *économie dominante* [108] [112] [115] [119] : l'Angleterre, jusqu'à la « grande crise », les Etats-Unis depuis, qui aujourd'hui ont à lutter pour maintenir leur hégémonie, exerçant une véritable *hégémonie* sur les autres nations par la médiation du marché mondial, puissant vecteur de transmission d'impulsions et lieu d'instauration de relations spécifiques mais reproduisant constamment l'inégalité de l'échange. Le type de « division internationale du travail » prévalant pendant une période d'expansion longue en est l'expression. Au sein de cette structure, les économies nationales autres que la dominante sont plus ou moins *dépendantes* et, par conséquent, dotées d'une autonomie plus ou moins limitée. Ainsi, « le concept de domination/dépendance désigne-t-il un certain type de rapport, c'est-à-dire en définitive les propriétés d'une structure : celle que constitue le marché mondial. Et, de la même façon que, pour perdurer, le mode de production capitaliste doit – sur le plan des rapports de classes – constamment reproduire un rapport fondamental : le rapport salarial, rapport d'exploitation donc de domination, même s'il doit périodiquement – sous la pression des luttes sociales – en modifier la forme, de même, sur le plan des rapports internationaux, il a produit et il doit reproduire ces rapports de domination dont ses centres moteurs se nourrissent (alors même que leur hiérarchie se modifie périodiquement), par les transferts de surplus qu'ils permettent, même s'il doit périodiquement – sous la pression des contradictions que ces rapports engendrent – en modifier la forme. Et ce sont ces rapports et leur mode de reproduction qui définissent *l'impérialisme*¹². Et, de même que la classe ouvrière n'est jamais totalement dominée – à preuve les luttes qu'elle mène – de même la dépendance d'une nation n'est jamais complète. Subsiste une part *d'autonomie* dans le cadre d'une subtile dialectique autonomie/dépendance – à preuve les luttes de libération nationales » [97, 50]. Chaque espace national est doté d'une double identité : à la fois d'appartenance et de distinction de par sa propre spécificité historique par rapport au marché mondial, ce qui s'exprime dans des formes différenciées de développement.

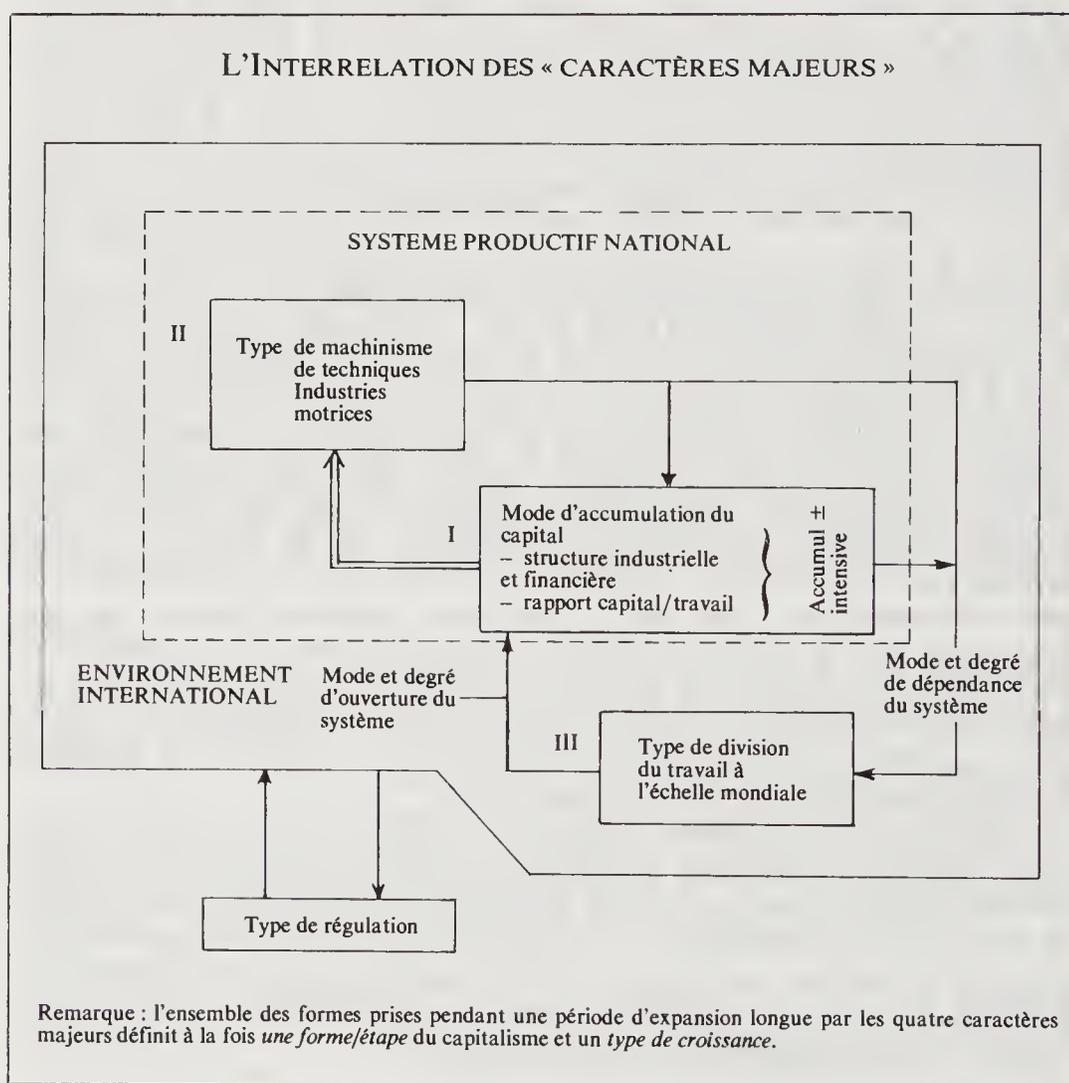
Le graphique ci-joint montre comment s'articulent les trois « caractères majeurs » jusqu'ici analysés (dont les relations se modifient dans le temps) : les deux premiers spécifient, pour une période historique, les traits des systèmes productifs nationaux, en interrelation généralement dépendante, à des degrés très divers, avec le troisième qui désigne en même temps les modes et degrés de cette dépendance et le type de répartition des activités dans l'espace international du capital qui leur correspondent dans la même période.

12. Que l'on ne saurait non seulement limiter, comme le faisait Lénine, à un *stade* particulier de l'histoire du capitalisme : il lui est congénital, mais encore au seul capitalisme privé comme l'histoire passée et contemporaine le montre. (Sur le capitalisme d'Etat, cf. *infra*, chap. 9).

Remarques

• Il en va de l'impérialisme comme de la lutte des classes. Ce sont les explications essentielles : quels pourraient être les moteurs de l'histoire sociale si ce n'étaient les luttes sociales ? De l'histoire des relations entre nations si ce n'était, généralement, l'impérialisme sous de multiples formes et degrés (conflit pour dominer un « faible », conflits entre puissants pour partager ou repartager les zones d'influence et les conflits qu'il engendre).

Mais il est bien certain que, là encore, intervient *la complexité*, l'ambiguïté des conflits entre nations ou groupes de nations comme entre classes et alliances de classes. C'est pourquoi si l'impérialisme, comme la lutte des classes, constitue un puissant instrument d'analyse, il est constamment à affiner et compléter par des instruments plus fins. La position éminente de l'économie dominante d'une période peut la conduire à jouer un rôle essentiel pour imposer des solutions en période de crise (cas des Etats-Unis dans et après la dernière guerre mondiale).



• En développant le chômage, en rendant plus difficile la réalisation d'un profit, la dépression longue pousse chaque nation à tenter de réduire la compéti-

tion internationale et, afin de réduire les tensions sociales liées au chômage, à réserver le travail aux nationaux, d'où des pratiques de *protectionnisme* commercial (phénomènes caractéristiques de la « grande dépression » comme de la grande crise des années trente et de notre nouvelle dépression longue), tandis que la colonisation permet, dans la dépression, la recherche de marchés nouveaux et abrités pour la nation impérialiste. En revanche, l'expansion longue permet l'ouverture vers « le grand large » d'économies relativement à l'abri des conséquences du sous-emploi, où les perspectives de profit ne peuvent qu'être encore améliorées par le développement des échanges internationaux.

4. *Une procédure spécifique de régulation économique et sociale.* Tandis que les trois caractères précédents permettent de spécifier le *faciès* des systèmes économiques concernés pendant une phase donnée d'expansion, le quatrième est un trait complémentaire dont la saisie permet de comprendre comment au cours d'une période peut *se reproduire* dans le cadre d'une relative stabilité un certain ordre productif.

Tout système stable est en effet nécessairement doté de procédures de régulation qui permettent la perpétuation de ses traits fondamentaux, c'est-à-dire de sa *structure*. Les systèmes économiques n'échappent pas à la règle. Nous avons déjà vu les procédures de régulation du capitalisme pris dans son ensemble, en soulignant que la régulation économique supposait des formes de régulation sociale [123] ; nous avons également mis en évidence des modes de régulation propres à certaines phases du capitalisme : régulation marchande, régulation monopoliste et étatique, apte à reproduire un certain ordre productif.

UNE INTERPRÉTATION DES FLUCTUATIONS LONGUES

Les « dépressions longues » venant en alternance avec des phases d'essor prolongé peuvent être interprétées – on l'a montré aux chapitres précédents – comme des *temps de mutation* de l'ordre productif prévalant jusqu'alors dans l'expansion. Il s'agit par conséquent de transformation des conditions de l'accumulation et de la croissance, donc de production du *surplus économique* (plus-value). *Cette mutation vient résoudre* – provisoirement – *les contradictions engendrées*, comme on l'a vu, *par le processus d'accumulation lui-même* à mesure que se déroule la phase d'expansion longue.

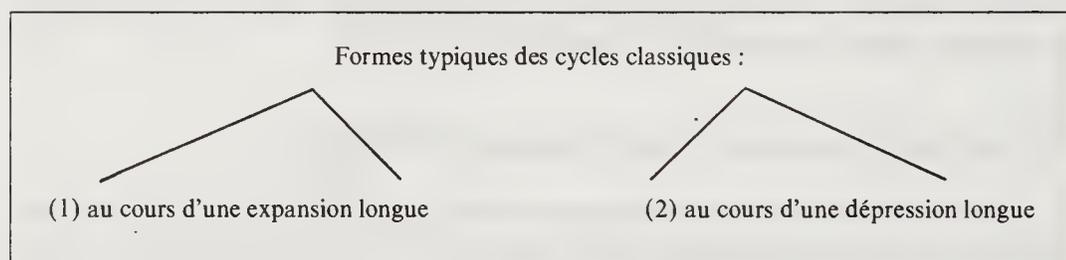
La mutation touche les quatre « caractères majeurs » dans les formes qui étaient les leurs au cours de la phase de croissance selon un processus qui les relie dialectiquement. *Les phases de dépression longue sont par conséquent genèse de formes nouvelles du capitalisme*, chaque phase produisant dialectiquement la suivante. Là est notre thèse. Et l'on voit d'ores et déjà pourquoi on ne peut saisir ce type particulier de crise au moyen d'explications monistes.

Ainsi, tout se passe comme si la dépression longue – temps de mutation – était, face à des contradictions nouvelles, *lente gestation* d'une formule susceptible d'assurer – pour un temps – le dépassement de ces contradictions *sans qu'il y ait pour autant nécessité structurale que cette recherche aboutisse* : Phénix peut ne pas renaître de ses cendres. La dépression longue remplit, de ce fait, des *fonctions* précises et spécifiques dans l'évolution du système.

L'ordre productif nouveau en sort avec son mode d'accumulation spécifique étroitement lié à sa base industrielle et à un certain type de division du travail à

l'échelle mondiale et avec son mode de régulation. Il permettra la relance de l'accumulation du capital sur une échelle plus large que lors de la précédente période d'expansion longue. Mais, dans la mesure où, comme pour le cycle classique, la solution mise au point ne fait que dépasser *temporairement* les contradictions existantes sans en résoudre la cause fondamentale qui tient à la structure même du mode de production (donc à son rapport central : le rapport salarial), de nouvelles contradictions viendront à se faire jour, entraînant de nouveau un freinage durable de la croissance et exiger que de nouvelles formes soient trouvées : ce sera *l'enjeu réel d'une nouvelle dépression longue*. Cela demeure comme *invariant* du cycle long, même si les manifestations phénoménales de ces mutations varient d'un cycle long à l'autre (récession *et* inflation dans la « crise » actuelle) et par conséquent la forme du cycle classique.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, si ce dernier type de cycle est *régulé* comme on l'a vu, il est aussi en lui-même *régulateur* puisqu'il permet au mouvement économique d'osciller autour d'une tendance longue (phase A ou B du cycle long). Et c'est précisément le fait que ce dernier rôle tende à s'enrayer (crise des processus de régulation) sous l'influence de la montée des contradictions que la conjoncture longue se retourne, passant de l'expansion à la dépression longue. Cette dernière peut alors être considérée comme venant de l'« addition » de cycles classiques *inversés* dans leur forme par rapport à celle qui est la leur dans l'expansion longue. La procédure de régulation opérant mal, les années de récession l'emportent largement en nombre sur les années d'expansion.



III. Fluctuations, morphogénèse et périodisation

Ce qui vient d'être dit montre le lien étroit qui existe entre les fluctuations longues et le processus de *production de formes* nouvelles (économiques et « sociales ») dans le cours de l'évolution du capitalisme au point que l'un et l'autre se confondent : la dépression longue n'est telle que parce qu'elle est changement de forme, destruction créatrice, renouvellement des conditions de production du *surplus économique* dans la période longue. Et *c'est le changement de formes qui est l'élément essentiel* ; la compréhension de cela relègue au rang de simples descriptifs les différentes théories classiques du cycle long. *Le « cycle long » n'est pas un simple mouvement du prix et des productions ; il est alternance d'opérationnalité de certaines formes, de remise en cause et de production de formes nouvelles. Et c'est ainsi que nous le définirons.* De ce fait, il fournit, du même coup, une base puissante pour la *périodisation* du capitalisme. Chaque temps du mouvement long peut, en effet, être considéré comme une *forme/étape* dans le cours du processus de développement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Tout état d'expansion longue de l'économie correspond – on l'a vu – à une certaine forme, *i.e.* un certain *ordre productif* relativement stable. Celui-ci est lui-même issu d'une période préalable de *désordre* (la dépression longue avec ses crises) *qui joue un rôle organisateur*, ou plus précisément de réorganisation de l'ordre ancien. Mais il se trouve constamment menacé lui-même par le désordre (déséquilibres, crises classiques). Toute dépression longue est, par conséquent, à la fois désordre et instabilité et, *en même temps*, morphogenèse, transformation, précisément par ce désordre, destruction d'une forme ancienne, création d'une forme nouvelle, d'un nouvel ordre productif dans et par une forme de « turbulence », d'instabilité, de « dissipation », non pas d'énergie mais de ressources productives (gaspillage)¹³.

Mais, la forme nouvelle qui apparaîtra (constituée autour d'un nouveau mode d'accumulation) n'est pas véritablement prévisible *ex ante* de par sa complexité même. Elle est seulement explicable *ex post*. On retrouve ici le thème du « hasard organisateur » (Atlan, 1970) ou de l'auto-organisation des êtres vivants et du « principe d'ordre par fluctuations » de Prigogine [121]. L'évolution des structures économiques dans la dépression longue présente, en effet, *une certaine analogie* avec celle des « structures dissipatives » de ce dernier auteur qui a montré comment du chaos moléculaire pouvaient émerger de nouvelles structures. Et, par conséquent, comment pouvaient surgir, à partir d'ensembles fluctuants d'éléments erratiques, des formes d'ordre stables et complexes¹⁴. *L'analogie est, certes, frappante* et stimulante, à condition d'en voir la limite [113] [126], car, ici, dans une conjoncture sociale longue marquée par des formes plus ou moins graves de désordre, s'affrontent *des stratégies conscientes* de groupes et de classes sociales qui ont peu à voir avec les mouvements erratiques des molécules... Et ce sont les meilleurs stratèges du capital – des « barons voleurs » du XIX^e siècle aux grands « bosses » des groupes transnationaux géants d'aujourd'hui – qui, avec l'appui de leurs Etats respectifs, vont, en définitive, produire le nouvel ordre productif, au prix d'un *coût social* considérable, prix de l'absorption ou de l'élimination de tout ce qui tend à désintégrer les fondements essentiels de l'ordre (son invariant fondamental).

Cela étant établi, il est clair que le problème ne peut plus être posé, pas plus qu'en physique ou en biologie, comme le note Edgar Morin, en termes d'« alternative d'exclusion entre d'une part le désordre, d'autre part l'ordre et l'organisation, mais de *liaison* » car « il y a une relation cruciale entre le déferlement du désordre, la constitution de l'ordre, le développement de l'organisation » [59, 41]. Ici, entre crises classiques et dépressions longues¹⁵, morphogenèse et constitution d'ordre productif, et étapes du développement du capitalisme vers des formes plus complexes : *fluctuation, morphogenèse et périodisation*.

Dans *les Trois Mondes* [106], Jacques Attali distingue trois types de pensée économique correspondant à trois aspects de la réalité et, par conséquent, à trois interprétations de la crise : 1. Celui, mécanique et réversible, de l'échange et de la *régulation* pour qui la crise n'est considérée que comme dysfonctionnement, écart hors de l'équilibre, défaut de régulation, dont le dépassement suppose la

13. Ce qui évoque le principe de « l'ordre par le bruit » de Von Fierster (1959).

14. Mais, « si les modèles de l'ordre par fluctuation peuvent nous apprendre quelque chose, c'est bien que toute norme est issue d'un choix, contient un élément de hasard mais non pas d'arbitraire », I. Prigogine [121, 191].

15. Rappelons l'interrelation forte, plusieurs fois notée, entre les deux grands types de rythmes, chaque phase de chaque cycle long imprimant sa marque sur la forme des cycles classiques, et se voyant elle-même marquée par l'inversion de forme du cycle classique selon les phases A et B.

CYCLES LONGS ET PERIODISATION

	FORMES/ÉTAPES DU CAPITALISME	CYCLES LONGS CONCERNÉS
<i>Période I</i>	<p><i>Le capitalisme « concurrentiel »</i> à régulation marchande inintentionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> – par le jeu du taux de profit – par le rôle des crises classiques 	<p>Cycle I 1789/93-1849/50</p> <p>Cycle II phase A 1850-1873</p>
<i>Période II</i>	<p><i>L'émergence du capitalisme monopoliste</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Formation des firmes géantes dans « la grande dépression » et structuration oligopolistique des marchés mais maintien de la régulation marchande 2. L'expansion longue dans son ambiguïté marque la poursuite de la concentration industrielle et la recherche systématique de la plus-value relative. La construction de l'ordre productif demeure inachevée. 3. Dans la dépression longue, <i>la grande crise</i> marque la contradiction entre production de masse et élévation du surplus et stagnation des salaires, insuffisance de la demande effective (vu l'élargissement du salariat), la régulation marchande est devenue complètement obsolète. La concentration industrielle s'intensifie. 	<p>Cycle II, phase B 1873-1895</p> <p>Cycle III phase A 1895-1919</p> <p>Cycle III phase B 1919-1939/45</p>
<i>Période III</i>	<p><i>Le capitalisme monopoliste « achevé »</i> à régulation monopoliste (fordisme) et étatique (Etats keynésiens) entraîne une période d'expansion longue et régulière à un rythme jamais atteint.</p>	<p>Cycle IV phase A 1940/45-1968/73</p>
<i>Période IV</i>	<p><i>L'émergence du capitalisme monopoliste mondial</i> démarre dans la phase dépressive du cycle long sur une étape de capitalisme monopoliste <i>transnational</i> marqué par le dérèglement de la régulation monopoliste et étatique.</p>	<p>Cycle IV phase B 1968/73...</p>

restauration des conditions antérieures de régulation, celles d'un marché parfait. « Mais la chimère de l'équilibre [...] ne dit rien des luttes inexpiables pour l'appropriation des ressources qui forment la trame de l'histoire » [106, 17]. Et nous avons vu et verrons l'impuissance de ce courant à rendre compte, de ce fait, de la nature et des enjeux fondamentaux de la crise contemporaine. 2. Celui, thermodynamique et irréversible, fondé par Marx, qui décrit la société comme une *production* du travail des hommes dans une histoire dont la lutte des classes peut orienter le cours et pour qui la crise dévoile les contradictions qui sont le moteur de l'histoire. 3. Celui (nouveau) de l'*organisation* pour qui le monde, ne pouvant se résumer ni à l'échange ni à la production, doit se penser comme « organisation du sens » et la crise comme rupture du sens de l'organisation. La métaphore ici ne vient plus, pour J. Attali, de la mécanique ou de la thermodynamique mais de la production littéraire : « L'histoire s'écrit et se réécrit comme un livre » [106, 18].

Pour nous, chacune des trois approches est nécessaire, aucune n'est suffisante ; les trois sont complémentaires : celle qui part de la production et des conflits sociaux autour du surplus économique, à condition de la purifier de sa gangue économiste ; celle en termes de régulation d'un système à condition de la dépouiller de « la chimère de l'équilibre » et de la considérer comme condition de sa reproduction ; celle qui se centre sur la question de l'organisation et de la réorganisation (à condition de dépasser le systémisme statique de trop d'auteurs). Car le système économique capitaliste n'existe qu'à partir du moment où le rapport salarial (rapport d'exploitation) pénètre la *production* et voit sa dynamique sociale marquée d'abord par les luttes qui s'y jouent. Mais il ne peut se perpétuer, à travers ses contradictions, qu'en les dépassant, ce qui implique d'efficaces processus de *régulation* économique et sociale. Or, cette reproduction se joue dans les crises – crises classiques et dépressions longues –, lesquelles, on l'a vu, produisent de l'ordre, à travers de multiples désordres, c'est-à-dire de l'*organisation*. Une organisation de plus en plus complexe qui tend d'ailleurs à renforcer la *stabilité* du système, à travers ce que nous avons appelé des « *formes/étapes* » successives.

III

Aujourd'hui, de nouveau la dépression longue

« En vain j'ai voulu de l'espace
Trouver la fin et le milieu
Sous je ne sais quel œil de feu
Je sens mon aile qui se casse. »

Charles BAUDELAIRE, « Les plaintes d'un Icare »,
Les Nouvelles Fleurs du mal.

« En dehors de cette époque du réséda,
Le beau temps ici n'est pas gai ;
Il n'est pas triste non plus,
Il est autre chose... »

Jean GIONO, *Ennemonde et autres caractères*.

Comprendre la « crise » actuelle ou plus exactement la longue dépression contemporaine, c'est d'abord la situer correctement sur le plan historique ; c'est ensuite *tenter de saisir le type de mutation* qu'elle traduit, dans toutes ses dimensions, mutation qui n'entraîne pas modification de la logique du capital qui demeure inchangée, mais de *sa forme* ; c'est enfin et, de ce fait même, en évaluer *les enjeux*. C'est à cette triple tâche que s'attachera la troisième partie de ce livre.

1945-1970 : le temps de la croissance, ou le capitalisme monopoliste achevé : un capita- lisme à régulation étatique et monopoliste

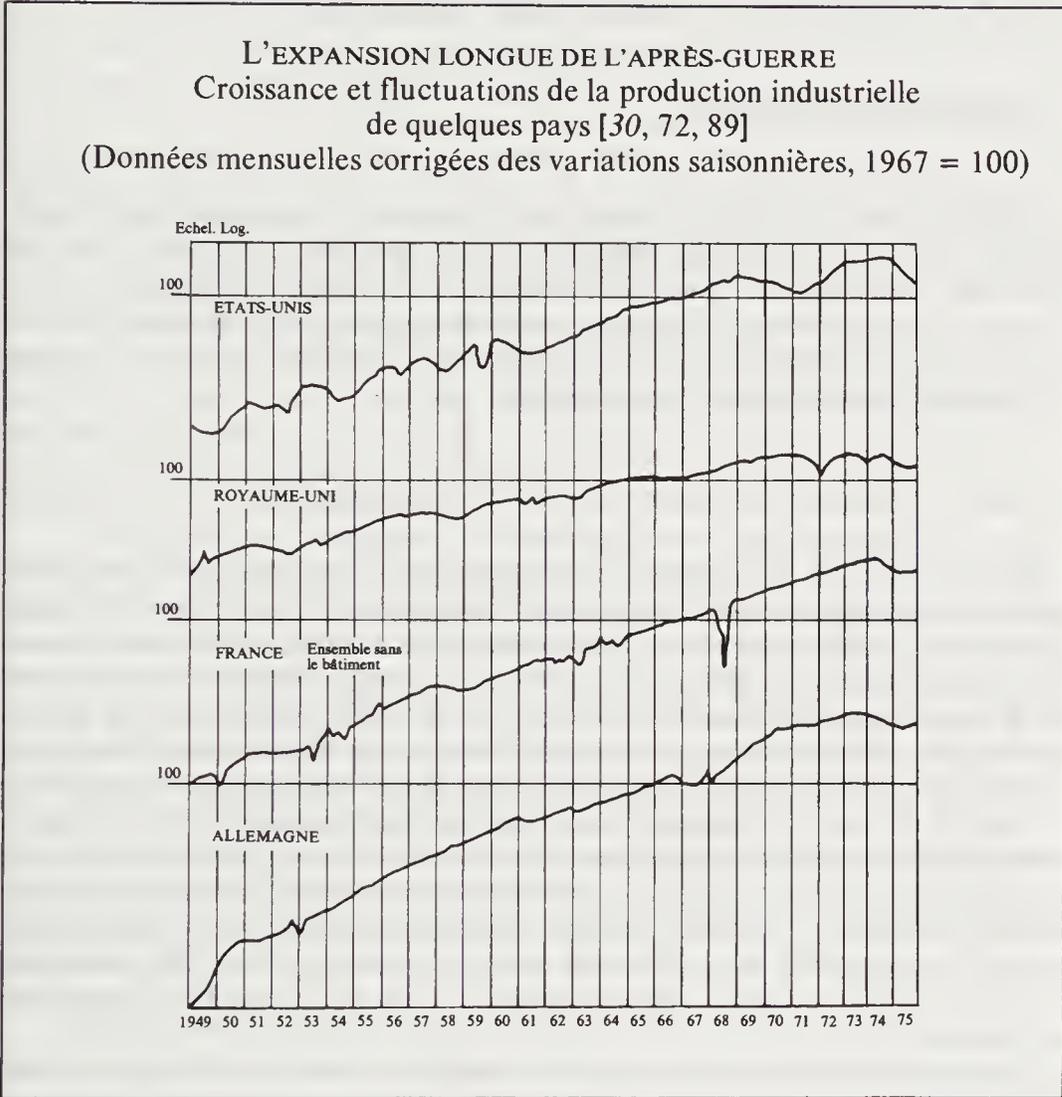
« Le temps tue le temps comme il peut. »

Georges BRASSENS, *Saturne*.

L'insuffisance et le coût économique et social considérable des régulateurs non intentionnels (taux de profit et crise classique) se sont révélés avec éclat lors de la grande crise de 1929 qui *marque la fin d'une époque*, celle du capitalisme (relativement et imparfaitement) concurrentiel lié à l'obsolescence de son mode de régulation. Cela, les économistes libéraux orthodoxes de l'époque (Robbins, Rueff...) ne le voient pas – ils croient encore à la « régulation concurrentielle » strictement marchande – alors que le courant néo-libéral animé par Keynes le perçoit très bien. C'est l'ampleur même du dysfonctionnement du système – sur lequel aucun des processus de régulation antérieurs n'a plus prise – et l'importance des luttes sociales qui vont conduire, nous l'avons vu, à l'apparition de *nouveaux mécanismes régulateurs*, intentionnellement cette fois-ci. Le risque était, en effet, trop grand pour la classe dominante tant fut élevé le coût social de la crise et tant le durcissement des luttes et l'environnement international paraissaient mettre la révolution socialiste à l'ordre du jour. Il s'agissait, par conséquent, de réduire les fluctuations à une ampleur politiquement supportable et d'assurer la réalisation d'une production en train de devenir *production de masse*. Alors que, « pendant longtemps la classe capitaliste était dépassée par la logique de ses propres institutions économiques » [21], elle va devoir prendre en main cette fonction, non de « gâité de cœur », mais parce que c'est, pour elle, une question de vie ou de mort.

La Seconde Guerre mondiale, conséquence (comme on l'a vu) de la crise (par la médiation du fascisme, issue socio-politique puis militaire à la crise dans cer-

tains pays), permit d'ailleurs d'amplifier la tendance, d'introduire par le biais des « économies de guerre » (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne...) ou d'hyperpénurie (pays occupés), l'intervention systématique des Etats sous diverses formes.



Effectivement, le quart de siècle qui s'est achevé avec la fin des années soixante semble avoir échappé à la règle inéluctable du rythme classique avec ses crises périodiques du type « crises de régulation ». Cette période – qui correspond à une *phase de haute conjoncture du rythme long* – a été marquée – dans les pays capitalistes développés – par des taux moyens de croissance inégalés jusqu'alors (5 % environ en moyenne sur l'ensemble des pays membres de l'O.C.D.E.) et n'a connu que des *récessions* de modeste ampleur. Cela signifie que, si les crises classiques *stricto sensu* n'ont pas réapparu, les fluctuations cycliques n'ont pas pour autant disparu : leur intensité a seulement été considérablement amortie. Mais la période fut particulièrement favorable à la naissance d'un domaine nouveau au sein de la science économique keynésienne d'abord, puis néo-classique : *la théorie de la croissance*, marquée par une floraison de modèles plus ou moins formalisées [61].

Etape particulière dans le développement historique du capitalisme, la période 1945-1970 connaît la mise en œuvre d'un nouvel ordre productif, lequel produit un certain type de croissance dont on devra constater que son déroulement même produira, à terme, les conditions d'apparition de nouvelles contradictions. Au *temps de la croissance* succédera alors le *temps de la crise*.

I. L'ordre productif nouveau

L'ordre productif nouveau élaboré dans la dépression longue de l'entre-deux-guerres et surtout dans l'interminable récession qui suit la « grande crise » de 1929 est fondé sur un mode d'accumulation monopoliste achevé : le « fordisme », qui met en œuvre des forces productives renouvelées en s'appuyant sur une organisation spécifique de l'espace mondial. Il bénéficie d'un mode de régulation complexe et particulièrement efficace.

LE MODE D'ACCUMULATION DU CAPITAL : LE FORDISME

L'organisation de la production et des échanges, c'est-à-dire les formes prises par la concurrence et par les structures industrielles, commerciales et financières, donc la forme même de l'accumulation du capital, a été profondément modifiée au cours de la période. Celle-ci a été, en effet, le théâtre – plus encore en Europe et en particulier en France, où le processus était en retard, qu'aux Etats-Unis – d'une concentration et surtout d'une *centralisation accélérée du capital* au sein de firmes et de *groupes financiers* géants développant leur stratégie à l'échelle de la terre entière. Cette évolution était contenue dans la logique même de l'accumulation capitaliste, amorcée dès la fin du XIX^e siècle dans la « grande dépression » et renforcée par la grande crise de 1929. Ces grands oligopoles ayant, en fait – par leurs ententes –, un comportement de type monopolistique, il est légitime de qualifier ce nouveau stade du mode de production capitaliste dont accouche définitivement la crise de 1929 de « *capitalisme monopoliste* » [6].

L'accumulation du capital s'y trouve impulsée et largement contrôlée et déterminée, dans son rythme et dans son contenu, par des firmes géantes, de plus en plus multinationalisées, et par les groupes financiers dont elles relèvent. Elle se réalise selon un *régime intensif*, c'est-à-dire que l'investissement (de renouvellement ou d'extension) contient généralement du « progrès technique », ce qui explique, pour une large part, les gains importants et réguliers de productivité qui caractérisent la période. Firmes et surtout groupes mettent en œuvre systématiquement de véritables *stratégies d'expansion planifiée* aptes à accaparer à leur profit une large fraction du surplus produit dans l'économie, y compris du surplus agricole [52]. Ils le font d'autant mieux que, dans le même temps que croît leur puissance économique, augmente leur *pouvoir de marché* (mobile important sinon déterminant des concentrations). De la sorte s'accroît leur possibilité de contrôler les prix et d'influencer fortement la demande par tous les moyens de leurs politiques de commercialisation qui gaspillent une partie notable du surplus économique créé [6].

Quant au *procès de travail*, sur lequel repose la production, il va voir la généralisation de l'organisation dite scientifique du travail, l'achèvement du processus de « taylorisation » et – dans les industries reposant sur le principe de production mécanique – de sa forme la plus élaborée : la chaîne de montage créée dans les conditions que nous avons déjà étudiées. La déqualification du travail *ouvrier* progresse en conséquence (parallèlement à la qualification du travail d'encadrement) en même temps que son *intensification* (cadences accélérées, travail posté...), laquelle devient – à côté du changement des techniques – une composante essentielle de l'accroissement de la productivité du travail. Il est par conséquent tout à fait erroné d'attribuer celle-ci exclusivement au « progrès technique », de même qu'il est incorrect de mesurer celui-ci par l'accroissement de la productivité du travail sans tenir compte du coût supporté par les travailleurs (sous forme d'une plus grande pénibilité de leur travail du fait de l'intensification de celui-ci).

C'est donc sur la base d'une véritable *dégradation du travail ouvrier* que – compte tenu du niveau atteint par l'accumulation du capital et du caractère intensif de celle-ci – va se développer, dans les pays les plus avancés à cet égard, la *production de masse*. Celle-ci jointe à l'extension considérable du salariat et à la puissance acquise par les organisations ouvrières va donner naissance à deux phénomènes marquants.

– D'une part, une tendance à la *contractualisation des rapports sociaux* par une sorte d'institutionnalisation des luttes économiques au moyen des négociations collectives et de la reconnaissance des organisations syndicales ouvrières comme « partenaires sociaux » [1] [34]. Cela se traduit notamment par une certaine intégration de ces organisations dans la logique du capital (sorte de « discipline contractuelle » [34]) et va s'appuyer, dans le même temps, sur une *forte segmentation du marché du travail* [58], qui permet la surexploitation d'une fraction de la classe ouvrière, en particulier en Europe, des travailleurs immigrés venant d'Afrique qui affluent vers les grands pays industriels.

– D'autre part, de *nouveaux modes de consommation* des travailleurs salariés liés – ainsi que nous l'avons vu – à une hausse du salaire réel sous l'impulsion des luttes sociales et à l'exigence de réalisation de la production de masse (Keynes, Ford) qui, elle-même, implique la *consommation de masse* donc la production de nouveaux *besoins*.

L'usage convergent des stratégies commerciales des firmes géantes et d'un certain type d'équipements collectifs qui façonnent les modes de vie et de consommation crée un mode spécifique de *détermination des besoins*. Celui-ci vise au conditionnement des « consommateurs » afin de produire une demande effective adéquate en *normant*, en quelque sorte, les types de consommation par catégories sociales [62, ch. III]. Cela se réalise selon un processus qui reproduit sans cesse l'inégalité sociale et engendre un *développement aliéné des besoins* [47] mais qui, dans le même temps, modifie profondément les conditions de reproduction de la force de travail. C'est ainsi que la composition des dépenses ouvrières change rapidement à partir des années 1950 : forte réduction des consommations alimentaires, vive expansion des biens durables (automobile) et des équipements ménagers.

Ainsi se développe, en relation avec l'universalisation du salariat, une étroite liaison processus productif et mode de consommation [1] [20], l'un et l'autre corrélativement façonnés, dans l'espace du capital, pour répondre aux exigences nouvelles de mise en valeur de ce dernier.

LES STRUCTURES INDUSTRIELLES ET FINANCIÈRES

L'accumulation du capital (par l'investissement productif, c'est-à-dire réalisé en vue de la production de marchandises) se réalise selon des *formes* spécifiques à chacune des grandes périodes du capitalisme. Le « capitalisme concurrentiel » de très nombreuses petites firmes a, peu à peu – on l'a vu – cédé la place à un capitalisme de très grandes entreprises ou « *firmes géantes* » (par « croissance interne », résultat de l'extension d'une firme originelle, ou par « croissance externe », résultat de fusions diverses entre firmes de même type). Lorsqu'il ne reste plus qu'un tout petit nombre de firmes dans une même branche de production, on dit qu'il y a *oligopole*. Il existe de nombreuses situations dites d'*oligopoles stabilisés* lorsque, par entente ou accord tacite, les firmes en question cessent de se concurrencer par les prix et ne le font plus que par la différenciation de leurs produits, ce qui pousse au démodage (« obsolescence ») rapide des modèles par des modifications mineures...

Mais le gigantisme appelle d'importants soutiens financiers ; d'où les liens qui se sont tissés entre la plupart des grandes firmes industrielles (ou commerciales) et les grandes banques ; il appelle également une certaine diversification des activités. D'où la constitution d'ensembles composites : *les groupes financiers* qui réunissent en leur sein des firmes industrielles et commerciales de taille et d'activités diverses et une ou plusieurs banques (parfois appelés « groupes industriels » lorsque la dominante et la genèse du groupe viennent du capital industriel). Ces ensembles visent une stratégie de réduction des risques par leur dimension et par l'effet qu'ils exercent par leur poids sur les marchés ; on parle de leur *market-power* ou pouvoir de marché.

Le groupe comporte une société mère ou *holding* et des sociétés *filiales*. Le holding est une société anonyme qui ne possède que des actions. Celles-ci sont des « participations » dans des entreprises industrielles, commerciales ou financières, participations acquises dans le but d'obtenir le *contrôle* donc la direction de ces sociétés. Obtenir le contrôle d'une société nécessite la détention d'une fraction variable (en fonction de la plus ou moins grande dispersion des actions dans le public) de son capital. Cette fraction souvent minoritaire de la propriété *juridique* confère à ses détenteurs une véritable *propriété économique*, c'est-à-dire l'essentiel des attributs de la « propriété ».

FORCES PRODUCTIVES ET INDUSTRIES MOTRICES

Les firmes et groupes financiers géants ont – d’abord aux Etats-Unis – mis en œuvre des sources d’énergie, des matières premières et des matériaux, des moyens de transport et de communication, des systèmes de machines, entièrement nouveaux, conçus au cours de la fin de la période précédente et, spécialement aux Etats-Unis, *pendant la Seconde Guerre mondiale* (1939-1945). Cette forme particulière et terriblement meurtrière (plus de 50 millions de morts...) de luttes sociales (ici lutte totale contre le fascisme) a constitué un *fantastique stimulant à l’innovation* systématiquement encouragée et planifiée par les grands Etats belligérants (Etats-Unis, Allemagne) – qui ont pris en charge l’essentiel de la recherche fondamentale « non rentable » – en même temps qu’un véritable laboratoire pour le « progrès » scientifique et technique. Les domaines de l’électronique, de la chimie de synthèse qui met au point des matériaux entièrement nouveaux (les matières plastiques), de l’aéronautique et plus généralement des moyens de communication et de l’énergie nucléaire sont les plus typiques. A propos de ces grandes découvertes et innovations, on parlera de *troisième révolution technologique* ou encore de « révolution scientifique et technique » [59].

Filles de la grande crise et de la Seconde Guerre mondiale, *des industries motrices* nouvelles vont, par conséquent, marquer la période d’une empreinte profonde : industries chimiques de synthèse et industries pétro-chimiques, constructions de machines et de matériels électriques, électroniques et électroménagers, construction aéronautique. C’est alors que, concurremment, une industrie plus ancienne, la construction automobile, va connaître son apogée (en France, elle connaît de 1947 à 1967, un taux de croissance moyen annuel de 15 %, deux fois et demi plus élevé que le taux moyen de la croissance industrielle).

Produites dans la guerre par les firmes géantes qui font la révolution technologique, les forces productives nouvelles qui en sortent – et par conséquent le « progrès » technique – vont s’en trouver profondément *marquées*. Elles vont prendre de ce fait une orientation spécifique, selon un *type déterminé* qu’il importe de préciser (sachant que, pour un niveau donné de connaissances, plusieurs types sont toujours possibles [62]).

Nous avons déjà constaté, en analysant la précédente mutation technologique, en quoi d’abord la centralisation du capital s’accompagne d’une forte concentration dans *l’espace* des activités économiques. Ce phénomène va se trouver alors considérablement amplifié et donner naissance à *de gigantesques pôles de développement* – expression spatiale de la centralisation de l’accumulation du capital – tandis que se produira une véritable désertification d’immenses zones « périphériques » en même temps qu’un *exode rural* d’une ampleur sans précédent. L’espace se trouve ainsi profondément façonné par l’exigence de rentabilité du capital selon *un type d’aménagement spécifique*, une division spatiale du travail radicalement inégalitaire, à l’image de la division sociale. Et la ville elle-même, façonnée par le capital, soumise à un processus d’urbanisation sauvage, connaît une ségrégation spatiale qui participe au processus général de contrôle et de reproduction social [69].

Quant à la croissance industrielle, elle se déroule par la mise en œuvre de *systèmes de machines spécifiés par la division fordiste du travail* qu’ils permettent d’organiser et d’approfondir. Si « souveraineté de la demande » il y a, il s’agit bien de la demande de machines par les capitalistes, et non de celle des « consomma-

teurs » car, sur ces dernières, joue ce que l'on pourrait appeler la souveraineté de l'offre, les grandes firmes façonnant les normes de consommation.

La production finale est, en effet, tout entière orientée vers la production et la reproduction de plus-value, sous la double influence de la consommation de masse et d'un sensible recul de la concurrence par les prix (du fait de la structure oligopolistique) à laquelle se substituent largement les processus de différenciation du produit. On assiste alors à un phénomène de production d'objets à la fois fortement hiérarchisés (la « 2 CV » et la Cadillac sont l'une et l'autre une voiture automobile) jouant sur l'inégalité sociale et la renforçant et soumis à un processus d'« obsolescence planifiée » destiné à relancer constamment la consommation *privée* d'objets rapidement « démodés » et de moins en moins durables. Ainsi, le « développement des forces productives » aboutit-il à façonner un *système de besoins* entièrement produit dans sa forme et/ou dans son contenu, donc spécifique à cette étape de ce mode de production et correspondant à des normes de consommation différenciées par catégories sociales en fonction des exigences de la production de masse.

Par conséquent, on constate une double souveraineté du capital s'exerçant vers l'amont (types de machines) et vers l'aval (type de marchandises).

L'ensemble des trois phénomènes que nous venons d'examiner (types d'aménagement de l'espace, de systèmes techniques et de besoins) se renforcent mutuellement : *l'organisation de l'espace fait le lien entre l'univers de la productivité et celui de la « consommativité »* [8], les équipements collectifs étant précisément conçus – sous la pression des « lobbies » du capital – pour développer une certaine forme de consommation privée, différenciée (l'exemple de l'automobile est remarquable à cet égard [6]), privilégiant les « besoins d'avoir » aux dépens des « besoins d'être » [22].

Et ainsi sont façonnés des modes de vie aliénés, imposés au plus grand nombre, alors même que les « niveaux de vie » augmentent...

Il en résulte une expansion sans précédent de la production et de la consommation *d'énergie* d'origine principalement pétrolière, selon un modèle véritablement « énergophage » qui – dans les pays « développés » – peut utiliser et gaspiller sans retenue les ressources fossiles non renouvelables [33] exploitées dans certains pays du tiers monde par de grandes compagnies occidentales grâce à la pratique systématique d'un « échange inégal » [4]. Là encore, l'établissement d'un certain type de rapport économique international détermine (en partie) le contenu concret de la « croissance ».

DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL ET HIÉRARCHISATION DES ÉCONOMIES

Le libre-échange, la concentration et la centralisation du capital se sont développés à l'échelle mondiale dans le cadre d'un véritable *processus de mondialisation* de l'économie capitaliste. Concentration et internationalisation, produits de la dynamique de l'accumulation, se confondent alors dans ce phénomène marquant de la période qu'est *la firme multinationale*. Mais celle-ci est graduellement en voie de « *transnationalisation* » [27] (processus dont l'analyse est conduite plus loin).

A mesure de l'expansion des firmes géantes s'est établi et amplifié un phénomène d'« *internationalisation du capital* » et de la production, lequel a achevé la

mise en place d'une division internationale du travail systématiquement favorable aux pays développés et, parmi ceux-ci, aux plus « avancés » d'entre eux, favorisant un processus de « développement inégal ».

Dans son contenu industriel, la division internationale du travail orientée vers la recherche de l'accroissement de productivité est principalement conçue comme organisant, à la « périphérie » de la zone d'influence capitaliste (c'est-à-dire dans les pays « sous-développés »), le développement de branches d'activités s'ordonnant autour des conditions de l'accumulation qui se déroule essentiellement au « centre » c'est-à-dire dans les pays capitalistes « développés » [55]. Au sein de ceux-ci s'établit *une hiérarchie* : les branches stratégiques de la production – machines-outils, électronique, informatique, télécommunications – se localisant principalement dans les pays les plus développés : Etats-Unis, Allemagne fédérale, Japon. L'échange centre-périphérie est, dans la période, essentiellement un échange de produits manufacturés contre des produits « primaires » avec *une lente dégradation des « termes d'échange »* des pays « sous-développés » producteurs primaires. Mais la décolonisation, la fin des « Empires » et des préférences impériales a modifié les courants d'échanges internationaux au profit des relations entre pays développés.

Ainsi le système mondial se trouve-t-il *structuré* par des relations d'inégalité et de domination avec, d'un côté, des « foyers de croissance », et de l'autre, des zones de prélèvement dites « sous-développées ». Les uns et les autres sont encore hiérarchisés autour de *l'économie dominante* de la période : l'économie américaine, dont la domination est clairement révélée par le règne du dollar comme liquidité internationale de fait. Les Etats-Unis exercèrent pleinement leur *leadership* et leurs « responsabilités » d'économie dominante, imposant en début de période le système monétaire de Bretton Woods et le plan Marshall, en même temps que la reconstruction économique de l'Allemagne fédérale et du Japon, ce qui fut d'une importance essentielle pour la suite.

FIRMES ET MARCHÉ MONDIAL

Les firmes sont dites *multinationales* lorsqu'elles exercent leurs activités sur le territoire de plusieurs pays, l'un d'eux étant leur terre d'origine, nation mère, lieu de leur siège social et de l'Etat qui les aide. C'est l'extension de la multinationalisation des grandes firmes qui caractérise ce que les économistes appellent *l'internationalisation du capital*. Firmes géantes et groupes financiers se développent selon de véritables *stratégies d'expansion planifiée*, organisant systématiquement leur extension à la surface de la terre, la recherche de *profits* maximaux étant à la fois le but et le moyen de leur indispensable croissance (« croître ou disparaître », telle est l'alternative). C'est dès lors que la logique de leur stratégie d'expansion devient délibérément mondialiste, que l'on peut parler non plus seulement d'internationalisation mais de *transnationalisation* du capital (et de firmes transnationales).

L'existence de ces géants économiques et financiers – *General Motors* la plus grande firme du monde a un chiffre d'affaires égal à plus de 100 fois le revenu national du Mali – fait que le *marché mondial*, espace de leurs activités, se trouve, pour la plupart des grands produits de base et pour certains appareillages très sophistiqués comme les ordinateurs, dominé par un tout petit nombre de firmes. C'est le cas en particulier du marché mondial des céréales (six firmes) dont dépend la survie d'un nombre croissant de pays « sous-développés ».

Appuyé par les Etats, l'impérialisme des firmes géantes des nations du « centre » facilite la réalisation de la plus-value produite, en même temps qu'un approvisionnement à bon compte en moyens de production et produits énergétiques. La conséquence en est – contrairement à ce qu'affirment alors les théories libérales des économistes néo-classiques (théorie de la « croissance transmise ») – la reproduction voire l'accentuation de *l'inégal développement* entre les nations du monde sur lesquelles le capitalisme exerce son influence.

Pouvant être assez largement considéré comme « produit du développement » des nations capitalistes [31], le phénomène improprement appelé *sous-développement* recouvre, en effet, non pas un état de moindre « développement » mais un processus de domination d'une société sur une autre, du mode de production capitaliste sur un ou plusieurs modes de production « domestiques » qui a produit et qui reproduit une série de distorsions graves.

RÉGULATION ÉTATIQUE, RÉGULATION MONOPOLISTE

Dans tous les pays capitalistes avancés, *les interventions de l'Etat* dont on a précédemment analysé la genèse dans la « grande crise » sont devenues une composante essentielle de cette étape de développement du capitalisme de type monopoliste [71]. Ces interventions systématiques ont d'abord une *fonction de régulation intentionnelle* de la croissance, dont Keynes s'est fait le premier théoricien. Elles agissent principalement par des politiques conjoncturelles à effets *anticycliques* qui sont une des dimensions de la régulation d'ensemble du système, maniant notamment à contre-tendance l'important volume des dépenses budgétaires publiques : accroissement des commandes et des dépenses de l'Etat, réduction des impôts, facilitation du crédit donc de la dépense..., en cas de risque de récession ; réduction des dépenses publiques, limitation du crédit et des revenus salariaux au contraire pour lutter contre l'inflation au risque de réduire l'activité économique. Ce type d'action se prolonge parfois au niveau d'une régulation de moyenne période par des « politiques de développement » pouvant aller jusqu'à certaines formes de *planification*, en France tout particulièrement [39].

Pour permettre la réalisation d'un produit croissant (donc la mise en valeur du capital privé accumulé), les politiques économiques de *l'Etat keynésien* tendent parallèlement – sous la pression du nouveau rapport de forces établi par la puissance syndicale et pour répondre aux besoins même du capital – à permettre une croissance régulière du pouvoir d'achat de larges fractions de salariés. Pour ce faire, elles interviennent au niveau même de la gestion de *la force de travail*, forme nouvelle de *régulation sociale* (salaire minimum, assurances sociales, etc.¹) et de sa reproduction et exerçant une fonction liée d'« *absorption* » d'un *surplus économique croissant* [6] et de *socialisation d'une partie des coûts* de l'expansion industrielle (processus parfois dénommé « dévalorisation » d'une fraction du capital [12]). Toutes ces actions visent à accroître et régulariser la demande effective et à améliorer la rentabilité du capital privé.

Mais la *régulation étatique*², régulation intentionnelle, sous ses divers aspects, ne fait en réalité que compléter et renforcer – au niveau global – le rôle ré-

1. Le salaire indirect « socialisé » en vient à jouer, de ce fait, un rôle dit de « stabilisateur automatique » non négligeable dans la mesure où il est déconnecté de la conjoncture.

2. Nous parlons de « régulation étatique » et non de *capitalisme monopoliste d'Etat* (expression particulièrement mal choisie car on ne peut évidemment parler ici de capitalisme... d'Etat) comme le font certains théoriciens marxistes. Cette expression recouvre une analyse, à notre sens, non recevable des relations Etat-capital. D'abord, parce que seules les formes d'intervention sont nouvelles ; l'intervention active des Etats a toujours été nécessaire. Ensuite, et surtout, parce que l'Etat – devant assurer une relative cohésion entre les différentes couches de la bourgeoisie – ne peut être seulement celui de sa fraction hégémonique : le « capital monopoliste » (qu'on ne peut confondre avec le grand capital et dont les intérêts ne sont d'ailleurs pas aussi unifiés que le prétend la théorie du « C.M.E. »). Et lui-même ne peut être aussi aisément *séparé* – au niveau de leurs intérêts respectifs – des propriétaires des petites et moyennes entreprises (leurs intérêts stratégiques de classe ne sont-ils pas fondamentalement communs ?). (Pour approfondir cette analyse critique, cf. [53] [57] [70]).

gulateur que joue l'accumulation du capital, c'est-à-dire les nouvelles structures de production et de consommation. L'objet même de la concentration et plus encore de la centralisation du capital, et son orientation vers le fordisme, est en effet de substituer à l'espace aléatoire du marché un *espace contrôlé*, voire même planifié, *construit* par le capital et s'appuyant sur une force de travail efficacement contrôlée par les formes mêmes de son mode d'usage. On peut, de ce fait, parler du rôle régulateur du fordisme [6] [1] ; surtout, on peut conclure qu'en son stade monopoliste achevé, le capitalisme a réussi à se doter d'un mode de régulation intentionnel par l'effet conjugué des structures économiques et de l'Etat keynésien : *une régulation monopoliste et étatique*, par conséquent, qui se distingue radicalement de la « régulation concurrentielle » par le taux de profit et la crise. Le poids respectif de la structure industrielle et de l'Etat au sein du processus régulateur varie d'un pays à l'autre : en France où la concentration industrielle est « en retard », le rôle de l'Etat est plus important de ce point de vue qu'aux Etats-Unis.

C'est la remarquable efficacité de ce type de régulation pour un temps de l'histoire qui explique l'« *aplatissement* » (*relatif*) *du cycle classique* dans la période, aplatissement qui, lui-même, a permis le rythme exceptionnel de la croissance économique (en cisillant les « creux », cette régulation puissante élève, en effet, la tendance). Et cela dans la mesure où elle apporte (du moins pour un temps) une solution à la lancinante question de la « réalisation » de la production (c'est-à-dire des débouchés)⁴. Cette question, certains auteurs marxistes la jugeaient bloquée dans la mesure où, dans la conception marxienne du salaire considéré comme « minimum socialement nécessaire », ils mettaient excessivement l'accent sur son aspect de minimum de subsistance plutôt que sur le fait que son niveau correspond à *une nécessité sociale*. Cela signifie que le salaire doit nécessairement s'ajuster, donc évoluer – y compris en croissance – en fonction des *conjonctures sociales* : état des rapports de classes et situation économique.

Et l'on constate ici encore que la question de la régulation économique ne prend sens que saisie dans une perspective plus globale : celle de la *reproduction sociale*, c'est-à-dire de la reproduction du rapport fondamental et invariant qui constitue l'essence du capitalisme : le *rapport salarial*, et qui implique – on l'a vu – différentes procédures de *régulation sociale*, c'est-à-dire de contrôle de la force de travail.

Compte tenu de notre champ d'analyse, nous avons insisté ici sur ce dernier aspect envisagé au niveau et de l'usine, en insistant sur le rôle de la division dite « technique » du travail, et de la régulation d'ensemble, en soulignant le rôle de la gestion globale de la force de travail. Mais, d'autres facteurs puissants viennent conjuguer leurs effets avec ceux-ci pour assurer la reproduction des rapports sociaux. C'est ainsi que certaines grandes institutions publiques – comme le système scolaire et les médias – exercent une *fonction idéologique* essentielle pour infléchir les comportements individuels et collectifs et façonner les systèmes de valeur [13] [7]. Quant aux institutions sociales, juridiques et politiques, elles jouent un rôle clé d'intégration, de contrôle et de répression, indispensable à la reproduction sociale globale. Les unes et les autres tendent fondamentalement à *faire intérioriser et accepter le salariat comme inéluctable, naturel*, comme le seul rapport possible.

4. « Keynes, écrit B. Coriat, [25, 140] vient ainsi, après Taylor et Ford, parachever l'édifice. Après la théorie et la pratique de la production de masse au sein de l'atelier, la théorie et la pratique du type d'Etat et de régulation qui lui correspondent. »

Et, cependant, l'efficacité du mode de régulation économique et social prévalent dans la période ne fut pas sans failles tant sont fortes les contradictions sur lesquelles repose le système économique. D'une part, en effet, les *conflits sociaux* n'ont pu être éliminés ; seule leur forme a changé. Non seulement ils ont jalonné la période, mais encore celle-ci s'achève, en 1966-1968, sur d'amples mouvements sociaux.

D'autre part, on relève non seulement, ponctuant la période, des moments de récession, forme atténuée de la crise classique, mais surtout une *inflation rampante* à caractère structurel que certains considèrent comme « une forme particulière de crise » [16]. Ce phénomène n'est pas pour étonner puisque, on l'a vu, les phases d'expansion longue sont classiquement des temps d'inflation, et c'est précisément cet aspect des choses qui a, le premier, permis de repérer les cycles longs. Ils le sont dans la mesure où la période d'essor de ces cycles est la résultante de plusieurs phases de vive expansion du cycle classique qui sont elles-mêmes inflationnistes pour les raisons analysées précédemment (chapitre 2). Et cette période de l'après-guerre 1939-1945 l'est d'autant plus que, d'une part, les phases déflationnistes de dépression du cycle classique se sont trouvées, en quelque sorte, gommées, le cycle aplati, que, d'autre part, des facteurs spécifiques ont joué. C'est ainsi que les structures industrielles en « oligopoles stabilisés » permettent la pratique de prix proches des prix de monopole, tandis que l'émission de la monnaie est très largement soumise à la demande des grands investisseurs privés qui détiennent véritablement le pouvoir de création monétaire [11] et que le système de l'« étalon-dollar » qui s'est imposé comme système monétaire international produit de l'« inflation importée »⁵. Par ailleurs, l'inflation fournit une issue aisée aux luttes sociales [5], dans la mesure où elle permet de reprendre aux salariés une partie des hausses de salaires dont elle facilite ainsi l'octroi, dans le cadre d'une véritable *fuite en avant* [61].

L'ordre productif prévalant durant deux à trois décennies et qui a fait preuve alors de sa cohérence et de son efficacité portait en lui les germes de sa propre dislocation.

II. Le type de croissance : l'âge d'or de l'accumulation du capital et les coûts sociaux de la croissance : le cas français

On l'a vu, la période 1945-1970 apparaît comme tout à fait exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme. La constitution du nouvel ordre productif qui se met en place par étapes d'abord dans la « grande dépression » du XIX^e siècle, puis dans la « grande crise » de 1929 devait être étudiée – comme nous l'avons fait précédemment – sur le lieu même de son élaboration : les *Etats-Unis*. Et nous procéderons de la même façon pour ce qui concerne les transformations actuellement en cours (plus loin chapitre 9).

A partir de la libération de l'Europe du joug nazi, cet ordre productif nouveau va se propager rapidement dans les économies de l'Europe de l'Ouest et,

5. L'accumulation de dollars par un pays excédentaire (qui par ailleurs peuvent être placés sur le marché monétaire américain) permet en effet l'émission de monnaie nationale alors même qu'il correspond à un déficit du pays à monnaie de réserve...

plus généralement, dans l'ensemble des pays occidentaux que les Etats-Unis d'Amérique vont profondément marquer en raison de leur poids d'économie dominante. Une économie qui a déjà mis en place le nouveau visage d'un capitalisme triomphant et connaît, depuis 1940, une vive reprise de l'expansion, accentuée encore par son effort de guerre.

C'est pourquoi, il nous a paru utile pour notre objet, après en avoir étudié la genèse aux Etats-Unis, d'examiner, *sur le cas français*, comment s'est opérée concrètement, dans les nations capitalistes de second rang, en « retard » du point de vue du développement du capitalisme, *la grande mutation* qui a donné naissance à une phase d'expansion longue d'un rythme et d'une régularité inconnus jusqu'alors. Une période exceptionnelle de prospérité qui mérite, de ce fait, la désignation d'« âge d'or » *de l'accumulation du capital*, pour reprendre une expression de Joan Robinson [60], « âge d'or » essentiellement du point de vue du capital bien entendu, mais qui verra également une élévation du taux de salaires réel et du niveau de vie d'une large fraction de la classe ouvrière et plus généralement des salariés qui accèdent – bien que très inégalement (III, *infra*) – à la consommation de masse. Une inégalité qui est au cœur des *coûts sociaux* considérables de ce type d'expansion.

Cette période, nous l'examinerons ici d'abord d'un point de vue analytique qui mettra en lumière les changements concrets dans la place et les relations des deux grandes sections productives et l'évolution de la position de l'économie française sur le marché mondial ; puis, du point de vue de la classe sociale qui dirige l'accumulation du capital et dont les fractions dominantes ont considérablement changé dans la période avec une forte incidence sur le type d'accumulation ; enfin des coûts sociaux de cette expansion.

UN ÂGE D'OR POUR L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Sur le plan de l'analyse économique *stricto sensu*, une série de travaux récents [10, 14, 15, 40, 48] ont mis en évidence statistiquement ce que laissait prévoir l'analyse théorique du « fordisme » et de la régulation étatique.

Et d'abord, *le rôle entièrement nouveau joué par la section des biens de consommation* (section II) du fait que – en liaison avec l'extension du salariat et l'avènement de la production/consommation de masse – le capital produit une demande *interne* forte et croissante qui permet la « réalisation » de la production et des profits élevés. Une profonde transformation des conditions de production de la section II en résulte, marquée par une forte croissance de l'intensité capitaliste et de la productivité, plus forte que dans la section I, donc de la demande de moyens de production adressée à cette dernière. Cela entraîne *une interrelation intense entre le développement des deux sections*, sous l'impulsion de cette vive expansion des investissements à fort contenu de « progrès » technique dans la section II (cf. tableau joint). De ce fait, le rapport de la valeur de la production à celle du capital productif, relativement stable au cours de la première moitié du XX^e siècle, s'élève sensiblement dans l'après-guerre, marquant un net accroissement de la rentabilité du capital, jusque vers 1965 dans la section des biens de consommation, 1970 pour celle des biens d'équipement pour fléchir de nouveau ensuite – comme l'un des prolégomènes à la « crise » – et retrouver en 1974 des niveaux proches de ceux du début du siècle [48, 11, 41].

L'évolution qui vient d'être décrite repose sur une autre caractéristique im-

portante de la période : la reprise, mais à un rythme deux fois plus élevé, de la *progression du taux de salaire réel*, stoppée pendant toute la dépression de l'entre-deux-guerres (cf. tableau ci-dessous). Cette progression rapide apparaît comme la conséquence des luttes sociales et de la puissance acquise par les grandes centrales ouvrières. Mais elle constitue également la contrepartie – et donc le prix à payer par le patronat – et de l'acceptation par les salariés de la dégradation du travail (taylorisation ultime) et de la réalisation de la production de masse (condition nécessaire). Mais l'expansion plus rapide de la productivité du travail que celle du taux de salaire (la part des salaires dans la valeur ajoutée diminue jusqu'en 1968) en tendance de longue période (cf. *infra*, chap. 8) permet de compenser l'accroissement de l'intensité capitalistique de la production et de maintenir le taux de profit à un niveau élevé.

Type de croissance et sections productives

Comparaison entre les périodes caractéristiques du XX^e siècle
des taux de croissance moyens annuels (%) en France [48, 6, 9]

		1900-13	1913-29	1921-29	1929-38	1950-59	1959-74
Valeur ajoutée	SI	2,9	1,5	9,6	-5,0	4,8	7,7
	SII	1,9	1,6	5,9	-0,5	4,7	5,5
Investissement brut	SI	4,7	2,6	12,2	-7,7	9,5	8,7
	SII	3,0	2,4	6,2	-3,8	4,4	7,7
Emploi	SI	1,2	1,2	3,3	-4,4	1,0	2,3
	SII	0,1	0,1	0,1	-1,1	-0,5	0
Productivité du travail	SI	1,7	0,4	5,7	-0,6	3,8	5,3
	SII	1,8	1,6	6,0	0,6	5,3	5,5
Capital par tête	SI	1,5	0,6	-0,8	4,7	3,2	5,6
	SII	1,9	1,5	1,6	2,7	4,2	6,1
Taux de salaire réel		2,1	0,9	-0,1	0,4	4,1	4,1

SI : Section productive des moyens de production
SII : Section productive des biens de consommation

Enfin, dernière caractéristique importante du type de croissance de l'après-guerre, cette croissance se déroule dans le cadre d'une *économie relativement autocentrée jusque vers 1968* (à l'exception de la période de reconstruction 1945-1950), avec une activité exportatrice qui concerne moins de 5 % de la production nationale. Jusqu'en 1968 donc, on a affaire à un système productif cohérent fonctionnant en économie quasi fermée, ce qui permet une régulation efficace de l'activité économique. *Le passage à une économie beaucoup plus ouverte* s'amorcera en fin de période [41] [48]. La section « exportatrice » de l'économie nationale deviendra, à partir de 1968, un élément moteur de l'activité ; c'est elle en particulier – novation importante – qui est la plus créatrice d'emplois [48, 16]. Dès lors et en quelques années, « le lien étroit existant entre la dynamique productive *interne* et le fonctionnement macro-économique *national* va se trouver distendu, *l'autonomie relative du système productif français remise en question*, le moteur de l'économie passant à l'extérieur » [48, 20]. Or, c'est cette autonomie même qui rendait opérante la régulation étatique et monopoliste... D'où le lien entre la transnationalisation croissante et l'ouverture de la « crise » contemporaine (cf. *infra*, chap. 8).

Mais il n'est en ce domaine rien d'inéluctable, contrairement à ce que tend à faire accroire l'idéologie officielle⁶. Il s'agit non de lois générales du « développement économique » mais d'un *certain type d'évolution* [62] conséquence de choix qui ne sont pas des choix techniques mais des *choix sociaux* conformes aux intérêts de ceux qui dirigent l'accumulation du capital donc la « croissance économique », c'est-à-dire la fraction dominante de la classe dirigeante.

POUVOIR ÉCONOMIQUE, POUVOIR POLITIQUE ET TYPE D'ACCUMULATION

Une *périodisation*, fondée sur la liaison entre la nature de la fraction dominante de la classe dirigeante qui exerce une position hégémonique sur l'alliance de classes ou bloc au pouvoir, sur le type d'accumulation du capital et sur le degré d'autonomie de l'économie nationale est particulièrement éclairante⁷. En la construisant, on peut voir comment la configuration des fractions de la classe dominante et l'état des rapports de classe marquent profondément le contenu même de l'accumulation et de la croissance économique.

L'une des raisons majeures du « retard » de la concentration industrielle en France est précisément à chercher dans le fait que, sous la III^e République (1871-1940), la bourgeoisie capitaliste qui, avec la Commune de Paris de 1871, vient de vivre une « grande peur », devait, pour faire pièce à la puissance de la classe ouvrière montante, s'appuyer, d'une part, sur la paysannerie et les notables ruraux (en perpétuant l'alliance nouée au cours de la Révolution de 1789 contre la noblesse), d'autre part, sur la petite bourgeoisie, quitte à ralentir le rythme d'expansion du capitalisme. De ce fait, l'industrie est protégée et centrée sur l'hexagone et sur l'Empire. L'état des rapports de classe fait que la grande bourgeoisie industrielle (puis la bourgeoisie financière) qui se constituent à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e ne trouvent pas les conditions de leur plein développement. « Le principal obstacle sera levé lorsqu'en 1958 la forme politique du pouvoir bourgeois se transforme radicalement » [53, 73]. C'est alors, en effet, que *le grand capital industriel accède pleinement à l'hégémonie politique* et instaure un Etat fort.

L'avènement – sur la base d'un coup de force – de la V^e République n'a été rendu possible que par les contradictions et la faiblesse de la IV^e face aux guerres coloniales. Mais, dans le même temps, le nouveau régime va pouvoir s'appuyer sur l'important legs d'une République abusivement décriée. Reposant sur une alliance de classes ambiguë, la IV^e République – *période de transition* – a en effet non seulement su mener à bien la reconstruction du pays mais également posé les bases d'un Etat moderne et d'une accumulation du capital qui, de 1948 à 1958, va se dérouler selon un rythme inégalé jusqu'alors (le P.N.B. augmente d'environ 50 % entre 1948 et 1958). Cette accumulation rapide s'appuie sur une procédure efficace de *planification indicative* entièrement originale (et qui fera école sous l'intitulé de « planification à la française »⁸ et sur la pratique de l'échange inégal au sein de l'« empire » colonial. C'est sur cette base que s'effec-

6. Révélateur de ce point de vue est le livre de Ch. Stoffaès [68], l'un des principaux conseillers économiques du ministre de l'Industrie du président Giscard d'Estaing, qui prend comme une donnée l'évolution du marché mondial et pose comme *postulat* de son analyse et de ses propositions l'alignement pur et simple sur ses *diktats* considérés comme des « lois économiques » universelles.

7. Elle est ici construite en nous appuyant notamment sur [53] [54] ainsi que sur [38].

8. Cf. par exemple, C. Gruson [39]. Dans toute cette période, la France était pionnière en matière de comptabilité nationale, de politique économique, de programmation et planification, sous l'impulsion de grands experts comme Claude Gruson, Pierre Massé, Pierre Mendès France.

tuera la montée graduelle du grand capital industriel, laquelle trouvera son débouché politique dans l'avènement de la v^e République et un champ d'action supplémentaire avec la création de la Communauté économique européenne qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1959.

C'est alors que, face à une offensive du capital américain [27] pourront être entreprises – sous l'impulsion et avec une aide massive de l'Etat au secteur privé (subventions, allègements fiscaux systématiques des plus-values en matière de fusion...) – des opérations de *restructuration industrielle et financière* de grande envergure devant aboutir à l'accélération de l'industrialisation *sur une base nationale*⁹.

L'intervention de l'Etat accompagne de plus en plus vigoureusement au cours des années soixante, puis surtout avec le v^e Plan (1965-70), l'ouverture de l'économie française sur l'extérieur. Il s'agit d'obtenir la « constitution dans chaque secteur d'un petit nombre d'entreprises de taille internationale » et de « redéployer » l'industrie en misant sur les groupes plus forts dans la compétition mondiale. L'interventionnisme se manifeste par une politique industrielle encourageant directement la formation de groupes, en accord avec la stratégie plus dynamique des grandes firmes à partir de 1965. La naissance de groupes industriels dominants – Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, C.G.E., Thomson-Houston-C.S.F., etc. – en résulte.

Aux subventions de l'Etat, croissantes, orientées vers les groupes nationaux à vocation monopoliste et transnationale, s'ajoutent les effets des réformes des circuits financiers destinées à mobiliser une « épargne longue » des ménages au bénéfice des entreprises les plus rentables.

Par ses réformes, ses interventions, *l'Etat favorise encore la restructuration du réseau bancaire*, appuyant la concentration (constitution de la Banque nationale de Paris), la domination des grandes banques d'affaires, la pénétration croissante des capitaux bancaires dans l'industrie. Ainsi, le groupe Suez joue-t-il un rôle décisif lors des concentrations industrielles pour Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, C.G.E., Agache-Willot, Bouygues, de Wendel ; le groupe Paribas joue le même rôle pour P.U.K., B.S.N., Denain-Nord-Est, Hachette...

De telles restructurations, cette montée en force du capital financier, ne se font pas sans une intensification des *luttres entre groupes industriels et financiers rivaux*, à l'échelle mondiale, comme à l'intérieur des frontières. Ces luttes deviennent particulièrement âpres pendant la période 1964-1968, donc après le plan de stabilisation (1963), lorsque l'effort de rationalisation, de réorientation et de restructuration industrielle accompagne la recherche d'un accroissement du taux d'exploitation. Un épisode caractéristique de ces combats est celui que se livrent les deux géants, Suez et Paribas, pour le contrôle du Crédit industriel et commercial et qui dure de janvier 1968 à septembre 1971.

Pour comprendre les relations entre l'Etat, le capital financier, la constitution des groupes industriels, la pénétration des capitaux des groupes multinationaux, il faut enfin mettre l'accent sur les hommes. La *haute classe* des propriétaires et des gestionnaires du capital, descendants ou non des dynasties bourgeoises du XIX^e ou du début du XX^e, inclut de fait les grands commis de l'Etat et les dirigeants du secteur nationalisé. Il y a certes « compromission » de serviteurs de l'Etat avec des intérêts privés, mais il y a surtout fusion des deux sphères : la frontière public-privé n'existe pas pour cette aristocratie bourgeoise. Grâce au jeu

9. Voir les objectifs de la politique industrielle du v^e Plan (1965-1970) et les grands programmes tels que la Convention Etat-Sidérurgie (1966) ou le Plan Calcul (1967).

des alliances matrimoniales ou économiques, aux trajectoires par les grandes écoles, aux connivences, aux solidarités parfois souterraines, elle se soude et se reproduit sur une échelle de plus en plus transnationale [9]. Pour comprendre les concentrations, la lecture du *Who's who* reste indispensable !

La montée en puissance du grand capital financier français, surtout à partir de 1966, soit par croissance externe du grand capital industriel, soit par pénétration croissante de la haute finance dans le secteur industriel, qui lui est liée, va ouvrir un conflit qui traverse alors la classe capitaliste¹⁰.

D'une part, en effet, une importante fraction de la bourgeoisie industrielle souhaite poursuivre la stratégie gaullienne de recherche d'autonomie nationale en matière industrielle – avec l'aide de l'Etat et le support du secteur financier public allié au groupe Paribas – en même temps que de compromis avec la classe ouvrière (politique dite de « participation »). Le gros de la bourgeoisie financière montante, dont le symbole est le groupe Suez, vise au contraire délibérément, pour étendre son pouvoir, l'internationalisation du capital, donc la soumission de fait aux exigences du marché mondial dominé par le capital américain (d'où son « atlantisme » sur le plan idéologique) et une stratégie offensive vis-à-vis de la classe ouvrière. Outre le niveau économique, le plus essentiel, ce conflit s'exprime sur le plan idéologique (gaullisme *versus* atlantisme) et sur le plan de la lutte politique entre le mouvement hérité du gaullisme, l'Union pour la défense de la République (U.D.R.) et le parti giscardien des Républicains-Indépendants.

La stratégie gaullienne qui, pour stimuler l'accumulation, s'appuie sur une élévation de la part des profits dans le revenu national aux dépens des salaires, va signer son arrêt de mort à terme dans la tourmente sociale de *mai 1968*, le plus intense mouvement de luttes sociales que la France ait connu depuis le Front populaire. Ce mouvement – à la fois lutte de classes et « lutte de civilisation » (au sens de Fourier [66] qui s'attaque au type de « croissance » lui-même) – va paradoxalement à la fois, dans le court terme, permettre à la bourgeoisie financière de « liquider » de Gaulle¹¹ et, dans le long terme, préparer la victoire politique des partis de gauche en 1981.

L'ère Pompidou (1969-1974) – *période de transition* [54, 79] – verra se développer le conflit de stratégies précédemment évoqué au sein de la classe dirigeante en faveur, de plus en plus nettement, de la bourgeoisie financière transnationaliste qui profitera de la défaite des forces progressistes de 1968 pour intensifier sur un rythme inédit en France la concentration industrielle et financière et pratiquer une ouverture massive sur le marché mondial. La manifestation la plus marquante de sa victoire sur les autres fractions du capital sera l'élection, en 1974, de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République.

Toutefois, la puissance nouvellement acquise de la *bourgeoisie financière transnationaliste* fait que c'est à elle désormais qu'est remise la direction du « bloc au pouvoir » – au moment même où, avec la « crise du pétrole », se marque nettement le retournement de la conjoncture longue dont nous montrerons qu'il est précisément lié à la montée de la « transnationalisation »... La politique économique est désormais dictée par une stratégie d'insertion optimale des groupes français sur le marché mondial dont les tendances – façonnées par les groupes

10. Sur ce conflit, cf. [53] dont on s'inspire ici.

11. On sait le rôle joué en la circonstance par le parti des Républicains-Indépendants de V. Giscard d'Estaing.

transnationaux américains et japonais – sont considérées par les experts gouvernementaux comme des « lois » inéluctables [68]..

« Le pouvoir giscardien va sans tarder chercher à réaliser cet objectif. Le “ changement ” s’appuie essentiellement sur un redéploiement sélectif de l’appareil productif et sur une plus grande intransigeance par rapport aux luttes ouvrières. Il s’agit, d’une part, de développer à un rythme rapide, les industries d’exportation, l’implantation des capitaux français à l’étranger et même le renforcement du capital américain en France : l’enjeu est l’internationalisation du capitalisme français sous le contrôle de la bourgeoisie financière... D’autre part, il faut parachever le « reclassement » de la formation sociale en faisant payer le coût de ces transformations à la classe ouvrière d’abord, à la petite bourgeoisie traditionnelle ensuite. L’instrument idéal de ces reconversions « économique » et « sociale » sera fourni par la crise économique mondiale ; celle-ci deviendra, entre les mains de la bourgeoisie financière, *un outil redoutable* » [54, 85].

LES COÛTS SOCIAUX DE L’EXPANSION ÉCONOMIQUE

La « croissance économique » : l’idéologie officielle avait réussi à en faire *un véritable mythe* et à la présenter comme une panacée, le remède à tous les maux de la société, parvenant même à influencer les idéologies des classes dominées. Au point que, jusqu’en 1968 du moins, et à de rares exceptions près, seul le rythme en était discuté et le partage du croît annuel entre profits et salaires ; subtile victoire... La « croissance » elle-même était prise comme un « en soi », un cheminement univoque...

Nous avons, croyons-nous, amplement démontré par ailleurs [61] [62] [63] qu’il n’est rien. Ce que l’on appelle *croissance économique* n’est que la projection mesurable dans un espace et selon une aune convenus de certains seulement des effets « économiques » du développement des forces productives de la société (les produits et les coûts comptables). Or, ce développement est conduit, c’est-à-dire non seulement dirigé mais orienté, par la classe dirigeante et spécialement par sa fraction hégémonique, au mieux de ses intérêts. Il n’est, par conséquent, pas de « croissance » *en soi*, il n’est qu’*un certain type de développement* de ces forces productives (concept défini dans [62]). L’analyse de la période considérée le montre amplement. Outre la reproduction des inégalités sociales maintes fois dénoncées, mais considérées par le capital comme « inévitables », elle s’est déroulée au prix de coûts sociaux importants de divers ordres et d’un mode de vie aliéné en même temps qu’elle imposait la perpétuation du « sous-développement » et une dépendance économique croissante conduisant à l’extraversion de l’économie française. Elle s’accompagne de toutes les formes du *développement inégal*, social, spatial et international, et du *gaspillage* (des talents et des ressources naturelles).

Présentant une importante étude sur *les inégalités en France* [50], réalisée en 1974, donc au terme de cette longue période d’expansion qui était censée réduire les écarts, son auteur écrit : « Malgré ces limites (limites dues aux carences de l’appareil statistique), le premier bilan qui ressort de cette analyse est accablant pour une société éprise d’équité. L’égalité des chances n’est, dans la plupart des domaines, qu’un leurre : les groupes défavorisés accèdent aujourd’hui seulement à l’état de santé, aux conditions de logement et plus largement au mode de vie que connaissaient vingt à trente ans auparavant d’autres groupes

de la population. L'éducation, l'information se développent, mais la mobilité sociale reste faible pour les groupes les plus exposés à la pauvreté. Dans les rares cas où les statistiques permettent de retracer l'évolution récente, *de nouvelles formes d'inégalités se substituent à celles qui semblent en voie d'atténuation.* » Alors même qu'elles sous-estiment fortement les revenus autres que les salaires (intégralement déclarés par les employeurs), les données fiscales font apparaître un écart considérable dans les revenus à la même période. C'est ainsi qu'en 1970, le revenu déclaré moyen des 500 plus gros contribuables est 180 fois plus élevé que le salaire minimal garanti, 500 fois plus important que le revenu moyen des retraités de l'agriculture [56]¹².

Or, le revenu moyen des catégories sociales les plus défavorisées est trop faible pour leur permettre de couvrir leurs besoins les plus essentiels. C'est ainsi que *la pauvreté*¹³, si elle a changé de contenu concret car elle exprime non un état immuable, mais *une distance sociale*, non seulement n'a pas disparu, puisqu'elle concerne en 1970 environ dix millions de personnes [56], soit 20 % de la population vivant en France (le même pourcentage qu'aux Etats-Unis à la même époque [22]), mais encore se perpétue au cœur même d'un des pays les plus « développés » et les plus attachés à l'égalité... Cela en dit évidemment long sur le statut *réel* qui – au-delà du discours – est reconnu aux groupes sociaux concernés : la majorité des quelque trois millions de travailleurs immigrés ainsi que des familles françaises nombreuses, des personnes âgées, malades, chômeurs, petits paysans et artisans, ouvriers agricoles, familles sans père.

L'inégalité sociale profonde fait partie intégrante d'un système qui l'utilise et la perpétue comme *processus de reproduction* des rapports sociaux. Amplifiée par l'inégalité patrimoniale et par l'inégalité culturelle¹⁴, l'inégalité par les revenus se trouve renforcée encore par les *coûts sociaux de la croissance économique*, lesquels sont très inégalement répartis.

Les catégories les plus exposées sont bien entendu les pauvres, mais également les ouvriers « spécialisés ». Pour les uns et les autres, ce que François Perroux nomme « *les coûts de l'homme* » ne sont pas couverts. Il s'agit des coûts qu'une société devrait supporter pour assurer à chacun un statut de la vie, compte tenu du niveau de développement, c'est-à-dire la protection contre la maladie et contre la mort prématurée ; l'accès à l'éducation, à la culture et au loisir ; l'accès au travail et à des conditions de travail « humaines ».

Sur ce dernier plan, on peut précisément affirmer que la forme la plus achevée de la *dégradation* et de l'*aliénation* du travail par cette ultime forme de la taylorisation mise en place dans le cadre du fordisme produit des conditions de travail proprement « inhumaines » qui avilissent les hommes et les usent prématurément¹⁵. Clairement mise en accusation par les grèves sauvages

12. D'après des sources personnelles, l'écart en 1974 entre le revenu alloué aux « économiquement faibles » (vieillards sans ressource) et le P.-D.G. d'une des plus grandes banques françaises est de 1 à 1000...

13. Etat des personnes appartenant à des familles misérables dont le revenu par tête est inférieur au minimum vital socialement reconnu.

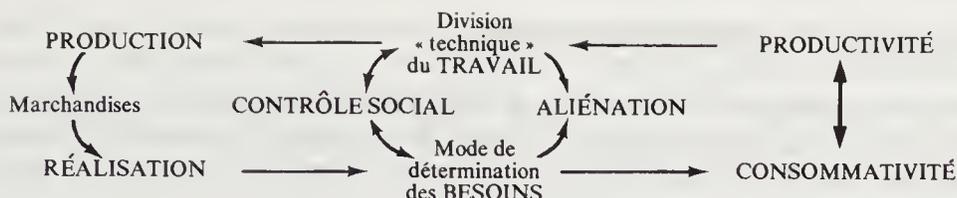
14. L'inégalité des revenus se trouve encore amplifiée par l'effet de *patrimoine* qui permet notamment aux ménages aisés de mieux supporter l'inflation. D'après une étude d'A. Babeau, 20 % des Français ne possédaient en 1966 aucun patrimoine, alors que moins de 5 % disposaient de près de 40 % du patrimoine national. Si l'on y ajoute l'inégalité culturelle, on assiste à un véritable « cumul des inégalités au détriment des populations défavorisées » [50].

15. Le taux de mortalité est beaucoup plus élevé pour les ouvriers que pour les cadres, et ce sont eux qui subissent près de 90 % des accidents du travail et des maladies professionnelles, en particulier aujourd'hui les *névroses du travail* dues au travail répétitif *déshumanisé* dont le nombre croît fortement. Cf. [61, 244].

d'« O.S. » [32], qui ouvrent à partir de 1966 ce qu'on appellera la « *crise du procès de travail* » (III, *infra*). Cette forme dégradante d'utilisation de la force de travail des hommes et des femmes – qui devrait déshonorer ses auteurs et propagandistes – est généralement considérée comme une exigence « technique » du machinisme industriel alors qu'il s'agit essentiellement – on l'a vu – d'impératifs sociaux. Finalement, les « O.S. » portent une part écrasante des coûts *réels* de la croissance (coûts reportés sur les travailleurs), que nulle comptabilité ne prend en compte. Les « O.S. », mais également tous les déracinés – immigrés ou ruraux extraits de leurs lieux de vie – et les marginalisés par la logique implacable du capital et du salariat. Et se poursuit ainsi le processus par lequel « *la production consomme des hommes pour fabriquer des choses* » (F. Perroux).

Précisément, compte tenu des *coûts invisibles de la production*, la question doit être posée : de quelles « choses » s'agit-il et destinées à qui ? C'est-à-dire qu'après la question du *comment*, se pose la suivante : quelle production et pour qui ? ou *Pour qui produit-on quoi* [61] [62] ? Or, l'on doit constater que, loin de répondre à la satisfaction des besoins essentiels du plus grand nombre (et d'abord des plus défavorisés), la production répond à une logique fondamentalement inégalitaire. Sous le régime du « fordisme » où, pour l'essentiel, le système doit compter d'abord sur lui-même pour se reproduire, les géants de l'industrie qui fabriquent en masse des objets standardisés doivent, pour survivre et croître, produire en même temps *le besoin* pour ces mêmes objets, si factices soient-ils. Cela signifie que la consommation doit se trouver en quelque sorte normée, hiérarchisée par couche sociale, au moyen de puissantes stratégies commerciales propres à constamment renouveler et si possible élargir la demande effective, donc la part de marché de chacun des grands protagonistes de la production. *Le mode de détermination des besoins est ainsi l'expression même de la rationalité économique du capitalisme* : la maximisation du profit par la mise en valeur du capital, la satisfaction de certains besoins produits à cette fin n'étant qu'un moyen nécessaire pour y parvenir. De la sorte, naît un processus de *développement aliéné et inégalitaire des besoins* et, par conséquent, des *modes de vie*, envahis, façonnés et segmentés par l'univers de la marchandise [37] et de la « consommativité » [8]. La ségrégation spatiale au sein des grandes agglomérations urbaines à la fois l'exprime clairement et contribue à le reproduire [18]. C'est précisément ce mode de vie qui finira par se retrouver lui aussi sur le banc des accusés en 1968 dans le grand mouvement de Mai.

Et cette polarisation de l'activité économique autour d'industries dont la seule logique est *produire pour produire* dans ces foyers d'accumulation du capital, ces réservoirs de main-d'œuvre, que sont devenues les cités d'autrefois, entraîne d'autres types de coûts sociaux : *l'altération parfois irrémédiable de l'« environnement »*, environnement construit par l'homme (détruit par les fructueuses opérations de « rénovation » urbaine ou par un exode rural anarchique qui défait des « pays » entiers) et surtout « écosystèmes » (altérés par certaines pratiques productivistes agricoles, industrielles ou minières) [24]. De là sont nées aussi une prise de conscience et de nouvelles formes de contestation de la « croissance » : les « *luttés urbaines* » [19] (mouvement écologiste ou antinucléaire, mouvement des consommateurs, etc.) qui tendent à devenir une *dimension nouvelle de la lutte des classes*. Car si elles ne s'attaquent pas directement au rapport salarial – elles visent ses effets : type de production et mode de vie [62].



Cette croissance enfin s'est inscrite, comme on l'a vu, dans un certain contexte externe, une certaine division internationale du travail. D'un côté, en effet, elle s'est appuyée sur l'utilisation massive et à bon compte de « travailleurs immigrés », de matières premières et de ressources énergétiques (le pétrole essentiellement) en provenance des *pays dominés* du « tiers monde » dont l'état dit de « sous-développement » s'est, notamment de ce fait, perpétué voire aggravé ; une fraction des coûts effectifs de cette croissance exceptionnelle ayant donc été ainsi reportée sur d'autres sociétés. De l'autre, en se transnationalisant à un rythme rapidement accéléré à partir de 1968, sous l'impulsion de la bourgeoisie financière, notre système productif a perdu de plus en plus de sa cohérence, pour devenir de plus en plus *dépendant*, au contraire, du marché mondial et de ses « lois ». Par voie de conséquence, notre économie a vu se réduire son autonomie, donc notre pays son aptitude à se diriger en fonction de ses propres choix, d'où la grande difficulté à redresser la barre à partir de 1981.

III. De la montée des contradictions à la remise en cause de l'ordre productif comme conséquence du type de croissance

Pour être en mesure d'apprécier dans quelle mesure la crise contemporaine constitue une *dépression longue* ou une *crise de mutation* (au sens indiqué précédemment), il convient d'abord de montrer comment, au cours de la période de croissance accélérée, cette croissance elle-même a conduit à des modifications de l'ordre productif appréhendé par ses quatre « caractères majeurs » et à la montée de contradictions nouvelles, conséquences du type d'accumulation lui-même. Et finalement comment – dans le cadre d'un processus éminemment *dialectique* –, au cours de la phase d'essor long, l'accumulation du capital et les évolutions qui l'accompagnent, *produisent* les conditions de la remise en cause de l'ordre productif qui lui a permis d'apparaître. Aussi tenterons-nous de situer chaque transformation au sein de l'ensemble qui lui donne sens, à savoir le système capitaliste dans le processus de son développement à l'échelle mondiale. Reprenant les quatre caractères majeurs, nous commencerons par celui qui nous paraît avoir joué le rôle principal dans le développement des contradictions au sein de l'ordre productif ancien : *le passage d'une internationalisation croissante à son dépassement transnational*. Nous pourrions ensuite mieux saisir la remise en cause du mode d'accumulation et les limites d'un certain type de croissance donc de développement des forces productives matérielles et finalement la crise de la régulation monopoliste et étatique elle-même¹⁶.

16. Les trois paragraphes qui suivent reprennent, après de notables remaniements, une partie de notre article [28].

À l'échelle mondiale, on observe une remise en question de l'ancien système de division du travail et d'échanges [29], non seulement par des relocalisations d'activités et des modifications des flux, mais aussi et surtout par un dépassement du « système des nations ».

L'évolution de la division internationale du travail marque une première accélération dans la seconde moitié des années cinquante, avec l'intégration européenne. Celle-ci se traduit, comme on l'a vu, par une nouvelle orientation des flux commerciaux (croissance des relations entre pays développés au détriment des échanges « centre-périphérie ») et une première internationalisation d'économies jusqu'ici fortement introverties. Un pays comme la France, cependant, peut maintenir un développement à logique interne jusqu'aux années 1966-1968.

La rapidité même de l'accumulation du capital au « centre » dans les années soixante, accumulation « verticale » mais aussi « horizontale », c'est-à-dire « débordant » vers les premiers cercles de la périphérie, donnera aux nations de cette périphérie les moyens de changer à leur profit les rapports de force internationaux [65]. Dans le même temps, face à la concurrence des firmes européennes et japonaises, les firmes américaines mettent en œuvre une stratégie tendant à maintenir leur prédominance, en appuyant cette contre-offensive sur le poids économique des Etats-Unis, le contrôle qu'ils exercent au centre du système monétaire et leur rôle politique stratégique. D'où la *consolidation par l'impérialisme de premier rang de nouveaux pôles de développement industriels*, pôles qui lui sont strictement soumis (économiquement et politiquement) et qui sont concurrents de l'Europe et du Japon (cas, en particulier, du Brésil, de certains pays du Proche-Orient) [36]¹⁷.

Cette *industrialisation d'une partie du tiers monde* concerne non seulement des secteurs peu capitalistiques de biens de consommation fonctionnant avec une main-d'œuvre peu qualifiée (cuirs et chaussures, textile et habillement, petite mécanique, montage...), mais également des secteurs capitalistiques de biens intermédiaires banalisés comme l'acier, la chimie de base (pétrochimie, engrais), voire même l'automobile [72, 89]. Elles viennent en conséquence menacer les activités des pays développés les moins avancés sur le plan des industries de pointe comme la France. Il s'agit en fait d'un mouvement de *délocalisation* systématique de certaines activités industrielles des pays les plus développés vers certains pays « sous-développés ».

Plus généralement, on assiste au remplacement graduel de l'ancienne division internationale du travail fondée sur la spécialisation primaire/secondaire par *une nouvelle division du travail*, industries ou services de pointe/industries classiques qui commence à se mettre en place en fin de période et va s'approfondir dans la dépression longue. L'intérêt est double pour les pays capitalistes les plus développés car, à une nouvelle forme d'exploitation de la force de travail et des matières premières, s'ajoute la mise en place d'un puissant vecteur du mode de vie capitaliste, tandis que, de toute façon, restent au centre la production des biens d'équipement, la recherche et l'ingénierie (d'où la non-pertinence des critiques qui assimilent l'optique « transnationale » à une vision cosmopolite).

Ce nouveau type de division du travail à l'échelle mondiale met en question la

17. Parmi les résultats de ce double mouvement, on trouvera naturellement la *crise pétrolière* qui viendra brutalement révéler que les pays capitalistes développés ne pourront continuer à toujours procéder au même type de pillage du tiers monde.

cohérence des systèmes productifs nationaux et s'accompagne d'une forte différenciation au sein même des pays développés. Emerge un groupe de pays de premier rang : Etats-Unis, Allemagne Fédérale, Japon, spécialisé dans les branches à haute technologie (informatique et matériel électronique spécialisé, constructions aéronautiques et spatiales, centrales et matériels nucléaires, télécommunication), les biens d'équipements (machines-outils, véhicules industriels, équipements spécialisés pour la sidérurgie, la pétrochimie...) et même certains biens de consommation durables (automobiles) pour lesquels le Japon prend une place croissante. Il y a finalement hiérarchisation des systèmes productifs nationaux à l'échelle mondiale que l'on peut évaluer en utilisant le classement des branches d'industrie déjà présenté (*supra*, p. 205).

Les pays capitalistes développés sont, de ce fait, dans des situations diverses. La France a une économie particulièrement fragilisée – comme le montre Ch. Stoffaès – car elle se trouve (par rapport à la logique du marché mondial) dotée d'« une spécialisation internationale peu favorable », principalement orientée vers des activités de faible technicité et n'ayant que « très partiellement affirmé sa place au sein du grand pôle d'avenir que constituent les biens d'équipement » [68, 102]. De ce fait, l'industrie française se trouve « prise en tenailles » [68, ch. III] entre les pays de premier rang dont elle dépend pour ses équipements et les nouveaux pôles industriels qui viennent la concurrencer sur son propre terrain.

Le plus caractéristique, pourtant, n'est peut-être pas tant l'évolution de la division internationale du travail que le dépassement même de ces rapports entre nations. A partir du milieu des années soixante, il y a eu accélération du processus de mondialisation, de toutes les formes de libre-échange (au sens le plus large du mot libre-échange, non seulement celui des marchandises, mais aussi des divers capitaux, des monnaies, des hommes, libre circulation culturelle) et surtout de la production elle-même. Ce processus débouche sur une économie transnationale, aux deux sens du préfixe « trans » : traverser et dépasser, une économie où les flux traversent massivement les nations, réduisant ou annihilant les frontières, mais surtout dont la logique de fonctionnement dépasse les bases nationales (concept élaboré dans [27]). En d'autres termes, la bourgeoisie, qui avait fait la nation comme aire de formation de la valeur des marchandises et de déploiement du capital, se met aujourd'hui à les défaire ; mais il s'agit d'une évolution complexe, difficile parfois à saisir car ce processus de décomposition se trouve être contemporain de la poursuite du processus de formation nationale dans les pays périphériques.

Le dépassement des sphères nationales et des relations internationales est le produit de l'accumulation du capital dans le précédent système des nations. Actuellement, nous sommes dans la période cruciale de transformation d'un système en l'autre et, bien entendu, très loin d'un aboutissement mondialiste. D'où d'indispensables prises de conscience théoriques et politiques. D'abord, l'aire de formation de la valeur des marchandises n'est plus la nation, sans être encore la « société mondiale ». Ensuite, la production se faisant sur une base toujours plus transnationale, cela signifie que l'exploitation est non seulement essentiellement celle d'une classe ouvrière mondiale par une classe bourgeoise mondiale, mais qu'elle tend à l'être de plus en plus concrètement ; d'où une pratique de luttes qui tend elle-même également à devenir transnationale, mais avec quel retard...

L'impérialisme doit être étudié dans cette nouvelle perspective puisque l'on passe d'un partage géographique du monde en zones réservées (partage toujours

à reprendre) à une ubiquité des firmes transnationales qui sont partout chez elles dans le cadre d'une vive concurrence interimpérialiste¹⁸. Il s'ensuit qu'il devient de moins en moins signifiant de raisonner en termes de division internationale du travail, même nouvelle. Si l'espace mondial reste fractionné en nations du fait d'abord de la présence des Etats, il ne suffit plus de tout expliquer *d'abord* dans la nation pour *ensuite* passer aux relations *entre* nations, il faut procéder à un *dépassement de la dialectique du dehors et du dedans*. Il est devenu nécessaire de situer immédiatement *sur une base transnationale* l'analyse de l'économie capitaliste et de ses rythmes.

A partir de 1968, pour la France, le processus de transnationalisation prend une ampleur sans précédent au point qu'il devient possible de parler de la « départementalisation » de son économie. Mais cette perte croissante de cohérence de l'appareil productif national – conséquence de la « transnationalisation » – est seulement plus ou moins accentuée suivant les pays. Elle les touche tous.

DE LA REMISE EN CAUSE D'UN MODE D'ACCUMULATION A LA CRISE DU FORDISME

Le fait marquant de la période 1960-1968 fut – leur reconstruction entièrement achevée – la remontée spectaculaire des économies ouest-européennes, allemande surtout, et japonaise, qui devinrent des concurrentes redoutables pour l'économie américaine [36].

Par voie de conséquence, dès 1967-1968, se produit une *forte accentuation de la compétition internationale des firmes géantes* et des Etats qui les soutiennent, à la recherche de nouvelles sphères de profit sur le marché mondial. Cela fait que l'on constate (en particulier en France) un net accroissement du taux d'accumulation et du taux de concentration industrielle [41] [42] et d'internationalisation du capital à la fin de la décennie 1960-1970. Cela tend à produire un retour du phénomène de *suraccumulation du capital* et un fléchissement de sa rentabilité [20], surtout dans les secteurs des industries motrices de la phase de croissance accélérée (automobile, électronique, électroménager). Ce phénomène est accentué par les insuffisances de l'investissement collectif non « rentable » qui finit par freiner la croissance et peser sur la rentabilité du capital privé et par la « tertiarisation » de l'économie qui fait croître la part du travail improductif [45].

Parallèlement et corrélativement, le poids des firmes géantes et la politique de leurs Etats, leur réussite même, font que le « partage des fruits de la croissance » se fait plus inégal au sein du salariat au cours de la période 1958-1968 et dans les rapports entre profits et salaires disponibles (nets des charges fiscales et sociales) ; la part des premiers tend à s'élever relativement jusqu'en 1960-1968.

Cela explique pour partie que la fin de la décennie 1960 soit marquée par la *montée de luttes sociales* intenses contre ce mode d'accumulation et ses effets. Ces luttes visent d'abord le taux de salaire, donc *le taux* d'exploitation lui-même. Elles réussissent à le réduire dans la plupart des pays développés, mettant en difficulté la reproduction élargie du capital. Elles s'attaquent également, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, aux conditions de travail, c'est-à-dire qu'il y a véritablement *crise du « procès de travail »* [1] [34] tel qu'il avait été généralisé au cours de la période précédente, crise de la division du travail dans l'entre-

18. A celle-ci correspond moins une division du monde qu'une tendance à la vassalisation politique de certains Etats de « second rang ».

prise, laquelle est de plus en plus perçue comme moyen de contrôle de la force de travail¹⁹.

En outre, le capital disposait potentiellement, dès la fin des années soixante, d'une capacité à « ordonner sur une grande échelle les forces productives nouvelles (automatismes, informatique, télécommunications, télématique), autour de la machine-outil, de façon à bouleverser l'organisation même du travail [...] par généralisation de la production automatique de masse » [55, 221]. Mais sa mise en œuvre impliquant d'importants licenciements et la déqualification d'une fraction considérable des travailleurs maintenus en activité, le rapport de force, temporairement favorable aux travailleurs en cette fin d'expansion longue, contribua à freiner la capacité des industries des biens de production à impulser l'accroissement de productivité dans les autres secteurs. Dans un pays comme le Japon où la classe ouvrière est quasi totalement aliénée, le capital put mettre en œuvre plus rapidement cette mutation productive.

La montée parallèle de *luttés sociales nouvelles*, on l'a vu, vient *complétement* s'attaquer aux modes de production et de consommation et plus généralement au mode de vie. Sur ce plan, le débat sur les *technologies alternatives*, sur l'énergie nucléaire face aux énergies nouvelles, vient démontrer – s'il en était encore besoin – que le changement technique n'est pas neutre. Que, bien au contraire, *les forces productives* – mode d'usage de la force de travail, systèmes techniques, organisation du travail – *sont façonnées selon les exigences de la classe dominante qui en dirige le développement*.

Ce qui précède indique que le « fordisme », cette force de liaison fonctionnelle entre un type de division « technique » du travail (plus généralement de procès de travail), des salaires relativement élevés et une consommation de masse d'un certain type, historiquement apparue comme réponse à la « grande crise », se trouve aujourd'hui lui-même *en crise*.

LES LIMITES D'UN TYPE DE CROISSANCE (OU D'UN TYPE DE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES)

Le type de croissance caractéristique de la période d'expansion longue et rapide reposait en particulier sur l'usage de matières premières et de sources d'énergie considérées comme abondantes et obtenues, pour la plupart d'entre elles, à bon compte dans les pays du tiers monde. Or, à mesure du développement même de cette croissance, cette « abondance » toute relative et conjoncturelle a laissé place à une crainte de la pénurie (exprimée notamment par le fameux rapport du Club de Rome) qui reflète les tensions sur les marchés, le coût croissant de l'extraction des matières premières²⁰, la modification des rapports de forces entre pays producteurs et pays consommateurs d'énergie, et l'apparition de coûts pour des matières jusqu'alors gratuites (d'où ce que A. Gorz nomme « *crise de reproduction* » [35]). Notons que les analyses libérales de la crise qui, aujourd'hui, mettent l'accent sur son caractère durable, lié à la rareté des ressources naturelles, « négligent » de signaler qu'il s'agit d'une rareté sociale, c'est-à-dire devant être reliée au type de développement *capitaliste*²¹.

19. Depuis surtout le travail pionnier de St. Marglin [46].

20. Dans [23], J.-M. Chevalier fait apparaître le passage d'une phase de coût décroissant à une phase de coût croissant.

21. Type de développement dont se distingue peu celui qui prévaut dans les pays « socialistes ». Cf. [62]. Nous verrons pourquoi (chap. 9).

Cette croissance s'était, d'autre part, nourrie – et l'avait encouragée – de la diffusion rapide d'innovations technologiques, particulièrement dans les industries motrices, la fin de la décennie 1960 marquant à cet égard un certain essoufflement. Surtout le *type* de développement des forces productives qui tend à façonner modes de travail et modes de vie est lui-même – on l'a vu – de plus en plus mis en cause par les *luttés nouvelles*.

Si, dès avant 1968, les classes dirigeantes commencent à mettre en œuvre de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles technologies, elles ne le font alors que difficilement et essentiellement à titre expérimental. En effet, soit ces innovations viendraient, telle l'automatisation, contrecarrer les intérêts de travailleurs combattifs au sommet de leur force collective et compromettre le fragile équilibre institutionnalisé entre le capital et le travail organisé, soit elles apparaissent non indispensables en ce temps de la croissance apparemment facile soutenue par une inflation renforcée et par le faible coût des matières premières et de l'énergie.

UN MODE DE RÉGULATION DÉPASSÉ

Enfin, la contradiction principale dans le développement de la crise nous apparaîtra dans le caractère toujours plus transnational du capitalisme, alors même que subsistent les Etats-nations. La *transnationalisation* des économies produit la crise d'un type de régulation intentionnelle développée sur cette base *nationale*, celle de l'Etat keynésien et du « fordisme ». Réactualisant ainsi les causes de la crise classique, elle va déclencher le retournement long de conjoncture.

Comprendre le développement de cette contradiction dans le passage de la crise conjoncturelle de 1974-1975 à la longue dépression des années 1970-1980 sera l'objet du chapitre suivant.

UNE CLASSIFICATION DES SECTIONS PRODUCTIVES
ET DES BRANCHES INDUSTRIELLES³

SECTIONS PRODUCTIVES

BRANCHES INDUSTRIELLES

I

IA. *Sous-section des moyens de production principaux* (m.p.p.)

secteur de pointe

machines et systèmes de machines = instruments ou *moyens de travail* (par lesquels le travailleur agit) destinés à :

- la production de m.p.p.
- la production de m.p.i.
- la production de m.c.

machines-outils, systèmes informatiques, appareils pour télécommunication, automatisme

- grosse mécanique, gros matériel électrique, automatisme
- équipements électriques courants, moyens mécaniques

IB. *Sous-section des moyens de production « intermédiaires »* (m.p.i.) : matières premières et produits semi-finis ou « consommation intermédiaires » = *objets de travail* (sur lesquels le travailleur agit) destinés à :

- sidérurgie (aciers spéciaux, profilés, métallurgie des non-ferreux, énergie)

- sidérurgie (produits plats, ronds à béton), pétrochimie, chimie, cimenterie, énergie, transport

- la production de m.p.p.

- la production de m.c.

II

IIA. *Sous-section des moyens de consommation (m.c.) nécessaires* : moyens nécessaires à la reproduction de la *force de travail* destinés à :

- automobile, I.A.A., électroménager, plastiques, textiles, cuirs, B.T.P....

- B.T.P., santé, éducation

- fraction des branches automobile, électroménager, B.T.P., etc.

- la consommation individuelle

- la consommation collective

IIB. *Sous-section des moyens de consommation de luxe*

3. Tableau établi d'après les grandes sections et sous-sections de Marx et Lowe et les affinements de la *Fresque* INSEE [42] et de Ch. Palloix [55].

Le temps de la crise et de l'enlisement

« Les formes n'étaient pas toutes détruites, et ronces et fougères, comme les chardons, dressaient parfois au-dessus de l'herbe retournée au limon des silhouettes intactes. »

A. MALRAUX, *Les Noyers de l'Altenburg*.

Les années 1973-1975 sont caractérisées par le développement d'une crise économique¹ au sens de moment du retournement conjoncturel. Nous devons parler de crise, non de récession, car la production, industrielle en particulier, recule fortement. La décennie qui suit ne connaît pas de véritable reprise et se caractérise par une dépression longue comparable à celle des années 1873-1895, à la « Grande Crise » des années trente, mais cependant profondément différente. La traditionnelle articulation d'un cycle « classique » et d'un cycle long se retrouve, mais avec des caractéristiques nouvelles. Observons les plus frappantes, dans six pays industrialisés :

- D'abord, une forte réduction de la production, en particulier industrielle, puis le retour à des taux de croissance tendanciels nettement plus faibles, rythmés conjoncturellement en relative harmonie pour les six pays (entre 1975-1979), enfin une tendance à la décroissance (1979-1982).

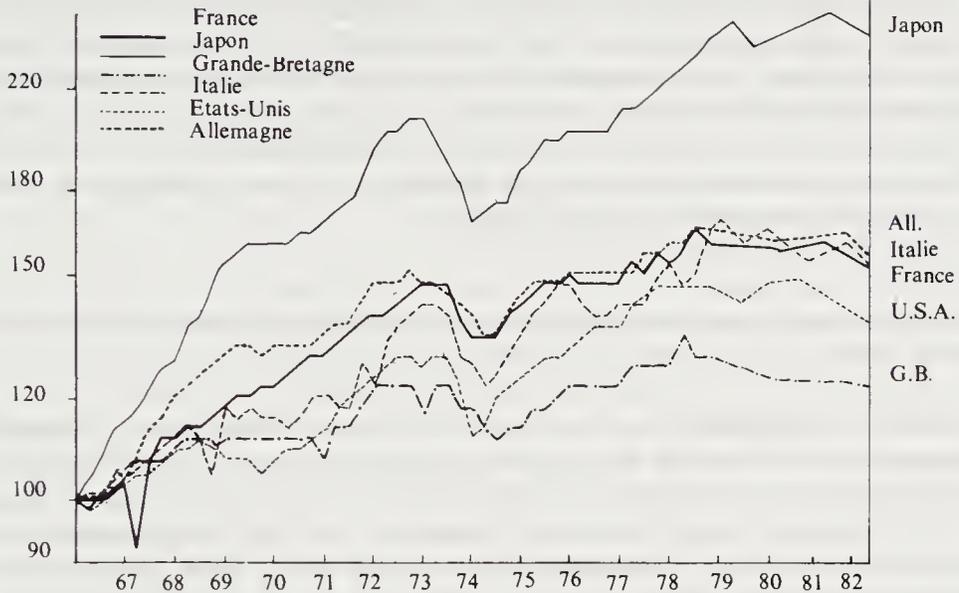
- L'inflation s'accélère vivement dès 1972, devient paroxystique en 1973-1974, mais finit par régresser considérablement dans un mouvement cyclique de grande ampleur ; elle paraît même s'effondrer en 1981 et 1982.

Le chômage se développe en des courbes qui paraissent vertigineuses, résultant de la stabilisation puis de la baisse de l'emploi tertiaire, de la chute – nouvelle – de l'emploi industriel, – ancienne – de l'emploi agricole, alors que la population « active » continue de croître.

1. Nous donnons en bibliographie la liste des travaux que nous avons utilisés pour l'étude de la crise actuelle ; notons particulièrement [74] [78] [79] [81] [98] [102] [103] [101] [105] [110] [113] [122] [123]. Il faut aussi souligner l'importance des rapports annuels du F.M.I., du C.N.C., de la B.R.I., de l'O.C.D.E., des indicateurs de l'I.N.S.E.E. et des informations tirées au jour le jour du *Monde*.

Évolution de la production industrielle (CVS)

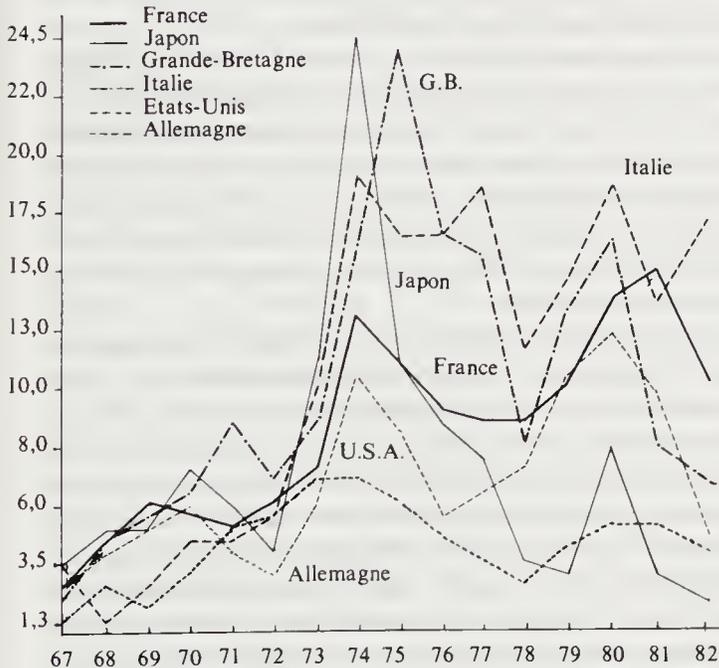
(1^{er} trimestre 1967 = 100). Échelle semi-logarithmique.



Source : OCDE, d'après la crise du système productif, INSEE, 1981
F.M.I, Rapport 1982
1982 : estimation

(1)

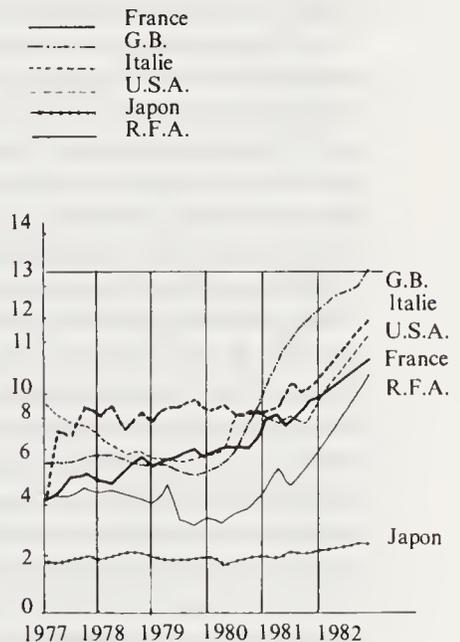
Taux de variation annuel des prix à la consommation (en %)



Source : OCDE, d'après la crise du système productif, INSEE, p. 27
F.M.I, rapport 1982
Prévision pour 1982

(2)

Chômage en % de la population active



Source : B.R.I, rapports annuels
1982 : estimation

(3)

I. Les insuffisances des interprétations conventionnelles de la crise

Face au recul des taux de croissance, à l'accélération de l'inflation, à la rapide progression du chômage, la théorie libérale orthodoxe « néo-classique » n'avance que des explications à la fois traditionnelles pour cette école (elles rappellent étrangement celles avancées lors de la crise de 1929) et qui demeurent partielles. Est-il plus surprenant de constater que le courant marxiste représenté en France par les théoriciens du « capitalisme monopoliste d'Etat » ne parvient pas non plus à donner de la crise un schéma d'analyse capable d'en rendre compte dans sa globalité [124] [79] [96] [97].

LES THÈSES LIBÉRALES : « TURBULENCES » SUR UNE BASE INTERNATIONALE ET ENTRAVERES AU LIBRE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ

Les théories libérales (cf. par exemple [125]) sont diverses et ont évolué avec le prolongement de la crise. On retrouve cependant le plus souvent l'idée selon laquelle la crise économique a essentiellement des causes externes à chaque économie nationale et qui sont des « désordres » ou des « dérèglements » de marchés internationaux. Elles s'articulent – dans le cas de la France – à des « faiblesses » internes produites par les interventions pernicieuses de l'Etat et le jeu des syndicats. Les économistes néo-classiques traditionnels mirent d'abord l'accent sur l'aspect passager, *conjuncturel*, de la crise [125]. Mais son caractère durable, son ampleur ont donné naissance à ce que l'on peut considérer comme un courant nouveau au sein de l'école libérale.

La première cause externe mise en avant par les libéraux traditionnels est *le dérèglement monétaire international* [117] [116] [108]. L'agonie du système de Bretton Woods, les sautes continuelles de change sont présentées comme « désordre » qu'une réforme monétaire correcte devrait supprimer.

Le dérèglement des marchés des matières premières, surtout la brutale augmentation, en 1973, du prix du pétrole, est l'autre facteur externe donné comme « explication » de la crise. Une telle hausse eut effectivement des effets dépressifs à l'échelle mondiale, mais pouvait-elle provoquer une crise durable ? Il y eut amortissement plus ou moins rapide des conséquences de la vague de hausse des prix, d'autant que l'inflation en fut amplifiée pour les marchandises exportées par les pays consommateurs de pétrole et que le « dérèglement » d'autres marchés de matières premières joua parfois en sens inverse.

Ici la théorie libérale opère la greffe des « faiblesses » internes sur les causes externes. Pour ce qui concerne la France, par exemple, celle-ci aurait vécu « au-dessus de ses moyens ». Les syndicats auraient arraché des accroissements de salaire trop importants par rapport à la productivité du travail, d'où l'inflation. Mais une inflation finalement insuffisante puisqu'elle aurait laissé place à une augmentation exagérée du pouvoir d'achat des salariés. Cette hausse du salaire réel aurait provoqué le chômage [117] [114], brisé la compétitivité nationale et réduit le taux et la masse des profits, donc – vieille thèse prékeynésienne – réduit l'investissement. Situation d'autant plus grave que la période précédente de « vie facile » aurait laissé se gonfler artificiellement l'emploi, vieillir une fraction du capital fixe de nos entreprises – celles du secteur protégé surtout – et même modifié les mentalités des travailleurs et tout particulièrement des jeunes (goût

du loisir, manque d'intérêt pour le travail manuel, pour le travail en général, instabilité des salariés...).

Une analyse en définitive peu différente est menée principalement aux Etats-Unis par les théoriciens « de l'offre », initiateurs de la célèbre *Reaganomics*. Selon ces *supply siders*, la crise doit être analysée comme un phénomène de sous-production tel que J.B. Say l'avait théorisé. L'Etat, avec son système fiscal toujours plus prédateur, la croissance de ses dépenses sociales inefficaces et ses réglementations malthusiennes, les syndicats ouvriers, les théories keynésiennes et tout ce qui est hérité de l'esprit du *New Deal* de Roosevelt, sont, d'après ces auteurs, les responsables d'un freinage de la production et de la régression relative des Etats-Unis. Selon eux, il faudrait laisser l'entrepreneur libre de produire sans entraves et l'offre repartirait, entraînant automatiquement la demande [92]. Non moins « classiquement », la seule politique économique d'accompagnement tolérable est celle, anti-inflationniste, de restriction de la masse monétaire. On retrouve encore J.B. Say.

L'erreur [75] [88] de ces thèses libérales traditionnelles tient d'abord à ce qu'elles ne situent pas au niveau théorique correct les « dérèglements » externes qu'elles examinent : elles en font des causes quand il s'agit d'abord de conséquences ou plutôt de premières manifestations. Non pas que ces crises « locales » n'aient pas d'effet sur la crise générale, mais il n'est possible de les appréhender qu'à partir d'une approche de l'évolution du système considéré dans son entier, évolution dont ces phénomènes ne sont que des aspects. Or, ce type d'approche, l'analyse néo-classique ne le permet précisément pas et, de ce fait, elle ne peut déboucher sur des propositions opérationnelles.

Les réflexions sur les « faiblesses internes » de la France sont un mélange de remarques réalistes et de positions de classe (les salaires sont trop élevés, les syndicats trop forts, il y aurait trop de travailleurs inutiles employés dans les usines, les jeunes ne veulent plus travailler, etc.). Elles supposent arbitrairement qu'il n'y a pas de solution alternative. En particulier, le libre-échange est posé comme évidence ou nécessité, alors que l'intégration dans le marché mondial n'est que la « solution » du capital transnational.

Ce même postulat guide les théoriciens d'un nouveau courant libéral [68] sans doute plus convaincant car il s'appuie sur une analyse de la crise centrée sur la dynamique de la division internationale du travail. La France serait pour eux dans une situation particulièrement fragile. Une fois admis en effet le postulat libre-échangiste (il ne peut y avoir d'issue à la crise que dans la fuite en avant d'une extension des échanges mondiaux), l'économie française serait « mal positionnée » sur l'échiquier de la division internationale du travail : entre des concurrents à très bas salaire pour toute la gamme des produits à forte incorporation de travail peu qualifié et des pays à très forte productivité d'un travail très qualifié pour tous les produits capitalistiques (à technologie élevée), elle serait prise en tenaille. D'où la nécessité d'une politique économique nouvelle tout entière orientée par le redéploiement de l'industrie française vers les créneaux internationalement concurrentiels. Mais nous verrons que cette politique, celle du capital monopoliste, ne peut avoir d'effet de régulation anticyclique ; elle n'est pas recherche d'une « issue » à la crise mais suppose une stratégie dépressive. Il nous faudra expliquer pourquoi.

Quant aux thèses des « nouveaux économistes » américains, elles sont essentiellement de nouveaux habits pour des conceptions théoriques surannées, une justification pseudo-scientifique des objectifs des classes moyennes américaines

en matière fiscale et de l'idéologie de la fraction la plus attardée de la bourgeoisie en matière de relations sociales. Elles furent quelque temps le support théorique de la politique américaine. Cependant, ce qui faisait leur originalité relative, la réduction des impôts, dut être rapidement abandonné devant la rapide croissance du déficit budgétaire. Les *supply siders* furent poussés hors des allées du pouvoir, mais sans que l'orientation générale de la politique fût changée : elle resta déflationniste, appuyée sur un monétarisme forcené et sur une stratégie de lutte « antisociale ». Les habits neufs ôtés, on retrouve la vieille droite du parti républicain, celui de Harding et de Hoover dans les années vingt !

LA THÈSE DES THÉORICIENS DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT :
LA SUR-ACCUMULATION SUR UNE BASE NATIONALE

Cette analyse [12] [79] prend le contrepied de la thèse libérale : « La crise est d'abord économique et nationale avant d'être politique et/ou mondiale », écrit, en effet, H. Jacot [99]. Et Ph. Herzog ajoute : « Les racines essentielles de la montée du chômage et des difficultés de la croissance sont *internes* et c'est seulement à partir des facteurs internes qu'on peut comprendre l'influence des contraintes externes. » [96] [97].

La cause interne est l'excès durable et profond de l'accumulation du capital. Dès le milieu des années soixante, il y eut effectivement en France accélération de la substitution capital-travail et baisse du « rendement économique » du système productif même si, grâce à l'inflation, la rentabilité financière privée se maintint. La période 1968-1973 de croissance inflationniste poussée par la demande voit s'accroître l'accumulation du capital, avec une montée des emplois, surtout ceux non productifs de plus-value [96]. A partir de 1973-1974, la « sur-accumulation du capital » (excès relatif d'accumulation du capital par rapport à la masse de plus-value qu'il est possible d'extraire pour le valoriser) se révèle. D'où l'intensification de la lutte du capital pour rétablir sa rentabilité : renforcement de l'exploitation, redéploiement des secteurs peu rentables vers les plus rentables, pression sur le taux de salaire réel. Nous verrons qu'une telle analyse des causes de la crise est pertinente, mais doit être intégrée dans la logique d'une forme nouvelle du capitalisme, le capitalisme transnational.

Selon les économistes du « C.M.E. », la crise de « suraccumulation se développerait sur une base nationale, mais ces facteurs internes ne sont pas spécifiques à la France. On retrouve des phénomènes plus ou moins voisins dans les autres pays capitalistes, d'où une crise mondiale qui n'est pas loin d'être perçue comme étant l'addition des crises de tous les pays capitalistes, avec certaines complications dues au commerce entre ces nations et aux autres relations internationales. D'où, pour l'explication, *la greffe de contraintes externes sur les facteurs internes*, contraintes externes exercées par les firmes multinationales et les grands Etats capitalistes utilisant leurs moyens de domination politique et économique, dans le cadre de la concurrence [96], contraintes que Ph. Herzog juge croissante. Mais s'il est vrai « que le capital à « base française » accepte de renoncer à des productions et recherches essentielles pour le marché intérieur, pour mieux échanger nos forces productives dans une course en avant dans l'exportation de marchandises et de capitaux à tout prix, alors que la crise des débouchés se développe à l'étranger » [96, 7], cette stratégie ne peut être comprise en raisonnant *d'abord* dans le cadre de la nation, puis à l'échelle internationale. Ce qui

est décrit sous le vocable de « capitalisme monopoliste d'Etat » ne correspond pas ou plus à la forme actuelle du capitalisme.

En définitive, si l'analyse des théoriciens du C.M.E. peut être considérée comme nécessaire, elle ne peut en aucun cas être considérée comme suffisante car ils ne semblent pas percevoir *la spécificité* [28] *d'un type de crise particulier* auquel on ne peut appliquer le seul schéma de la suraccumulation établi par Marx pour rendre compte des crises conjoncturelles classiques. Nous voudrions nous attacher précisément à tenter de saisir cette spécificité.

En situant l'analyse au niveau du capitalisme saisi dans son développement historique, nous avons constaté que croissance et crise apparaissent comme phénomènes intimement liés, constituant la forme même du développement des forces productives dans le mode de production capitaliste [61]. Le temps de ce que l'on nomme la « crise », en réalité une nouvelle dépression longue, surgit de la remise en cause de l'ordre productif antérieurement prévalent (chapitre 7). Son analyse nous renvoie toujours, aujourd'hui comme hier, aux deux rapports qui structurent le mode de production capitaliste et dont les formes définissent ce que nous avons nommé un mode d'accumulation, caractère majeur, véritable « matrice » d'un ordre productif :

– le rapport entre classes sociales, qui fonde le capitalisme sur une contradiction fondamentale d'intérêts, appuie son développement sur l'exploitation des travailleurs – d'où les formes du rapport capital-travail, donc d'organisation du travail propres à réaliser cet objectif [94] [85] et une tendance contradictoire à la substitution du capital technique aux travailleurs – et sur une pesée permanente sur la demande effective, directement par la sous-consommation des salariés, indirectement par ses effets sur la demande d'investissement ;

– le rapport de concurrence intra-capital qui rend nécessaire une accumulation se déroulant en l'absence de toute coordination *a priori* des décisions d'investissement (sauf période exceptionnelle) et renforce la pression de chaque segment du capital sur le coût salarial.

Ces deux types de rapports ont toujours imposé leurs pulsations fondamentales au capitalisme et nous pouvons conserver cette trame théorique « classique » pour aborder l'analyse de toute crise. Mais, pour ce qui concerne la spécificité de la « crise » contemporaine, il faut comprendre qu'elle correspond à un retournement de conjoncture longue, c'est-à-dire à la transformation de l'ordre productif qui, mis en place au cours de la grande crise et de la Seconde Guerre mondiale, avait permis une expansion longue où les cycles « classiques » avaient été considérablement amortis. Loin d'être une simple « turbulence », la « crise » des années soixante-dix est la manifestation d'un double phénomène lié : l'entrée en dépression longue, reflet et laboratoire d'une transformation de l'ordre productif comme lors de la grande dépression et de la grande crise, le retour du cycle « classique » comme manifestation et moyen de cette transformation structurelle. Et ce qui fait la *spécificité* de cette « crise », explique son prolongement du début des années soixante-dix jusqu'aux années quatre-vingt en un profond « enlèvement » est, avant tout, la contradiction entre *un mode de régulation ancienne et les nouvelles formes prises par la division du travail à l'échelle mondiale*.

II. Vers la crise : « la France comme métaphore »

Malgré ses transformations, le capital restant un mode spécifique d'organisation de la production et d'exploitation des hommes, il y a permanence, fût-ce à l'état de virtualité, des causes essentielles des crises. Au cours de l'expansion longue, la quasi-disparition du cycle « classique » avait été le résultat d'une régulation à la fois « monopoliste » et impulsée par l'Etat dans le cadre des espaces nationaux. *Aujourd'hui, il y a précisément crise de ce mode de régulation, son caractère national entrant en contradiction avec la transnationalisation du nouvel ordre productif.* Aux deux causes « classiques » des crises, il convient donc d'ajouter cette cause spécifique de leur réémergence et de l'enlisement dans la dépression longue.

L'analyse suppose que, revenant sur les années qui précèdent son déclenchement, on recherche, sous l'« âge d'or » de l'accumulation, les symptômes de dégradation des conditions d'extraction du surplus sous la croissance soutenue de la demande finale, la fragilisation des possibilités de la réalisation. Il faudra ensuite intégrer ces deux « désordres » faussement exogènes : la crise monétaire internationale et la crise du pétrole. Nous utiliserons essentiellement des faits français dans la mesure où la position de cette économie, de cette société, est intermédiaire au sein des pays industrialisés et nous paraît même « métaphorique ».

LA DÉGRADATION DES CONDITIONS D'EXTRACTION DU SURPLUS

L'analyse de la perte d'efficacité du capital dans la production de marchandises et dans la création d'un surplus réalisable est souvent menée sur la base de l'économisme, alors que, selon nous, elle doit être appuyée sur l'évolution des relations sociales. D'où l'importance du tournant de 1968, cette crise pluridimensionnelle des derniers temps de l'essor long qui se développe alors que s'intensifie la transnationalisation du capital.

Nous avons défini un taux de profit potentiel global fonction de la productivité nette du travail (valeur ajoutée ou – comme nous raisonnons à prix constant – volume ou produit ajouté par unité de travail), de sa rémunération (le surplus extrait par unité de travail est la différence de ces deux grandeurs) et de la composition du capital². Mais le taux de profit *de l'entreprise capitaliste*³ résulte du *partage* de cette « plus-value » avec l'Etat, les actionnaires, les institutions financières, les entrepreneurs individuels et divers « rentiers ».

• *L'essoufflement de la productivité*

Le tableau suivant montre qu'en France trois périodes – formant un mouvement cyclique – se succèdent entre 1960 et 1974. Entre 1960 et 1964, la forte croissance de la production industrielle accompagne celle de l'emploi (seulement 4 % de croissance annuelle de la productivité ou valeur ajoutée par tête), la période 1965-1968 est une phase de « rationalisation » où la croissance ralentie

2. Si l'unité de travail est le travailleur-semaine, le surplus unitaire doit être multiplié par le nombre de travailleurs-semaine et rapporté au capital total avancé.

3. Y compris le secteur nationalisé, non compris les entrepreneurs individuels.

est très intensive, accompagnée par une première vague de licenciements (7 % de croissance de cet indicateur de la productivité dans l'industrie), la période 1969-1974 n'obtient une croissance de la valeur ajoutée qu'en recourant de plus en plus largement à l'augmentation des effectifs industriels⁴.

Source [98]	Production industrielle	Valeur ajoutée industrielle		Productivité du travail	
1960-1964	6,5 %	6,5 %	7,4 %	5,4 %	4 %
1965-1968			5,8 %		7 %
1969-1974			6,2 %		4 %

Nous avons là un premier indice de l'essoufflement de l'expansion longue.

Quels sont les facteurs qui freinent la croissance de la productivité apparente du travail ? Le choix de la période et de l'unité de mesure du travail est important. Nous raisonnerons, comme nous l'avons fait pour le cycle « classique », sur le produit net d'un travailleur actif moyen au cours d'une semaine. Ce ne sont pas les mêmes facteurs qui interviennent selon l'unité choisie (ils interviennent, plus précisément, de façon différente). C'est particulièrement net avec notre premier facteur, la réduction de la durée du travail : puisqu'il est déterminé dans le cadre de la semaine, le produit d'un travailleur varie avec le nombre d'heures effectuées au cours de celle-ci, d'où le rôle du passage de 46 heures effectives en moyenne chaque semaine jusqu'en 1966 à 43 heures en 1974. Le second facteur de freinage est la résistance salariale aux processus d'intensification du travail après 1967-68. Face à la montée de l'organisation taylorienne, au développement du travail posté en trois ou quatre équipes, à la disciplinarisation, les ouvriers et les employés utilisent des armes diverses.

Les luttes collectives, grèves ouvertes ou perlées, se développent en France comme dans les autres pays développés dès 1967. Les revendications portent davantage sur les conditions de travail, sa parcellisation, les hiérarchies et le despotisme d'atelier. Même indépendamment des succès obtenus, elles réduisent les heures de travail effectuées.

EVOLUTION DU NOMBRE DE JOURNÉES PERDUES POUR CAUSE DE GRÈVE (en moyenne annuelle et million) [103, 206] [90]					
	1965-66	1967-69	1970-72	1973-75	1976-77
U.S.A.	24,3	44,7	47,0	35,6	37,0
Grande-Bretagne	2,7	4,8	15,1	9,3	6,6
France	1,8	52,0	3,3	3,7	4,0
Allemagne fédérale	-	0,3	1,5	0,5	-
TOTAL	28,8	101,8	67,9	49,1	47,7

4. De 5,3 millions de salariés de l'industrie en 1969 à 6 millions en 1974, soit 2 % par an.

Il faudrait aussi tenir compte des formes diverses de « sabotage », moins sous ses formes « conscientes et organisées » que sous celle d'un renouveau des vieilles luttes ouvrières contre le temps volé et qui visent à dérégler cette *mégamachine* qu'est l'usine fordiste, un combat souvent de plus en plus difficile.

D'où le recours à des formes de résistance individuelle qui, ensemble, font la « crise du travail ». Le *turn-over*, toujours important dans les industries taylorisées, se gonfle encore dans les années 1966-70 pour atteindre des taux de 60 % à 100 %. Quant à l'absentéisme, il coûterait 1 000 francs par ouvrier spécialisé et par an en 1970, et ce chiffre augmenterait de 25 % par an depuis cette date d'après les experts du Plan. D'après ces mêmes sources, ces deux éléments de la « crise du travail » pourraient conduire à accroître de 50 % le coût salarial [84]. Si nous n'avons pas la cause de la crise économique, il n'est guère niable que la montée de ce « mauvais vouloir » des travailleurs, surtout des plus jeunes, pèse durement sur la productivité apparente du travail en ces années où s'achève l'expansion longue.

L'évolution de la distribution de l'emploi va dans le même sens. Le développement du travail peu productif ou improductif accompagne la croissance du secteur tertiaire et des services publics, mais également, dans l'industrie, la progression relative du « petit » encadrement (surveillants, contrôleurs), « coût » que doit accepter le capital pour maintenir la discipline d'atelier et l'organisation scientifique du travail.

Si les luttes sociales réduisent ainsi le produit du travailleur-semaine, cela ne signifie pas qu'elles ne sont qu'un facteur de baisse de la productivité du travail ! Elles agissent aussi – indirectement mais vigoureusement – en incitant les entreprises à investir. L'évolution du produit ajouté par travailleur dépend de la quantité et de l'efficacité du capital technique mis à sa disposition⁵.

La période des années 1960-1974 subit une vive élévation de la composition du capital ou, pour employer un concept néo-classique, de l'intensité capitaliste (de 4 % entre 1960-1964 à 5,5 % en moyenne par la suite) : il faut de plus en plus de capital technique par travailleur-semaine. Encore faut-il noter que le développement du travail posté en trois et quatre équipes permettant l'emploi presque à plein temps du capital technique a permis de l'économiser. Si nous décomposons la période, nous voyons que les années 1960-1964 connaissent un fort taux d'accumulation, mais relativement extensive, avec une substitution limitée des machines aux hommes. Ensuite, jusqu'en 1968, le taux d'accumulation diminue, mais l'accumulation est massivement intensive (*labor saving*). Enfin, de 1969 à 1974, malgré l'augmentation du taux d'accumulation, le taux d'accroissement de la composition du capital est comparable à celui de la période précédente (accumulation plus extensive). L'essoufflement de la productivité du travail et la hausse du volume de capital technique par travailleur correspondent à une réduction de l'efficacité du capital, d'abord légère (1964-68), interrompue entre 1968-1970, très sévère ensuite (1970-1974).

D'où vient l'efficacité accrue des luttes ouvrières dans le freinage de la course à la croissance de la productivité du travail ? La période de longue expansion a donné aux travailleurs une puissance offensive relativement importante (salaire réel en hausse rapide et plein emploi conjuguent leurs effets), d'autant plus qu'ils

5. Si nous connaissons la productivité du travail et le nombre de travailleurs-semaine par unité de capital technique, nous pouvons disposer d'un indicateur d'efficacité du capital technique, sa productivité. La productivité du travail (soit P/L : valeur ajoutée sur nombre d'unités de travail) est un facteur de l'efficacité du capital technique (soit P/C : valeur ajoutée sur volume du capital technique) et de la composition du capital (soit C/L ou intensité capitaliste).

peuvent s'appuyer sur des couches paysannes et de petite bourgeoisie traditionnelles atteintes par les restructurations économiques, sur certaines fractions des couches moyennes nouvelles qui revendiquent un certain partage du pouvoir économique, sur une jeunesse en proie à ce que l'on nomme une « crise de civilisation » et qui fait *mai 68*. On sait comment, fin juin de la même année, la « grande peur des bien-pensants » jointe à l'absence d'une coalition des formations progressistes capable d'assumer le mouvement de Mai bloquera le débouché politique de cette alliance de classes potentielle.

La crise d'efficacité du capital technique peut être analysée comme la conjonction de l'aboutissement de trois « vagues » correspondant à trois « temps de l'histoire » et à leur rythme de développement des forces productives.

D'abord, le temps court du cycle « classique » qui va de la récession de 1965 à la crise de 1974 avec la période de « fuite en avant » après 1969 où la « fureur d'investissement » produit surtout une inefficacité croissante du capital technique, période caractérisée par l'accentuation de la concurrence transnationale.

Ensuite la vague correspondant à l'*expansion longue* commencée en 1945 et qui voit l'extraordinaire mutation de l'ordre productif que nous avons décrite dans le chapitre précédent. La base technique de la phase ascendante du cycle long s'essouffle dès la fin des années 1960 alors que les éléments de la nouvelle base ne sont encore qu'embryonnaires (nucléaire, automatisation, robotisation, informatisation...).

Enfin, cette forme d'industrialisation « usinière » qui connaît sa *montée séculaire*, en France, à partir des années 1830-1850, nous paraît entrer en crise dans cette fin des années 1960, et l'année 1968 – ici encore – est révélatrice.

On notera que ces trois poussées, loin de venir mourir en douceur, terminent « en beauté » en se cumulant, d'où la profondeur de la « crise » !

• Les difficultés du taux de profit

Nous avons vu les difficultés d'une croissance soutenue de la productivité. Pour appréhender la formation du taux de profit global, il faut étudier l'évolution du partage de « produit » ajouté⁶ entre les salariés et le capital. Nous observerons ensuite comment le surplus capitaliste, ou profit global, se répartit entre ses différents bénéficiaires.

Observons d'abord le développement de la « crise de l'exploitation », c'est-à-dire des difficultés de l'extraction de la « plus-value », en repérant l'évolution de trois rapports : le ratio de surplus capitaliste (surplus/valeur ajoutée), le taux de « plus-value » (surplus/masse salariale, y compris les charges sociales), enfin le taux de profit *global* (surplus/capital total).

On remarque que tous ces ratios augmentent de 1954 à 1960 et que tous diminuent par la suite (voir tableau ci-dessous). Le taux de « plus-value » diminue fortement entre 1960 et début 1963 (les luttes sociales offensives allant en s'accroissant et remportant des succès relativement aisément grâce au plein emploi, à la croissance inflationniste), se stabilise ensuite jusqu'en 1968-1969 (grâce à la récession de 1965-1968), mais le capital est obligé d'accepter une nouvelle dégradation de ce taux d'exploitation après cette date pour canaliser les luttes sociales radicalisées de 1968-1970.

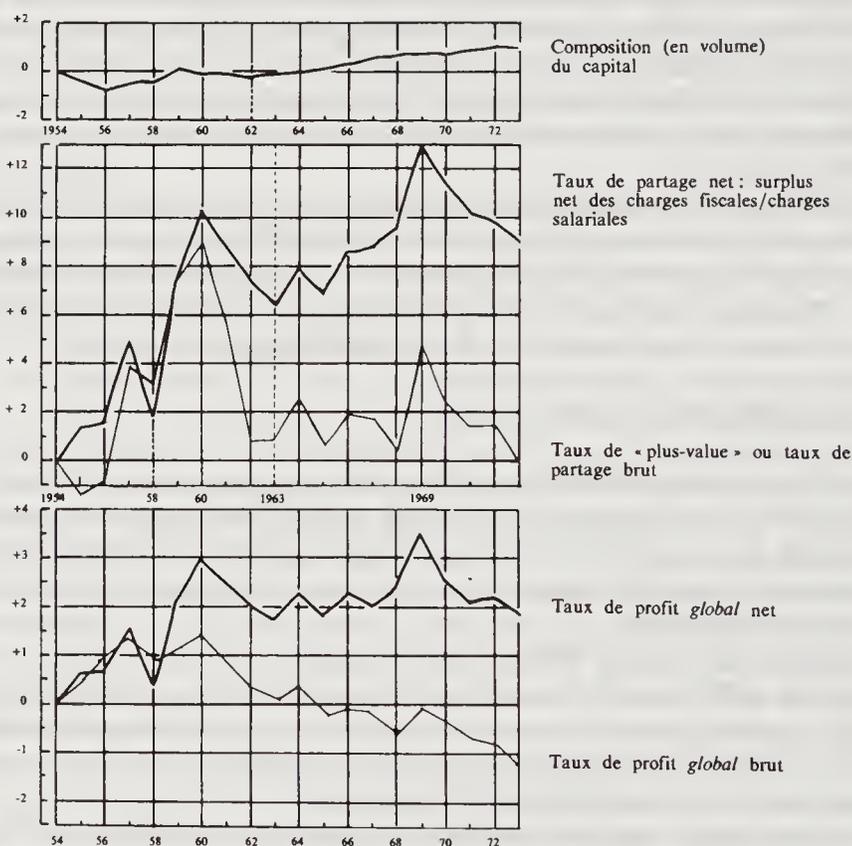
Le taux de profit *global* brut varie comme le taux de plus-value et inverse-

6. Valeur ajoutée nette des amortissements du capital fixe et estimée à prix constant (un volume ou « produit » ajouté).

ment à la composition du capital⁷. Comme celle-ci s'élève tout au long de la période, il y a *une baisse régulière du taux de profit global dès 1960*, accentuée à partir de 1969, ce qui doit être analysé comme un phénomène de suraccumulation du capital.

Mais le capital a réussi à compenser les effets négatifs de la hausse du coût salarial (et des charges sociales) en obtenant de l'Etat un développement des subventions et le report d'une fraction de la charge fiscale des entreprises sur les « ménages » tout au moins jusqu'en 1968, et cela a permis *une stabilisation du taux de profit global net* (après impôt).

Le capital a pu aussi jouer de l'évolution des prix. *L'inflation générale* a permis un gonflement du surplus dans la mesure où elle impose un rythme de croissance des salaires en retard sur celui des prix des biens-salaires. Le prix des éléments du capital technique a diminué par rapport à celui des autres marchandises et cette variation des prix relatifs (de 1 % par an entre 1954 et 1973) a réduit la hausse de la composition en valeur du capital et donc soutenu le taux de profit⁸



Source [113]

Enfin, à notre époque, la fraction du profit qui joue le rôle déterminant dans l'accumulation est celle *conservée dans l'entreprise* après paiement des frais financiers et distribution aux actionnaires et plus précisément dans l'*entreprise capitaliste*, donc après soustraction de la part des entrepreneurs individuels. Or, longtemps, le profit de l'entreprise put se gonfler de la diminution de ces autres

7. Taux de profit global = $\frac{\text{taux de « plus-value »}}{1 + \text{composition du capital}}$ en se donnant un taux de rotation annuel du capital circulant.

8. Effets des évolutions de prix que ne font pas apparaître les estimations en volume.

éléments (jusqu'au milieu des années soixante pour les frais financiers et les dividendes, jusqu'en 1974 pour la part des entrepreneurs individuels).

Ainsi, après l'âge d'or de l'extraction de la plus-value (les années 1955-1960), *le profit de l'entreprise capitaliste a résisté grâce à l'Etat et aux modifications du partage du profit global jusqu'à la fin des années soixante*. Mais après 1969, la croissance des charges salariales ne peut plus être compensée par les transferts fiscaux – ce qui doit être analysé comme une résistance sociale – alors que les « financiers » – banquiers, obligataires, actionnaires – remontent en puissance, donc se font plus « gourmands », si bien que la période est nettement plus défavorable au « capital productif ».

• Difficultés sectorielles et restructuration

Mais il serait erroné d'imaginer une économie française avançant vers la crise sur une seule ligne ! La marche vers des difficultés croissantes ne se fait pas du même pas selon les secteurs et les entreprises et ce sont ces différences qui permettent les restructurations. Les taux de croissance de la valeur ajoutée (à prix constants) et de l'emploi sont très différents sur la période 1959-1974 selon les secteurs. Voici, pour trois grands secteurs, ces taux annuels moyens [98] :

	<i>Valeur ajoutée en volume</i>	<i>Emploi</i>	<i>Valeur ajoutée par tête</i>
Industries d'équipements	+ 8,5 %	+ 2,5 %	+ 6 %
Industries intermédiaires	+ 6,5 %	+ 1,2 %	+ 5,3 %
Industries de consommation	+ 4,9 %	- 0,4 %	+ 5,3 %

Si maintenant, nous nous plaçons au niveau des branches⁹, nous observons que les activités motrices et celles en régression ne sont plus exactement les mêmes en 1970-1974 qu'en 1960-1970. Prenons le premier groupe : si certaines gardent leur dynamisme (matériel électrique, chimie, pneumatique, automobile), d'autres les dépassent (équipement ménager) ou les rejoignent (industries du verre et du bois) et certaines commencent à perdre pied (construction mécanique, matériaux de construction).

Si nous prenons le groupe des activités en régression relative en 1960-1970, puis en 1970-1974, il faut noter la permanence de la crise de la sidérurgie, du textile et des industries du cuir, mais aussi les progrès relatifs des métaux non ferreux, et surtout ceux de la très hétérogène branche « construction navale, aéronautique, armement », dynamisme particulier de ses deux derniers éléments.

L'accentuation du processus de transnationalisation après 1969 et le redéploiement encouragé par l'Etat d'une part, l'augmentation des revenus salariaux et la généralisation de normes de consommation favorables aux nouveaux biens « durables », d'autre part, expliquent l'effondrement de la sidérurgie, des industries textile et du cuir, la progression des biens d'équipement productif ou ménager, de l'automobile, des armes.

Ces branches trop agrégées permettent mal de saisir la réalité. Le pire est que

9. Branche : ensemble des unités (entreprises, établissements, ateliers) qui fabriquent le même produit ; secteur : ensemble des entreprises qui ont la même activité principale ; cf. [89]

se creusent des vides à l'intérieur de chacune d'elles, même dans celles qui sont, globalement, les plus performantes et que des divergences sont nettes entre les firmes. Le capital et l'Etat français, de plus en plus nettement depuis 1969, ne jouent que sur les activités propulsées par la demande mondiale, celles qui bénéficient d'avantages comparatifs acquis. Que soient abandonnées les productions délaissées par la demande, rien de plus normal, mais que ne se développent pas ou disparaissent des activités où la demande potentielle est importante, les perspectives excellentes, dont l'effet d'entraînement serait considérable par le seul effet d'une sous-compétitivité artificielle, c'est-à-dire imposée par une soumission passive au marché mondial et par la stratégie de firmes transnationales, voilà qui hypothèque l'avenir !

Dans le chapitre précédent, nous avons dit l'importance du processus de concentration et de centralisation du capital dans les années cinquante et soixante. Trois facteurs vont contribuer à élargir ce processus dans les années 1969-1974. La montée des difficultés sectorielles ou « locales » facilite ou impose des restructurations, des rachats, des ententes. La transnationalisation élargit leur champ. L'Etat de l'« ère Pompidou » les favorise, s'efforçant d'obtenir la « constitution dans chaque secteur d'un petit nombre d'entreprises de taille internationale ». Cette stratégie de concurrence monopoliste agressive, appuyée par l'Etat, peut se résumer ainsi : s'efforcer de ne tenir que des « créneaux » et dans chacun d'eux compter sur des « champions nationaux » (une politique que d'ailleurs les gouvernements d'alors et ceux qui suivirent sous la présidence de Giscard sont incapables de mettre en œuvre efficacement) [82] [103].

Le résultat est qu'en 1975, s'il n'y a que 5,2 % des entreprises sous contrôle étranger, celles-ci réalisent plus de 22 % des ventes, 19 % des investissements et encadrent 14 % des effectifs. Parallèlement, le ré déploiement devient effectif, les groupes ou entreprises nationales créant davantage de filiales à l'étranger, y développant les investissements. On parlera d'interdépendance nécessaire dans une économie mondiale en formation ; mais lorsque ce sont les secteurs les plus rentables, les plus concentrés, les plus prometteurs qui passent sous une dépendance étrangère alors que ce sont souvent les entreprises françaises les plus dynamiques qui commencent à émigrer, n'est-ce pas faire courir des risques pour les activités et les emplois nationaux ?

DÉBOUCHÉS : UNE CROISSANCE VIVE, PLUS « TRANSNATIONALE », PLUS FRAGILE

Nous sommes en présence, en 1974, d'une crise des conditions de production de la valeur ajoutée et d'extraction du surplus capitaliste, principalement dans certains secteurs atteints par la concurrence transnationale, mais elle s'articule à un assombrissement nouveau des perspectives de réalisation marchandes de ces valeurs produites.

La crise des années trente nous est apparue plus simple. Lorsqu'elle éclate, les conditions de la production et de l'extraction de la plus-value sont excellentes pour le capital. En revanche, les salaires, les revenus fixes, ceux des agriculteurs n'avaient pas suivi la croissance de la production. Certes, l'investissement avait durablement gonflé la demande effective, mais nous avons vu qu'un tel développement asymétrique de la demande de moyens de production sur la base d'une demande de moyens de consommation rétrécie est fatalement limité. Il y eut

bien, alors, une crise de réalisation, principalement impulsée par des rapports de répartition de plus en plus défavorables aux salariés et inséparables d'une crise de surinvestissement eu égard à la demande finale potentielle [14].

La période des années 1969-1974 pourrait être opposée presque trait pour trait à la fin des années vingt. La hausse des salaires induit une rapide croissance de la consommation des ménages. La demande de moyens d'équipement des entreprises – elle suit très précisément la demande de consommation des ménages – est fortement soutenue dans l'ambiance de fuite en avant liée aux difficultés des conditions de production et d'exploitation, par l'intensification de la concurrence internationale, la recherche de gains de productivité comparatifs (la lutte pour la « plus-value extra »). Surtout, grâce à la dévaluation, la France connaît après 1969 un vif essor de ses exportations. Seule la demande des administrations croît lentement. Certes l'inflation se développe, mais elle suit encore les hausses de salaires arrachées à Grenelle et elle continue à favoriser l'acte d'achat immédiat au détriment de l'épargne [81]. Ne faut-il pas avoir l'esprit bien morose ou paradoxal pour aller chercher là une cause de difficultés nouvelles ? Elles sont pourtant bien là, à l'horizon. Sous l'apparence d'une prospérité continuée se noue la double crise, inséparable, des conditions de production du profit potentiel et de réalisation marchande de ce profit.

Jusqu'ici ce que nous avons nommé « l'âge d'or de l'accumulation » n'avait été que peu perturbé par les relations internationales. La croissance des salaires permettait de trouver des débouchés pour les marchandises produites, directement lorsqu'il s'agissait de moyens de consommation, indirectement pour les moyens de production. La spirale de l'accumulation élargie dans un cadre essentiellement national pouvait se développer sous la houlette des régulations monopolistes et étatistes.

Après 1966, aux difficultés situées dans la sphère de la production commencent à s'ajouter les effets de l'accélération de la transnationalisation. Quelques chiffres permettent de saisir son ampleur. Si entre 1958 et 1969, malgré l'intégration européenne, la part des exportations françaises dans le P.N.B.¹⁰ ne passe que de 9 % à 10,5 %, en 1974 on atteint près de 15 % (en dix ans elle ne s'était accrue que de 15 %, en cinq ans elle s'accroît de près de 50 %). Si nous prenons un même rapport pour la seule production industrielle, nous voyons qu'il n'est encore que de 15,5 % en 1963 et de 17,5 % en 1968, mais il atteint plus de 26 % en 1974 (il atteindra près de 32 % en 1979). Quant au rapport des importations à la production industrielle, il passe de 11,5 % en 1963 à 16 % en 1968 et à plus de 24 % en 1974 (il atteindra 27 % en 1979).

La « départementalisation » de l'économie française dans l'économie mondiale commence à fragiliser le lien qui, dans l'espace national, allait de l'accroissement des salaires à celui des profits. Dès lors tout accroissement du pouvoir d'achat des salariés, donc de la consommation des ménages, se traduit par une augmentation immédiate (et plus forte) des importations de biens de consommation, engendre une demande non moins « mondialisée » de moyens d'équipement et tend à réduire le surplus exportable. La demande globale dépend de plus en plus de la demande externe : en particulier le secteur moteur des biens d'équipement ne finance plus son développement que par elle¹¹.

Naturellement, dans la nouvelle logique, l'inflation peut devenir une calamité

10. Cf. indicateur I.N.S.E.E. Plus précisément le rapport : Exportation/Production + Importations - Exportations, et de même pour les importations.

11. H. Bertrand [78] « sort » des deux sections productives des biens de consommation et des moyens de production, une section « extérieure ». A partir de 1968, la croissance des effectifs de la

lorsque son taux dépasse celui des concurrents étrangers. Il y aurait certes, *a priori*, l'habituelle solution de la dévaluation (celle qui est d'ailleurs choisie après la politique monétaire laxiste qu'a provoquée la grande peur de 1968), mais, sur ce plan également, tout *commence* à changer : l'importance relative du commerce extérieur et, au sein de celui-ci, des importations de matières premières, de produits intermédiaires et d'équipement, est devenue telle que les effets inflationnistes d'une dévaluation sont quasi instantanés et amplifiés. Toute dévaluation (ou tout flottement en baisse) tend à engendrer d'autant plus vite une tendance renforcée vers une nouvelle dévaluation que la politique monétaire reste « généreuse ».

La transnationalisation de l'économie française a d'autres conséquences sur lesquelles nous insisterons ultérieurement car elles expliquent surtout l'enlèvement dans la dépression longue. Elle tend à rendre impossibles les politiques de régulation qui soutenaient et harmonisaient la croissance de la demande effective. Sont devenues inefficaces les traditionnelles politiques d'inspiration keynésienne, sans objet l'arbitrage entre les firmes géantes nationales par le Plan, enfin de plus en plus difficiles les politiques « fordistes » (du Plan et des firmes monopolistes) d'expansion de la demande d'origine salariale.

Comprenons qu'à la veille de la crise, alors que jamais la demande ne paraît autant soutenir la croissance, la taupe de la transnationalisation a déjà creusé ses galeries, préparé les effondrements et l'enlèvement futurs. Quelles sont, à cette date, les perspectives des composantes de la demande globale [81] ?

La demande étrangère commence à s'essouffler dès 1970 avec la disparition des avantages tirés de la dévaluation de 1969 (un phénomène seulement français), puis dans la mesure où l'Allemagne et le Japon choisissent, les premiers, la voie d'une certaine austérité pour miser sur la croissance de leurs débouchés extérieurs. Si la demande interne de biens de consommation reste élevée, il devient clair qu'elle ne pourra plus croître à ces taux sans multiplier le déficit de la balance commerciale. Quant à la demande d'investissement, si forte en ces premières années 1970, ne risque-t-elle pas de régresser avec les anticipations des entrepreneurs sur le taux de profit, alors que les perspectives de débouchés deviennent moins optimistes, que l'efficacité de chaque accroissement du capital technique tend à se réduire et que les difficultés de l'extraction de la plus-value augmentent ? Le blocage de la demande risque d'intervenir brutalement dans la mesure où l'inflation a favorisé la formation d'*importants stocks de précaution* dans les entreprises.

Dès lors, peut-on parler de fatalité de la crise en ce milieu des années soixante-dix ? L'édifice, quoique sapé, pouvait tenir encore quelque temps grâce aux mécanismes de « l'homéostasie du taux de profit » *de l'entreprise* [71] que nous avons décrits, même s'ils s'essoufflent, grâce aux régulations étatiques et monopolistes atteintes par la transnationalisation, mais encore en sursis. *Le moment de la crise est contingent si le retournement du cycle long ne l'est pas*. Il faut, pour comprendre la crise conjoncturelle, faire intervenir les deux pseudo-« dérèglements exogènes » (crise monétaire internationale et crise du pétrole).

section 1 « nationale » devient très faible (1,1 % par an au lieu de 2,7 entre 1959-1967, soit 235 000 emplois nets entre 1967 et 1974), la section 2 « nationale » régresse fortement (-510 000 emplois entre 1967 et 1974). Seule la section « extérieure » accroît ses effectifs fortement (+ 921 000 de 1967 à 1974).

UN SIGNE PRÉCURSEUR : LA CRISE MONÉTAIRE INTERNATIONALE

Elle se développe dès le milieu des années 1960 ; ne faut-il pas penser qu'il y a là une cause du « dérèglement » de l'économie ?

L'ordre monétaire international de Bretton Woods ne fut jamais que le moment (relativement bref) où l'hégémonie du dollar était incontestée. Dans ce système où toutes les monnaies se stabilisaient par rapport au dollar et le dollar maintenait sa convertibilité en or à taux fixe (35 \$ l'once), le déficit de la balance des paiements américaine était devenu simultanément le moyen de l'impérialisme (il provenait des placements à long terme des Etats-Unis dans le reste du monde), et le fournisseur de liquidités indispensables au fonctionnement du système (il pourvoyait le monde en dollars, qui était la liquidité internationale de fait). Le règne du dollar pouvait se faire « sans pleurs » puisqu'il n'était pas nécessaire de financer ce déficit, les pays excédentaires conservant en dollars, monnaie sûre de réserve, les soldes qu'ils accumulaient. Ce système était fatalement instable puisqu'il multipliait les dollars entre les mains des agents publics et privés externes face à un stock d'or constant : la confiance en un dollar « meilleur que l'or » ne pouvait qu'être sapée à la longue par ce déficit structurel.

Derrière ces phénomènes monétaires se profilent des transformations réelles. Au lendemain de la guerre, les économies européennes et japonaises sont dévastées ou affaiblies et l'hégémonie américaine est sans partage en « Occident ». La reconstruction, encouragée par l'aide américaine, multiplie en particulier des besoins de moyens de production que seuls les Etats-Unis peuvent fournir : jusqu'au début des années 1970, la balance commerciale de ce pays restera excédentaire, le déficit de leur balance des paiements résultant essentiellement de leurs investissements massifs dans le reste du monde.

Mais, dès le début des années 1960, les économies européennes et japonaises, appuyées sur des monnaies souvent solides, deviennent de sérieux concurrents pour les Etats-Unis. En particulier, l'Allemagne et le Japon tendent à bénéficier de balances commerciales fortement et durablement excédentaires, leurs industries devenant capables d'occuper des fractions croissantes du marché mondial (et même aux Etats-Unis).

Le système monétaire international fut longtemps replâtré grâce à un combat sans espoir contre la spéculation à la hausse de l'or sur le marché libre (le « pool de l'or »), par des réévaluations successives imposées aux monnaies fortes, par l'« interdiction » (transgressée par de Gaulle) faite aux alliés de transformer leurs dollars en or. Mais il devint clair que si le dollar restait la liquidité internationale irremplaçable, hégémonique, il n'était plus une monnaie forte à cause de l'accumulation des dollars à l'étranger et alors que, déjà, le DM et le yen s'affirmaient.

En 1971, la balance commerciale des Etats-Unis étant devenue déficitaire, le dollar apparut clairement surévalué par rapport à l'or et aux monnaies fortes. Le président Nixon dut alors tirer la conclusion de cette situation, supprimer la convertibilité-or du dollar (rendant possible une extraordinaire envolée de l'or) et le dévaluer de 10 %. Un nouveau système monétaire se mit en place : malgré des tentatives de stabilisation (le « tunnel »), les monnaies flottent par rapport au dollar (comme celui-ci par rapport à l'or), même si certaines monnaies européennes s'efforcent de flotter de concert (le « serpent », le système monétaire européen).

Dans quelle mesure la « crise » monétaire est-elle une cause de la « crise » économique ? Certains imaginaient que la première, accroissant l'insécurité des affaires, réduirait le commerce et les transactions financières à l'échelle mondiale. Il n'en fut rien, au contraire. En revanche le nouveau système, cohérent avec la transnationalisation, a fait entrer les deux variables monétaires, le taux de change et le taux d'intérêt, dans la guerre économique.

La transnationalisation de l'économie, loin d'être une mondialisation, représente un accroissement des tensions « guerrières » entre les nations capitalistes, les Etats soutenant « leurs monopoles » au moment même où ceux-ci deviennent moins nationaux. *Les variables monétaires deviennent des armes dans cette rivalité*, des armes d'un maniement complexe qui peuvent se retourner contre leurs utilisateurs. Théoriquement, les changes flottants peuvent permettre une stratégie de bas taux d'intérêt, quitte à laisser chuter la monnaie en avantageant ainsi les exportations. Mais la réponse de l'inflation est si rapide, si forte, que nul gouvernement ne peut la conduire durablement sans risquer l'effondrement cumulatif de sa monnaie. Une stratégie alternative – tentante pour chaque nation et suicidaire globalement – consiste à élever le taux d'intérêt à court terme pour lutter contre l'inflation en agissant sur la demande de crédit et pour attirer les capitaux flottants. On fait ainsi monter le taux de change et on renforce la lutte contre la hausse des prix. Les premières politiques déflationnistes de ce type précédèrent le déclenchement de la crise conjoncturelle.

En 1973, l'Allemagne déclencha un plan de refroidissement de l'économie faisant de la lutte contre l'inflation, par la rigueur monétaire et la hausse des taux d'intérêt, l'arme de l'offensive. Dans la mesure où le Japon a agi de même, les pays capitalistes développés de « second rang » furent amenés à suivre, et les taux s'élevèrent vivement (15 % : Allemagne, France ; 17 % : Japon ; 18 % : Italie ; mais 12 % seulement, et avec retard, aux Etats-Unis). On retrouve, à la veille de la crise de 1974, la hausse des taux d'intérêt qui caractérisait la fin de l'essor des cycles « classiques ». Comme hier, elle est due à l'exacerbation de la demande de capitaux *et* à la réaction des autorités monétaires face à la montée de l'inflation et aux risques qu'elle fait courir à la balance des paiements ; cette seconde composante pesant encore davantage aujourd'hui.

Mais l'Amérique, alors, resta en retrait. Elle put continuer à pratiquer longtemps cette politique modérément expansionniste dans la mesure où cette économie dominante restait relativement peu dépendante du commerce mondial. Or, par sa puissance économique, politique, par celle de ses firmes transnationales, la stratégie américaine joue un rôle déterminant. Nous devons nous demander si la véritable crise monétaire internationale ne commence pas avec les années 1980 c'est-à-dire avec le renversement de la stratégie monétaire américaine avec l'explosion des taux d'intérêt à court terme à plus de 20 %, des taux d'intérêt qui, s'élevant au-delà des taux d'inflation, font retrouver une incitation à la conservation d'avoirs liquides comparables à celle des crises « classiques ».

LE LIEU DE LA RUPTURE CONJONCTURELLE

L'étincelle décisive fut indéniablement le quadruplement du prix du pétrole en 1973-74. Pour inattendue que cette « crise » ait été, elle n'est nullement à interpréter comme un phénomène extérieur au système économique, comme un simple accident de parcours, un *diabolus ex machina*.

Crise « locale », le « choc pétrolier » fut contingent dans son ampleur et son moment. Mais la croissance longue et la « folle » expansion de la fin des années soixante ne pouvaient que provoquer une vive tension sur les marchés des matières premières (avec l'habituel décalage de ces produits par rapport aux marchandises « finales »), tout particulièrement pour ce produit stratégique dont la demande a une élasticité-prix très faible et dont l'offre était devenue limitée dans le moyen terme. Que cette pression économique s'articule à une *Crise de l'impérialisme* [3], crise partielle et ambiguë, d'autant plus « efficace » pour cela puisque les pays producteurs, *et donc aussi les Etats-Unis*, « tiraient » dans le même sens [36] [83], et cette fraction de l'ordre ancien devait s'écrouler.

Les conséquences de cette rupture sur l'économie mondiale peuvent être analysées à nos deux niveaux habituels : l'extraction d'un surplus et la demande effective. Nous pourrions les observer pour la France.

Le prélèvement pétrolier produit en France, en 1974, une ponction extérieure sur la valeur ajoutée de 2 % et cette ponction se maintient à une moyenne de 1,4 % jusqu'en 1977 [120]. Dans la mesure où, entre 1974 et 1976, les salariés préservent l'augmentation de leur pouvoir d'achat, la ponction extérieure mord surtout sur la rentabilité des entreprises, d'où une cause additionnelle de cette baisse du taux de profit potentiel. Les tensions inflationnistes sont considérablement accrues et la balance commerciale de la France comme des autres pays consommateurs (toutes choses égales par ailleurs) se dégrade massivement.

Il faut ajouter que certains pays producteurs ne pouvant rapidement accroître leur demande en proportion du prélèvement pétrolier (étant donné l'état de leurs rapports sociaux et leur système productif), cette ponction accroît l'épargne mondiale, particulièrement la fraction liquide, d'où la déflation de la demande mondiale. Sur le plan intérieur français, cela se traduit – étant donné la relative stabilité des quantités de produits énergétiques demandées – par une réduction des dépenses dans les autres marchandises (égale à l'accroissement du déficit commercial : la demande extérieure ne vient pas compenser la réduction de la demande interne).

Dès lors, tout est en place pour le retour d'une crise « classique » qui ouvrira une période de dépression longue. On observera immédiatement que cette crise est différente de celles du XIX^e siècle et du début du XX^e : loin de faire baisser les prix, les pressions déflationnistes vont aviver l'inflation. Plus généralement, nous verrons que l'ordre productif prévalant jusqu'alors ayant cessé d'être opérant, le mode de régulation monopoliste et étatique entre lui-même en crise et se révèle incapable de relancer l'activité alors même que l'ancienne régulation marchande ne saurait fonctionner. Des cendres que va produire la crise, nul phénix ne renaît dans le « temps moyen » du cycle « classique ». D'où la *longue dépression*. L'espérance s'envole loin du conjoncturel, vers le long terme et les changements structurels qui se mettent en place dans cette dépression même.

III. La nouvelle dépression longue

La crise de 1974 éclate *presque simultanément* dans tous les pays industrialisés. A la différence de ce qui s'était passé encore en 1929, elle est donc immédiatement mondialisée. La vieille question de la contagion internationale de la

crise disparaît « dans la trappe » au profit d'une entrée en crise « solidairement », dans la nouvelle logique transnationale. Le développement de la crise va apparaître déroutant par rapport aux schémas que les économistes gardent en tête.

Aussi rude à certains égards que les crises « classiques » du XIX^e siècle (emploi), elle ne procède pas cumulativement à partir d'une crise financière majeure et de l'effondrement en « château de cartes » des banques et des entreprises ; surtout l'inflation y redouble, accompagnant de façon apparemment troublante la montée du chômage.

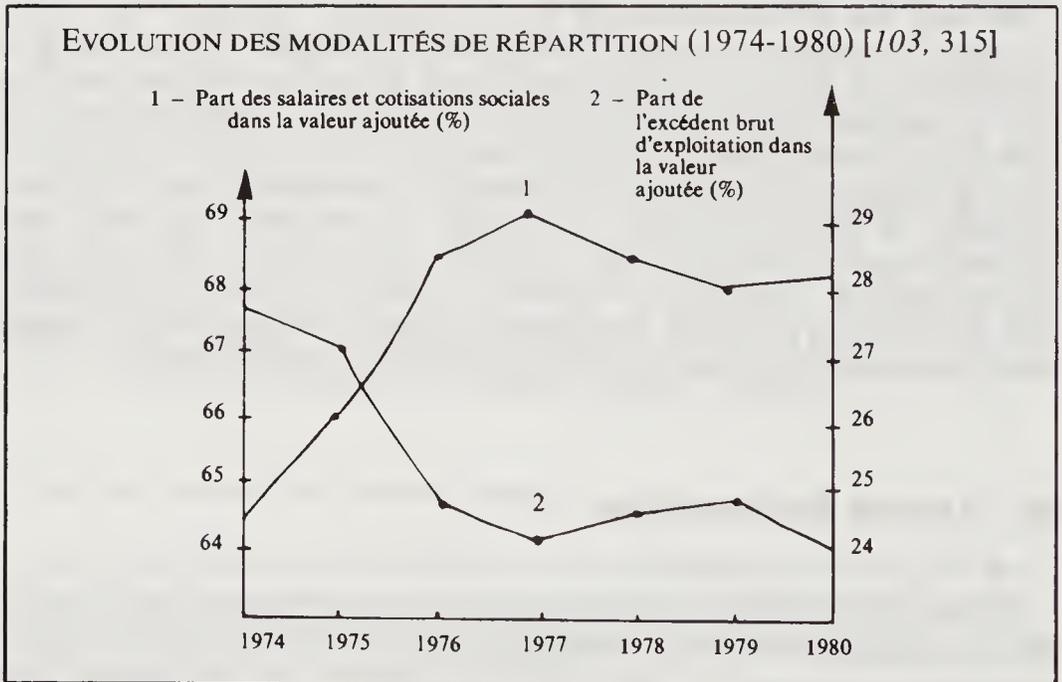
D'autre part, cette crise, plus profonde que les récessions de 1951-52, 1957-58 ou 1966-67, diffère surtout par rapport à celles-ci dans la mesure où la reprise qui la suit est faible et peu durable, suivie d'une rechute dès la fin de 1976 ; une nouvelle reprise ne sera pas plus durable, la dépression reprenant dès 1980-81. Or les récessions de la période précédente furent toutes suivies d'une très vigoureuse reprise de la croissance (1953-55, 1958-59, 1968-69).

D'où la nécessité *d'observer* la gestion de la crise dans un pays (nous continuons de privilégier l'exemple français). Cela nous aidera à comprendre les implications de la transnationalisation de l'économie pour les politiques nationales et nous pourrions nous demander alors pourquoi les économies en voie de mondialisation s'enlisent dans une dépression longue. Enfin, nous tenterons de répondre à la question : pourquoi n'y eut-il pas – *jusqu'ici* – d'effondrement cumulatif (ou, question connexe, pourquoi l'inflation dans la crise) ?

LA GESTION DE LA CRISE EN FRANCE

Contentons-nous d'observer en France le développement de la « crise » au cours des années 1974-1982.

• Début 1974-été 1975 : la chute



Dès le printemps 1974 (et jusqu'en mars 1975), la production industrielle chute vivement (indice 125 en octobre 1974, 113 en mars 1975). Les difficultés ne viennent pas d'une baisse de la demande effective (elle reste soutenue en particulier par la hausse des salaires), mais, étant donné leurs anticipations, immédiatement les industriels bloquent leur production et prudemment déstockent.

Les résultats des entreprises sont d'autant plus mauvais qu'à la ponction pétrolière s'ajoutent la hausse du coût salarial par unité produite et la vive chute de la productivité du travail (indice 123 au troisième trimestre 1974, 117 au deuxième trimestre 1975), ces deux phénomènes devant être rattachés à la baisse de la production sans une réduction aussi importante des effectifs employés. En 1975, les faillites se sont accrues de 24 % par rapport à 1974. Ces résultats provoquent une sévère crise boursière en 1975 (elle est de courte durée grâce à l'action des investisseurs institutionnels), l'accélération de l'inflation, mais pas d'effondrements industriels ou bancaires. Le « vertige de baisse », aux conséquences si dramatiques un demi-siècle plus tôt, peut alors être enrayeré.

Nous avons dit que les anticipations des entrepreneurs étaient devenues moins favorables dès la fin de 1973. La baisse des profits réalisés vient les assombrir encore. Les investissements privés diminuent donc fortement (- 2,25 % en volume en 1974, - 9,5 % en 1975), d'autant plus que les taux d'intérêt atteignent un maximum cyclique en 1974.

Les entrepreneurs réduisent leurs effectifs salariés. Les demandes d'emploi non satisfaites avaient été multipliées par quatre entre 1964 et 1973 (de 100 000 à 400 000), mais cette croissance s'était faite malgré de fortes embauches dans le tertiaire et la création de 600 000 emplois dans l'industrie (hors BTP) entre 1968 et 1973. Dès le début de 1974, le retournement est net et fin 1975 l'industrie a déjà licencié près de 250 000 salariés (900 000 demandeurs d'emploi).

Sur le front social, la résistance aux licenciements, aux fermetures d'entreprises (la lutte des « Lip » commencée en avril 1973 en reste le symbole) et pour les augmentations de salaires se développe en de nombreuses grèves, manifestations et agitations dans les usines. La répression patronale et gouvernementale se durcit. On notera la montée du racisme, l'habituel dérivatif. Mais si, en 1974, l'accroissement du pouvoir d'achat du salaire mensuel est faible, il est à nouveau plus fort en 1975 (respectivement 1,5 % et 3 %).

Quant aux prix, ils atteignaient au début de 1974 des niveaux historiques de hausse (près de 17 %) et décélèrent jusqu'à moins de 10 % en fin de période.

• 1975-1976 : une vive, une « fausse » reprise ?

A l'automne 1975, avec retard sur de nombreux pays industrialisés, la production industrielle redémarre vivement et l'année 1976 est excellente jusqu'à l'automne (indice 113 à l'été 1975 et 127 fin 1976). La crise est-elle terminée ?

La reprise est vivement poussée par la demande dans toutes ses composantes. Dès la fin de 1975, la demande extérieure se gonfle grâce à l'expansion mondiale et aux achats des pays de l'O.P.E.P. En France, Jacques Chirac, alors Premier ministre, choisit la voie de la relance « keynésienne » : un déficit budgétaire important (plus de 40 milliards), l'embauche de nouveaux fonctionnaires (40 000 emplois doivent être créés), une politique monétaire expansionniste (le taux du marché monétaire tombe de 14 % au maximum de 1974 à 6,5 % au minimum de janvier 1976), le soutien des investissements privés et publics (mise en

chantier de 18 000 logements sociaux, le programme nucléaire est considérable), le freinage des licenciements, l'aide aux entreprises en difficulté. La demande de consommation finale est soutenue par la croissance des revenus réels (le salaire horaire accroît son pouvoir d'achat de 4,5 % en 1976). Enfin les investissements publics et même privés (+ 7,3 % en volume) se redressent.

La productivité horaire du travail s'élève (+ 4,7 % : le meilleur résultat de la période 1973-81) un peu plus que le taux de salaire horaire. Les résultats des entreprises s'améliorent (en 1976 le revenu disponible brut des entreprises augmente de 7,8 %). Pourtant le partage de la valeur ajoutée continue de se détériorer pour le capital (cf. le graphique ci-dessus). Malgré un certain affaiblissement des mouvements revendicatifs ouvriers dans le secteur privé (les travailleurs des entreprises nationalisées ou des services publics résistent mieux) dû au chômage, les difficultés d'extraction du surplus capitaliste ne sont pas résolues.

Si les entreprises investissent, elles n'embauchent pas (le capital technique se fait plus *labor saving*) et les nouveaux demandeurs d'emploi font qu'il y a un million de chômeurs à la fin de l'année. Surtout, si l'inflation peut paraître modeste en France (10 %), elle est nettement supérieure à celle des partenaires de ce pays. La balance commerciale qui était équilibrée en 1975 (simplement grâce au retard du redémarrage français) retrouve un déficit de plus de 20 milliards en 1976 du fait de la reprise de la demande intérieure. Le franc doit sortir du « serpent » et chute de près de 10 % par rapport au dollar et au deutschemark. Cette dévaluation (dans une ambiance inflationniste) détériore plus qu'elle n'améliore la position commerciale de la France.

Nous n'avons insisté sur cette période que pour montrer les difficultés d'une relance par le déficit budgétaire, les facilités monétaires, la reprise de la consommation (même si l'accent voulait être mis sur l'investissement) dans la nouvelle logique du capital transnational.

• 1977-1979 : l'austérité

Progressivement, c'est-à-dire avec « doigté » avant les élections législatives de 1978, plus franchement après, se met en place en France sous la houlette d'un nouveau Premier ministre, Raymond Barre une nouvelle stratégie, celle du capital transnational avec ses deux composantes inséparables : l'endiguement des revendications salariales et l'adaptation aux nouvelles formes de concurrence. Il s'agit de reconstituer les marges de profit et le surplus exportable en bloquant l'évolution du salaire réel, voire en le réduisant. On espère ainsi relancer l'investissement (supposé déterminé par le niveau des marges d'autofinancement), freiner l'inflation, appuyer la production sur la demande externe. Cela suppose l'acceptation de la montée du chômage et de la disparition des activités non compétitives, l'intensification de la politique des « créneaux », la mise au pas du mouvement syndical. La lutte anti-inflationniste devenue prioritaire supposerait une certaine rigueur monétaire (elle restera peu sévère du fait des exceptions en faveur de l'exportation, des économies d'énergie et du logement) et budgétaire (elle se heurtera aux nombreuses dépenses imposées par l'investissement public et par les sauvetages d'urgence). Cette politique est complétée par le démantèlement de tout contrôle des prix, en commençant par les prix industriels du secteur « exposé » et en finissant par les services les plus « abrités ».

Quels en sont les résultats ? L'année 1977 est franchement mauvaise (malgré

un début prometteur) avec la baisse de la production industrielle « abandonnée » par la consommation des ménages, une nouvelle chute de l'investissement privé non suffisamment amortie par celui des entreprises nationales, une vive dégradation de l'emploi.

Pourtant certains des buts recherchés paraissent alors à portée de vue : les prix augmentent relativement peu, la balance commerciale s'améliore, surtout le taux de salaire horaire n'augmente pas plus vite que la productivité horaire et la part des salaires dans la valeur ajoutée régresse, en partie à l'avantage du surplus capitaliste. Les conditions pour une croissance nouvelle, modérée, libérale et extravertie sont-elles en formation ? Socialement, les salariés du secteur privé sont affaiblis par la peur des licenciements, politiquement, la droite est confortée par sa victoire électorale de 1978, économiquement, la stratégie de spécialisation transnationale marque des points en partie grâce à la politique industrielle (même si celle-ci est souvent incohérente).

Effectivement, les années 1978-79 paraissent relativement prometteuses pour le capital français puisque la production industrielle redémarre (+ 4,5 % en 1978, + 4 % en 1979), la productivité du travail s'accroît, certes faiblement (3,2 % puis 3,5 %), mais plus vite que les salaires horaires (3,2 % puis 2,1 %) et le partage de la valeur ajoutée redevient plus favorable au capital. Avec l'accroissement des profits des entreprises (le revenu brut disponible des sociétés augmente : 13,3 % puis 5,8 %), la Bourse fait un bond en avant. La balance des transactions courantes s'améliore en 1978.

Pourtant ce nouveau souffle apparaît vite trop court. Non seulement le chômage progresse fortement (1,4 million de demandeurs d'emploi fin 1979) avec l'effondrement de pans entiers du système productif (sidérurgie, textile), des restructurations industrielles plus défensives qu'offensives, l'acceptation de vastes plans de licenciements (la montée du chômage atteint maintenant le tertiaire), mais la productivité augmente trop peu. Surtout l'échec devient patent dans les trois directions où l'amélioration était attendue : avant même les effets du « second choc pétrolier », les prix s'accroissent et dépassent largement ceux des principaux concurrents de la France ; dès le début de 1979 la balance commerciale recommence à se détériorer ; surtout l'investissement privé n'est nullement poussé en avant par la croissance des profits, il stagne à ses plus bas niveaux historiques.

Si l'on ajoute que la consommation des salariés n'est restée stable que par une forte ponction sur les épargnes et que la situation n'est pas plus favorable dans de nombreux pays industrialisés (surtout dans les pays anglo-saxons) dont la demande est censée tirer la production française, la sortie de crise capitaliste paraît bien compromise !

Inversement, si 1978 est une année de basses eaux pour le mouvement ouvrier avec la défaite électorale, la diminution des grèves dans le secteur privé et « la chasse ouverte » aux salariés contestataires dans les entreprises, en 1979, la dureté des luttes dans le Nord et en Lorraine marque des limites. Mais, quand des régions entières s'enlisent dans le chômage, quand la peur gagne les employés du tertiaire, les cadres, quand la petite paysannerie, le petit commerce et l'artisanat subissent des difficultés accrues, les anciennes complicités qui soutenaient l'Etat bourgeois s'effilochent au profit d'autres alliances politiques.

Une nouvelle fois, l'augmentation des prix du pétrole (+ 130 % en 1979) révèle la fragilité des économies enlisées. Aux Etats-Unis, la crise commence fin 1979 et, en janvier 1980, une crise financière fait penser aux journées noires de 1929. La hausse brutale du taux d'intérêt finit d'étrangler des secteurs décisifs (automobile, sidérurgie, logement). A la fois par panique et par électoralisme, le président Carter retourne la politique monétaire qu'avait imposée le *Federal Reserve* et fait chuter le taux d'intérêt, soutient les grands groupes industriels en difficulté, laisse se gonfler le déficit budgétaire. Mais dès juillet, nouveau retournement que confirme Reagan après son élection. Des taux d'intérêt de 20 % entraînent une rapide hausse du dollar (de près de 4 francs en juillet 1980 à déjà 6 francs un an plus tard !). L'Amérique s'engage avec violence dans la voie de la réduction des dépenses sociales et des prélèvements fiscaux, de l'austérité salariale, de la répression antisyndicale. Un renouveau de la politique Laval – sévèrement déflationniste – de 1935 théorisée par de nouveaux Jacques Rueff, par Milton Friedman et ses disciples et par les « économistes de l'offre ».

La nouvelle crise conjoncturelle atteint la France en même temps que les autres pays continentaux (printemps 1980). Les salariés inquiets ne peuvent plus puiser dans des épargnes (encore réduites par l'inflation), la demande extérieure et l'investissement privé sont au plus bas, seul l'investissement du secteur public progresse légèrement. Les entreprises freinent rapidement leur production pour éviter un stockage trop important (la production industrielle chute de 5 % et on retrouve une croissance zéro en 1980, négative au début de 1981). Surtout malgré une intensification des licenciements (1,5 million de chômeurs fin 1980), la productivité tombe alors que le salaire horaire réel progresse légèrement. Même si (du fait du chômage partiel et total, de l'accroissement des cotisations ouvrières et du prélèvement fiscal) le revenu salarial disponible régresse, la baisse de la production industrielle réduit la part du surplus capitaliste dans la valeur ajoutée. Enfin, la balance commerciale voit son déficit se multiplier par cinq, l'inflation atteint 13,5 %.

On dira que l'accroissement du prix du pétrole est responsable de cette situation. En fait, il n'explique directement qu'une part limitée de la dégradation des prix, de la croissance, des investissements et de la consommation¹², mais, déséquilibrant massivement les échanges extérieurs, il conduit à durcir la politique d'austérité. L'inquiétant, pour l'économie française, est que le déficit se creuse à l'égard des autres pays industrialisés par un double mouvement d'assouplissement des exportations et de pénétration accrue du marché intérieur, en particulier pour les biens d'équipement¹³.

Dans la mesure où la position relative de l'industrie française régresse (et dans des secteurs décisifs pour l'avenir), il y a échec de la politique suivie, même sur son terrain, en acceptant ses priorités : la lutte contre l'inflation et la dynamisation concurrentielle.

12. Il n'expliquerait qu'entre 1,5 et 3 points d'inflation, qu'une réduction d'un point des investissements, de 0,2 point de croissance et de 0,46 point de consommation. Mais la facture pétrolière passe de 73 milliards à 115 milliards et, sans cet accroissement, la balance commerciale aurait été équilibrée en 1980 (estimations d'après le modèle Métric de l'I.N.S.E.E.)

13. L'excédent industriel tombe de 50 milliards au dernier trimestre 1978 à seulement 33,5 milliards au dernier trimestre 1980. Le déficit à l'égard des pays industrialisés se creuse de 135 % entre 1979 et 1980, le taux de couverture avec l'O.C.D.E. (trimestriel C.A.F./F.C.B.) passe de 93 % à 86 %, avec la C.E.E. de 97 % à 91 % (triplement du déficit). Les déficits cumulés à l'égard des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon expliquent la moitié du déficit de 1981.

Peu à peu, tous les pays capitalistes industrialisés se sont convertis à une forme ou une autre de politique d'austérité, le dernier arrivé, les Etats-Unis, s'offrant même un excès de zèle. Il est patent que, face à la montée de la crise conjoncturelle en 1979-1980, aucun de ces pays n'a joué la relance de la demande interne, tous jouent, différemment, les mêmes cartes. Ou du moins *tentent* de les jouer car l'austérité salariale, monétaire et financière se heurte à des résistances sociales parfois convergentes et au développement de la crise elle-même qui impose des dépenses budgétaires croissantes (le cas de l'austère Grande-Bretagne de Thatcher est typique).

La conjonction de telles politiques, leur adoption agressive par les Etats-Unis, peuvent aboutir à la désintégration de l'économie mondiale dont « les signes prémonitoires s'inscrivent clairement sur le mur »¹⁴. Pourtant, les hommes peuvent y écrire tout autre chose ! L'élection, en mai 1981, d'un président socialiste en France prouve que la crise ne fait pas qu'affaiblir les travailleurs ou les pousser à des colères désespérées, elle finit par saper les appuis que la bourgeoisie transnationale trouvait dans les couches moyennes, elle peut aider à la constitution d'une coalition « populaire » ambiguë, conflictuelle et, sans doute, comme l'histoire l'indique, extrêmement fragile.

Mai 1981-fin 1982 : de l'élan socialiste à l'« austérité de gauche »

Pendant cette période de gestion socialiste, la France fut loin d'être « métaphorique ». Au contraire, la politique économique qui y fut menée fut aux antipodes de celle des autres pays industrialisés : d'un côté, une relance « socialiste-keynésienne », de l'autre, une crispation dans l'austérité et la déflation. L'expérience française nous intéresse cependant dans la mesure où elle prouve une nouvelle fois l'impossibilité d'un soutien durable de l'économie dans un seul pays situé dans l'environnement hostile des politiques étrangères dépressives, sans une remise en cause de la logique du capital transnational. Rien d'étonnant à ce que trois phases successives, jalonnées par deux dévaluations, puissent être distinguées : celle de *l'élan socialiste*, celle d'un *certain infléchissement*, celle de la *rigueur ou de l'« austérité de gauche »*.

La nouvelle politique économique mise en place par le président François Mitterrand et le gouvernement dirigé par Pierre Mauroy s'apparente à celle du Front populaire en 1936, mais elle est plus « réaliste », plus industrialiste aussi. Résumons-la :

1. *Une gestion de la crise orientée par la priorité donnée à la lutte contre le chômage*. D'une part, grâce à la réduction de la durée du travail (immédiatement 39 heures hebdomadaires, une cinquième semaine de congés payés, l'objectif des 35 heures devant être atteint en 1985), l'avancement de l'âge de la retraite effective, des stages de formation de jeunes. D'autre part, grâce à une reprise de l'activité économique appuyée sur la relance de la consommation populaire (vive croissance du SMIC – en un an + 25 % – et des prestations sociales – allocations familiales + 25 %, minimum vieillesse + 20 % immédiatement –, etc.), sur les investissements autonomes de l'Etat et du secteur nationalisé élargi et sur les investissements que la relance de la consommation devait induire. En outre, *on refuse une dévaluation immédiate* de « bilan des années précédentes » qui risquerait de renforcer une inflation que l'on veut can-

14. G. Schleiminger, directeur général de la B.R.I. en conclusion du rapport de juin 1981.

tonner à 10 % l'an, et l'on doit *accepter des taux d'intérêt très élevés* (le retournement à la hausse des taux d'intérêt dans le monde date de mars-avril 1979) liés à la politique américaine et à la volonté de défense du franc attaqué dès le lendemain de la victoire de François Mitterrand.

2. *Une stratégie de transformation des structures productives* se voulant résolument « moderniste », industrialiste. Elle est axée sur la recherche d'une plus grande autonomie économique de la nation, animée par une volonté d'Etat, une nouvelle politique industrielle, visant à reconquérir le marché intérieur, à maîtriser des filières productives, à prendre rang dans le petit groupe des producteurs de matériels de pointe (le budget de la recherche est en spectaculaire accroissement). « Au pas de charge », cinq groupes industriels (P.U.K., Saint-Gobain, C.G.E., Thomson-Brandt, Rhône-Poulenc) et l'essentiel du secteur bancaire privé sont nationalisés (tandis que les groupes sidérurgiques finissent de l'être).

3. *La recherche d'une humanisation de la forme prise par les rapports sociaux* dans les entreprises, d'une modération des inégalités sociales au niveau de la répartition « primaire » des revenus (accroissement plus rapide des bas salaires) et du renforcement des politiques redistributives et de la fiscalité (impôt sur la fortune). Les nationalisations, en leur état actuel, traduisent moins une volonté de donner l'outil de travail aux travailleurs que de réaliser une étatisation renforçant le pouvoir des couches technocratiques assortie d'une légère avancée des droits des travailleurs. Les modifications de la législation du travail restent limitées à un timide freinage de la montée de l'intérim et de la sous-traitance.

L'élan est à *peine infléchi* avec la crise monétaire de l'automne 1981 et la dévaluation du franc en octobre. Peut-on expliquer celle-ci par les conséquences « mécaniques » de la relance ? Non, car elles commencent seulement à se faire sentir. Il s'agit plutôt du résultat d'une dégradation ancienne : la profonde détérioration de la structure des échanges et le creusement du différentiel de prix avec les principaux partenaires de la France que nous avons vus se développer depuis plusieurs années. En revanche, il est clair que l'effet de l'annonce des réformes sociales et des mesures de relance est venu renforcer une méfiance, voire une hostilité, évidente des milieux financiers internationaux, d'autant que la différence est grande entre ces mesures et celles suivies dans les autres pays industrialisés.

L'infléchissement se marque par un timide recours au contrôle de quelques prix, l'accroissement des prélèvements sociaux et fiscaux (la décision du recours à une croissance de la T.V.A. est prise), la mise en réserve de certains crédits budgétaires et l'abandon de l'objectif des 35 heures à l'horizon de 1985. Mais le gouvernement maintient le cap et n'assortit pas la dévaluation d'un assainissement monétaire et financier rigoureux destiné à éviter ses effets cumulatifs (les premiers effets d'une dévaluation, particulièrement dans un pays à faible dynamisme commercial et industriel, tendent à détériorer la balance commerciale et à accélérer la hausse des prix¹⁵).

15. Exprimée en francs, la valeur unitaire des importations augmente immédiatement et si les quantités importées ne diminuent pas à la suite de cette hausse des prix (faible élasticité-prix des importations liée à leur nature – pétrole – ou à une pression à la hausse des importations imposée par des « effets-revenus » – croissance de la consommation des ménages par exemple –, la valeur globale des importations peut s'accroître fortement. En revanche, la valeur globale des exportations ne s'accroît que si les quantités exportées augmentent (pas de variation du prix dans une estimation en

Pris dans le tir croisé des conséquences de la relance, de la dévaluation et des politiques dépressives qui se durcissent dans le reste du monde industriel (avec leurs effets sur le haut niveau des taux d'intérêt et la stagnation de leurs achats, donc des exportations françaises), la « ligne de fuite » de l'économie française s'impose rapidement. En juin 1982, les importations se sont accrues plus vite que la consommation des ménages qui, elle-même, a augmenté plus fortement que leur revenu disponible ; ce dernier évolue lui-même plus vite que le produit intérieur brut, et surtout que la production industrielle qui a recommencé à baisser. En revanche, les exportations stagnent. Le différentiel de prix avec les concurrents principaux s'accroît ainsi que le taux de pénétration du marché intérieur. Le déficit fortement croissant de la balance commerciale et la méfiance des milieux financiers imposent une nouvelle dévaluation.

La dévaluation de juin 1982 s'accompagne d'un *plan rigoureux d'« assainissement »* construit autour du blocage des prix et des salaires (la difficile sortie de ce blocage se réalise progressivement à la fin de l'année sur la base de négociations avec les professions et les syndicats), d'une augmentation des prélèvements sociaux, d'économies budgétaires. Dès cette date, il devient clair que, pris globalement, l'ensemble des ménages français devra accepter une stagnation de son pouvoir d'achat dès le dernier trimestre 1982 et, sans doute, une réduction en 1983. Les salaires les plus faibles devant être épargnés, cette réduction serait supportée par les salaires relativement plus élevés. Jusqu'alors le taux de partage de la valeur ajoutée avait évolué en faveur des salariés au détriment du capital. Les mauvais résultats des entreprises, les risques qu'ils font courir à l'emploi et peser sur une structure industrielle qui se détériore depuis 1975 incitent le gouvernement à imposer une évolution inverse.

Pour comprendre ce retournement, le recours à l'austérité, il faut saisir que le succès de la stratégie suivie depuis juin 1981 supposait une croissance nettement plus vive du P.I.B. L'augmentation de la productivité aurait permis d'améliorer le pouvoir de consommation des ménages, et tout particulièrement des couches défavorisées – ce qui a été mené à bien – sans que la masse et le taux des profits d'entreprises ne se réduisent. Mais la relance de la consommation a surtout bénéficié aux économies étrangères, l'investissement industriel induit (celui du secteur privé) a nettement baissé ; l'investissement autonome du secteur nationalisé, pourtant en nette augmentation, ne pouvait combler la différence. *L'échec tient à ce que la relance de la consommation populaire n'a pas réussi à enclencher les « rouages » keynésiens et industrialistes de la croissance de l'investissement et des exportations.* Pourquoi ? Par suite de l'intégration de l'économie française dans le marché mondial : les « fuites » de pouvoir d'achat domestique vers l'extérieur, la dépression de la demande effective étrangère et ses effets sur les exportations françaises, enfin, et surtout, *le fait que les prévisions des entrepreneurs concernant l'évolution de la demande effective ne sont plus aujourd'hui développées sur le plan national, mais à l'échelle mondiale ;* or elles se sont vivement détériorées avec la stratégie dépressive suivie dans le reste du monde capitaliste, alors même que les taux d'intérêt devenaient très élevés. D'où l'échec de la politique de relance « socialiste-keynésienne » ; il ne remet pas en cause la *théorie* keynésienne, simplement celle-ci ne fonctionne plus aujourd'hui sur une

francs). Mais si la demande étrangère est relativement peu sensible aux baisses de prix des produits français sur les marchés étrangers (faible élasticité-prix de la demande étrangère d'exportation françaises), si la demande étrangère est en outre comprimée par des politiques dépressionnistes, si enfin l'offre française est relativement rigide à court terme, la dévaluation aura des « effets pervers » surtout dans les six ou les dix premiers mois).

base nationale ! Parallèlement, l'idée selon laquelle il suffirait d'accroître les profits potentiels des entreprises pour relancer l'investissement reste toujours aussi fausse !

Il est possible de tenter une présentation des résultats économiques à la fin de 1982¹⁶. A la différence de ses concurrents, la France a réussi à modérer la croissance du chômage et à faire croître le P.I.B. de 1,5 % (le chômage augmente très vivement presque partout ailleurs, particulièrement aux Etats-Unis et en Allemagne et la croissance du P.I.B. est devenue négative, sauf en Grande-Bretagne et au Japon). Le revenu disponible des ménages, qui s'était accru de 2,1% en 1981, croît encore de 2,2 en 1982, essentiellement grâce aux transferts (il stagne ou baisse ailleurs). La consommation des ménages s'est accrue fortement : + 2,2 % en 1981, + 2,6 % en 1982 (là aussi à la différence des concurrents de la France où il y a stagnation ou baisse ; ainsi, entre janvier 1981 et novembre 1982, l'écart est de 5 % pour les ménages français par rapport aux allemands). L'inégalité a régressé nettement au sein des groupes de salariés, surtout grâce aux vives hausses du S.M.I.C. peu répercutées (le nombre de salariés payés au S.M.I.C. a été multiplié par trois). *Enfin, la part des profits dans la valeur ajoutée a diminué depuis 1979 : de 25,4 % à cette date, à 23 % fin 1982 (elle était de 27,5 % en 1974, de 24 % en 1977, elle avait remonté légèrement jusqu'en 1979).*

Mais la production industrielle, après une timide reprise en 1981 (ce qui est un résultat meilleur que dans la plupart des pays industrialisés), recommence à baisser dès le début de 1982 (-3,3 % en 1982) ramenant la France dans le lot commun. Les investissements diminuent (- 1,5 %), particulièrement les investissements des ménages (logements) et l'investissement industriel (sur une base déjà déprimée en 1981, 1980, 1979, etc.). A l'exception du Japon et, en 1981-1982, de la Grande-Bretagne, les résultats sont aussi mauvais sur ce plan dans les pays concurrents.

Les résultats du commerce extérieur sont catastrophiques. En 1982, le volume des exportations a diminué de 2,7 %, celui des importations s'est accru de 1,5 % ; le déficit commercial devrait atteindre 100 milliards de francs. On note surtout *la continuation de la détérioration* de la structure des échanges : déficit croissant à l'égard des pays industrialisés, excédent décroissant du solde des échanges de biens industriels. La dévaluation de juin 1982 n'a pas amélioré la balance commerciale : ses effets immédiats négatifs sont venus surcompenser d'éventuels effets positifs de la dévaluation d'octobre 1981. Enfin, si les prix à la consommation n'augmentent que de 10 % en 1982, la différence avec les pays concurrents est de 5,4 %.

Notons que le changement d'orientation intervenu dès juin 1982, conforté par la suite, commence à faire sentir ses effets dans les derniers mois de 1982. Les prix n'augmentent qu'au taux annuel de 4 %, la production industrielle régresse encore, la consommation stagne, puis diminue, le volume des importations se stabilise. Aucune reprise de l'investissement industriel n'est perceptible, mais la montée du chômage reste amortie. En 1983, l'évolution vers l'austérité devrait se confirmer dans la mesure où le gouvernement a décidé de transférer une partie des charges sociales des entreprises vers les salariés (financement des allocations familiales), diffère l'augmentation prévue du S.M.I.C., se bat contre les augmentations de salaires et s'efforce d'endiguer la croissance de la masse monétaire et des dépenses publiques. La situation est économiquement délicate,

16. Indicateurs construits par l'I.N.S.E.E., Prévisions I.N.S.E.E début oct. 1982, *Le Monde* (sept.-nov. 1982), *L'Expansion*, oct.-nov. 1982.

même si l'activité reste encore plus soutenue qu'à l'étranger (et pour cela même). Le gouvernement socialiste se trouve sur le fil du rasoir : l'austérité imposée par les résultats des entreprises et surtout du commerce extérieur risque d'entrer en contradiction avec la politique de rénovation industrielle et d'endiguement du chômage.

La situation est socialement délicate ; le gouvernement se trouve pris en tenaille entre une dure opposition du capital et des classes moyennes modernes ou traditionnelles, d'une fraction croissante de la paysannerie et le développement du mécontentement des salariés avec la mise en place de la nouvelle politique d'austérité. Celle-ci ne serait acceptable par les travailleurs que dans la mesure où, outre la poursuite de l'effort en faveur des salariés situés au bas de l'échelle, elle serait assortie d'une profonde transformation des conditions de travail, que si les sacrifices demandés apparaissaient clairement au service d'une nouvelle stratégie de développement susceptible de permettre, à terme court, l'amélioration des conditions de vie et la reprise du mouvement à peine ébauché de réduction de la durée du travail. Mais les travailleurs ne pourront être mobilisés par une politique de rénovation industrielle animée par le secteur nationalisé que dans la mesure où celui-ci serait aussi le leur et où, dans le secteur privé, la démocratisation progresserait sensiblement.

COMPRENDRE LA DÉPRESSION LONGUE

Comprendre la crise conjoncturelle de 1974-75 (ou celle de 1980-83) n'est pas comprendre la dépression longue. En effet, pourquoi n'y eut-il pas retour au rythme de croissance des années soixante ? Pourquoi, ce qui pouvait passer pour un accident de parcours au milieu des années soixante-dix s'avère être la concrétisation du basculement du cycle long ? La réponse à ces questions permettra de saisir comment la dépression concentre et restructure le capital, recentre l'économie mondiale et, détruisant l'emploi, enrôle l'économie en une spirale dépressionniste.

Transnationalisation des économies et crise du mode de régulation

La réussite même de la régulation étatique et monopoliste d'après-guerre, l'expansion longue qu'elle rendit possible imposèrent le dépassement des économies nationales dans une économie transnationale [27], mais sans que le cadre national du mode de régulation soit lui-même transformé. Redisons qu'économie transnationale ne signifie nullement mondialisation des systèmes productifs, même si elle forme une étape d'un tel processus pluriséculaire. Soulignons même que la transnationalisation de l'économie suscite des oppositions d'autant plus farouches entre les *segments* du capital mondial, entre les Etats, entre les nations, que les économies nationales se fusionnent.

La question à l'ordre du jour n'est même pas la formation d'un tel ordre productif *mondial*, mais simplement celle d'un ordre productif *transnational* avec mise en place d'un mode de régulation transnational. Telle est d'ailleurs la fonction de la dépression longue. Les années soixante-dix et quatre-vingt sont celles de la mise en place d'une nouvelle forme de capitalisme, d'un nouvel ordre productif ; un accouchement dans la douleur, à l'instar des mises en place des ordres productifs antérieurs.

Pour le moment, voyons comment la nouvelle logique du capitalisme transnational, qui tend à devenir hégémonique dès la fin des années soixante, produit la crise du mode de régulation jusque-là prévalant et impose une dépression longue.

Au temps de la longue expansion, les *firmes géantes*, maîtresses de leurs marchés, de leur financement, faiblement attaquées par la concurrence, appuyées sur « leur » Etat, payaient l'intensification du travail par de croissantes rémunérations ; d'où, *au niveau de la nation*, le développement d'une production et d'une consommation de masse au service de la réalisation de taux de profit élevés : ce que nous nommons le fordisme. Cela ne signifie pas que la stratégie des firmes géantes n'avait pas de fortes implications *internationales*. Au contraire, l'impérialisme jouait de fait un rôle régulateur complémentaire (phénomène décrit pour les Etats-Unis par Baran et Sweezy dans *Monopoly Capital* [6]).

A mesure que se développe le processus de transnationalisation, donc l'intensification de la concurrence entre firmes monopolistes à l'échelle mondiale, la pression à la baisse des coûts, en particulier salariaux, se fait plus vive. Comment laisser croître « ses » salaires plus vite que ceux de ses concurrents, donc comment continuer à amortir la lutte sociale en jouant sur les « stimulants matériels » ? Les temps sont révolus où la question des débouchés croissants pour une production croissante était résolue à l'intérieur des frontières, et l'on retrouve, massive, la contradiction entre l'offensive du capital pour maximiser le taux d'exploitation et la nécessité de réaliser les marchandises produites.

Au temps de la longue expansion, les *Etats* pouvaient mettre en place des politiques économiques et sociales relativement autonomes ; en particulier tout un arsenal de politiques « keynésiennes » permettait de relancer des économies affectées par une récession (politique de bas taux d'intérêt, d'augmentation de la masse monétaire, de déficit budgétaire, d'encouragement de la consommation salariale de masse, politiques sociales, encouragements aux investissements privés, développement des investissements publics, production de biens collectifs...). Plus généralement, toute la politique économique était orientée vers la croissance équilibrée de la demande effective domestique.

Les Etats régulaient *le mode d'accumulation du capital* dans ses deux composantes : *les relations intra-capital* et *les rapports entre classes sociales*. En France, la planification était l'instrument à moyen terme de ce mode de régulation avec ses deux fonctions : celle d'arbitre entre les segments du capital, c'est-à-dire de coordination des groupes industriels encore essentiellement nationaux, de croissance équilibrée des grands secteurs de l'économie, celle de régulation sociale permettant à la fois la modération des tensions sociales et la modulation des rapports de répartition, la croissance (sélective) du salaire réel rendant possible la réalisation des valeurs produites, essentiellement dans le cadre national. Au-delà de cette forme spécifiquement française, les politiques de régulation des Etats venaient appuyer les politiques de régulation monopoliste et permettre de faire de la hausse des salaires réels la cause de l'accroissement des profits dans le cadre d'un circuit national.

La transnationalisation de l'économie a rendu impossibles les politiques économiques et sociales autonomes. Les interdépendances, les interpénétrations des marchés, la montée en force des groupes transnationaux, la fusion des marchés monétaires et financiers par l'intermédiaire de marchés spécifiquement transnationaux (euro-marchés) ne sont que des aspects de cette *hétéronomie*.

En particulier, les politiques de relance sont devenues non seulement ineffi-

caces, mais souvent dommageables. Toute augmentation isolée de la consommation ou de l'investissement autonome ne se traduit plus par une reprise nationale des revenus, des investissements et de la production, mais tend à se dissoudre à l'échelle mondiale ; elle provoque dans le pays initiateur un déséquilibre de la balance commerciale, des sorties de capitaux viennent précipiter une dévaluation qui renforce encore les tensions inflationnistes et le déséquilibre externe. A cet égard, les échecs parallèles de politiques Giscard-Chirac et de la première phase de la politique Mitterrand-Mauroy en sont une illustration. Elles se heurtent de front non seulement à des contraintes externes, mais à la nouvelle logique transnationale où la croissance de la demande interne ne relance que le différentiel d'inflation, les déficits extérieurs et des dévaluations à *logique cumulative*. De même que, « hier » encore, l'efficacité des politiques de relance keynésienne n'était que la pointe conjoncturelle d'une régulation du mode d'accumulation orientée vers la croissance de la demande effective, aujourd'hui, l'inefficacité des politiques conjoncturelles, de droite comme de gauche, n'est qu'un élément de la crise de la régulation du mode d'accumulation dans ses deux composantes.

La régulation étatique des relations entre segments du capital dans la nation a perdu son efficacité, voire sa raison d'être dans la mesure où il ne s'agit plus d'équilibrer la croissance de segments essentiellement intranationaux, mais où les nouvelles formes de concurrence sont transnationales. Au stade transnational, la concurrence entre les groupes géants se fait d'autant plus vive qu'il leur faut se saisir le plus rapidement possible de positions solides sur le marché mondial. Derrière ces groupes, derrière la fraction la plus transnationalisée des bourgeoisies nationales, se trouve un Etat qui doit lutter pour assurer à « ses » monopoles la position concurrentielle la plus forte possible. D'où le rôle crucial des nouvelles politiques industrielles. La coordination entre secteurs nationaux a cédé la place à une politique de soutien des fractions les plus transnationalisées, donc souvent les plus monopolistes, du capital national. En France, l'évolution de la planification est à cet égard révélatrice : du v^e Plan, avec l'accent mis sur l'ouverture extérieure, au VII^e avec le « redéploiement » et au VIII^e plan s'amplifie la stratégie consistant à mettre les firmes géantes en situation de compétitivité en les regroupant, en les soumettant au capital transnational.

Parallèlement, *la régulation fordiste des rapports sociaux* a, peu à peu, cédé la place à une stratégie d'endiguement de la croissance des salaires réels, puis à leur réduction, le but étant l'obtention d'une réduction de la consommation domestique afin de développer un surplus exportable, de diminuer la part des salaires dans la valeur ajoutée pour accroître le surplus capitaliste.

L'un après l'autre, avec quelques retournements, les Etats se sont convertis à des politiques de rigueur, puis d'austérité, voire à des stratégies sévèrement déflationnistes. Ces politiques économiques sont cohérentes avec la nouvelle logique transnationale. Elles purent être appliquées d'abord dans les nations où le capital y était en quelque sorte « préadapté » par des rapports sociaux « pacifiés » (que cette modération des tensions sociales soit obtenue par une gestion de type social-démocrate ou par des formes diverses de répression) *et* par leurs structures industrielles « agressives » (Allemagne, Japon). Le capital en position favorable de ces nations réussit effectivement à se saisir d'une part accrue du marché mondial. Ainsi les bourgeoisies les mieux établies et les plus dynamiques (les deux critères doivent être réunis) montraient la voie aux autres et leur interdisaient d'en suivre une autre. En effet, toute stratégie reflationniste ne

remettant pas en cause la logique du capital transnational aboutit rapidement à des situations intenable par suite du rétrécissement des parts occupées sur le marché mondial, y compris dans son propre marché intérieur. On sait comment la France de R. Barre, l'Angleterre de M. Thatcher, puis, avec violence, l'Amérique de Reagan s'engagèrent dans la voie de l'austérité, on a vu « le pas de clerc » du gouvernement socialiste français et le renforcement de la politique déflationniste dans l'Allemagne de H. Kohl.

Ce type de stratégie peut-il atteindre les buts qu'il s'assigne ? Certes, nous l'avons vu, telle nation peut améliorer durablement sa position relative (Allemagne, Japon). Certes, la France, pays intermédiaire à cet égard, a temporairement (entre 1973-1978) obtenu un taux de croissance annuel de 1,8 % grâce à une contribution de la demande extérieure en croissance de 2,1 % et malgré une contribution négative des ventes sur le marché intérieur (- 0,3 %) [89]. Mais, dès 1979, se révélait l'affaiblissement des structures productives françaises en partie dû à cette austérité, et les échanges extérieurs recommençaient à se détériorer gravement. En 1981-1982, la Grande-Bretagne semble, à son tour, marquer des points dans cette guerre économique. Notons cependant que ce point ou ce point et demi de croissance différentielle (en plus ou en moins) est obtenu à un coût social considérable supporté par les salariés, son élément principal est le chômage (au Japon, ce coût prend plutôt la forme d'une aggravation du servage industriel). Remarquons que les classes salariées supportent toujours le prix de la dépression : une conversion rapide à l'austérité le leur fait acquitter immédiatement, des tentatives de relance isolée ne font que repousser le moment du paiement, et pas très longtemps !

Mais seule une amélioration *relative* dans un effondrement *général* est, au mieux, réalisable. Il est erroné de supposer une issue à la dépression longue dans cette voie. Comment peut-on croire possible, globalement, une substitution de la demande externe à la demande interne et la relance de l'investissement à partir de l'accroissement du profit potentiel alors que les perspectives d'une reprise de la demande finale n'existent pas ?

Dans la mesure où tous les Etats capitalistes sont amenés à limiter la demande domestique de consommation, d'où pourrait venir la demande pour le surplus exportable que chaque nation s'efforce de développer pour ses groupes industriels par tous les moyens, y compris la guerre économique ? Tout soutien par la demande interne étant incompatible avec la logique nouvelle du capital transnational, l'investissement ne saurait la remplacer puisqu'il est fonction de la demande finale anticipée et, puisque tous les Etats suivent la même politique restrictive de leur consommation interne, il n'y aura pas davantage de « relais » par la demande externe au niveau global. *D'où l'approfondissement de la dépression, avec l'anarchie de grandes unités et la concurrence « sauvage » sur le marché mondial, avec l'insuffisance de la demande effective engendrée par la réactivation de l'antagonisme des rapports de répartition.*

Au niveau mondial on retrouve la contradiction « classique », mais maintenant développée à l'échelle transnationale, entre la recherche du surplus capitaliste maximal, par la baisse du salaire réel, et la nécessité de réaliser les valeurs produites sur la base d'un rapport social salarial !

Dans ce type de situation, ce qui permet une amélioration relative de la situation d'une nation est simultanément ce qui cause une détérioration absolue de la situation de l'ensemble de l'économie mondiale. Soulignons la contradiction entre la recherche d'un avantage « national » au détriment des autres (obtenu grâce à

la déflation relative) et les conséquences de la généralisation de ces politiques : des pertes pour tous !

Que l'on ne s'étonne pas de retrouver la « classique » conséquence des situations concurrentielles. Dans la mesure où *chaque* capitaliste tente de prendre avantage sur ses concurrents en réduisant ses coûts salariaux, *tous* risquent d'en souffrir. L'Etat, coordinateur des intérêts capitalistes au niveau national et les formes monopolistes de centralisation du capital avaient permis de masquer cette contradiction. Elle resurgit au niveau de la concurrence interétatique. Notons qu'il serait trop simple d'assimiler chaque intérêt national à celui de la bourgeoisie nationale. Lorsqu'une nation réussit à progresser par rapport aux autres dans cette compétition mondiale, la plupart des catégories sociales en tirent des avantages, et pas seulement « les miettes du festin » ! Dès lors, puisque telle nation gagne par rapport aux autres dans cette course à l'austérité, il est très difficile d'espérer un changement de sa stratégie. Ce paraît être la situation de l'Allemagne ou du Japon qui rechignent à toute relance concertée. Et comme les nations qui « perdent » ne peuvent que souhaiter une relance par les « autres » et en attendant renforcent leur propre stratégie dépressive, on voit d'autant moins d'où viendrait le salut dans cette nouvelle logique du capital que l'économie dominante américaine joue maintenant le chef d'orchestre dans ce concert de politiques dépressionnistes.

Dans cette compétition transnationale, l'apparent paradoxe est que les Etats soutiennent « leurs » monopoles alors que ceux-ci sont de moins en moins nationaux ! Ainsi les firmes ou groupes géants français que favorisait la politique industrielle des « années Pompidou » ou « Giscard » étaient en voie de transnationalisation plus ou moins rapide. On retrouve l'Etat contre la nation lorsqu'ainsi il aide le redéploiement hors des frontières nationales des unités de production des firmes géantes. Au lieu d'exporter le chômage, selon la stratégie keynésienne du « passe-à-ton-voisin » (*Beggar my neighbour policy*), *il exporte l'emploi*. Ce faisant, il se pose en adversaire des travailleurs de la nation comme du « petit » capital national qui ne peut participer au nouveau jeu mondial que dans la mesure où il est absorbé par un groupe transnational !

• Les « grandes manœuvres » du capital

Les relations entre groupes transnationaux nous font retrouver une contradiction de même nature qu'en ce qui concerne les relations entre Etats. Dans la sévère concurrence qui, en définitive, enlève l'économie mondiale, certains améliorent leur position, car la crise permet une profonde restructuration du capital dans chaque nation et à l'échelle d'espaces de plus en plus larges. Comme lors des crises « classiques », l'important se situe davantage au niveau des transformations du tissu industriel qu'au niveau macro-économique dont les moyennes cachent l'extraordinaire diversité des situations sectorielles ou locales. Le taux de profit général est une abstraction qui masque les situations concrètes où tout se joue. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, en pleine crise, alors que le taux de profit général stagne ou fléchit, voici quel fut le taux de croissance des profits des 880 plus grandes entreprises américaines [103] :

1976	1977	1978	1979
+ 5,5 %	+ 16 %	+ 27 %	+ 22 %

On peut noter, pour la France, que les positions relatives des secteurs, et des grands groupes industriels, se modifient au cours de la dépression. Les branches déjà en difficulté dans l'expansion s'enfoncent encore relativement (sidérurgie, textile, cuir), et sont particulièrement affectées les industries productrices des biens intermédiaires (victimes des politiques d'économie des entreprises) et de biens de consommation (victimes de la régression de la demande interne et des importations). En revanche, jusqu'en 1978, les industries de biens d'équipement, l'automobile et l'armement progressent grâce aux exportations ou aux achats des ménages en ce type de biens durables. Depuis cette date, la concurrence étrangère se faisant plus dure, les biens d'équipement, l'automobile et les « usines clés en main » accusent le coup. La crise a commencé par attaquer les industries « à la traîne ». Les activités portées par le marché mondial et les industries motrices de la période précédente tenaient relativement bien la route. Avec l'acharnement concurrentiel de la fin des années 1970 et du début des années 1980 ne résistent – outre ceux qui bénéficient de rentes de situation (compagnies pétrolières, producteurs d'armes) – que les groupes placés dans quelques secteurs d'avenir : matières premières, électronique (télématique, robotique, « bureautique »...), agro-alimentaire-biologie, pharmacie-médecine-prothèse.

Sur la base de ces différences, se déroulent les « grandes manœuvres » du capital, et les Etats n'y restent pas indifférents s'efforçant par leurs politiques industrielles de renforcer la fraction la plus compétitive, généralement la plus centralisée, la plus transnationalisée. Trois cas sont à distinguer. D'abord les restructurations de secteurs entiers en difficulté, avec l'accompagnement, discret ou non, de l'Etat (cas des sidérurgies européennes ou américaines), avec sa bienveillance (affaire Agache-Willot-Boussac) ou par simple concentration autour des firmes dominantes. Ensuite les « recentrages » de groupes qui s'étaient trop dispersés horizontalement et qui échangent leurs actifs industriels de façon à se spécialiser davantage, à renforcer une position monopoliste, quitte à élarger les activités déficitaires ou seulement marginales. Enfin l'occupation par les plus grands groupes de secteurs d'avenir, en particulier par l'achat de firmes modestes qui y avaient bien réussi et que leur succès même condamne à la soumission.

La crise générale n'a donc pas des effets identiques sur les secteurs. Elle provoque un reclassement. Il est donc possible d'interpréter la dépression des années 1970 et 1980 comme le temps de la baisse ou de l'effondrement des anciennes activités porteuses *alors que le nouveau noyau industriel ne s'est pas suffisamment développé pour pousser le taux de profit général au niveau de la période précédente d'expansion longue.*

- *Recentrages de l'économie mondiale et formes d'exploitation*

La liaison apparaît simple entre restructuration et recentrage : la crise n'atteignant pas avec la même ampleur les diverses activités, permettant même de préparer l'essor de nouvelles industries, les régions du monde qui bénéficient d'une structure industrielle « légère » en anciennes activités, relativement orientée vers les nouveaux secteurs porteurs peuvent bénéficier d'un développement plus soutenu et recentrer l'économie mondiale autour de leur économie. On pense au déplacement de l'axe du monde de l'Atlantique au Pacifique avec la délocalisation du centre de l'économie américaine de l'est vers l'ouest, avec le dévelop-

pement de l'aire de coprosperité autour de l'extraordinaire ascension japonaise. Une analyse inversée permet de comprendre l'affaiblissement de la grande région d'Europe, et particulièrement de l'ancien centre anglo-lotharingien, le plus richement doté en industries vieillissantes, voire moribondes. Le coût économique et social de leur restructuration est si élevé qu'elle ne peut lutter à armes égales avec les nouveaux espaces industriels.

Une telle analyse ne donne, selon nous, qu'une explication très partielle. Il faut comprendre que ces structures industrielles ne sont pas dissociables des formes prises par la gestion capitaliste de la force de travail et des formes de la résistance salariale. On pensera immédiatement au niveau des salaires réels, et on aura raison : dans la mesure où la productivité du travail est identique à Manchester et à Séoul et où le coût salarial y est très différent, le capital tendra à se délocaliser (en déplaçant ses usines ou en les laissant dépérir ici pour les laisser se développer là), si le commerce mondial est libre, la sécurité assurée et le seuil de développement minimal des infrastructures dépassé¹⁷.

Mais le niveau relatif des salaires n'est qu'un des aspects de la diversité sociale. Le Japon a aujourd'hui un revenu par tête de plus de 9 000 dollars et l'Angleterre de moins de 8 000 (France : 10 000, Etats-Unis : 11 000, Allemagne fédérale : 11 800). Le coût salarial français serait de 25 % inférieur à celui de l'Allemagne, de la Belgique ou de la Suède, le Japon étant encore 20 % au-dessous de la France, mais si cela ne paraît pas suffire à permettre à l'industrie française de concurrencer sévèrement l'allemande, cela ne doit plus suffire à expliquer la puissance industrielle japonaise¹⁸.

Pour comprendre pourquoi *le Japon* [121] [109] a une croissance deux fois plus rapide que celle des Etats-Unis, pourquoi la région qu'il domine devient une « économie-monde », il faut saisir l'efficacité de l'exploitation de la force de travail dans ce pays, non seulement dans l'entreprise, mais pour l'ensemble de la société. L'emploi « à vie » de 35 % de la population salariale dans des groupes géants où la promotion se fait à l'ancienneté tempérée par l'opinion de l'équipe de travail, où règne un extraordinaire paternalisme noyant l'individu, voire la famille, dans l'entreprise (mais facilitant la rotation des tâches et la formation interne à l'entreprise), la compétition individuelle, exacerbée au détriment de la conscience de classe (quasi-absence de grèves), mais encadrée par la pression des groupes, caractérisant cette large aristocratie salariale sévèrement intégrée dans l'entreprise. L'efficacité du système d'exploitation s'accroît dans la mesure où ces firmes géantes sont à la fois solidement encadrées par *le M.I.T.I.* (qui coordonne et dynamise la politique industrielle nationale) et immergées dans une masse de petites entreprises familiales, artisanales, sous-traitantes, où existe un semi-prolétariat mobilisable et démobilisable au gré des patrons petits et grands : travailleurs à mi-temps, souvent plus ou moins directement liés à une activité agricole, jeunes filles qui produisent leur dot... et une caste de sous-prolétaires marginalisés corvéables à merci, diverses situations si « souples » pour le capital.

On se trouve en présence d'une véritable féodalité capitaliste permettant l'extraction « maximale » de plus-value. La prégnance des idéologies traditionnelles (religion) jointe à la force des modernes (promotion, consommation), la prééminence du groupe « unanimiste » sur l'individu, son agressivité face à tout

17. Infrastructures entendues très largement : routes, ports, etc., mais aussi prises en compte par la collectivité de fractions importantes du coût de production (socialisation de ces coûts, peu de « faux frais »...).

18. D'après une étude de la Dresdner Bank du printemps 1980 cité par *Le Monde*, « L'année économique et sociale », 1981.

ce qui lui est extérieur, la force des structures familiales, l'éducation, la persistance des mentalités féodales (l'honneur, la « face », le devoir d'obéir, les devoirs des dirigeants...) au sein même des plus nouvelles (efficacité, technicité...) viennent couronner cet édifice social pour en faire un système capitaliste « féodal » qu'il faut souhaiter inimitable !

A l'opposé, la vieille Angleterre, c'est-à-dire le vieux capitalisme britannique, celui qui n'a plus son Empire, qui a dû passer un « compromis historique » avec le mouvement ouvrier le plus puissant du monde, empêtré dans ses industries obsolètes, avec sa faible productivité, ses coûts salariaux et sociaux élevés, l'inefficacité du capital à produire de la valeur ajoutée et de la plus-value. De tels caractères se retrouvent plus ou moins dans toute l'Europe occidentale, mais avec de fortes différences : la France « entre deux », l'Allemagne, où le capital sut créer un solide consensus, plus « japonaise ».

Mais l'histoire, redisons-le, n'est pas linéaire. Le Japon fit sa force capitaliste de ses anciennes structures « féodales », l'Angleterre et la France pourraient construire, demain, sur la solidité de leur démocratie politique et, pourquoi pas, sociale.

• *Dépression et « gestion » du chômage*

La façon dont les différentes sociétés « gèrent » le chômage est cruciale dans la montée de la dépression et participe donc au « recentrage » de l'économie mondiale.

La montée du chômage (en France, de 100 000 demandeurs d'emploi au début des années soixante à plus de 2 millions à la fin de 1982) n'est pas seulement une conséquence fatale de la dépression, elle en est une cause majeure, autant par des effets (bien connus) de demande que par des « effets d'offre ». Le chômage n'est pas cette poussée irrésistible, quasi naturelle, imposée par la démographie d'une part, de l'autre par les effets cumulés de la crise et de l'automatisation. Au Japon, le chômage relativement faible n'est pas seulement la conséquence d'une croissance rapide de la production, surpassant les effets d'un processus d'automatisation pourtant puissant. De façon *a priori* étonnante, le refus du licenciement des salariés « institutionnels » y est une cause d'expansion et de l'effort d'investissement. En effet, le « contrat social » tacite interdisant aux grandes entreprises, surtout celles des groupes géants, de licencier « leurs » employés leur impose une « tension créatrice » et est un puissant facteur de dynamisation, non une cause de sous-productivité. Voici, ci-après, quelques chiffres permettant de comparer le Japon à ses concurrents en 1980, même si les données japonaises sont sans doute exagérément optimistes.

Quels effets attendre des licenciements dans une économie dépressive ? Au XIX^e siècle, ceux opérés massivement dans ces périodes, surtout dans les entreprises et les secteurs les moins dynamiques, y étaient cause d'une hausse de la productivité du travail, assuraient le renouvellement du système productif, formaient un vivier, une « armée industrielle de réserve » où les firmes novatrices pouvaient venir puiser à bas prix. Certes se développait déjà le risque d'une perte des débouchés par contraction de la demande d'origine salariale. Encore durant la première moitié de ce siècle, l'importance des « zones extérieures » au capitalisme *stricto sensu* permettait une reprise exogène de la demande, même si les revenus salariaux s'effondraient avec la croissance cumulative du chômage. Mais nous avons vu comment la « généralisation » du salariat, par les étapes des an-

	PRODUCTION INDUSTRIELLE*	INVESTIS./ PIB	CHÔMAGE/ ACTIFS	CHÔMAGE DES JEUNES	PRODUCTIVITÉ 1980/79
JAPON	147	32,0 %	2,5 %	4,3 %	+ 3,2 %
France	115	21,6 %	7,6 %	17,0 %	+ 1 %
Grande-Bretagne	102	17,4 %	11,0 %	20,0 %	+ 0,5 %
Italie	120		8,5 %	27,0 %	+ 2,5 %
Allemagne fédérale	115	23,5 %	5,5 %	7,0 %	+ 1,1 %
Etats-Unis	130	17,0 %	7,6 %	14,0 %	- 0,5 %

Note :

* Production industrielle : indice 100 en 1975 ; le chômage des jeunes est donné en proportion des actifs de moins de 24 ans ; la productivité est le rapport PNB/Emploi.

Sources : OCDE, *Rap. Ec. et fin.*, 1982, *Expansion*, nov. 1981, *Le Monde*, « Bilan 1981 », janv. 1982.

nées 1880 et 1930, imposa une transformation d'un capitalisme « libéral » qui ne pouvait plus dès lors se redresser de la dépression par les seules vertus de ses lois marchandes, en particulier du fait de la spirale chômage-réduction de la demande-baisse de la production.

Actuellement, la question des licenciements enferme l'économie dans une contradiction : si des entreprises confrontées à une réduction de la demande, à une concurrence renforcée ne licencient pas, elles risquent l'effondrement, et donc le chômage pour tous ; si elles licencient, elles ne font qu'accroître les difficultés qui pèsent sur l'ensemble du système productif. En effet, si les prestations-chômage sont faibles (ou payées par les salariés), le taux de profit potentiel peut être accru, mais la diminution des débouchés entraînera la baisse du taux de profit réalisé ; si les prestations financées par les entreprises sont élevées, non seulement la productivité globale effective n'augmentera pas, mais elle diminuera avec le produit national, d'où la chute du taux de profit potentiel.

En effet, plaçons-nous au niveau de l'entreprise qui licencie : elle accroît généralement la productivité des travailleurs restants et peut escompter un avantage privé relativement à ses concurrents. Elevons-nous au point de vue de l'ensemble de l'économie lorsque le système productif paye les chômeurs : la productivité globale ne s'accroît qu'apparemment puisque tout se passe comme si, derrière chaque travailleur (encore) actif, le fantôme de son camarade, forcé de se croiser les bras, était toujours présent ! Les cotisations-chômages payées par les entreprises étant intégrées dans le coût salarial, le volume produit par unité de coût salarial, loin d'augmenter, diminue¹⁹. Au XIX^e siècle, le chômage réduisait le produit national et accroissait le surplus capitaliste dans la mesure où les chômeurs ne mangeaient pas. Aujourd'hui, il n'est plus qu'un gaspillage des forces de travail, réduisant même le surplus économique, la source de l'accumulation.

En revanche, lorsque des entreprises s'imposent la contrainte du non-licenciement, elles ne peuvent accroître leur capital technique, mécaniser ou automatiser, au détriment du fonds des salaires. Ne pouvant se contenter de substituer des robots aux hommes, elles sont en quelque sorte contraintes d'accroître leur productivité en investissant massivement, de modifier la composition de leur capital en augmentant plus vite leur capital technique que leur fonds des salaires.

Ainsi les grandes entreprises japonaises devant trouver de nouvelles fabrica-

19. Evidemment la couverture du chômage assurée par les cotisations ouvrières ou l'impôt sur les salariés réduit les revenus salariaux disponibles et induit l'habituelle spirale déflationniste : on retombe sur le « cas 1 ».

tions, de nouveaux marchés, elles sont contraintes au dynamisme, à l'agressivité, à la modernisation. Certes, elles trouvent ces marchés à l'échelle planétaire, mais surtout ces marchés sont engendrés, à l'intérieur des frontières nationales²⁰, par le dynamisme de l'investissement et de la production elle-même : l'offre crée – imparfaitement sans doute – sa propre demande²¹.

Il ne saurait être question de minorer les aspects effroyables du « modèle » japonais où des grandes entreprises, véritables féodaux, exploitent sévèrement leurs salariés « institutionnels », véritables « serfs », sans jamais les chasser de leurs « tenures », les protégeant même de l'extérieur ! Nous voulons seulement noter que l'argument patronal : « Nous n'embauchons pas parce que nous ne pouvons débaucher » est relatif puisque le refus du licenciement peut être, dans un cas très particulier il est vrai, une cause d'embauche.

Pour rester en Europe occidentale, rappelons seulement que *le lien entre automatisation et chômage n'a rien de « naturel »*. Les systèmes automatiques, comme hier les machines, créent la possibilité matérielle de chasser les travailleurs de l'usine. Cette possibilité ne devient nécessité sociale que lorsque la recherche du profit à court terme et la concurrence imposent cette substitution à chaque capitaliste. Mais qu'une gestion globale de l'économie s'impose et l'emploi peut être préservé, la durée du travail fortement réduite.

Nous retrouvons, à nouveau, la transnationalisation de l'économie sur notre route. Pourtant, et en cela le terrain de l'emploi est décisif, il n'y a pas ici contradiction entre la recherche d'un avantage comparatif par chaque nation et l'intérêt collectif de l'ensemble de l'économie mondiale : un Etat qui laisse le capital libre de faire se gonfler le chômage démesurément fait rétrograder son économie par rapport aux autres et participe à l'enlisement mondial !

Qu'on n'en conclue pas naïvement qu'il suffit d'interdire les licenciements ! L'Etat et le système bancaire n'ont pas à soutenir à bout de bras des entreprises condamnées et... multiplier les faillites d'entreprises revient à licencier massivement ! Mais les pouvoirs publics doivent encourager l'investissement des entreprises rentables qui s'engagent, en contrepartie, à ne pas licencier, non pour accroître le chômage déguisé, mais pour utiliser productivement, dans de nouvelles activités industrielles, la force de travail qui n'est surnuméraire que pour des firmes « statiques ».

La mise en œuvre de telles politiques se heurte cependant à une difficulté sociale majeure : le chômage renforce la position du capital au niveau de la société tout entière ; la substitution des machines et des robots aux travailleurs facilite la « gestion », dans chaque entreprise, d'une force de travail par nature indocile.

Si la dépression « recentre » l'espace mondial au profit du capital le plus efficace dans l'exploitation des travailleurs, elle tend à rétablir celle-ci partout dans les plus rigoureuses conditions.

1968-1983, entre ces deux dates comment ne pas constater que la dépression

20. Contrairement à certaines idées reçues, le Japon dépend peu du marché mondial. Le rapport des exportations (F.O.B.) au P.N.B. est de 7 % aux États-Unis, de 12 % au Japon, de 18 % en France, 22 % en Allemagne fédérale, 23 % au Royaume-Uni, 41 % aux Pays-Bas (en 1978-79).

21. Les théoriciens reaganiens du « supply side » feraient bien de lire le chapitre « Des machines » dans les *Principes* de Ricardo. Celui-ci montre que lorsque les capitalistes, afin d'accroître le taux de profit, substituent des machines aux travailleurs et réduisent donc le fonds des salaires, ils sont non seulement responsables du chômage et de la baisse du niveau de vie ouvrier, mais ils réduisent de ce fait le revenu national. En revanche, lorsque l'accumulation accroît, même inégalement, le capital technique et le fonds des salaires, la production accrue qui en résultera créera sa propre demande.

longue a permis au capital de retrouver une position de force à l'échelle mondiale, et cela par rapport à l'ensemble des catégories exploitées ou soumises ? La crise a ainsi bloqué le processus de libération qui se renforçait au cours des années soixante, elle a permis de développer de nouvelles formes plus « souples » de salariat, le travail temporaire, les contrats à durée déterminée, le travail à domicile et le travail au noir, formes liées dans le nouveau « sweating system », phénomènes qui sont à la fois conséquence et cause d'une dégradation de la position des salariés (particulièrement des catégories les plus exposées : femmes, jeunes, immigrés, chômeurs, enfants même, grâce au nouvel apprentissage et à la renaissance du travail familial à domicile). La dépression a facilité la mobilité des travailleurs, l'intensification du travail (renforcement de la taylorisation, travail posté) ; elle a permis de rabaisser la prétention des nouvelles couches moyennes à partager le pouvoir économique dans l'entreprise, d'accentuer la prolétarianisation des paysans moyens ou pauvres et de nombreux éléments issus des couches moyennes.

Ajoutons que la dépression a eu de sérieuses conséquences idéologiques. D'une part, elle a régénéré l'idéologie du « travail, famille, patrie », le repliement sur soi et sur le local, renforcé le mépris de l'étranger et le racisme. D'autre part, elle a précipité la crise du marxisme, fait partout triompher le « soyons réalistes » sur le « faisons de nos rêves la réalité », d'où le crépuscule des utopies concrètes. *L'année 1968 avait marqué des limites* : les salariés ne pouvaient laisser se dégrader leur part relative dans la valeur ajoutée, leurs conditions de travail (1963-1968) alors qu'ils avaient acquis une position de force relative ; le capital ne pouvait laisser franchir aux mouvements sociaux les cadres d'une revendication *dans* le système, laisser remettre en cause *le* système. D'où la crise socialement bienvenue pour le capital (même si tel n'est évidemment pas le cas pour chaque capitaliste), pas seulement en France, mais à l'échelle du monde capitaliste, alors que commençait à grandir le risque d'une remise en cause du mode d'exploitation lui-même.

Pourtant, si la crise a facilité la régulation sociale et la mise en place de nouvelles formes d'exploitation, elle finit par jouer un rôle de dynamisation sociale et la remontée en puissance des forces conservatrices par la dépression peut trouver ses limites dans la dépression. Limites politiques, la France l'a montré en 1981. Limites sociales, lorsque dans les faubourgs des grandes villes, dans les régions sinistrées montent des révoltes de désespérés, sans-travail, jeunes immigrés, marginalisés par la crise... Signaux ambigus, certes, comme le sont tous ceux émis par la violence dont on sait que sa dialectique peut aller de la révolte à la révolution ou au fascisme ! Limites idéologiques, si, de la crise du marxisme, celui-ci sort, lui aussi, régénéré.

Dès lors, aucun avenir déterminé n'est écrit dans le temps d'une génération. Ni politiquement où il est plusieurs possibles, ni économiquement. Si, jusqu'ici, il y eut enlèvement plutôt qu'effondrement du système productif, que verrons-nous demain ? Mais d'abord pourquoi avons-nous connu jusqu'ici une « dépression longue » plutôt qu'une « grande crise » ?

UN ENLÈVEMENT PLUTÔT QU'UN EFFONDREMENT

La sévérité des crises conjoncturelles de 1974-1975 (et 1979-1983) pouvait faire craindre l'effondrement du système productif comme dans les années trente

ou du moins comme lors des crises « classiques ». Or, jusqu'ici, il n'y eut ni crise financière cumulative, c'est-à-dire susceptible de communiquer l'effondrement aux autres marchés et à toute l'économie (un certain cloisonnement fut préservé), ni crise industrielle provoquant les destructions en château de cartes (avec retour vers les banques) de l'époque classique. Si la demande effective fut parfois réduite, ce fut relativement peu et peu de temps. Il en fut de même de la production. S'il y eut des diminutions du capital physique, des mises en sommeil ou au rebut souvent importantes, il n'y eut pas réduction générale de la valeur du capital par évanouissement du taux de profit et dévalorisation globale des éléments productifs, même si sectoriellement et localement de telles situations furent courantes, permettant l'habituelle restructuration-centralisation du capital.

Le seul phénomène cumulatif est la montée du chômage. Ce mouvement, moins violent que celui des années trente, est plus profond que celui du cycle classique. Il se développe sur la longue période (mais s'amplifie conjoncturellement) et paraît le signe le plus tangible, et la conséquence de l'enlèvement. Nous avons vu que, phénomène structurel, *il est lié à l'usage que le capitalisme fait du progrès technique, et non à ce progrès même.*

Si la dépression finit par s'accompagner d'une stagnation du taux de salaire réel, d'une baisse du revenu disponible des travailleurs (chômage partiel et croissance du coût de la couverture sociale de plus en plus mal assurée), là aussi les différences sont grandes avec le XIX^e siècle puisque le salaire nominal s'élève encore et que la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs n'est pas d'une ampleur comparable à celle des années trente. D'où le freinage, la réduction relativement légère de la demande finale, pas son effondrement. Mais le caractère nouveau le plus visible de la forme contemporaine de crise est la durée de *l'inflation*. Si des hausses accompagnaient l'essor « classique », il y avait toujours retournement dans la dépression. Aujourd'hui, l'inflation paraît même s'accélérer dans les premiers temps du retournement conjoncturel, elle résiste ensuite pour ne reculer de façon significative qu'en 1982.

On perçoit une explication à cet ensemble de « nouveautés » : *la régulation « keynéso-fordiste », bien qu'en crise, a continué à fonctionner.* Il serait vain d'expliquer cette survie par l'existence superstructurelle d'institutions régulatrices ou par la « sagesse » des hommes au pouvoir. Les structures socio-économiques ne sont plus celles du XIX^e ou de la première moitié du XX^e siècle. Dans les « grands » pays capitalistes, la puissance des syndicats impose la négociation sur les salaires et, parfois, sur les licenciements, la production est dominée par des groupes monopolistes, le capital bancaire ne domine plus aussi nettement qu'au temps de Hilferding le capital industriel et celui-ci fait pression à l'accroissement des crédits (à ses acheteurs potentiels, nationaux et étrangers), surtout la démocratie crée – et créera – des difficultés aux politiques durablement déflationnistes.

La régulation monopoliste, syndicale, étatiste s'est encore traduite dans les années soixante-dix et les premières années quatre-vingt par diverses pratiques de soutien de l'activité : il y eut ainsi maintien d'une couverture minimale du chômage. Parallèlement, notons la difficulté avec laquelle les politiques monétaires se durcissent (les taux d'intérêt réels restent faibles jusqu'au début des années 1980 et les crédits aux nations du tiers monde se gonflent massivement). Il y eut encore utilisation de l'investissement public et du secteur nationalisé comme régulateur contra-cyclique (en France, par exemple) et soutien accordé par les Etats aux secteurs en difficultés graves (même le Premier ministre Mrs. That-

cher ne peut laisser s'effondrer British Leyland comme le président des Etats-Unis doit renflouer Chrysler ou – éventuellement – devra laisser le Système fédéral de réserve sauver le système financier mondial surendetté). L'emploi du déficit budgétaire fut parfois délibéré, le plus souvent imposé : d'une certaine façon, les politiques les plus austères aboutissent à des déficits budgétaires considérables en multipliant les difficultés industrielles, sociales et donc les dépenses de « sauvetage d'urgence ». Tel est l'apparent paradoxe des déficits actuels des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Finalement la crise – *volens, nolens* – a produit la classique croissance des dépenses publiques, les habituelles interventions obligatoires des pouvoirs publics, leurs prises de participation accrues, et cela malgré la montée des discours libéraux. Et ces pratiques ne peuvent disparaître aisément : derrière elles, il est des forces sociales, disparates et contradictoires, mais qui convergent ponctuellement en des coalitions ambiguës, instables, mais efficaces. Ainsi est-il vrai que « tout le monde » a intérêt à l'inflation puisque, après cinquante ans de cette situation (surtout dans un pays comme la France), chacun s'est situé en fonction de cette règle du jeu non avouée. Attardons-nous quelque peu sur ce phénomène. Nous voudrions faire comprendre que les causes de sa longue résistance au développement de la crise sont liées à la survie des politiques régulatrices. Pourtant nous savons qu'elles-mêmes sont entrées en crise avec la montée de la transnationalisation et la crise économique tend à les rendre encore plus difficiles.

L'inflation dans la crise, accompagnant la montée du chômage, comment ne pas s'appuyer sur ces faits pour rejeter les vieilles explications ! Mais quand on aborde le « pourquoi », on ne peut se contenter de parler de phénomène de structure, d'observer que, profondément ancrée dans l'intérêt de la majorité des acteurs économiques, elle est devenue un mode de vie. Ce phénomène n'est pas non plus la simple résultante du maintien de politiques régulatrices grâce à la pression des groupes sociaux, puisqu'elle est à la fois la conséquence de l'absence d'effondrement cumulatif et une de ses causes, puisqu'elle se nourrit des régulations monopolistes-étatistes survivantes et en est un moyen.

Confrontée à un phénomène pluridimensionnel, aucune explication moniste n'est satisfaisante, même si les explications partielles convergent (puisque nous sommes en présence d'une transformation structurelle du capitalisme). Lorsque nous avons étudié la hausse des prix comme phénomène d'accompagnement de l'expansion au cours du cycle « classique », nous avons vu qu'elle dépendait alors d'une condition permissive, l'excès de la demande effective, qu'elle était un processus dans lequel se résolvaient des situations conflictuelles d'ordre divers, qu'elle supposait enfin une sanction monétaire. Qu'en est-il aujourd'hui alors qu'on observe plus de réversibilité des variations de prix ?

Notons tout d'abord qu'une baisse locale, ou même générale, de la demande effective par rapport à l'offre ne se résout plus en une baisse du prix unitaire. La soumission croissante de consommateurs atomisés à des producteurs concentrés ou cartellisés fait que la réponse tend à être une réduction plus ou moins bien organisée de l'offre et (ou) le stockage (d'autant moins coûteux que les taux d'intérêt réels sont longtemps restés bas). Certes, aucune réduction globale massive de la demande effective n'a (encore ?) eu lieu, mais ces réponses « monopolistes » évitent que des premières baisses ne dégénèrent en guerres de prix à effet dépressif cumulatif.

Plaçons-nous sur un plan plus général. La hausse des prix était déjà un processus de résolution des conflits au XIX^e siècle, mais il fonctionnait simplement

dans la phase d'expansion. Nous avons vu comment il s'était « institutionnalisé » par le monopolisme, la formation de syndicats (au sens large) et l'intervention de l'Etat : aujourd'hui, il survit à la dépression. Baran et Sweezy avaient montré comment, dans les situations oligopolistiques, les marchés tendent à être gérés par une forme ou une autre d'entente interdisant toute baisse des prix, nécessairement ressentie par chaque entreprise comme une déclaration de guerre des prix, collectivement ruineuse, destructrice de l'entente, et donc impossible. Malheureusement, à l'échelle transnationale, les tensions concurrentielles entre grands groupes sont fortes et la prise de conscience d'un intérêt commun à ne pas les laisser s'exprimer dans la guerre des prix n'est pas (encore) à l'ordre du jour. Pourtant, dans le cas du pétrole, où les Etats remplacent les groupes, une entente réussit à gérer une « retraite » sans débâcle.

Observons maintenant, dans chaque nation, la concurrence entre secteurs pour le partage de la demande globale. Les demandes sectorielles étant de moins en moins élastiques par rapport aux prix (du fait d'ailleurs des comportements inflationnistes), il devient possible et rentable de répondre à une baisse de la demande par une hausse des prix. Les rivalités peuvent se résoudre en une inflation plus ou moins directement organisée par l'Etat, même dans la dépression.

Enfin, surtout sans doute, l'inflation a comme fonction de modérer et de dévoyer les luttes sociales. Au XIX^e siècle, dans une situation déprimée, la régulation marchande se faisait par la baisse des prix des marchandises et le capital pouvait les répercuter en baisse des salaires nominaux. Dès le dernier quart du XIX^e siècle, le mouvement ouvrier commence à bloquer cette répercussion, il y arrivera dans les années trente. Et les libéraux d'alors expliquent le chômage par cette résistance salariale. Dans la dépression actuelle, les syndicats bloquant toute baisse des salaires nominaux, le capital doit réguler « en hausse » en intégrant immédiatement toute hausse des salaires dans ses prix et en calculant ses profits à l'aide d'une marge inchangée sur ce prix de revient accru (les formes de monopolisme rendant possible cette pratique). Modération des tensions sociales obtenue d'une part en déplaçant le conflit du niveau de la formation du salaire nominal (où le syndicat est présent) au niveau de la formation des prix (où les consommateurs sont sérialisés) et d'autre part en imposant aux salariés une position pseudo-offensive – revendiquer des augmentations – dans laquelle ils sont plus faibles en période dépressive.

Doit-on conclure que l'inflation longtemps persistante dans la dépression tient à la puissance des syndicats ? Que celle-ci freine la tendance à la déflation, sûrement. Mais le taux de hausse des prix, loin d'être une fonction directe de la force syndicale, pourrait en être une fonction inverse. Que l'on songe au cas allemand.

En revanche, l'inégalité sociale peut être une cause majeure d'inflation. Ce qui pourrait n'être qu'une observation (observons l'Amérique latine, plus modérément l'Italie et la France) peut être expliqué simplement. En effet, le développement de l'inégalité, sans doute plus que le niveau atteint par elle, tend à radicaliser les luttes sociales, à briser le fameux consensus social. Certes une première solution est l'endiguement par la seule force (le Portugal de Salazar ne connaissait guère l'inflation !), mais la hausse des prix permet de donner des bouffées d'oxygène successives aux différents groupes à faibles revenus et surtout permet de faire dévier ces luttes vers le seul terrain économique et de les modérer en fractionnant l'ensemble des exploités (les salariés, mais aussi les petits paysans, artisans...) en autant de catégories sociales concurrentes à cet égard.

L'inflation est devenue le moyen par excellence du « diviser pour régner » en tablant sur le fait que les petites différences matérielles entre voisins sociaux sont plus visibles, moins supportables donc, que les grandes avec ces « étrangers » que sont les membres de la haute bourgeoisie.

Reste à discuter de la sanction monétaire de l'inflation. Certes une forte augmentation autonome de la masse de monnaie tendrait à accroître les prix. Mais l'offre de monnaie est-elle autonome ou ne fait-elle que répondre, plus ou moins vite et imparfaitement, à la demande ? On dira que, pour le moins, un laxisme des autorités monétaires laisse du champ au processus inflationniste.

Mais les politiques monétaires sont largement déterminées par les structures sociales et économiques. Ainsi, au cours des cycles « classiques » du XIX^e siècle la domination de l'offre de monnaie sur la demande (nette lors des retournements conjoncturels, lorsque le système bancaire et les autorités monétaires verrouillent l'expansion de la masse monétaire) est avant tout le reflet de la réelle hégémonie détenue alors par le capital bancaire.

Dans la période de longue expansion et dans les premiers temps de la dépression (en France durablement), la politique keynésienne de bas taux d'intérêt (déduction faite du taux d'inflation) résultent de la convergence, sur ce terrain, des salariés et des industriels, de la réduction (relative) du pouvoir bancaire (en France, les nationalisations des grandes banques de dépôt jouent dans ce sens). Identiquement, les crédits massifs aux Etats en difficulté financière résultent de la convergence d'intérêt entre les industriels des pays développés et les pays en développement. La crise rend plus qu'aléatoires les possibilités de remboursement même d'Etats bénéficiant de recettes pétrolières (Mexique) et ces types de crédits risquent fort de se tarir dans les années prochaines. D'où une nouvelle pression déflationniste.

La crise change ces rapports de puissance. Le capital financier renforce ses participations et son pouvoir sur l'industrie atteinte par la crise (dès la fin des années 1960, le retournement est net, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent), les salariés sont affaiblis. Le champ paraît libre pour le monétarisme dur, déflationniste, de Mrs. Thatcher et de Volker-Reagan.

En définitive, si les convergences sociales qui permirent les victoires des conservateurs anglais, américains et allemands se maintiennent, les politiques monétariste et de déflation généralisée pourront endiguer l'inflation (le processus est déjà bien engagé en 1982). Mais à quel prix ? A celui de l'assaut donné aux derniers bastions tenus par les régulations « keynéso-fordistes » et – pour quoi pas ? – au prix de la crise cumulative comme dans les années trente.

Cependant, que l'on ne s'y trompe pas, si les régulations monopolistes, étatiques sont en crise, *la régulation marchande par la crise*, cette régulation non intentionnelle de second rang, *est morte !*

Notons d'abord qu'après près de dix ans de dépression aucune des « mécaniques » régulatrices ne s'est mise en marche : la croissance du chômage n'a pas relevé la productivité du travail, le capital n'a pas réussi à faire baisser substantiellement la part du salaire dans la valeur ajoutée, la composition technique du capital loin de se stabiliser s'élève par substitution du « capital » au travail et la mise en place de l'automatisation, d'où la croissance d'une composition-valeur du capital faiblement contre-balançée par la baisse relative des valeurs du capital (s'il y eut des baisses sectorielles et locales, on est loin du mouvement général des dépressions classiques). Le taux de profit potentiel tend, par conséquent, à ne s'élever que modestement.

Les fractions du capital qui sont amenées à soutenir les positions les plus réactionnaires jugent qu'une telle absence de régulation par la crise s'explique par la modération des politiques suivies : il eût fallu briser les oppositions sociales, laisser jouer la vieille « main invisible », voire lui faciliter la tâche. Tragique obscurantisme, car si les résistances sociales au démantèlement des politiques résiduelles de régulation ont effectivement évité (jusqu'ici) l'effondrement, celui-ci ne saurait être régulateur ! Et cela dans la mesure où le capital ne peut plus autant compter sur un « extérieur ». En effet, la reconstitution des taux de profit potentiel par de plus violentes baisses du salaire réel et mises au chômage, par un élagage radical des branches peu rentables ne peut qu'effondrer la demande d'origine salariale et derrière elle, on le sait, la demande globale. Déjà la grande dépression de la fin du XIX^e siècle n'en finissait plus parce que le rapport salarial s'était considérablement étendu (« heureusement », le capital put trouver des débouchés externes à coup de canon !). Ce fut encore plus net lors de la grande crise des années trente où le phénix ne put renaître de ses cendres que par le keynésianisme et la guerre !

Alors aujourd'hui, au temps de la production et de la consommation de masse, à l'époque du « tout le monde salarié », alors que le capital envahit la planète, comment ne pas voir à l'échelle mondiale que le développement de la contradiction entre l'aspect coût du salaire (que le capital doit réduire) et son aspect revenu interdit toute régulation marchande par la crise. Or la logique de la transnationalisation accentue la crise de la régulation intentionnelle. Le marché et la crise ne peuvent réguler et la logique du capital transnational pousse à libérer cette « main invisible » qui, comme le dit Joan Robinson, reste efficace mais c'est celle de l'étrangleur !

Or, depuis le début des années 1980, les différents éléments du drame, c'est-à-dire d'une « grande crise » *cumulative*, d'un effondrement des systèmes productifs paraissent se mettre en place. Aux Etats-Unis, depuis 1981, une coalition sociale de couches sociales moyennes apeurées par la crise, affaiblies par une inflation exceptionnellement forte (pour ce pays) a permis que se développe une politique déflationniste violente, voisine de celle de Laval en France en 1935, et qui est soutenue par certaines fractions du capital américain. Les théoriciens hyper-libéraux du président Reagan s'efforcent de réduire les dépenses publiques (particulièrement les dépenses sociales) jugées moins productives que les dépenses privées, supposées entravantes à l'initiative privée ou simplement parce qu'elles sont redistributives. Ils ont réussi à faire reculer vivement l'inflation, ils veulent libérer la production de tous les « carcans » des politiques sociales, de promotion des Noirs, de lutte contre la pauvreté, contre le chômage, de contrôle de sécurité des produits ou de règles écologistes. L'initiative privée, la responsabilité exclusive du chef d'entreprise, le libre jeu du marché sont les clés qui doivent ouvrir les portes de l'expansion entravée par le vieux *welfare*. La poursuite d'une telle politique suppose que les diverses catégories visées, en particulier les salariés syndiqués, soient « endiguées » puis « refoulées ». Ces luttes sociales à l'initiative du capital ne sont pas dissociables d'une remontée de nouvelles formes de l'impérialisme. Existe-t-il, dans cette direction, une issue capitaliste à la dépression longue ? *N'est-ce pas plutôt la guerre qui serait au bout de ce chemin ?*

Sortie de crise et changement social : l'élaboration d'un nouvel ordre productif

« La véritable marque de vitalité, ce n'est pas de durer, c'est de renaître. »

Charles GIDE.

S'il doit y en avoir une, ce qui n'est pas évident, l'issue capitaliste à la dépression longue passe, comme pour les précédentes, par l'élaboration d'un *nouvel ordre productif*, au sens que nous avons donné à ce concept. C'est donc d'abord le mode d'accumulation qui doit connaître de profondes transformations tant en ce qui concerne les structures industrielles et financières que les formes du rapport salarial. Ces transformations ne pourront s'opérer que par la mise en place d'une nouvelle base industrielle. Mais il est aussi nécessaire qu'un nouveau mode de régulation de l'accumulation se construise à l'échelle mondiale. A ce niveau principalement, deux « scénarios » *capitalistes* peuvent être distingués.

Que les politiques d'austérité salariale, d'orthodoxie monétaire, de réaction sociale puissent se développer sans susciter d'opposition suffisante, qu'elles s'intensifient dans l'économie dominante que sont encore les Etats-Unis (*scénario I*), et la longue dépression peut « s'achever » dans une hypercrise cumulative, dans l'effondrement économique, la répression politique, voire dans la guerre. D'une telle évolution catastrophique, le capital peut certes renaître transfiguré, comme ce fut le cas après la « grande crise » et la Seconde Guerre mondiale, mais le coût social en serait gigantesque.

Il est également possible que le capitalisme réussisse à sortir « en douceur » de la longue dépression et à mettre en place à moyen terme le nouvel ordre productif qui permettra l'apparition d'un nouveau cycle long ; en particulier, qu'il parvienne à élaborer des processus de régulation à l'échelle mondiale, qu'ils soient hégémoniques ou pluripolaires, qu'ils soient surtout monopolistes ou quasi éta-

tiques (*scénario II*). Toutefois, même si l'issue capitaliste paraît « dans le sens de l'histoire », la mondialisation du capital étant sa « suprême » métamorphose, ce n'est pas le seul avenir possible.

Que, dans quelques grands pays, européens sans doute, les forces populaires réussissent à prendre le pouvoir, à transformer la logique imposée par le capital transnational, donc ne se contentent pas de remettre en activité les régulations keynésiennes et fordistes, mais changent les règles du jeu, et une nouvelle croissance est possible, une ère où la réduction massive de la durée du travail se fera sur la base matérielle de nouveaux outils et sur une base sociale profondément transformée (*scénario III*).

I. « Capitalisme et barbarie » ? Une transformation de l'ordre productif débouchant temporairement dans l'approfondissement de la crise

« Ils croient avoir de l'imagination,
ils n'ont que des réminiscences. »

SAINT-SIMON.

Le scénario I que nous allons analyser dans cette section correspond au développement des stratégies dépressives mises en œuvre actuellement par la plupart des pays capitalistes, tout particulièrement dans l'Amérique de Reagan. Si le mode d'accumulation et la base technique ne sont pas fondamentalement différents de ce qui pourrait se développer avec le scénario II – et c'est pour cela que nous ne les analyserons que dans cette première section – en revanche, le second scénario mettrait en place rapidement un mode de régulation transnational cohérent avec la transnationalisation de l'économie, « bouclant » ainsi une transformation « en douceur » de l'ordre productif (ce que nous verrons dans la section II).

L'APPROFONDISSEMENT DE LA CENTRALISATION ET DE LA TRANSNATIONALISATION DU CAPITAL ET L'ÉDIFICATION D'UNE ÉCONOMIE MONDIALE

A travers et au-delà des phénomènes les plus apparents de la « crise » que sont le chômage massif, les faillites industrielles, le redéploiement du capital, l'inflation et les crises monétaires, chemine souterrainement la taupe de l'*hypercentralisation* du capital qui opère sans relâche – dans le contexte d'une concurrence sans merci – son travail de sape et de reconstruction, d'édification de *méga-entreprises transnationales* et dont les œuvres apparaissent épisodiquement au grand jour.

Dans tous les pays capitalistes développés – Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, Canada, France, Angleterre –, on assiste, depuis la crise de 1973 et grâce à la dépression longue qui multiplie les disparitions d'entreprises petites, moyennes et grandes, à une vive accélération du rythme de la centralisation du capital avec une très forte imbrication des institutions financières et des firmes industrielles ou commerciales et une très large diversification des opérations¹.

I. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis on assiste à la prise de contrôle par de grands groupes financiers de certaines des plus importantes maisons de change, les *brokerage houses*.

Avec l'appui des Etats (particulièrement accentué dans le cas des Etats-Unis de Reagan et de l'Angleterre de Mrs. Thatcher), se déroule ainsi sans trêve la progression du capital financier privé.

Dans le cadre économique et politique actuellement prévalent, ce phénomène massif – et qui va en s'accéléralant – conduit inexorablement à une restructuration du marché mondial. Celui-ci sera, en effet, d'ici quelques années, contrôlé par quelques *groupes industriels et financiers géants*², polyvalents et omniprésents à travers le monde, s'y livrant une guerre sans merci dans le cadre de ce premier scénario, même si subsistent et renaissent encore (comme aujourd'hui aux Etats-Unis) de petites firmes très dynamiques dans les pores laissés libres par les géants. Et ceux-ci réaliseront, de fait, l'unification des économies nationales, constituant graduellement une véritable *économie mondiale*³.

LES NOUVELLES FORMES DU RAPPORT SALARIAL

Non seulement l'organisation du rapport salarial de type fordiste est en crise dans les pays développés, mais encore – nous l'avons montré – sa crise a largement contribué à l'ouverture de « la crise ». Par conséquent, l'un des enjeux essentiels de celle-ci est la mise au point d'une ou de plusieurs formes nouvelles d'usage de la force de travail. De ce point de vue, comme l'a montré J.P. de Gaudemar, la crise fonctionne comme un gigantesque « laboratoire social » [34] au sein duquel sont expérimentées différentes formes. Ces mises au point se font, par conséquent, sous la pression des luttes sociales et dans le contexte d'une conjoncture économique et sociale spécifiques, actuellement défavorable aux travailleurs.

Pourtant, l'une des toutes premières tentatives était apparue, dans les industries à principe mécanique, sous les coups de boutoir des formes nouvelles de luttes de la classe ouvrière survenues en prolégomènes de la crise (absentéisme, *turn-over*, coulage des cadences, etc.) à la fin des années soixante alors que le rapport de force était encore favorable au travail. Il s'agissait d'expériences conduites en plusieurs pays pour modifier profondément la division du travail et, par conséquent, le travail lui-même, par « recomposition des tâches » (*job enrichment*) et rupture de la ligne de montage. Le travail enrichi était alors recomposé en équipes relativement autonomes – étrange retour en arrière – par rapport à un ensemble de tâches à effectuer collectivement, avec suppression des contrôles, transformation du rôle de commandement des ingénieurs et techniciens en rôle de conseil, et liaison du salaire à la productivité ; c'est ce qu'André Gorz appelle *autogestion technique* [94].

Les résultats de ces expériences peuvent être considérés comme positifs tant du point de vue des travailleurs, dont le travail, cessant enfin de se dégrader, s'est au contraire « enrichi » et est devenu moins éprouvant pour la santé, que du point de vue du capital puisque l'on constate très généralement une élévation de la productivité du travail [94] [106].

Du point de vue théorique, ces résultats apportent un argument décisif qui vient parachever (*a contrario...*) la démonstration du fait que le travail machiniste, atomisé sur la ligne de montage, ne correspondait à nulle contrainte tech-

2. C'est ainsi qu'aujourd'hui déjà, dans le domaine de l'électronique avancée, quatre entreprises seulement couvrent la totalité du marché du vidéodisque.

3. Et ce d'autant plus qu'avec l'avancée technologique, apparaît la possibilité de nouvelles formes de monopolisation et de protectionnisme par rétention d'information technologique.

nique mais bien à un impératif *social*. Le faible degré de diffusion de cette forme nouvelle d'organisation du travail – en dépit de ses performances supérieures du point de vue économique – vient encore renforcer la démonstration. Plusieurs auteurs [94] [106] [156] ont, en effet, bien montré le « *risque* » de l'autogestion technique sur le plan social, et par conséquent politique, son caractère subversif : prenant conscience de leurs capacités techniques, les travailleurs deviennent porteurs d'une contestation plus radicale encore... Ce n'est effectivement que dans une société d'autogestion généralisée que ces formes nouvelles pourraient prendre la plénitude de leur signification. D'ailleurs qui, aujourd'hui, du côté du capital envisage encore l'extension de cette forme ? Le poids du chômage l'aide à tenir autrement la classe ouvrière, tandis que d'autres formes moins risquées sont explorées...

Un tout autre type d'expérience est celui qui se trouve pratiqué parallèlement au processus de *redéploiement* du capital. C'est qu'en effet lorsqu'une activité industrielle classique, comme la sidérurgie ou le textile, voire le montage automobile, se trouve « délocalisée » – c'est-à-dire transférée en un pays « sous-développé » par une firme transnationale qui y crée une filiale – ce qui se trouve ainsi transféré, ce n'est pas seulement un potentiel économique, c'est, *dans le même mouvement*, un certain mode d'usage de la force de travail : le mode fordiste c'est-à-dire le travail à la chaîne. Et précisément le choix du lieu d'implantation est fonction non seulement de la couleur politique et de la clémence fiscale de l'Etat d'accueil, mais aussi de la faiblesse de la protection sociale des travailleurs, de l'absence de syndicalisation et de leur docilité au travail industriel. A. Lipietz a pu parler, à propos de ces pratiques, de *taylorisme sanguinaire* pour exprimer ces formes de surexploitation, sinistre rappel des pires moments des débuts du capitalisme industriel en Europe [170]. Mais, avoir recours à de tels excès, n'est-ce pas, pour le capital, pratiquer la fuite en avant et finalement « reculer pour mieux sauter » ? Et cette stratégie n'est-elle pas déjà remise en cause par l'utilisation de méthodes de production automatisées ?

Un troisième groupe de solutions comprend, en effet, un ensemble de formes nouvelles liées aux *processus d'informatisation et d'automation*. D'une part, il devient possible, dans certaines branches d'activités (textile, certains services, mais également électronique), de pratiquer en quelque sorte (là encore) un retour en arrière dans l'organisation du travail. Il s'agit *d'un retour au travail à domicile*⁴ par le moyen du *télé-travail*. Mais un « retour » plus apparent que réel dans la mesure où le nouveau travailleur « à la maison » opère sous le *contrôle* constant de l'écran « vidéo » et en liaison permanente par télé-informatique avec le centre de commandement de la firme qui suit le travail, envoie les instructions et les ajuste en permanence.

Ces formes présentent de nombreux avantages pour le travailleur (horaire souple, environnement, présence aux enfants) et pour l'économie (déconcentra-

4. Voir en particulier : A. Toffler : « La maison électronique », chapitre 16 de [194]. « A mesure que la troisième vague se lance à l'assaut de la société, écrit Toffler, les entreprises que l'on pourrait définir en empruntant la formule d'un analyste comme n'étant rien de plus que « des gens agglomérés autour d'un ordinateur » se multiplient. Installons un ordinateur chez eux et ils n'auront plus besoin de s'agglomérer » [194, 249]. Mais Toffler ne se demande pas *qui* a eu « besoin » (!) au départ, au temps des premières manufactures, et en l'absence de toute modification des techniques, d'« agglomérer » les travailleurs en un même lieu pour mieux les contrôler... Il « oublie » d'ailleurs également de voir de quel type nouveau de contrôle est assorti ce nouveau travail à domicile et à qui il est utile (voir plus loin). Voir également [133]. Les auteurs montrent comment la politique de décentralisation du groupe Fiat est dominée par le souci de briser la « forteresse ouvrière » de Turin. Dans le même ouvrage, M. Berra et M. Revelli considèrent que, l'usine devenant diffuse, l'ouvrier est devenu « social »...

tion des agglomérations urbaines, désengorgement des routes, économies d'énergie considérables dues à la réduction des déplacements domicile-lieu de travail)⁵. Le travail à domicile, sous le contrôle du capital, peut être un des pires systèmes d'exploitation lorsque l'« auto-organisation » conduit le travailleur à organiser sa propre surexploitation. En même temps, elles constituent un « formidable moyen de division, d'atomisation du personnel » [172, 38], de contrôle et de subordination absolue, en même temps que de *désocialisation du travail*⁶...

D'autres formes d'utilisation de ces possibilités technologiques nouvelles correspondant à d'autres intérêts peuvent évidemment annuler ces inconvénients majeurs (voir plus loin, section III).

Partout, le fantastique développement que, dans la conjoncture de la dépression longue, connaissent les activités électroniques de pointe, débouche sur le début de la *robotique industrielle* qui, au Japon, aux Etats-Unis, en France, commence à pénétrer rapidement l'industrie, surtout l'automobile et d'abord – semble-t-il – les ateliers où la main d'œuvre est la moins docile... (on prévoit que, dès 1990, environ 20 % de la production de masse seront réalisés par des machines d'assemblage automatique...)

Cela entraîne trois grandes conséquences concernant la dégradation du travail, le contrôle social et l'emploi :

L'achèvement de la disparition du métier : « La machine a désormais la maîtrise de son propre travail, elle s'organise elle-même et l'ouvrier en devient véritablement le subordonné » [172, 34] mais avec une longue charge de travail de surveillance, et, par conséquent, un surcroît de fatigue mentale même si la fatigue physique diminue [172, 35] [149, 423] (ce qui correspond à une nouvelle forme d'intensification du travail).

L'automatisation débouche ainsi sur une nouvelle étape de la *déqualification* du travail qui approfondit la tendance que portait en elle la taylorisation, puisqu'elle réalise une désappropriation radicale du savoir technique ouvrier non plus seulement codifié mais véritablement programmé. Désappropriation radicale qui ne peut toutefois être totale puisque surgit nécessairement de ce travail banalisé l'exigence de nouveaux savoir-faire, mais tellement simplifiés et si peu spécifiques (lecture d'un écran, usage d'un clavier...) qu'il produit une véritable polyvalence des emplois de base. Et « cette déqualification tendancielle du travail et ce développement de la polyvalence favorisent en fin de compte un recours croissant à un travail intérimaire ou à façon, où les conditions d'exploitation peuvent être encore accrues » [138, 98]. Elle tend, par conséquent, à rendre *l'emploi précaire* donc instable [172, 34] [138, 98] [149, 423] et l'on voit effectivement « se développer toute une couche de travailleurs intérimaires peu qualifiés à la périphérie des équipements automatiques, soit pour les surveiller, soit pour les approvisionner, soit pour les entretenir » [138, 98]⁷. A noter que l'automatisation repose elle-même sur la fabrication des *micro-processeurs*, industrie

5. Voir l'étude de J.H. Lorenzi et E. Le Boucher : *Mémoires volées* [172], livre essentiel pour saisir le contenu et les enjeux de la « révolution micro-électronique », ainsi que A. Toffler [194, 250]. Les estimations réalisées par Toffler sont impressionnantes.

6. Tous « inconvénients » (et objectifs) majeurs que Toffler ne voit pas dans son livre cité. Dans ces formes, J.-P. de Gaudemar voit un *troisième âge de l'usine* : « Nouvelles formes d'asservissement de l'espace, du temps, contournement du droit du travail et récupération de certaines luttes ouvrières, tels semblent bien les traits nouveaux de l'expression contemporaine de la valorisation capitaliste » [155, 9].

7. On assiste ainsi à une sorte de nouvelle articulation entre travailleurs internes (à statuts plus ou moins protégés) et travailleurs externes (à statut précaire) à l'usine. Cf. J.-P. de Gaudemar [155].

de montage particulièrement délicate et dangereuse (exposition à des substances cancérigènes), non encore automatisée elle-même (elle commence à l'être au Japon), qui, dans la fameuse *Silicon Valley* américaine, s'appuie sur la surexploitation d'une main-d'œuvre féminine, immigrée pour moitié, qui connaît un *turn-over* particulièrement élevé [150].

Mais, ces phénomènes de déqualification et déstabilisation ne sont pas propres aux branches automatisées. Puisqu'aux Etats-Unis, on assiste – dans le textile fin – à la résurgence des *sweatshops*⁸, dont les victimes (plus de 8 millions) sont, pour la plupart, des immigrants illégaux (mouvement favorisé par l'Administration Reagan) [150]. Ils ne sont pas spécifiques non plus à l'automatisation industrielle, puisqu'ils commencent à toucher fortement le secteur des services transformés peu à peu par la *bureautique*. Aux Etats-Unis, « ce qu'il y a de commun dans la condition des employés de bureau, des travailleurs illégaux, des victimes des fermetures d'usines et des « bénéficiaires » des industries de pointe, c'est qu'ils sont tous en train de devenir des ouvriers spécialisés d'une espèce ou d'une autre, et qu'ils vivent le *processus irréversible* de la dégradation du travail » [150]. Les signes les plus visibles en sont le déclin ou la stagnation des salaires, le retour à l'insécurité de l'emploi, la recrudescence des accidents [150]. Dans le même mouvement où elle vise à la division de la classe ouvrière, cette dégradation pose la question de l'unité du monde salarial comme l'un des enjeux de la dépression longue [140].

L'accroissement du contrôle exercé par les travailleurs, car « si l'homme surveille la machine, le système des machines surveille l'homme » [172,34]⁹. L'informatisation du travail change l'usine ; le capital peut désormais surveiller les individus de façon systématique, continue et à distance. Fini, le temps des « petits chefs » dans le dos ou des irruptions de contremaîtres. Le « flicage » est désormais électronique, ce qui multiplie l'angoisse et l'insécurité du travailleur [172, 34] : on aboutit à un véritable *panoptisme électronique* idéal auquel même Bentham n'aurait jamais pu rêver... N'est-ce pas là un des objectifs essentiels des changements technologiques en cours, sous la forme qui leur est donnée ?

La question de l'emploi : le robot chasse l'homme de l'atelier et de préférence, et d'abord, le travailleur indocile. Ne représente-t-il pas, de ce fait, l'arme absolue contre ces éternels insoumis ? Et si une certaine idéologie mythifie le robot qui vient enfin libérer l'homme du travail le plus servile (et il le fait en partie mais, pour qu'il le fasse véritablement, d'autres questions sont à poser et à résoudre sur lesquelles nous aurons à revenir), l'idéal du capital ne devient-il pas celui de régner sur une armée d'esclaves mécaniques ? N'est-ce pas d'ailleurs le capital davantage que les robots qui chassent les hommes de leurs ateliers¹⁰, comme jadis les seigneurs le firent de leurs « manants » dans le grand « mouvement des enclosures » ?

Telle qu'elle est pratiquée dans les pays les plus développés, la robotisation apparaît comme *dévoreuse d'emplois* industriels, comme commence à l'être et le

8. « Ces ateliers insalubres où s'entassaient, au XIX^e siècle, les travailleurs soumis à des conditions intolérables de surtravail et de sous-salaire, à une époque où n'existait aucune protection sociale », P. Dommergues [150, 13] sur le *sweetening system* aux États-Unis au XIX^e siècle, voir [153, 108].

9. Ce point essentiel à notre sens n'est pas abordé dans l'article cité d'Y. Bouchut et H. Jacot.

10. Dans la mesure où c'est la *forme d'automation choisie par le capital* qui prive nombre d'hommes d'emploi. On pourrait à la fois robotiser et *partager* le travail sans produire de chômage (cf. *infra*, section II).

sera davantage bientôt l'automatisation des services avec la bureautique, vis-à-vis des emplois tertiaires. « Nous découvrons des moyens d'économiser de la main-d'œuvre à une vitesse plus grande que nous ne savons trouver de nouvelles utilisations du travail humain », écrivait Keynes... en 1930 [167, ch. IX]. Et, de ce fait, sa pratique surgit comme paradoxale, *contradictoire*, puisque dans le même temps où elle apparaît résoudre une dimension de la crise : la crise du procès de travail, elle en aggrave une autre : le *chômage* (en l'absence de partage du travail). Celui-ci a, certes, l'intérêt de peser sur le prix de la force de travail, mais porte en lui des risques sociaux et politiques graves¹¹.

De ce dernier point de vue, sur lequel nous reviendrons, le capital semble bégayer et l'on ne peut encore prévoir la solution qui sera trouvée pour sortir de cette contradiction. Réussira-t-il à mettre en place une *socio-économie duale*, rêve de certains technocrates du capital (avec un sous-ensemble dynamique adapté aux technologies de pointes et aux « exigences » du marché mondial bénéficiant de fortes rémunérations, l'autre hors compétitivité, plus conventionnel, avec des revenus et une protection sociale inférieurs) [129] ? Et surtout parviendra-t-il – du moins dans les pays stratégiques – à *casser le pouvoir syndical* qu'il s'était attaché à institutionnaliser auparavant ? C'est ainsi que « le patronat américain pose deux conditions préalables à la reprise de ses activités : des concessions sans conditions de la part des travailleurs et la liquidation des syndicats » [150]. Cette dernière stratégie (dans le cadre du scénario I) est donc en marche aux Etats-Unis, où le capital use de multiples moyens de pression et d'intimidation, avec l'appui actif de l'Administration réactionnaire de Reagan (suppression progressive des lois qui garantissent la protection des travailleurs y compris le salaire minimal, réduction des dépenses sociales, etc.).

Ainsi, en l'absence de stratégie d'ensemble du capital au niveau mondial, ceux des grands groupes industriels et financiers qui s'estiment dotés d'une espérance raisonnable de pouvoir se construire un avenir sur le marché mondial de demain donnent partout – avec l'appui de « leurs » Etats – la *priorité absolue* à la construction des conditions mêmes de cet avenir par une concurrence exacerbée sur le marché mondial débouchant parfois sur de véritables guerres de prix. *Et là est l'explication, le rôle et l'enjeu (pour eux) de la dépression longue*. Cela se réalise au prix d'un *coût social considérable* dont le chômage massif, la mise au pas des syndicats et les attaques contre la couverture sociale des travailleurs conquise par eux lors de l'expansion longue précédente (« Progrès technologiques et *régression sociale* », titre P. Dommergues [150]...).

Outre l'hyper-centralisation en cours de réalisation et le règlement de l'épineuse question de l'emploi, une autre condition – essentielle – à remplir par les groupes en question est de figurer parmi *les acteurs* de la révolution technologique en cours, celle qui leur fournira leur nouvelle base industrielle.

11. Dans [138, 102], H. Bouchut et H. Jacot estiment par ailleurs que l'augmentation de la composition organique du capital liée à l'accroissement du capital fixe du fait de l'automatisation se traduit d'ores et déjà par une baisse du taux de profit moyen. C'est oublier l'élévation considérable du taux de plus-value provoquée par la hausse fantastique de la productivité que permet l'automatisation et qui la justifie pour le capital (en plus de ses avantages déjà dits du point de vue du procès de travail).

RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE BASE INDUSTRIELLE

La dépression longue des années 1970 et 1980 ne constitue pas seulement un gigantesque laboratoire social, elle est en même temps et pour les mêmes raisons, et comme chacune de celles qui l'ont précédée, *un fantastique creuset au sein duquel se forgent les pièces de ce qui sera demain une prodigieuse révolution technologique*, d'une ampleur comparable à celles du XVIII^e siècle et de la fin du XIX^e. Mais les orientations actuellement choisies dans les plus grands pays industrialisés tendent à en faire un nouvel instrument de domination.

On peut d'ores et déjà déceler trois domaines principaux où se joue aujourd'hui cette révolution : ceux des sources d'énergie et de l'électronique de pointe ; celui des biotechnologies, aujourd'hui moins avancé, mais appelé également à jouer un rôle de premier plan. Par ailleurs, outre de nouvelles sources de matières premières au fond des mers, de nouveaux matériaux apparaissent ; ainsi les fibres optiques dont on prévoit qu'en 1990 elles pourront multiplier par trente la capacité actuelle des réseaux téléphoniques...

Dans le domaine énergétique, ont d'abord surgi, dès la fin de la période d'expansion longue, les premiers essais de domestication à des fins civiles de *l'énergie nucléaire*, dont la mise au point à des fins *militaires* au cours de la Seconde Guerre mondiale avait clos l'holocauste sur une double vision d'apocalypse. La mise en place des premières centrales nucléaires opérationnelles fut accélérée par la « crise du pétrole » de 1973. En même temps que les différents programmes gouvernementaux (dont le français, le plus ambitieux, date de 1974) visaient une réduction de la dépendance énergétique, ils permettaient de « *rentabiliser* » *enfin les gigantesques investissements publics en recherche militaire* fournissant, grâce à une énorme socialisation des coûts, de nouveaux lieux de pouvoir pour de gigantesques organisations technocratiques (cas d'Electricité de France) et de profit pour le capital privé¹². S'élabore ainsi un des piliers de la nouvelle base industrielle [154]. D'où l'intérêt soudain porté à cette activité – au cœur de la « crise de l'énergie » – par les géants du pétrole [23] et les calculs partiels visant à justifier par des raisons de stricte économicité¹³ un type de choix à caractère fondamentalement stratégique pour le capital et les Etats concernés [154] [180].

La mise en œuvre des stratégies nucléocratiques fut réalisée de façon précipitée, avant même que la sécurité des installations ne soit pleinement assurée et alors même qu'aucun moyen sérieux n'était mis au service de la recherche d'énergies alternatives, ce qui permettait d'affirmer péremptoirement et au mépris des conclusions de nombreux spécialistes d'autres ressources énergétiques¹⁴, qu'il n'existait pas de solution de rechange... En réalité, comme l'écrit B. Gamet, « ce n'est pas parce qu'il n'existait pas d'autres solutions que l'on a fait le

12. En France, derrière les « nucléocrates » d'Electricité de France, qui programment, les bénéficiaires sont de grands groupes *privés* comme le groupe Empain-Schneider (Framatome) ou le groupe Rothschild.

13. La démonstration du caractère partiel donc récusable des calculs de prix de revient du kilowatt-heure nucléaire effectuée par Electricité de France a été démontrée (au prix de bien des difficultés dues au secret dont s'entourent les « nucléocrates » et au caractère contradictoire des documents) par B. Gamet [154].

14. Energie solaire, énergie géothermique, biomasse, etc. Pour la France, voir en particulier le Programme alternatif complet élaboré par un groupe de recherche pluridisciplinaire, le Groupe de Bellevue [163].

choix nucléaire, mais c'est parce que l'on a voulu effectuer ce choix que l'on a négligé les solutions alternatives [154, 226]¹⁵.

La précipitation des décisions en l'absence de tout débat démocratique clairement informé, en particulier et surtout sur la question des risques encourus, jointe au caractère centralisé des équipements et au contrôle des centrales et des travailleurs concernés [157]¹⁶ a entraîné la naissance d'un des plus importants mouvements historiques contre une innovation technique depuis le mouvement luddiste, et peut-être le premier qui vise explicitement non pas les conséquences sur l'emploi ou sur le type de travail des nouvelles machineries, mais ses enjeux sociaux mêmes. Pour la première fois, ce mouvement n'est pas conduit par les travailleurs menacés dans leur emploi ou dans leurs conditions de travail, mais par des citoyens conscients de ces enjeux, dans la mesure où le risque est socialisé. Ce *mouvement antinucléaire*, particulièrement important en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis et en France, a réussi sinon à enrayer (sauf en Autriche), du moins à ralentir et à contraindre les gouvernements à réexaminer les programmes d'équipement, à consulter les populations par référendum (Californie, Autriche, Suisse) et à affecter des ressources aux recherches concernant les énergies renouvelables¹⁷.

On perçoit très clairement ici les enjeux et les contradictions au sein desquels chemine la révolution énergétique. Il n'en est pas de même pour ce qui est du second grand domaine de la révolution technologique en cours, domaine à propos duquel les opinions publiques, véritablement inhibées par le caractère hautement technique et sophistiqué de ce qui est en cause, paraissent comme frappées de cécité. Et pourtant, la *révolution micro-électronique* en cours surgit à l'analyse comme un puissant révélateur d'*enjeux sociaux considérables*, illustrant parfaitement notre problématique qui, à l'inverse du discours des orthodoxies et de la « technocratie », considère les grandes innovations techniques comme fortement marquées par la nature des rapports sociaux. Cette révolution concerne deux grands champs d'activité connexes : l'automation/robotisation dont nous avons déjà examiné les enjeux à propos de la question du travail¹⁸, et ce que certains nomment la *révolution télématique* dans la mesure où elle marie l'informatique et les télécommunications [178]. C'est de cette dernière qu'il sera question ici.

Sous l'impulsion de la demande militaire, qui, dès l'origine, a joué un rôle essentiel, un développement considérable des connaissances dans le domaine de la micro-électronique, de l'informatique et des réseaux de télécommunication (en liaison avec les satellites spatiaux) a permis d'aboutir à ces puissantes technologies de production, de traitement et de distribution à grandes distances d'informations multiples et complexes... Ces technologies nouvelles portent en puissance, comme la robotique, un *potentiel libérateur* considérable, peut-être inédit, mais un potentiel seulement. C'est la façon dont ces connaissances seront

15. *Op. cit.*, p. 226. L'auteur démonte systématiquement les quatre arguments clés d'E.D.F. (indépendance énergétique, sécurité, coût inférieur, absence d'alternative) pour désigner les vrais enjeux économiques (nouvelle base industrielle) et sociaux (cohérence avec une société centralisée et contrôlée).

16. Les analyses ici avancées concernant la situation *actuelle* ne signifient pas pour autant que des formes sûres et socialement acceptables ne puissent être mises au point, notamment (à très long terme) grâce à la miniaturisation.

17. Dans [177, ch. x], M. Mesarovic et E. Pestel estiment que le recours à l'énergie nucléaire ne peut constituer au mieux qu'*une étape de transition*, que la véritable stratégie de long terme consiste à miser sur l'énergie solaire.

18. Un autre aspect très important de la robotisation est la possibilité de « *dé-massifier* » la production, plus exactement de produire en série des objets différenciés [194, ch. xv].

concrètement mises en œuvre qui en fera effectivement le puissant instrument de libération humaine que beaucoup souhaitent ou entrevoient, mais sans en déceler clairement toutes les conditions [192] ; ou au contraire, un gigantesque levier de contrôle social, d'uniformisation et de colonisation culturelles [172, ch. IX]. *Fantastique enjeu*¹⁹... terrible menace sur la pluralité des cultures qui fait la richesse de notre monde et nourrit sa capacité d'évolution [188].

Tout dépend bien entendu, là encore, de *qui produit l'innovation et pour quoi faire*... Or, il est clair qu'actuellement les innovations (le « développement des forces productives ») sont produites – par conséquent *façonnées* – dans ces domaines de pointe par les très grandes firmes capitalistes (avec le concours de nombreux nouveaux venus qui, sans cesse, renaissent dans les pores du « monopole », comme dans la fameuse « Silicon Valley » de Californie où, déjà, cependant, les regroupements et absorptions par des grandes firmes transnationales sont avancés). Or, l'objectif de celles-ci n'est pas de libérer les hommes par l'accès de tous à la culture, mais tout simplement de vendre des vecteurs d'information, par conséquent de *produire* et de *contrôler*, et *l'information* (donc les programmes) et *les réseaux* de télédistribution, donc l'ensemble des matériels y afférent afin de s'assurer de larges marchés. Pouvoir majeur, en même temps que risque absolu d'aliénation culturelle et possibilité accrue de contrôle social, sans lequel s'effondrerait l'un des piliers de la nouvelle base industrielle. L'édification de celle-ci suscite une véritable « guerre souterraine, que se mènent firmes multinationales et administrations pour disposer du marché de l'information et de la culture » [172, 174]. Le *marché de la culture* ! Oui, bien sûr, puisqu'en cette société tout peut (et doit) être transformé en *marchandises*, en sources de profit... Qu'importe l'avancée humaine, qu'importe le « potentiel libérateur ».

« Matériels et programmes se trouvent totalement liés, tant au niveau des acteurs que des stratégies » [172, 174]. Le débat dépasse de loin celui de savoir si l'on doit développer de grands réseaux télématiques (solution Nora-Minc pour tenter de contrer, en France, le danger américain) ou permettre une large diffusion de mini-ordinateurs individuels comme le préconise B. Lussato (sous l'appellation de « privatique » [174]). D'ailleurs, la seconde solution est largement complémentaire de la première et l'une et l'autre se situent dans l'univers marchand et s'adressent à une population de consommateurs passifs (que ce soit de produits culturels transmis par grands réseaux ou de vidéodisques achetés sur le marché) [141]. Le péril le plus grave est en amont, au niveau de *la production des programmes et des données* (banques de données). Là, la concentration fantastique qui se dessine aujourd'hui représente un risque majeur pour demain.

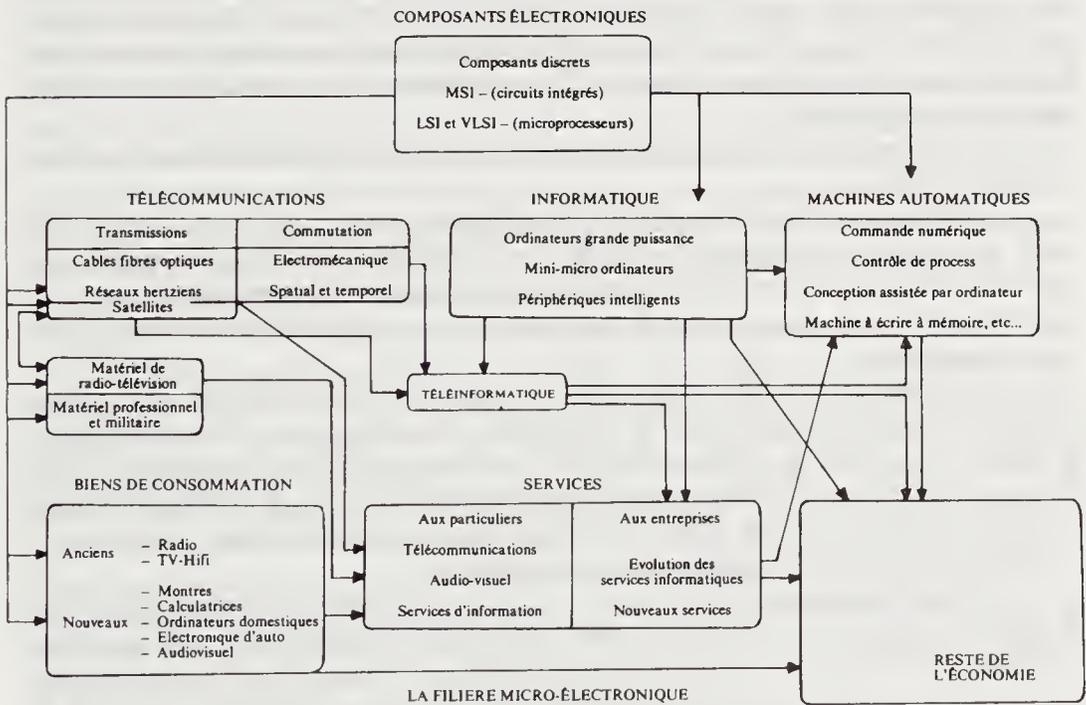
Alors que les grands intérêts privés transnationaux (I.B.M., A.T.T., Xerox aux Etats-Unis, l'ensemble M.I.T.I. au Japon, Philips aux Pays-Bas, Siemens en Allemagne fédérale, Thomson en France, nationalisé en 1981) avancent à marche forcée sur la voie de la révolution télématique et, par conséquent, de « l'écrasement culturel » [172, 204]²⁰, donc de *l'appauvrissement* de notre

19. Qui échappe totalement au célèbre rapport Nora-Minc [178] qui repose sur une foi naïve en la neutralité de la technique.

20. J.H. Lorenzi et E. Le Boucher écrivent en particulier (p. 219) : « Dans le gigantesque mouvement d'écrasement culturel qui s'opère, les « banques de données » jouent un rôle de tout premier plan. [...] l'opinion commence à être sensible à la monopolisation américaine des livres, des articles, des données du monde entier. Mais à force d'en parler en termes vagues, de dire que nous perdrons petit à petit la possession de nos « mémoires », on ignore le vrai péril, la stratégie, terriblement efficace, que mettent en place les sociétés américaines à l'horizon 1985. A cette date, tout risque d'être définitivement joué ; il sera devenu très difficile de produire, d'inventer, de créer sans référence obligatoire aux modèles américains. Cela concerne autant les industriels que les savants, autant les gouvernements que les techniciens. »

monde²¹, *les prises de conscience tardent...* La mise en œuvre d'un autre *projet social*, démocratiquement élaboré en vue de participer au développement culturel de tous, se devrait d'explorer une voie nouvelle et de se soumettre en ce domaine – comme en nombre d'autres – les formes à donner à l'innovation, car ce n'est plus seulement l'accès à l'information, mais la *production de l'information* elle-même par les collectivités humaines concernées qui devient un enjeu capital [141]. Mais avoir une stratégie autonome, c'est contrôler la filière dans son ensemble [172] [176], en développant une capacité concurrentielle s'appuyant sur la maîtrise du marché intérieur, ce qu'a parfaitement réussi le Japon (car « la capacité concurrentielle relative des principaux pays est directement liée à la maîtrise de leur marché intérieur » [176, 16]). Or, c'est précisément ce que n'a pas su ou voulu faire, en France, le régime d'avant mai 1981. Conduisant de fait une politique de *créneaux* (fraction de filière) liée à la demande mondiale, davantage que de filières [68] [176], il a par là même ouvert la voie à la dépendance technologique et culturelle [172, 150], à une nouvelle donne, à nos dépens, dans la répartition des tâches à l'échelle mondiale²², alors même que la *filière électronique* s'affirme de plus en plus comme *l'industrie motrice essentielle de demain*.

LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE [172, 83]



21. « Le danger d'appauvrissement intellectuel et culturel par dissémination de produits standards de mauvaise qualité et de créativité très faible ou par diffusion d'informations sensiblement prétraitées et largement contrôlées deviendra non négligeable. Certains pays risquent d'y perdre leur « mémoire » ou leur souveraineté, remettant ainsi en cause à terme les libertés individuelles de leurs populations. » Rapport du président de la République française au Sommet de Versailles, juin 1982.

22. De ce fait, « quand commencera le XXI^e siècle, la France sera devenue une filiale des Etats-Unis ou la matière d'une nouvelle forme de progrès », écrivait J. Attali en 1978 dans [130].

Quant à la *révolution biologique* qui s'annonce, elle est sans doute moins avancée dans son déroulement que la révolution micro-électronique. Elle n'en demeure pas moins porteuse de changements profonds dans le rapport de l'homme au vivant. Du point de vue scientifique, elle repose sur d'immenses progrès accomplis au cours des vingt dernières années au niveau des connaissances des mécanismes fondamentaux de la vie à l'échelle microscopique (biologie moléculaire et cellulaire), ainsi que de la programmation de la production et de la reproduction de la matière vivante par la découverte du code génétique, véritable « langage de la vie » [187].

De là est né le *génie biologique* appliqué dont les principales branches sont aujourd'hui [161] :

– le *génie enzymatique* qui réalise la « domestication de la catalyse biologique », permettant de créer pour l'industrie de véritables « bioréacteurs » qui accélèrent les processus biochimiques ;

– la *domestication des micro-organismes*, par sélection, isolement et optimisation de souches économiquement utiles ;

– Le *génie génétique*, « l'une des activités parmi les plus originales et probablement la plus perçante de notre siècle » [161, 211], conséquence de la découverte du code génétique car « après avoir décodé ce langage moléculaire, puis avoir appris à le lire avec des machines automatiques de plus en plus perfectionnées, les biologistes savent maintenant l'écrire. Ils sont donc capables de reprogrammer les cellules vivantes (comme on reprogramme un ordinateur) pour leur faire fabriquer des produits utiles » [187], en procédant à une modification de leur patrimoine génétique²³.

Les *biotechniques* ainsi élaborées sont déjà (ou seront) opérantes dans trois grands domaines :

– *La pharmacie* : l'insuline peut déjà être fabriquée sur commande par de banales bactéries à prolifération rapide sur l'appareil génétique desquelles on « greffe » leur programme de fabrication sous la forme de gènes spécifiques ; demain la production d'hormones de croissance et de vaccin bénéficiera de l'ingénierie génétique ;

– *la production d'énergie et la chimie industrielle*, par l'utilisation de micro-organismes destinés à accroître la production de méthane ou d'autres matières premières à partir de la biomasse (déchets végétaux) ou d'autres substrats ; toute l'industrie chimique se trouve concernée également par la possibilité d'améliorer les procédés existants, par le génie enzymatique notamment, de créer de nouveaux produits ou de lutter contre la pollution ;

– *la production agricole alimentaire*, où le génie génétique permet d'accélérer en même temps que d'accroître considérablement le champ de la sélection²⁴, en produisant des variétés végétales ou des souches animales à la fois plus productives et biologiquement plus autonomes (car moins dépendantes des inputs industriels : engrais et produits phytosanitaires), donc plus économes en ressources non renouvelables [179]. Les limites que semble atteindre l'actuel modèle agricole dominant à base « agrochimique » dans les pays développés et sa non-extra-

23. Par transfert d'un ou plusieurs gènes en provenance d'un être supérieur, porteur d'un *programme de fabrication* d'une matière biologique rare sur les chromosomes de banales micro-organismes à reproduction rapide qui vont, de ce fait, se mettre à produire cette substance recherchée en grandes quantités.

24. Concerne également la production alimentaire, l'apparition de *nouvelles filières technologiques* comme la chimie des sucres qui permet d'obtenir des substances sucrées (glucose, fructose...) au moyen de procédés enzymatiques et de fermentations appliquées à des céréales comme le maïs ou le blé, ou des tubercules comme la pomme de terre.

polabilité aux pays « sous-développés » suggèrent l'intérêt d'un passage vers un modèle davantage « agrobiologique » [184].

Parmi les voies aujourd'hui explorées, l'une d'elles mérite une attention particulière. Il s'agit du transfert sur certaines graminées (principales plantes vivrières), de la capacité dont disposent les légumineuses (fourragères comme la luzerne ou les trèfles, alimentaires pour l'homme comme les pois, haricots, fèves...) de pouvoir fixer directement l'azote atmosphérique (grâce à des bactéries vivant en symbiose dans leur système racinaire)²⁵, donc de produire elles-mêmes leurs propres engrais azotés et de fabriquer des grains vivriers riches en protéines nobles. On perçoit l'immense intérêt d'un tel type de recherche pour les pays pauvres.

Mais, aujourd'hui, ce ne sont pas les pays (encore moins les groupes sociaux) qui en auraient le plus grand besoin, qui disposent des capacités de mettre en œuvre les recherches et les *bio-industries* de l'avenir. La « révolution biologique » se trouve entre les mains des géants de la pétrochimie et de la pharmacie qui, d'une part, l'orientent en fonction de leurs intérêts propres (lesquels ne sont pas nécessairement ceux des plus défavorisés...), d'autre part, font en sorte de s'appropriier les souches bactériennes ou les variétés mises au point pour en limiter, à leur profit, la diffusion [134]. En toute logique capitaliste, « les activités de recherche d'une entreprise ont un double objectif : *l'invention et la création simultanée d'un droit de propriété sur cette invention* » [134, 173] pour se garantir des marchés captifs. C'est même une condition pour que les firmes privées développent leurs investissements de recherche et de production en direction des biotechnologies [148]²⁶. J.-P. Berlan montre bien, d'ailleurs, comment historiquement les firmes semencières ont privilégié, chaque fois qu'elles l'ont pu, la production d'hybrides, instables par nature, non reproductibles par les utilisateurs, « voie royale de l'amélioration des plantes dans des sociétés fonctionnant selon la règle du jeu économique du marché et de la propriété privée » [134, 78]. *L'« appropriabilité » privée devient critère de choix.*

En terminant sur ce point, on perçoit clairement le lien étroit qui existe entre les trois thèmes qui viennent d'être examinés. L'édification de cette nouvelle base industrielle implique la mise en œuvre d'énormes investissements directement productifs en même temps que de recherches et d'équipements collectifs. Seules les mégafirmes transnationales qui se mettent en place (s'appuyant, le cas échéant, sur un tissu de petites firmes dynamiques) en seront capables avec l'appui, sans réserve, de leurs Etats. Outre le type de choix réalisés, la question demeurant est de savoir qui en supportera le coût ? De ce point de vue, la dépression longue joue un rôle essentiel par le double effet du chômage massif et de l'inflation accélérée sur le taux de salaire réel et par conséquent sur la demande de biens de consommation et la capacité d'investir.

25. En France, le programme *Fixation de l'azote* est conduit par l'Institut Pasteur avec la collaboration de l'Institut national de la recherche agronomique, de laboratoires universitaires, d'Elf-Aquitaine, et de l'Entreprise minière et chimique.

26. La Cour Suprême des Etats-Unis a rendu, en 1980, un arrêt essentiel en la matière et qui constitue une véritable innovation, en autorisant la délivrance de brevets pour les bactéries manipulées...

L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE DU MODE DE RÉGULATION ET LES RISQUES QUI EN DÉCOULENT

Nous avons vu comment la contradiction entre le fonctionnement transnational de l'économie et les régulations étroitement nationales avaient profondément transformé l'ordre productif anciennement prévalant. Les *transformations* intervenues avec le développement de la longue dépression, loin de susciter *spontanément* l'émergence d'un nouveau mode de régulation spécifiquement transnational, risquent d'exacerber les guerres économiques entre les groupes géants transnationaux et entre les Etats qui les soutiennent, leur imposant des stratégies déflationnistes de plus en plus vigoureuses, les incitant à des pratiques de guerre sociale et, pour les mettre en œuvre, à l'établissement d'Etats « forts ». Simultanément, les impérialismes se durcissent alors que se fragilisent encore les économies sous-développées. Enfin se renforce l'opposition entre les pays industrialisés capitalistes et le bloc « socialiste » lui-même atteint par la crise et non moins incité à trouver dans l'impérialisme une solution à ses propres problèmes politiques et sociaux et à ses « questions nationales » internes.

La dérégulation économique développant ses processus cumulatifs, le risque majeur devient dès lors le recours à la guerre « tout court » comme mode de régulation ultime. Une telle évolution catastrophique n'est pas la moins probable. Quel ordre productif émergerait au bout de ce tunnel ?

II. Vers un new deal à l'échelle mondiale ?

« Une tendance n'est jamais une destinée. »

René DUBOS, *Les Célébrations de la vie.*

La dépression longue s'est ouverte à la charnière des années soixante et des années soixante-dix, comme conséquence de la montée d'un ensemble de contradictions, la contradiction principale résidant dans l'édification d'une économie transnationale rendant caduc le mode de régulation des Etats-nations. Et l'on a vu les tendances inquiétantes que recèle l'actuel mode américain de « gestion de la crise ». Mais l'on sait également qu'au cœur de la dépression toute tentative isolée de relance économique durable comme issue à la « crise » ne peut aboutir à l'échelle d'un seul pays. C'est pourquoi la nécessité d'une nouvelle régulation d'ensemble des économies occidentales transnationalisées susceptible de permettre une relance générale se fera de plus en plus sentir, sous la pression conjuguée des couches sociales laminées par la crise, des nations les plus éprouvées par elle, et de la dégradation de la conjoncture politique internationale.

Mais il est clair que celle-ci ne se mettra pas en place spontanément dans un contexte où chacun des plus puissants peut encore tenter de jouer son jeu, ni même sous l'influence d'une simple conférence internationale (l'échec du sommet de Versailles de 1982, comme de celui de Londres de 1933 est significatif de ce point de vue). En effet, tandis que certains Etats, comme l'Allemagne fédérale et surtout le Japon et par conséquent certaines fractions du capital, utilisent actuellement la crise pour améliorer leurs positions relatives sur l'échiquier mondial, l'Administration Reagan joue la déflation pour établir la suprématie du

dollar et tenter de renforcer l'hégémonie américaine. Mais l'addition des politiques nationales de lutte contre l'inflation et de recherche de compétitivité à tout prix fait que l'Occident tout entier s'enfonce dans *un processus de récession généralisé* que son propre aveuglement produit.

Les graves conséquences tant internes (montée d'une contestation sous l'effet du coût social considérable de la mise en œuvre de la *Reagan economics* [75]) qu'internationales (poussée de nouvelles forces d'opposition anti-atlantistes en Europe, au sein même de l'allié le plus « sûr », sous l'effet d'un chômage croissant, affaiblissement du bloc occidental) devraient, à moyen terme, pousser à la mise en place d'une *stratégie nouvelle de relance concertée* et, par conséquent, coordonnée. Cela exige d'abord un changement radical de la politique économique américaine, ce qui, très vraisemblablement, implique, compte tenu des intérêts en présence, un changement politique du type de celui qui s'était produit en 1932. Un tel changement suppose l'établissement d'un *nouveau « compromis économique »* entre la fraction moderniste « éclairée » du capital et les forces syndicales américaines que l'approfondissement de la crise tendra à repolitiser. La constitution d'un tel « bloc réformiste » autour d'un *compromis interne* aux Etats-Unis pouvait encore suffire, lors de la profonde dépression qui a suivi la grande crise de 1929, pour amorcer la relance, à partir de 1933, sur une base d'abord essentiellement *interne* elle-même.

Ce ne peut plus être le cas aujourd'hui, compte tenu et des interdépendances entre nations industrialisées et des « responsabilités » américaines à la tête du bloc occidental et des « dangers » encourus par l'actuelle économie-monde capitaliste du fait des crises au Sud et à l'Est. Paraphrasant Roosevelt, on pourrait dire : « *This world asks for action and action now* » et reprendre les termes prémonitoires du communiqué final de la rencontre anglo-américaine du 26 avril 1933 : « Une œuvre de restauration mondiale, saine et durable, dépend de la coordination des remèdes intérieurs et d'une action simultanée et commune dans le domaine international ». Un scénario de sortie de crise « en douceur », à moyen terme (scénario II) impulsé par les Etats-Unis, suppose, en réalité, la réalisation d'un *triple compromis* (en dehors du compromis interne aux Etats-Unis) : entre les grandes nations industrialisées capitalistes, entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest.

Entre grands Etats industrialisés, cela signifie concrètement un accord établi, sous la pression conjuguée d'une Administration américaine consciente des risques considérables de déstabilisation sociale entraînée, pour « l'Occident », par le prolongement du « scénario I » et d'une communauté européenne devenue capable de dépasser ses contradictions les plus sérieuses. Cet accord intéressant les trois plus grands pôles de l'Occident : Etats-Unis, C.E.E. et Japon, sous le *leadership* américain, concernerait et le rapport capital/travail et les rapports au sein du capital transnational. Sur le premier plan, le compromis devrait nécessairement porter sur la mise en place, *simultanée*, aucun pays ne pouvant, face à la concurrence externe, le faire unilatéralement : d'une part, d'une réduction substantielle de la durée du travail à un niveau identique ; d'autre part, de l'amélioration des conditions de travail et d'une harmonisation de la protection sociale ; enfin, de l'élévation du taux de salaire réel dans des limites liées au réamorçage de la dynamique profit/salaire, de l'investissement et de la demande effective sur la base d'un nouveau modèle de consommation. Sur le plan du capital, donc du marché mondial, le compromis comporterait – sur la même base technologique et industrielle que le scénario I – une certaine organisation de la

concurrence, donc un certain partage du monde, y compris l'acceptation de certaines formes (localisées et temporaires) de protectionnisme.

La mise en œuvre de ce compromis de relance, au sein du « Nord », impliquerait, compte tenu de la situation de crise grave d'un nombre croissant de pays du tiers monde, l'élaboration concomitante d'un *compromis Nord-Sud*. Celui-ci devrait mettre en place un véritable moratoire pour les pays les plus endettés en même temps que de nouvelles formes d'accès au financement et de stabilisation des cours des matières premières. Mais également certains programmes de co-développement et de lutte contre la pauvreté. Il aurait également à envisager des mesures sociales en faveur du prolétariat surexploité des filiales des firmes multinationales.

Enfin, de telles perspectives devraient déboucher sur une nouvelle forme de *compromis Est/Ouest* visant à substituer aux dangereuses politiques d'affrontement et de surarmement des politiques de coopération économique et technologique liées à des mesures de réduction des armements et de défense des droits de l'homme (réactivation des accords d'Helsinki).

III. Eléments pour une issue alternative : vers un socialisme autogestionnaire

« Derrière eux, un passé à jamais détruit, s'agitant encore sous ses ruines, avec tous les fossiles des siècles de l'absolutisme. Devant eux, l'aurore d'un immense horizon, les premières clartés de l'avenir. »

Alfred DE MUSSET,
La confession d'un enfant du siècle.

L'autre issue à la crise impliquerait une rupture sociale et politique permettant la mise en œuvre d'un autre « ordre productif » démocratiquement élaboré et radicalement différent. Naturellement, l'horizon temporel de l'achèvement d'un tel scénario est nettement plus lointain. Seule la mise en place des premiers éléments d'un tel ordre productif est à l'ordre du jour. Mais il s'agit d'opérer des transformations qui, pour être graduelles, n'en iraient pas moins dans la direction. Pour ce faire, il serait sans doute possible de s'appuyer sur le scénario II, alors que, du scénario I, une rupture cataclysmique est envisageable.

Cet ordre productif profondément différent, nous tenterons d'en esquisser les grands traits, en nous appuyant sur ce qu'un pays européen comme la France (ou tout autre pays développé qui prendrait le même tournant politique) pourrait entreprendre.

Une telle orientation implique une rupture avec la logique de « l'internationale du capital » [27]. Cela suppose la recherche d'une *autonomisation* du système productif national de telle façon que les lois de fonctionnement du capital mondial ne s'imposent pas de l'extérieur à une économie en voie de transformation sociale. Mais, il ne faut pas se boucher les yeux : si le prix de la transnationalisation a été élevé, économiquement et socialement, le coût d'une rupture avec le marché mondial serait très lourd aujourd'hui, tant les connexions indus-

trielles, financières et commerciales sont importantes²⁷. Sans doute, à terme, les bénéfices économiques et sociaux d'une autonomie retrouvée seraient-ils considérables, mais comment faire accepter temporairement les nécessaires sacrifices, et cela naturellement sans la moindre entrave aux libertés du citoyen ?

Une telle orientation, trop coûteuse aujourd'hui pour un pays comme la France seule, suppose une contagion européenne et la formation d'une aire de coopération avec certaines nations en voie de développement qui pourraient s'engager sur une telle voie. Mais l'exportation d'une telle expérience suppose du temps, donc la durée et la réussite de l'expérience d'abord dans ce seul pays. D'où nécessairement une stratégie du « fil du rasoir », transition « gradualiste » d'un type entièrement nouveau. Mais encore faut-il que, loin d'intensifier l'intégration du système productif national dans le marché mondial, elle commence à *mettre en place les bases de l'autonomie nationale*. La meilleure garantie à cet égard est la réactivation du marché national, non sa relance, mais son expansion contrôlée par le Plan et impulsée par un puissant secteur nationalisé en voie de « socialisation » [136].

C'est dans cette seule perspective – celle d'une rupture graduelle – que nous nous situerons ici en explorant quatre thèmes majeurs constitutifs *d'un nouveau type de développement* au sens que nous avons donné à ce concept [62] :

- l'autocentrage progressif du développement économique, organisé dans le cadre d'une coopération internationale d'un type nouveau ;
- une transformation profonde des conditions de travail comme première étape vers l'abolition graduelle du salariat et de la division capitaliste du travail ;
- la mise en œuvre de technologie adaptée au projet social dans le cadre d'une nouvelle stratégie industrielle ;
- une orientation et une régulation à court, moyen et long terme de la vie économique et sociale par une procédure de planification décentralisée, démocratiquement élaborée avec coopération planifiée des acteurs de la vie économique.

En développant ces points, nous ne prétendons pas construire un modèle, ou présenter une solution miracle, mais beaucoup plus modestement avancer *quelques pistes pour le débat* essentiel d'aujourd'hui et participer aux indispensables confrontations d'idées. Car ce sont les luttes des hommes qui, seules, font l'avenir et l'on ne peut que déceler, par l'histoire et l'analyse, vers où elles tendent.

Ce faisant, nous ne renvoyons en aucune façon ici aux *pays de l'Est* qui se désignent comme « socialistes ». Car l'on sait maintenant avec certitude que ce n'est pas de ce côté que l'on peut trouver un modèle pour l'édification d'une alternative au capitalisme.

27. Contrairement à ce que pensait Lénine, le développement très avancé du capitalisme ne rend pas plus aisée la transition, tant est élevé le poids d'un marché mondial qui a désarticulé les systèmes productifs nationaux, imposé une certaine division du travail entre nations et des forces productives façonnées par le capital.

DE LA NATURE DES PAYS DE L'EST DITS « SOCIALISTES »

Si l'on considère, en effet, le *bloc soviétique*, l'on a affaire non pas, comme le prétend l'idéologie « marxiste » officielle²⁸, à un ensemble harmonieux de « pays socialistes », mais à un bloc de pays relevant d'un « capitalisme de type nouveau » [137], que l'on peut désigner *capitalisme d'Etat*, pour reprendre une expression de Lénine (qui, lui, le considérait comme une étape transitoire), soumis à l'hégémonie soviétique, capitalisme qui sécrète très normalement un impérialisme spécifique²⁹.

Pourquoi *capitalisme* ? Fondamentalement parce que ce type de société repose - comme l'occidentale - sur le *rapport salarial*, qui, là encore, sépare la société en deux classes caractéristiques. Dans la mesure où les grands moyens de production et d'échange sont *étatisés* et non socialisés³⁰, la couche dirigeante contrôle ceux-ci sans partage, leur extension, leur mise en œuvre, leur usage (droit d'*usus*) ; de ce fait, elle contrôle, oriente l'utilisation et s'approprie partiellement (droit de *fructus*) le *surplus économique*³¹. Par conséquent, elle possède, comme le « capitaliste collectif³² », une sorte de propriété collective de la « propriété d'Etat », détenant ce que les spécialistes d'économie industrielle appellent *propriété économique* attribut des seuls gros porteurs d'actions [53, 21] par opposition à la propriété juridique des moyens de production.

Ce qui fait de la couche dirigeante une véritable *classe sociale*, c'est qu'elle est également dotée d'un processus de *reproduction* particulier. Celui-ci repose d'abord sur le parti unique : le parti « communiste », recruté par cooptation après une longue période probatoire qui assure de la docilité de ses membres vis-à-vis de la hiérarchie [166, 72]³³. Celui-ci joue à son

28. Mais également trop de composantes du mouvement ouvrier et des forces progressistes de par le monde.

29. Après la terreur sanglante du stalinisme, cyniquement conduite au nom du socialisme, l'écrasement de l'insurrection ouvrière de Budapest en 1956 et de l'expérience d'un « socialisme à visage humain » (comment est donc l'autre ?) de la Tchécoslovaquie en 1968, l'invasion de l'Afghanistan par les armées « soviétiques » en décembre 1980, l'écrasement du mouvement ouvrier autogestionnaire polonais par l'armée « populaire » soutenue, encouragée et encadrée par le pouvoir soviétique, la liste est trop longue pour que quiconque, spécialement les praticiens de l'approche de Marx, puisse encore croire le discours officiel.

30. Sur ces deux concepts, voir Ch. Bettelheim [136, 45] : « La distinction s'impose entre, d'une part, l'étatisation ou la nationalisation (qui constituent des *actes juridiques*) et d'autre part, la socialisation, qui implique une *capacité sociale* de comptabiliser et de répartir les moyens de production et les produits. »

31. Les écarts de *revenus réels* (à ne pas confondre avec l'échelle des salaires officiels) sont considérables. Sur ce thème, voir notamment [196].

32. Expression de Engels [152, 115]. « La bourgeoisie est la classe des possédants et, pour cette raison, la classe dirigeante. Inversement, la *Nomenklatura* est la classe dirigeante et, de ce fait, la classe possédante. » [196, 101].

33. « On n'adhère pas librement au Parti, c'est lui qui vous recrute. L'adhésion est une longue épreuve qui peut durer des années » [166, 72]. Le Parti unique regroupe environ 6 % de la population soviétique.

tour le rôle de pépinière au sein de laquelle le groupe dirigeant renouvelle ses membres, les membres de la classe dominante, la *nomenklatura* [196]³⁴.

L'organisation bureaucratique d'une économie reposant sur le mode capitaliste d'exploitation dans l'industrie, sans l'aiguillon de la concurrence (celle-ci au sein de la classe dirigeante se joue non pas sur le plan économique, mais au niveau politique, comme dans le mode féodal) et alors même que le système de planification est faiblement opératoire [195], conduit à *une très faible efficacité économique*. Et pourtant elle met en œuvre une importante masse de travail quasi gratuit (internés politiques, soldats, étudiants) et un « quasi servage d'Etat » dans l'agriculture [137, 75]. Ce qui fait que les crises économiques ne sont pas des crises de surproduction, comme dans le capitalisme privé, mais des *crises de pénurie* (plus exactement « des crises de suraccumulation absolue qui se manifestent par des pénuries généralisées » [137, 305]³⁵).

Mais, là où se distingue plus encore le capitalisme d'Etat soviétique du capitalisme occidental, c'est sur le plan de sa « superstructure » politique et idéologique. La classe dirigeante soviétique a établi *un régime totalitaire* qui assure sa dictature *sur* le prolétariat³⁶. Soixante-cinq ans après la révolution d'Octobre, dépourvus d'organisations syndicales authentiques et des droits considérés comme fondamentaux dans les pays capitalistes développés d'Occident (droit de grève, conquis par la classe ouvrière française en 1864, droit d'association conquis en 1884), les travailleurs de l'industrie sont soumis à un véritable *despotisme d'usine* [137] à « une législation du travail qui est, en réalité, une législation pénale » et avec l'ensemble du peuple « à *une répression de masse* permettant d'imposer sur une large échelle le travail pénitenciaire et concentrationnaire » [137, 305]. Conquis de haute lutte par la classe ouvrière polonaise qui parvint à se donner contre l'Etat totalitaire sa propre organisation *Solidarnosc* dans son puissant mouvement de l'été 1980, ces droits lui furent arrachés par la *violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie d'Etat*³⁷, proclamant « l'état de guerre » contre son propre peuple qui menaçait son pouvoir absolu « pour maintenir les acquis du socialisme » (lesquels ?).

Outre la terreur, ce régime totalitaire s'appuie, pour sa perpétuation, sur le « marxisme » – ou plus exactement sur ce qu'il faut bien appeler la *Vulgate marxiste* ou le « marxisme vulgaire » – transformé en *idéologie*, c'est-à-dire en moyen de contrôle social, suprême dérision. Et, comme toutes les idéologies de toutes les classes dirigeantes, il prétend qu'il n'y a pas de classes sociales, seulement des fonctions différentes dans la société³⁸.

34. « La *Nomenklatura*, c'est : 1) la liste des postes de direction dépendant des instances supérieures du Parti ; 2) la liste des personnes nommées sur ces postes ou tenues en réserve pour ces postes. » [196, 204]. « Son attribut essentiel n'est pas la propriété mais le pouvoir ; l'étendue de ce pouvoir détermine l'ampleur de ses privilèges, y compris la part de la propriété collective que chacun de ses membres parvient à s'approprier individuellement ». Elle compte environ 750 000 membres actifs, soit 3 millions de personnes avec les familles, moins de 1,5 % de la population. Dans l'article 2 de la Déclaration finale du premier (et dernier...) Congrès de *Solidarnosc* le 11 septembre 1981, les travailleurs polonais réclamaient précisément « une réforme de l'économie par la création de conseils d'autogestion authentiques, dans les entreprises et par la liquidation de la *Nomenklatura* du Parti... ». Sur la nature du pouvoir soviétique, également [142] et [131] [132].

35. C. Castoriadis [144] a montré que l'Union soviétique est d'abord une grande puissance militaire avant d'être une puissance économique dont les capacités s'épuisent au service de la puissance militaire. La faiblesse relative de son économie officielle a produit *une importante économie parallèle*

Reprenons donc successivement *les quatre grands thèmes* que nous énoncions comme constitutifs d'un nouveau type de développement.

POUR UN DÉVELOPPEMENT AUTOCENTRÉ, CONSTRUIRE DE NOUVELLES SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

Aucune expérience de construction graduelle d'un authentique socialisme n'est possible dans le cadre d'une société qui, non seulement ne maîtrise plus son développement économique, mais qui a délibérément opté, comme nous l'avons montré, pour la soumission aux diktats du marché mondial, jouant de ce fait implicitement « une stratégie de la dépendance » [172] renforcée par une politique industrielle hésitante et peu cohérente.

Restaurer une assez large *autonomie* économique par rapport aux impératifs du marché mondial – base de tout espace de liberté – représente pour édifier une société différente un impératif absolu, autonomie d'une société nouvelle reconnaissant elle-même une large autonomie aux sous-ensembles régionaux et locaux qui la composent. Cela implique : *d'une part, la reconstruction de son appareil productif* défait par une ouverture sans réserve au marché mondial, en l'absence de stratégie industrielle autocentrée, sous la houlette du grand capital financier qui a joué sans scrupule son seul intérêt ; *d'autre part*, et dans la mesure où la tâche dépasse les seuls moyens d'un pays aux capacités limitées, l'édification d'*une nouvelle zone internationale de coopération* économique.

Actuellement – et cela ne fera que s'accroître – *le marché mondial* est dominé, branche par branche, par quelques mégafirmes *capitalistes*, principalement américaines et japonaises, et leurs pratiques impérialistes qui s'étendent des « pays développés » les moins avancés à ceux des pays du tiers monde qui relèvent de l'orbite du « monde libre ».

Ce qui a été dit de l'Est montre qu'aujourd'hui s'affrontent – sur les plans économique et idéologique jusqu'alors, comme le firent d'autres entre 1914 et 1918 sur le plan militaire – *deux blocs rivaux de pays capitalistes, deux empires*.

Ce n'est, par conséquent, ni d'un côté, ni de l'autre, qu'une authentique expérience socialiste visant à instaurer une société autogestionnaire peut espérer trouver appui. Par contre, elle peut s'appuyer sur le puissant mouvement de *rejet des blocs* et sur la recherche d'une assez large autonomie et d'un non-alignement qui animent aujourd'hui, consciemment ou non, un ensemble de pays « développés » ou « sous-développés », besoin latent plus qu'exprimé qui n'attend

« qui remplit tant bien que mal les fissures et les trous de l'économie planifiée » [162]. Et cependant, comme le remarque Ch. Bettelheim, « il s'agit d'un capitalisme qui a éliminé, plus que tout autre, les formes précapitalistes de production et qui tend à soumettre à un degré exceptionnel l'ensemble des travailleurs aux exigences de l'accumulation pour l'accumulation » [137, 306].

36. Alors même que persistent de graves inégalités, et de larges îlots de pauvreté [22] et une dure répression dans bien des pays soumis à l'impérialisme du « centre », les régimes de *démocratie politique* des pays capitalistes développés assurent au contraire un assez large espace de libertés individuelles, qui ne sont pas toutes aussi « formelles » que bien des marxistes le proclament...

37. Voir le pathétique appel « à tous les Parlements, gouvernements, à toutes les nations et aux hommes de bonne volonté qui chérissent la démocratie, la liberté et les droits ouvriers » : « Solidarité avec Solidarité » du Comité de grève du Chantier naval et du port de Szczecin du 14 déc. 1981, *Le Monde*, 17-12-1981.

38. Cette thèse est reprise en France par les auteurs des Editions Sociales (école du capitalisme monopoliste d'Etat) et par les leaders du parti communiste français qui considèrent comme « globalement positif » le bilan des pays de l'Est sans que l'on sache quelle balance a été utilisée pour comparer, d'un côté, les millions de victimes du stalinisme, l'étouffement des libertés, l'absence totale de démocratie et, de l'autre, le nombre d'usines ou de vaisseaux spatiaux. *Positif pour qui ?*

que l'opportunité³⁹. Cette opportunité serait à saisir pour susciter la création d'une *forme nouvelle de coopération* d'un ensemble de pays à régimes et projets politiques non nécessairement semblables (à condition qu'ils respectent les droits de l'homme), mais animés de ce même souci de préserver leur identité, hors de l'impérialisme des grands. Là est d'ailleurs une des conditions nécessaires du succès de toute expérience.

Créer *par étapes* un « tiers bloc » de pays non alignés – excluant bien entendu les dictatures – et qui, pour le demeurer, accepteraient d'entreprendre un véritable processus actif de *codéveloppement* entre partenaires se reconnaissant comme égaux et différents. Une telle expérience se concrétiserait par la signature entre ces pays d'accords de coopération et d'échange, mettant au service d'un projet commun leurs ressources complémentaires et construisant cette complémentarité – dans le cadre de politiques économiques coordonnées et d'un puissant appui des pays du Nord à ceux du Sud – *pour sortir de la crise et du « sous-développement »*.

VERS L'ABOLITION DU SALARIAT ET DE LA DIVISION CAPITALISTE DU TRAVAIL : TRANSFORMER PROFONDÉMENT LES CONDITIONS DE TRAVAIL

La construction du socialisme n'a de sens que si elle vise à abolir ce qui fait le cœur même, l'invariant fondamental du mode de production capitaliste : le rapport salarial (à travers ses multiples changements de forme), par lequel s'organise l'exploitation du travail par le capital ; rapport dont l'Etat est constitutif⁴⁰, ce qu'il est essentiel de ne pas oublier. C'est dire que l'autogestion ne peut avoir de sens que si cette barrière sociale fondamentale est brisée (l'autogestion ne peut se pratiquer qu'entre égaux) et suppose une modification profonde de l'organisation du pouvoir politique⁴¹.

Certes, l'abolition du salariat et de l'empreinte dont il a marqué toute la société, et l'avènement corrélatif du travail associé, ne se feront pas en quelques années. Mais ils doivent constituer l'objectif fondamental de longue période qui donne sens à tous les autres et qui finalise l'action de court et de moyen terme. A quoi servirait-il de nationaliser les géants de l'industrie comme le fait à juste titre la France socialiste en 1982 si c'était « seulement » – ce qui est essentiel – pour « exproprier les exploités » et, ce faisant, se doter des moyens de conduire une nouvelle stratégie industrielle, nationale celle-là, si ce n'était pas, non pas aussi, mais *dans le même mouvement pour transférer ce pouvoir* à ceux qui travaillent,

39. Besoin que l'on ressent en de nombreux pays, plus encore sans doute au niveau des peuples que des gouvernants, des jeunes (majoritaires dans le tiers monde) que des aînés, besoin qui constitue une incontestable force.

40. Ce point qui ressort nettement d'une analyse historique précise de la transition au capitalisme (voir par exemple les lois organisant la mise au travail salarié ; cf. notamment [46]), a été clairement établi, sur le plan théorique, par Lysiane Cartelier [143]. (« L'Etat n'est pas extérieur à l'économie puisqu'il est indissociable de sa constitution », p. 158.)

41. On connaît la théorie du « dépérissement de l'Etat » qui devait, pour Marx et Engels, accompagner la construction d'une société sans classes, donc sans antagonismes irréductibles. Cela ne signifiait pas, pour eux, la suppression des formes d'organisation de la société, mais des fonctions de répression nécessairement exercées par la classe minoritaire (la classe dirigeante) sur la classe dominée majoritaire. Et c'est précisément ce qui, pour eux, désigne l'Etat. Du point de vue des formes spécifiques d'organisation du pouvoir politique dans une société sans classes (un tout autre type de pouvoir), nous voudrions renvoyer le lecteur au grand livre que nous a laissé Pierre Clastres : *La Société contre l'Etat* [147]. (« Le pouvoir politique comme coercition, ou comme relation de commandement, obéissance, n'est pas le modèle du pouvoir vrai, mais simplement un cas particulier », écrit-il notamment.)

pour réaliser ces « associations de producteurs libres et égaux » [175, 1479], que tous les grands moments révolutionnaires de l'histoire ont appelé de leurs vœux, qui transforment un processus purement *juridique*, *l'étatisation*, en un processus *social* : la *socialisation* des moyens de production, c'est-à-dire leur maîtrise véritable par la société organisée ?

Sans doute, cette *utopie concrète* (sur ce concept, cf. [61, ch. 8]), fondamentalement ancrée dans la mémoire et dans les aspirations collectives, est-elle hors de portée immédiate, mais elle marque une direction essentielle vers laquelle tend l'effort pluriséculaire des hommes. Toujours, jusqu'à aujourd'hui, les esquisses de réalisation qui en furent faites (la Commune de Paris, les soviets russes de 1917) furent vaincues, mais toujours l'utopie renaît polarisant les luttes sociales. Et aujourd'hui encore, elle peut marquer la voie, l'objectif de très long terme, par rapport auquel doivent être ordonnées les mesures de moyen terme.

Marcher *par étapes* vers un tel objectif, c'est d'abord mettre en œuvre une large extension (graduellement croissante) des *droits des travailleurs* dans l'entreprise (conseils d'atelier pour délibérer de tout ce qui concerne l'organisation concrète du travail, droit de regard sur les investissements, les licenciements...), mesure « qualitative » essentielle. Cette extension devrait s'accompagner d'une réduction continue de l'échelle *des revenus réels* (et pas seulement des salaires...) et d'un accès facilité des travailleurs de tous « niveaux » à des formations qualifiantes, générales et professionnelles, permettant leur promotion sociale. Enfin, devrait être entreprise l'abolition graduelle de toutes les formes dégradantes du travail et d'abord la ligne de montage (car l'on sait que c'est possible) qui devrait être prohibée pour tout renouvellement d'équipement, extension ou construction d'usines nouvelles. Ce qui met en question *l'usine* elle-même, comme nous allons le voir.

DE LA MISE AU POINT DE TECHNOLOGIES ADAPTÉES À L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Ces perspectives entièrement nouvelles impliquent que le « progrès » technique soit enfin mis au service des hommes et non plus les travailleurs asservis aux prétendues contraintes techniques. Nous l'avons, croyons-nous, suffisamment démontré par ailleurs [62] [63] [186] : le changement technique n'est pas socialement neutre, mais est produit et façonné dans les sociétés occidentales par le capital au mieux de ses intérêts. Une société qui veut rompre avec la logique du capital doit par conséquent, elle-même, *façonner le « progrès » technique pour l'asservir à ses objectifs*, c'est-à-dire à son projet social. C'est ce que nous entendons par technologies *adaptées*.

Ainsi, n'importe quelle forme technique ou ensemble de machines n'est-il pas compatible avec la marche vers une société autogestionnaire. Le cas le plus flagrant est celui des ensembles de machines conçus et mis en place pour ordonner la soumission des travailleurs à l'organisation fordiste de la production. De telles formes techniques sont à abolir et à remplacer *graduellement* – comme cela est possible – par d'autres types d'organisation dont on a déjà vu les avantages.

Par conséquent, une nouvelle *stratégie industrielle*, dans une perspective socialiste, c'est sans doute d'abord la mise en place cohérente, concertée et, le cas échéant, coopérée avec des partenaires – en particulier du Sud – de *filières* industrielles fortement appuyées sur le *marché intérieur* [176], s'appuyant sur un

néo-protectionnisme, non pas protection des intérêts du capital, mais de *l'autonomie* du développement par rapport à la logique du marché capitaliste mondial. Mais, *c'est dans le même temps* :

1. *La mise au point de technologies adaptées au projet social*, en liaison avec de nouvelles formes de division du travail. C'est là qu'*une réappropriation de la révolution micro-électronique*, dont nous avons vu les enjeux, prend tout son intérêt pour mettre l'innovation au service d'un projet. Il y a là une pierre de touche essentielle pour une stratégie de changement, en particulier dans les domaines de l'automatisation⁴² et de la télématique, qui peuvent permettre de changer profondément et le travail et les modes de vie. De ce fait, réorienter les recherches des nouveaux groupes nationalisés, pour concevoir et produire les matériels et les réseaux adaptés à l'édification d'une société démocratique donc *plurielle* devient essentiel. Dans une telle société, la possibilité pour chacun, ou chaque groupe d'accéder à la *production de l'information, d'une information pluraliste*, est fondamentale [141], fondamentale *en soi*, comme moyen d'expression, d'échange de culture, fondamentale pour créer une procédure entièrement neuve de *planification décentralisée* (cf. *infra*, 4). Ce qui suppose l'élaboration d'autres modes de production de l'information, d'autres réseaux et sans doute d'autres matériels, ce qui suppose également, à la base, et pour de nouvelles raisons (qui s'ajoutent à celles déjà énoncées), *la maîtrise de la filière électronique*, dans le cadre d'une nouvelle stratégie industrielle. Tout est lié.

2. *Reconsidérer l'usine* car c'est elle-même qu'il faudra bien arriver à repenser, l'usine qui fonctionne, on le sait, comme *matrice essentielle de reproduction sociale*. C'est le schéma de la division hiérarchique et parcellaire du travail qu'il faudra bien arriver à briser au profit d'une distribution des tâches entre équipes autonomes, voire d'une rotation des responsabilités dans le cadre d'unités industrielles « à taille humaine ».

Le couplage de formes spécifiques consciemment données aux automatismes et aux réseaux télématiques permet d'envisager, dans plusieurs branches industrielles, non plus seulement le retour au travail à domicile (« télé-travail ») atomisant sous contrôle la classe ouvrière, comme nous l'avons vu, mais des formes nouvelles de *petits ateliers décentralisés, autogérés*, reliés entre eux et au centre de coordination par télé-information, qui seraient mis en œuvre progressivement (à mesure des renouvellements et extension des activités industrielles existantes). Et l'on sait parfaitement aujourd'hui que l'on ne peut opposer à de tels projets le rituel argument de l'efficacité économique.

3. *Un nouveau partage* et de nouvelles relations à établir entre activités économiques *hétéronomes*, c'est-à-dire réalisées en des lieux collectifs de production et impliquant d'importants ensembles de machines, et activités *autonomes*, c'est-à-dire effectuées pour eux-mêmes directement par des citoyens. La croissance rapide de ce dernier type d'activités « informelles » dans les pays développés est précisément rendue possible par la fabrication d'outils *adaptés* par le secteur hétéronome [151] [158] [160] [164].

42. En ce qui concerne l'emploi, « le Conseil économique et social a constaté que la robotique n'induit pas de manière déterminée un seul système d'organisation, et, par là même, une seule et unique structure de qualification. Tout dépend de la conception du système d'organisation qui devient alors un enjeu social considérable et un sujet prioritaire de négociation entre les acteurs sociaux ». In [149].

4. *Un développement industriel déconcentré* lié à une politique active de décentralisation et de réaménagement de l'espace, adapté aux besoins spécifiques de régions rendues assez largement autonomes, et de revivification de larges zones rurales, en même temps que de nouvelles solidarités (opération de codéveloppement).

A travers ces orientations nouvelles, il s'agit bien d'une *reconsidération critique* des « lois » de l'industrialisation et du développement économique, abusivement considérées comme universelles (univocité du « progrès technique » et de la division « technique » du travail, hyperconcentration spatiale de l'activité industrielle autour de méga-« pôles de développement », domination des campagnes et exode rural anarchique, etc.) alors qu'elles ne sont que les lois de l'industrialisation *capitaliste*, logiquement finalisées par la recherche exclusive du profit [62] [63] [186]. Il s'agit, par conséquent, d'inventer et de mettre en œuvre un autre *type d'industrialisation*, asservie à un autre projet social, donc à une autre rationalité économique : une forme très décentralisée d'industrialisation mise au service du développement des différentes collectivités locales et régionales, et liée à une nouvelle forme de développement rural [165] [185], et de solidarité internationale.

L'un des moyens de réorienter ainsi le développement économique – à côté et en liaison avec des mesures d'ensemble – serait de stimuler et d'encourager toutes les expériences relevant du secteur de *l'économie sociale* (sociétés coopératives ouvrières de production, groupements coopératifs paysans, initiatives communales, etc.) de façon à faire converger les stratégies macro et micro-sociales, à *mettre en œuvre, de la sorte, de nouvelles ressources* (aspect important dans la crise), à réorganiser le tissu économique et social.

Les critères de choix des activités, des techniques, des lieux d'implantation, de la forme donnée aux unités de production et à l'organisation du travail, n'ont plus à être soumis à la logique du capital et à de prétendues lois universelles de l'industrialisation, mais à *une nouvelle logique sociale*, donc à une nouvelle rationalité économique : celle de la satisfaction des besoins du grand nombre, ceux-ci étant démocratiquement définis, classés et programmés dans le cadre d'un plan largement décentralisé.

ORIENTATION ET RÉGULATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE PAR UNE PROCÉDURE SOUPLE DE PLANIFICATION DÉCENTRALISÉE⁴³

La prise de possession *réelle* (et non pas seulement juridique) des grands moyens de production rendus au service de la nation (véritablement « nationalisés ») implique à la fois leur usage concerté au niveau national dans le cadre d'un *plan* et une *autonomie* très large accordée à leurs utilisateurs. *L'autonomie est le véritable garant et d'un bon usage des ressources et de leur réelle socialisation.*

Surtout, l'autonomie reconnue à chacun, à chaque groupe social, collectivité territoriale ou collectif de travail, c'est *l'espace de sa propre liberté*, le fondement de son droit inaliénable au développement de sa propre personnalité individuelle et collective. L'autonomie – possibilité de se gouverner soi-même dans le cadre des grandes solidarités collectives – c'est *l'anti-aliénation*. Par consé-

43. Sur ce thème fondamental, cf. [139] [183] [61, ch. 8]. Voir également J. Attali : « La libération du sens » in [130], ainsi que [151] [160] [164] [182].

quent, la marche vers l'autonomie maximale s'identifie complètement avec la construction du socialisme autogestionnaire.

Mais, comment concilier la nécessité d'orienter l'effort national dans le cadre d'une stratégie planifiée de développement et la nécessité d'allouer le maximum d'autonomie à tous les niveaux de l'activité économique et de la vie sociale ? Ne s'agit-il pas de deux exigences contradictoires [139] [61, ch. 8] ?

A notre sens, la réponse à cette apparente contradiction (réponse qui ne signifie pas que l'on pourrait supprimer tout conflit) est triple :

1. Elle se trouve d'abord au niveau d'une authentique *décentralisation* de la vie sociale et des activités économiques, ce qui signifie que le maximum de ce qui peut être fait et décidé localement ou régionalement doit l'être à ce niveau (sans interférence des autres niveaux), principe dit de *self-reliance* ou d'autodéveloppement.

2. La réponse ne peut être dite une fois pour toutes car l'autonomie ne peut être définie ni *in abstracto* ni en statique, la marche vers l'autonomie ou *autonomisation* de chaque sous-ensemble social est *un processus*. Et celui-ci ne peut être saisi que si l'on reconnaît qu'« une entité sociale n'existe qu'en relation avec d'autres entités et que dans le mouvement de son développement au sein d'un ensemble social » [61, 272]. « Elle n'existe que dans une pratique de relation, donc de confrontation (éventuellement conflictuelle) entre unités qui fait que l'entité se définit en tant que telle et se développe en s'associant et/ou s'opposant aux autres entités de même « niveau » et d'autres niveaux » [ibid.] dès lors que le droit lui en est reconnu comme attribut fondamental.

3. Dès lors que tout ce qui concerne chaque niveau est décidé à ce niveau, le plan national, outre qu'il traite des affaires communes, organise et oriente⁴⁴, sur la base de décisions délibérées par chaque niveau, ce que l'on peut désigner comme étant *une pratique de « coopération planifiée »* [ibid.].

La *pratique* d'une telle procédure de *planification décentralisée*, démocratiquement fondée, devient alors un levier essentiel du changement, l'axe privilégié d'une dynamique sociale nouvelle, le moyen nouveau de « révélation des préférences » sociales, c'est-à-dire de détermination démocratique des besoins. L'élaboration décentralisée et démocratique du plan se déroule selon une procédure « itérative » d'information mutuelle qui, par conséquent, *produit de l'information* (information croissante) et permet l'explicitation des conflits de projets. « De ce fait, elle permet le dépassement de nombre d'entre eux par l'insertion des questions en cause dans un cadre social (niveau « supérieur ») ou dans un cadre temporel (échancier du plan) plus large ou, si nécessaire, par l'arbitrage démocratique au sein de chaque niveau » [61, 273]. Mais, pour être acceptable par tous, « le recours à l'arbitrage implique le respect d'un principe essentiel selon lequel aucun objectif collectif ne peut aller à l'encontre des intérêts fondamentaux d'une collectivité, c'est-à-dire, de son droit à exister » [61, 273] (qui implique notamment le droit pour les cultures minoritaires de se développer). Ainsi conçue, la procédure de planification est *à la fois moyen et fin* car la participation à la pratique planificatrice donc aux choix essentiels qui concernent concrètement chacun est, en soi, désaliénante, donc modificatrice des rapports sociaux [139].

Construire graduellement une telle procédure de planification ne *signifie pas disparition du marché*. Cela signifie seulement que, dès lors que la société s'est

44. De nombreux instruments existent qui stimulent les unités décentralisées et les « guident » vers les objectifs du plan national. Cf. [139].

rendue maîtresse des grands moyens de production et qu'elle s'est dotée d'une stratégie de développement cohérente, les pratiques marchandes – y compris les échanges internationaux – persistent comme voies d'échange et moyen d'ajustement et de microrégulation, mais qu'elles deviennent *subordonnées* aux grandes orientations du plan, qu'elles s'exercent dans le cadre général ainsi défini [139] [171], sur la base, pour les grandes entreprises, de « *contrats de plan* ».

Ceux-ci permettront une *nouvelle orientation de la production*. La production d'une économie nationale est le résultat du *travail* passé (constructions des machines et des équipements) et présent des citoyens. La question est de savoir à quoi ceux-ci veulent que leur travail serve : à faire des objets et offrir des services utiles à qui, pour vivre comment. L'on retrouve la question : quelle « croissance » ? *La croissance de quoi, pour qui, comment*⁴⁵ ?

Or, cette question ne peut être résolue, par approximations successives, que par cette large consultation et participation à la planification que nous décrivions précédemment. Mais il est clair que, pour être véritablement démocratique, une telle consultation doit être éclairée par une large information des citoyens sur différentes solutions alternatives contrastées possibles (solutions à l'élaboration desquelles ils seront de plus en plus associés à mesure que se déroule la procédure de planification), prenant en compte les *liaisons* étroites mais occultées aujourd'hui, entre temps et conditions de travail, types et quantités de produit, modes d'usage des objets et services (plus ou moins individualisés par exemple), formes d'habitat et d'urbanisme⁴⁶. Ces différentes alternatives de moyen terme ont elles-même à prendre appui sur des *scénarios prospectifs* très complets et très élaborés, permettant *d'explorer de nouveaux modes de développement* [145] (on retrouve ici l'importance d'un large accès des citoyens non seulement à la formation et à l'information, mais à la production de l'information).

Car, l'on sait aujourd'hui que tous les aspects précités sont liés, que l'on peut, tout en travaillant moins et mieux, dans le cadre des activités collectivement organisées (« hétéronomes »), spécialement en maîtrisant l'automatisation⁴⁷, et tout en ménageant les ressources non renouvelables, assurer au plus grand nombre un niveau de vie supérieur. Cela est possible en fabriquant moins d'objets mais plus utiles et plus durables⁴⁸, en les utilisant différemment, en donnant la priorité aux besoins les plus fondamentaux, en privilégiant les besoins d'être sur les besoins d'avoir, en construisant des lieux de sociabilité plutôt que des « cités-dortoirs », en utilisant les potentialités de l'informatique à développer les connaissances, la culture, l'échange, plutôt que la consommation de nouvelles marchandises, des marchandises « culturelles ».

Là sont les vrais choix, *des choix liés*, qui déterminent les modes *concrets* d'existence, par conséquent, qui peuvent effectivement « changer la vie ». Il devient urgent, nous semble-t-il, pour *briser le cercle productivité-consommativité*

45. Question critique centrale posée dans [61, ch. 7].

46. On n'a pas besoin d'autant d'objets ni des mêmes, donc d'autant d'heures de travail, selon le mode de consommation et d'habitat, donc de socialité qui est désiré.

47. Robotique industrielle aussi bien que bureautique pour en faire jaillir les potentiels réels de libération humaine.

48. Voir sur ce thème un livre stimulant, rédigé par un groupe de scientifiques et de syndicalistes ouvriers, le groupe Adret : *Travailler deux heures par jour* [127]. Les quatre facteurs de réduction du temps de travail sont : la réduction du nombre d'objets produits et l'allongement de leur durée de vie, certaines formes d'accroissement de la productivité, l'augmentation de la proportion des travailleurs productifs dans la population, le transfert d'une partie du « travail lié » (organisé collectivement ou *hétéronome*) au « travail libre » (ou autonome). Voir également d'intéressants travaux réalisés en France sur les *besoins en énergie* (à ne plus confondre avec une demande systématiquement stimulée par les producteurs), en particulier le *Projet Alter*, réalisé par le Groupe de Bellevue [163].

qui contraint la majorité des travailleurs soumis à des rythmes de plus en plus intenses à un travail dépourvu d'intérêt pour fabriquer et « consommer » des objets de moins en moins durables, ou utiliser des services sophistiqués, spécialement conçus pour renouveler constamment une demande individuelle, source de profit. Car, si l'on n'y prend garde, la fameuse « révolution micro-électronique » peut parfaitement s'inscrire dans la même perspective strictement marchande, comme nous l'avons montré⁴⁹.

Une telle perspective suggère que le problème, aujourd'hui dramatique, du *chômage* ne peut être résolu par des mesures fragmentaires et marginales. Il le peut d'autant moins que l'on sait parfaitement, maintenant que le développement qui va s'accélérer de *l'automatisation* (robotique, télématique, etc.) *crée beaucoup moins d'emplois qu'il n'en conduit à disparaître* : un pour environ quatre qu'il supprime et, pour qu'il en crée, il est nécessaire de mettre en place une stratégie de développement de la filière complète ainsi que des formations adaptées. Ce développement actuellement contrôlé par les grands intérêts privés répond à des objectifs sociaux (« les machines ne font pas grève », note J.H. Lorenzi [172]) davantage encore qu'à des objectifs de rentabilité et rejette sur les collectivités nationales le coût social de l'opération.

Un autre type de développement de cette innovation majeure, visant une promotion des travailleurs et des citoyens, serait différent dans son contenu, comme nous l'avons vu, pour *l'adapter au projet social*. Il le serait également dans son rythme et dans ses modalités qui devraient être *ajustés* aux possibilités de prise en charge par la société de l'ensemble de ses effets.

L'objectif d'une société qui veut libérer l'homme n'est pas de créer le maximum d'emplois à 35 ou 39 heures par semaine, et 46 ou 47 semaines par an. Il est de satisfaire les besoins que cette société se fixe démocratiquement, en connaissance de cause, avec le minimum d'un effort collectif partagé entre tous (c'est une autre façon de voir le droit au travail...) et en particulier avec le moins possible de travaux pénibles ou considérés comme dégradants (qui, à terme, devraient être effectués par roulement entre tous). Chacun doit pouvoir y participer (par respect pour sa propre dignité) et il y participera pour ce qui est des activités « hétéronomes » – pour un nombre d'heures annuelles qui ira en décroissant constamment, en même temps que se développeront les activités autonomes enrichies elles-mêmes notamment par les possibilités offertes par la micro-électronique.

La résolution du problème du chômage passe donc par une programmation de long terme qui *organise l'activité des nations* dans leur espace géographique, économique et social, qui, par conséquent, *partage autrement le revenu et le travail*⁵⁰ – un autre type de travail. Cela suppose une ample politique de formation, de recyclage et de promotion professionnelle en fonction d'une stratégie in-

49. Dans son rapport au président de la République française [193], Jean-Jacques Servan-Schreiber écrit un hymne justifié aux fantastiques *possibilités* offertes par la micro-informatique. Il oublie cependant, à notre avis, deux éléments essentiels : 1) le caractère *contingent* des formes prises par les innovations en cours, en fonction des intérêts en cause et, par conséquent, la *nécessité* de les *adapter* au projet social auquel il semble se rallier ; 2) le fait que, si les activités liées au développement de ces innovations sont effectivement créatrices d'emplois (Rapport, p. 4 et 5), elles en créeront moins qu'elles n'en feront disparaître dans le secteur « hétéronome », compte tenu des accroissements considérables des productivités dont elles sont porteuses. Il est vrai que le diagnostic que l'auteur porte de la crise est très partiel : « La cause profonde du chômage et de l'inflation, de la crise elle-même, écrit-il, est la même : le retard de productivité » [193, 2].

50. Dans un livre récent [128], M. Albert, ancien commissaire général du Plan, estime également qu'il est indispensable de réduire les journées moyennes de travail, notamment par la multiplication du travail à temps partiel et du *job sharing*.

dustrielle et plus généralement d'une stratégie de développement économique et sociale parfaitement claire, à la fois très ambitieuse et « sagement » gradualiste (ce qui est non seulement parfaitement compatible mais nécessaire)⁵¹.

Si l'utopie concrète dont nous avons esquissé quelques grands traits n'est pas pour demain, il devient de plus en plus urgent – face aux risques majeurs et d'une conjoncture mondiale menaçante et du type de société que nous préparent les mégafirmes transnationales privées, d'un côté, les prébendiers d'une grande révolution avortée, de l'autre, d'édifier les bases d'une société entièrement nouvelle qui soit enfin faite pour l'épanouissement de tout l'homme et de tout homme. « *L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare* », écrivait Maurice Blondel. Tout dépend de *qui* le prépare et *pour qui*...

« Où nul chemin n'était tracé,
Nous avons volé. »

R.M. RILKE, *Poèmes*.

L'expérience française d'après mai 1981 porte en elle un double avenir. Elle peut – et c'est la première possibilité – constituer le point d'appui principal en Europe du nouveau *New Deal* mondialiste du scénario II. Si ce dernier scénario l'emporte à l'échelle mondiale et si elle parvient à l'utiliser, en même temps qu'à s'appuyer sur une coopération active d'un type nouveau avec d'autres expériences proches (Suède, Espagne, Grèce...) dans le cadre d'abord de l'Europe de l'Ouest, si enfin elle réussit à articuler, dans la cohérence, la « gestion de la crise » et les réformes profondes qui l'engagent vers le scénario III (« Aller à l'idéal et connaître le réel », disait Jaurès), elle pourrait également, et c'est son ambition affirmée et l'espoir qu'elle soulève en de nombreux pays, constituer un premier pas vers l'édification d'un socialisme inédit.

51. Quant au problème lancinant de l'inflation, il passe d'abord lui aussi par un autre partage du revenu. La France bat, à l'Ouest, les records d'inégalité en ce domaine et l'effet de celle-ci sur l'inflation est avéré depuis longtemps (de même que le renforcement de celle-là par celle-ci). Une réduction des inégalités de revenu, la suppression des myriades de monopoles et de privilèges, des marges excessives et de la fraude fiscale qui leur est liée pourraient par ailleurs améliorer les capacités d'investissement donc contribuer également à la lutte contre le chômage. Sur le nouveau partage des revenus, cf. Ch. Goux [159, ch. 7].

Bibliographie

Cette bibliographie est limitée aux ouvrages utilisés pour l'élaboration de ce livre. *Les ouvrages sont numérotés par partie.*

Introduction

1. BACHELARD G., *La Dialectique de la durée*, Paris, P.U.F., 2^e éd., 1963.
2. BACHELARD G., *La Terre et les rêveries du repos*, Paris, J. Corti, 1948.
3. BENVENISTE E., *Problème de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966.
4. BRAUDEL F., *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 2^e éd., 1966.
5. BRAUDEL F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, A. Colin, 1979.
6. DOCKES P., *L'Espace dans la pensée économique*, Paris, Flammarion, 1969.
7. DOCKES P., *La Libération médiévale*, Paris, Flammarion, 1979.
8. GODELIER M., *La Transition chez Marx*, note de travail, mai 1981.
9. GUILLAUME M., *L'Eloge du désordre*, Paris, Gallimard, 1978.
10. GUITTON H., *Les Fluctuations économiques* (in *Traité d'économie politique*, sous la direction de G. Pirou), Paris, Sirey, 1951.
11. MARX K., *Le Capital*, in *Œuvres*, t. I et II, Paris, Gallimard, 1963 et 1968.
12. MARX K., *Un chapitre inédit du Capital (Resultate des unmittelbaren Produktions-Prozesses)*, Frankfurt, Neue Kritik, 1969), Paris, coll. 10/18 (partiellement in *Œuvres*, Gallimard, 1968, t. II, p. 363 et sq., « Matériaux pour l'économie »).
13. PRIGOGINE I., *La Nouvelle Alliance*, Paris, 1979.
14. ROSIER B., « Changements techniques et rapports sociaux dans l'histoire des sociétés rurales ouest-européennes : un réexamen de la " révolution agricole " », in « Questions aux historiens », *Cahiers AEH*, université Lyon II, n° 11.
15. VIDAL-NAQUET P., *Le Chasseur noir*, Paris, Maspero, 1981.

Prélude

Travaux déjà cités : BRAUDEL [5], MARX [11], ROSIER [14].

Autres travaux

16. ASHTON S., *La Révolution industrielle, 1760-1830*, Plon, 1955 (1^{re} éd. angl. 1948).
17. BAIROCH P., *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris, SEDES, 1963.
18. BENTHAM J., *Panoptique* (1791), Paris, Belfond, 1977.
19. BRONTË C., *Shirley*.
20. COHEN J.S., WEITZMAN M.L., *A Marxian Model of Enclosures*, Mass. Inst. of Techn., Dep. of Ec., *Working Paper*, n° 11, sept. 1973.
21. DEANE P., *The First Industrial Revolution*, Cambridge U. Press, 1971.
22. DOBB M.H., *Etudes sur le développement du capitalisme*, trad. franç., Paris, Maspero, 1971.
23. FOUCAULT M., *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
24. HOBSBAWN E.J., *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne*, t. II, *De la révolution industrielle à nos jours*, trad. franç., Paris, Seuil, 1977.
25. KUCZYNSKI J., *Les Origines de la classe ouvrière*, Paris, Hachette, 1967.
- 25 bis. LABROUSSE E., *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Paris, Dalloz, 1932.
- 25 ter. LA METTRIE J.O. de, *L'Homme-machine* (1800), Paris, Pauvert, 1966.
26. LANDES D.S., *L'Europe technicienne...*, Gallimard, 1975 (*The Unbound Prometheus...*, Cambridge U. Press, 1969).
27. MANTOUX P., *La Révolution industrielle en Angleterre au XVIII^e siècle*, Paris, Genin, 1959.
28. MARGLIN S., *What do Bosses do ?* Harvard Inst. of Ec. Research, août 1971, trad. franç. (partielle) in Gorz éd., *Critique de la division du travail*, Paris, Seuil, 1973.
29. MARX R., *La Révolution industrielle en Grande-Bretagne*, Paris, A. Colin, 1970.
30. MARX R., *L'Angleterre des révolutions*, Paris, A. Colin, 1971.
31. MENDELS F., « Proto-industrialisation : the First Phase of the Industrialisation Process », *J. of Ec. History*, vol. 32, mars, 1972.
32. MORE T., *Utopie*, A. Prévost, éd., Paris, Mame, 1978.
33. MUMFORD L., *Le Mythe de la machine*, Paris, Fayard, 1974.
34. POSTAN M., HILL Ch., *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne*, t. II, Paris, Seuil, 1977.
35. ROSIER B., *Structures agricoles et développement économique*, Paris, La Haye, Mouton, 1969.
36. ROSIER B., « Le développement économique : processus univoque ou produit spécifique d'un système économique ? », *Economie et Société, Cahiers de l'ISMEA*, 1982.
37. THOMPSON E.P., *The Making of the English Working Class*, London, Gollancz, 1964.
- 37 bis. WALLERSTEIN I., *Le Système du monde du XV^e siècle à nos jours*, t. I, « Capitalisme et économie-monde », 1450-1640.

Première partie

Travaux cités dans l'Introduction et le Prélude : GUITTON [10], MARX [11], DOBB [22], LANDES [26].

Autres travaux

38. ABRAHAM-FROIS G., *Fluctuations et croissance - Eléments de dynamique économique*, Paris, Dalloz, 1972.
39. AFTALION A., *Les Crises périodiques de surproduction*, 2 t., Paris, Rivière 1913.
40. ANDRE C., DELORME R., *Etude ... des tendances significatives et des facteurs explicatifs de l'évolution des dépenses et recettes publiques françaises (1870-1970)*, Paris, CEPREMAP, 1974.

41. ANDRE C., DELORME R., TERNY G., « Les dépenses publiques françaises depuis un siècle », *Ec. et Stat.*, mars 1973.
42. BENNASSY, BOYER et al. *Approche de l'inflation, l'exemple français*, Paris, CEPRE-MAP, 1978.
43. BENETTI C., *Valeur et répartition*, Paris, PUG-Maspero, 1974.
44. BIDARD Ch., LAURE V. et al., *Valeur et Prix*, Lyon, PUL-AEH, 1982.
45. BOUVIER J., *Le Krach de l'Union Générale*, Paris, P.U.F., 1960.
46. BOUVIER J., FURET F., GILLET M., *Le Mouvement du profit en France*, Paris, Mouton, 1965.
47. BOUVIER J., « Les crises économiques, Problématique des crises économiques du XIX^e siècle... le cas de la France », in *Faire de l'histoire*, dir. J. le Goff et P. Nora, Paris, Gallimard, 1974.
48. BURNS A.F., MICHELL W.C., *Measuring Business Cycles*, New York, NBR, 1946.
49. CARON F., « La stratégie des investissements en France », *R. d'Hist. Ec. et Soc.*, 1976, n° 1.
50. CARON F., *Histoire économique de la France, XIX^e-XX^e s.*, Paris, A. Colin, 1981.
51. CARRE J.J., DUBOIS P., MALINVAUD E., *La Croissance française*, Paris, Seuil, 1972.
52. CARTELIER J., *Surproduit et reproduction*, Paris, PUG-Maspero, 1976.
53. CARTELIER L., COLONGO D. et al., *Etat et régulations*, Lyon, PUL-AEH, 1980.
54. CAYEZ P., *Du grand commerce à la grande industrie*, thèse, Lyon 1977 (éd. Lyon, PUL, 1970 : *Métiers Jacquard et hauts fourneaux*).
55. CLARK C., *Les Conditions du progrès économique...*, trad. A. MORIN-RAMBERT, Paris, P.U.F., 1960.
56. CROUZET F., « Encore la croissance économique française au XIX^e s. », *Rev. du Nord*, 1972.
57. DOCKÈS P., « Les problèmes du développement au XVII^e siècle », *RHES*, 1967.
58. DOCKÈS P., *L'Internationale du capital*, Paris, P.U.F., 1975.
59. EBSTEIN G., *Etude sur la crise financière de 1882*, Paris, Librairie Nouvelle, 1882.
60. FONTVIEILLE L., « Evolution et croissance de l'Etat français : 1815-1969 », *Cahiers ISMEA*, AF, n° 13, *Econ. et sociétés*, X, sept.-déc. 1976.
61. FREYSSENET A., *Le Processus de déqualification-surqualification de la force de travail*, Paris, CSU, 1974.
62. FRIDENSON P., *Histoire des usines Renault, 1898-1939*, Paris, Seuil, 1972.
63. FURIA D. et SERRE P. Ch., *Techniques et Sociétés*, Paris, A. Colin, 1970.
- 63 bis. GILLE B., *La Banque et le crédit en France de 1815 à 1848*, P.U.F. 1959.
64. HANSEN A.H., *Business Cycles and National Income*, Londres, Allen and Unwin, éd. 1964.
65. HAWTREY R.G., *Readings in Business Cycle Theory*, Londres, Blakiston, 1944.
66. *Histoire de la France rurale*, sous la dir. de G. DUBY et A. WALLON, Paris, Seuil, 1976, 4 t.
67. *Histoire économique et sociale de la France*, sous la dir. de F. BRAUDEL et E. LABROUSSE, P.U.F., 1970-1982, 8 vol.
68. JACOT H., *Croissance économique et fluctuations conjoncturelles*, Lyon, PUL, 1980.
69. JUGLAR C., *Des crises commerciales et de leur retour périodique...*, Paris, Guillaumin, 2^e éd., 1889.
70. KALECKI M., *Théorie de la dynamique économique*, Paris, Gauthier-Villars, 1966 (1933, 1^{ère} éd. anglaise 1935).
71. KEYNES J.M., *The General Theory of Employment, Interest and Money*, 1936, trad. française J. de LARGENTAYE, Payot 1966.
72. KITCHIN J., « Cycles and Trend in Economic Factors », *Rev. of E. and St.*, 1923.
73. LATOUCHE S., « L'impérialisme précède le capitalisme », *Les Temps modernes*, 1982.
74. LEQUIN Y., *Les Ouvriers de la région lyonnaise, 1848-1914*, thèse Lettres, Lyon, 1975, Lyon, PUL, 2 vol., 1977.
75. LESQUIRE J., *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Paris, Domat-Montchrestien, 4^e éd., 1932.

76. LESOURD J.A., GERARD Cl. et al., *Nouvelle histoire économique*, Paris, A. Colin, 1976, 2 t.
77. LEVY-LEBOYER M., « La croissance économique en France au XIX^e s. », *Annales ESC*, juillet-août 1968.
78. LEVY-LEBOYER M., « L'héritage de Simiand », *Rev. Hist.*, janv. 1970.
79. LEVY-LEBOYER M., *La Position internationale de la France*, Paris, Mouton, 1979.
80. LHOMME J., *Economie et histoire*, Genève, Droz, 1967.
81. LUXEMBURG R., *L'Accumulation du capital*, in *Œuvres*, Paris, Maspero, 1969, t. II.
82. MAIRESSE J., *L'Évaluation du capital fixe productif*, Paris, Coll. INSEE, série C, n° 18-19, nov. 1972.
83. MALTHUS R., *Principles of Political Economy*, Londres (1820), trad. française et notes J.B. SAY et M. MONJEAN, Paris, Guillaumin, 1846, rééd. Osnabrück, Zeller, 1966, ou Calmann-Lévy, 1969.
84. MARCZEWSKI J., « Le produit physique de l'économie française de 1789 à 1913 », *Cahiers de l'ISEA*, série AF, juillet 1965.
85. MARKOVITCH J.A., « Salaires et profits industriels en France », *Cahiers de l'ISEA*, série AF, n° 8, 1967.
86. MARX K., *Théories sur la plus-value*, Paris, Ed. Soc., 3 t. 1974-76.
87. MELUCCI H., « Règlement d'usine et contrôle de la main-d'œuvre au XIX^e s. », *Le Mouvement social*, oct.-déc. 1976.
88. MOISSONNIER M., *La Révolte des canuts*, Paris, Ed. Sociales, 1975.
89. NERE J., *La Crise industrielle de 1882 et le mouvement boulangiste*, Paris, thèse, 1958.
90. OKISIO N., « Technical Change and the Rate of Profit », *Kobe Un. Ec. Review*, 1961, n° 7.
91. PERROT M., *Les Ouvriers en grève : France 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1973.
92. RICARDO D., *An Essay on the Influence of a low Price of Corn on the Profits of Stock*, in *The Works and Correspondence of DR*, éd. P. Sraffa, Cambridge, UP, t. IV (trad. française in *Œuvres de DR*, Paris, Guillaumin, 1847).
93. RICARDO D., *On the Principles of Political Economy and Taxation*, in *The Works and Correspondence of DR*, éd. P. Sraffa, Cambridge UP, t. 1 (trad. française, Paris, Flammarion, 1981).
94. ROEMER J.E., « Technical Change and the Tendency of the Rate of Profit to Fall », *J. of Ec. Theory*, 1977, n° 16.
95. ROSIER B., « Croissance, crise et régulation économique dans le cadre du capitalisme », Coll. ISMEA, 1976, in *L'Idée de régulation dans la science*, Paris, Maloine-Doin, 1977.
96. ROSIER B., *Croissance et crise capitalistes*, Paris, P.U.F. 1975.
97. SAY J.B., *Traité d'économie politique*, Paris (1803), rééd. Calmann-Lévy, 1972.
98. SIMIAND F., *Les Salaires des ouvriers des mines de charbon en France*, Paris, P. Cornély, 1907.
99. SIMIAND F., *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, Paris, Alcan, 1932, 3 vol.
100. SIMIAND F., *Les Fluctuations économiques à la longue période et la crise mondiale*, Paris, Alcan, 1933.
101. SINGER-KEREEL J., *Le Coût de la vie à Paris de 1840 à 1954*, Paris, A. Colin, 1961.
102. SISMONDI J.-C.-L., *Simonde de, Nouveaux Principes d'économie politique*, (1819), Genève, Jeheber, 1951-3, 2 vol.
103. SRAFFA P., *Production de marchandises par des marchandises*, Paris, Dunod, 1960.
104. TREMPER R., *Les Mineurs de Carnaux, 1848-1914*, Paris, Ed. Ouvr., 1971.
105. TUGAN-BARANOWSKY M., *Les Crises industrielles en Angleterre*, (1894), trad. J. SCHAPIRO, Paris, Giard et Brière, 1913.
106. Varii auctores, *Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIX^e siècle, 1846-1851*, Société d'histoire de la Révolution de 1848, Bibliothèque de la Rev. de 1848, t. XIX.

107. WOLF M., « Eléments pour la construction d'un indice de la production industrielle », *Rev. du Nord*, 1972.

Deuxième partie

INTRODUCTION

1. AFTALION A., *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Paris, Rivière, 1913.
2. AKERMAN J., *Structures et cycles économiques*, Paris, P.U.F., 1955 et 1957 (3 vol.)
3. BARAN P. et SWEEZY P., *Le Capitalisme monopoliste, un essai sur la société industrielle américaine*, Paris, Maspero, 1968 (trad. New York 1966).
4. BOCCARA P., *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*, Paris, Ed. Sociales, 1973.
5. BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critique de l'économie politique*, 1979 (n° 7-8).
6. BRAUDEL F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, A. Colin, 1979, tome III : « Le temps du monde ».
7. BURNS A.F., MITCHELL W.C., *Measuring Business Cycles*, New York, National Bureau of Economic Research, 1946 (réédité en 1964).
8. CASSEL G., *Traité d'économie politique*, Paris, Giard, 1929.
9. DOCKÈS P. et ROSIER B., « Crise et transformation du capitalisme », *L'Occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978.
10. DUPRIEZ L.H., *Des mouvements économiques généraux*, Louvain, Nauwelaerts éd., 1951 (2 tomes).
11. FONTVIEILLE L., « Etat, fluctuations longues et régulation structurelle », in *Etat et régulations*, Presses Universitaires de Lyon, Bibliothèque A.E.H., n° 21, 1980.
12. GORDON D. « Up and down on the long roller coaster » in *U.S. Capitalism in Crisis* published by the Union for Radical Political Economy, New York, 1978.
12. GUITTON H., *Les Fluctuations économiques*, in *Traité d'Economie politique* (vol. 9), sous la direction de G. PIROU, Paris, Sirey, 1951.
14. HANAPPE P., « La génétique des branches dominantes dans l'économie : éléments » in *Prospective et aménagement*, rapport A.T.P. « Socio-économie des Transports », Paris, CNRS, fév. 1978.
15. IMBERT G., *Des mouvements de longue durée Kondratieff*, thèse de doctorat d'État, université d'Aix-en-Provence, 1956, et Ed. La Pensée Universitaire, 1960.
16. JACOT H. *Croissance économique et fluctuations conjoncturelles : une présentation critique*, Presses Universitaires de Lyon, 1976.
17. KALECKI M., *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy 1933-1970*, Cambridge University Press, 1971.
18. KINDLEBERGER Ch. P., *The World in Depression 1929-1939*, Berkeley & San Francisco, University of California Press, 1973.
19. KONDRATIEFF N., « The long waves in economic life », *The Review of Economic Statistics*, 1935, trad. d'un article publié originellement en allemand dans *Archiv für Social Wissenschaft und Social Politik* 1926, vol. 56, n° 3, article reproduit dans *Reading in Business Cycles Theory*, Philadelphia, Blakinston, 1944.
20. KUZNETS S., *Secular Movements in Production and Prices, Their Nature and their Beating upon Cyclical Fluctuation*, Boston and New York, Houghton Mifflin C°, 1930.
21. LESCURE J., *Hausses et baisses des prix de longue durée*, Paris, Domat-Monchrestien 1933 (réédition de deux articles de la *Revue d'économie politique*, de 1912 et 1914).
22. MANDEL E., *Le Troisième Age du capitalisme*, Paris, Union générale d'éditions, 1976 (trad. Frankfurt am Main, 1972), tome I, chapitre IV.

23. MANDEL E. *Long Waves in Capitalist Development : The Marxist Interpretation*, Cambridge University Press et Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1980.
24. MARX K., *Le Capital*, in *Œuvres*, « Economie », Gallimard, 2 vol.
25. ROSTOW W.W., KONDRATIEFF, SCHUMPETER, KUZNETS, « Trend Periods Revisited », *Journal of Economic History*, vol. XXV, n° 4, 1975.
26. SCHUMPETER, J., *Business Cycles ; a Theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalistic Process*, New York & London, Mc Graw Hill Book C°, 1939 (2 tomes).
27. SCHUMPETER J., *History of Economic Analysis*, Londres, Allen & Unwin, 1954.
28. SIMIAND F., *Les Fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, Paris, Alcan, 1932.
29. SWEEZY P., *The Theory of Capitalist Development*, New York and Londres, Monthly Review Press, 1964.
30. TROTSKY L., « Report on the world economic crisis and the new tasks of the Communist International » (1921), Rapport aux 3^e Congrès de l'Internationale communiste, publié dans L. TROTSKY, *The First Five Years of the Communist International*, New York, Pionner Publishers, 1945, tome I.
31. TUGAN-BARANOVSKY M. *Les Crises industrielles en Angleterre* (1894), Paris, Giard et Brière, 1913.
32. WAGEMANN V.E., « L'économie mondiale en 1937 », *Revue économique internationale*, fév. 1937.
33. WALLERSTEIN I., « Kondratieff up or Kondratieff down ? », *Review*, vol. II, n° 4, 1979.

CHAPITRE IV

Ouvrage déjà cité dans la bibliographie de l'Introduction : SCHUMPETER [27]

34. BEARD Ch. & M., *The Beard's New Basic History of America*, Garden City (N.Y.), Doubleday and C°, 1968 (3^e éd.).
35. BERLAN J.P., *La Rencontre de l'homme aux écus et du prolétaire*, Note de recherche, Paris, I.N.R.A. 1976.
36. BOYER R. et MISTRAL J., *Accumulation, inflation, crises*, Paris, P.U.F., 1978.
37. BRAVERMAN H., *Travail et capitalisme monopoliste ; la dégradation du travail au XX^e siècle*, Paris, Maspero, 1974 (trad., New York, 1974).
38. BRODY D. (editor), *The American Labor Movement*, New York, Harper & Row, publishers 1971.
39. COMMONS J.R. et al., *History of Labor in the United States*, New York, 1918 (2 vol.).
40. CORIAT B., *Science, technique et capital*, Paris, Seuil, 1976.
41. CORIAT B., *L'Atelier et le chronomètre*, Paris, Bourgois, 1979.
42. DAUMAS M. (sous la direction de), *Histoire générale des techniques*, Paris, P.U.F. 1968.
43. DEBOUZY M., *Le Capitalisme « sauvage » aux Etats-Unis : 1860-1900*, Paris, Seuil, 1972.
44. DOBB M., *Etudes sur le développement du capitalisme* (Londres, 1950), Paris, Maspero, 1971.
45. EDWARDS R.C., REICH M., WEISSKOPF Th. E. (editor), *A Radical Analysis of American Society, The Capitalist System*, Englewood Cliffs (New Jersey), Prentice Hall, 1972.
46. FONER Ph. S., *History of the Labor Movement in the United States*, New York, International Pub. 1955, tome II.
47. FURIA D. et SERRE P. Ch., *Technique et sociétés, liaisons et évolutions*, Paris, A. Colin 1970 ; Préface de F. BRAUDEL.

48. GAUDEMAR J.P. de, « La crise comme laboratoire social : l'exemple des disciplines industrielles », in *L'Occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978.
49. GORZ A., *Adieu au prolétariat*, Paris, Ed. Galilée, 1980.
50. GROB G.N., « Knights of Labor versus American Federation of Labor » in BRODY D. (editor) : *The American Labor Movement* (38).
51. GUÉRIN D., *Le Mouvement ouvrier aux Etats-Unis, de 1866 à nos jours*, Paris, Maspéro, 1976 (2^e éd.).
52. HILFERDING R., *Le Capital financier* (1919), Paris, Ed. de Minuit, 1970.
53. JOSEPHSON M., *The Robber Barons : The great american capitalists, 1861-1901*, New York, Harcourt, Brace & World, 1934 (2^e éd. 1962).
54. JOSEPHSON M. *The Politicos*, New York, Harcourt, 1963.
55. LENINE V.I., *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), Pékin, Ed. en langues étrangères 1969.
56. LINHART R., *Lénine, les paysans*, Taylor, Paris, Seuil, 1976.
57. MARGLIN S., « What do bosses do ? Origins & functions of hierarchy in capitalist production », Note de recherche, Harvard University, 1971, et *The Review of Radical Political Economy*, vol. 6, n° 2, 1974. Partiellement traduit dans *Critique de la division du travail*, (A. Gorz, ed.), Paris, Seuil, 1973.
58. MONTGOMERY D., *Worker's control in America : studies in the history of work, technology and labor struggle*, Cambridge University Press 1979.
59. MORIN E., *La Méthode*, Paris, Seuil, 1977, tome I : « La Nature de la nature ».
60. MUMFORD L., *Le Mythe de la machine*, Paris, Fayard, 1974, tome I (trad. Londres, 1971).
61. MURARD L. et ZYLBERMAN P., *Le Petit Travailleur infatigable*, « Recherches » n° 25, 1976.
62. PARIAS L.H. (sous la direction de), *Histoire générale du travail*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1962, tome III. « l'Ere des révolutions 1765-1914 ».
63. PERROT M., « Les problèmes de main-d'œuvre industrielle », in *Histoire générale des techniques* (32), tome V.
64. RICARDO D., *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 1981 ; Préface de P. DOCKES (trad. de la 3^e éd. de 1821).
65. ROSIER B., « Signification du principe d'efficacité dans l'analyse théorique de la croissance économique », *Revue économique*, vol. XXI, n° 4, 1970.
66. ROSIER B., *Croissance et crise capitalistes*, Paris, P.U.F., 1975.
67. TAYLOR F.W., *La Direction scientifique des entreprises* (1911), Paris, Dunod 1971.

CHAPITRE 5

Travaux déjà cités : BOYER [5], DAUMAS [42], GORZ [49], GUERIN [51], HILFERDING [52], JOSEPHSON [53], LENINE [55], LINHART [56], MONTGOMERY [58], PERROT [63], ROSIER [66].

68. AGLIETTA M., *Régulation et crises du capitalisme, l'expérience des Etats-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
69. ARTAUD D., *Le New Deal*, Paris, A. Colin, 1969.
70. BARRERE A., *Les Crises de reconversion*, Paris, Rivière éd., 1947.
71. BERLAN J.P., *Croissance à long terme de l'agriculture américaine et relations internationales*, université Aix-Marseille II, CEDEC et Paris, ministère de l'Agriculture, 1980.
72. BERTRAND H., « Une nouvelle approche de la croissance française d'après-guerre : l'analyse en sections productives », *Statistiques et Etudes financières*, 1978, n° 35.

73. DOCKES P. et ROSIER B., *Questions aux historiens*, Presses Universitaires de Lyon, Bibliothèque A.E.H. 1977.
74. DULLES F.R., *Labor in America : an History*, New York, Th. Crowel and C°, 1949 (rééd. 1955).
75. FAULKNER H.V., *American Economic History*, New York, Harper Pub., 1954 (8^e éd.).
76. FLAMANT M., SINGER-KEREL, *Crises et récessions économiques*, Paris, P.U.F., 1974 (3^e éd.).
77. FOHLEN C., *La Société américaine 1865-1970*, Paris, Arthaud, 1973.
78. FORD H., *Ma vie, mon œuvre*, Paris, Payot, 1925.
79. FRIDENSON P., *Histoire des usines Renault*, Paris, Seuil, 1972.
80. FRIEDMAN M., SCHWARTZ A.J., *A Monetary History of the United States 1867-1960*, Princeton University Press, 1963.
81. GALBRAITH J.K., *La Crise économique de 1929, anatomie d'une catastrophe financière (1961)*, Paris, Payot, 1981.
82. GUIBERT B., « L'enjeu de la crise », *Les Temps modernes*, 1975.
83. HARDACH G., « La mobilisation industrielle en 1914-1918 : production, planification et idéologie », *Cahier du Mouvement social*, 1977, n° 2, n° spécial intitulé : *L'Autre Front*.
84. HEFFER J., *La Grande Dépression : les Etats-Unis en crise 1929-1933*, Paris, Gallimard, Julliard, 1976.
85. JOSEPHSON M., *The Money Lords, the Great Finance Capitalists 1925-1950*, New York and Scarborough, New American Library, 1972.
86. KINDLEBERGER Ch. P., *The World in Depression : 1929-1939*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1973.
87. LORENZI J.H., PASTRÉ O., TOLEDANO J., *La Crise du XX^e siècle*, Paris, Economica, 1980.
88. LUXEMBURG R., *L'Accumulation du capital* (Berlin 1913), Paris, Maspero, 1967 (2 vol.).
89. MACCHIOCHI M.A., *Eléments pour une analyse du fascisme*, Paris, U.G.E., 1976 (2 tomes).
90. MANDEL E., *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestions : anthologie*, Paris, Maspero, 1970.
91. MAZIER J., PICAUD Y., PODEVIN G. et BERTRAND H., *Les Deux Crises des années trente et des années soixante-dix : une analyse en sections productives dans le cas de l'économie française*, université de Rennes, G.R.E.S.P. et Paris, ministère de l'Economie (D.P.) 1981 et *Revue économique*, vol. 33, n° 2, 1982.
92. MUMFORD L., *Techniques et civilisations (1934)*, Paris, Seuil, 1950.
93. NÉRÉ J., *La Crise de 1929*, Paris, A. Colin, 1973.
94. NIVEAU M., *Histoire des faits économiques*, Paris, P.U.F., 1970 (3^e éd.).
95. ROBBINS L., *La Grande Dépression 1929-1934*, Paris, Payot, 1934.
96. ROSIER B., *Réflexions méthodologiques pour une analyse critique et comparative des types de développement*, Paris, UNESCO, 1978.
97. ROSIER B., *Type de développement et rapports sociaux : une recherche méthodologique, critique et comparative des types de développement ou Propos hétérodoxes sur le développement*, Aix-en-Provence, CEDEC et Paris, UNESCO, 1981, à paraître dans *Approches méthodologiques du développement endogènes*, Paris, Presses de l'Unesco et Editions Ouvrières, 1983.
98. ROSIER B., « Le développement économique : processus univoque ou produit spécifique d'un système économique », *Economies et Sociétés*, Cahiers de l'I.S.M.E.A., 1982.
99. SAUVY A., *Histoire économique de la France*, Paris, éd. Fayard, 1975 (4 volumes).
100. SISMONDI S. de, *Nouveaux Principes d'économie politique* (1819), Paris, Calmann-Lévy, 1971.
101. STEINBECK J., *Les Raisins de la colère* (1939), Paris, Gallimard, 1947.

102. STERNBERG F., *Le Conflit du siècle, capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Seuil, 1950.
103. VARGA E., *La Crise économique, sociale, politique* (1935), Paris, éd. Sociales, 1935.
104. VATIN F., *L'Economie des flux : essai de généalogie et de synthèse de l'organisation industrielle des procès de productions continus*, université Aix-Marseille II, Centre d'études des relations sociales, 1982.
105. WOLF J., « Entrepreneurs et firmes : Ford et Renault, de leur début à 1914 », *Revue économique*, 1957, n° 2.

CHAPITRE 6

Travaux déjà cités à propos des chapitres 4 et 5 : BOYER [5], CORIAT [41], FONER [46], GAUDEMAR [48], GUIBERT [82], HILFERDING [52], JOSEPHSON [53], LENINE [55], MANDEL [23], MORIN [59], PARIAS [62], ROSIER [66].

106. ATTALI J., *Les Trois Mondes, pour une théorie de l'après-crise*, Paris, Fayard, 1981.
107. BETTELHEIM Ch., *Avant-propos à Luites des classes en Union soviétique*, Paris, Seuil/Maspero, 1974 (tome I).
108. BRAUDEL F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, P.U.F., 1979, tome II : « Les jeux de l'échange ».
109. CHAMBERLIN E.H., *The Theory of Monopolistic Competition : a Re-orientation of the Theory of Value* (1933), Cambridge, Mass., 1946 (5^e éd.).
110. CHEVALIER J.-M., *Les Structures financières de l'industrie américaine*, Paris, P.U.F., 1970.
111. CHEVALIER J.-M., *L'Economie industrielle en question*, Paris, Calmann-Lévy, 1979.
112. DOCKÈS P., *L'Espace dans la pensée économique*, Paris, Flammarion, 1969.
113. GUTZATS M., *Structures dissipatives et scientificité*, note de recherche, université Aix-Marseille II, faculté des sciences économiques, 1981.
114. MANTOUX P., *La révolution industrielle du XVIII^e siècle*, Paris, Librairie Médicis, 1959.
115. MISTRAL J., « La diffusion inégale de l'accumulation intensive et sa crise », in *Mélanges Marcy*, Paris, Dunod, 1982.
116. MORIN F., *La Structure du capitalisme français*, Paris, Calmann-Lévy, 1974.
117. MUMFORD L., *Techniques et civilisations* (1934), Paris, Seuil, 1950.
118. PALLOIX Ch., *Procès de production et crise de capitalisme*, Grenoble et Paris, P.U.G./Maspero, 1977.
119. PERROUX F., « Le dynamisme de la domination » (1950) in *L'Economie du XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1969 (3^e éd.).
120. POULANTZAS N., *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.
121. PRIGOGINE I. et STENGERS I., *La Nouvelle Alliance, métamorphose de la science*, Paris, Gallimard, 1979.
122. ROBINSON J., *The Economics of Imperfect competition* (1933), Londres, Mac Millan, 1969 (2^e éd.).
123. ROSIER B., « Croissance, crise et régulation économiques dans le cadre du capitalisme » in *L'Idée de régulation dans les Sciences*, Paris, éd. Maloine, 1977.
124. ROSIER B., « Repères pour l'analyse de la transition au socialisme » in *Approches de la transition*, Presses universitaires de Lyon (Bibliothèque A.E.H.), 1981.
125. TOFLER A., *La Troisième Vague*, Paris, Denoël, 1980 (trad. New York, 1980).
126. THUILLIER P., *Le Petit Savant illustré*, Paris, Seuil, 1980.
127. WALLERSTEIN I., *Capitalisme et économie-monde*, Paris, Flammarion, 1980.
128. VARIU AUCTORES, *Traité marxiste d'économie politique : le capitalisme monopoliste d'Etat*, Paris, Ed. Sociales, 1971.

Troisième partie

CHAPITRE 7

1. AGLIETTA M., « Sur quelques aspects des crises dans le capitalisme contemporain », in *L'Occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978.
2. AGLIETTA M., *Régulation et crises du capitalisme, l'expérience des Etats-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
3. AMIN S., « Une crise structurelle », in S. AMIN et al. : *La Crise de l'impérialisme*, Paris, Ed. de Minuit, 1975.
4. AMIN S., *L'Echange inégal et la loi de la valeur*, Paris, Anthropos, 1973.
5. AUJAC H., « L'inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux », *Economie appliquée*, 1950.
6. BARAN P., SWEEZY P., *Le capitalisme monopoliste, un essai sur la société industrielle américaine*, Paris, Maspero, 1968 (trad., New York, 1966).
7. BAUDELLOT C., ESTABLET R., *L'Ecole capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971.
8. BAUDRILLARD J., *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris, Gallimard, 1972.
9. BEAU de LOMÉNIE E., *Les Responsabilités des dynasties bourgeoises*, Paris, Denoël, 1963.
10. BERTRAND H., « Une nouvelle approche de la croissance française d'après-guerre : l'analyse en sections productives », *Statistiques et Etudes financières*, 1978, n° 35.
11. BIENAYME A., *Croissance et monnaie en plein emploi*, Paris, Cujas, 1964.
12. BOCCARA P., *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat : sa crise et son issue*, Paris, Ed. Sociales, 1973.
13. BOURDIEU P., PASSERON J.-C., *La Reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Ed. de Minuit, 1970.
14. BOYER R., « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critique de l'économie politique*, 1979, n° 7/8.
15. BOYER P., MISTRAL J., *Accumulation, inflation, crises*, Paris, P.U.F., 1978.
16. BRUNHOFF S. de, CARTELIER J., *Chronique sociale de France*, 1974.
17. CARRÉ J.J., DUBOIS P., MALINVAUD E., *La Croissance française*, Paris, Seuil, 1972.
18. CASTELLS M., *La Question urbaine*, Paris, Maspero, 1972 (nouvelle éd. 1975).
19. CASTELLS M., *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1975.
20. CASTELLS M., *La Crise économique et la société américaine*, Paris, P.U.F., 1976.
21. CASTORIADIS C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
22. CHEVALIER J.-M., *La Pauvreté aux Etats-Unis*, Paris, P.U.F., 1970.
23. CHEVALIER J.-M., *Le Nouvel Enjeu pétrolier*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.
24. COMMONER B., *L'Encerclement : problèmes de survie en milieu terrestre*, Paris, Seuil, 1972 (trad., New York, 1971).
25. CORIAT B., *L'Atelier et le chronomètre*, Paris, Bourgois, 1979.
26. DESTANNE de BERNIS G., *Relations économiques internationales*, Paris, Dalloz, 1977.
27. DOCKES P., *L'Internationale du capital*, Paris, P.U.F., 1975.
28. DOCKES P., ROSIER B., « Mutation du capitalisme ou crise et capitalisme monopoliste transnational », *Economies et sociétés*, Cahiers de l'I.S.M.E.A., série F, n° 28, 1980.
29. DUFOURT D., *Planification à long terme et commerce extérieur*, thèse université Lyon II, 1977.
30. FLAMANT M., SINGER-KEREL J., *Crises et récessions économiques*, Paris, P.U.F., 1974 (3^e éd.).

31. FREYSSINET J., *Le Concept de sous-développement*, Grenoble, P.U.G., 1966.
32. FRIEDMANN G., série d'articles dans *Le Monde* des 21 au 25 mars 1974.
33. GABOR D., COLOMBO U. et al., *Sortir de l'ère de gaspillage*, Paris, Dunod, 1976 (4^e rapport du Club de Rome).
34. GAUDEMAR J.-P. de, « La crise comme laboratoire social », in *L'Occident en désarroi : rupture d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978.
35. GORZ A., *Ecologie et liberté*, Paris, Ed. Galilée, 1977.
36. GOUX Ch., *Où en sommes-nous ?*, Paris, Ed. Lattès, 1974.
37. GRANOU A., *Capitalisme et mode de vie*, Paris, Cerf, 1973.
38. GRANOU A., *La Bourgeoise financière au pouvoir*, Paris, Maspero, 1977.
39. GRUSON C., *Origine et espoirs de la planification française*, Paris, Dunod, 1968.
40. GUIBERT B., « L'enjeu de la crise », *Les Temps modernes*, 1975.
41. GUIBERT B. et al., *La Mutation industrielle de la France*, Paris, Les Collections de l'I.N.S.E.E., série E, n° 31-32, 1975.
42. I.N.S.E.E., *Fresque historique du système productif*, Paris, Les Collections de l'I.N.S.E.E., série E, n° 27, 1974.
43. JACOB F., *La Logique du vivant*, Paris, Gallimard, 1970.
44. KEYNES lord, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), Paris, Payot, 1968.
45. LORENZI J.-H., « Le coût des improductifs », in *L'Occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, 1978.
46. MARGLIN S., « What do bosses do ? Origins & functions of hierarchy in capitalist production », Note de recherche, Harvard University, 1971, et *The Review of Radical Political Economy*, vol. 6, n° 2, 1974. Partiellement traduit dans *Critique de la division du travail*, Paris, Seuil, 1973 (A. Gorz. éd.).
47. MAURINO D., *Besoins et aliénation*, mémoire de recherche, université de Grenoble II, I.R.E.P., 1970.
48. MAZIER J., PICAUD Y. et PODEVIN G., (G.R.E.S.P.) et BERTRAND H. (D.P.), *Les Deux Crises des années trente et des années soixante-dix : une analyse en sections productives dans le cas de l'économie française*, université Rennes I, faculté des sciences économiques 1981 et *Revue économique*, vol. 33, n° 2, mars 1982.
49. MERCIER Ch., *Les Déracinés du capital*, Lyon, P.U.L., 1977.
50. MERCIER P.-A., *Les Inégalités en France*, Paris, C.R.E.D.O.C., 1974.
51. MOCKERS J.-P., *L'Inflation en France, 1945-1975*, Paris, Cujas, 1975.
52. MOLLARD A., *Paysans exploités*, Grenoble, P.U.G., 1976.
53. MORIN F., *Les Structures financières du capitalisme français*, Paris, Calmann-Lévy, 1974.
54. MORIN F., *Le Capitalisme en France*, Paris, Ed. du Cerf, 1976.
55. PALLOIX C., *Procès de production et crise du capitalisme*, Grenoble et Paris, P.U.G. et Maspero, 1977.
56. PARODI M., *L'Economie et la société française, de 1945 à 1970*, Paris, A. Colin, 1971, nouvelle éd., 1982.
57. POULANTZAS N., *Les Classes sociales dans le capitalisme contemporain*, Paris, Seuil, 1974.
58. REICH M., « La segmentation du marché du travail », *American Economic Review*, 1973.
59. RICHTA R., *Civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1970.
60. ROBINSON J., *L'Accumulation du capital*, Paris, Dunod, 1972 (trad., Londres, 1956).
61. ROSIER B., *Croissance et crise capitalistes*, Paris, P.U.F., 1975.
62. ROSIER B., *Types de développement et rapports sociaux, une recherche méthodologique, critique et comparative des types de développement ou Propos hétérodoxes sur le développement*, université Aix-Marseille II, CEDEC 1980, et *Approches méthodologiques du développement endogène*, Paris, Presses de l'UNESCO et Editions Ouvrières 1983.

63. ROSIER B., « Le développement économique : processus univoque ou produit spécifique d'un système économique », *Economies et sociétés*, Cahiers de l'I.S.M.E.A., 1982.
64. SALAMA P., *L'Industrialisation dans le sous-développement*, Paris, Maspero 1982.
65. SANDRETTO R., *Inégalités transnationales*, Paris, Ed. du C.N.R.S., 1976.
66. SCHERER M., Préface à Charles Fourier : *L'Ordre subversif*, Paris, Aubier-Montaigne, 1972.
67. SHERMAN H., « Inflation, Profits and the New Economic Policy », *The Review of Radical Political Economy*, 1972.
68. STOFFAES Ch., *La Grande Menace industrielle*, Paris, Calmann-Lévy, 1978 (et 1979, 2^e éd. revue et augmentée).
69. THOMAS J.-N., *La Rente d'urbanisation*, Lyon P.U.L., 1980.
70. VALLIER J., *Le P.C.F. et le capitalisme monopoliste d'Etat*, Paris, Maspero, 1976.
71. VIANÈS A., *La Raison économique d'Etat*, Lyon, P.U.L., 1981.
72. VARIII AUCTORES, « La crise », *Le Monde diplomatique*, octobre 1975.
73. VARIII AUCTORES, *The Capitalist System, A radical Analysis of American Society*, Englewood Cliffs, (New Jersey), Prentice-Hall, 1972. Edited by EDWARDS R.C., REICH M., WEISSKOPF Th. E.

CHAPITRE 8

Ouvrages déjà cités : AGLIETTA [2], AMIN [3], AUJAC [5], BARAN et SWEEZY [6], BOC-CARA [12], BOYER [14], BOYER et MISTRAL [15], CASTELLS [20], CORIAT [25], DOCKES [27], DOCKES et ROSIER [28], GAUDEMAR [34], GOUX [36], GUIBERT [40], LORENZI [45], MORIN [53], PALLOIX [55], ROSIER [61], STOFFAES [68], VIANÈS [71].

Autres travaux :

74. AMIN S., ARRIGHI G., FRANK A.G., WALLERSTEIN I., *La Crise, quelle crise ?, Dynamique de la crise mondiale*, Maspero, 1982.
75. ANDREFF W. et al., *L'Economie-fiction*, Paris, Maspero, 1982.
76. ANDREFF W., *Profits et structure du capitalisme mondial*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
77. ATTALI J., *Les Trois Mondes*, Paris, Fayard, 1981.
78. BERTRAND H., « Le régime central d'accumulation », *Crit. de l'éc. pol.*, avril-sept. 1979.
79. BOCCARA P., « Statistiques et théories de la crise », *Issues*, n° 1, 1978.
80. BRUNHOFF S. de, *Les Rapports d'argent*, Paris-Grenoble, PUG-Maspero, 1979.
81. CAMUS B., DELATTRE M. et al., *La Crise du système productif*, INSEE, déc. 1981.
82. CARTELIER L., COLONGO D. et al., *Etat et régulations*, Lyon, PUL-AEH, oct. 1980.
83. CHEVALIER J.M., « Crise pétrolière, crise nucléaire », in *L'Occident en désarroi : ruptures... [126]*.
84. COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, *Rapport du comité emploi et travail*, VII^e Plan, Doc. française, 1976.
85. CORIAT B., *Science technique et capital*, Paris, Seuil, 1976.
86. DESTANNE DE BERNIS G., « Les firmes transnationales et la crise », in *L'Occident en désarroi : ruptures... [126]*.
87. DOCKÈS P., ROSIER B., « Éléments pour une interprétation de la crise », *Monde en développement*, 1975, n° 11.
88. DOCKÈS P., ROSIER B., « Crise et transformation du capitalisme », in *L'Occident en désarroi : Ruptures... [126]*.
89. DOLLE M., « Les branches industrielles », *Econ. et Statistique*, n° 108, fév. 1979.

90. FRANK A.G., *Réflexions sur la nouvelle crise économique mondiale*, Paris, Maspero, 1978.
91. FREYSSINET J., *Politiques d'emploi des grands groupes français*, Grenoble, PUG, 1982.
92. GILDER G., *Richesse et pauvreté*, Albin Michel, 1981.
93. GORDON R.J., « Recent Developments in the Theory of Inflation and Unemployment », *J. of Monetary Economics*, avril 1976.
94. GORZ A., sous la direct. de, *Critique de la division du travail*, Paris, Seuil, 1973.
95. GRANOU A., BARON Y., BILLAUDOT B., *Croissance et crise*, Paris, Maspero, 1979.
96. HERZOG Ph., « L'affrontement des analyses théoriques de la crise de l'emploi », *Issues*, n° 2, 1979.
97. HERZOG Ph., *L'Economie à bras-le-corps*, Paris, Ed. Sociales, 1982.
98. INSEE, *Emploi, qualification et croissance dans l'industrie*, par AZOUVI A. et GABET C., Coll. INSEE, série E, n° 68, sept. 1979.
99. JACOT H., *Croissance économique et fluctuations conjoncturelles*, Lyon, PUL, 1976.
100. LE PORS A., *Les Béquilles du capital*, Paris, Le Seuil, 1977.
101. LIPIETZ A., *Crise et inflation, pourquoi ?*, Paris, Maspero, 1979.
102. LOISEAU B., MAZIER J., WINTER M.B., « Répartition, accumulation et rentabilité du capital », *S.E.F.*, 1976, n° 25.
103. LORENZI J.H., PASTRE O., TOLEDANO J., *La crise du XX^e siècle*, Paris, Economica, 1980.
104. MALINVAUD E., *Réexamen de la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy, 1980.
105. MANDEL E., *La crise de 1974-1982*, Paris, Flammarion, 1982.
106. MARGLIN S., « Comment attraper les mouches avec du miel », in *L'Occident en désarroi : ruptures... [126]*.
107. METAIS S., *La Crise actuelle*, thèse 3^e cycle, Poitiers, mai 1980.
108. MONTBRIAL Th. de, *Le Désordre économique mondial*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
109. OUCHI W., *Théorie Z*, Paris, 1981.
110. PAGE J.P., sous la direct. de, *Profil économique de la France*, Paris, Doc. française, 1981.
111. PALLOIX Ch., « La crise du mode de production capitaliste : procès de production et division internationale du travail », in *L'Occident en désarroi : ruptures... [126]*.
112. PERLE A.V., « The New Propaganda of Declining Profit Shares and Inadequate Investment », *Rev. of Radical Pol. E.*, vol. VIII, 1976.
113. PHELINE Ch., « Répartition primaire des revenus et rentabilité du capital », *S.E.F.*, 1975, 19.
114. ROOSA J.J., « Stagflation et politique monétaire », *Chronique d'actualité*, SEDEIS, 15 juillet 1976.
115. ROUX-VAILLANT P., TEILLET P., *Les Comptes de l'industrie*, Coll. INSEE, C 55, nov. 1977.
116. RUEFF J., « Pourquoi la crise ? », *Le Monde*, 17 juillet 1975.
117. RUEFF J., « La fin de l'ère keynésienne », *Le Monde*, 19-21 février 1976.
118. SALAMA P., « Vers un nouveau modèle d'accumulation », *Crit. de l'éc. pol.*, 1976, n° 16-17.
119. SAUTTER Ch., sous la direct. de, *Fresque historique du système productif*, coll. INSEE, E, n° 27, oct. 1974.
120. SAUTTER Ch., *L'Economie française*, doc. de travail, n° 8102, C.E.Q.E.L.
121. SAUTTER Ch., « Croissance et stratégie internationale du Japon », *Econ. et stat.*, février 1978.
122. SAUVY A., *La Machine et le chômage*, Paris, Dunod, 1980.
123. SWEEZY P.M., « The Present Stage of the Global Crisis of Capitalism », *Monthly Review*, avril 1978.
124. VARIH AUCTORES, *Traité marxiste d'économie politique*, Paris, éd. sociales, 1971.
125. VARIH AUCTORES, *L'Occident en désarroi, turbulences d'une économie prospère*, Paris, Dunod, 1978.

126. VARIU AUCTORES, *L'Occident en désarroi : ruptures d'un système économique*, GREFFE, X. et REIFFERS, J.L., éd. Paris, Dunod, 1978.

CHAPITRE 9

Ouvrages déjà cités : ANDREFF et al. [75], CHEVALIER [23], DE GAUDEMAR [34], GORZ [35] [94], MARGLIN [46] [106], MORIN [53], ROSIER [61] [62] [63], STOFFAES [68].

Autres travaux

127. ADRET (Groupe de recherche), *Travailler deux heures par jour*, Paris, Seuil, 1978.
128. ALBERT M., *Le Pari français*, Paris, Seuil, 1982.
129. AMADO J., STOFFAES Ch., « Vers une socio-économie duale ? », in *La Société française et la technologie*, Paris, La Documentation française, 1980.
130. ATTALI J., *La Nouvelle Économie française*, Paris, Flammarion, 1978.
131. BAHRO R., *L'Alternative*, Paris, Stock, 1979.
132. BAHRO R., *Je continuerai mon chemin*, Paris, Maspero, 1979.
133. BELFORTE S., CIATTI M., MAGNAGHI A., « Restructuration, production et composition de classe à la Fiat de Turin », in [155].
134. BERLAN J.-P., « La biologie, la propriété et l'avantage collectif : le cas de l'industrie semencière », *Revue d'économie industrielle*, n° 18, 1981.
135. BERRA M., REVELLI M., « Absentéisme et conflictualité : l'usine reniée. Crise de la centralité de l'usine et nouveaux comportements ouvriers », in [155].
136. BETTELHEIM Ch., *La Transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1968.
137. BETTELHEIM Ch., *Luttes de classes en U.R.S.S.*, Paris, Seuil/Maspero, tome III, 1982.
138. BOUCHUT Y., JACOT H., « Formes d'automatisation, crise de capitalisme et développement des contradictions », *La Pensée*, n° 224, 1982.
139. BOUCON B., BOURLES J., LORENZI J.-H., ROSIER B., *Modèles de planification décentralisée ; typologie critique et voies de recherche*, Presses universitaires de Grenoble, 1973.
140. BOYER R., « Les transformations du rapport salarial dans la crise : une interprétation de ses aspects économiques et sociaux », *Critiques de l'économie politique*, n° 15-16, 1981.
141. CALVET D., *Informatique et décentralisation*, mémoire de recherche, université Aix-Marseille II, CEDEC, 1981.
142. CARRERE d'ENCAUSSE H., *Le Pouvoir confisqué, gouvernants et gouvernés en U.R.S.S.*, Paris, Flammarion, 1980.
143. CARTELIER L., « Figures et frontières de l'Etat », in *Etat et régulation*, Presses universitaires de Lyon (Bibliothèque A.E.H.), 1980.
144. CASTORIADIS C., *Devant la guerre*, Paris, Fayard, 1981 (2^e éd.).
145. CHARTIER, Ph. (rapporteur), *Recherche, technologie et nouveaux modes de développement*, Paris, ministère de la Recherche et de l'Industrie (colloque de la Recherche), 1982.
146. CLAIRMONTE F., « Naissance d'un nouveau totalitarisme : les économies libérales dans le piège du capitalisme financier », *le Monde diplomatique*, mars 1982.
147. CLASTRES P., *La Société contre l'Etat*, Paris, Ed. de Minuit, 1974.
148. COHENDET P., KEILING M., « L'attitude des firmes chimiques vis-à-vis de la technologie », *Revue d'économie industrielle*, n° 18, 1981.
149. CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE : « L'utilisation de la robotique dans la production et ses perspectives d'avenir », Avis et rapports du Conseil économique, *Journal Officiel de la République française*, n° 9, avril 1982.
150. DOUMERGUES P., « Progrès technologiques et régression sociale : les travailleurs américains victimes de la restructuration », *Le Monde diplomatique*, mars 1982.

151. DUPUY J.-P., ROBERT J., *La Trahison de l'opulence*, Paris, P.U.F., 1976.
152. ENGELS F., *Socialisme utopique, socialisme scientifique* (1880), Paris, Ed. Sociales, 1973.
153. FOHLEN C., *La Société américaine, 1865-1970*, Paris, Arthaud, 1973.
154. GAMET B., *Type de développement et politique énergétique : genèse et portée du choix nucléaire français*, thèse, université d'Aix-Marseille II, CEDEC, 1979.
155. GAUDEMAR J.-P., de, (éd.), *Usines, ouvriers, figures du nouvel ordre productif*, Paris, Maspero, 1980.
156. GINTIS H., *Note towards a Radical Theory of the Firm*, Cambridge, Mass., Harvard Institute of Economic Research, 1972.
157. GORZ A., *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, 1978.
158. GORZ A., *Adieu au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980.
159. GOUX Ch., *Sortir de la crise*, Paris, Flammarion, 1978.
160. GRANSTEDT I., *L'Impasse industrielle*, Paris, Seuil, 1980.
161. GROS F., JACOB F., ROYER P., *Sciences de la vie et société*, Paris, Seuil, 1979.
162. GROSFELD I., SMOLAR A., « Jeux parallèles dans une économie à planification centralisée », colloque *L'Economie cachée*, Paris, C.I.R.E.D., 1980.
163. GROUPE de BELLEVUE, *Le Projet Alter*, Etude d'un avenir énergétique pour la France axé sur le potentiel renouvelable ; esquisse d'un régime à long terme tout solaire, Paris, Syros, 1978.
164. ILLICH I., *La Convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
165. JACQUEMOT P., « Les modèles alternatifs d'industrialisation : quelques repères théoriques », in H. El Malki (éd.), *Etat et développement industriel au Maroc*, Casablanca, Ed. Maghrébines, 1982.
166. KEHAYAN J. et N., *Rue du Prolétaire Rouge*, Paris, Seuil, 1978.
167. KEYNES lord, *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Payot, 1971.
168. LEONTIEF W., CARTER A.P., PETRI P., 1999 : *L'expertise de Wassily Leontief*, Paris, Dunod, 1977.
169. LEONTIEF W., « La répartition du travail et du revenu », *Pour la science*, nov. 1982.
170. LIPIETZ A., Communication au *Symposium international de Sfax*, « Dépendance et indépendance du tiers monde face à la crise », avril 1981.
171. LORENZI J.-H., *Le Marché dans la planification*, Paris, P.U.F., 1975.
172. LORENZI J.-H., LE BOUCHER E., *Mémoires volées*, Paris, Ramsay, 1979.
173. LORENZI J.-H., PASTRÉ O., TOLEDANO, J., « Sortie de crise et politique industrielle », in *Etat et régulations*, Presses Universitaires de Lyon (Bibliothèque A.E.H.), 1981.
174. LUSSATO B., *Le Défi informatique*, Paris, Fayard, 1981.
175. MARX K., « La nationalisation de la terre », Rapport au 2^e Congrès de l'A.I.T. (1868), in MARX : *Œuvres*, Paris, Gallimard (Pléiade), tome I.
176. MAZIER J., « Une politique de l'offre : reconquérir le marché intérieur », *Les Cahiers français*, n° 192, 1979.
177. MESAROVIC M., PESTEL E., *Stratégie pour demain*, Paris, Seuil, 1974, (2^e Rapport au Club de Rome).
178. NORA S., MINC A., *L'Informatisation de la société française*, Paris, La Documentation française, 1978.
179. POLY J., *Pour une agriculture plus autonome et plus économe*, Paris, Institut national de la recherche agronomique, 1978.
180. PRINGLE P., SPINGELMAN J., *Les Barons de l'atome*, Paris, Seuil, 1982, (trad., New York, 1981).
181. PUISEUX L., *La Babel nucléaire*, Paris, Ed. Galilée, 1977.
182. ROSANVALLON P., *L'Age de l'autogestion*, Paris, Seuil, 1976.
183. ROSIER B., *Autonomie et coopération des sous-ensembles dans une économie planifiée*, note de recherche, université de Grenoble II, Centre de recherche économique et sociale, 1974.

184. ROSIER B., « Changement technique, développement, dépendance et crise : le cas du secteur agricole et agro-alimentaire », Communication, au *Symposium international de Sfax*, avril 1981.
185. ROSIER B., « Quel développement pour quelle société ?, in *Autrement*, n° spécial *Algérie, 20 ans*, 1982.
186. ROSIER B., *Choix, techniques et stratégies de développement*, Paris, UNESCO, 1982.
187. ROSNAY J. de, « La révolution biologique : fiction ou réalité ? », in *La Révolution biologique, Science et vie*, n° spécial, 1982.
188. RUFFIE J., *Le Traité du vivant*, Paris, Fayard, 1982.
189. SACHS I., « La crise », in *Clefs*, n° 6, 1980.
190. SAHLINS M., *Age de pierre, âge d'abondance, l'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1972.
191. SAUVY A., *La Machine et le chômage, le progrès technique et l'emploi*, Paris, Dunod-Bordas, 1980.
192. SERVAN-SCHREIBER J.-J., *Le Défi mondial*, Paris, Fayard, 1980.
193. SERVAN-SCHREIBER J.-J., *Un centre mondial pour le développement des ressources humaines*, Rapport au président de la République, Paris, 1981.
194. TOFFLER A., *La Troisième Vague*, Paris, Denoël, 1980 (trad. New York, 1980).
195. VERNET D., « Le plan, c'est la loi... de la jungle », *Le Monde*, 19 décembre 1981.
196. VOSLENSKY M., *La Nomenklatura, les privilégiés en U.R.S.S.*, Paris, Ed. Belfond, 1980.
197. VARIII AUCTORES « Redéploiement ou protectionnisme », *Les Cahiers français*, n° spécial 192, 1979.

Rythmes économiques

par Pierre Dockès et Bernard Rosier

Les fluctuations et les crises économiques ont fortement marqué, depuis ses origines, le type et le rythme de développement économique du capitalisme moderne. Une compréhension en profondeur de la crise contemporaine implique donc un retour sur l'histoire du capitalisme et des grandes pulsations de son activité. C'est la recherche qu'ont entreprise les auteurs du présent ouvrage.

Pour cela, ils se situent dans le cadre d'une analyse globale des conjonctures sociales longues, restituant au fait technique et au fait économique leur dimension sociale. Ils construisent, à travers une minutieuse réinterprétation des faits, une approche renouvelée des cycles classiques et des cycles longs, laissant apparaître le rôle essentiel, dans leur déroulement, de la configuration des rapports sociaux. Ils élaborent une nouvelle conception théorique des rythmes économiques qui leur permet de présenter une lecture originale de la crise actuelle elle-même et de ses fonctions ainsi qu'une évaluation de ses enjeux et de ses issues.

Ce livre s'adresse, par conséquent, à un large public. Il concerne, en effet, tous ceux qui étudient l'histoire économique, les fluctuations, le changement technologique et l'évolution des structures des économies capitalistes, mais également tous les lecteurs désireux de comprendre la crise pour mieux saisir leur temps.

Auteur notamment de *L'espace dans la pensée économique* (Flammarion, 1969), de *L'Internationale du capital* (PUF, 1975) et de *La libération médiévale* (Flammarion, 1979), Pierre Dockès est professeur d'économie politique à l'université Lyon II et directeur du Centre analyse-épistémologie-histoire (AEH).

Auteur en particulier de *Structures agricoles et développement économique* (Mouton, 1969), de *Modèles de planification décentralisée* (PUG, 1973, en coll.) et de *Croissance et crise capitalistes* (PUF, 1975 et 1983), Bernard Rosier est professeur d'économie politique à l'université Aix-Marseille II et directeur du Centre de recherche en développement comparé (CEDEC).

LA DÉCOUVERTE / MASPERO, 1, PLACE PAUL-PAINLEVÉ, 75005 PARIS

ISBN 2-7071-1385-9

04-83 120 F